HAL
open science

Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au sud de la Tunisie

Mohamed Haddad

To cite this version:

Mohamed Haddad. Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au sud de la Tunisie. Sciences de l'Homme et Société. Université Paul Verlaine - Metz, 2008. Français. NNT : 2008METZ016L . tel-01752580v2

HAL Id: tel-01752580

https://theses.hal.science/tel-01752580v2

Submitted on 27 Aug 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ

ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés

Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INTELLIGENCE TERRITORIALE ET OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :

UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE ADAPTÉ (PITA) À L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB AU SUD DE LA TUNISIE

Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue
par

MOHAMED HADDAD

sous la direction du Professeur Vincent Meyer
codirection du Professeur Mongi Sghaïer

Décembre 2008

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ
ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés
Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INTELLIGENCE TERRITORIALE ET OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :

UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE ADAPTÉ (PITA) À L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB AU SUD DE LA TUNISIE

Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue par

MOHAMED HADDAD

Composition du Jury :

PHILIPPE DUMAS, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Toulon-Var.
WAHID GDOURA, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de la Manouba-ISD -Tunis.
BRIGITTE GUYOT, Maître de Conférence- HDR, à l'Institut national des sciences et techniques de l'information et au Conservatoire des arts et métiers – Paris.
HOUCINE KHATELLI, Professeur en Sciences biologiques appliquées à l'Institut des régions arides – Médenine.
VINCENT MEYER, Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Verlaine-Metz (directeur de thèse).
MONGI SGHAÏER, Professeur en agronomie à l'Institut des régions arides – Médenine (codirecteur de thèse).

Décembre 2008

Remerciements

Mes premiers remerciements vont au Professeur Vincent Meyer pour son suivi, sa disponibilité et ses conseils avisés pour rendre ce travail possible. Les moments partagés sur les deux rives sud et nord de la Méditerranée resteront gravés en mémoire. Nous avons commencé ensemble ce qui est devenu aujourd'hui le programme LOTH. Les nombreuses heures passées sur le terrain en sa compagnie resteront pour moi de merveilleux souvenirs. Ses encouragements répétés ont été d'un grand soutien et ses qualités d'homme de science n'ont d'égal que sa gentillesse et sa modestie. Aucun mot n'est assez fort pour lui témoigner toute ma gratitude. Du fond du cœur, « *Chokran* ».

Début septembre 2005, je rencontrais pour la première fois le Professeur Mongi Sghaïer, directeur du LESOR-IRA et coordinateur scientifique de l'Observatoire de Menzel Habib. Je le remercie vivement d'avoir accepté de codiriger cette thèse. Merci pour son ouverture sur les sciences de l'information et de la communication et de m'avoir accueilli si favorablement à l'Institut des Régions Arides. Il a supporté mes craintes et m'a fait part de son savoir sur les observatoires. C'est incontestablement la personne qui a rendu ce travail possible. Je le remercie aussi pour l'accueil chaleureux de tous les membres de l'équipe LOTH.

Je tiens à témoigner ma reconnaissance au Professeur Jacques Walter pour les conseils avisés et les informations ciblées. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude.

Je voudrais spécialement remercier le Professeur Houcine Khatelli, Président Directeur général de l'IRA-Médenine, qui a accompagné le programme LOTH de sa genèse et accepté de consacrer du temps à l'examen de cette thèse.

Ma gratitude est envers Monsieur Mohamed-Ali Benabed Directeur de CIDRA-IRA et codirecteur du programme LOTH, Monsieur Amor Tbib (LESOR/Crem) et Mademoiselle Sarra Belhassine (Crem) pour le soutien constant tout au long de ma thèse. Je remercie également Pierre Morelli (Crem) et Ĕve Ross (Crem) pour leur soutien moral et leur sympathie.

Merci au Professeur Ôunis Ôunissi d'avoir accepté de prendre de son temps pour relire cette thèse.

Je remercie tous les collègues du Crem, de l'IRA, du programme LOTH et ses partenaires pour toutes les remarques qui m'ont aidé à progresser dans mes recherches.

Je tiens à exprimer ma respectueuse reconnaissance au Professeur Philippe Dumas pour avoir accepté de faire partie de mon jury. Je le remercie aussi pour ses remarques au colloque SFSIC/ISD/IPSI-2008, pour ses mails et pour l'intérêt qu'il a accordé à mes travaux.

Je tiens aussi à remercier tout particulièrement le professeur Wahid Gdoura. Sa grande connaissance du pays et son écoute attentive m'ont été très utiles. Merci de m'avoir fait l'honneur de rapporter ce travail.

Merci à Madame Brigitte Guyot pour la disponibilité qu'elle m'a accordée et pour avoir bien voulu rapporter sur ce travail. Je lui suis reconnaissant.

Qu'il me soit permis de remercier ma famille qui me supporte depuis tant d'années et surtout :

- mon père qui m'a entouré et apporté aide et soutien tout au long de mes études ;
- ma mère, toujours présente pour me réconforter ;
- mes frères, ma sœur, mes oncles et mon cousin Ismail pour leur soutien ;
- mon épouse d'avoir supporté mes absences et mon silence. Ses perpétuels encouragements me font chaud au cœur ;
- Riheb et Omrane qui ont supporté que je sois devant mon ordinateur et d'avoir attendus la fin d'une journée pour que je puisse leur consacrer quelques instants.

Enfin, on me permettra d'exprimer ma gratitude plus particulièrement à quatre amis de longue date: le technologue Omrane Bennour, l'administrateur Mahmoud Amor, l'architecte Saleh Bennour et l'enseignant Ayadi d'avoir su m'entourer, m'aider et m'encourager. Qu'ils reçoivent ici le témoignage de ma sincère amitié. Merci aussi à Mohsen Elkot de m'avoir autorisé, sur le lieu de mon stage (formation de l'ENA de Tunis), de consacrer des moments indispensables pour avancer dans ma thèse. Pardon enfin à tous ceux que ma mémoire un peu distraite aurait pu oublier.

À mes parents : Mabrouk et Fatma

À mon épouse : Monira

À Riheb et Omrane

À mes trois frères

À ma sœur

« Il y a des limites au désespoir. Il n'y a pas de limites à l'espérance »
(Jabès, 1987 : 148)

« Une intelligence incapable d'envisager le contexte
et le complexe planétaire, rend aveugle,
inconscient et irresponsable ».
(Morin, 1999 :15)

« Celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance,
celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement
même pas faire confiance »
(Simmel, 1996 : 22)

Sommaire

INTRODUCTION……...…...…8

OBJET ET DOMAINE DE LA RECHERCHE……..……..…..…..…....8

DE L'OBSERVATOIRE À L'INTELLIGENCE TERRITORIALE……...10

LE CADRE ET LE TERRAIN DE LA RECHERCHE……...……..… ..15

DE L'EXPLORATION À LA DETERMINATION DE LA PROBLÉMATIQUE

ET DES HYPOTHÈSE…….……..18

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE…….…….…20

PLAN DU TRAVAIL……...……...22

I- PARTIE 1 : OBSERVATOIRES ET INTELLIGENCES TERRITORIALES : MISE EN PERSPECTIVE D'UN CADRE CONCEPTUEL …….26

1. LES OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ?.....27
ET ENVIRONNEMENTAUX : QUELS FONDEMENTS

1.1. ÉMERGENCE, INSTITUTIONNALISATION ET EVOLUTIONS……..…29
DES OBSERVATOIRES

1.2. OBSERVATOIRES ET CONCEPTS GÉNÉRAUX D'OBSERVATION, …….…48
D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

2. DIALECTIQUES MÉTHODOLOGIQUES DES OBSERVATOIRES……..…...70
ARIDES ET MUTUALISATION TERRITORIALE DE L'INFORMATION

2.1. DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES……..……...71

2.2. CONCEPTUALISATION ET MAILLAGE ……....……....83
INFORMATIONNEL DE TERRITOIRE

3. RAPPROCHEMENT ENTRE INTELLIGENCE TERRITORIALE.....105
ET OBSERVATOIRES : QUELS ENSEIGNEMENTS, QUELS REGISTRES ?

3.1. L'INTELLIGENCE TERRITORIALE : QUELLES UTILITÉS ? 107
QUELLES VALEURS ?

3.2. PENSER DES NOUVELLES RELATIONS TERRITORIALES……...128

II. PARTIE 2 : L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB……..……144
CARACTÉRSATION DE LA SITUATION ET PROPOSITION D'UN PITA

4. CARACTÉRISATION ET PERFORMANCE DE L'OBSERVATOIRE)……...145
DE MENZEL HABIB (IRA

4.1. CARACTÉRISATION DE L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB……...……...148

4.2. LE PROBLÈME DE DÉSERTIFICATION ……..164
À L'ORDRE DU JOUR

4.3. LES COMPORTEMENTS DE LA POPULATION LOCALE……..….. ..171

5. UNE DÉMARCHE DE RECHERCHE POUR UNE INTELLIGENCE TERRITORIALE…….....179

5.1. HYPOTHÈSES DE LA RECHERCHE……...180

5.2. LA PROBLÉMATISATION PROGRESSIVE DE LA RECHERCHE……...188

6. IDENTIFICATION DES ACQUIS ET ANALYSE ÉLARGIE DES CONTRAINTES TERRITORIALES : PRINCIPAUX RÉSULTATS……...198

6.1. MISE AU POINT DE QUELQUES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION…..….....200

6.2. REGARD RÉTROSPECTIF SUR L'OMH : POTENTIEL ET LIMITES……....215

6.3. DIMENSION TERRITORIALE DE LA CONFIANCE : QUELLE COMMUNICATION ? QUELLE CONFIANCE DANS UNE SOCIÉTÉ RURALE ?.....233

7. CONCEPTION D'UN PITA ET DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE…….244

7.1. ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DU PITA…….……...…245

7.2. LE DÉPLOIEMENT D'UN PITA : QUELLES DIFFICULTÉS ? QUELLES DIFFICULTÉS ……256

CONCLUSION……278

RAPPEL DU CONTEXTE DE LA RECHERCHE…….……278

LES LIMITES DE LA RECHERCHE…….……280

PITA : UNE PRATIQUE A EXPÉRIMENTER…….……281

BIBLIOGRAPHIE……..283

LISTE DES FIGURES /TABLEAUX/ ACRONYMES/AUTEURS……...……305

ANNEXES……320

TABLE DE MATIÈRES…….……..……..……369

RÉSUMÉ……..…....376

Introduction

Objet et Domaine de la recherche

L'organisation de l'espace rural au sud tunisien connaît des disparités socio-économiques, des déséquilibres flagrants à différents niveaux et des mutations multiples affectant l'échelon territorial de ces zones difficiles. Partant d'un contexte problématique et vulnérable, les sociétés rurales sont appelées à mobiliser davantage leurs capacités adaptatives dans un milieu où la désertification devient une des préoccupations majeures de la région. Si la notion de la gouvernance territoriale est largement répondue dans le domaine public, ce n'est plus le cas aujourd'hui avec l'émergence des nouveaux défis et priorités liés à un contexte mondialisé. Suite désengagement progressif de l'État en matière de mise en place des projets d'envergures, l'action devient l'affaire de tout un chacun. Dès lors, une meilleure concertation face aux défis nécessite une communication et un échange entre les acteurs concernés. Désormais, L'objectif est de mobiliser leurs capacités et augmenter leurs marges de manœuvre face aux différentes mutations. Ceci est d'autant plus important que le devenir de ces zones difficiles reste ambigu. Ainsi, le territoire et « tous les êtres qui en relèvent, quels qu'ils soient - est composé de deux grands éléments: d'un côté les formes, les idées, les messages, les - informations - (tous ces termes sont équivalents ici); et de l'autre, le désordre, le hasard, l'entropie [nombre qui mesure l'incertitude de la nature d'un message donné à partir de celui qui le précède]. D'un côté, l'esprit, de l'autre, la matière » (Breton, 2000 : 36). Devant cette complexité accrue se pose aussi la question sur les dispositifs et les processus nécessaires susceptibles d'apporter des articulations et éclairages afin de maintenir la dynamique de développement territorial.

En dépit de cette rareté des ressources naturelles et de la précarité de l'environnement, le contexte est riche d'information. Divers organismes de recherche scientifique et coopération internationale focalisent leurs efforts pour bien aborder des problématiques complexes dans une optique de développement durable où l'information et la communication constituent ses éléments clés.

Notre recherche se propose donc d'étudier les observatoires dans une perspective d'information et de communication qui vise à valoriser les comportements susceptibles d'améliorer les capacités et l'efficacité en matière d'actions. Partant de l'idée que tout acteur social est saisi par la communication et qu'« on ne peut pas ne pas communiquer », « il en résulte que la communication est l'affaire de tous et non (conséquence rassurante) celle d'une poignée d'experts ; sa compétence est éparse et se confond avec l'exercice de la démocratie » (Bougnoux, 1993 : 9). Dans un environnement hostile (zones difficiles) au sud tunisien les événements externes sont multiples et peuvent se transformer en menaces affectant les comportements et les relations des acteurs territoriaux. Dans cette situation entre menaces et opportunités, on examinera le rôle de la communication. Il faut souligner aussi que dans ce contexte fragile « le continuum de la menace et de la rupture est chose exceptionnelle. Dès que la menace est identifiée, elle génère habituellement chez l'humain ou l'animal un échafaudage des conjectures fondées sur un recueil accéléré de données qui tend à connaître son épilogue lors de la mise en œuvre d'un dispositif de protection » (Herbaux, Bertacchini, 2007 : 33).

Si les dispositifs existent déjà, il importe alors de s'interroger sur le processus susceptible de renforcer la concertation des sociétés rurales dans un milieu aride et assurer une articulation « réussie » Observatoire/intelligence territoriale (IT). Dès lors, étudier les rôles des observatoires dans cette perspective consiste à élargir la fonction classique (production de l'information) attribuée à l'observatoire. Ce propos découle du constat de l'existence d'un décalage entre les capacités d'évolution de ce dernier et l'utilisation qui en est faite. On peut donc s'interroger sur ce qu'ils peuvent être aussi ces dispositifs. L'intérêt de ce questionnement est de dépasser le visible et le quantitatif de l'observatoire en territoire aride et comprendre les tensions et les logiques d'acteurs pensées dans une dimension combinatoire (développement durable, gouvernance territoriale, recherche-action, intelligence territoriale, etc.).

La proposition d'une mise à l'expérimentation d'un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib vise la compréhension de la structure et de la dynamique des territoires, l'amélioration de la concertation et l'implication de tous les acteurs devant les opportunités et les menaces territoriales. Notre contribution à cet égard est donc d'avoir inséré un nouveau concept dans un milieu différent et un

champ de recherche pluridisciplinaire et d'en avoir proposé la démarche nécessaire (adapté au contexte rural). Ainsi, le PITA s'inscrit dans une démarche de suivi et d'évaluation continue couplée à une recherche de valorisation et de validation de l'information et l'amélioration des pratiques territoriales. Mais la question se pose toujours sur le niveau de l'acceptabilité et l'adhésion des acteurs à ce processus au niveau d'un territoire aride. Ce processus se base sur la détection et l'anticipation des opportunités et des menaces moyennant une mutualisation systémique de l'information. Nous avons pensé cette relation entre les observatoires et l'intelligence territoriale et les rapports entre les acteurs ruraux dans un milieu aride dans une optique constructiviste. Notons, qu'à l'ère des sociétés de l'information et de la communication, les productions effectuées en matière d'explorations environnementales en zones arides tunisiennes nous invitent à réfléchir aux approches et aux modalités permettant de valoriser les acquis dans des nouvelles orientations communicationnelles de lutte contre la désertification et de développement durable.

Cette brève évocation de l'objet et du domaine général de notre recherche nécessite, au moins, un retour sur le fondement de ce rapprochement entre le dispositif « observatoire » et l'approche « intelligence territoriale ».

De l'observatoire à l'Intelligence territoriale

Le problème général de cette recherche émerge d'un questionnement sur les enjeux des observatoires suite à l'apparition (la dernière décennie) d'un grand nombre d'organismes portant, dans leur sigle ou leur raison sociale, le terme « observatoire ». Le terme vient originellement de l'astronomie. « Son transfert dans les sciences humaines s'est effectué dans l'entre-deux guerres grâce à la démographie lorsqu'il a fallu suivre l'évolution de la population. Mais ce n'est que récemment qu'il a pris toutes son importance dans de nombreuses applications, notamment socioéconomiques [et environnementales] » (Dubois, 2004 : 1). Ce transfert peut être expliqué par le fait que les chercheurs en sciences humaines et sociales ont trouvé dans les principes et les fondements de l'astronomie le symbole de l'objectivité scientifique (Clignet, 1998 : 124) même s'ils ne suivent pas toujours la même logique des sciences dures. Aujourd'hui, la question se pose sur la grande prolifération, voire la mode abusive dans

maints domaines et les fondements épistémologique de ce dispositif[1]. Si le terme est utilisé dans plusieurs domaines, sa « renaissance » en sciences humaines et sociales fait rebondir une variété de questionnements. Il est considéré par de nombreux chercheurs comme véritable outil pour répondre à des interrogations scientifiques et favoriser la pluridisciplinarité et la coopération. D'autres chercheurs posent des questions sur leur émergence, la nature, l'utilité et la valeur de leurs productions. Marie Piron (1996 : 782-783) a expliqué ce développement accru d'observatoires par un effet de mode « où l'on espère trouver un outil "idéal" pour déceler les évolutions, comprendre les changements, disposer d'éléments à la décision ou proposer « l'impossible » prévision. Et plus la demande est complexe, plus on idéalise l'outil. Même si, avec le temps, cela tend à s'estomper… ».

Ce travail reflète donc le souci autour d'un instrument complexe qui prétend analyser la complexité et l'incertitude qui caractérisent les sociétés rurales. En l'absence de fondements théoriques et méthodologiques clairs, la tâche de ces dispositifs se limite à l'explication et à la résolution des problèmes précisés. Par conséquent, nous avons opté pour un choix complexe en cherchant, tout d'abord, à identifier et à examiner des bases théoriques et méthodologiques susceptible de légitimer ces dispositifs. Cependant, nous sommes prudent, car « à trop vouloir légitimer, on risque donc aussi de délégitimer » (Meyer, 2004 : 66). Cela étant précisé, notre exploration a été alimentée par la découverte d'un usage différent de ce dispositif dans les milieux ruraux, même s'il s'agit de la même terminologie. De ce fait, nous nous sommes interrogés non seulement sur les bénéfices de cette notion dans un contexte aride au sud-est tunisien, mais nous avons examiné aussi en quel sens ces dispositifs peuvent supporter les stratégies territoriales du développement. Donc, notre prospection autour de la démarche épistémologique a permis le passage d'une étape de recherche et d'évaluation des fondements théoriques et méthodologique à une étape où on cherche à penser les « gains » qu'on devrait pouvoir obtenir d'une meilleure conception. D'où notre acheminement logique vers une approche d'intelligence territoriale présenté par Yann Bertacchini (2004 : 3) comme « un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s'approprient les ressources d'un espace en mobilisant puis en transformant

[1] www.conscience–politique.org (consulté le 28 avril 2008)

l'énergie du système territorial en capacité de projet». Philippe Dumas (2007 : 30) précise qu' « avec le concept d'intelligence territoriale, nous envisageons un saut qualitatif vers une notion identitaire qui affirme son caractère flou, mouvant, rétif à toute définition positiviste, mais qui permette en revanche de penser et de communiquer par rapport à la complexité à l'incertitude du monde socioéconomique contemporain […] l'intelligence territoriale joue sur le rapprochement entre l'intelligence comme processus cognitif et d'organisation de l'information, et le territoire comme espace de relations signifiantes ».

Par ailleurs, nous avons examiné les formes de communication actuelle inscrite dans le cadre de ces dispositifs et les ressources théoriques et méthodologiques sur lesquelles peuvent s'appuyer pour « grandir ». Comme le rappelle Daniel Bougnoux (1993 : 9), « la communication est l'affaire de tous et non (conséquence rassurante) celle d'une poignée d'experts ; sa compétence est éparse et se confond avec l'exercice de la démocratie ». Dans cette perspective, comment peut-on susciter davantage une prise de conscience de la communication ? Il importe alors de s'interroger sur les processus susceptible de favoriser la concertation et l'appropriation des capacités territoriales et l'usage de ce dispositif pour la conception d'un « espace public » ou un lieu de dialogue et de renforcement des projets du développement. Le rapprochement entre « dispositif » et « processus » constitue l'évolution la plus importante de notre recherche. Les éléments conceptuels fondés sur les SIC servent l'évolution des observatoires et développement territorial.

De prime abord, cette recherche se base sur la longue expérience de l'IRA où les problèmes d'environnement observés se traitent en termes de relations avec les facteurs sociaux, économiques et politiques (Picouet, Sghaïer, 1994). Dès lors, « les acteurs locaux usent au mieux de leur savoir faire local pour exploiter les ressources disponibles. Malgré le désengagement, les structures publiques cherchent de leur côté, à ce que les usages des ressources naturelles par les populations locales soient dans les normes de la rationalité. Les organisations et structures internationales interviennent par des projets et programmes de coopération, qui ne collent souvent pas avec les réalités locales. La perception, les décisions, les visions et les usages des ressources naturelles restent propres à chaque acteur. Les structures locales sont en situation de difficultés en matière de communication autour de la problématique de la désertification et du

développement. Les programmes de développement et les projets de vulgarisation n'ont pas été suffisants pour que les stratégies familiales de production agricoles en zones rurales intègrent la dimension environnementale dans les procédures de production agricole. Les pouvoirs publics cherchent de moins en moins la mise en place de projets et programmes de court terme susceptibles de diversifier les branches d'activités économiques et favoriser les perspectives de gestion des ressources humaines, jusque là menacées par le chômage et la faiblesse économique

Devant cette situation de « blocage » territoriale, nous empruntons une démarche issue des SIC pour faire évoluer l'observatoire d'un simple lieu d'enregistrement de « tout ce qui bouge » en un « espace public » d'échange qui intègre des acteurs et des scénarios intelligents de développement du territoire. « L'intelligence, du latin – *inter* (entre) – *ligare* (relier entre), devient dans le cas du territoire, une posture collective de gestion de la connaissance dont la finalité est la préservation sinon le développement des ressources existantes » (Herbaux, Masselot, 2007 : 2). Ainsi, les objets territoriaux comme le langage fondent l'expérience et l'intelligence commune des individus. Si un objet en tant que tel ne « parle pas », il a bien une vie et s'inscrit dans différents contextes domestiques, culturels, politiques ou experts. Ils dévoilent par leurs conceptions, leurs usages et les différentes interprétations qui en découlent un nombre important des relations interpersonnelles sur un territoire donné (Programme LOTH, 2006). Dès lors, c'est l'intelligence humaine et l'implicite territorial non exprimé qu'il faut solliciter dans un pareil contexte. Mais, comme le précise Pierre Bourdieu (1984), il faut un émetteur légitime, reconnu et qui reconnaît les lois implicites du système et des destinataires reconnus par l'émetteur. Donc, le premier pas du processus est d'adopter des « plans de communication » qui s'additionnent à la fonction classique de traitement, d'analyse de données et de production de l'information. Cette communication s'organise autour d'un but précis et produit un effet attendu (Huisman, 1983 : 158). Il s'agit d'« un tout intégré » (Winkin, 1981) dans un observatoire qui met en cause la relation entre « recherche fondamentale et recherche appliquée, ou encore les rapports entre les composantes spatiales et temporelles des phénomènes à expliquer » (Clignet, 1998 : 293).

Sur le terrain, cette investigation nous amène à proposer un processus cognitif et organisationnel lié à l'information, la confiance et la communication qui prend en

compte les aspects économiques, sociaux, historiques et environnementaux. Quel que soit le cadre (théorique et/ou empirique), nous tenons à préciser qu'il est observé d'un angle SIC. On retiendra que l'intelligence territoriale a été reconnue par le Conseil national des universités (CNU) comme un domaine de compétence en sciences de l'information et de la communication. Donc, notre volet majeur est d'adapter un processus d'intelligence territoriale à l'observatoire de Menzel Habib. On rejoint Marie Michèle Venturini et Yann Bertacchini (2007 : 19) en considérant le « " *process* " d'intelligence territoriale comme l'approche pragmatique pertinente pour la mise en réseaux des acteurs notamment dans le partage de la connaissance […]. Il amène à l'élaboration de nouveaux rapports des acteurs, une nouvelle configuration des collectivités dans un "construit" commun ».

En cherchant à fonder des liens entre l'émergence des observatoires et l'intelligence territoriale, nous avons constaté que les deux termes ont pris leur émergence il y a une dizaine d'année. Si notre point de départ est les observatoires, l'originalité est de creuser leurs logiques pour les associer à une démarche d'intelligence territoriale dans un milieu rural/aride. Nous s'inspirons aussi d'un ensemble des travaux très récents, surtout en France, dans des milieux totalement différents (Bertacchini, 2000, 2001,2004, 2006, 2007 ; Goria, 2006 : Dumas, 2002, 2003, 2004, 2005) (Herbaux, Bertacchini, 2003), (Girardot, 2000, 2004), etc. Nous pouvons fonder aussi ce rapprochement sur le fait que l'intelligence territoriale « est une évolution de la culture du local [aride] fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signaux et informations pour fournir au décideur, et au moment opportun, l'information judicieuse » (Herbaux, 2006 : 117).

Naturellement, un tel observatoire ne peut fonctionner que si les acteurs se mettent d'accord sur ses frontières, précisent ses objets, ses moyens et ses objectifs, définissent les rôles et rendre opérationnels ses applications. Comme nous l'avons précisé, cette approche se fonde sur les sciences de l'information et de la communication qui nous apprennent que l'information peut se transformer facilement en désinformation et propagande si elle n'et pas valorisée. Suite à un échange réduit et une transmission limitée des significations, nous allons revoir les dimensions tacites et les obstacles. Ainsi, l'information et les activités de recherche des observatoires n'ont de valeur stratégique que si elles sont validées et transformées en connaissances opérationnelles

sur un territoire. Ce processus s'appuie sur la complémentarité et la synergie entre les différents axes du programme LOTH et la synthétisation des expériences de l'IRA pris dans un contexte élargi (Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme (ROSELT)). Comme le rappelle Arlette Bouzon (2003 : 6), « la conception, notamment quand elle concerne un système complexe […] implique de multiples actions menées collectivement par l'équipe projet ou individuellement par chacun de ses membres ». Une fois l'acceptabilité est assurée, cette cohérence thématique aura toute son importance lors de l'expérimentation de ce processus, axé sur la transmission de l'information, la communication, la concertation et la confiance entre tous les acteurs.

En résumé, nous avons établi une vision prospective qui intègre l'observatoire et l'intelligence territoriale dans un contexte aride. Nous sommes convaincus qu'à l'époque des sociétés du savoir que la réalisation des aspirations au développement durable et la « bonne » gouvernance passent par la mise en place d'une logique (processus) de traitement et de mutualisation de l'information, de confiance, de communication, de concertation, etc. Dès lors, les perturbations territoriales et l'absence des stratégies de communication imposent la conception d'un territoire interactif, itératif et prospectif (Girardot, 2004). À travers ce processus, l'objectif serait de changer l'image du sud, souvent associé à son passé. Donc, le rôle de l'observatoire est de solutionner les difficultés réelles dans le cadre des programmes et des projets de développement « durable ».

Le cadre et le terrain de la recherche

Nous avons réalisé cette recherche dans le cadre d'un programme de recherche baptisé : Langages, objets, territoires et hospitalités (LOTH). Mis en place en avril 2006, ce programme s'inscrit dans le cadre d'une coopération entre l'UPV de Metz et l'IRA de Médenine et vise le développement territorial du sud-est tunisien à travers des stratégies de communication qui s'inspirent de l'intelligence territoriale, du marketing territoriale, de la patrimonialisation, médiation culturelle, etc. Dans ce cadre, des objectifs opérationnels sont à réaliser (2008-2011) et des défis sont à relever. Nous présentons brièvement, les quatre axes du programme :

- Langages : étudier les dynamiques et le dialogue ponctuel des cultures et groupes sociaux qui caractérisent le sud-est tunisien ;

- Objets : étudier le contexte de leur création et leurs fonctionnalités. Les objets comme le langage fondent l'expérience commune des individus. Si un objet en tant que tel ne « parle pas », il a bien une vie et s'inscrit dans différents contextes domestiques, culturels, politiques ou experts. Ils dévoilent par leurs conceptions, leurs usages et les différentes interprétations qui en découlent un pan important des relations interpersonnelles sur un territoire donné (Notes LOTH, 2006 : 7) ;
- Territoire : dénoter les caractéristiques principales du territoire du sud-est tunisien. S'arrêter sur les ksour en tant qu'architecture du passé renfermant des caractéristiques singulières et si peu exploitées dans le présent ;
- Hospitalités : liées à la question identitaire d'un pays, il s'agit d'analyser ses formes dépendantes des territoires. L'hospitalité permet, par la coprésence, la connaissance et la compréhension de certaines valeurs de l'habitant du pays visités. C'est souvent, le premier contact et la première impression qu'offre le pays au touriste. C'est par elle que peut se développer une multitude d'interactions ouvrant sur une forme de communication interculturelle favorisant le dialogue des cultures (partage, rencontre, échange, etc.) (Note LOTH, 2006 : 7).

Ce programme est devenu une collaboration d'envergure[2] qui est en train de se développer entre le centre de recherche sur les médiations et l'UPV-Metz et l'Institut des régions arides de Médenine, en Tunisie. *À priori*, la coopération entre disciplines n'est pas toujours simple et rien ne paraissait devoir justifier des relations entre un institut voué à la recherche agronomique et un laboratoire dont l'activité est centrée sur la communication et les médias. Mais, c'est la volonté de valoriser les recherches et apprendre à mieux communiquer qui s'impose.

[2] « Cette coopération, qui est à ce jour l'une des plus importantes signées entre UPV-M et un établissement tunisien, revêt un intérêt tout particulier car elle s'inscrit dans une logique de préservation du patrimoine naturel et humain dans une région particulièrement exposée ». « Du désert tunisien au site des Hauteurs » à écrit le quotidien Spicheren (vendredi 8 mai 2007) suite à l'atelier de recherche organisé dans le cadre de ce programme pour signaler la particularité de cette coopération. Ainsi, les ateliers et les séminaires organisés dans les deux pays ont donné l'occasion d'affirmer les bases du programme et de visiter des sites historiques et patrimoniaux en lien avec les objets de recherche de différents membres impliqués (ksour, site touristique au sud-tunisien, le site des hauteurs de Spicheren, lieux de commémoration, camp de la Neue Bremm, etc.). (La première phase du programme nous engage jusqu'en 2010).

Ce travail s'inscrit ainsi dans le troisième axe ; le recueil et le traitement d'informations couplés à une démarche d'évaluation continue ». Il développe un rapprochement entre les observatoires et l'IT. Nous rappelons que notre connaissance initiale sur les observatoires est d'autant moins stabilisée que cette coopération a constitué une occasion de découvrir une nouvelle représentation propre aux régions arides. Au début, deux objectifs ont été identifiés. *Primo,* trouver un terrain qui est en relation avec mon sujet. *Secundo,* orienter la recherche sur ce qui se passe dans les observatoires intégrés de l'IRA. Dès les premiers ateliers, nous avons constaté qu'en évoquant les observatoires, nous ne parlons pas tout à fait de la même chose.

Dans ce bouillonnement, le programme vient donc non seulement répondre à notre orientation disciplinaire, mais aussi nous offrir l'opportunité de travailler en équipe sur une autre signification enrichissante d'observatoire. Il s'agit de réfléchir des axes susceptibles de répondre aux besoins et aux problématiques de la région, de rendre compte de la particularité des observatoires de l'IRA et de servir des programmes de modernisation d'un territoire dans un logique triptyque Observatoire/IT/Développement durable.

Nous avons donc abordé le territoire à travers une approche intégrée du développement (durable). Comme le rappelle Philippe Dumas (2006 : 12), ceci « nous amène à proposer [d'adapter] l'usage de deux concepts permettant d'appréhender la nature ouverte et interactive du territoire inséré dans le monde : intelligence territoriale et territorialité[3] ». Par ailleurs, Michel Picouet et Mongi Sghaïer (2000 : 21) soulignent que la création de ces dispositifs de recherche répond à un besoin lié à un manque d'outils et des méthodes adaptés pour les études de certains phénomènes et interactions territoriaux. À la base, c'est essentiellement un outil de suivi et d'aide à la décision qui favorise le développement d'une recherche pluridisciplinaire. Les sciences de l'information et de la communication peuvent être utilisées à travers une approche d'intelligence territoriale afin de dépasser les problèmes liés aux dégradations et aux risques. Ainsi, Vincent Meyer (2004 : 12) montre qu'il n'y a pas que les « succès » qui contribuent à la réflexion épistémologique et méthodologique sur la constitution d'un espace de recherche. Dès lors, l'intégration triptyque observatoire- territoire-

[3]« On peut considérer la territorialité comme la dimension ondulatoire de la notion de territoire » qui exprime un sentiment partagé d'appartenance et de d'appropriation (Dumas, 2006 : 12).

intelligence territoriale, permet de dépasser la vision globale et instrumentale (traitement des données) pour travailler sur l'observatoire en tant que dispositif de savoirs stratégiques. Si nous suivons Bernard Miège (2005 : 23), « il faut avoir une approche intégrée et articuler ces différents éléments : technique, économique, politique, culturel et sociétal et notre rôle […]. Le premier point me semble-t-il, est d'affirmer la pertinence des sciences de l'information et de la communication». Pour Alex Mucchielli (2005 : 76), une approche communicationnelle devrait toujours se soucier des enjeux des différents acteurs. La mise en valeur du patrimoine en zones arides doit contribuer à une préservation des physionomies culturelle, mémorielle et patrimoniale de ces régions internes face à une offre et une urbanisation touristiques limitées aux régions côtières de la Tunisie. En outre, si le programme permet le partage d'expériences et les échanges dans le domaine de l'environnement, du patrimoine et du tourisme, il renforcera aussi les stratégies régionale et nationale du développement. Ainsi, le PITA permet de penser des relations territoriales signifiantes. Certes, nous avons l'opportunité d'étudier plusieurs dispositifs d'observations. Mais étant donné les préoccupations qui se sont fait jour lors de nos entrevues dans le cadre du programme LOTH, nous avons choisi d'axer notre travail sur l'Observatoire de Menzel Habib (OMH). L'objectif est de développer un PITA susceptible de valoriser l'information, la confiance et la communication par ce qui est désormais appelé territorialité[4]. Ces nouvelles valeurs de partage se fondent essentiellement sur les capacités cognitives et collectives des acteurs territoriaux à comprendre et résoudre des problématiques socio-économiques et environnementales de plus en plus inquiétantes.

De l'exploration à la détermination de la problématique et des hypothèses

La problématique et les deux hypothèses de notre recherche sont formulées de façon à nous laisser une certaine latitude méthodologique nécessaire pour étudier un objet et un processus très vastes comme l'observatoire et le PITA. Cela étant précisé, nous savons maintenant que les observatoires ont des fonctions et des finalités diverses. Le problème se pose d'une façon récurrente de savoir si l'usage abusif et la grande prolifération s'appuient sur des raisons spécifiques qui serviront de base à une véritable politique scientifique des observatoires susceptible d'intégrer un PITA. Une telle clarification est

[4] « On peut considérer la territorialité comme la dimension ondulatoire de la notion de territoire » (Dumas, 2006 : 12) qui exprime un sentiment partagés d'appartenance et de d'appropriation.

dispensable, si on veut éviter les multiplications et les recompositions inutiles de ces dispositifs. Ainsi, l'analyse préalable de l'état de situation devrait servir de base à une approche des observatoires. Certes, l'usage de ce dispositif cache une pensée scientifique, mais aussi un usage protéiforme.

La problématique de cette recherche porte donc sur l'utilisation des observatoires socio-économiques et environnementaux (en particulier l'OMH), dans cette perspective d'intelligence territoriale basée sur l'observation, la mutualisation de l'information et la communication. L'objectif est d'étudier les rôles des observatoires, non seulement dans la transmission et la validation de l'information mais aussi dans la transformation des pratiques territoriales suite à des contraintes et à des opportunités socioéconomiques et environnementales.

Parler d'un PITA dans une région aride peut susciter des réticences et des craintes pour certains chercheurs et acteurs. Pour cette raison, nous favorisons une réflexion sur et à partir de structures existantes : le Laboratoire d'économie et des sociétés rurales. Ce cadre institutionnel constitue une occasion pour appuyer la problématique par une autre logique d'observatoires associée aux territoires en apportant des éléments de cadrage précis. Dans une phase prospective d'expérimentation de PITA, il servira de référents et accompagnera la mise en place du processus de concertation proposé.

Nous avons avancé dans notre problématique avec la question suivante : Comment l'utilisation des observatoires peut transformer les pratiques territoriales en capacité de projets de développement des zones fragiles et servir comme vecteur d'appropriation des ressources au service des acteurs territoriaux ?

Cette interrogation entraîne une série de questions dérivées qui traduisent un recul vis-à-vis des observatoires :

- Quelles relations peut-on établir entre observatoires/Sciences de l'information et de la communication (SIC)/Intelligence territoriale ?
- Quelle organisation et pratiques territoriales pour répondre effectivement aux stratégies du développement dans des zones rurales en déclin ?
- Peut-on cerner les éléments moteurs et les freins à cette relation, et surtout imaginer les rouages possibles pour permettre aux régions arides de tirer profit

d'une variété de concepts (Recherche-action, développement durable, gouvernance etc.)?

- Quel modèle pour que l'utilisation des observatoires dans un PIT transforme les pratiques des acteurs et conduit à la réalisation des interventions sur le terrain ?

Afin de développer notre problématique, nous avons posé deux hypothèses complémentaires. La première suppose que l'observatoire en zone aride améliore l'accessibilité de l'information et l'interaction entre les acteurs territoriaux, et la deuxième suppose que ces derniers trouvent leur intérêt à un PITA et sont prêts à y adhérer. Cela étant précisé, nous évaluons l'attitude des acteurs territoriaux (questionnaire), car notre processus reste sans vie s'il n'y a pas une large adhésion préalable à sa mise en œuvre. Le colloque international organisé par LESOR (IRA) (Sociétés en transition et développement local en zones difficiles « DELZOD ») intègre cette thématique d'intelligence territoriale. Ceci est d'autant plus rassurant pour notre proposition que cette prise en compte de cette approche fondée sur les SIC, vise le développement d'outils d'analyse prospective et d'aide à la décision.

Depuis longtemps, nous avons vécu dans ce contexte. Si l'intelligence « n'était qu'une pauvre petite lueur qui devait nous guider dans l'accomplissement des actes quotidiens » (Pagnol, 1974 : 86), aujourd'hui, c'est un autre point de vue qui s'impose. « On s'assoit sur une dune de sable. On ne voit rien. On n'entend rien. Et cependant quelque chose se construit en silence. C'est la recherche d'une méthodologie pour aborder cette complexité » (*Id* : 23).

Méthodologie de la recherche

Cette thèse traite principalement de l'articulation entre l'observatoire avec les pratiques informationnelles et communicationnelles formulées dans le cadre d'un PITA. Mais pour arriver à ce rapprochement, une longue démarche a été échafaudée selon des éléments historiques, théoriques et méthodologiques, des explorations, des observations participantes, des entretiens, etc. Si l'observatoire ne fait en général pas l'objet d'un cadre conceptuel précis et d'une forme unique, encore moins de recherches aux milieux arides qui prennent appui sur les SIC. Nous devons donc gérer cette difficulté tout au long de ce travail. Par conséquent, la problématisation de notre recherche, quoique progressive, elle est itérative et non strictement linéaire. Ceci s'explique d'une part, par

l'exploration autour d'un objet complexe et, d'autres part, par l'étude et la caractérisation du terrain, la définition des objectifs et les besoins des acteurs territoriaux. Nous nous sommes inspirés de la réflexion de Vincent Meyer (2004) sur l'émergence de formes et d'intentions spécifiques en lien avec différentes demandes sociales[5]. D'une manière analogique, notre recherche a ouvert, au départ, plusieurs approches et enjeux théoriques, problématisations, conceptualisations, etc. avant d'établir des correspondances entre observatoires et intelligence territoriale. Pour de multiples raisons (théories et concepts existants, le terrain, la portée stratégique et opératoire, etc.), le choix de la démarche déductive a fortement structuré notre recherche. Elle est également en lien avec les éclairages théoriques que nous avons apporté tout au long de la première partie et les différentes intuitions pour éclairer les hypothèses. Trois grandes étapes peuvent être avancées :

- études des écrits et recensement théorique en se fondant sur une analyse de corpus pour expliquer les enjeux des observatoires. Cette exploration a permis de mieux apprécier les enjeux de cet instrument, tout d'abord, propres à tous les observatoires, ensuite, spécifiques aux observatoires intégrés de l'IRA (OII) ;
- précision des relations (souvent triptyques) qu'on souhaite étudier tout en intégrant un laboratoire spécialisé et en pratiquant l'observation participante ;
- Ainsi, Contempler ou observer, lorsque certains aspects de cette contemplation ou de cette observation ne sait pas qu'il observé, est une voie pour délimiter le champ d'observation ;
- délimitation du champ d'observation s'impose du fait que l'on ne peut tout observer (Mucchielli, 2004).

Cette démarche nous positionne dans une voie « chemin faisant » qui peut être qualifiée de déductive. En effet, l'étude exploratoire et le recensement théorique effectués ont permis de formuler des idées (présupposées) avant la phase terrain (observation participante, questionnaire, entretiens, etc.). Nous avons trouvé un refuge dans cette optique spontanée, surtout quand on ne sait pas trop où l'on veut arriver. Par ailleurs, Proposer un PITA revient à faire le lien, au moins, entre observatoire, intelligence et territoire. Il s'agit d'un « processus par lequel l' [acteur] élabore (ou conçoit) les plans

[5]Ces recherches ont donné lieu à une entité discursive et notionnelle : les communications d'action et d'utilité publiques (CAUP), « proposée pour tenir compte d'une réalité de pratiques communicationnelles […] permet de regrouper des travaux épars dans une unité thématique propice au développement de la communication organisationnelle » (Meyer, 2004).

d'actions intentionnels, ou les stratégies possibles par lesquels il projette de résoudre le problème formulé dans le processus de l'intelligence décisionnelle » (Le Moigne, 1990 : 132). Cette tâche est loin d'être simple à réaliser. C'est la raison pour laquelle ce volume (surtout la première partie d'ordre conceptuel) n'étant pas toujours linéaire. Il fallait interagir, décomposer et faire des allers-retours en matière de théories, de méthodes, d'entrées, d'échelles d'observation, de choix d'observatoires, etc. À un certain moment, on ne se contente plus d'une démarche analytique, mais elle devient itérative interactive puisque le programme LOTH a permis de « cerner de nouveaux axes et opportunités de recherche (et donc d'analyses critiques) et de valorisation des SIC ». (Meyer, 2004 : 15). Donc, toutes ces évolutions ont nécessité d'autant plus une (re)formulation théorique qu'un ajustement de la démarche en fonction des moyens et des objectifs de la recherche.

Étant donné les propriétés théoriques et techniques, les attentes des différents acteurs et l'état du terrain, nous avons suivi un acheminement spontané conduisant à réfléchir l'articulation observatoires/intelligence territoriale. C'est un nouveau cadre de conception et d'utilisation de ce dispositif qui renvoie à un ensemble de conjonctions (développement durable, veille stratégique, recherche-action, gouvernance, etc.). Dès lors, la précision méthodologique s'impose de nouveau et la démarche doit apporter une explication claire à notre finalité. Ainsi, l'identification d'une autre logique conçue dans le cadre du réseau OSS/Roselt y compris l'OMH peut être considérée comme l'évolution la plus importante dans cette démarche « chemin faisant ».

Plan du travail

Cette thèse est structurée de manière assez classique en deux parties :

- une première partie délimite le cadre conceptuel et théorique de la réflexion sur les observatoires, l'intelligence territoriale et d'autres rapprochements qui s'incarnent dans une perspective informationnelle et communicationnelle ;
- une seconde partie présente le terrain, la démarche et la proposition à soumettre à l'expérimentation.

En effet, nous nous sommes particulièrement attachés à mettre en perspective le cadre conceptuel contextualisé de notre recherche. Il nous semble utilité dans une phase

exploratoire de comprendre les logiques, les impératifs et les dimensions organisationnelles et fonctionnelles des observatoires en général. Nous rejoignons le principe avancé par le sociologue Rémi Clignet (1998 : 10) préconisant que «toute démarche analytique sur la notion d'observatoire requiert d'autant plus une évaluation préalable des points communs et des différences entre ces initiatives que cette comparaison avait dû servir de base à une véritable politique scientifique des observatoires » (chapitre1). Cette exploration est un préalable nécessaire à la prospection des dialectiques méthodologiques des observatoires arides et du niveau de mutualisation territoriale de l'information (chapitre 2). Ces observatoires intégrés aux milieux arides ont largement modifié notre vision initiale des observatoires. Si la terminologie ne change pas, l'observatoire n'est plus simplement une institution. C'est aussi le territoire, les acteurs, le système d'information territorial (SIT), etc. Nous avons découvert donc une autre optique associée d'observatoires. De fait, cette extension inspirée d'un contexte aride ne peut être que bénéfique pour notre recherche et conception d'une approche susceptible d'apporter des solutions à certaines problématiques de la société rurale au sud tunisien que nous développons dans le chapitre suivant (chapitre 3). « Toute personne vit dans un monde social qui l'amène à avoir des contacts, en face à face ou médiatisés, avec les autres. Lors de ces contacts, l'individu tend à extérioriser ce qu'on nomme parfois une ligne de conduite, c'est-à-dire un canevas d'actes verbaux et non verbaux qui lui sert à l'appréciation qu'il porte sur les participants et en particulier sur lui-même » (Goffman, 1998 : 9). Au commencement, nous nous sommes proposé (LESOR-IRA) de penser la relation entre les chercheurs (observateurs) et les « fellahs[6] » (observés). Autrement, il s'agit d'étudier le comportement de ces derniers soucieux de leur passage du « centre » au « périphérique » en matière d'échange de l'information. Si l'observateur possède un plan de travail, des objectifs et des tâches spécifiques à remplir, les « *fellahs* » se positionnent par rapport aux autres acteurs en fonction de leurs intérêts. Nous sommes face à des observés qui « observent » aussi. Autrement dit, un observatoire ou un système d'information n'est pas simplement un système technique de collecte et de traitement de l'information ou un simple outil, c'est avant tout un mobilisateur d'un système social, des acteurs munis de compétences (cognitives), selon des normes

[6] En arabe se prononce *fallāh* et s'écrit فلاح. C'est un travailleur agricole (paysan, laboureur, fermier, etc.).

organisationnelles (Guyot, 2004 : 4). Par conséquent, nous avons cherché un positionnement théorique pour savoir comment un acteur doit développer ses propres modes relationnels et éviter les problèmes de non-retour de l'information, de communication et de confiance sur un territoire fragile. Notre proposition est d'adapter l'observatoire à un processus d'intelligence territoriale afin de renforcer les interactions entre les observateurs et les observés (Chapitre 3). Avant de faire ce choix, nous avons recherché dans la logique de plusieurs concepts liés aux SIC afin de savoir le(s)quel(s) sont les plus adéquats au contexte aride tunisien. Une autre raison qui nous a poussé dans cette voie est recherche d'une nouvelle approche prometteuse et susceptible d'offrir une nouvelle vision territoriale aux acteurs. Cependant, nous étions attentifs à ce que notre adhésion à cette approche soit acceptée pour pouvoir être associée à une approche globale du développement territorial qui se fonde sur des aspects théoriques et empiriques (gouvernance, recherche-action, communication organisationnelle, développement durable).

La deuxième partie traite plus particulièrement de l'observatoire de Menzel Habib (OMH) pris dans un réseau d'observatoires régionaux et internationaux. Riche de son expérience et de ses acquis dans le domaine de l'observation environnementale en zones arides, l'institut des Régions Arides a mis en œuvre un programme intitulé « Observatoire des zones arides ». Cependant, « l'expérience nous apprend la prudence. Encore faut-il s'entendre sur le sens de ce mot. Un escalier se monte marche par marche mais si on hésite à chaque marche, on passera la nuit dans l'escalier sans jamais atteindre le palier » (Chaminade, 1997 : 57). La prudence caractérise aussi notre choix sur le territoire de Menzel Habib pour développer un PITA. Il s'agit tout d'abord d'analyser et de caractériser sa performance, sa structure et ses organisations (chapitre 4). Une fois évoquées ces problématiques liées à la situation fragile de l'OMH, nous nous sommes centrés sur la méthodologie mobilisée et les hypothèses (chapitre5) permettant d'aboutir aux résultats, fondés sur l'observation, les témoignages et les contacts avec le terrain (chapitre 6). Enfin, nous puisons dans les principes de l'intelligence territoriale pour regagner, la territorialité, la concertation et le terrain communicationnel perdu par le recours à un PITA (chapitre7). Ce dernier ne devait être réductible ni à la démarche d'un économiste, ni à celle d'un spécialiste en information et communication, ni à celle d'un gestionnaire ou statisticien classique ; il ne s'agissait

pas de mobiliser un seul acteur. En bref, la conception d'un PITA constituait l'exploration d'une démarche pluridisciplinaire et collective qui utilise les SIC.

En guise de conclusion, nous rappelons que si nous avons eu l'opportunité d'étudier plusieurs dispositifs d'observations, « la délimitation s'impose du fait, d'une part, que l'on ne peut tout observer et surtout que le cadrage détermine assez précisément les problèmes que l'on peut aborder ou non dans les analyses finales » (Mucchielli, 2004 : 85) et, d'autre part que notre inscription à un programme spécifique nous offre le cadre propice d'expérimenter ce processus. À la lumière des préoccupations qui se sont fait jour lors de nos entrevues dans le cadre du programme LOTH, nous avons choisi d'axer notre travail sur l'Observatoire de Menzel Habib (OMH). Avec ce processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) on prend donc en compte, au niveau de la société rurale, la mutualisation et la valorisation de l'information, la confiance et la communication par ce qui est désormais appelé « territorialité ». Ces nouvelles valeurs de partage se fondent essentiellement sur les capacités cognitives et collectives des acteurs territoriaux à comprendre et à résoudre des problématiques socio-économiques et environnementaux de plus en plus inquiétants.

PREMIÈRE PARTIE

OBSERVATOIRES ET INTELLIGENCES TERRITORIALES

MISE EN PERSPECTIVE D'UN CADRE CONCEPTUEL

Il n'y a que le désert qui guérisse les désespoirs. Parce que le désert, c'est les espaces infinis, le silence des dunes, un ciel dans les nuits émaillé de milliers d'étoiles. Un environnement qui sans faute sauve les grands désespérés. Dans le désert, on pouvait pleurer sans crainte de faire déborder un fleuve.
Ahmadou Kourouma (1998 : 144)

« Il n'est pas trop tard pour promouvoir le développement d'une intelligence collective des conduites élevées au rang des pratiques ; je dirais même qu'avec cette nouvelle fièvre de l'évaluation et les moyens qu'offrent les technologies de l'information et de la communication, le moment est particulièrement propice ».
Vincent Meyer (2006 : 79)

Chapitre 1 : Les observatoires socio-économiques et environnementaux : quels fondements ?

Dans ce premier chapitre, on a tenté de clarifier les connotations scientifiques que diverses disciplines attachent aux observatoires. C'est une exploration indispensable pour comprendre leurs incursions et déploiements en général et leurs recompositions en particulier dans notre contexte de recherche. Notons d'emblée que le terme d'observatoire, en tant que dispositif spécifique, pose problème. Une recherche a été effectuée pour identifier les différents aspects qui y sont associés pour constituer un préalable nécessaire afin d'avancer dans la compréhension de la logique des observatoires de l'IRA. Le fait d'être un membre du programme LOTH m'a permis de revenir naturellement aux systèmes de représentation d'un territoire aride et comprendre qu'il existe d'autres particularités associées aux observatoires de l'IRA, incarnées dans un contexte pluridisciplinaire et complexe et où les SIC ont trouvé leur place. Dans un territoire où « l'inquiétude et le doute troublent la perception des phénomènes [Désertification, conflits socio-économiques, pauvreté, exode rural], entravent la réflexion et perturbent les conduites en les rendant plus ''fébriles'' » (Mucchielli, 1993 : 50), un retour sur les fondements des dispositifs existants (observatoires) ne peut être que prometteur afin d'éviter « les crises d'identité » liées à la transformation des sentiments et à la défaillance des dispositifs (Mucchielli, 1993 : 45).

Nous avons constaté que les années 90 étaient marquées par un essor des dispositifs d'observatoires socio-économiques et environnementaux. Leurs activités et leurs préoccupations étaient largement diversifiées. Mettre en regard ces dispositifs et prendre leurs prérogatives comme terrain d'investigation était une tâche difficile. Développement durable, veille stratégique, intelligence territoriale et informationnelle, aide à la décision, suivi-évaluation de l'information, autant de termes de plus en plus évoqués qui montrent bien les aspects polysémiques, la variété des orientations disciplinaires et l'usage protéiforme du dispositif chez de nombreux chercheurs. Vincent Meyer (2006 : 107) précise d'ailleurs que « les producteurs du savoir doivent toujours tenir compte de la manière dont les individus [et les chercheurs] s'approprient les résultats et propositions ».

De ce fait, parcourir leurs champs c'est évoquer divers domaines, disciplines, théories et méthodes. Une recherche de légitimité et d'institutionnalisation s'impose d'emblée. Les Sciences de l'information et de la communication serviront de base pour étudier et valoriser les raisons et l'utilité de leurs essors. « À l'heure des réseaux et à l'ère du cyberespace, l'accès à l'information, le partage des connaissances et le droit au savoir sont au centre des débats sur la diffusion des savoirs au sein des sociétés développées et en développement » (Gdoura, 2005 : 37). Dans cette optique, l'émergence des dispositifs d'observation est liée à ce contexte de plus en plus global et aux besoins accrus en termes d'information et de communication dans tous les champs.

Partant de ce constat, le climat d'incertitude et l'émergence des nouvelles problématiques[7] ne peuvent qu'appuyer une recherche de légitimité et d'utilité empirique pour les observatoires. Leur valorisation est en lien avec le climat et les spécificités régionales et territoriales. Il arrive que certains observatoires soient crées en même temps que l'émergence d'un problème quelconque sans durer dans le temps. D'autres constituent des organisations complexes pour observer un phénomène qui s'étale dans le temps et l'espace comme les observatoires intégrés de l'IRA et le problème de la désertification. Par ailleurs, les diverses crises dans plusieurs pays ont constitué dès lors un cadre propice à essor d'une variété importante de dispositifs informationnels et communicationnels[8]. Les travaux de recherche du programme LOTH (Note LOTH, Meyer et Ben Abed, 2006) visent non seulement la valorisation des acquis de l'IRA en matière d'observatoires, dans une démarche d'évaluation et de valorisation, mais aussi la recherche d'une grille de lecture et d'exploration d'un cadrage historique, sémantique, théorique, et méthodologique des observatoires et y apporter un éclairage supplémentaire. Ainsi, notre première tentation (**1.1**) était de retracer les étapes par lesquelles les observatoires se sont constitués et identifier certains éléments d'histoire pour comprendre leurs origines ainsi que le nouveau cadre de pensée et le contexte de leur essor. On remarque que les difficultés concrètes associées à leurs créations sont

---

[7] Les pays sont de plus en plus invités par des organisations internationales à renforcer leurs capacités de suivi et d'évaluation des progrès vers un développement durable. Ceci, implique une plus grande performance institutionnelle ainsi qu'une meilleure maîtrise de l'information. Ceci est conditionné par une bonne structure et une meilleure organisation informationnelle et communicationnelle à tous les niveaux. Ce que nous nous attacherons à analyser dans le chapitre 2.

[8] Nous rappelons l'hypothèse principale de Philippe Breton et Serge Proulx (1989) qui consiste à mettre la communication en avant dans les périodes de crise dans les identités individuelles et collectives.

nombreuses. D'où la nécessité d'une réflexion sur leurs organisations. Dans une deuxième étape (**1.2**), une question de théorie et de méthode s'impose. D'une part, l'assurance méthodologique permet d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche pour tenter de penser à l'aide d'outils performants, aux phénomènes communicationnels de plus en plus complexes (Meyer, 2004 : 20). D'autre part, « la réalisation des objectifs assignés ne s'opère pas sans difficultés méthodologiques qu'il faut prendre avec prudence » (Sghaïer, 2004 : 4). Mais quels que soient le champ et la rhétorique de légitimation[9] de ces dispositifs, nous avons creusé aussi une variété d'aspects informationnels et communicationnels susceptibles d'y être associés.

1.1. Émergence, institutionnalisation et évolutions des observatoires

Pour restituer une vision volontairement globale, « la nécessité d'en appeler à l'histoire constitue donc pour de nombreux agents une nécessité incontournable » (Meyer, 2004 : 40). Ce travail n'y échappe pas. On rejoint de ce fait Edgar Morin, interviewé par Antoine Bouillon, qui rappelle la position stratégique de l'aspect historique dans les sciences humaines et sociales : « ce qui est social ne peut être dissocié de ce qui est historique, ni de ce qui est individuel ». Aussi, avons-nous examiné comment une telle notion analogique permet de légitimer un passage de l'astronomie aux sciences sociales (**1.1.2**) tout en s'interrogeant sur le contexte de l'essor des observatoires (**1.1.3**). Avec cette nouvelle orientation pluridisciplinaire, il faut penser aux aspects institutionnels et organisationnels des observatoires (**1.1.4**). Partant de notre contexte (les observatoires de l'IRA), nous avons terminé cette section par une étude sur les nouvelles orientations des observatoires, désormais intégrés et impliqués dans des réseaux (**1.1.5**).

1.1.1. Un concept ancien, des applications nouvelles

La complexité de notre objet de recherche requiert un retour sur les aspects sémantiques, historiques et analogiques associés à la notion d'observatoire. L'une des voies possibles pour appréhender leurs représentations est de partir d'une approche historique puisqu'en s'interrogeant sur l'essor des observatoires, on ne peut s'abstraire à cette recherche.

---

9 Expression utilisée par Vincent Meyer (2004 : 58), pour aborder les interventions sociales et la communication des compétences.

Certes, l'observatoire est d'abord un instrument astronomique. Mais s'agit-il de favoriser une dimension philosophique du siècle dernier où l'astronomie était considérée comme la première ou la reine des sciences[10] ? Sans doute, l'extension du terme à d'autres disciplines, traduit une pensée analogique permettant une amélioration de la connaissance des problèmes et leurs résolutions. L'observation pratiquée est une source d'imagination qui permet de dégager et saisir les relations de ressemblances et les diverses interactions. Aussi, permet-elle de retrouver une réponse aux interrogations sur l'échange interdisciplinaire et les possibilités de coopération entre différentes disciplines.

Définir un observatoire nécessite un retour sur ses origines[11]. En ce sens, « il semble donc normal, comme préalable, de retracer les moments logiques successifs des expériences qui ont facilité la cristallisation du concept d'observatoire » (Clignet, 1998 : 12). Dès lors, « il faut décrire le chemin qui constitue le passé du système, énumérer les bifurcations traversées et la succession des fluctuations qui ont décidé de l'histoire réelle parmi toutes les histoires possibles » (Prigogine, Strengers, 1979 : 153). Certainement, « le concept ''d'observatoire'' vient de l'astronomie […] C'est au début du XXème siècle que l'on trouve les premières expériences de suivi systématique de certaines catégories de population avec des objectifs d'abord démographiques, puis médicaux.

Cependant, le terme observatoire appliqué aux sciences sociales ne commence à se répandre dans la langue française qu'à la fin des années 60 et concernant l'économie plutôt dans les années 70 » (Dubois, Droy, 2002 : 8). À ce propos, Jean-Luc Dubois (2004 : 1) précise que « son transfert dans les sciences humaines s'est effectué dans l'entre-deux guerres grâce à la démographie lorsqu'il a fallu suivre l'évolution de la population. Mais ce n'est que récemment qu'il a pris toute son importance dans de nombreuses applications, notamment socio-économiques ». Aujourd'hui, ce terme peut

---

10 Cette vision est relative à Auguste Comte pour qui l'astronomie est le symbole de l'objectivité scientifique. L'objectivation du domaine social et humain nécessite en quelque sorte une reproduction du mode d'évolution des sciences dites « dures » et ces dispositifs.

11 Les premiers observatoires astronomiques ont été construits par les Chinois et les Babyloniens aux environs de 2300 avant Jésus-Christ. Ces observatoires n'étaient probablement que des plates formes suffisamment élevées pour avoir une vue dégagée du ciel. La notion d'observatoire dans ses applications récentes traduit les analogies et la métaphore entre la recherche anthropologique et la recherche astronomique (Dubois, 2004 ; Dubois, Droy, 2002 ; Clignet, 1998).

signifier un organisme ou une institution qui collecte, traite et diffuse l'information économique et sociale, dans un endroit spécifique ou un territoire.

Dans une communication intitulée « l'échauguette des prophètes ou le guetteur attentif » écrit René de Maximy (1998 : 77) : « *Servator*, le guetteur ; *ob-servator*, celui qui guette ce qui est devant lui ; observer, c'est donc surveiller attentivement ce qui est devant soi […] pour éviter de se laisser surprendre. […]. Il n'y a ni philosophie, ni religion attachée à l'utilisation de ce terme » (*Id* : 77-78). Quant à ses prérogatives, Jean-Luc Dubois et Patrick Rasolofo (2005 : 2) précisent qu'il s'agit d' « un instrument d'investigation à structure autonome, qui rassemble de façon permanente des observations sur un phénomène pour les analyser et les restituer aux utilisateurs en fonction de leurs besoins ». C'est « une structure technique. Elle permet d'identifier, d'anticiper, de prévoir, et de préparer des échéances considérées généralement comme probables et relativement proches. Il ajoute que « cette notion de structure qui induit des équipements, des utilisateurs et une technique d'ensemble, peuvent être comparables à un système d'information ordinaire ; la seule différence est au niveau de la rationalité et les degrés de performance ». Nous retrouvons aussi ce rapprochement entre l'observatoire et le système d'information dans la définition de Jean-Paul Minivielle (1996 : 735) qui affilie les observatoires aux systèmes d'informations même s'ils cherchent à étudier un objet très particulier et parfaitement ciblé. Il souligne que cette émergence participe au passage à une lecture holiste du réel, désormais considérée et analysée dans toute sa complexité.

Enfin, d'après le conseil général de Haute-Savoie[12], un observatoire socio-économique se définit comme un « outil d'information indispensable à tous ceux qui veulent connaître et comprendre ». Pour synthétiser, nous pouvons dire qu'un observatoire est un dispositif d'observation mis en œuvre par un ou plusieurs organismes pour suivre l'évolution d'un phénomène, d'un domaine ou d'une portion de territoire dans le temps et dans l'espace[13]. L'observation du réel se fait d'une manière permanente et systémique afin d'obtenir une information stratégique destinée à faciliter l'action. À cet égard, l'observatoire, en intégrant une dimension analogique, « ne retracera pas seulement le

[12] http://www.sudleman.com/economie/ose2001/obse1.htm (consulté le 3 mars 2006).
[13] Dans ce cas l'observatoire est une partie intégrante de Système d'Information Territoriale (SIT) (*cf.* chapitre 2).

passé, mais pourra être un outil de gestion pour l'avenir. Il est devenu prospectif et il fait partie intégrante du scénario de développement du territoire » (Ranivier, 1993 : 26).

1.1.2. Réflexion inspirée de la pensée analogique

Les observatoires socio-économiques et environnementaux en particulier et du développement en général traduisent une grande volonté d'acquérir un statut de scientificité comparable à celui de l'astronomie (Clignet, 1998 : 123). Il faut examiner en quel sens une telle notion permet de légitimer ce passage de l'astronomie aux sciences sociales, économiques, politiques, etc. Si les recherches en sciences sociales, économiques et politiques ne suivent pas la même logique, convient-t-il de parler d'un échange interdisciplinaire ? Georges Courade (1998 : 47), préconise que l'« observatoire ne devait être réductible ni à la démarche d'un économiste, ni à celle d'un historien, ni à celle d'un statisticien classique ».

Il est raisonnable qu'après cette longue histoire, les représentants d'autres disciplines, y compris les sciences sociales, ont vu dans la « distance » qui caractérise le travail de l'astronomie le symbole de l'objectivité scientifique et ont essayé d'acquérir un statut comparable (Clignet, 1998 : 123). L'observatoire serait donc le principal outil traduisant cette affection et cette suprématie prêtées à l'astronomie par les scientifiques. Pour identifier les conditions dans lesquelles il est légitime de généraliser cette analogie à d'autres domaines, il faut s'interroger sur ses bénéfices, ses apports et les conditions dans lesquelles cette exploitation devient stérile. Dans plusieurs disciplines la pensée analogique est considérée comme un générateur de la connaissance et de la technique ou une démarche qui stimule l'imagination et l'innovation. Donc, faire des analogies, c'est saisir par l'imagination les relations de ressemblances et établir des correspondances. « Mais attention, si l'analogie reste un concept interdisciplinaire fécond qui facilite le déplacement des idées d'un domaine à un autre, elle peut aussi bloquer pendant longtemps les progrès de l'intelligence d'un phénomène […] Et nous pensons que, de la même façon, l'analogie de la transmission d'un signal électrique, utilisée aveuglement par les sciences sociales et humaines, a bloqué en sciences de la communication des informations, phénomène social et humain par excellence » (Le Coadic, 2005 : 55). Donc, il est utile de l'accepter dans la mesure où cette extension permettra d'« éclairer sous un jour inédit les phénomènes qu'on se propose d'expliquer » (Brown, 1989 : 34)

et de la refuser quand elle devient un simple artifice rhétorique. Rappelons, qu'au cours des deux dernières décennies, un certain nombre d'événements[14] ont largement contribué à l'essor de ces dispositifs. Mais l'observatoire continue à être mis en avant comme « un allant de soi que personne n'est trop en mesure d'expliquer » (Meyer, 2004 : 109). Dans le paragraphe suivant, nous rappelons le contexte de cette prolifération.

1.1.3. Le contexte de l'essor et les activités des observatoires

La multiplication des observatoires socio-économiques ne peut pas être analysée indépendamment d'un contexte de mondialisation, de régionalisation, de localisation et surtout de décentralisation. Ici, on propose, sommairement, une identification du contexte de l'émergence de ces dispositifs. Ainsi, comme le souligne Jean-Paul Minivielle (1996 : 735) « on assiste, depuis le début des années 80, à la multiplication de ce qui est désormais convenu d'appeler les "observatoires". Au début des années 90, les bouleversements politiques, économiques et sociaux que connaissent certains pays sont multiples.

Suite à ce contexte, les rôles sont redistribués entre différents acteurs. D'une part, les États conservent des prérogatives importantes (les infrastructures et les secteurs sociaux) ; d'autre part, les acteurs publics ont tenu de restreindre leurs implications dans d'autres domaines. (Michiels, 2002 : 17). Comme conséquences à ces transformations, les recommandations internationales se multiplient pour la mise en place des observatoires afin d'accompagner les changements et disposer de l'information adéquate dans une optique de décision stratégique. Dans ce même contexte de globalisation, de décentralisation et de la recherche d'un développement durable

[14] Dans un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et de la mise en place des politiques de sécurité alimentaire, nombreux sont les chercheurs, les spécialistes et les responsables, au Nord comme au Sud, qui ont été influencés par ces systèmes d'informations. Nombreuses sont les organisations nationales et internationales qui ont joué un rôle majeur dans la conception et la création des dispositifs d'observations en Afrique. L'Agence européenne pour le développement et la santé (AEDES), l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement (IRAM), le groupe d'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain (Amira), l'Orstom et d'autres organisations ont remis en avant l'intérêt de disposer de diagnostics approfondis (Michiels, 2002 : 16). On peut rappeler le rôle joué par le groupe d'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain et au Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel africain (CILSS) en coopération avec d'autres organismes internationaux dans la conception Diagnostic Permanent DIAPER**,** Système d'alerte précoce (SAP), Système d'information sur les marchés (SIM), Système mondial d'information et d'alerte rapide, etc. (Michiels , 2002 : 4).

plusieurs observatoires ont été crées pour différentes fins dans les pays du Maghreb et certains pays de l'Afrique[15].

Si l'entente entre des chercheurs appartenant à des disciplines différentes n'est pas toujours envisageable, certains observatoires (ROSELT/OSS) sur notre terrain d'observation, surtout en réseau, ont réussi à rassembler une génération d'économistes, de statisticiens, d'anthropologues et de sociologues. En effet, dans de nombreux domaines, il est devenu difficile au chercheur ou au décideur d'éviter la confrontation avec les systèmes d'information, les systèmes d'alerte précoce ou rapide, ou bien d'autres encore. Catégories auxquelles on peut sans grand risque agréger la notion d'observatoire. La pertinence de chaque catégorie dépend du contexte et de ses capacités de capitaliser les actions de recherche et de répondre aux besoins propres de chaque acteur de la recherche (Barts, Rostaing, Kister, 2005 : 2). Dans cette perspective de « duplicata », la thèse de doctorat en sciences de gestion d'Hélène Hereng (2003 : 30) sur l'observation sociale au sein des entreprises détaille cette panoplie d'organisations et d'instruments. Elle abonde en ce sens : « […] Encore qu'il ne faille pas en majorer l'ampleur, ceci explique l'apparition, au cours des années 80, de toute une série d'instruments : diagnostic social, audit social, contrôle social, veille sociale, et enfin observation sociale ».

Suite à cette prolifération, n'est-il pas alors temps, de poser une question sur la légitimité et la capacité de cet instrument à répondre à des besoins appropriés d'informations ? Jean Rouchet (1999 : 11) souligne qu'« au fond, la création et la multiplication des observatoires régionaux ne serait ainsi que la traduction, en termes de circuit d'information, de la profonde modification portée par les lois de décentralisation aux circuits de décision et de pouvoir. Traduction inévitable certes, mais dont on peut se demander, quinze ans après, alors que les premières réactions de méconnaissance sinon de méfiance se sont estompées, si elle a revêtu une forme optimale, si elle fonctionne réellement à coûts minimaux pour la collectivité, ou si, au contraire, cette organisation "naturelle" doit être réorientée, sinon remaniée ».

---

15 Au cours de l'année 1990 une réunion à l'université de Montpellier regroupant des représentants de plusieurs instituts de recherche a proposé la mise en place d'observatoires pour suivre et approfondir des thématiques ciblées. Pour certaines initiatives antérieures, ils proposaient la combinaison de plusieurs (réseaux d'observatoires) pour compenser les problèmes (Dubois, 2004).

Aussi, les besoins se sont-ils accrus en termes d'informations dans tous les domaines suite à la multiplication d'éventualités et d'incertitudes. D'où la nécessité de veiller sur l'environnement, d'observer et de traiter les informations provenant de sources différentes afin d'agir d'une manière efficace. Ce contexte fait que ces initiatives évoquent un doute sur leurs vraies utilités.

Aux pays du Maghreb[16], l'originalité des observatoires socio-économiques et environnementaux est d'être un outil utilisable au service d'un ensemble d'acteurs qui s'attachent au respect de cet ensemble de principes éthiques du développement durable. Ils répondent au souci d'appui méthodologique dans une logique de coopération et d'échange d'informations.

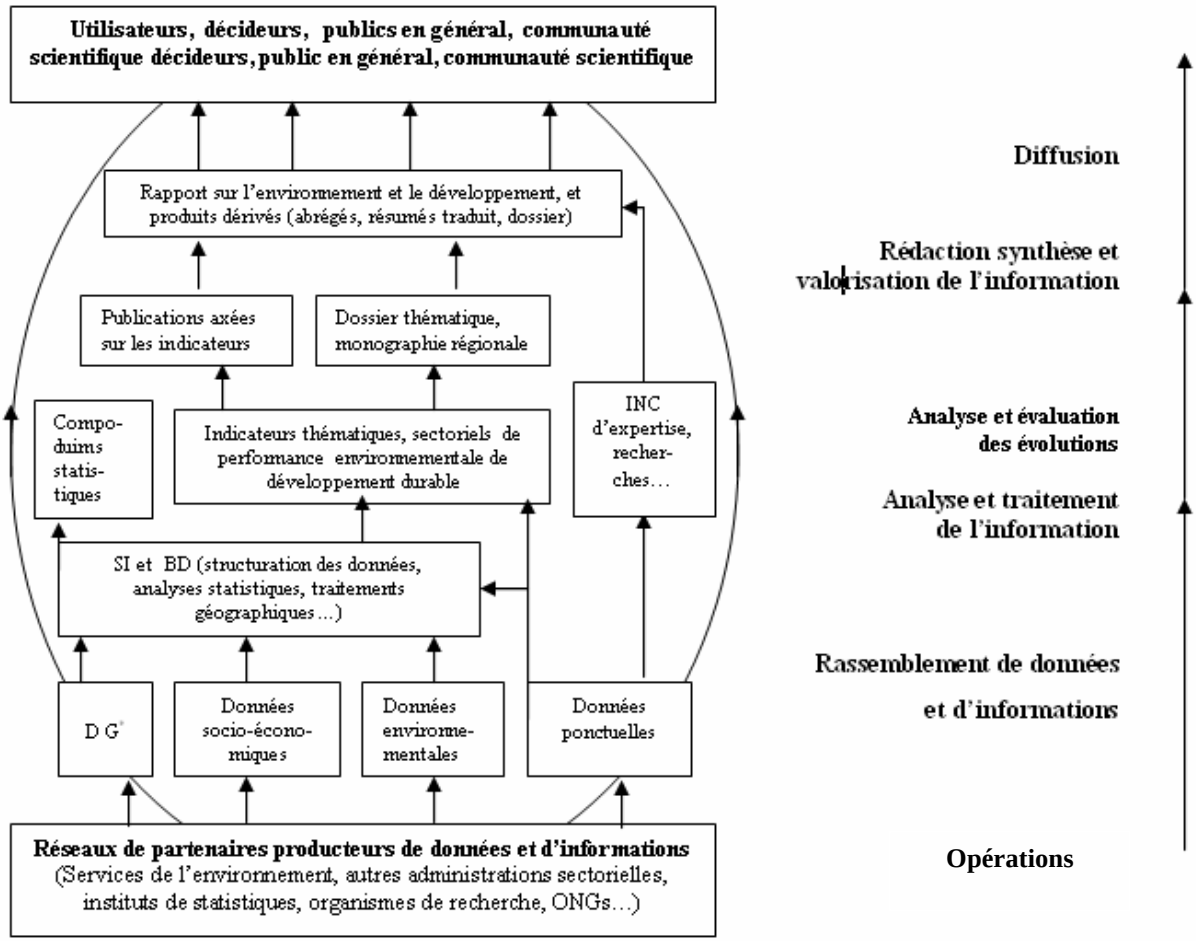
Le schéma fonctionnel suivant, recommandé par l'observatoire méditerranéen de l'environnement et du développement (OMED), est utilisé par les différents pays méditerranéens pour mieux positionner leur fonction « observatoire » par rapport aux activités de *reporting*[17] sur l'environnement pour l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs et pour concevoir un travail de partenariat et de structuration des données.

---

[16] L'expérience tunisienne ne peut qu'être le résultat d'une coopération et mise en place progressive de ce projet d'observatoire. On ne peut pas s'empêcher d'identifier cette dynamique. Nous supposons que la mise en œuvre d'une coopération ou d'un partenariat complet n'est possible que si un certain nombre de conditions soient remplies. Nous mettons l'accent ensuite sur les objectifs associés à ces initiatives. Dans les pays de la rive Nord, des structures d'observation et d'évaluation se sont développées au niveau régional ou national (la France, l'Italie..).Dans quelques pays du Sud et de l'Est, des projets d'observatoire ont été lancés avec le soutien de différents bailleurs de fonds (PNUD, UNESCO…). Au Maroc et en Tunisie, les Observatoires de l'environnement et du développement sont maintenant opérationnels ; en Turquie et au Liban, ils sont en phase préparatoire ; en Syrie, l'étude de faisabilité d'un observatoire a été finalisée. Ailleurs en Méditerranée, des efforts sont consentis pour intégrer la fonction d'observation/évaluation dans les institutions de l'environnement existantes (exemple : l'Algérie) (Plan Bleu, 1999).

[17] L'activité de *reporting* est l'une des missions essentielles d'une fonction « observatoire ». Il s'agit d'une activité motrice et fédératrice qui donne un sens à toutes les autres tâches et activités assurées par une fonction « observatoire ». En même temps, elle constitue un challenge à relever (www.Planbleu.org).

Figure n°1 : Observation, évaluation et *reporting* sur l'environnement et le développement durable



(Agenda 21, Chapitre 40)

L'objectif principal de cette conception est de travailler d'une manière coopérative autour d'un outil commun de mise en forme des données. Ainsi, sur le plan théorique, ils permettent une forte implication et une meilleure caractérisation de l'état de la situation afin de fournir des produits adaptés à la demande de différents utilisateurs pour l'aide à la décision.

Néanmoins, cette convergence d'initiatives en matière d'observatoires sur le champ méditerranéen permet de constater que la plupart des expériences sont récentes. Ce qui n'autorise pas l'affichage d'une référence idéale[18]. Ils sont nés dans des contextes très variés ; leur état d'avancement est également très différencié. Donc, l'expérience

[18] www.planbleu.org (consulté le 15 mars 2006).

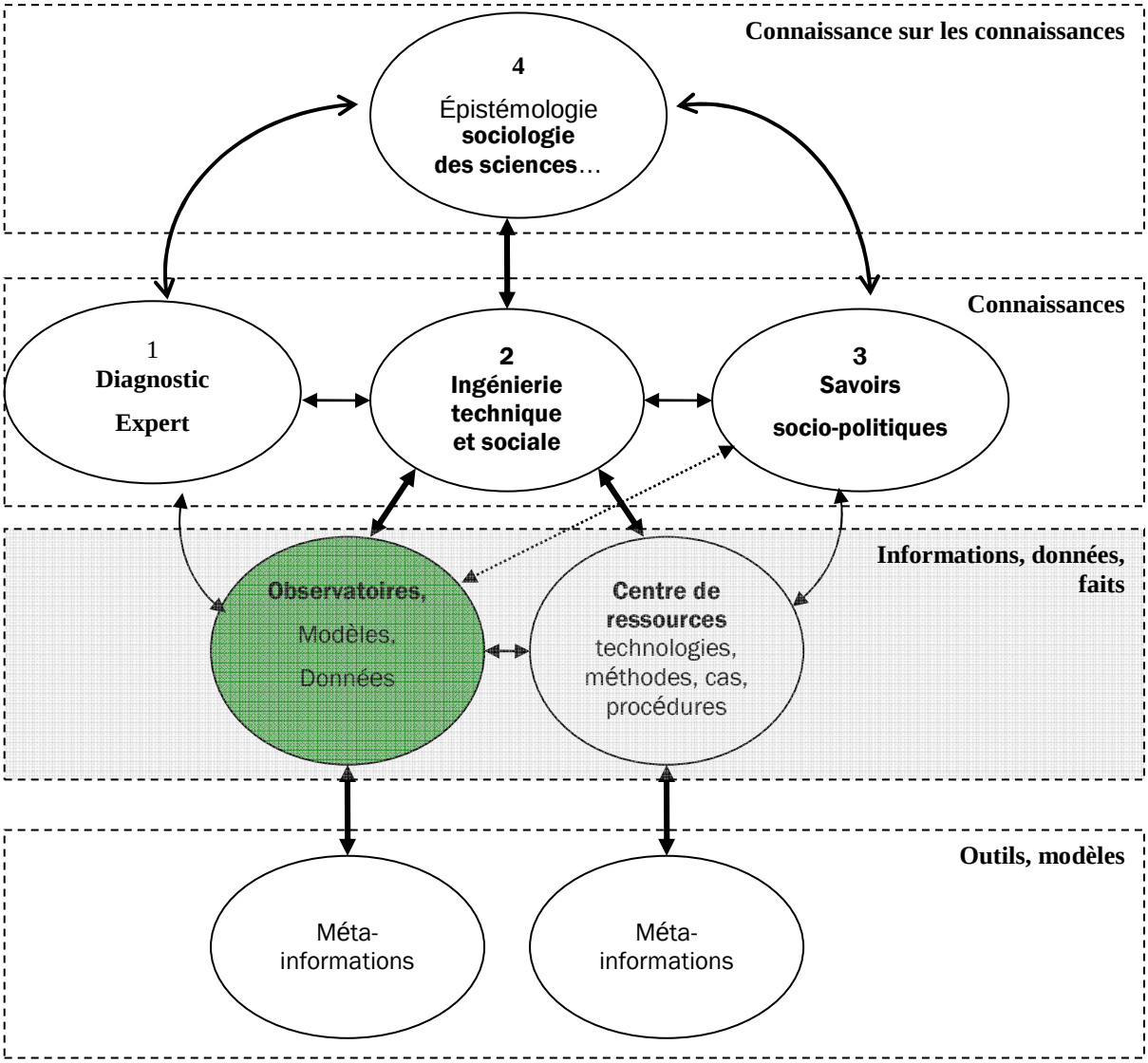
tunisienne ne peut qu'être le résultat d'une coopération et de mise en place progressive de ces projets d'observatoires recommandés par des organisations internationales pour renforcer leurs capacités de suivre et d'évaluer des progrès vers un développement durable[19]. Cette diffusion de l'information est un élément clé du développement durable. Elle couvre donc un champ très large et pose des problèmes techniques et politiques variés. Ainsi, pour transformer des données brutes ou des faits observés en informations, il faut se livrer à un processus qualifié de cognitif qui opère sélection, interprétation et présentation de cette information utile. Ensuite, une fraction seulement de cette information sera utilisée pour le processus de décision ou pour créer des savoirs : on pourra alors l'appeler connaissance ou intelligence.

En effet, l'aspect multicritère du développement durable impose des processus transdisciplinaires et des stratégies multi-acteurs (Brodhag, 2001 : 10). C'est pourquoi, dans la conception d'un processus, nous insistons sur la participation et l'apprentissage collectif des acteurs territoriaux de l'observatoire. Néanmoins, la relation triptyque observatoire-acteur-territoire (*cf.* Chapitre 2.) attribue un rôle moteur à l'observatoire.

Il est toutefois important que les observatoires territoriaux ne soient pas uniquement une opération de juxtaposition et/ou de ressemelage. (Note du programme LOTH, 2006). Les projets et les programmes de recherche doivent se pencher davantage sur ces savoirs. De ce fait, « la connaissance pour le développement va plus loin que la collection des meilleures pratiques et l'accumulation d'anecdotes de réussites ; elle doit reposer sur l'analyse de la problématique – pourquoi certaines politiques ou pratiques fonctionnent dans certaines circonstances et non dans d'autres ? C'est pourquoi la recherche est un des éléments centraux de la connaissance pour le développement » (Stiglitz, 1999 : 310). La figure suivante fait apparaître la position et le rôle des observatoires dans cette perspective de création de connaissances et de savoirs.

[19] Le rôle des observatoires est d'adopter des indicateurs appropriés pour mesurer les évolutions socio-économiques, environnementales et spatiales ; rassembler, croiser et traiter les données pertinentes ; produire une information utile en direction des décideurs ; enfin, diffuser cette information auprès du plus grand nombre d'acteurs, *cf.* www.planbleu.org (consulté le 20 octobre 2005).

Figure n° 2 : Positionnement des observatoires dans le champ de la connaissance pour le développement durable



(Brodhag, 2001)

La figure ci-dessus montre le positionnement d'interface des observatoires et de leurs possibilités d'évolutions. Le quatrième niveau, appelé ici, recul épistémologique relève de la philosophie, de l'épistémologie, de la sociologie ou de l'ethnologie et doit « penser » les autres et leurs interrelations. Il s'intéresse à l'intégration des savoirs (scientifiques et non scientifiques) et aux pratiques de la transdisciplinarité. Un observatoire, peut-il évoluer et jouer ce rôle ? *À priori*, c'est encore une mission non-attribuée.

Pour les cas que nous avons observés, la tâche essentielle d'un observatoire est d'observer des faits. La vision consistant à assigner aux observatoires des tâches de pilotage sociologique ou économique est écartée.

Dans la section suivante nous traitons certains aspects institutionnels. Nous admettons que l'activité principale est l'observation permanente et la production des informations pour faciliter l'action politique (institutionnellement séparées des activités de pilotage).

1.1.4. Aspects institutionnels et évolutions

Après avoir été orienté vers les domaines socio-économiques et environnementaux, l'observatoire se manifeste comme une organisation **(a)**. Donc, il faut un « minimum » de cadrage institutionnel et organisationnel malgré les évolutions en cours[20]. La diffusion de l'information, tant sur la forme que sur le fond, est un véritable enjeu. Mais, il semble inopérant de traiter cette information sans des actes de communication **(b)**.

a) Légitimité et organisation

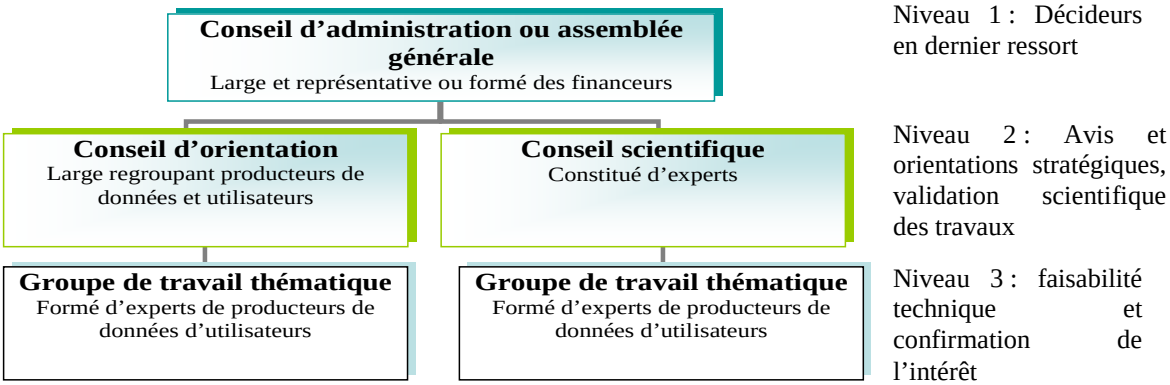
La question de la légitimité de l'observation est centrale dans la problématique de mise en place d'un observatoire. Cependant, il faut savoir qu'une telle structure concerne également la légitimité des producteurs d'information qui peut être assurée par des lois (Bouni, Dubien, 1999 : 26). Deux grands types d'organisation sont envisageables : Le cas d'un observatoire intégré à une structure existante[21] et le cas d'une structure d'association loi 1901 où l'observatoire repose sur le principe suivant :

---

[20] En France par exemple, plus d'une centaine d'observatoires sont créés durant une courte période. Ils sont presque tous publics, financés par l'État ou les collectivités locales (Gouthier, 1995).

[21] On se trouve souvent dans une situation ou l'observatoire est sous plusieurs tutelles. En France, par exemple, l'observatoire est sous la tutelle de CNFPT et RNDE. On distingue au moins deux acteurs, un supérieur hiérarchique dans le cadre de la structure préexistante et un donneur d'ordre extérieur à l'observatoire (Conseil régional par exemple), qui est à l'origine du projet de dispositif d'observation.

Figure n° 3 : Statut de l'observatoire



(Bouni, Cattan, 1997)

Cette organisation délicate doit être clairement gérée dès le départ par la définition précise de la responsabilité de chacun. Ainsi est-il également primordial d'assurer que l'observatoire pourra légitimer son action par une demande provenant soit de ses financeurs, soit des utilisateurs finaux des produits de l'observatoire (Bouni, Dubien, 1999 : 26). Généralement, l'information est considérée comme une donnée intrinsèque de l'activité des observatoires, ressource produite ou rassemblée pour une action précise qu'il faut pouvoir réinjecter auprès de tous les acteurs (Guyot, 2004 : 5).

Il reste les modalités de financement des observatoires qui sont assez diverses (financements de l'État, cotisations des adhérents et des partenaires, vente de certains produits de l'observatoire et financements assurés par les bailleurs de fonds). La structure du financement détermine logiquement qui dirige en dernier ressort l'observatoire. C'est pourquoi certains observatoires du développement ont cherché à disperser leurs modalités de financement afin de conserver une marge d'autonomie (Bouni, Cattan 1997 : 14) et une position de liberté en termes d'information et de communication.

b) Observatoires et communication

Les acteurs ne doivent pas se contenter d'observer des faits, ils sont appelés aussi à faire connaître publiquement les résultats de leurs observations. Il n'est pas suffisant de collecter des informations, de produire des résultats et de les tenir à la disposition des

utilisateurs potentiels. L'observatoire doit mener une politique de diffusion active, communiquer ses résultats aux utilisateurs intéressés (Recommandations de l'OFS, 2002 : 6).

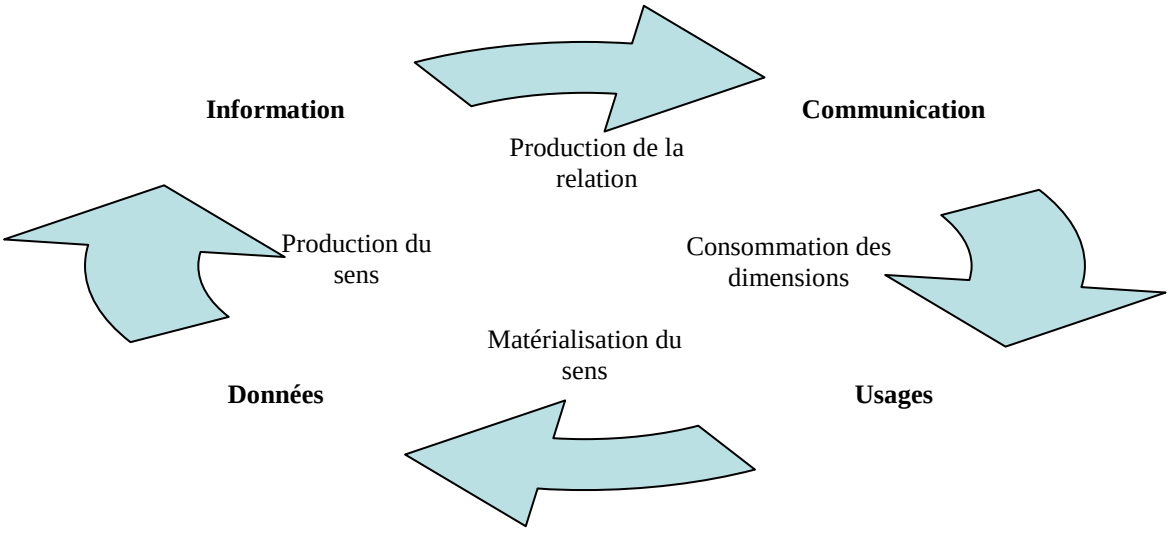
En effet, Pierre Livet (1991 : 2) souligne que, l'analyse de la communication adopte, la plupart du temps, le point de vue de la communication « modèle » afin de définir ses conditions de réussite et correspondre à cette dernière. À la thèse classique, selon laquelle la communication est un mécanisme qui, « lorsqu'il est correctement mis en œuvre et n'est pas perturbé par le bruit, garantit la réussite de la communication ». Nous tenterons, autant que faire se peut une approche « observatoire » dans les chapitres suivants. Philippe Breton et Serge Proulx (2002), rappellent l'aspect complexe de la communication et la nécessité de savoir à quel niveau on se situe[22]. S'inspirant de ce découpage, il faut noter qu'il s'agit d'une pratique qui concerne les acteurs territoriaux.

Dans notre contexte, le défi est d'orienter cette communication vers la réalisation d'objectifs précis à travers une construction d'ordre pratique, technique et théorique. Pour dépasser les conflits et réussir la communication, il est nécessaire de respecter « la formule personne-rôle » d'Erving Goffman (1974 : 263) : « Chaque fois qu'un individu participe à une activité, nous distinguons ce qu'on appelle la personne, l'individu, celui qui participe au jeu, et le rôle, la qualité ou la fonction qu'il y assume, tout en sachant qu'il existe un lien entre les deux ». Ces interactions doivent pouvoir s'exprimer dans des structures précises qui permettent aux acteurs de décrypter mutuellement leurs dynamiques et leurs « schémas » de communication. Les SIC jouent un rôle important du point de vue de lecture, d'interprétation et de construction des plans de communication interne et externe pour chaque acteur territorial. Dès lors, l'observatoire se fonde sur une communication qui permet d'éclaircir les propres pratiques de chaque acteur et les pratiques face aux autres. Évidemment, à l'origine, ce sont les données qui produisent du sens, donc de l'information créatrice de la communication pour réaliser des activités et des actions d'interventions sur un territoire donné. Si on suit la logique d'Alex Mucchielli (2003), les activités d'un observatoire doivent passer par le cycle suivant.

---

22 Philippe Breton et Serge Proulx (2002), distinguent entre quatre ordres de réalité : celui des pratiques effectives de communication ; celui des techniques que l'on met en œuvre dans ces pratiques ; celui, plus spécialisé, des théories sur lesquelles s'appuient ces techniques ; et enfin celui des enjeux qui sont associés à la communication.

Figure n° 4 : Cycle de la communication



(Mucchielli, 2003)

Ce cycle de la communication identifie la transformation et le passage d'une logique de donnée à l'information, puis à la communication et à l'usage. Comme le rappelle Pierre Livet (1991), on doit distinguer deux niveaux de communication, l'identification de l'intention informative[23] et l'intention communicative[24].

Enfin, l'échange d'information et la communication permet d'assurer le développement de la connaissance. Le développement des technologies et la participation de plusieurs producteurs de données au traitement des problématiques communes ont permis la progression de ces structures vers des organisations en réseau, qui bénéficieront ainsi des informations produites par d'autres organisations.

1.1.5. La progression vers la forme d'organisation en réseau

Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer l'organisation (observatoire dans notre contexte) en dehors des réseaux. Ils correspondent à une variété de nos besoins et nous en faisons un usage permanent. Les enjeux sont multiples et loin d'être exhaustifs (**a**), mais nous

---

23 Pour communiquer, il est nécessaire de vouloir avertir autrui d'une information. Cette information n'est pas forcement une communication. « En brisant des branches sur mon passage, je peux informer mon ami qui me recherche du chemin que j'ai suivi. Cette information n'est pas nécessairement une communication » (Livet, 1991 : 4).

24 Le communicateur souhaite que le destinataire accède à l'information et reconnaisse l'intention du communicateur de lui donner cette information (Livet, 1991 : 8).

essayons d'éclairer notre propos à partir d'un exemple réel : observatoires intégrés de l'IRA[25] (**b**).

a) Les enjeux de réseau

Comme le souligne Pierre Musso (2003 : 9-11), le réseau est devenu une notion passe-partout. Il s'agit d'un outil d'analyse complexe où la notion linéarité devient désuète[26]. Il rappelle qu'« aujourd'hui nous ne disposons plus que des images et de l'idéologie du réseau, mais il s'agit des restes dégradés d'une utopie sociale et d'une pensée conceptuelle construites au début du XIXe siècle par Claude Henri de Saint-Simon ». Pour Lucien Sfez (2002 : 242), « ces utopies fondées sur la puissance de la technique sont tout aussi bien des utopies politiques ».

La technologie vient appuyer cette organisation en réseau suite à la nécessité d'un usage collectif. En ce sens, Jérémy Rifkin (2000 : 6) dit que « le réseau donne sens et fait repère. Il définit les nouvelles règles de l'économie, par l'accessibilité et les effets de club [27] ». En effet, l'organisation qu'on donne au réseau renvoie non seulement à la technique, mais aussi au pouvoir. C'est une représentation du pouvoir dans la mesure où « le réseau est une figure duelle. Comme l'État auquel il est devenu opposé, il présente deux faces de Janus : "techniques et idéologiques", si l'on veut bien considérer que la technologie est une représentation et un discours sur la technique » (Musso, 2003 : 7-8).

---

[25] Nous nous intéresserons dans la deuxième partie de cette thèse à un observatoire particulier de l'IRA (membre de réseau OSS/ ROSEL) pour développer une démarche d'adhésion à un PITA qui trouve ses fondements dans certains modèles propres en sciences de l'information et de la communication. Ceci pour intégrer et utiliser de nouveaux modes de communication dans les démarches scientifiques des observatoires et dans les activités quotidiennes des acteurs territoriaux. L'enquête que nous avons menée dans ce cadre a mis l'accent sur certaines interrogations posées par les personnes en charge de projets de développement territorial.

[26] Cette idée renvoie au *feedback* où « tout effet rétroagit sur sa cause : tout processus doit être conçu selon un schéma circulaire. L'idée est simple ; les implications sont importantes, notamment lorsqu'on introduit la notion de système dans l'analyse » (Winkin, 2001 :15-16) Notons qu'à partir de la fin des années 40, la théorie mathématiques de la communication a joué un rôle charnière. La notion d'information acquiert un statut de symbole calculable en devenant la devise conceptuel entre disciplines (Mattelard, 2002 : 31).

[27] Pour les technologies de l'information et de la communication, il y a nécessité d'un usage collectif car l'objet technique dans la communication ne fonctionne que si d'autres en sont pourvus. L'exemple typique est le téléphone ; la mise sur le marché est difficile, mais lorsque le seuil d'équipement a atteint une taille suffisamment grande, c'est celui qui n'est pas connecté qui est marginalisé.

Pour Brigitte Guyot (2004 : 4), il y a un mouvement très récent d'intégration des systèmes après la diversification géographique des dispositifs d'information et leurs dispersions. Les réseaux d'observatoires s'inspirent de cette tendance qui ne peut se comprendre que si on l'accompagne d'une approche informationnelle et communicationnelle. Nous sommes dans une société qui donne davantage d'importance au traitement et au « recyclage » de l'information, une société où tout est information et qui s'investie sans cesse dans les nouvelles technologies de l'information. Aussi la création des observatoires est-elle devenue indissociable de cette notion de réseau. Ainsi, pour véhiculer des données provenant de plusieurs sources d'information dispersées géographiquement et sous des formats différents, les tendances actuelles progressent-elles vers la mise en place des observatoires en réseaux ?

Un observatoire revêt la forme d'un réseau quand plusieurs institutions s'engagent dans un partenariat à des fins de remplir de manière optimale des tâches d'observation (OFS, 2002 : 7). À l'origine, ces observatoires sont régionaux, départementaux ou municipaux. Leur intégration dans des dispositifs nationaux ou même régionaux et internationaux assure une diffusion et une valorisation des résultats (Sghaïer, 2000 : 19). Leurs statuts sont extrêmement variables (Rouchet, 1999 : 5). Certains observatoires régionaux sont « fédérés » par une structure nationale ou internationale. Jean-Pierre Gouthier (1995 : 13) les comparent à « un genre de mutuelle où différentes structures partagent sur un sujet d'intérêt commun leurs moyens soit financiers soit en force de travail soit en données, en limitant au maximum le coût de gestion de cette mutualisation ». D'un côté, la plupart de ces observatoires sont des créations récentes suite aux projets de décentralisation. De l'autre côté, cette dynamique a entraîné une modification profonde de la répartition des compétences et des pouvoirs entre les représentants de l'État et les élus locaux.

Tout indique que la tâche essentielle de ces observatoires consiste en un rassemblement des données auprès de services administratifs différents et à leur mise en perspective. L'objectif est de disposer d'une institution dont le rôle serait d'observer les différents thèmes de l'aménagement du territoire, d'assister les collectivités territoriales dans leurs décisions et d'animer la réflexion à l'échelle régionale en matière de développement (Bouni, Cattan, 1997 : 29). Dès lors, cette

prolifération traduit un mouvement de décentralisation qui a entraîné une modification profonde de la répartition des compétences et des pouvoirs entre les représentants de l'État et les élus locaux. Cet état des faits est aussi la traduction d'une société d'information poussée par les exigences des savoirs et des connaissances. Pour exercer ces pouvoirs, les acteurs ont ressenti le besoin de disposer rapidement d'informations fiables. D'où la création des observatoires destinés à pallier cette insuffisance et fournir une information utile. Jean Rouchet (1999 : 11) souligne qu'« au fond, la création et la multiplication des observatoires régionaux ne serait ainsi que la traduction, en termes de circuit d'information, de la profonde modification portée par des lois de décentralisation aux circuits de décision et de pouvoir ». Il ajoute que « ces observatoires locaux ou régionaux ne sont pas sensiblement différents de ceux qui au niveau national, constituent des problématiques dignes d'intérêt (*Id* : 11).

À l'échelle d'un pays, apparaissent des observatoires nationaux thématiques qui peuvent être indépendants ou intégrants les dispositifs locaux et régionaux. Sans négliger une conception en réseau, ces dispositifs sont « attachés à l'étude et à la description d'un thème particulier, avec une portée qui ne se cantonne pas à un phénomène régional ou local : d'où l'appellation d'observatoires nationaux, thématiques » (*Id* : 15). Donc, l'observatoire thématique national est une catégorie d'observatoires attachée à l'étude et à la description d'un thème particulier du développement à l'échelle nationale. C'est ainsi qu'ils s'affirment comme un instrument différent qui s'ancre dans la durée, tout en permettant d'articuler des formes d'investigation différentes. Ils permettent aussi des analyses qualitatives et quantitatives fines. Les informations recueillies au niveau micro-local alimentent et s'articulent avec les informations au niveau macro-global. Chaque catégorie est pertinente dans son contexte, mais le passage des uns aux autres n'est pas toujours simple (Dubois, 2004 : 4).

Au niveau international, il est devenu opportun de mettre en place des réseaux d'observatoires susceptibles d'engendrer un nouvel esprit de partenariat et de solidarité et de créer de nouvelles synergies entre les différents partenaires, permettant ainsi la capitalisation des acquis, l'harmonisation des méthodes de collecte et d'analyse des données, la circulation de l'information et l'élaboration de nouveaux outils d'aide à la décision.

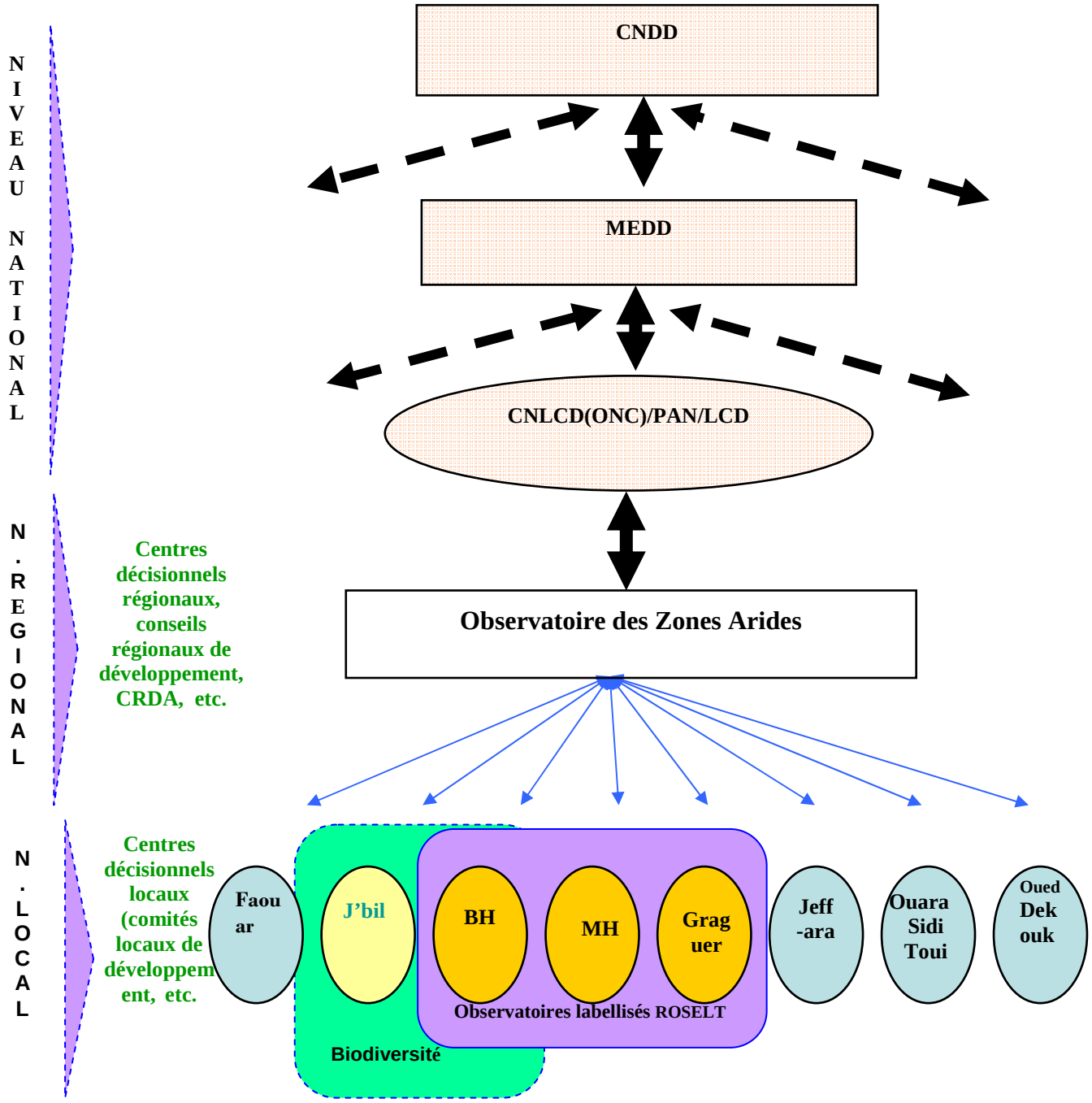
Souvent, les structures nationales se sont créées pour « fédérer » les observatoires locaux, qui sont à leurs tours « fédérés » par un réseau d'observatoires. Les réseaux d'observatoires s'appuient sur l'intégration et la mise en réseau des acteurs locaux. L'un des observatoires se met à la tête du réseau et en assure la coordination. Ils permettent la circulation de l'information grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'esprit de collaboration et de coresponsabilité de toutes les parties et notamment des acteurs locaux est un élément clé pour le succès du réseau (guide SISEI[28], 2000).

b) L'exemple des observatoires intégrés de l'IRA

Les observatoires de l'IRA s'inscrivent dans une approche des interrelations population-environnement susceptible d'apporter des méthodes nouvelles dans cette perspective. Il s'agit d'une approche scientifique renouvelée, s'intéressant aux interactions entre les milieux et les sociétés abordée dans le cadre des observatoires intégrés (Picouet, Sghaïer, 2000 : 1). Le schéma suivant illustre cette tendance d'observatoires en réseaux à l'échelle nationale voire même internationale.

[28] Systèmes de circulation de l'information et de suivi de l'environnement sur l'Internet.

Figure 5 : Dispositif d'intégration de l'observation locale environnementale dans le dispositif national de SE (DNSE) en Tunisie



(Sghaïer, 2003)

Ces observatoires locaux de l'IRA progressent vers une intégration dans un dispositif national basé sur un réseau d'observatoires locaux et représentatifs de la diversité des situations du pays. Comme il a été avancé précédemment, le partenariat constitue un

appui pour cette organisation en réseau. Pour Rémi Cilgnet (1998 : 142), « les observatoires n'ont de sens que s'ils sont des écoles permettant à la recherche d'être effectivement cumulative. Qui dit observatoire dans les pays en développement, dit partenariat et association à un projet de recherche concrètement partagé ». Les formes de partenariat sont assez diverses. Elles peuvent passer par la participation active, la signature de convention ou de contrat engageant l'observatoire, ou par une relation informelle mais régulière. Cette orientation doit être progressive afin d'éviter certains pièges (Bouni, Dubien, 1999 : 26). C'est ainsi que les conventions avec les producteurs de données sont le moyen le plus utilisé, pour maintenir le partenariat au sein de l'observatoire et assurer la collecte des données. Cependant, lorsque l'observatoire peut faire appel à une autorité supérieure, les conventions peuvent être néanmoins utilisées. On constate également que ce sont les premières conventions qui sont les plus difficiles à conclure (Id : 27). Effectivement, nous constatons que la collaboration est le plus souvent considérée comme un objectif des observatoires, mais elle dispose d'un statut particulier dans la mesure où elle est également le moyen indispensable du fonctionnement de la plupart des observatoires. Elle répond à des besoins plus ou moins importants en matière de partenariat entre les acteurs, que ce soit les producteurs d'information ou les utilisateurs de l'observatoire. L'approche de Marie Piron (1996 : 771) semble relativement proche de ces conceptions collaboratives : « Un observatoire a besoin d'être édifié sur une collaboration étroite avec les partenaires demandeurs pour connaître leur motivation, leur objectif. Au même titre, il perd de son sens, sans une collaboration avec les organismes producteurs d'information ».

1.2. Observatoires et concepts généraux d'observation, d'information et de communication

L'apparition des nouveaux dispositifs d'observation, donne lieu à des interrogations multiples. Par conséquent, nous remarquons que l'observation est utilisée plus souvent pour désigner un processus informatif. En effet, la signification de la notion d'observation aux observatoires est, à la fois, protéiforme et évolutive. Elle peut naître de leur cadre d'utilisation pour désigner une variété d'activités de recherche, d'expériences, d'allers-retours entre les théories et les terrains.

Notre propos vise à explorer et à caractériser l'observation, en pensant à ses aspects polysémiques, tout en tenant compte de notre cadre spécifique de recherche (**1.2.1**). Cette prospection sera centrée sur les principaux aspects théoriques des SIC. Pour Bernard Miège (2004 : 10), c'est tout à fait logique, dans une recherche en SIC, de commencer par se préoccuper de la relation qui unit ces concepts. Nous tenterons une réflexion bâtie sur des bases théoriques des SIC nécessaires pour un cadre opératoire et ultérieur à notre prospection, afin d'élaborer une réflexion construite sur des terminologies scientifiques (**1.2.2**). Détailler ces bases théoriques permet d'aborder la notion générale de système d'information (SI). Les utilisations extensives de ces derniers sous différentes formes constituent, en quelque sorte, la construction de ce qui est appelé « société d'information » en général et des dispositifs informationnels et communicationnels en particulier (**1.2.3**).

1.2.1. L'aspect polysémique de l'observation

L'observation ne peut pas être réduite à sa forme élémentaire, mais au contraire son extension et son aspect protéiforme ne peut qu'être bénéfique dans la conception des projets scientifiques d'observatoires. En effet, c'est le terme même « observatoire » qui nous pousse à nous s'interroger sur l'aspect polysémique de l'observation **(a)**. En plus, il s'agit d'un préalable nécessaire dans une activité de recherche qui prend pour objet des dispositifs d'observation **(b)** devenus essentiels « pour développer des synergies entre la recherche académique, la recherche appliquée liée à une demande sociale et les interventions expertes des chercheurs et les connaissances produites dans l'acte par des praticiens de terrain (Meyer, 2004, 2005, 2006 ; Bouzon, Meyer, 2008). Nous avons abordé l'observation et les notions proches susceptibles d'être employés dans le cadre des dispositifs qui possèdent certaines qualités précises **(c)**.

a) Observation et notions voisines

Si nous abordons le concept d'observation, c'est parce qu'on voit mal un observatoire que n'« observe pas » (*cf.*1.1.1). Cette activité cognitive précède donc toute action de compréhension quels que soient sa nature et son niveau de complexité. L'être humain a toujours cherché à s'inscrire dans cette optique de connaissance et de savoir observer. À cet égard, Hélène Hatzfeld et Jackie Spiegelstein (2000 : 2) rappellent que l'observation « naît en même temps que les sciences de la société, que l'économie […] L'enjeu est ce

qui anime la philosophie des lumières : rationaliser la compréhension du monde, rendre prévisible son évolution, donner à l'homme les moyens d'agir sur la société pour assurer la marche vers le progrès ». Si on se réfère à la définition que donne le dictionnaire (Petit Robert), nous découvrons que le verbe « observer » provient du latin *observare* et pourrait avoir plusieurs sens comme adopter, suivre une attitude de façon constante, constater, remarquer, examiner en contrôlant et aussi regarder et contempler. Ainsi, observer, n'est pas seulement voir, mais aussi recueillir des données qui seront mises en forme, traitées afin de devenir des informations communicables. Donc, l'observation n'est qu'une composante d'un ensemble d'actions en interférence. Pour Paul Watzlawick[29], « la réalité qui nous est transmise par nos sens est une réalité de premier ordre. Inévitablement, il y a une attribution de valeurs, une explication de ce qui est perçu. C'est ce que nous appelons la réalité de deuxième ordre ». Dès lors, l'observation n'a de vraie valeur que lorsqu'elle est une réalité de deuxième ordre (Mucchielli, 2001 : 111) traduisant une pratique sociale avant d'être une méthode scientifique (Arborio, Fournier, 2005 : 5). Notons qu'il s'agit aussi d'un acte de pensée et de regard attentif. Cet acte peut être considéré comme un piège, dans la mesure où l'observateur est là où l'autre ne l'attend pas (Kohn, Nègre, 2003). L'observation permet aussi de fabriquer les connaissances et les savoirs qui sont le produit d'une relation directe, concrète et localisée. Elle est utilisée pour désigner à la fois un temps, un espace, un dispositif, une instrumentation et des données rassemblées dans/sur des lieux d'observation. De ce fait, l'observateur observe, pour mieux connaître, en apprenant des choses sur l'observé. Mais « l'observé observe aussi » pour reprendre l'expression de David Douyère (2006 : 91). D'où la réciprocité et l'aspect multidimensionnel et polysémique de l'observation.

Il est important aussi de ne pas confondre l'observation avec d'autres notions voisines comme la perception qui est un acte spontané, naturel et loin d'être un acte de pensée (Kohn, Nègre, 2003). Pour cette raison et face à une réalité quelconque, les individus peuvent être victimes de ce qu'on appelle une « illusion optique ». Les exemples et la littérature sont assez abondants sur cette question. On peut citer comme exemple la mosaïque romaine qui utilisait les illusions optique bien avant que les psychologues de la fin du XIXème siècle s'en emparent. L'école de Gestalt a traité cette illusion aux

[29] Cité par Claude Le Bœuf (1999 : 27).

alentours des années 1915 grâce au vase d'Edgar Rubin[30]. Enfin, observer un terrain aussi varié que le sud-est tunisien suppose qu'« on peut voir beaucoup en observant ». En ce sens, David Rokeby (2003 : 99) note que les données perçues par nos sens passent par les filtres puissants de nos systèmes cognitifs et dès que nous avons identifié quelque chose avec certitude, nous cessions de voir. Le regard n'est qu'une première vue étroite et limitée. Il faut donc une deuxième vue plus importante et créative, qui consiste à faire croiser des regards et développer des synergies en forte liaison avec la RA, surtout quand « il s'agit de penser ou de réaliser des dispositifs communicationnels » (Bouzon, Meyer, 2008 : 10).

b) Qu'est ce qu'un dispositif ?

Le Petit Robert donne une définition technique du terme dispositif. C'est un « ensemble de pièces constituant un mécanisme, un appareil quelconque ; ensemble de moyens disposés conformément à un plan ». À un niveau supérieur d'abstraction le terme est synonyme d'agencement d'éléments humains ou matériels réalisé en fonction d'un but. Ce terme est fréquemment utilisé dans les interfaces homme-machine. Ensuite, c'est le développement des TIC qui a provoqué la sortie de cette notion du champ technique pour proliférer dans d'autres sphères d'activité humaine. Au-delà de l'aspect technique et technologique, ce terme trouve aujourd'hui une place dans le champ social, économique, politique, pédagogique etc. Les événements historiques (Meyer, 2003 : 1), les catastrophes naturelles, les changements socio-économiques et environnementaux, les conflits ethniques et politiques, ainsi que d'autres facteurs contribuent à son émergence et à son usage. Souvent utilisé qu'interrogé, le terme « dispositif » est trop employé dans tous les champs sans être précisément défini. « Certains chercheurs, scientifiques sont frappés par la fréquence, voire la prolifération de l'utilisation du terme dispositif dans certains nombre des champs aussi divers que la communication, la médiation des savoirs, l'art, la thérapie, le droit, la technologie » (Jacquinot, Monnoyer, 1999 : 9). Dispensé d'un approfondissement théorique, certains groupes de recherche[31] ont tenté en 1998 d'interroger son ancrage afin de dégager le concept derrière la

30 www.figuresambigues.free.fr (consulté le 14 octobre 2006).

31 Ces groupes sont : le GreMS (Groupe de recherche en médiation des savoirs, université catholique de Louvain, Belgique) et le GRAME (Groupe de recherche sur les apprentissages, les médias et l'éducation, université de Paris 8).

prolifération de ses usages[32] et ses caractérisations. Pour Michel Foucault (1975), le dispositif est « un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments ». Cette définition intègre deux aspects : technique et sociologique. C'est dans le champ de la sociologie, particulièrement la sociologie du travail et des organisations que ce terme a pris une place importante. Il sert à prendre en compte la dimension technique de certains phénomènes sociaux et renvoie aux procédures et technologies pour l'organisation d'une société (Foucault, 1976).

Certes, la prolifération d'usage du mot « dispositif » est devenue, en quelque sorte, un modèle alternatif de l'action. Cependant, agir et contrôler ne sont pas les seules raisons d'être d'un dispositif. Dans un sens d'information, de communication et de partage, des dispositifs d'observations (observatoires) ont été crée pour répondre à des besoins spécifiques.

c) Qualités requises d'un dispositif

Mettre en place un dispositif d'observation est un moyen incontournable pour appréhender la différence entre le discours et la réalité des pratiques. Partant du principe qu'un acte d'observation est communicatif, mettre en place un dispositif permet l'interaction et l'obtention d'une information utile. Dans cette perspective, « un dispositif consiste en une organisation de moyens au service d'une stratégie, d'une action finalisée, planifiée visant à l'obtention d'un résultat. Un dispositif est une instance, un lieu social d'interaction et de coopération possédant ses intentions, son fonctionnement matériel et symbolique et ses modes d'interaction propres » [33].

En effet, comme dans une investigation ethnographique, la présence des chercheurs sur le terrain est indispensable (Meyer : 2003 : 2). Le terrain observé, « entre désertification

---

[32] Colloque organisé par le GREMS et la GRAME en 1998 et dont est issu un numéro spécial de la revue *Hermès* intitulé « *Le dispositif, entre usage et concept* ». Il vise à souligner la valeur heuristique de ce concept en émergence.

[33] Daniel Peraya, http://tecfa.unige.ch (consulté le 24 janvier 2006).

et développement [34]» est à la fois complexe et changeant. Son suivi est assuré par la mise en place des dispositifs d'observations. Ces derniers ne doivent pas tomber dans des connotations dégradantes[35] selon les termes d'Yves Winkin (2005 : 5). Donc, il est important de se donner les moyens et les dispositifs nécessaires. Partant de l'observation, Alex Mucchielli (2001 : 93) renvoie à la formulation métaphorique (de hockey) de Ray Birdwihstell. Son idée est que ce concept nécessite un cadrage et « ne pas être dans la bonne optique c'est comme si, invité par une équipe de hockey à s'occuper de l'arrière gauche parce qu'il ne joue pas selon les règles ».

Certes, l'émergence des dispositifs d'observations est en quelques sortes un découpage territorial pour décortiquer les « codes » et les interactions. Ainsi, permettent-ils d'intégrer une dimension d'information, de communication, de connaissance et de savoirs stratégiques[36]. D'abord son cadrage[37] est important puisqu'« un phénomène demeure incompréhensible, dit Watzlawick, tant que le champ d'observation n'est pas suffisamment large pour qu'y soit inclus le contexte dans lequel le dit phénomène se produit » (cité par Mucchielli, 2001 : 94). Ensuite, la production d'un tel phénomène engage dans un processus de recherche de l'information qui s'inscrit dans une démarche d'élaboration des savoirs au service de finalités multiples et précises.

Dans notre champ de recherche, si, l'idée communément appréciée consiste à mettre en place un processus d'IT dans le cadre du programme LOTH, on peut toutefois dire que cette création « reste toujours un artefact productif qui attend son moment de perfection » (Meyer, 2004 : 48) afin de progresser et répondre à certains de ces besoins cités ci-dessous. Ainsi, concevoir et vivre son propre dispositif est, en particulier, un acte de suivi et de valorisation dans le temps d'une réalité quelconque (pas nécessairement problématique). Comme nous avons déjà signalé, nous sommes dans

---

34 « Entre désertification et développement : la Jeffara tunisienne » est le titre d'un ouvrage collectif sur cette zone au Sud-est tunisien (Ouessar, Genin, Guillaume, 2006).

35 L'observateur ne doit pas se transformer en visiteur d'une sorte de « zoo » pour Yves Winkin, mais il faut avoir la capacité d'interpréter et donner un sens et une cohérence en introduisant les concepts adéquats.

36 Ces besoins peuvent être scientifiques liés aux domaines de la recherche, socio-économiques ou politiques pour éclairer et expliquer des nouvelles préoccupations de la région.

37 Pour l'école de Palo Alto, le sens naît du cadrage. Si on admet que l'observatoire est un système d'observation, alors « Les outils d'approche peuvent se fonder dans l'analyse des systèmes, de l'interaction depuis Goffman ou Palo Alto, des *cultural studies*, de l'analyse des médiations ou d'une approche constructiviste » (Durampart, 2003 : 8).

une optique d'observation de deuxième ordre et de recherche d'information en favorisant une optique « chemin faisant/ recherche-action »[38] où « rien n'est alors épargné au chercheur lorsqu'il doit transformer la recherche en acte de production collective et conjointe de connaissance (Bouzon, Meyer, 2008 : 9) inscrite dans un PITA. De ce fait, Vincent Meyer (2005 : 145) souligne que « l'évaluation interne d'un fonctionnement implique fondamentalement l'observation participante, notion qui désigne en général les observations prolongées faites sur un terrain en participant à la vie des individus et /ou aux activités des professionnels ». Sans doute, nous passons d'une orientation interactionniste à une autre qui envisage des actions en cherchant l'information et la connaissance « qui sera immédiatement réinvestie dans la progression du projet (Id : 151). Autrement dit, nous sommes toujours dans une logique de recherche-action Lewinienne (1951). En fonction de l'avancement de la recherche coopérative, nous accordons une attention à :

- l'organisation et l'aménagent des activités de coopération entre l'IRA et le CREM ;
- la mise en œuvre et la communication des informations et des savoirs crédibles ;
- l'agencement d'un espace d'effectivité plurielle de recherche (ethnographes, économistes, documentalistes, informaticiens, géographes, historiens, agronomes, etc.) ;
- l'atteinte des objectifs fixés et la veille à la réalisation des actions envisagées ;
- la régulation des activités, les actions et les comportements librement choisis, mais en cohérence avec les objectifs déterminés par les directeurs du projet ;
- la capture et la transmission de l'information utile ;
- signaler les problèmes et les interrogations au jour le jour ;
- la clarification des pratiques et la mise en œuvre des actions (Meyer, 2005 : 161).

Si on suit cette logique de collaboration, nous envisageons l'observatoire dans le sens « à la fois processus stratégique et construction collective d'un sens et d'une action qui

[38] Cette construction est proposée par Vincent Meyer en octobre 2006 à l'IRA de Médenine dans le cadre du programme LOTH. En ce sens, la recherche-action a pour objectif de contribuer à la résolution des problèmes pratiques (désertification, déséquilibre écologique, pauvreté, chômage, etc.).

convient dans un espace où la mise en scène du tragique devient une nécessité[39] ». Finalement, à travers ces dispositifs, nous nous sommes tout particulièrement attachés à la « compréhension du pourquoi et du comment, et non pas à une seule connaissance de l'existence » pour reprendre les termes d'Alex Mucchielli (2000 : 35).

Ainsi, s'informer sur le territoire et les relations qu'elles régissent nécessite essentiellement le passage par des observations des différentes interactions implicites et explicites entre ses éléments. À noter encore que le sud-est tunisien (La Jeffara) possède à la fois des particularités générales (à l'échelle du pays) et d'autres régionales qui articulent le physique et le social. Plusieurs études ont été réalisées dans le cadre des observatoires intégrés de l'IRA. Cependant, la question se pose sur l'usage, la valorisation et le suivi permanant de la situation. Il faut noter que la restitution des propos tenus (Meyer, Champy-Remoussenard, 2004 : 13) n'est pas toujours simple dans un agencement « SIC ». De ce fait, on est en droit de s'interroger dans la section suivante sur quelques bases théoriques des SIC.

1.2.2. Les observatoires sous un regard SIC

Notre perspective de recherche puise ses principales ressources au sein des SIC. Il convient donc de revenir sur certaines notions et de s'occuper de la relation qui unit l'observation, l'information et la communication, même s'« il paraît étonnant à beaucoup de revenir sur ce qui est au fondement de l'information et de la communication » (Miège, 2004 : 5).

Pour Philippe Breton et Serge Proulx (1991 : 244), l'information est devenue une « notion polysémique [qui] s'étend de façon tentaculaire dans des domaines aussi divers que ceux des médias, de l'informatique et des télécommunications ». Elle pose des difficultés et des ambiguïtés conceptuelles (Baltz, 1996 ; Buckland, 1996) de telle sorte que l'on ne sait plus à quoi il fait référence exactement (Wellar, 1995 : 99). Si certains modèles ne sont plus d'actualité, l'information demeure un concept scientifique à significations et à usages multiples et fertiles. Dans ce contexte actuel du développement des nouveaux dispositifs d'observations (observatoires), nous

[39] Sans atteindre une situation « tragique », il s'agit de mettre « en scène » un état de blocage territorial, de désertification, de manque de communication, etc. dans une « région à l'image de nombreuses régions défavorisées et soumises à des fortes contraintes environnementales » (Genin, 2006 : 279), (*cf.*, Chapitre

présentons une vue d'ensemble de la théorie de l'information et de la communication tout en intégrant l'observation dans cette dimension.

a) La théorie mathématique de la communication

La théorie de l'information désigne à l'origine la théorie mathématique de la communication. Construite autour de la mesurabilité de l'information, elle a montré une grande richesse suite aux travaux de Claude Shannon et Warren Weaver en 1949 mais sa « définition de l'information est strictement physique, quantitative, statistique » (Mattelart, 2001 : 42). En effet, son défi est de trouver un moyen pour transmettre des messages télégraphiques ou téléphoniques et communiquer à moindre coût. Claude Shannon a identifié ainsi les différents éléments pour assurer les éléments physiques de la communication, d'où l'apparition d'une théorie d'information (Birrien, 1990: 38). Cette théorie constitue une véritable entrée du concept d'information dans les domaines scientifiques. Ce modèle est une illustration du processus technique de la transmission des signaux composant un message d'un point E (Emetteur) à un point R (Récepteur). S (Destinateur) est la source d'information. Il élabore un message qui est transmis par un canal de transmission (C) vers un point R (Récepteur). Ce dernier, le décode et le retransforme en message pour un point D (Destinataire). Ce processus peut être affecté par le point B (Bruit) en diminuant la fiabilité du canal et en réduisant la quantité d'information. Warren Weaver (1975 : 37) rappelle que le mot information doit être utilisé avec prudence. Ce modèle ne tient pas compte du sens et de la signification de l'information contenue dans un message. Donc, l'émetteur et le récepteur doivent partager le même langage sinon le message ne sera que du bruit (Morin, 1977 : 347). Une question essentielle se pose : comment une source d'information peut être décrite mathématiquement et quelle quantité d'information est produite par une source donnée ? (Thépaut, 2002 : 204).

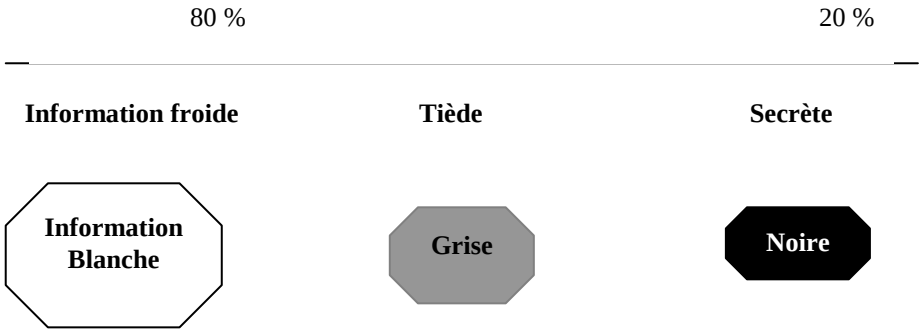
Sans creuser un cadre probabiliste, combinatoire ou autre propre au modèle shannonien (1975), nous rappelons qu'un message dont la structure est hautement improbable contient beaucoup d'informations. Tandis qu'un message dont la composition est connue d'avance (probable) ne contient aucune information. Donc, c'est une théorie de la forme physique de l'information et non une théorie de « contenu significatif ».

Malgré les insuffisances pour rendre compte de certains phénomènes de communication et des langages humains (Meunier, Peraya, 2004 : 35), ce modèle nous permet de répertorier, suivre et valoriser (de la source aux utilisateurs) les interactions, l'échange et la communication de l'information entre les différentes structures et acteurs territoriaux de l'OMH. Son caractère informatif est important dans l'étude des observatoires. Certes, la transposition de ces modèles aux interactions humaines et sociales n'est pas toujours simple. De ce fait, l'apport de la cybernétique dans une démarche d'évaluation continue ne fait aucun doute. Il s'agit, essentiellement, de poursuivre une finalité, d'évoluer vers un état à atteindre et de maintenir un comportement malgré les perturbations dues au milieu extérieur. Donc, ce système cybernétique permet de désigner la capacité d'un dispositif quelconque (*i.e.* observatoire) à recevoir et à émettre l'information nécessaire au maintien d'un intérêt ou d'un équilibre précis.

b) L'information comme processus de la connaissance

L'information est une source d'ambiguïté qui touche les différentes facettes de la société. Souvent, elle fait référence à l'ignorance et à l'incertitude (Buckland, 1991 : 3). Trouver une définition rigoureuse surtout quand « il faut interroger à nouveau l'expression de société de l'information » (Miège, 2004 : 56) à l'ère des réseaux, n'est pas chose facile. « Trop d'information tue peut être l'information » (Bougnoux, 1993 : 11). En ce sens, elle n'est pas un accroissement de la quantité d'information mais au contraire, une réduction de cette quantité par des regroupements pertinents. Le schéma suivant représente ce regroupement selon la classification de l'Association française de normalisation (AFNOR).

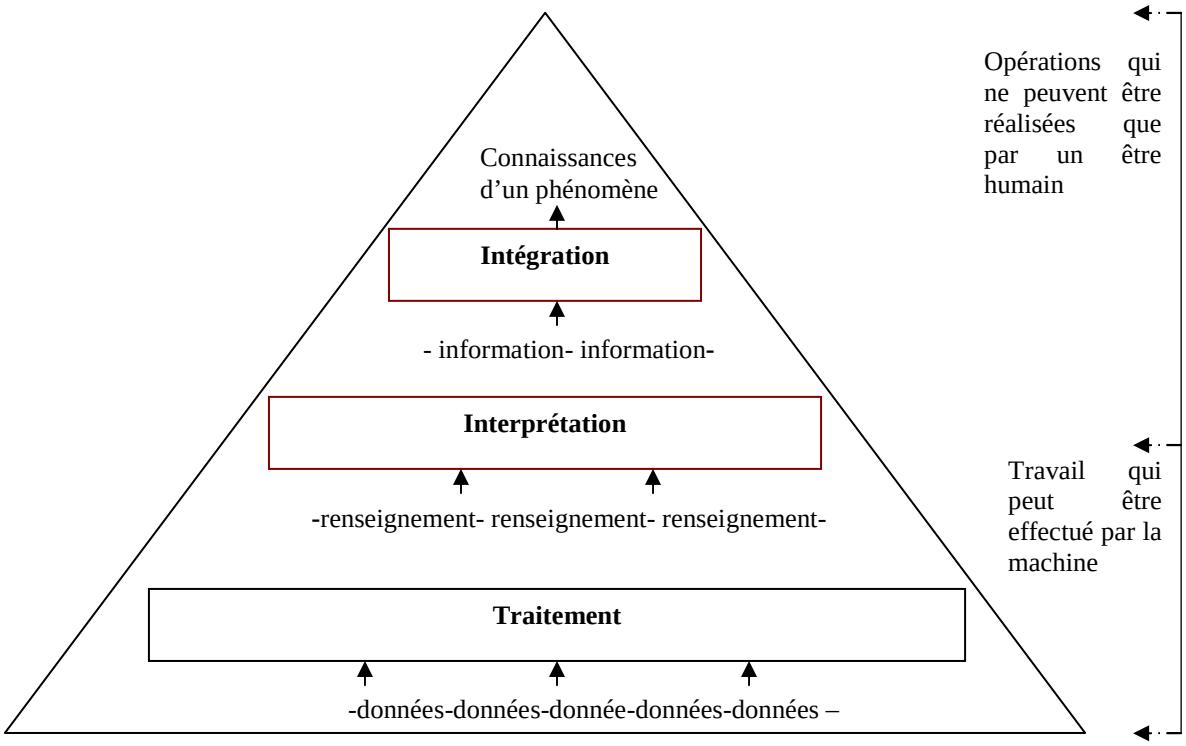
Figure n°6 : Classification de l'information



Source: (http:// i-km.com)

Une information est considérée comme « blanche » si elle est aisément accessible et ouverte à tous. Elle est appelée « grise » si elle est caractérisée par des difficultés dans la connaissance de son existence et de son accès. « Noire », si sa diffusion est restreinte et si son accès et son usage sont protégés. L'intégration de la signification de son contenu signifie la mise en forme de données en vue d'une mise au courant afin d'avoir des connaissances sur un phénomène de la réalité (Terrou, 1992 : 3). Il s'agit d'un processus cognitif pour donner un sens et une signification à une telle réalité afin d'entreprendre des actions (Laurini, Thompson, 1992 : 4). Cependant, Bruno Latour (cité par Brigitte Guyot, 2002 : 3) considère l'information comme un résultat d'une succession d'opérations d'abstraction progressive par rapport au monde réel. Pour Edgar Morin (1977 : 47), l'individu ne retient que les éléments compréhensifs et significatifs. Ses capacités interprétatives ne peuvent pas être remplacées par une automatisation (machine) (Gravel, 1988 : 11). La forme la plus basique de l'information est la donnée, définie comme « des perturbations décrivant des gens, lieux, objets ou événements qui, une fois assemblées, transformées, ou placées dans un contexte spécifique, deviennent une information pour l'utilisateur » (Gravel, 1984 : 11).

Figure 7 : Processus d'information



Gravel (1984 : 11)

D'après cette figure, le traitement des données génère des renseignements (des nouvelles formes de données) et ne conduit pas directement à l'information. Cette dernière est le résultat de l'insertion de l'interprétation des données et des renseignements dans un contexte spécifique de signification. Toutefois, la distinction conceptuelle dépend de la personnalité de chaque individu. Une information de l'un peut être une donnée à l'autre car l'interprétation est une opération personnelle, changeante et non programmable par un ordinateur (Le Moigne, 1973 : 15). Enfin, l'information n'est pas la connaissance. Cette distinction échappe souvent aux travaux anglo-saxons qui traitent de l'information sous le terme de connaissance (Thépaut, 2002 : 214). Cette dernière désigne l'ensemble des schémas conceptuels et des représentations stables de la réalité (Escarpit, 1976 : 59). Les deux s'alimentent et la connaissance constitue le cadre cognitif pour que l'être humain accorde une signification à cette réalité. Autrement dit, l'information renouvelle les connaissances (Buckland, 1976) et apporte de la nouveauté aux connaissances (Le Moigne, 1973 : 14). Les représentants majeurs de l'école de Palo Alto (Gregory Bateson, Ray Birdwhistell, Edward Hall, Erving Goffman et Paul Watzlawick) pensent que la théorie mathématique de la communication doit être laissée aux ingénieurs des télécommunications, par qui et pour qui elle a été conçue. En revanche, ils préconisent que la communication soit appréhendée de point de vue des sciences humaines. Cependant, la communication est une dimension indissociable de l'information (Watzlawick, 1978 : 137) [40] qui acquiert sa signification et sa valeur surtout de sa forme et de sa circulation.

c) Comment matérialiser et communiquer l'information ?

Pour communiquer une information, il est nécessaire de la matérialiser (images, documents, publications, connexions, etc.). Comme tout dispositif d'information, l'observatoire a besoin de supports matériels pour assurer la communication. Matérialiser l'information, c'est assurer sa pérennité, sa conservation, sa circulation ou sa communication dans le temps et l'espace. Elle doit être transcrite et mémorisée dans

[40] Paul Watzlawick (1978 :137) divise l'information en deux grands groupes : « le premier a trait aux propriétés purement physiques, objectivement sensibles des choses, et est intimement lié à une perception sensorielle […]. Le second concerne l'attribution d'une signification et d'une valeur à ces choses, et il se fonde sur la communication ».

des documents, images, vidéos, bases de données, dessins ou cartes. Si l'archivage est le matériel privilégié pour la mémoire de l'histoire (Metzger, 2006 : 50), le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) stimulent d'autres processus de matérialisation. Ces TIC permettent une automatisation des procédés de collecte et de traitement de l'information et facilite sa conservation et sa mémorisation. Grâce aux réseaux, elle circule plus rapidement et peut toucher un grand public en éliminant le problème de la distance (Giddens, 1990 : 17). Donc, il y a une implosion à la fois de l'espace et du temps de la communication. Ainsi, est-il important de faire la distinction entre l'information tangible et l'information intangible (Buckland, 1991 : 54). Une information peut désigner un support concret ou un simple processus cognitif d'être informé. Bien que le matériel documentaire garde toujours sa place. Pour Jean-Paul Metzger (2006 : 58), ce matériel est doublement reparti dans un espace physique et géographique. « La répartition intellectuelle d'objets physiques induit parfois leur répartition spatiale. […] La recherche d'information est donc d'abord une recherche de lieux *(le topoï des Grecs)* ». Ainsi, un système technique est-il incapable d'englober les différentes dimensions complexes de l'information (Salgé, 1989 : 49). L'ordinateur est un exemple parfait de cette distinction importante puisqu'un dispositif d'information informatisé se limite aux aspects techniques. Les machines jouent un rôle important au niveau du traitement de l'information, mais l'interprétation de la signification est le rôle de l'être humain.

Communiquer l'information, c'est la faire circuler afin de régénérer une signification auprès de son « public ». Le processus d'échange permet sa diversification, sa transformation et l'évolution de ses représentations. Pour être utile et utilisée, l'information porteuse de connaissances doit circuler. « Nous n'entendons pas engager un débat d'ordre conceptuel pour tracer les frontières entre l'information (ou la communication) et la communication, ni à plus forte raison faire la liste des usages sémantiques multiples […] et des confusions qui en découlent » (Miège, 2004 : 19). Mais nous abordons la communication comme un processus d'échange où l'observateur y participe activement en émettant et en recevant des informations porteuses des significations et des représentations. S'agit-il d'une logique orchestrale de la communication dans laquelle l'individu transforme et diffuse de l'information (Breton, Proulx, 1991 : 187). Pour Yves Winkin (2001 : 92) « c'est une intéressante métaphore

qui, par sa puissance, combat bien le modèle culturel dominant émetteur-récepteur ». Pour que la communication se réalise, le contenu de message doit être compréhensible et accessible par chacun (Lazar, 1992 :104). De cette manière, la communication permet de transformer l'information en action (processus d'influence) concrète et la rendre opératoire. C'est une condition nécessaire mais insuffisante puisque cette concrétisation n'est pas automatique et laisse entrer en jeu plusieurs facteurs, comme le contexte, la compréhension de l'information, les enjeux politiques.

Les informations produites et communiquées par un observatoire socio-économique et environnemental, ne sont pas toujours suivies d'une action sur un territoire. La communication peut être trompeuse pour des fins idéologiques, politiques, économiques etc. Dans ce cas, Paul Watzlawick (1978) parle de la désinformation utilisée pour cacher des faits et des réalités. Ainsi, remarquons-nous la complexité et la multi-dimensionnalité de la notion de l'information. Les systèmes techniques sont une autre facette de cette complexité. Pour préciser plus en détail ses caractéristiques, nous abordons la notion de système d'information (SI).

d) L'apport de la cybernétique

C'est Nobert Wiener qui a formulé les fondements da la cybernétique[41] fondée sur l'idée que l'information permet de contrôler le fonctionnement des machines et des organismes vivants dans leur environnement grâce à un mécanisme de rétroaction. L'exemple le plus connu d'une boucle de rétroaction est représenté par le fonctionnement d'un thermostat. Il s'agit de poursuivre une finalité, c'est-à-dire d'évoluer vers un état à atteindre ou de maintenir un comportement malgré les perturbations dues au milieu extérieur. Selon cette théorie, tout système ouvert est soumis en permanence aux perturbations aléatoires de l'environnement. La rétroaction modifie le comportement du système par des mesures et des ajustements. Elle sert à désigner la capacité d'un dispositif quelconque à recevoir et à émettre l'information nécessaire au maintien d'un équilibre donné. La mémoire a pour but de profiter des stratégies antérieures qui se sont révélées avantageuses. Dans ce cadre cybernétique,

[41] Le terme cybernétique est d'origine grecque. Elle fait référence à l'art de la gouverne et de la commande. Cette théorie s'adresse au développement de « l'ensemble des technologies de l'automation, des systèmes de communication et des méthodes de traitement de l'information » (Escarpit, 1976 : 69).

l'information est assimilée à la notion de programme informatique qui commande le fonctionnement des ordinateurs. De ce fait, la cybernétique définit l'information comme l'unité opératoire permettant de contrôler automatiquement le fonctionnement des processus techniques ou vivants. Cette information ne s'exerce pas librement, mais elle est prédéterminée et s'inscrit dans un système (Morin, 1977 : 305)

1.2.3 Une vision systémique des observatoires

Le concept de système d'information est considéré comme un produit de la théorie générale des systèmes. Dans la deuxième moitié du XXème siècle, cette notion est devenue une ressource importante. L'émergence et l'intégration des nouvelles technologies ont participé aux transformations majeures de la société moderne souvent nommée « société d'information et de communication ». La naissance du concept de système d'information est une image marquante de cette modernisation. Nous essayons d'apporter des clarifications conceptuelles et scientifiques en éclairant la notion de système **(a)** et l'apport de l'approche systémique et constructiviste **(b)**. Dépasser l'aspect technique restrictif constitue une évolution majeure des SI **(c)**.

a) Le système d'information

La théorie des systèmes attribue à l'information une nouvelle dimension conceptuelle, celle de l'organisation (Le Moigne, 1970, 1994). Elle permet à un système de maintenir sa structure et d'adapter son comportement aux changements de l'environnement. Nous identifions deux types d'information sous-jacent à la théorie des systèmes (Roy : 1998) :

- l'information qui contrôle le maintien et la régénération de la structure interne ;
- l'information descriptive de l'environnement dans lequel le système fonctionne et évolue.

Cette nouvelle conceptualisation organisationnelle est importante car elle place l'information au centre des rapports établis par un individu, une organisation ou un système avec leur environnement tout en favorisant une variété de représentations. Dans ce contexte, l'acteur doit prendre une décision en choisissant une action parmi plusieurs. D'où l'évolution de la notion d'information d'un état passif de représentation à un état plus actif de décision (Durant, 1983 : 30). Cette dernière ne cherche pas à maintenir

l'état du système autour d'un équilibre, mais elle vise à faire évoluer le système en fonction des conditions changeantes de l'environnement (Durant, 1983 : 18). Certains penseurs ont établi des liens entre l'information, le SI, le savoir, la connaissance et la complexité d'un système. Il est complexe s'il gagne en organisation, donc il a besoin d'un niveau supérieur d'information qui devient un indicateur de la complexité des systèmes (Morin, 1977). Nous pensons avec Edgar Morin, qu'il faut un SI avec des configurations visibles « si nous voulons une connaissance pertinente » (Morin, 1999 : 456). Un tel dispositif de suivi et d'évaluation doit répondre à ce besoin de relier, contextualiser, globaliser nos informations et nos savoirs, donc de rechercher une connaissance complexe (Id : 456). Malgré les restrictions surtout en termes de signification et d'influence de l'information, ces bases théoriques (modèle de Shannon, modèle cybernétique, la théorie des systèmes) possèdent une importance majeure dans la compréhension des enjeux sous-jacents aux dispositifs d'informations (observatoires). Ces derniers doivent être capables d'observer, de contrôler et d'organiser les informations afin de fournir de nouvelles représentations du territoire[42]. Ainsi, l'information est-elle un support pour spécialistes et pour décideurs pour l'organisation d'un territoire. Par exemple, sa détention et son contrôle sur un territoire comme la Jeffara accroissent leur rôle lors de la planification et l'utilisation du sol dans un processus d'aménagement. Elle peut aussi modifier les rapports politiques entre les acteurs (Forester, 1989 : 71).

b) OSE sous l'angle systémique

L'approche analytique et statique ne peut plus aboutir à une compréhension suffisante des phénomènes socio-économiques et environnementaux. Les systèmes d'information appellent la conception de nouvelles méthodes et approches capables de saisir le mouvement et la dynamique complexe (Piron, 1993). La méthode systémique, inspirée des systèmes biologiques[43], constitue une réponse à cette complexité. Elle permet surtout de recombiner le tout à partir de ses éléments en tenant compte des

---

42 Sur la base d'une intelligence territoriale, nous allons illustrer les utilisations concrètes des SIC dans le développement d'un territoire spécifique (le sud-tunisien) à travers des dispositifs des observatoires. Certains d'entre eux serviront de témoin, alors que d'autres projets seront plus profondément évalués dans le cadre du programme LOTH.

43 Dans les systèmes biologiques l'information, constitue un code génétique qui maintient la structure de l'être vivant, la transmission de la vie aux autres êtres vivants et assure la réaction face aux conditions changeantes de l'environnement (Lévy, 1987: 144).

interdépendances et des évolutions dans le temps (De Rosnay, 1995). Elle permet aussi de concevoir la réalité comme un ensemble inter-relié selon des modes d'organisation spécifiques (Le Moigne, 1990). La fonction de mémorisation est centrale dans le fonctionnement d'un système surtout pour la coordination des activités et des actions. Vraisemblablement, un observatoire n'est plus seulement une structure mais c'est aussi un construit autour d'un projet. De plus, son « système d'information est tout autant organisateur qu'organisé puisqu'il est sans cesse sollicité et modifié par ceux qui l'interrogent et qu'il modifie à son tour, en leur apportant des informations » (Guyot, 1999 : 4).

Un simple exemple, l'élaboration d'une carte des unités morphopédagogiques dans les observatoires de l'IRA constitue un système d'information, car elle intègre un ensemble d'interrelations, de représentations et d'organisations sur un territoire. Nous pouvons aussi dégager une représentation d'ensemble d'une région moyennant un système morphologique qui est une source des informations spécifiques pour localiser les objets d'études et les organiser dans le temps et l'espace. « Toute organisation, dès son origine, produit de l'information, aussi bien pour s'organiser et fonctionner, que pour se doter d'un système de représentations partagées par l'ensemble de ses membres. À l'extrême limite, elle n'est qu'un vaste système de traitement de symboles, c'est-à-dire un système d'information » (*Id* : 4).

Ce référentiel épistémologique nous mène sans doute à la notion de la complexité. Cette pensée présente une cohérence par rapport à la conception et la modélisation de l'observatoire. De ce fait, l'information forme l'organisation qui elle-même la forme, dans une interaction réciproque (*Id* : 4). Dès lors, l'organisation est entendue comme un système complexe à la fois organisé et organisant, observé et observant, informé et informant, ordonné et ordonnant. L'approche téléonomique[44] répond à une notion centrale dans un processus d'observation en prenant en compte l'aspect « temps ». L'organisation est considérée comme un processus et non plus seulement comme un état (maintenir et se maintenir, relier et se relier, produire et se produire). Dans cette perspective, on voudrait initier l'observatoire à la fois comme « un construit » social

[44] Inscrire les observatoires dans une l'approche téléonomique, au sens d'Edgar Morin (1992), c'est prendre en compte l'aspect « temps » et les considérer comme un processus et non plus seulement comme un état (maintenir et se maintenir, relier et se relier, produire et se produire).

organisé et organisant, ordonné et ordonnant. Cette notion de construction est très importante, elle nous renvoie à des pensées épistémologiques et surtout à la pensée constructiviste, qui se matérialise à la fois par une croyance forte dans la « relativité » de la notion de vérité et par une forte opposition au positivisme. D'autres paradigmes méthodologiques comme la recherche-action, qui suit une logique non linéaire et située au croisement des disciplines, seront développés face à la complexité (*cf.* Chapitre 3). Pour Jean-Louis Le Moigne (1990), cette pensée complexe est une révolution scientifique fondée sur les redéploiements contemporains d'épistémologie constructiviste et sur le développement du paradigme systémique. En effet, un observatoire est conçu pour être, essentiellement, un outil d'aide à la décision. Dans cette perspective James March (1981), s'est intéressé à la complexité de l'approche information dans les organisations, dans un processus de prise de décision. Nous partageons l'idée qu'un observatoire en tant qu'organisation cherche à collecter plus d'information non pas pour prendre une meilleure décision mais pour mieux la justifier ou pour mieux interpréter les faits (Guyot, 1999 : 5). Si, peu sont les disciplines qui ont abordé directement la notion d'observatoire, certains spécialistes et techniciens comme Marie Piron (1996) ont fait un rapprochement entre l'observatoire et le SI. Ainsi, comprendre la logique d'un observatoire revient à développer des analyses fortes sur son « système ». Pour assimiler cette analogie, Yves Frédéric Livian (2000 : 96), le considère comme un système qui se caractérise par :

- la totalité : il n'est pas réductible à la somme de ses éléments : la modification de l'un d'entre eux peut affecter l'ensemble ;
- l'ouverture sur l'environnement et l'équi-finalité (il y a plusieurs manières d'atteindre le but recherché) ;
- l'homéostasie : comme dans le thermostat, il y a un mécanisme qui fait revenir le système à l'état initial.

Jean-Louis Le Moigne (1990) a repris les deux niveaux du modèle mécaniste de Jacques Mélèse : le système de commande et le système commandé. Il propose une méthode permettant de décomposer une organisation en « sous-systèmes » et de se servir de cette décomposition pour faire un diagnostic de son fonctionnement. Cette conception systémique permet de repérer les anomalies, les difficultés et les opportunités. Chaque élément de l'organisation est considéré comme un module réalisant une transformation. Il travaille à partir d'entrées, opère des transformations et réalise des productions

(sorties). Pour gérer le module, il faut un pilote avec des entrées et des sorties qui va agir sur un module technologique avec des directives pour la bonne marche du module. Les variables à la disposition du pilote sont appelées « variables d'action ». Le résultat de l'activité du module peut être lu dans des « variables essentielles » (indicateurs par exemple). Ensuite, Jean-Louis Le Moigne (1977) ajoute à ce modèle un troisième niveau, qu'il situe entre les deux autres, et qu'il nomme système d'information. Il le positionne comme une interface entre le système de pilotage (conception, organisation des objectifs, projets, orientations, décisions, etc.) et le système « opérant » ou opérationnel, qui conduit les actions quotidiennes. Par analogie, un observatoire opérant doit avoir des fonctions de mémorisation, de traitement et de coordination, évoluant du mode réflexe (la réponse) au mode réflexion (retour sur soi-même). En raisonnant sur l'étymologie du mot « complexe », Jean-Louis Le Moigne l'aborde en liaison avec le concept « système » « entendu comme un enchevêtrement intelligible et finalisé d'actions interdépendante » (Le Moigne, 1990 : 25). Contrairement à un processeur cybernétique sans mémoire, la mémorisation est devenue possible grâce au système d'information (Lugan, 1993 : 99) en incorporant la temporalité. Ce type de système alimente un système décisionnel qui coordonne un système d'actions. Le système général est composé d'un processus de communication de l'information qui met en relation les sous-systèmes informationnels, décisionnels et opérationnels. (Le Moigne, 1977 : 107). Pour Jean-Louis Le Moigne, il s'agit d'un système complexe où l'information exerce une double fonction : présenter l'environnement du système (information-représentation) et commander l'exécution d'une action (information-décision). Notons que le système d'information se subdivise en différents processus de mémorisation, de gestion, de traitement et de diffusion des données. À un niveau supérieur de complexité, le système est capable d'imaginer de nouvelles décisions et de s'auto-organiser. Le système décisionnel est capable de concevoir sa propre information avec une capacité d'imagination, d'apprentissage et de conceptualisation.

Ainsi, un système d'information est composé d'un ensemble de processeurs qui permettent la mémorisation de l'information (conserver, dupliquer et rendre disponible l'information à tout moment), son traitement et sa communication (Luguan, 1993 : 95). Pour obtenir un système ouvert sur l'environnement, nous pouvons ajouter une fonction de collecte d'information (Beaulieu, 1987 : 133). Dans le champ de l'observation socio-économique et écologique, cette fonction de collecte est intégrée à la définition même

de l'observatoire. Ce dernier permet une organisation de l'information pour répondre aux besoins d'un système plus général dans lequel il s'insère. Son système d'information constitue la mémoire du système d'information organisationnelle[45].

Les années 60 ont connu l'émergence du concept de système d'information appliqué au développement d'outils informatiques opérationnels de gestion et d'administration des organisations sous le nom de système d'information organisationnelle[46] (SIO). Ensuite le concept de système d'information dépasse les fonctions techniques restrictives. Pour cette raison, un dispositif d'information (observatoire) ne se limite pas à l'outil informatique ou à l'ensemble des logiciels et matériels manipulés pour l'extraction des données et des informations. *'' An information system (IS) refers to a system of people, ressources, and procedures that collects, transforms, and distributes information to relevant organization members. For an IS to be effective, it must supply managers with information that is rapid, comprehensive, and accurate"* [47] (Halloran, 1983). Donc, un SIO est composé d'un ensemble de procédures et de ressources techniques et humaines qui visent à organiser les activités internes et externes de l'organisation. Sur le plan opérationnel un SIO permet quatre types de fonctions (Obermeyer, Pinto, 1994 : 47) :

- la collecte concerne le recueil des données pertinentes aux opérations de l'organisation ;
- l'enregistrement consiste à une transcription des données dans la mémoire du système aux fins de leur conservation ;
- le traitement consiste à une transformation des données sous forme d'informations utiles ;
- l'accès se rapporte à l'obtention et à l'utilisation de l'information pour la prise de décision.

Cette vision systémique montre que la principale finalité d'un SIO est d'alimenter un système décisionnel avec une information pertinente, afin de l'aider à prendre de meilleures décisions (Obermeyer, Pinto, 1994 : 39). Cependant, la qualité ainsi que la

---

45 Le siège de l'IRA constitue la mémoire des systèmes où sont inscrites les informations et les résultats de différents travaux et recherches.

46 MIS (*Management information system)* est son anonyme anglais utilisé dans l'organisation informatique des systèmes comptables (Le Moigne, 1973).

47 « Un système d'information renvoi au système de population, aux ressources et aux procédures qui collectent, transforment et diffusent l'information aux membres relevant de l'organisation. Pour que le SI soit efficace, il faut fournir l'information rapide, compréhensible, précise et demandée aux managers ».

quantité de l'information ne garantissent pas une meilleure décision vue la capacité limitée à repérer l'information pertinente et significative relativement à la situation sur laquelle il doit prendre une décision éclairée (Peters, 1984 : 58). Dans ce cas, l'information ne permet pas toujours d'éclairer une situation problématique. La décision est un acte libre et imprévisible sujet à une « rationalité limitée ». Notons, par exemple, qu'une décision est nécessaire dans le sud tunisien face à une forte anthropisation et désertification avant de préciser de quelle information on aura besoin pour identifier les causes. Donc, la valeur de l'information ne dépend pas seulement de la qualité technique de la donnée mais aussi du rapport avec la décision à prendre.

Finalement, les nouvelles restructurations organisationnelles et l'intégration accrue des différents niveaux hiérarchiques engendrent un blocage ou une mauvaise circulation de l'information. Le SIO permet de résoudre ces problèmes (Jamous, Grémion, 1978 : 73) et assurer la gestion de l'information nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation. Cependant, le processus d'information et de décision ne peut pas être rationnel et objectif. Il dépend de plusieurs facteurs imaginatifs, organisationnels, humains, et circonstanciels propres à chaque situation.

Conclusion

Les observatoires traduisent une volonté d'acquérir un statut de scientificité comparable à celle de l'astronomie. Nous avons choisi d'examiner en quel sens une telle notion analogique permet de légitimer ce passage de l'astronomie aux sciences sociales et économiques. À présent, la principale raison d'être d'un observatoire est de fournir des produits adaptés à la demande des différents utilisateurs afin de les aider à la prise de décision. Si le concept d'information pose des difficultés et des ambiguïtés (Baltz, 1996), de son côté, la notion de l'observation et la prolifération des dispositifs d'observation s'inscrivent dans ce contexte confus. Reconstituer et repenser l'observation, même s'il s'agit d'une préoccupation ancienne, a permis de rapprocher les observatoires des SIC. Ainsi, avons-nous essayé de retrouver des synergies et des cohérences en reliant le concept de l'observation à l'information et à la communication. Le cadre d'utilisation et les enjeux associés aux dispositifs d'observations s'inscrivent d'une manière ou d'une autre dans ce champ scientifique. Dès lors, l'accession de l'observation, de l'information et de la communication au statut des concepts scientifiques a permis de rappeler certaines dimensions théoriques nécessaires à la conception d'un processus d'intelligence territoriale. Jusqu'à présent, la performance d'un observatoire suppose qu'il soit capable d'observer systématiquement et durablement les changements dans un domaine donné en combinant des informations scientifiquement fondées provenant de différentes sources, pour élaborer des informations de valeur supérieure.

Nous avons déployé des éléments conceptuels et historiques associés aux observatoires et aux acteurs pour élaborer des informations de valeur supérieure au sein d'un territoire. Dans le second chapitre, nous esquissons d'autres pistes méthodologiques et technologiques qui visent la mutualisation de l'information territoriale.

Chapitre 2 : Dialectiques méthodologiques des observatoires arides et mutualisation territoriale de l'information

Les observatoires intégrés aux milieux arides ont largement modifié notre vision initiale des observatoires. Soulignons que notre recherche sur ces dispositifs n'a jamais pris corps, mais elle a évolué dans le temps et l'espace. Nous supposons aussi que le fonctionnement de ces dispositifs doit être abordé dans une perspective dynamique et systémique (*cf.* chapitre 1). Cependant, il est difficile de concevoir l'organisation, la forme et les produits des observatoires de manière définitive. Notons qu'en DEA[48], nous avons travaillé sur les observatoires en tant qu'une institution qui observe systématiquement et durablement la réalité dans un domaine politique, économique, social ou environnemental précis et qui produisent des informations de haute valeur destinées à faciliter l'action. Mais en s'inscrivant dans la coopération CREM-IRA, et plus particulièrement dans le programme LOTH, nous avons découvert une autre optique associée aux observatoires. En conséquence, cette extension inspirée d'un contexte aride ne peut être que bénéfique pour notre recherche et conception des observatoires. En effet, l'observatoire n'est plus simplement une institution. Il est aussi le territoire, les acteurs, le système d'information territorial (SIT), etc. Ainsi, la terminologie utilisée ne change pas, mais il convient de clarifier que cette combinaison complexe appelle « la conception de nouvelles méthodes en continuité avec le traitement classique de l'information et les nouvelles approches pour pouvoir en saisir la dynamique » (Piron, 1996 : 777). Néanmoins, la réalisation des objectifs assignés ne s'opère pas sans difficultés méthodologiques qu'il faut prendre avec prudence » (Sghaïer, 2004 : 4). Dès lors, « au-delà de l'acte guerrier primitif, on pourrait réduire un observatoire à n'être que le lieu où se réalise cette vigilance du regard précédent toute interrogation » (de Maximy, 1998 : 77).

---

[48]Depuis le premier sommet à Rio de Janeiro en 1992, la Tunisie s'est engagée dans une stratégie du développement durable. Une telle approche devrait permette au citoyen tunisien, en général, et aux générations futures, en particulier de mieux appréhender les questions de l'environnement et du développement et d'ancrer le concept de développement durable dans l'esprit de tous, suivant une vision prospective résolue. L'Observatoire Tunisien de l'Environnement et du Développement durable (OTED) s'inscrit dans ce contexte. Nous avons comparé et évalué des points communs et des différences entre l'OTED et l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble (OPC) en matière de démarches d'informations dans une perspective de développement durable.

Au début de ce chapitre, nous nous interrogeons sur les problèmes méthodologiques associés à ces observatoires et les méthodes retenues dans un contexte aride (**2.1**). Ce souhait de retour aux méthodes se combine avec une recherche évolutive et individuelle de sens. Dans une deuxième partie, nous précisons comment le développement des systèmes d'information d'observatoires est dû à l'appropriation de la technologie et l'émergence de nouveaux modes d'échange et d'aménagement au sein du territoire (**2.2**). Les dialectiques méthodologiques des observatoires s'appuient donc sur l'émergence de nouveaux modes d'échange au sein du territoire et profitent de la technologie pour mutualiser l'information sans cacher certaines réalités défavorables génératrices de désinformations. Ainsi, constatons-nous une évolution de ces dispositifs vers des systèmes d'information complexes et une recherche d'une plus grande visibilité de territoire (aride) en faisant évoluer le lien sociétal et les interactions entre les acteurs. Identifier ses fondements méthodologiques et technologiques est nécessaire pour envisager d'y associer une politique scientifique d'information et de communication fondée sur un Processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) (*cf.* Deuxième partie).

2.1. Difficultés méthodologiques

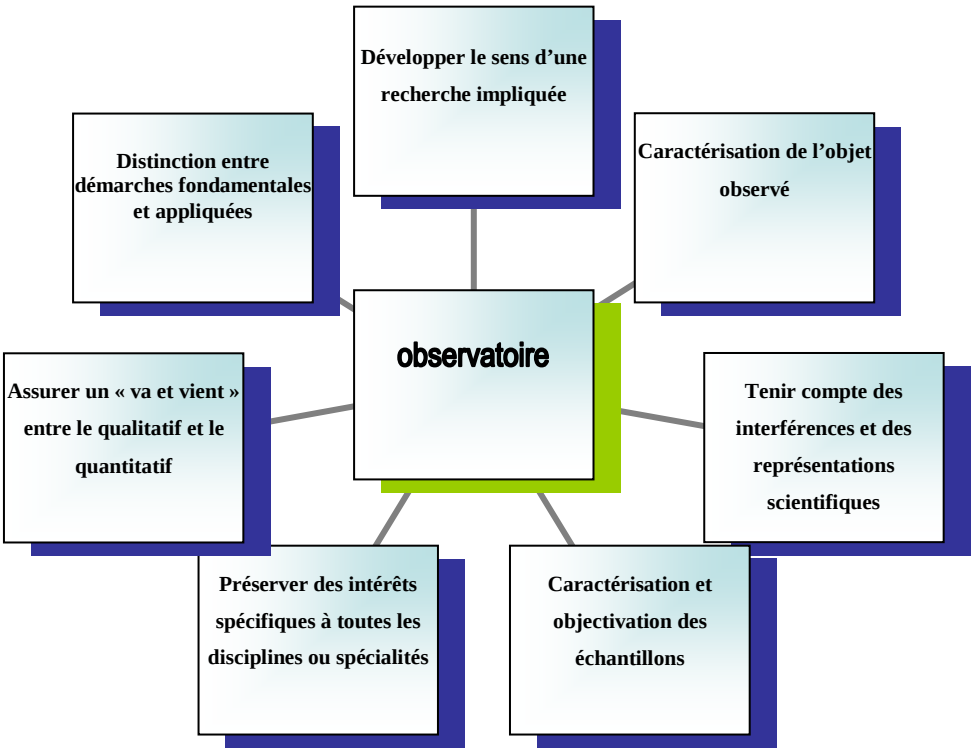
La création d'un observatoire du développement incarne une pensée méthodologique en perpétuelle évolution, qui pose plusieurs problèmes importants (**2.1.1**). Sur cette question, Jean-Luc Dubois (1998 : 173) appelle les chercheurs à faire un effort considérable à ce niveau pour comprendre cet instrument et ses bénéfices par une soumission à des épreuves assurant le bon fonctionnement des observatoires (**2.1.2**). Toutefois, aborder les problèmes théoriques et méthodologiques des observatoires, c'est prendre position pour ou contre cela. Aussi, les frontières entre la théorie et la méthode restent ambiguës. Ici, comme le rappelle le sociologue Rémi Clignet (1998 : 124) « la démarche épistémologique consiste, quant à elle, non seulement à évaluer les bénéfices théoriques et méthodologiques résultant de l'exploitation de l'analogie supposée entre le style d'analyse de l'astronome et du chercheur en sciences sociales, mais aussi à identifier les conditions dans lesquelles cette exploitation devient stérile». Aujourd'hui, la plupart des chercheurs considèrent ces dispositifs comme une alternative à des méthodologies classiques et cherchent les alternatives face à des sujets et objets complexes (**2.1.3**).

2.1.1. Le caractère évolutif de la méthode

Le travail d'observatoire sera apprécié en fonction des méthodes d'observation. Les finalités qui doivent satisfaire un dispositif obligent à réfléchir sur ces méthodes. Jean-Luc Dubois (1998 : 181) affirme dans ce sens que « si les observatoires ont la capacité affichée de répondre à la nouvelle problématique, il reste à faire un effort de recherche méthodologique pour s'assurer que ces observatoires ont la capacité technique de répondre aux nouveaux besoins d'information ». Les méthodes qui peuvent être associées aux observatoires continuent à se construire au cours du temps.

Si la démarche quantitative demeure nécessaire pour vérifier, confronter et découvrir, certains observatoires remettent en question ce type de recherches et préconisent une finalisation immédiate et efficace de l'information recueillie. Cette orientation doit être justifiée dans le domaine des sciences ou des disciplines concernées. Arlette Bouzon et Vincent Meyer (2006 : 8) soulignent que les choix d'une méthode ou d'un outil de recueil de données nécessite un savoir faire et s'inscrit dans un courant théorique. Qualitatif, quantitatif ou autres, les observatoires permettent d'articuler, dans une finalité unique, des méthodes variées. Si la combinaison des approches qualitatives et quantitatives est insuffisamment mise en œuvre, notamment en raison des difficultés d'analyse et de traitement, tout choix doit être bien réfléchi (Dubois, 1998 :188). En effet, certains arbitrages sont nécessaires pour rendre les observatoires réalistes. Ainsi, une lecture dans divers projets d'observatoires permet-elle d'apprécier les difficultés méthodologiques que pose l'instrumentation propre à tous les observatoires, indépendamment de leurs buts spécifiques. Dans la figure suivante nous présentons un récapitulatif de quelques points communs dégagés par Rémi Clignet (1998).

Figure n° 8 : Les principes méthodologiques et théoriques à l'instrumentation des observatoires



Adapté (Clignet, 1998)

Au-delà de la méconnaissance relative de ces organismes, dont la caractéristique première est la diversité, ce repérage permet d'identifier les initiatives et les efforts actuels des observatoires. Les recommandations auxquelles parviennent certains chercheurs dans diverses disciplines permettent de faire des arbitrages, éviter les contradictions et rendre les observatoires plus réalistes mais sans esquisser une véritable stratégie d'information et de communication. L'identification de ce nombre réduit de points méthodologiques communs, malgré la différence entre les initiatives, permet d'assigner aux observatoires de nouvelles prérogatives, tout en faisant preuve d'une capacité à répondre aux interrogations scientifiques, d'ordre général.

2.1.2. Les principales épreuves

Les problèmes conceptuels et politiques posés par les observatoires doivent se baser sur un certain nombre de considérations concernant les connaissances acquises du territoire et sa dynamique de développer et répondre à des épreuves de scientificité. Au cours de

notre investigation nous avons dégagé trois principales épreuves. La première s'intéresse à la localisation et à la datation des phénomènes (**a**). La deuxième est de nature statistique et met en œuvre l'épreuve de la représentativité (**b**). Enfin, toute logique d'observatoire requiert une convergence avec d'autres observatoires en matière de fonctionnement (**c**).

a) L'épreuve spatio-temporelle

Les observatoires sont situés dans une intersection particulière entre l'espace et le temps. Dater les phénomènes les uns par rapport aux autres permet de suivre les changements. C'est ce que souligne Rémi Cilgnet (1998 : 134) en disant qu'« adopter une approche propre à un observatoire revient à adapter un dispositif méthodologique qui permet d'identifier les conditions dans lesquelles les phénomènes sont distribués d'une manière cumulative ou, au contraire, discontinue ». En fait, le principal défi consiste à prévoir les actions stratégiques susceptibles à retarder ou accélérer un événement[49]. Notre recherche se propose de mettre l'observatoire face à cette épreuve de localisation et datation des phénomènes. Cette structuration des activités sociales dans le temps est aussi une structuration dans l'espace et l'emploi du temps se solde par un usage simultané de l'espace. Au total, les observatoires permettent de saisir les phénomènes étudiés dans un cadre spatio-temporel systématique (Giddens, 1987 : 56). Pour Jean-Luc Dubois (1998 : 188), « il ne peut y avoir d'observatoire s'il n'y a pas de permanence, sous une forme ou sous une autre, de l'observation dans le temps. La prise en compte du temps est partie intégrale de la définition d'un observatoire ». Mais comment répondre à cette épreuve ? Quelles sont les contraintes ?

En effet, pour répondre à la première question, deux problèmes se posent : d'une part, le choix de la période d'observation des phénomènes (court, moyen ou long terme) et, d'autre part, le choix de la fréquence des observations à effectuer sur cette période. Mais ce suivi est conditionné sous un ensemble de contraintes. D'abord, c'est une question de moyens, surtout financiers. Pour Michel Garenne (1998 : 165), « assurer un financement continu sur de nombreuses années était une gageure, peu d'études ont pu tenir plus de

[49] On peut rappeler ici certains phénomènes économiques, sociaux et environnementaux considérés comme critiques tels que la sécheresse, l'inondation, le chômage, inflation, les crises économiques, les pauvretés, etc. La datation de ces phénomènes permet une sorte de standardisation éventuelle de la périodicité avec laquelle les mesures doivent être entreprises (par exemple, au sud-tunisien une année sur quatre est bonne en termes de pluviométrie).

dix ans. […] Le croit en valeur absolue est important, […] Cependant compte tenu de leur productivité et du faible coût managérial d'une étude supplémentaire, on peut considérer que l'ensemble est non seulement rentable mais encore peu onéreux ». Ensuite, l'organisation d'une veille territoriale est une opération complexe qui demande une gestion rigoureuse et un régime politique stable. La notion de faisabilité s'impose fortement quand il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire contrairement à un travail mono-disciplinaire. Enfin, la réalité économique et sociale des territoires dans lesquels sont installés les observatoires est par nature changeante et nécessite des études de longue durée. Jean-Luc Dubois (1998 :188) écrit qu' « il y a souvent une antinomie entre les objectifs des bailleurs de fonds qui veulent des résultats rapides, et les objectifs de la recherche qui demandent de comprendre des comportements de long terme par un suivi régulier ». Cette datation et localisation permettent ainsi de réaliser certains des objectifs de la production d'information qui doit répondre à son tour à une épreuve de représentativité.

b) L'épreuve de la représentativité des informations

La représentativité des résultats est un indicateur de la qualité des études effectuées. Si le point fort des observatoires est de fournir des données de base avant intervention (Garenne, 1998 :163), il faut qu'elles soient précises et significatives. Pour Jean-Luc Dubois (1998 :184) cette représentativité recouvre à son tour une dimension temporelle et spatiale et elle est très importante pour les acteurs politiques. Il écrit que « les décideurs ont besoin d'avoir une idée claire de la qualité des résultats fournis, pour savoir ce qu'ils sont censés représenter et leur degré d'exactitude. Ceci, afin de pouvoir ajuster leurs décisions ». Donc, il faut que les résultats soient clairement explicités. Cependant, cette représentativité est relative dans la mesure où, les observatoires sont toujours représentatifs d'une réalité donnée à un niveau donné. C'est ce que Jean-Luc Dubois (2001 : 14) appelle une « représentativité recherchée » qui est associé à une échelle d'observation (locale, régionale, nationale). Certes, l'observatoire n'est pas un centre statistique, mais pour répondre à cette épreuve une telle association ne peut qu'être utile. D'où « la volonté croissante de compléter l'habituelle mesure quantitative des phénomènes par une approche plus qualitative pour expliquer les situations ou les évolutions en cours. On assiste ainsi à l'introduction des variables qualitatives dans les questionnaires d'enquête et l'utilisation de l'économétrie qualitative pour étudier les

comportements » (*Id* : 176). Cette difficulté d'analyse ne touche pas seulement l'articulation du qualitatif et du quantitatif. Ainsi l'analyse des dynamiques individuelles dans le temps, qui constitue un des points forts des observatoires, nécessite-t-elle des traitements statistiques sur panels assez complexes et, est donc souvent insuffisamment mise en œuvre (Wauty, 1999 : 56).Toutefois, l'absence de données statistiques ne doit pas être un obstacle qui empêche les spécialistes expérimentés de réaliser des études pertinentes.

c) L'épreuve de la convergence ?

Le terme d'observatoire montre une variété d'usage dans diverses disciplines (*cf.*1.1).la construction d'une approche d'observatoire passe par la consolidation des points communs des différentes initiatives. Ce dispositif de recherche doit être clarifié pour éviter cette reproduction et recomposition dont l'usage est plus incantatoire qu'analytique. Comme le souligne Rémi Clignet (1998 : 9), en sciences humaines et sociales, le mot est utilisé « tantôt comme un simple artifice rhétorique, tantôt comme générateur d'un style analytique novateur ». Il est normal que les chercheurs dans différentes disciplines se fassent concurrences pour imposer leur propre conception de l'instrument. En ce sens, nous avons recensé les portées, les limites, les divergences et les convergences des points et pensées méthodologiques de plusieurs auteurs comme Rémi Clignet (1998), Michel Garenne (1998), René de Maximy (1998), Mongi Sghaïer (2000, 2004), Jean-Luc Dubois (2004, 2001, 1998, 1995, 1994,1992), Marie Piron (1996,1998). L'objectif est de dégager des points communs et des différences entre eux (*cf.*, Annexe n°1). Ainsi, cette comparaison servira-t- elle de base à une clarification des connotations scientifiques liées à l'utilisation de ce terme. Il montre le style de recherche qu'il apporte et essaye d'identifier ses apports. Ainsi, ce tableau met-il en lumière les différentes portées, limites et types de recherches associés aux observatoires du développement en général, ainsi que les objectifs correspondants à la mise en place de cet instrument particulier et les conditions auxquelles il doit satisfaire pour être efficace sont très variés. Aussi, en observant ces différentes positions, constatons-nous que les aspects informationnels peuvent être repérés plus facilement que les dynamiques communicationnelles associées aux observatoires. L'observation directe menée dans le cadre du programme LOTH en lien avec les observatoires de l'IRA nous a permis de compléter les phénomènes de communication observables qui peuvent se repérer dans

des domaines très variés. Nous tenterons, autant que faire se peut, d'utiliser les schémas et les modèles proposés par les théories de l'information et la communication susceptibles d'apporter des éclairages sur les conditions qui garantissent une communication réussie.

2.1.3. Nouvelles démarches méthodologiques ou remise en cause de certaines pratiques ?

Dans notre contexte de recherche nous tenons à savoir si les observatoires constituent une alternative ou un complément à des méthodes scientifiques existantes. La réponse à cette question n'est pas simple et la réalité du terrain montre une grande ambiguïté sur ce point. Si la plupart des chercheurs associés aux « ROSELT » supposent que les observatoires sont souvent conçus comme des lieux (territoires) d'expériences et d'accumulation des données afin d'améliorer les informations statistiques à travers des enquêtes[50], d'autres vont au-delà de cette approche quantitative pour signaler l'apparition de nouveaux besoins. Ces derniers ont généré une innovation méthodologique et conceptuelle permettant d'aborder convenablement les phénomènes socio-économiques et environnementaux, ainsi que les différentes interactions **(a)**. Nous avons pris comme exemple réel le cas des observatoires en zones arides de l'IRA **(b)** pour montrer, enfin, qu'il s'agit d'un cadre léger susceptible d'intégrer d'autres approches[51] **(c).**

a) Innover pour répondre aux nouveaux besoins

En sciences sociales, les enquêtes constituent un support important qui permet de suivre les évolutions et la complexité des phénomènes, et aboutir à des connaissances plus ou moins fines. Mais elles peuvent être aussi sophistiquées, coûteuses et parfois incapable d'intégrer certaines évolutions et pensées théoriques (Dubois, 1995 : 86). D'où la nécessité de créer des structures plus ou moins complexes et de les orienter vers des objectifs et des recueils de données plus modestes, obtenus à partir d'enquêtes « légères » structurées en modules thématiques et visant à assurer le suivi des

[50] À titre d'exemple nous citons l'enquête menée par LESOR-IRA dans le cadre du programme DYPEN et CAMELEO.

[51] De ce point de vue l'émergence des nouvelles approches (intelligence territoriale) dans le cadre de ces dispositifs légers répondent à un autre niveau de la demande en information organisée, pour mieux percevoir et décrire la complexité de la réalité, communiquer, comprendre et agir.

principaux indicateurs économiques et sociaux, pour devenir un instrument au service de l'ensemble des décideurs (INSAE/PNUD, 1993 : 43). Un autre défi est de prendre en compte simultanément un certain nombre de composantes économiques, sociales, culturelles, politiques ou environnementales pour l'analyse d'un phénomène. Jean-Luc Dubois (1995) souligne l'importance de cette alternative aux enquêtes et aux dispositifs « lourds ». Dès lors, les observatoires représentent, par excellence, un dispositif pour essayer de fragmenter les sources d'information, réussir une meilleure synthèse et fournir des indicateurs pertinents. Pour cet économiste, « deux grandes orientations semblent se dessiner. La première traduit la volonté de rendre les instruments d'investigation plus holistiques pour qu'ils puissent couvrir les différents aspects d'une réalité complexe composée de nombreux domaines d'étude […]. La seconde orientation traduit la volonté de compléter l'habituelle mesure quantitative des phénomènes par une approche plus qualitative qui recueille les éléments explicatifs des situations ou des évolutions en cours » (*Id* : 17). En conséquence, l'observatoire est une traduction de cette orientation. S'agit-il d'une nouvelle manière d'organiser la réflexion pour une meilleure prise en compte des relations ou d'une volonté de structurer et d'organiser autrement l'information ? Quelle que soit l'orientation, la plupart des observatoires combinent l'approche qualitative et l'approche quantitative et reposent sur l'articulation entre plusieurs sources d'information : enquêtes, récits de vie, fiches d'observation, tableaux statistiques, bases documentaires, images satellitaires, etc.

Au sud tunisien, l'émergence des observatoires a mis en cause les circuits habituels d'accès à l'information (*cf.* figure n°52, annexe 4) puisqu'un observatoire ne peut exister sans un réseau de partenaires, producteurs ou utilisateurs d'informations. Un tel réseau doit susciter une volonté d'échange et d'ouverture, ce qui semble parfois incompatible avec la propriété de l'information. Face à l'attitude courante de protection de l'information, l'observatoire constitue un argumentaire pour la mise en partage quasi immédiate des informations diverses, sous forme de garanties et règles d'utilisation.

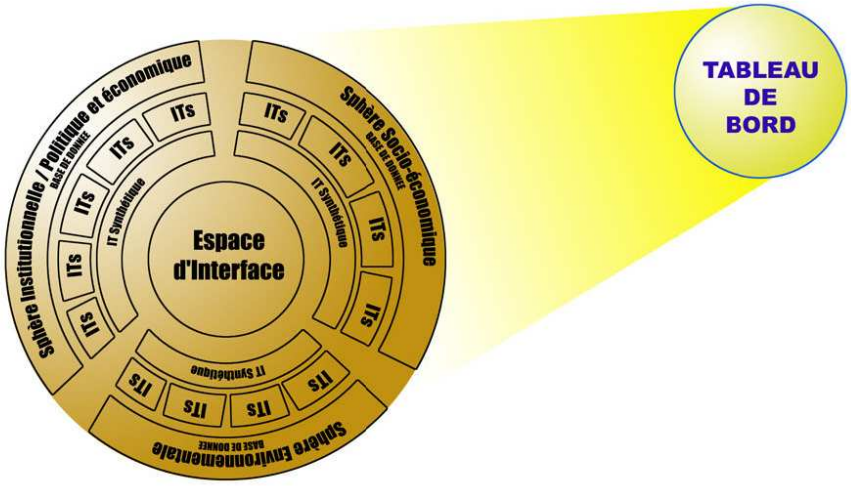
b) Les observatoires de l'IRA comme cadre varié et renouvelé de méthodes

Au sud tunisien (Observatoires de l'IRA), l'observatoire constitue le cadre d'une approche intégrée des systèmes population-environnement. Il ne s'agit pas seulement de juxtaposer à un observatoire de l'environnement, un observatoire de la population, mais de caractériser et de suivre par le choix des indicateurs et des échelles compatibles, la relation d'une société à son environnement. (Picouet, Sghaïer, 2000 : 24). Le renouvellement méthodologique élargit le champ d'hypothèses des travaux et problématiques antérieurs. Aussi, permettent-ils d'impliquer une redéfinition de la méthode et de certains processus et nouvelles disciplines et approches comme les SIC, l'intelligence territoriale, le marketing territorial, etc. Il s'agit donc d'un lieu propice de modélisation des processus intégrants des acteurs et des approches variées à l'échelle territoriale. Notons que les systèmes population-environnement sont des systèmes complexes et se transforment sous l'effet de multiples facteurs. En schématisant, Michel Picouet et Mongi Sghaïer (2000 : 25) devisent le système d'observatoire en trois sous-systèmes interdépendants : le système « population », le système « interface » et le système écologique (*cf.* annexe n°4**,** Figure n° 54). L'interaction homme-environnement constitue donc un axe de recherche important. Pour cette raison nous avons choisi d'explorer d'abord les objectifs visés par ce type de programme. Dès lors, la mise en place des observatoires de recherche tient sa justification première dans le constat qu'il n'existe pas d'outils et de méthodes adaptés pour l'étude des relations population-environnement (Picouet, Sghaïer, 2000 : 21). L'objectif est de fournir un système d'information à un coût raisonnable, autorisant une connaissance utile aux décideurs, qui est déjà un élément d'aide à la décision et qui fait appel à « des modèles prospectifs de simulation propre au service des actions de développement ». Concevoir un observatoire dans la logique de cet institut de recherche, c'est aussi viser une formation objective (les observatoires sont d'un intérêt pédagogique qui est à souligner). Ils offrent un cadre pour la rencontre et le dialogue entre différents partenaires, acteurs du développement et décideurs. L'objectif est de « réunir des compétences multidisciplinaires dans un observatoire spécialisé. Il s'agit de créer par une approche méthodologique unique des éléments de comparaisons solides et possibles » (Picouet, Sghaïer, 2000 : 23). Donc, les observations socio-économiques et écologiques doivent permettre l'appréhension du fonctionnement du système population-environnement, pris dans un contexte politique, socio-économique et

institutionnel global. Le rôle de l'observatoire est d'assurer le suivi-évaluation dans le temps des indicateurs (un tableau de bord) grâce à un espace d'interface (outil intégré d'analyse approfondie de la relation population-environnement et la liaison synthétique entre indicateurs écologiques et indicateurs socio-économiques).

Donc, l'observatoire est considéré comme un tableau de bord de suivi-évaluation, capable de mettre en évidence des phénomènes réels et complexes observés et d'aider à « traduire une vision simplifiée de la réalité, de nature complexe » (Sghaïer, 2004 : 18) dans un objectif d'information, d'orientation et d'aide à la décision. Ce tableau de bord ou observatoire peut comprendre et analyser les indicateurs, simples, synthétiques, d'interfaces deux à deux ou d'interface global (Sghaïer, 2004 : 18). La figure ci-dessous illustre ce processus.

Figure n° 9 : Modèle de construction des indicateurs synthétiques et d'interface du tableau de bord de suivi-évaluation de la désertification



(Sghaïer, 2004 : 18)

Ce processus permet d'avoir une connaissance fine des situations locales et faire émerger certaines hypothèses qui pourront être testées, par la suite, au niveau régional et national. La démarche comparative aide à tester des outils communs applicables dans différents contextes socio-économiques. Cette construction permet aussi de prendre en compte, au moins, deux éléments :

- la durée : le rôle de l'observatoire est d'observer le suivi dans le temps des indicateurs sélectionnés à travers un dispositif efficace d'observatoires ;

- l'articulation des niveaux d'échelle dans l'espace : la possibilité d'articulation de deux ou plusieurs niveaux d'échelle au sein de l'observatoire.

Chaque observatoire est caractérisé par une problématique socio-économique ou environnementale spécifique, tout en conservant une démarche d'ensemble commune. Le seul risque à signaler ici est d'aboutir à des outils un peu complexes et difficilement interprétables par les non spécialistes (Sghaïer, 2004 : 18). Cependant, il reste un dispositif léger pour répondre à certaines interrogations précises.

c) Un cadre « léger » de recherche

L'enquête constitue le support usuel d'information. Les conditions socio-économiques[52] au milieu des années 80 ont engendré une nécessité d'actualisation et de mise en valeur des connaissances plus fines dans plusieurs pays surtout africains. Suite à ces contextes, l'enquête est devenue une technique lourde qui par conséquent, permet l'émergence d'importants dispositifs d'observatoires (Dubois, 1995). Ces derniers ont conçu des enquêtes « lourdes » qui intègrent différents niveaux d'observation et une diversité de thèmes dont les liens entre eux, sont par ailleurs, souvent mal définis. L'exploitation (ou la sous-exploitation) de ces dispositifs d'enquête lourds, sophistiqués et coûteux s'avère incapable de répondre aux objectifs prévus. En plus de cela, la structure plus ou moins complexe de l'information n'est pas considérée. Ce constat a conduit ensuite à s'orienter vers des objectifs et des recueils de données plus modestes, obtenus à partir d'enquêtes « légères » structurées en modules thématiques et visant à assurer le suivi des principaux indicateurs économiques et sociaux, pour qu'ils deviennent un instrument. Les observatoires constituent alors une alternative ou un complément aux enquêtes lourdes (Charmes, 1992 ; Courade, 1990 ; Piron, 1993 ; Clignet, 1998 ; Dubois, 1995 ; Ardilly, 1994). Donc, avec les observatoires, les circuits habituels d'accès à l'information sont remis en cause. Nous avons constaté qu'un observatoire à

[52] Dans plusieurs pays africains, où les phénomènes d'insécurité alimentaire et de pauvreté ont de fortes interactions, ont émergé au milieu des années 80 des dispositifs spécifiques de suivi pour répondre aux difficultés des outils statistiques classiques à appréhender la vulnérabilité alimentaire. Il paraît opportun dans cette période d'investissement de pouvoir tirer les enseignements sur le fonctionnement de ces systèmes d'information qui marquaient une volonté d'appuyer le pilotage des politiques de sécurité alimentaire ; enseignements non seulement sur les méthodologies préconisées mais aussi sur les aspects non moins cruciaux que sont leur insertion institutionnelle, leur viabilité et leur apport concret à l'aide à la décision (Michiels, 2002 : 3).

structure légère est, généralement, impliqué dans un réseau de partenaires producteurs ou utilisateurs d'information. Si un tel réseau doit susciter une volonté d'échange et d'ouverture –ce qui semble parfois incompatible avec la propriété de l'information, notamment le droit d'exploitation dans le cas de données produites par les chercheurs ou le coût de production de l'information dans le cadre d'instituts (Piron, 1996 : 773) – certains observatoires (ROSELT) ont pu générer sa diffusion auprès d'un grand public. Pour reprendre l'expression de Dominique Wolton (1997 : 111), les observatoires ont pu « réunir des individus qui partagent quelque chose, au delà de ce qui les sépare ». Il apparaissait déjà qu'ils ont pénétré de nombreux domaines. Nous avons choisi de porter notre analyse sur une variété d'aspects qui y sont associés. Cette observation met en évidence la modification des pouvoirs induite par l'apparition des nouveaux thèmes qui trouvent leurs traductions en termes d'observatoires (développement durable, désertification, etc.). Les expériences montrent que l'essor et le foisonnement d'initiatives sont enrichissants en termes de réseaux et de circuits d'information. Une véritable coordination est indispensable, au sein des structures fédératives quand elles existent, sur la base d'une approche informationnelle et communicationnelle qui répond aux exigences des différents acteurs. La dynamique de création des observatoires est plutôt à rattacher à la pluridisciplinarité et à la transversalité. Donc, quel que soit le découpage opéré, thématique ou sectoriel, socio-économique ou environnemental, des problèmes surgissent aux confins de plusieurs domaines. Les frontières sont ambiguës entre les rôles et les identités dans les interactions conflictuelles (Weizman, 2006 : 8), au sein d'un territoire. Généralement, « ces conflits sont provoqués par la rareté des ressources du territoire, mais résultent également de la différenciation dans l'utilisation du territoire ou dans le fonctionnement des systèmes sociaux, et de la nécessité de coordonner les acteurs dans les organisations et sur le territoire » (Pornon, 1997 : 30).

Dès lors, notre apport ne réside pas dans le caractère transversal, ni dans les thèmes abordés par l'objet de recherche, mais plutôt dans sa façon de traiter le problème. On ne doit pas, pour autant, oublier les difficultés méthodologiques, théoriques et politiques qui continuent à être posés d'où la nécessité d'un cadrage conceptuel et un maillage informationnel de territoire qui combine la théorie, la méthode, la technique et la technologie.

2.2 Conceptualisation et maillage informationnel de territoire

L'homme a toujours fortement éprouvé le besoin de s'informer sur le territoire dans lequel il vivait, et même au-delà, pour survivre, pour étancher sa soif de connaissance, pour gagner des guerres ou pour imposer sa domination politico-économique. Le développement croissant des systèmes d'information, quoiqu'il réponde à un besoin accru d'informations, ne doit pas cacher la nature multiforme de ces systèmes. Ainsi, un SIT est-il composé essentiellement d'un ensemble hétérogène : système d'information géographique (SIG), technologies de l'information et de la communication (TIC), outils collaboratifs, gestionnaires de projets, etc.). La plupart de ces dispositifs visent la coordination et la gestion des données territoriales. Ainsi, le SIT dispose d'outils de gestion et d'exploitation des informations territoriales. Il prend en compte la collecte et la mise à jour de l'information et assure une synergie à travers l'information réciproque, l'échange, la coordination et la collaboration entre les acteurs territoriaux. Aujourd'hui, la majorité des SIT disposent d'une personnalité juridique et d'instances représentant des acteurs et des partenaires[53] permettant une infrastructure coopérative du territoire.

Dans cette section, nous cherchons à dissiper les ambiguïtés conceptuelles entourant le SIT afin de penser à un cadre précis et opératoire des observatoires socio-économiques et environnementaux (*cf.* Chapitre 3). En effet, l'originalité du programme de coopération LOTH se fonde sur cette notion de territoire. Nous avons choisi de creuser cette dimension territoriale en théorie (**2.2.1**). Les TIC sont au cœur des SIT et semblent brouiller les points d'appui communicationnels et traditionnels du pays en intervenant dans la géographie des échanges. « Une TIC, du point de vue communicationnel, n'est pas un objet qui existe en lui-même, en dehors d'une utilisation par des acteurs sociaux et d'un environnement dans lequel elle fonctionne » (Mucchielli, 2005 : 14). Donc, parler d'un SIT engendre une appropriation, un choix et un usage des TIC dans des logiques différentes et complémentaires (**2.2.2**). Ensuite, « le territoire implique des modes d'intervention pour l'aménager ou le réguler (Guyot, 2000 :28). Cet aménagement est autant une pratique informationnelle et communicationnelle qu'une démarche sociopolitique et stratégique, dont le but est la planification rationnelle par les autorités, dans un espace géographique limité (**2.2.3**).

53 http://www.asit.vd.ch (consulté le16 novembre 2006).

2.2.1. Les dimensions territoriales de l'information

Au cours de la dernière décennie, plusieurs équipes de recherches[54] essayent de construire des théories et des méthodes adaptées à l'émergence de la notion de territorialité, dans une dimension d'information et de communication. Dès lors, la dynamique territoriale se fonde sur une approche territoriale de l'information. Son organisation et sa conceptualisation mêlent le temps, l'espace et les hommes (Puel, 2006 : 11). Si tout le monde est, plus ou moins, conscient de l'importance cruciale de l'information et de la communication pour le développement d'un territoire, du fait de la nature complexe et multiforme, la relation entre le SI et la notion de « territoire » est source permanente d'ambiguïtés **(a)**. Devant cette complexité[55], nous cherchons à clarifier les concepts spécifiques associés au SIT pour comprendre la place qu'il peut tenir dans l'information territoriale. Nous mettons ainsi l'accent sur plusieurs niveaux (physique, logique et holistique **(b)**. Enfin, nous montrons comment s'effectue la réutilisation des connaissances véhiculées par un SIT dans une approche systémique d'information **(c)**.

a) Les systèmes d'information territoriale : Quelles utilités ?

Compte tenu de notre objet d'étude (les observatoires socio-économiques et environnementaux), il nous a semblé particulièrement opportun d'établir un lien entre le système d'information et la notion de « territoire » qui rend compte d'un processus baptisé « intelligence territoriale » (*cf.* 3.1.1). D'où le SIT peut être considéré comme étant une des pierres de l'édifice de ce processus. Le volet technologique est favorisé dans cette perspective territoriale. Les TIC introduisent dans les territoires de nouvelles logiques et opportunités en matière d'appropriation des ressources locales. Si la notion de SIG est habituellement dominante, il s'agit donc de dépasser la dimension géographique et démographique de l'information et d'aborder le SI d'un territoire comme étant « un ensemble d'acteurs sociaux qui mémorisent et transforment des

---

54 Nous citons le Laboratoire I3M (Informations, Milieux, Médias, Médiations) à l'Université de Toulon et du Var (domaine de la recherche : Intelligence Territoriale, Intelligence Economique, Sécurité des systèmes d'information, etc.). Un programme baptisé Mainate (Management de l'information appliquée au territoire)a été initié en 1994 au sein du laboratoire LePont, lors de la création du Groupe *Going* (Groupe d'investigations des nouvelles gouvernances), poursuivis dans une coopération avec la CAENTI (http://i3m.univ-tln.fr).

55 Pour caractériser les problèmes sémantiques, typologiques et l'aspect protéiforme des systèmes d'information Eric Sutter (1993 : 21) a écrit : « Soyez conscient de l'ambiguïté des termes avant de qualifier votre système d'information ».

représentations *via* des technologies de l'information et des modes opératoires » (Reix, Rowe, 2002 : 11). Un SIT utilise les technologies de l'information pour saisir, transmettre, stocker, retrouver, manipuler ou afficher l'information dans un ou plusieurs processus de gestion. La dimension communicationnelle prend de nouvelles formes dont la particularité est d'être territorialisée et « animatrice », afin d'impliquer les différents acteurs territoriaux (Zanardi, 1998 : 4), en compressant le temps et l'espace (Reix, 2004 : 38). Donc, il ne faut pas considérer ses composants comme des sous-systèmes séparés mais comme des ensembles imbriqués, de nature différente (physique, logique et holistique), pour rendre compte à la fois de la matérialité des objets territoriaux et des approches cognitives différentes des parties prises d'un territoire (Bertacchini, 2002 : 2). Comment peut-on donc conceptualiser un territoire ? Nous essayons d'éclairer ces visions territoriales, dans le paragraphe suivant.

b) Le territoire : entre physique, logique et holistique

La complexité des constituants de la région du sud-tunisien et leurs composantes imposent cette posture territoriale. Nous traitons l'articulation entre le plan physique, logistique et holistique d'un territoire. En effet, « toute société repose sur un ou plusieurs territoires […] elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude, pour habiter, pour travailler, pour se recréer et même pour rêver ; des espaces vécus et des espaces subis ; des cellules locales et des réseaux ramifiés. Il est de l'ordre du réel et possède une réalité complexe » (Bertacchini, 2003 : 2). Dans une perspective informationnelle, Brigitte Guyot (2000 : 27-25) perçoit le territoire comme un espace d'interactions, d'intérêts et d'informations. Ainsi, « l'intérêt de considérer et de cartographier un territoire comme un espace où interagissent des acteurs, reliés par des intérêts et des informations, est d'associer, tout en les distinguant, ce qui relève des représentations et ce qui correspond à une réalité physique. « Un espace peut être théorique, un territoire, non » (Scheibling, 1994 :145).

En effet, l'originalité du programme de coopération LOTH est son ancrage dans un territoire spécifique. De plus, le programme prend en compte trois autres dimensions complexes « langages, objets et hospitalité ». Nous rappelons, surtout, dans le troisième volet « territoires », l'importance de fonder une confiance entre les acteurs (*cf.* chapitre 6). Cette dernière, est génératrice de la « bonne communication » et de l'hospitalité, liée

à la question identitaire d'une région. Aussi, les objets, tout comme les langages fondent l'expérience commune des individus sur des territoires spécifiques. Dans notre cadre de recherche, nous pensons que le territoire est comme un « cristallisateur » d'expériences communicationnelles et de mises en valeur propres à une région dans une double logique interculturelle et de développement durable. Par conséquent, « le territoire articule le physique et le social. Il concentre dans un lieu physique une multitude de processus et de dispositifs humains et non humains (activités sociales, mobilités spatiales…). Il assure, dans bien de cas, le maintien des codes explicites ou implicites qui règlent les interactions humaines et le maintien des rapports sociaux. Le rapport d'une société à ses membres se joue aussi dans un espace à géométrie variable. Le territoire de référence peut être celui de la résidence, celui du travail, des vacances ou celui (plus ou moins mythique) des origines, ce qui l'associe au temps » (LOTH, 2006 : 8).

En effet, nous avons conçu une proposition qui s'appuie au niveau de l'analyse territoriale, sur une démarche systémique et dans une perspective de communication organisationnelle et de recherche-action (*cf.* Chapitre 3). Tout d'abord, nous abordons le territoire comme étant un tout organisé de trois plans en interaction (Schwarz, 1994) : d'une part, le plan physique et naturel des phénomènes et objets concrets ; d'autre part, le plan logique des résultats, des concepts, des représentations et de l'information se rapportant aux objets et phénomènes. Enfin, le plan holistique correspondant au sens, à l'identité et à la « conscience » du système en tant que totalité cohérente. Nous sommes dans une perspective de construction d'un « métamodèle » physique, informationnel et holistique basé sur une vision systémique du territoire. En revanche, dans une approche de type acteur/ représentation, le plan physique correspond aux objets matériels. Le plan logique correspond à une facette organisationnelle liée aux flux d'information, de produit, de décisions et le plan holistique se traduit par une facette existentielle et intègre les représentations et les projets des acteurs associés à l'identité territoriale (Roche, 1997). Nous cherchons ainsi à conceptualiser le territoire en tant que système cohérent et interagir avec les variétés des perceptions des acteurs du territoire (*cf.* Chapitre 6). En ce sens, nous supposons que les représentations territoriales sont différentes non seulement d'un territoire à l'autre, mais aussi au sein d'un même territoire.

Par exemple, dans le cadre du programme LOTH et suite à la visite de la délégation de l'IRA[56], la séance de travail du 15 mai 2007 au CREM (*cf.* annexe n°2) a révélé des représentations différentes du désert entre les étudiants du Master 1 et 2 autour de la Communication Territoriale et Inter-culturalité (UPV-CREM) et les doctorants sur la rive sud de la Méditerranée. La première s'inscrit dans une logique d'opportunité touristique et de patrimonialisation. La deuxième représentation s'inscrit plus dans une logique de menaces et de dégradation. Ainsi, entre menaces et opportunités se révèlent une variété de comportements. De ce fait, il est difficile d'avoir une représentation unique du territoire intégrant les finalités et les perceptions de tous les acteurs. Cette diversification signifie l'ouverture du système territorial. Avoir une représentation unique, c'est essayer de « fermer » un territoire « ouvert ». Un retour à l'approche systémique du territoire est essentiel pour comprendre le rôle de l'information dans cette dimension holistique.

d) Une vision systémique de territoire

Une approche analytique, sectorielle et statique ne peut aboutir à une compréhension suffisante des phénomènes socio-économiques. Les systèmes d'information appellent la conception de nouvelles méthodes et approches capables de saisir le mouvement et la dynamique (Piron, 1993). Dès lors, nous développons une vision systémique qui vise la codification et la réutilisation des connaissances véhiculées sur un système d'information. L'étude de la dimension territoriale des systèmes d'information nous conduit à une exploration systémique du territoire. Cette approche définit un système comme un ensemble d'éléments en interaction, regroupés et agencés pour parvenir à un but (Guyot, 1005 : 3). Jean-Louis Le Moigne (1990) rappelle aussi l'intérêt d'une

---

[56] Séminaire de recherche « LOTH » du 14 au 18 mai 2007 au CREM-UPV Metz. La séance de travail du 15 mai 2007 a été dirigée par Vincent Meyer. Elle a fait l'objet de présentation des différents travaux des étudiants du Master 1 et 2 autour de la Communication Territoriale et Inter-culturalité. Les débats de cette séance ont porté aussi bien sur les concepts et les nouvelles orientations du développement socio-économique dans cet espace géographique que sur les monuments historiques de la région. Les perspectives d'une valorisation économique et d'une préservation d'un patrimoine socioculturel de grande importance sont une des priorités du programme LOTH :

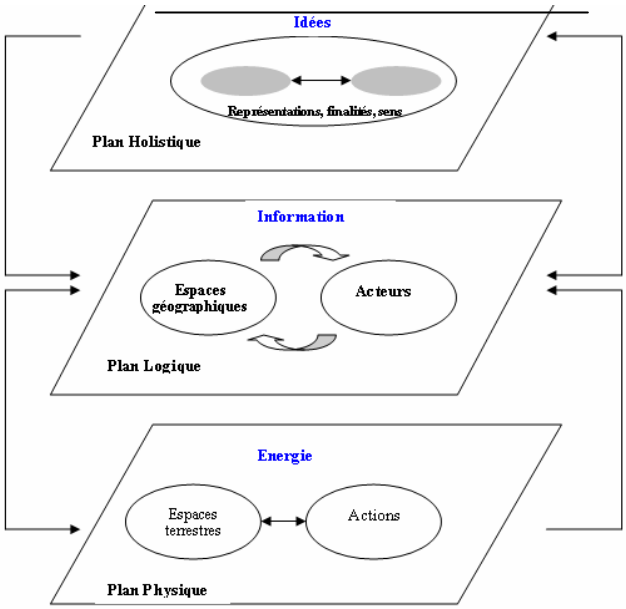
1-Présenter la notion de « marketing territorial » et ses principales caractéristiques ; détourner le terme marketing pour en extraire la dimension communicationnelle ;

2-Proposer une conception d'une route des ksours en tenant compte des particularités de la région du sud est tunisien en mettant en avant les logiques d'écotourisme et de tourisme solidaire ;

3-Penser à la valorisation économique et touristique du patrimoine au sud-tunisien comme atout pour le développement local durable dans cette région.

présentation d'un phénomène sous forme de système. Cette approche systémique peut être appliquée au territoire aride sur lequel nous menons notre recherche. Il est important d'aborder le territoire comme un système contenant un ensemble de relations localisées et localisables (Brunet, 1990). Les SIT doivent être différenciés des espaces géographiques car ils les produisent et les organisent (Eckert, 1996 : 38). Les relations entre les lieux et les acteurs sont arrangées en termes d'activités dans un espace pris dans toute son étendu (Eckert, 1996 : 41). Les limites d'un ST sont souvent floues et variables. L'enveloppe d'un système territorial ne peut pas être assimilée à la limite de son espace. Sa dynamique est en lien avec son environnement en nombreux points physiques (comme les gares et les aéroports) ou virtuels (comme les réseaux et les TIC). En plus, les activités se construisent à travers les projets des acteurs et les actions territoriales qui ne sont pas toujours observables. Mais, leurs effets se traduisent réellement. Cette vision nous conduit à une construction dynamique du territoire. L'approche systémique développée par Jean-Louis Le Moigne (1990) donne à la notion d'information et de simulation une position centrale dans la définition du système. Le modèle se base sur l'interaction entre les trois plans territoriaux. Le schéma suivant est une conception d'un modèle systémique de territoire inspiré du métamodèle de Schwarz (2002)[57] :

Figure n° 10 : Un modèle systémique de territoire



Schwarz (2002)

[57] Cette conception systémique du territoire trouve aussi ses fondements dans les travaux de Golay et riedo (2001).

En se basant sur ces interactions, le SIT intègre les trois niveaux physique, logique et holistique pour décrire les objets réels (sous forme d'informations structurées et organisées) et prendre la décision appropriée. Cette conception « métamodèle » permet de penser le territoire, dans un système à plusieurs niveaux. L'articulation des plans physique et logique du territoire a été largement traitée par d'autres approches comme la géomatique. En revanche, le rôle de l'information dans l'existence du territoire en tant que totalité n'est pas suffisamment traité. Ainsi, ce niveau constituera le fondement d'un PITA qui s'inscrit dans le troisième axe du programme de coopération LOTH.

Rolland May (2000), propose à partir du modèle de Jean-Louis Le Moigne (1990) une construction théorique de l'évaluation des territoires. Il le situe au niveau de complexité et d'organisation maximale. Pour ce penseur le quatrième niveau est le « saut » de la complexité, marqué par l'apparition de l'information et des symboles. Dans une perspective systémique, un ST ne peut être envisagé en deçà de ce niveau de complexité. Son traitement et son organisation sont les signes de cette complexité. De ce fait, le ST aride se situe à un niveau d'organisation inférieur à celui des zones urbaines. Ainsi, le système d'information d'un système territorial traite un espace qui n'est pas donné *à priori.* Il est postulé. Il faut le situer dans un cadre théorique, historique, formel, etc. Le processus que nous proposons (chapitre 7) est censé intégrer une construction conceptuelle spécifique existante.

Finalement, « la tentative d'approche systémique formalisée d'organisation d'un territoire fondée sur une synergie de compétences locales reste circonscrite en dépit d'une profonde appréciation des enjeux ouverts » (Bucur, 2005 : 6). C'est plutôt la dimension informationnelle mise en rapport avec leur niveau de structuration et de complexité que nous visons dans la conception systémique de territoire. En ce sens, elle permet de répondre « à un autre niveau de la demande en information organisée, pour mieux percevoir et décrire la complexité de la réalité, pour mieux comprendre et donc agir » (Piron, 1996 : 766). La réflexion systémique vient alors enrichir cette conception territoriale. Dans le programme LOTH , elle peut être adoptée dans le cadre des observatoires, dans la mise en place d'une stratégie de valorisation patrimoniale, de structuration et de décryptage de l'information autour d'un « monde féerique » des Ksour et dans le positionnement de différents acteurs territoriaux. Cette dimension nécessite des études fines et détaillées de l'espace, une observation rigoureuse de

l'histoire et une mobilisation des compétences multidisciplinaires. C'est une occasion qui s'offre dans le cadre de cette coopération pour valoriser un patrimoine riche. Cette valorisation nécessite des moyens matériels et immatériels pour comprendre la spécificité et proposer des alternatives aux blocages des régions rurales. Source de richesse et d'ambiguïté, cette diversification représentative de territoire peut s'étendre à des histoires légendaires et extraordinaires[58].

2.2.2. TIC, SIG et territoires

Prendre la mesure d'un territoire impose de considérer simultanément plusieurs critères et adopter une démarche qui regroupe les principaux composants du SIT. Ainsi, le développement des usages des TIC, l'organisation des réseaux techniques et les dimensions spatiales de ce développement interagissent-ils dans la société, tout en recomposant l'espace (Puel, 2006 : 16). Dès lors, étudier le SIT nécessite au moins une maîtrise de la notion de SIG et des TIC. Ces deux principaux éléments constituent la base d'un SIT et il est question de les approfondir dans une optique d'information et de communication.

Pour Yann Bertacchini (2003 : 5), « les réseaux deviennent un problème de plus en plus important en géographie, parce qu'ils sont de plus en plus présents dans l'espace ». Ces TIC ont bouleversé les territoires et modifié les enjeux du pouvoir. L'information utile est largement diffusée grâce aux TIC. À titre d'exemple, il est possible aujourd'hui dans certains territoires (villes) de cartographier directement sur Internet le niveau de pollution de l'air. En effet, l'appropriation et l'usage des TIC trouvent leurs fondements théoriques dans deux logiques d'usages différentes mais complémentaires : l'approche de l'utilitarisme économique et l'approche du déterminisme structurel. L'approche « structurationniste » en systèmes d'information est un « juste-milieu » entre les deux premières approches. Pour une reconsidération de l'acteur dans toute sa rationalité, il s'agit de tenir des aspects économiques, sociologiques et même des aspects psychologiques ou hédonistiques[59] (Boulaire, Mathieu, 2000).

---

58 Par exemple, l'histoire des dinosaures et la découverte des fossiles à ksar-Hdadda à Tataouine.

59 Les aspects hédonistiques renvoient aux émotions, aux sensations, aux fantasmes, aux plaisirs, aux détentes et au contrôle que peut éprouver un individu en consultant un site web par exemple (Boulaire, Mathieu, 2000).

a) Appropriation, choix et usages des TIC

Qu'entend-on par TIC ? Le Sommet mondial sur la société de l'information organisé en deux temps, à Genève fin 2003 et à Tunis fin 2005 a été l'occasion de mettre l'accent sur les enjeux associés à la société de l'information, les TIC, les fractures numériques, etc. Rappelons que les TIC sont depuis quelques années considérées comme un objet d'étude privilégié des sciences de l'information et de la communication (Vaillies, Belin, 2005 : 75). Elles sont définies comme étant « l'ensemble des techniques électroniques utilisées dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel : ordinateurs, logiciels et réseaux de télécommunications. On peut aussi rencontrer le terme de nouvelle technologie, notion qui intègre les applications qui sont faites de ces nouvelles techniques dans de multiples domaines. Généralement, on associe aux TIC deux concepts : celui des autoroutes de l'information et celui du multimédia » [60]. Ces technologies sont utilisées pour traiter, modifier et échanger de l'information, voire des données numérisées. Leur essor est caractérisé notamment par la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel. Cette convergence génère de nouvelles réalités territoriales où les rapports à l'information, au temps et à l'espace sont largement modifiés. Comme le chemin de fer a rapproché les villes et, par ce fait même, les populations, les TIC abolissent à leur tour les frontières territoriales. Cependant, elles peuvent être une source de danger si le territoire et ses acteurs « ne se définissent pas un mode de réponse approprié, leur défaillance occasionnera une rupture préjudiciable » (Bertacchini, 2003 : 2). Ces technologies sont plus au moins présentes dans toutes les sphères territoriales et elles sont appelées à y prendre encore plus de place. D'une manière générale, elles influenceront nos manières de communiquer, d'interagir et de traiter les informations. Outre la nécessité d'avoir un équipement à jour, il s'agit concrètement de revoir et d'adapter le matériel didactique des différents acteurs, d'élaborer et de revoir les stratégies d'apprentissage utilisées et d'améliorer les chances d'offrir des services de qualité en stimulant la motivation et la participation. Leur réussite dépendra en grande partie de leur capacité à gérer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information à des fins stratégiques et de prospection territoriale. Dans notre contexte de recherche, la question se pose davantage sur la capacité de certains territoires arides de constituer des stratégies cohérentes susceptibles de TIC. Par rapport aux pays en voie de développement, ces TIC imposent

[60] http:// www.cesr-ile-de-France.fr (consulté le 12 juin 2006).

de nouvelles pratiques de gestion des ressources dont le savoir représente la principale richesse. Thierry Vedel (2002 : 55-60) souligne que ces pays restent essentiellement consommateurs de ces technologies.

Cette vague des TIC est caractérisée par l'arrivée de nouveaux outils qui donnent la possibilité d'améliorer les pratiques actuelles et de développer de nouvelles solutions pour faire face aux défis territoriaux. Le problème essentiel n'est pas la technologie elle-même mais sa gestion heureuse, ce qui nécessite sagesse et clarté tant du point de vue de la société désirée que des façons dont la technologie peut aider à construire une telle société. Tout au moins, c'est un enjeu qui mérite une réflexion et qui nous place devant la nécessité d'un approfondissement théorique.

b) L'approche structurationniste

la question fondamentale à laquelle les chercheurs en systèmes d'information et en TIC essayent de répondre c'est : qu'est-ce qui détermine les usages différenciés des moyens de communication ? Pour répondre à cette question, il faut se référer aux différentes théories relatives au choix des moyens de communication : la théorie de la richesse des médias (Daft *et al.,* 1987), la théorie de la présence sociale (Short *et al*., 1976) et la théorie de la masse critique (Uhlig *et al*., 1979).

La théorie de la richesse des médias met l'accent sur la capacité de ces derniers à transmettre une information sans aucune détérioration par rapport à son sens. Elle est définie par rapport à quatre critères majeurs : l'interactivité, les indices, le langage et les émotions. Le choix du média dépend de la nature de l'information que l'on souhaite transmettre, mais également des capacités de chacun à utiliser les différents médias. Le média le plus riche serait, la communication face-à-face, suivi du téléphone, la messagerie électronique, le document écrit et adressé, etc. Selon cette théorie, chaque type d'information correspond à un moyen adéquat capable de faire comprendre et faire passer le message. Mais la question à laquelle cette théorie essaye d'apporter une réponse est de savoir pourquoi l'utilisateur pense que le moyen qu'il utilise est le meilleur. Pour cette approche, il ne s'agit pas seulement d'un simple calcul économique-avantages/coûts, mais aussi d'autres facteurs non économiques (influence

sociale, goûts, habitudes, pratiques courantes) qui expliquent son attachement à une telle technologie.

La théorie d'influence ou de présence sociale étudie la relation entre le choix d'un média, sa présence et sa perception sociale. Le résultat est que cette présence sociale influence le choix du média ou de la technologie. Bref, cette théorie est proche de la théorie de richesse dans la mesure où l'adoption de la technologie est liée au degré de présence sociale. Enfin, la théorie de la masse critique vise la masse critique d'équipement pour permettre la communication d'un groupe et non les caractéristiques du média. (Uhlig *et al*, 1979). L'accessibilité des interlocuteurs potentiels influence l'usage. En termes économiques, il s'agit d'un « effet club ». Plus le nombre est important (l'accessibilité est perceptible), plus le nombre d'utilisateurs et la valeur augmentent.

Ces trois théories s'inscrivent dans une perspective utilitariste. Elles s'occupent de l'usage indépendamment de la rationalité. Cette tendance est naïve dans la mesure où elle favorise les mêmes outils de communication. Je peux très bien appeler ma famille par téléphone même si nous avons accès à la messagerie électronique, tout simplement parce que je veux les entendre parler. D'où l'émergence d'autres théories qui stipulent que le choix des moyens de communication ne peut pas se justifier uniquement par une utilité « calculatoire » mais aussi par des éléments relevant de la sociologie.

En effet, entre le courant du déterminisme[61] technologique et le courant utilitariste se positionne le courant structurationniste. Il intègrera simultanément les deux approches précédentes et considère que la technologie est à la fois une force objective et le produit d'une construction sociale. Ce courant est composé d'un ensemble assez hétérogène d'idées qu'on essaye de synthétiser afin de comprendre les autres motivations d'usages des TIC. Selon ce courant, les TIC sont équivoques. Dès lors, il existe de multiples façons de concevoir et d'utiliser une technologie donnée. Celle-ci est soumise à une interprétation et à une construction de sens de la part des individus. La technologie fait l'objet d'une abstraction mentale de la part de l'utilisateur. Cette notion d'équivocité est proche de celle de flexibilité interprétative (Orlikowski, 1992). Durant le

[61] Le déterminisme technologique conçoit la technologie comme une force objective extérieure, censée avoir un impact déterminé sur l'organisation.

développement ou l'usage, elle désigne le degré avec lequel les utilisateurs de la technologie participent à sa constitution physique et sociale. Les conséquences de sa mise en place dépendent aussi bien de l'artefact matériel en lui même que des dimensions sociales au sein de l'organisation (Orlikowski, Yates, 1994). Donc, la technologie et les usages associés ne sont pas stables et figés dans le temps, mais ils évoluent tout au long du cycle de vie de la technologie. Enfin, si cette notion reconnaît qu'il y a une flexibilité dans le design, l'usage et l'interprétation de la technologie, la flexibilité interprétative n'est pas infinie. Elle est conditionnée par les caractéristiques matérielles de la technologie et le contexte institutionnel. Sur la question de l'appropriation d'une technologie, on peut se référer aux travaux de Serge Proulx (2001). Pour ce dernier, l'appropriation d'une TIC par un individu nécessite une maîtrise cognitive et technique minimale de la technologie, une intégration sociale significative de l'usage de cette technologie dans le travail quotidien de l'individu et la possibilité qu'un geste de création (émerge de la nouveauté dans l'organisation).

Enfin, territoire et TIC fonctionnent dans un système plus général. « Il ne s'agit pas de renverser purement et simplement le paradigme, verser dans un sociologisme naïf (la société produit la technique) et nier que la technique puisse produire des effets structurants. Les TIC sont agis par le social et agissent sur le social » (Puel, 2006 : 125). Si cette logique structurationniste a été appliquée aux systèmes d'information d'une manière générale, nous pouvons l'adapter aux observatoires arides utilisateurs de la TIC. L'objectif est de comprendre comment les individus, à travers les usages des technologies, reproduisent les structures sociales existantes ou en produisent de nouvelles (Orlikowski, 1992). Certes, la vision technologique dans un territoire aride n'aura ni la même signification ni l'ampleur d'une région urbaine. Mais, la question de l'efficacité et de la pertinence des usages développés au regard des objectifs de l'organisation est une préoccupation centrale (Orlikowski *et al*. 1995). Dans cette perspective, les TIC sont au service des projets territoriaux. Cette « efficacité des usages » (De Sanctis, Poole, 1994) permet aussi une efficacité décisionnelle. Néanmoins, si la question de l'appropriation et de l'usage ne pose pas un grand problème pour une catégorie « élite » de chercheurs et de professionnels, on constate un retard au niveau des autres catégories socio-économiques. Cette lacune peut poser problème dans une approche du développement territorial telle que nous la concevons.

2.2.3. L'apport de SIG

L'application du système d'information à la cartographie[62] donne naissance au concept spécifique de SIG, entouré par une grande ambiguïté. Les ressources du système d'information géographique regroupent aussi bien le personnel que le matériel, les logiciels et les données. Même si elle appartient à un autre champ disciplinaire, la géomatique entretient des relations solides liées à l'information et à l'outil informatique **(a)**. Ce dernier a permis, ensuite, de dépasser la vision territoriale traditionnelle **(b)** pour une meilleure cohérence et structuration de l'information utile **(c)**. Enfin, dans une dimension dynamique du territoire nous posons la question sur la nature de la modélisation **(d)**.

a) Cohérence spatiale et dimension géomatique

La géomatique est un secteur d'activités scientifiques, techniques et commerciales conçu autour de SIG basée sur l'automatisation des méthodes de collecte, de gestion, de traitement et de cartographie de l'information géographique (Coppock, Rhind, 1991). Elle est associée au développement de l'outil informatique de gestion de données géographiques et à leur cartographie. La géomatique n'a pas pour objectif d'améliorer la connaissance de l'espace, mais la définition des normes et des critères communs pour construire et diffuser des bases de données spatiales auprès d'une variété d'acteurs et d'organismes. « La géomatique est un champ d'activité scientifique et technique qui intègre, selon une approche systémique, l'ensemble des moyens d'acquisition et de gestion des données à référence spatiale utilisés dans le processus de production et de gestion de l'information sur le territoire » (Gagnon, Coleman. 1990: 384). Cette définition met l'accent sur le caractère scientifique et technique de la géomatique pour répondre aux besoins d'information sur le territoire. Il ne faut pas confondre l'opération de gestion des données à référence spatiale avec l'activité de la gestion du territoire. La première est complémentaire de la deuxième (Weber, 1991).

Aujourd'hui, la géomatique repose sur la conjoncture des TIC (Clarcke, 1990 : 165). Elle s'est développée en tant qu'une branche informatique et non comme une discipline

---

[62] Les TIC affectent les SIG en proposant des solutions informatiques à des problèmes de l'espace géographique et de gestion de l'information à référence spatiale. En effet, le centre national de la télédétection CNT est une structure qui collabore avec l'IRA pour la cartographie du territoire, imagerie spatiale, etc.

de l'information géographique et de la cartographie. Cependant, il est encore difficile d'identifier son statut scientifique pour parler d'une discipline indépendante. En ce sens, Michael Goodchild (1990 : 12) a essayé de tracer un scénario d'avenir pour la géomatique qui demeure un événement prospectif.

b) L'apport de l'outil informatique

Le développement de l'outil informatique a largement participé à la création des SIT. Ces derniers ont favorisé la structuration et l'organisation des données à partir de leur localisation géographique permettant de dépasser les méthodes traditionnelles (Burrough, 1986 : 167). Elle a permis de diviser l'information géographique en une information localisée et spatialisée. Mais, c'est la dimension spatiale qui distingue le SIG des autres systèmes d'information. Il s'agit d'une information coûteuse, rare et représentative de la réalité d'un endroit précis. (Mullon, Boursier, 1992 :163). Ainsi, les bases de données permettent-elles d'accumuler des grandes quantités des données territoriales et facilitent l'organisation, la gestion et l'utilisation de l'information (Chesnais, 1995). Généralement, les données et les informations sont codées et classées selon des critères qui facilitent la localisation et la réactivité. Ensuite, l'information peut être diffusée et échangée entre différents organismes. L'inconvénient est que cette codification réduit la richesse et l'aspect qualitatif de l'information (Sheppard, 1993 : 459).Le risque est de se limiter à une description quantitative et statistique du territoire et de ses acteurs sous forme d'indicateurs (taux de croissance, taux de chômages, indices). Parfois, la création informatique des données peut être une source de problèmes (mise à jour, ajout de données, correction). Dès lors, le défi n'est pas de rassembler les données et les déposer dans des ordinateurs, mais de les gérer et de les exploiter (Chesnais, 1995). Dès lors, certains auteurs parlent alors d'un système de gestion de données (SGD) ou d'un système d'information organisationnel (SIO).

c) L'enjeu organisationnel de l'information

Le SIG n'est pas une simple cartographie mais désigne aussi une structuration et une organisation de l'information. Il est conçu pour gérer l'information géographique d'une organisation. Gérer signifie traduire, conserver et enregistrer l'information sous forme d'une base de données à référence spatiale. C'est aussi une opération d'archivage et de repérage. Le SIG est, en quelque sorte, une mémoire qui permet l'exploitation de son

contenu à des actions fines. Pour cette raison l'information doit être arrangée, codée, validée et uniformisée pour qu'elle soit compréhensible par l'outil informatique. Ensuite, elle sera structurée sur la base de leur localisation territoriale pour permettre une recherche spécifique d'informations dans la base des données. L'utilisation d'un SIG n'est pas imitée à la base des données mais à la gestion de tout document[63] qui peut être rattaché au territoire (Levy, 1990). Il ne faut pas confondre la gestion de l'information géographique avec la gestion territoriale (Weber, 1991). La première est une tâche administrative qui est complémentaire à d'autres activités d'aménagement territorial[64]. Mais la relation entre les deux restes problématiques et l'amélioration de la première ne signifie pas automatiquement une amélioration de la seconde.

En effet, une donnée traitée reproduit une valeur et une représentation territoriale (*supra*). Son traitement permet une modélisation territoriale, des représentations algorithmiques et une théorisation mathématique de l'espace d'un territoire (Openshaw, 1990 : 154). Dès lors, on peut se questionner sur l'utilité de ces opérations compliquées. Généralement, les SIG sont fondés sur des SIO où la notion d'aide à la décision est considérée comme une finalité (Copas, 1993 : 159). En ce sens, un SIG est utilisé pour une aide à la décision et à l'action territoriale. Une meilleure information permet une meilleure décision. Dans les organisations, il existe un besoin d'informations qui constitue un obstacle aux acteurs pour prendre des décisions optimales (Ackoff, 1967). Pour dépasser ce manque, il faut mettre en place un processus capable de théoriser et d'intégrer les activités stratégiques. Le SIG donc est un « outil de gestion pour le technicien et un outil d'aide à la décision, pour le décideur » (Pornon, 1992 : 35).

Cependant, on remarque que l'appareil informatique ne garantit pas une amélioration ou une modification des processus décisionnels existants (Jamous, Germion, 1978 : 154). Théoriquement, dans un processus de décision les organisations sont confrontées à un manque d'information. Mais ce n'est pas toujours une question de carence d'information, mais plutôt de pertinence et d'utilité. Aussi, les organisations peuvent se retrouver dans une situation problématique de « trop d'informations ». L'apport du SIG

---

63 La SIG peut s'étendre à la gestion de certains documents historiques d'un territoire. Dans ce cas ainsi que d'autres, il devient alors un outil d'information diversifié.

64 La gestion territoriale concerne plusieurs activités comme la planification, les interventions et les actions territoriales.

est de permettre à ses utilisateurs d'évaluer les effets et les conséquences de différents scenarios d'interventions territoriales (Laurini, Milleret-Raffort, 1993 : 143).

d) Modéliser le système ou le territoire ?

Faut-il modéliser la base des données à références spatiales ou l'espace et ses diverses composantes ? Pour Jean-Louis Le Moigne (1990 : 45), modéliser un système complexe, c'est modéliser un système d'actions. Nous sommes dans une approche dynamique où la modélisation du processus de décision est de nature systémique (Le Moigne, 1990 : 127). En effet, la modélisation du territoire est au cœur de la fonction d'aide à la décision. Les acteurs définissent leurs rapports à l'espace et leurs représentations communes (Alder, 1987). Mais le modèle ne doit pas se substituer au territoire lui-même (Le Duc, 1992 : 404). Les acteurs doivent toujours garder dans l'esprit que le défi est de transformer le réel. Dans une perspective « simonienne » de rationalité limitée, les résultats restent incertains. « Toute décision en situation complexe est une décision multicritère » et souvent la solution n'est qu'un « *satisfactum* » (Le Moigne, 1990 :136). Aussi, on peut expliquer cette incertitude par le fait que le système délaisse certains composants, d'où la nécessité d'un mécanisme de suivi *« monitoring »*[65] pour réajuster et réorienter l'application d'une décision afin d'atteindre les objectifs fixés (Batey, 1984). Cette aide à la décision peut être traitée par deux approches différentes :

- l'approche Systèmes d'information organisationnelle : l'utilisation de l'information est programmée à l'avance et on essaye de prévoir les types de décisions possibles ;
- l'approche Analyse des politiques de planification et d'intervention sur le territoire : préparer les décisions et essayer d'assurer le suivi afin d'atteindre les objectifs.

[65]*Monitoring* est un concept anglophone qui signifie un mécanisme de suivi régulier et répétitif sur la base des paramètres et des critères définis. Dans le cadre des observatoires, Par exemple, l'observation durable de faits sociaux consiste, pour une part importante, en un monitorage. Les informations statistiques quantitatives qui jouent un rôle prédominant dans le monitorage se complètent d'informations documentaires (par exemple, sur l'évolution de la législation ou sur des questions d'infrastructure) et de résultats de recherches, souvent qualitatifs. La répétition des observations, qui implique une définition préalable des informations à utiliser, est fondamentale car le monitorage vise principalement à fournir des résultats comparables dans le temps. Le monitorage doit permettre d'identifier à temps d'éventuelles évolutions indésirables (détection précoce).

Selon le cas, l'objet de la modélisation ne sera pas le même. Dans le premier, on modélise une organisation alors que dans le second, on modélise l'espace. L'apport de SIG découle surtout de ses possibilités techniques pour la modélisation territoriale au service d'une activité d'aménagement.

2.2.4. La contribution décisive de SIT à l'aménagement territorial

Aujourd'hui, l'aménagement du territoire (AT) et les politiques du développement territorial se basent sur un cadre conceptuel et technologique moderne. L'imaginaire technologique, l'informatisation et la communication qui accompagnent la diffusion des TIC et de l'Internet ont permis d'organiser, d'une manière différente, les activités sur les territoires. Nous cherchons à savoir comment le SIT peut jouer un rôle déterminant et garantir une aide puissante aux acteurs présents sur leurs territoires. Nous abordons les problèmes conceptuels et informationnels rencontrés dans un contexte d'aménagement territorial. Enfin, l'entrée dans une société mondialisée de connaissance nécessite une bonne préparation des acteurs locaux aux défis territoriaux et un dépassement des effets de la propagande et de la « désinformation ».

Définir l'information dans un contexte d'aménagement territorial pose des problèmes conceptuels importants. D'une part, l'information possède des formes variées et relève d'un processus de communication. D'autre part, il n'existe pas une théorie de l'information en aménagement. La solution est d'approfondir certains travaux d'aménagement qui favorisent l'élaboration d'un processus d'information et de communication où l'observateur, le chercheur ou le politicien sont censés trouver la bonne solution et minimiser l'incertitude[66]. La valeur de cette information dépend de sa neutralité comme elle peut varier selon le contexte et les formes de sa présentation. De ce fait, nous sommes très proches d'un modèle « *one-best-way* »[67]. C'est vrai que l'information permet de se renseigner sur les solutions et les actions à envisager, mais son contrôle est une opération délicate dans l'exercice d'une politique d'aménagement.

---

[66] Il s'agit d'une approche instrumentaliste de l'information qui s'inscrit dans un cadre positiviste : l'aménagement est considéré comme un processus rationnel et objectif en présupposant « qu'il y a possibilité de disposer de connaissances et d'instruments permettant d'appréhender de manière experte un objet et d'influencer le cours de son évolution » (Larmée, 1994 : 164).

[67] Ce modèle découle déterminisme technologique où la résolution d'un problème dépend de la solution optimale (Crozier, Friedberg, 1977 : 136).

En plus, sans communication, une dimension souvent négligée, on ne peut guère aller en avant dans un processus d'aménagement territorial.

De ce point de vue, tout aménagement vise à organiser la distribution des activités humaines dans l'espace et à éviter les conflits associés à l'exploitation du territoire (Guay, 1987). Cette activité territoriale est considérée comme une discipline récente et une pratique scientifique et professionnelle pour mettre en ordre l'évolution des rapports entre les sociétés et l'espace. Ce type d'aménagement est marqué par l'intervention des acteurs politiques pour assurer une rationalité d'occupation territoriale (Batey, 1984 : 64). Cette pratique a fait l'objet d'une variété d'études théoriques en mobilisant de grands courants de pensée (Weaver et *al*., 1985 : 145). Nous citons les paradigmes les plus dominants (Ottens, 1990 : 16) :

- le paradigme technique : il est apparu pendant les années 50 et 60 et est basé sur la rationalisation instrumentale de l'utilisation du territoire par la création des structures bureaucratiques de gestion et de contrôle de l'aménagement, pour résoudre les problèmes territoriaux ;
- le paradigme procédural : il a dominé jusqu'à la fin des années 70 et est caractérisé par son aspect social et démocratique. Il est aussi basé sur la planification et la participation de la population. Ce paradigme exprime la volonté collective de développer un territoire ;
- le paradigme stratégique : il a émergé depuis le début des années 80 pour mettre en interaction les contraintes sociales, économiques et temporelles du développement territorial. Il vise l'encadrement de l'exercice de planification et la réalisation effective de projets territoriaux. Il se base sur la planification par projets (Obermeyer, Pinto, 1994 :129).

Ces paradigmes d'aménagement sont de nature procédurale, organisationnelle et stratégique, plutôt que spatiale, géographique ou architecturale (Larmée, 1994 :162). C'est aussi un processus rationnel basé sur la planification et l'élaboration des moyens d'intervention, de gestion et de contrôle des politiques (Forester, 1989). Sa légitimation scientifique repose sur la stabilité, le processus politique de contrôle et de décision collective. En effet, plusieurs moyens peuvent être utilisés pour mettre en œuvre des politiques d'aménagement sur un territoire comme la planification, le contrôle réglementaire d'usage des ressources et la mise en place des programmes de

développement régional. Le rôle de l'autorité publique est de surveiller les usages du territoire et de veiller à la conformité aux règlements et aux normes. Elle doit aussi élaborer des propositions et exercer un contrôle sur les usages.

Enfin, l'aménagement peut être considéré comme une pratique de planification pour d'élaborer des organisations territoriales cohérentes. Il faut tenir compte des caractéristiques environnementales et des besoins et désirs de la population. En Tunisie par exemple, le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (CATU) de 1994 a pris pour principe fondamental l'adaptation des impératifs du développement économique aux nécessités de la préservation de l'environnement, mettant ainsi au premier plan des finalités de gestion des espaces territoriaux. Une stratégie spécifique de gestion territoriale a été mise en place en 1995 pour gérer plus particulièrement l'ensemble de la frange littorale et des zones humides attenantes. (Sommet Johansbourg, 2002 : 6). Cependant, les zones rurales et arides souffrent de l'absence d'une stratégie claire. Dès lors, les différentes dimensions d'un processus d'aménagement ne peuvent pas se réaliser sans tenir compte d'un processus spécifique d'information et de communication. Ce dernier peut prendre la forme d'une variété de dispositifs inclus dans le SIT. Il est important que toute action territoriale s'inscrive dans un processus de communication et d'interaction. La communication permet de rendre le message plus clair, éviter les ambiguïtés et les arguments infirmatifs et incompréhensibles. Par conséquent, l'information est utilisée pour améliorer la connaissance du territoire, avoir une meilleure représentation de la réalité et éviter la propagande et la désinformation

2.2.5. Manipulation et usage de l'information

Sur un territoire, les acteurs peuvent cacher certaines réalités défavorables dans le but d'obtenir l'approbation de la population vis-à-vis d'un projet spécifique. Autrement dit, il s'agit d'une manipulation de l'information à travers un discours quelconque pour cacher des représentations particulières. Dans cette perspective, la désinformation donne l'occasion à chacun de communiquer l'information de la façon qui lui est la plus favorable pour légitimer son action (Forester, 1983 : 173). Cette activité communicationnelle est très proche de « l'agir communicationnel » de Jürgen Habermas (1987). La critique communicationnelle permet d'identifier le comportement « idéal »

d'un acteur territorial[68]. Ainsi, la communication de l'information peut être utilisée dans deux sens opposés. Par conséquent, le territoire est à la fois un espace de communication, d'information, de désinformation et de propagande. Tout dépend de la position de l'acteur et de ses intérêts. La solution est de renforcer les comportements démocratiques, la participation et l'information de la population ainsi que le maintien des structures spécifiques de contrôle et d'organisation. Les observatoires sur lesquels nous avons travaillé, peuvent jouer un rôle important en réfléchissant continuellement sur ces aspects négatifs de l'information et de la communication. Ils doivent disposer des moyens nécessaires pour préciser autant que possible la réalité territoriale et sociale ; ne laisser aucune occasion pour développer des comportements « désinformatifs » et produire des effets non désirés. Plus l'information est claire, plus il est difficile de la vulgariser. Lorsqu'elle est incompréhensible, elle peut développer une attitude « interprétative » multiple et motiver des enjeux cachés et individuels. Dans certains cas, il est possible de repérer ce que l'information ne dit pas, pour arriver à préciser convenablement ses véritables significations.

Cependant, nous précisons que la véritable richesse conceptuelle de l'information découle de son caractère imprévisible et récursif et de sa capacité de véhiculer des messages multiples. Pourquoi alors insistons-nous sur cette restriction sémantique ? La réponse est que l'acteur peut se trouver non seulement dans une situation de manque d'information mais aussi dans un problème de surabondance qui est une source de « brouillage des territoires et des références spatiales[69] » (Ackoff, 1967). À cause de leur mémoire défaillante les acteurs[70] n'arrivent pas à optimiser une masse importante d'information, pour prendre la bonne décision. Cette dernière est plus difficile devant cette abondance de l'information et de la rationalité limitée (March, Simon, 1958 ; Le Moigne, 1986). Cette notion est souvent oubliée dans le développement des systèmes

---

68 John Forester (1989) identifie cinq comportements : un comportement technique de contrôle de l'information, un comportement organisationnel, un comportement démocratique en augmentant son pouvoir par la diffusion de l'information, un comportement institutionnel d'usage de l'information ((protéger l'autorité et les organisations en place) et un comportement critique pour réduire la désinformation et la propagande.

69 Ce brouillage des territoires et des références spatiales pose des problèmes aux acteurs locaux dans la mesure où il fonctionnait sur la délimitation territoriale de leurs compétences (Bertacchini, 2004 :1).

70 L'homme est présenté comme un processeur d'information mais avec une rationalité limitée (March, Simon, 1958). Ce dernier montre que la capacité des individus est limitée en termes de traitement d'information, ils ne sont capables d'explorer qu'un nombre limité d'alternatives et sont incapables d'attribuer des valeurs exactes aux résultats.

d'information sans précision sur son identité et ses particularités[71]. En plus, la décision peut être le résultat d'une suite de choix indépendants et effectués par plusieurs personnes (décideurs) (Allison, 1971). D'où il est difficile de modéliser ce type de processus décisionnel. L'information n'est pas neutre, imparfaite et elle comporte des finalités multiples (Watzlawick, 1978). Les SIT doivent être capables de tenir compte de ces différents aspects. Les TIC ne peuvent répondre que partiellement aux problèmes de neutralité et de rationalité. Contrôler le SIT permet de renforcer le pouvoir d'acteur (Miller, 1985). L'appréhension intellectuelle de l'information sur un territoire n'est pas une chose facile. Elle est une ressource technique, organisationnelle et politique. Elle possède aussi un caractère symbolique en créant une représentation territoriale. Sa communication est une source de confusion et d'interprétations multiples qui restreignent les possibilités de formaliser des modèles d'aménagement territorial.

« Évaluer un produit ou un système, c'est aussi évaluer l'usage qu'on en fera, et la satisfaction de ses utilisateurs ; c'est tenter de mesurer l'adéquation à un besoin réel » (Lainé-Cruzel, 2001 : 20). La complexité croissante des enjeux territoriaux a engendré un élargissement progressif et une diversification des publics concernés. Ces derniers sont devenus des utilisateurs ou « consommateurs » des produits fournis par le système. Cette approche « orientée usage » des systèmes d'information est favorisée par la disponibilité de l'outil informatique. En plus, ces systèmes sont devenus en lien étroit avec les activités économiques des usagers. Dans chaque territoire, il existe des lois qui règlementent l'accès à l'information. Généralement, les organismes publics gèrent ces masses d'informations. Ils autorisent l'accès à certaines informations et préservent la confidentialité de certaines autres (respect de la vie privée des citoyens). Si les restrictions existent, l'accès du public à l'information doit constituer la règle. À cet égard, les organismes publics doivent établir des procédures pour faciliter l'accès à l'information et connaître ses attentes et ses usages. Pour Sylvie Lainé-Cruzel (2001 : 19), « la question de l'usage pourrait être abordée en amont de la conception du système, par une analyse des attentes des futurs usagers et des populations concernées ».

[71] Les actions territoriales relèvent d'une variété d'acteurs qui n'ont pas les mêmes particularités (Maire, élu, délégué, représentants, praticien etc.).Ce concept pose certains problèmes dans la mesure où les modèles supposent un « décideurs unique ».

Conclusion

Reconstituer et/ou concevoir un système (observatoire) stable qui intègre des aspects changeants et complexes est loin d'être une tâche facile à réaliser. Certes, une « bonne » information participe à la résolution d'un problème. Mais, elle ne peut être obtenue que grâce à une communication « efficace ». Donc, l'information et la communication doivent être perçues comme un support de la stratégie. Ainsi, négliger le poids des barrières, qui limite souvent l'accès à l'information et empêche la communication, peut mettre en cause la raison d'être de l'observatoire. Alors que peut-on faire devant l'information et la communication qui s'échappent en permanence des cadres qu'on voudrait leur fixer ? Dans deux chapitres précédents nous avons abordé l'essentiel des enjeux et dialectiques méthodologiques et théoriques. Parler d'une nouvelle figure d'observatoires socio-économiques et environnementaux dans les régions arides tunisiennes, c'est revendiquer des soucis partagés de lutte contre la désertification, de gestion des ressources et du développement en général. Si cette approche d'observatoires en régions arides a marqué l'histoire récente de la recherche à l'IRA, la réalité du terrain a montré que les problèmes et les dégradations persistent encore. D'où un double constat et une question qui conduisent au chapitre suivant. Le premier constat consiste à dire que l'approche observatoire pratiquée dans le cadre des régions arides (LESOR) ouvre des perspectives à des nouvelles pistes théoriques et méthodologiques au sens d'une recherche-action (RA) pour « entreprendre une démarche d'appropriation et de validation des pratiques, savoirs et processus ». Ce dernier croise le champ de la RA pour donner lieu et ouvrir les perspectives sur une nouvelle approche territoriale (PITA) qui combine un triptyque acteur-chercheur, observatoire et territoire. Ces enjeux et initiatives sont ici évoqués à la lumière de la réflexivité et du soutien de Vincent Meyer et Mohamed-Ali Benabed, directeurs du programme LOTH. La question est de savoir quelles valeurs et valorisations peut donner cette combinaison ou ce processus si on le décloisonne avec de nouveaux champs disciplinaires (SIC)? La communication jusqu'à présent non-valorisée se révèle être au cœur de ce processus. La méthode aussi se présente comme une activité collective où « le chercheur a besoin des autres pour avancer » (Vacher, 2008 : 29). Au niveau de la méthode elle parle d'un agencement de la recherche où « personne ne sait exactement ce que font les autres, aucun ordre n'est suivi à la lettre ». D'où l'importance de la confiance, de la concertation, de la négociation et du compromis entre l'ensemble des acteurs.

Chapitre 3: Rapprochement entre intelligence territoriale et observatoires : Quels enseignements, quels registres ?

Dans le cadre de notre travail exploratoire (2005-2006) sur les observatoires et en pratiquant l'observation participante à l'IRA, nous avons recherché dans la logique de plusieurs concepts liés aux SIC, afin de savoir le(s)quel(s) sont les plus adéquats au contexte aride tunisien. Dans le cadre de notre investigation un intérêt particulier a été accordé aux SIC. S'agit-il d'une recherche d'un renouvellement théorique et méthodologique ? Quelle que soit la réponse, la pluridisciplinarité s'impose dans le cadre des observatoires. De ce fait, nous sommes attentifs à ce que notre attachement à un processus d'intelligence territoriale soit accepté pour pouvoir être adapté, ultérieurement, aux observatoires. Comme le rappelle Vincent Meyer (2006 : 101) dans un autre contexte (social), la question est de savoir s'il faut respecter certaines références ou au contraire innover. Mais la récompense la plus importante que nous cherchons est de pouvoir participer et aider les acteurs à réduire l'état hostile du territoire aride, en partant d'une logique intelligente associée au domaine de l'information et de la communication.

En effet, nous retiendrons des deux chapitres précédents une grande diversité d'arguments historiques, théoriques et méthodologiques posés par la création des observatoires. Quoique nécessaire, celle-ci ne doit pas nous détourner d'une réflexion autour d'un encadrement précis axé sur les fondements de l'intelligence territoriale. Il faut que les éléments avancés précédemment accompagnent nos objectifs de recherche. On s'intéressera ici tout particulièrement à l'identification d'un cadre précis pour étudier les prérogatives associées aux observatoires de l'IRA. L'objectif principal de ce chapitre est de réfléchir à une théorie susceptible de combiner une pensée ternaire. C'est l'observatoire-territoire-acteur dans les zones arides tunisiennes, et spécifiquement dans l'OMH. L'idée est d'attaquer ultérieurement, selon cette approche, un problème formalisé (développement durable) selon des triangulations et angles complémentaires

(Meyer, 2006)[72]. Nous réfléchissons à ces combinaisons à partir d'une situation locale où les changements socio-économiques, institutionnels et historiques, qui se sont produits pendant les dernières décennies, ont augmenté la pression sur les ressources naturelles, affaibli l'organisation sociale interne et provoqué une sorte d'érosion territoriale des collectivités rurales, en mettant en évidence les contraintes environnementales et en réduisant les capacités des populations à les surmonter. Nous tenons toujours à préciser que cette investigation autour de l'observatoire, de l'intelligence territoriale et des différentes conjonctions s'insère dans les problématiques des domaines de réflexions des sciences de l'information et de la communication. Ainsi, lutter et valoriser, informer et communiquer, aménager et reconstruire, mutualiser et partager ne sont autres qu'un positionnement dans une démarche d'intelligence territoriale où le collectif, le privé et le public, suivent un ensemble d'orientations stratégiques fondées sur la mutualisation, la collaboration et l'échange (Haddad, Tbib, 2008 : 545). Notons que l'organisation de la vie économique, sociale et environnementale ainsi que les interactions entre les différents acteurs territoriaux du milieu aride en général et de l'OMH en particulier sont abordées dans une démarche de développement durable basée sur la « bonne gouvernance » et dont les ramifications atteignent l'ensemble des activités (*cf.* Chapitre 4). Nous montrons qu'il s'agit d'une approche « prometteuse » dans un milieu où la précarité, la succession des années défavorables et gravées dans les mémoires des acteurs locaux, la désertification, etc. ont provoqué des conflits entre les acteurs et leur milieu malgré la mobilisation des moyens et les nombreuses études réalisées dans la zone. Aujourd'hui, la notion de développement durable connaît une sorte d'« usure » dû à un usage excessif. Dès lors, nous verrons qu'il devient nécessaire de penser aux nouvelles pistes pour mobiliser les acteurs autour d'un projet commun, à développer la coopération et à savoir régler les conflits. On se réfère ici à Daniel Bougnoux[73] (2005 : 51) pour qui « congénitalement narcissique et local, l'individu ne s'intéresse aux autres et aux mondes éloignés qu'à grande peine ; exposé au double écueil de l'ennui (quand rien n'arrive) et de l'anxiété (quand tout peut arriver) ». Dès lors, et dans bien des cas, toutes les pratiques sont appelées à se transformer. Dans un premier lieu, ce chapitre vise, à cerner cette

---

72 Vincent Meyer (2006 :60) écrit « dans une toute autre perspective, le chercheur peut associer le qualitatif et le quantitatif par le biais de la ''triangulation''. Il s'agit d'utiliser simultanément les deux approches pour leurs qualités respectives » (*cf.* chapitre 6). Ici, nous visons d'autres « triangulations » fondées sur l'information et la communication, c'est l'intelligence territoriale.

73 Actes du colloque « Penser la société de l'information », IPSI, 2005, Tunis.

approche baptisée « intelligence territoriale » et son apport, toujours, dans une optique du développement durable (**3.1**). L'inscription des observatoires dans cette orientation oblige à prendre en considération un lien, qui peut ne pas paraître évident pour tous, entre développement durable, information et communication. Bien évidemment, nous examinons cette combinaison triptyque et nous donnons un état de lieu sous un regard SIC, pour revaloriser une situation illusoire et monter que le potentiel du développement repose, à notre sens, essentiellement sur des facultés d'échange et de partage. On établira donc les fondements d'une approche territoriale fondée sur la transmission de l'information et la communication, et apte à appréhender les relations entre les acteurs. Le principal objectif est de traiter les ruptures, réduire et/ou partager les risques et orienter les procédures du développement durable. À notre sens, l'opérationnalité du troisième objectif du programme LOTH « recueil et traitement d'informations couplés à une démarche d'évaluation continue » passe par l'interrogation sur les conjonctions et les rapprochements possibles entre l'intelligence territoriale, la gouvernance, les observatoires et la recherche-action (RA) (**3.2**). C'est une tentative utile mais complexe. Quelles que soient les contraintes et les lacunes, on voudrait initialiser une autre approche au Sud et montrer comment l'observatoire peut constituer un dispositif idéal dédié à ce processus en faisant intervenir des éléments théoriques (méthodologiques) et empiriques dans une perspective communicationnelle (interpersonnelle et organisationnelle) complexe où il faut prendre en compte une variété de contraintes qui sont le temps, les ressources et les comportements des acteurs.[74]

3.1. L'intelligence territoriale : Quelles utilités ? Quelles valeurs ?

Les observatoires arides apparaissent comme un lieu de réflexion et un « support » de coordinations, entre acteurs, objectifs, échelles, etc. C'est dans cette perspective d'accompagnement stratégique qu'on voudrait parler de l'Intelligence territoriale, une notion qui repose, à notre sens, sur la conviction que le développement durable et la lutte contre la désertification résultent de la capacité des multiples acteurs d'un territoire à coordonner, à définir, ensemble, les orientations à poursuivre et à mettre en œuvre les moyens pour les atteindre (**3.1.1**). Ainsi, les activités de recherche du programme LOTH, constituent la base d'une réflexion autour d'une approche territoriale susceptible

[74] Pour Vincent Giard (2004 :41), une organisation nécessite une coordination rigoureuse des contraintes à laquelle il faut rajouter l'économique (respect du budget alloué) et les capacités de négociations des ces contraintes entre les acteurs.

d'accompagner et appuyer les stratégies existantes. La dimension communicationnelle apportée par le CREM veut consolider l'ingénierie informationnelle et apporter son expertise aux principales thématiques des travaux du LESOR. En tout cas, « développer une intelligence territoriale dans le cadre de ce programme passe par la compréhension et l'amélioration des dispositifs informationnels, la mutualisation et l'exploitation collective de l'information [...]. Celles-ci dévoileront et développeront les interrelations population-environnement, sur les interactions homme-environnement, telles que les étudient Michel Picouet et Mongi Sghaïer (2000) et qui constituent un axe prioritaire pour l'IRA » (Programme LOTH, 2006 : 11). En effet, « la connaissance du territoire est une chose[75], la maîtrise des communications (promotionnelles entres autres) pour et dans ce dernier en est une autre » (note programme LOTH, 2006 : 12). On se réfère ici à Danièle Bougnoux (2005 : 51) qui rappelle que « les liens sociaux ne sont pas fondés sur la connaissance mais sur des histoires partagées (mythes), sur des projections imaginaires, des valeurs et des mœurs […] ». Cette approche territoriale s'annonce donc comme une démarche collective nouvelle pour la compréhension de la dynamique du territoire (Girardot, 2002), l'organisation et la mutualisation de l'information, afin de fournir l'information judicieuse (Herbaux, 2002 ; Dumas, 2004), l'appropriation et la rappropriation des ressources (Bertacchini, 2004 ; Bertacchini, Gramaccia, Girardot, 2007). Il est nécessaire donc d'éviter toute confusion avec d'autres notions voisines (veille stratégique, intelligence économique, intelligence informationnelle) (**3.1.2**) et de préciser les dimensions y adjacentes (dimension communicationnelle, transformatrice et « valorisatrice ») (**3.1.3**).

3.1.1 Présentations conceptuelles

Nous cherchons ici à présenter et cerner un nouveau vocable qui s'inscrit dans le cadre de l'intelligence territoriale que l'on peut qualifier de démarche d'information et de communication territoriale. Avant toute chose, nous mettons l'accent sur la genèse de cette approche territoriale (**a**) pour montrer, ensuite, son aspect polysémique (**b**).

---

[75] Malgré les efforts déployés en matière de recherche scientifique dans les régions rurales, les acteurs territoriaux n'ont pas réussi à freiner les menaces et orienter les procédures du développement social et économique des populations rurales. Sur ces territoires, entre menaces et opportunités, se délivrent des activités économiques, des interactions sociopolitiques et environnementales et s'organise une vie quotidienne hétérogènes. C'est, par essence, un espace de relations, d'information et donc de communication.

a) Genèse de l'intelligence territoriale

En étudiant la genèse de l'IT, on découvre qu'il s'agit d'une approche récente. Elle est apparue à la fin des années 90 et sa définition n'est pas encore stabilisée. Comme le rappelle, Philippe Dumas (2006 : 11), « l'expression a pris son essor en France il y a une dizaine d'années et elle se précise petit à petit, sous des formes différenciées, notamment aux côtés d'une notion qui se stabilise, celle d'intelligence économique ». Yann Bertacchini (2004) positionne l'intelligence territoriale entre information et processus de communication. Dans d'autres contextes, elle se propose aussi de relier la veille et l'action publique en se basant sur une démarche stratégique au service d'un projet territorial répondant à des objectifs et des questions de développement thématiques telles que : Quelle stratégie ? Pour quel territoire ? Comment favoriser la cohérence entre stratégie des territoires, stratégies nationales et internationales ? Comment promouvoir et valoriser les territoires dans le cadre de la mondialisation ? Quels seront les critères d'attractivité des territoires ? Comment faire jouer les nouveaux acteurs au service de la promotion des territoires ? Au-delà de la vision constructiviste (Bouchet *et al*, 2007), l'intelligence territoriale consiste en l'approche systémique d'un territoire. Nous avons déjà abordé l'observatoire sous cet angle (*cf.* 1.2.3). En pratique, cela se traduit par des collectes et des traitements de données sur le territoire concerné. La dimension comparative et la confrontation des points de vue des acteurs locaux s'inscrit à son tour dans cette approche susceptible de rendre les diverses politiques territoriales appliquées plus cohérentes. L'intégration d'une approche d'intelligence territoriale dans les observatoires consiste à surmonter les recommandations classiques[76] (se limiter à une observation des faits) pour porter une appréciation sur les faits observés. Notons que l'IT est un concept récent où les définitions peuvent varier selon les domaines d'activités et les champs d'application. Pour Georges Delis et Yann Bertacchini (2008 : 9-10), « l'intelligence territoriale renvoie à la maîtrise des méthodes et des moyens de l'Intelligence économique au service des territoires ». Ils précisent cinq principaux objectifs :

– connaître, comprendre, suivre, accompagner le territoire ;

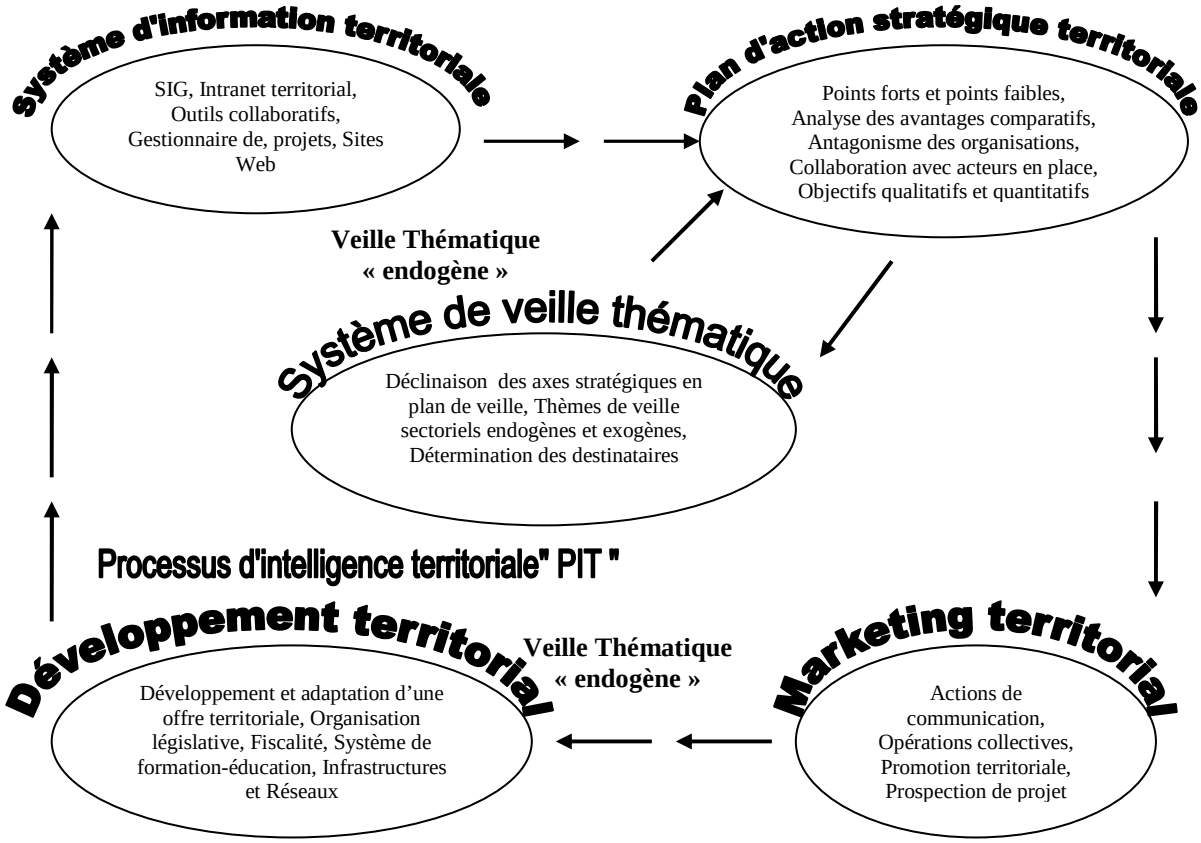
[76] En règle générale, « les observatoires étant chargés d'effectuer des observations et d'en rendre compte sur une longue durée, ils peuvent être amenés à produire à intervalles réguliers des rapports de synthèse sur les principaux aspects du domaine politique observé » (note OFS, 2002 : 6).

– identifier et contribuer à mettre en œuvre des projets créateurs de richesse et d'activité ;
– mettre en réseau les acteurs publics et privés au service du développement du territoire ;
– anticiper les mutations et les évolutions et les facteurs de rupture ;
– valoriser le territoire.

En ce sens, « l'intelligence territoriale est l'organisation d'un ensemble de règles et de procédures dans ce territoire. Autrement dit, une nouvelle forme de management de ce territoire». Cependant, le processus d'intelligence territoriale suppose un cadre stratégique précis qui comprend, d'une part, la définition, les limites du champ d'action et l'objectif de l'opération d'intelligence territoriale, et, d'autres part, la liste des partenaires ou sources qui permettront d'alimenter un système de veille éventuel ainsi que les outils techniques de gestion de cette opération[77] (outils de veille, outil de diffusion, outil de collaboration). À ces éléments s'ajoutent les moyens d'actions et le pouvoir de mise en œuvre d'un comité de pilotage et des spécialistes. Le développement et la bonne conduite de ce processus peuvent conduire jusqu' à une action de marketing territorial (*cf.* schéma fonctionnel du programme LOTH, annexe n° 2). Cependant, il faut s'assurer de la volonté (claire et précise) des institutions politiques et du respect des engagements territoriaux. Le schéma suivant illustre l'ensemble des composantes de l'intelligence territoriale et le positionnement du « PIT » par rapport à d'autres thématiques et approches naissantes.

[77] http://www.zeknowledge.com/intelligence_territoriale.htm (consulté le 12 janvier 2007).

Figure n° 11: Le Processus d'Intelligence Territoriale « PIT »



Source : Zeknowledge.com (13 mars 2007)

La figure ci-dessus montre que les objectifs de cette approche sont multiples et s'inspirent d'autres thématiques et dispositifs. Il s'agit surtout d'une capacité cognitive permettant la connaissance des territoires pour mieux maîtriser leurs ressources, la capacité de réagir rapidement face à des situations de crise et la maîtrise des infrastructures. Sur d'autres territoires, il s'agit de recenser des bonnes pratiques pour réaliser un *benchmarking*[78] et une connaissance des produits du territoire pour réaliser un marketing territorial[79]. Comme nous l'avons déjà précisé, au-delà des sciences de l'information et de la communication, l'intelligence territoriale s'enrichit de multiples apports transdisciplinaires (la sociologie, la gestion [gouvernance], les mathématiques, l'informatique, etc.). Ces nouveaux champs de recherche bénéficient de ce foisonnement de contributions par un élargissement continu de connaissances. Ils

78 Il s'agit d'un terme qui peut être défini comme : « un processus de recherche systématique des meilleures pratiques et des innovations dans le but de les adopter et les appliquer pour une plus grande performance de l'entreprise. » (Achard, Bernat, 1998 : 234).
79 http://www.zeknowledge.com/intelligence_territoriale.htm (consulté le 12 janvier 2007)

s'inscrivent ainsi dans le paradigme « de la complexité de la connaissance » au sens d'Edgar Morin illustré dans les tomes successifs de la méthode (Morin, 1977, 1980, 1986). Néanmoins, il suscite encore un regard retissent de quelques scientifiques qui leur prêtent à tort une qualification « d'auberge espagnole » (Herbaux, Bertacchini, 2007 : 2). Même si certains aspects ne sont encore intégrés, nous pensons qu'il s'agit d'un nouveau positionnement territorial qui peut solidement incorporer dans son organisation un système d'information territoriale (SIT/observatoires). Cette vision stratégique se base sur la mutualisation, l'intelligibilité, la participation, la coopération et surtout sur une relation bâtie sur la confiance entre les différentes parties prenantes et d'autres concepts (territorialisme, glocalité)[80], qui renvoient à un maillage sémantique multiple et varié.

b) Aspects protéiformes

La notion d'IT est problématique surtout quand il devient difficile d'identifier les vocables et les mutations sémantiques qui rentrent dans le même champ. Pour Fabienne Cusin-Berche (1998 : 150), il faut définir le statut du mot dans des paradigmes et faire des rapprochements linguistiques. Elle montre les insuffisances des dictionnaires à révéler les similitudes sémantiques et morphologiques.

L'émergence du concept d'IT, son approfondissement théorique, puis méthodologique, nécessitent un positionnement par rapport à d'autres notions voisines comme l'intelligence économique territoriale. Cette dernière emprunte les méthodes et outils à l'intelligence économique tandis que l'intelligence territoriale prend sa source dans le développement local, en lui apportant la culture de la veille (Demazière, Faugoui, 2005 : 6). Par exemple, dans notre champ d'investigation (l'observatoire de Menzel Habib), l'intelligence économique territoriale tient compte de la globalité territoriale. Ainsi, l'intelligence territoriale, à la fois, objet et champ scientifique est basée sur la convergence de l'information, de la communication et de la connaissance (Bertacchini, 2006 : 1). Dès lors, l'IT est incluse dans l'intelligence économique territoriale. Comme nous avons déjà précisé, Yann Bertacchini (2004 : 3) définit l'intelligence territoriale comme « un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s'approprient les ressources

[80] La néologie se base sur la créativité lexicale et sémantique et ses nouveaux emplois vocables (Cusin-Berche, 1998).

d'un espace en mobilisant puis en transformant l'énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l'intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d'appropriation des ressources d'un territoire puis les transferts des compétences entre des catégories d'acteurs locaux de cultures différentes. L'objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l'échelon territorial à développer de ce que nous avons nommé le capital formel territorial ». Elle est définie par Jean-Jacques Girardot (2002 : 10) comme « l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires qui améliorent la compréhension de la structure et de la dynamique des territoires. Elle mobilise les technologies de l'information et de la communication pour aider les acteurs à projeter, définir, animer et évaluer les politiques et les actions du développement territorial durable ».

L'approche territoriale du développement est fondée aujourd'hui sur la notion d'intérêt partagé et l'implication de la société civile. Le territoire constitue un espace de projets locaux et des actions de coopération des partenaires internationaux, nationaux, régionaux et locaux dans une perspective de développement durable[81]. Les enjeux sont multiples et les défis ne peuvent être relevés que par un effort collectif. Ainsi, les collectivités territoriales émergent-elles comme des acteurs déterminants du développement, dans ses complexes dimensions économiques, sociales et environnementales. Les acteurs doivent privilégier, sur leurs territoires, des valeurs de solidarités, de confiance, de diffusion de l'information et de la communication et d'autres facteurs susceptibles de favoriser et amplifier le développement local. Parmi ces facteurs on trouve par exemple, l'évolution de la culture fondée sur la territorialité, considérée comme « comme la dimension ondulatoire de la notion de territoire. Elle exprime le sentiment partagé d'appartenance et d'appropriation des vertus qualitatives du territoire » (Dumas, 2006 : 13). En effet, Wahid Gdoura (2005 : 37) rappelle que « l'accès direct à l'information représente un enjeu capital pour les individus et les communautés dans le sens où il agit sur les comportements des citoyens et sur les activités socio-économiques des collectivités. C'est un facteur d'émancipation pour les personnes et un facteur de développement durable pour les sociétés ». Donc, l'information devient une ressource déterminante dans les sociétés. Suite à un contexte

[81] http://www.diplomatie.gouv.fr (consulté le 20 février 2007).

de turbulence et de globalisation, les groupes socio-économiques et politiques se trouvent confrontées à des nouvelles menaces et opportunités. Pour évoluer, ils doivent s'organiser et se structurer sur leurs territoires en fonction des nouvelles informations. « Intelligence économique », « veille stratégique », « intelligence territoriale » sont des termes qui ont été utilisés suite à ces évolutions, sans une clarification sémantique suffisante. Ainsi, parler d'un processus d'intelligence territoriale, dans une région aride, peut susciter des réticences et des craintes pour certains chercheurs et acteurs (*cf.* Chapitre 7). C'est bien un comportement compréhensible dans un espace complexe et au carrefour d'approches variées et multiples. Dans cette perspective « Le Moignienne », nous repensons profondément à l'apport d'une dialectique « intelligence » et « territoire » qui s'impose fermement face à la complexité de la nature, de la vie et de la société. Peut-elle être une source de la richesse en activant notre intelligence ?

En résumé, nous attendons que l'acceptation de cette notion d'intelligence territoriale contribue à l'émergence de nouvelles représentations de la réalité aride ou semi-aride. Ainsi, l'adhésion des parties prenantes (chercheurs, ménages, acteurs publics et privés) à ce processus est éventuelle, quand il s'agit simplement d'un problème lié à la nouveauté conceptuelle[82]. Mais si le blocage est de nature culturelle et/ou les acteurs craignent un changement des habitudes ou une perte du pouvoir, l'acceptation de ce processus devient incertaine. De ce fait, il est difficile de convaincre certaines parties prenantes d'un territoire que le partage de l'information n'est pas une perte du pouvoir et que la dynamique sociale et économique repose sur la capacité des groupes ainsi que sur l'échange et la diffusion des connaissances. Indépendamment de la position des acteurs vis-à-vis de l'intelligence territoriale, la notion de processus[83] renvoie à un ensemble très hétérogène de phénomènes traduisant des transformations plus ou moins observables (Mucchielli, 2000 : 145). Dès lors, nous repensons à l'implication des observatoires socio-économiques et environnementaux pour rendre visible ces

---

82 La notion d'intelligence territoriale est encore problématique pour certains acteurs (surtout dans les pays émergents ou envoie de développement).

83 « D'une manière générale, un processus est une intervention, plus ou moins complexe, qui concourt à la transformation de quelque chose sur laquelle elle s'applique […] un ''processus de communication'' est une ''communication en-tant-qu'action-en-train-de-se-faire'' qui intervient sur une situation de communication pour transformer ce contexte, et faire surgir du sens » (Mucchielli, 2000 : 145).

transformations et leurs apports pour, une reconnaissance implicite ou explicite d'un tel processus d'intelligence territoriale.

3.1.2. Identification des notions voisines

Si l'intelligence territoriale est la forme qui répond le mieux à notre recherche de conceptualisation et de proposition d'un processus adapté dans un milieu aride, il est nécessaire d'éviter la confusion, la reproduction et la recomposition, dans son emploi. Nous pensons que certaines ambiguïtés et confusions dans quelques travaux sont liées à l'évolution de la notion d'IT. Ainsi, le terme est encore à la mode chez de nombreux chercheurs en SIC. Donc, il est important de souligner l'importance de clarifier ses connotations scientifiques, ses frontières et ses tendances pour s'éloigner de la qualification « auberge espagnole ». Ce bouillonnement autour de l'IT a suscité notre regard et retour sur certaines ambiguïtés. Dès lors, il paraît essentiel d'apporter des éclaircissements et rappeler le danger d'un tâtonnement ou d'une sorte de concurrence pour imposer ou changer d'une manière permanente les définitions[84]. D'où la nécessité de la distinguer, surtout, de l'intelligence informationnelle **(a)**, de la veille stratégique et de l'intelligence économique **(b)**.

a) Intelligence informationnelle *versus* IT

Nombreux sont les articles et les études qui se sont intéressés à des sujets de recherche sur l'intelligence économique, veille stratégique, *Knowledge Management*, intermédiation territoriale, etc. Mais nous constatons que c'est la science de la gestion qui a accaparé une masse importante de ces travaux. Donc, peu sont les études comparatives entre ces notions voisines au sens des SIC. Cette variation de vocabulaire ne change pas forcément les problématiques qui en dépendent, même si plusieurs auteurs ne sont pas d'accord sur les définitions à fournir (Goria, 2006 : 2) en laissant la place à l'apparition d'autres concepts suite à des nouvelles préoccupations (*i .e.* intelligence informationnelle, Intelligence territoriale). Quoi qu'il en soit, à travers ce paragraphe, nous apportons des éclaircissements sur deux termes proches où les frontières sont ambiguës, tout en montrant les points communs et les différences.

---

[84] Si nous n'avons aucun doute sur l'apport de cette approche, la littérature qu'on a pu consulter à propos de l'intelligence territoriale pose des définitions générales voire génériques, où reviennent plusieurs fois les notions de « mutualisation » d'information et communication, de territorialité et « territorialisme », de veille et intelligence, etc.

Pour aller plus loin, nous prenons appui sur un ensemble de travaux récents, tout en prenant du recul par rapport à certaines « redondances ». Ainsi, l'intelligence informationnelle peut-elle être envisagée comme un champ théorique et expérimental commun au renseignement, à l'intelligence économique, à l'intelligence territoriale, mais également à toutes les approches centrées sur l'information comme support de décision.

On retiendra aussi que cette approche d'intelligence informationnelle[85] est susceptible de faire « appel à des recherches-actions conduites dans des domaines pouvant correspondre à des problématiques de construction d'indicateurs scientométriques[86], de l'évaluation de la recherche, de l'intelligence économique dans les organisations, d'intelligence territoriale, de l'intelligence sectorielle sur Internet. C'est notre propre compréhension de l'infosphère et notre capacité à concevoir et à mettre en œuvre une infostratégie qui orientera notre avenir individuel et collectif » (Bertacchini, 2007 : 8). Dès lors, l'intelligence informationnelle « peut être définie comme une capacité individuelle et collective à comprendre et résoudre les problématiques d'acquisition de données et de transformation de l'information en connaissance opérationnelle, c'est-à-dire orientée vers la décision et l'action. Cette définition s'appuie sur les notions d'autonomie informationnelle et d'écologie de l'information. Elle peut être envisagée comme un champ théorique et expérimental commun au renseignement, à l'intelligence économique et également à toutes les approches centrées sur l'information comme support de décision » (Bulinge, Agotinelli, 2005)[87]. En observant ces deux dernières définitions, on constate un lien fort avec la RA et la communication organisationnelle (Meyer, 2006). On se réfère aussi aux travaux dirigés par Arlette Bouzon et Vincent Meyer (2008) pour clarifier et approfondir notre réflexion sur les chaînes d'aide à la décision des observatoires intégrées dans cette approche ainsi qu'à l'intellectualisation

---

85 « Le terme d'intelligence informationnelle apparaît au Canada en 2002 (Poirier, 2002) mais il restreint son champ d'application à l'information documentaire. Une première acception plus large a été envisagée (Bulinge, 2002, 2003), mais elle ne prenait pas en compte le processus de transformation de l'information en connaissance » (Dumas, 2006 : 12).

86 Dans une dimension outil, les « sphères informationnelles mobilisent les techniques d'analyse de données, des indicateurs infométriques, web-métriques, bibliométriques, scientométriques, l'analyse des réseaux sociaux, les techniques de datamining ou de fouille de données » (Bertacchini, 2008 : 8).

87 Cité par Philippe Dumas (2006 : 12).

et l'objectivation des activités des acteurs territoriaux et surtout l'intégration d'une dimension communicationnelle propre au contexte aride (*cf.* Chapitre 7).

b) Veille stratégique *versus* Intelligence économique

Dans ce qui suit, il nous semble important de clarifier la notion de veille stratégique souvent confondue avec celle d'intelligence. Au moment où les pays anglo-saxons font un usage courant des termes ''*Economic Intelligence, Business Intelligence, Competitive Intelligence*'', la veille stratégique était largement développée aux États-Unis, dans les années 70, sous les appellations fréquentes de ''*environnemental scanning, strategic scanning, business intelligence*''. Cependant, la France utilise encore rarement le terme d'intelligence économique. En 1994, sous l'impulsion du Commissariat Général du Plan, un rapport du groupe de travail « Intelligence économique et stratégie des entreprises », présidé par Henri Martre, fonde la base de l'intelligence économique en France dont il donne la définition suivante : l'intelligence économique est « l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaires à la préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de qualité, de délai et de coût » (Rapport Martre, 1994). La distinction entre veille et intelligence économique repose principalement sur une identification de la veille comme veille passive et veille active et offensive couvrant très largement le champ de l'intelligence économique.

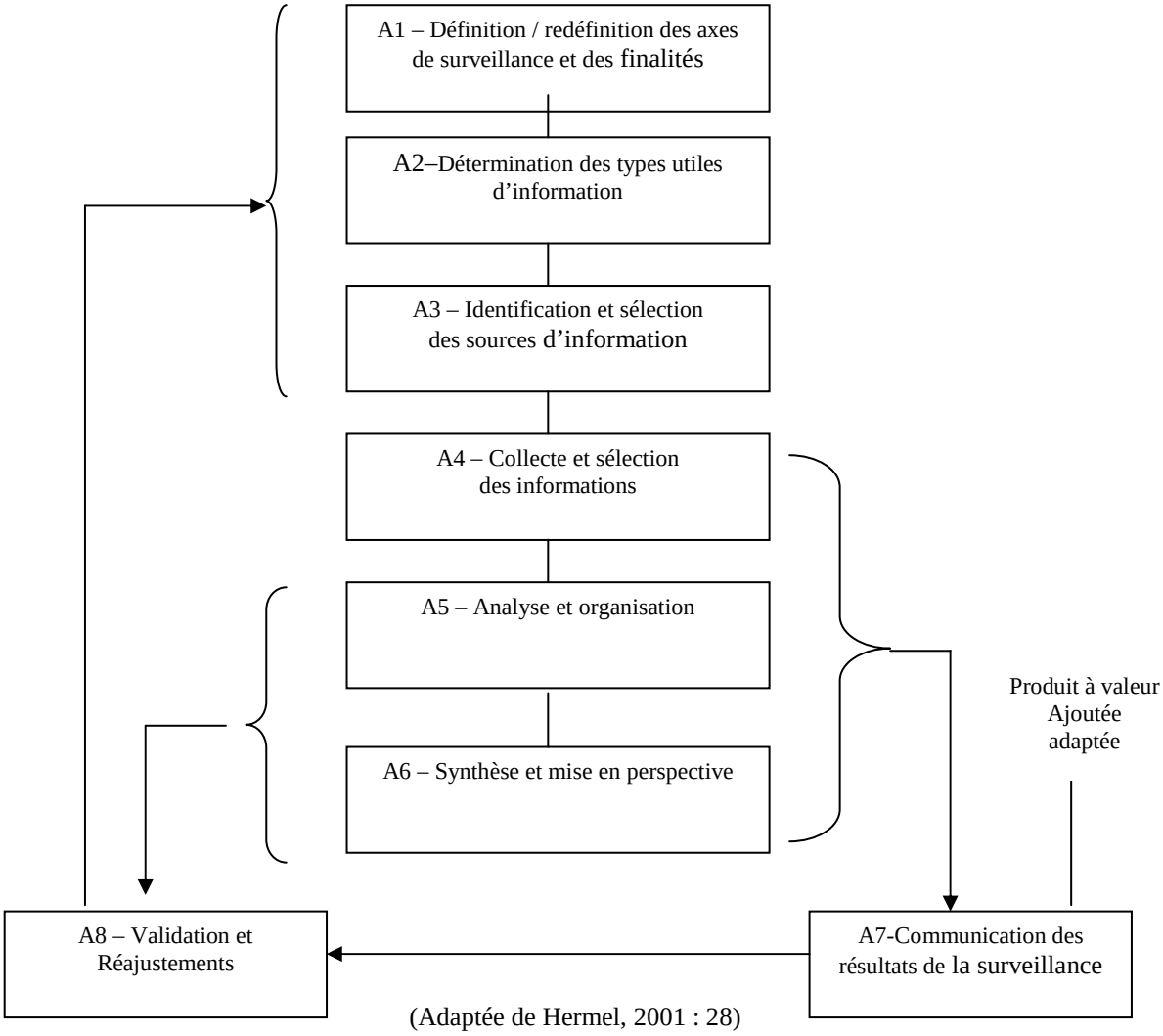
Contrairement à la veille stratégique, l'intelligence économique apparaît non pas comme un dispositif de recherche d'information mais comme un processus de production de connaissance. À partir de la définition du rapport de Commissariat général au plan, l'intelligence économique apparaît comme une démarche qui déborde largement le cadre de l'organisation pour revêtir une dimension régionale, nationale (les organes publics et les entreprises du pays), alors que la veille stratégique ne concerne que l'entreprise. Ainsi, l'intelligence économique a-t-elle une dimension nationale globale qui dépasse les frontières de l'entreprise. En ce sens, le concept « veille stratégique » est issu des sciences de gestion et du management stratégique, c'est-à-dire du monde des entreprises. C'est un concept micro-économique. Par ailleurs le concept

« intelligence économique » a été largement diffusé à la suite des travaux d'un groupe de travail du commissariat général au plan. Le concept est donc issu du domaine de l'armement et du côté des pouvoirs publics, soucieux d'une vision globale à l'échelon national. C'est un concept macro-économique (Oubrich, 2004).

Cependant, la différence essentielle entre veille stratégique et intelligence économique réside dans la modification de l'environnement que vise l'intelligence économique (Larivet, 2001). La veille se différencie de l'intelligence en s'interdisant de modifier l'environnement sur lequel elle exerce une observation continuelle (Baumard, 1991). Pour Philippe Dumas (2006 : 12), « l'intelligence économique doit être avant tout un état d'esprit ». C'est une science en marche et non pas un sujet figé. En ce qui concerne la veille, François Joseph Aguilar (1967) est souvent cité comme le précurseur dans ce domaine et relève bien qu'il s'agit de « l'acquisition d'informations sur les événements, les tendances et les interactions dans l'environnement de l'entreprise dont la connaissance constituera, pour les cadres de haut niveau, une assistance à l'identification et à la compréhension des menaces et des opportunités stratégiques ». Dans cette définition, la veille a été considérée comme l'une des activités réservées aux managers qui collectent de l'information externe dans leurs activités quotidiennes.

On distingue traditionnellement plusieurs types de veille (la veille technologique, la veille concurrentielle, la veille commerciale et la veille sociétale) en fonction du domaine d'étude (Martinet, Ribault, 1989). Récemment (1998), l'Association française de normalisation (AFNOR) a élaboré la norme XP X 50-053 relative aux prestations de veille et aux prestations de mise en place d'un système de veille. Les 24 membres de la commission de normalisation constituée à cet effet proposent un processus de veille composé de huit étapes allant de la définition des axes de surveillance à la validation.

Figure n° 12 : Processus de la veille Selon la norme AFNOR XP X 50-053



(Adaptée de Hermel, 2001 : 28)

Par analogie, les observatoires sont concernés par ces étapes. Dans une première étape (A1), il s'agit de préciser les sujets et objets qui intéressent le territoire aride et pour lesquels il convient de collecter des informations concernant ses objectifs. Il s'agit ensuite de préciser la nature des informations désirées (A2). Parmi les diverses sources existantes, il convient de choisir d'abord, la ou les sources pertinentes ou accessibles en fonction de leurs caractéristiques propres, des axes de surveillance et des types d'informations requises (A3). Ensuite le tri par pertinence de l'information acquise (A4) puis l'analyse des informations collectées qu'on doit organiser de façon à les rendre exploitable (A5). Enfin, dégager le « sens » ou les aspects stratégiques des informations collectées (A6). Les résultats de la veille ainsi obtenus peuvent être diffusés (A7). La communication des résultats peut être l'occasion d'un ajustement par approfondissement et/ou réorientation des objectifs et moyens de la veille (A8).

L'intérêt de cette norme est double. D'une part, elle est la première norme au plan mondial qui traite du sujet de la veille stratégique. D'autre part, elle propose un modèle plus détaillé dans sa construction. De ce fait, « une veille efficace permet d'accéder, au moment opportun, à une information adaptée aux besoins et aux attentes. Elle doit favoriser l'amélioration des pratiques de travail et contribuer à la professionnalisation individuelle et collective. Organisée et structurée en plusieurs étapes, elle concourt à améliorer le temps de recherche et à livrer des renseignements utiles (informations traitées : ordonnées, synthétisées et d'appropriation facile). Afin d'optimiser le système de veille, les services doivent développer l'utilisation de toutes les technologies de l'information et de la communication, et faciliter la mise à disposition et la diffusion des renseignements » (La Lettre du CEDIP n° 17, 2001 : 1).

Toutefois, on peut reprocher à cette norme sa vision déterministe puisque, selon Laurent Hermel, l'un de ses fondateurs, celle-ci « n'exclut aucun type d'organisme et peut être utilisée aussi bien par les entreprises du secteur privé que par les organisations publiques (administrations, entreprises publiques, etc.) ou par toute autre organisation » (Hermel, 2001 : 28). Outre le Modèle de l'AFNOR (1998), d'autres auteurs ont proposé des modèles pour la réalisation de la veille stratégique (Lesca, 2000 ; Jain**,** 1984 ; Choo, 1998).

En cherchant d'autres précisions, l'apport d'Humbert Lesca (1994) a retenu notre attention. Il définit la veille stratégique comme « le processus informationnel par lequel l'entreprise se met à l'écoute anticipative des signaux faibles de son environnement dans le but créatif de découvrir des opportunités et de réduire son incertitude ». Cette définition met en évidence une des fonctions de la veille stratégique qui est la détection d'opportunités. Si François Joseph Aguilar (1967) compare de façon métaphorique la veille stratégique au radar du navire, puisqu'elle vise à détecter des événements avant qu'il ne soit trop tard pour pouvoir agir, Humbert Lesca (1994) stipule que la veille est au management stratégique comme le radar est à la conduite du navire. Dès lors, elle permet de détecter des signaux annonciateurs du changement et de se préparer à leurs venues. Dans la définition d'Humbert Lesca (1994) apparaît une particularité dans la nature des informations qui se doivent d'être ciblée dans un processus de veille. En effet, selon Humbert Lesca (1994), elle consiste en la détection des signaux faibles. Ainsi, l'information doit-elle être prospective, ce qui permet d'anticiper un événement

dès que possible avant sa réalisation. Igor Ansoff met l'accent sur l'importance de détecter des informations quasi imperceptibles de l'environnement pour éviter les surprises. Le terme « faible » est relatif à leur intensité et indique qu'elles sont en amont des changements anticipés, donnant ainsi une plus grande marge de manœuvre aux décideurs pour agir. Cependant, ces informations sont de nature qualitative, incertaine, informelle, fragmentaire, incomplète et ambiguë. La seule détection des signaux faibles nous semble une vision réductrice de la recherche de l'information sur l'environnement. Si Humbert Lesca (1994) se satisfait des informations faibles, Emmanuel Pateyron (1998 :11) n'exclut pas les autres types d'information, car il définit la veille comme « la recherche de l'information grâce à une vigilance constante et une surveillance permanente de l'environnement pour des visées stratégiques ». Ainsi, la veille est-elle une phase d'observation, de compréhension et de construction de l'information pour l'action qui peut devenir une phase d'imagination sur l'avenir possible et les réorientations stratégiques souhaitables.

Pour conclure, nous pouvons dire que la brève synthèse des définitions de la veille que nous venons d'exposer et les différences avec l'IE, bien que cela ne vise pas à l'exhaustivité et fait ressortir les difficultés et les ambiguïtés terminologiques. Les auteurs emploient diverses définitions du concept de veille ou d'intelligence en fonction de leur appartenance disciplinaire, de leur nationalité ou du niveau d'analyse abordé pour traiter ce concept. L'enjeu est tel que dans notre champ de recherche, le PITA se fonde sur cette capacité cognitive pour passer à l'action et au changement. L'intelligence a donc un rôle de modification et d'influence de l'environnement. Elle est proactive. Dès lors, on peut dire que l'intelligence économique est un mode de management qui diffère du processus de veille parce qu'elle est plus globale et génère - une culture collective de l'information accompagnée d'actions offensives et d'influences, avec le souci de participer plus activement au processus de décision stratégique.

3.1.3. Quelques dimensions de l'IT

La constitution d'une dimension collective (**a**) et transformatrice (**b**) est essentielle au projet d'IT. Ensuite, il s'agit de faire émerger une dimension interactionniste (**c**) fondée

sur la valorisation du territoire par l'intelligence collective, la concertation et la mutualisation de l'information (**d**).

a) La dimension collective

L'intelligence territoriale est un processus collectif et elle ne doit pas être réservée à un nombre limité d'acteurs. Une implication très large d'acteurs diversifiés est essentielle au projet d'IT. Dès lors, un dispositif qui assure son déroulement doit être envisagé dans une optique globale, en tenant compte de l'ensemble des acteurs du territoire. Il doit se baser sur un système d'information coopératif pour diffuser une information de qualité. Il s'agit d'un cadre collectif de production de connaissances et non pas un processus d'accumulation d'informations (Harulot, Baumard, 1997 : 6). Sa construction collective se base sur la non répétitivité, la durée et l'irréversibilité, l'ouverture à l'incertitude, la combinaison des compétences distinctes et complémentaires et l'inscription dans une perspective de progrès et de changement (Asquin, Falooz, Picq, 2005). Donc, l'objet de recherche a un caractère incertain et risqué (interaction population environnement, la désertification, les perspectives économiques).

En conséquence, le projet d'IT, doit être porteur d'espoir pour la collectivité territoriale. Il est tout à fait normal que sa mise en œuvre soit confrontée à des contraintes. D'ailleurs, dans tout projet on rencontre des contraintes et des problèmes différents. Pour Vincent Giard (2004 : 34), il s'agit de trois contraintes : le temps, les ressources et les spécifications techniques. Devant cette situation, « si la raison de l'existence d'un projet est une finalité, un but, la réponse à un besoin, le bon sens recommande, pour éviter l'inattendu, l'imprévu, de fixer ces objectifs et de s'y tenir ». Contrairement à une organisation structurée par service qui est soumise à une question de moyens, la structuration par projet est soumise à une obligation de résultat (Garel, 2003 : 5). Si c'est le cas de l'observatoire dans un processus d'intelligence territoriale, il doit avoir une vision prospective sur son organisation et sur l'organisation de l'ensemble des parties prenantes sur le territoire. Le travail doit se réaliser dans une optique transversale basée sur la convergence d'expertises de différents acteurs. Cette conception, permet une mobilisation des acteurs et une concentration d'énergies au service de la réalisation de l'objectif.

b) La dimension transformatrice

La dimension transformatrice signifie que la vision n'est pas inscrite dans une perspective déterministe où l'avenir est subit. Nous sommes plus proche d'une logique « Simonienne » de rationalité et une vision « Le Moignienne » de complexité (Haddad, Tbib, 2008 : 545). Par exemple, le phénomène de la désertification au sud tunisien n'était jamais abordé comme une sorte de fatalité. Le verbe « lutter » traduit un construit collectif, un processus dynamique, un projet territorial, un ensemble de décisions et une vision prospective de l'ensemble du territoire. Aussi, les possibilités d'intégrer le patrimoine (Ksour) dans le processus du développement témoignent que la perte d'identité n'est pas une donnée qui s'impose au territoire. En effet, la mise en place d'un processus d'intelligence territoire ne peut pas se faire sans la construction ou la mise en place d'un dispositif qui tient compte des transformations. La relation entre les acteurs d'un territoire est un facteur déterminant de la réussite d'un dispositif d'intelligence territoriale. Son rôle est d'assurer une fonction d'interface et de se transformer en SIT capable de réaliser des activités informationnelles et communicationnelles porteuses d'intérêts communs. De ce fait, le « processus d'IT » dans les régions arides utilise les observatoires comme un dispositif dynamique pour interagir avec les différents acteurs dans des relations complexes (Observatoires de Menzel Habib et Haddej Bou Hedma, Observatoire de La Jeffara). Ce dispositif est géré par des chercheurs spécialisés dans une perspective de mise en place de projets de recherche et de développement. Le suivi d'un phénomène (opportunité ou menace) vise la construction d'une image voulue d'un territoire et projetée sur un objectif, généralement à long terme.

Revenons à notre terrain de recherche, Menzel Habib qui est une région anthropique liée à un système d'exploitation pastoral qui a généré d'importantes perturbations écologiques et socio-économiques. Donc, l'image souhaitée est un développement basé sur la durabilité des actions et la conservation de la biodiversité. Mais la construction d'une telle image (cognitive et téléologique) accompagnée d'une proposition d'un cadre de régulation basée sur une stratégie qui tient compte des évolutions, n'est pas toujours simple à réaliser. En plus, cette construction doit tenir compte d'un ensemble de relations complexes et d'interactions entre les acteurs.

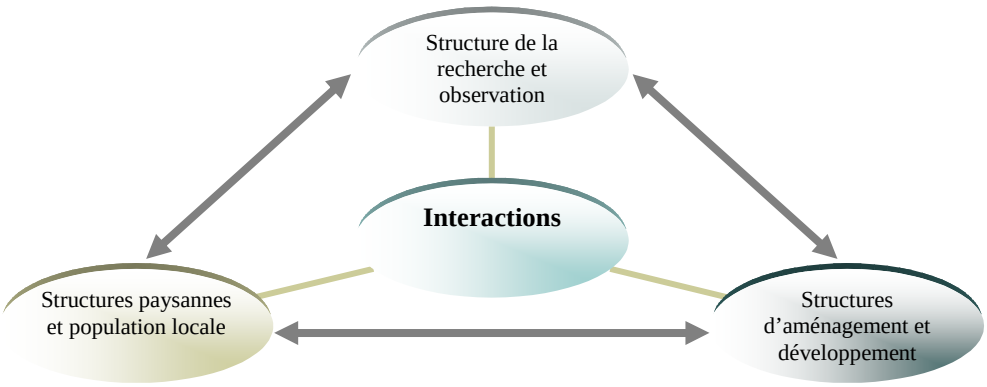
c) La dimension interactionniste

Il y a lieu de s'interroger sur les comportements et les conflits rencontrés par les chercheurs dans le cadre des observatoires. Nous sommes dans une société dite d'« information » et de partage des connaissances. L'accès à l'information, quoique problématique, « représente un enjeu capital pour les individus et les communautés dans le sens où il agit sur les comportements des citoyens et les activités socio-économiques des collectivités. C'est un facteur d'émancipation pour les personnes et un facteur de développement durable pour les sociétés » (Gdoura, 2005 : 37). Malgré ce contexte global, la mobilisation des données et des informations détenues par la communauté territoriale (local) reste une opération délicate dans un processus continu d'observation. Nous avons observés combien ce problème relationnel est ennuyeux pour les chercheurs qui travaillent dans le cadre des observatoires socio-économiques et environnementaux. À l'occasion des séminaires et des ateliers de recherche, nous avons pensé à la mise en place d'un processus collectif et intelligent basé sur l'échange de l'information et la communication. Notre recherche s'attache aux acteurs territoriaux, au sens large du terme. Pourquoi cet attachement ? Si on suit Bruno Ollivier (2000 : 114), c'est tout simplement parce que ces acteurs génèrent du sens, quand ils produisent du discours, mais aussi quand ils le reçoivent. Si chaque acteur doit être à la fois utilisateur et fournisseur de l'information, nos entretiens avec les chercheurs associés aux observatoires montrent de grandes difficultés face aux populations observés. Notre objectif est de dépasser les difficultés et de proposer un cadre d'interaction favorable à la confiance, qui s'appuie sur une enquête du terrain (*cf.* chapitre 6).

En effet, l'intelligence territoriale se base donc sur un ensemble de dispositifs facilitant l'accès au potentiel informationnel d'un territoire. En ce sens, les parties prenantes rentrent dans un processus relationnel complexe. Pour Yves-François Le Coadic (2005 : 57), le principe interactionniste est parmi les caractéristiques des nouveaux paradigmes informationnels qui se conçoivent sur la « fécondité » et la « malignité ». De ce fait, un processus « intelligent » est avant tout un ensemble des relations sociales formelles et informelles adoptées dans le cadre des observatoires. Cette dimension interactive se base sur la communication pour « pénétrer » dans le domaine personnel et collectif et afin de toucher la réalité des observés. Certes, cette cohésion n'est pas simple à réaliser

dans un contexte géré par des comportements imprévisibles et aléatoires. Le schéma suivant est une tentative de positionner chaque acteur.

Figure n° 13 : leviers interactionnistes des acteurs territoriaux



(Haddad, Tbib, 2008 : 548)

Ce schéma traduit les interactions possibles entre les trois principaux acteurs qui rentrent en jeu dans un processus de recherche d'informations. L'observateur assure une sorte d'interface en maintenant une relation avec les demandeurs de l'information et les observés. Si la position de l'observateur « doublement situé » ne pose pas trop d'ambiguïté, celle de l'observé, « triplement situés », est très compliquée. La problématique, inscrite dans un processus d'IT, est de savoir comment instaurer une relation de mutualisation d'un processus d'information continue fondée sur une stratégie collective de communication et de coopération. Dans cette conception l'observateur devient un « pivot » principal du territoire. Ainsi, dans notre champ d'observation proposons-nous une consolidation du processus de communication tel qu'il est définit par Alex Mucchielli[88]. Notre constat est que le référentiel personnel de l'observé est forgé, d'une part, par sa formation, ses croyances, sa culture, et, d'autre part, par les comportements des observateurs et des décideurs présents directement ou indirectement sur son territoire. Pour améliorer la relation, il faut plus d'échange et d'intercompréhension par les jeux de langages, de conversations et de discussions. L'observateur doit, d'abord, assurer l'observé de sa « bonne foi », ensuite, répondre à ses interrogations sans le tromper, et, enfin, le préparer à une ultérieure observation.

[88] Alex Mucchielli (2000 : 153) décrit sept contextes dans l'étude des communications-processus : le contexte expressif des identités des acteurs ; le contexte culturel de référence aux normes ; le contexte des positions respectives des acteurs ; le contexte relationnel social immédiat ; le contexte temporel ; le contexte spatial ; le contexte physique et sensoriel.

Il semble difficile de répondre à ces questions sans un cadre conceptuel précis. Adhérer à un processus d'intelligence territoriale, suppose un comportement approprié de l'observateur. Au premier abord, il ne faut pas que l'observateur se transforme en « moteur de recherche ». Autrement dit, il doit s'inscrire dans un processus cognitif intelligent pour comprendre la psychologie des observés et les attentes des demandeurs d'informations (décideurs). Il s'agit à la fois d'un processus intellectuel et technique qui nécessite beaucoup d'efforts et d'apprentissage pour rendre l'observé coopératif et « fournisseur » d'une information utile. Sur le plan épistémologique, certains chercheurs se positionnent dans un processus d'interaction en lien avec une « recherche-action ». Ainsi, l'observateur peut être influencé et modifié par les phénomènes observés comme il peut être une source de changement. De ce fait, Jeanne Favret-Saada (1977 : 38) rappelle qu'il n'y a « pas de place sur le terrain pour un observateur non engagé ».

En effet, les entretiens avec les chercheurs de l'IRA ont permis de soulever ce problème d'engagement et de coopération entre observateurs et observés. Ainsi, un observé qui ouvre ses « portes » et donne une information attend une contre partie. Si elle n'a pas lieu, il change ses comportements en donnant par exemple une information fausse. Il peut aussi refuser de donner l'information demandée, empêcher et influencer les autres à suivre une attitude non coopérative. Il s'agit d'un rapport donnant-donnant qui fonde la motivation du partage et de l'échange de l'information. Dans cette perspective, cette « rationalité calculatoire » (Crozier, Freidberg, 1977) peut avoir des conséquences lourdes en matière de pertinence informationnelle. Nous faisons l'hypothèse que l'adhésion à un processus d'intelligence territoriale est une solution à ce problème. Il tient compte de la dépendance mutuelle et la réciprocité des rapports entre les parties prenantes. Dès lors, les dispositifs au service d'un processus d'IT doivent se regarder comme un projet en constituant à la fois un ensemble de résultats et un cadre d'action. Enfin, le moindre effort des demandeurs d'informations (décideurs politiques, chefs d'entreprises, responsables locaux), en cas d'un manque de moyens financiers et techniques pour entreprendre des investissements réels, est donner une suite à leurs collaborations. Ils peuvent aussi, dans une vision stratégique, informer les observés sur les menaces et les opportunités territoriales pour éviter d'apparaître en retrait, face à un problème. Comme la désertification, face à laquelle la population se trouve dans une situation de manque d'information et de moyens. La stratégie n'est pas encore claire sur

certains territoires. Si les acteurs ne valorisent pas les études et les travaux réalisés, le risque est d'arriver à un point de non retour en matière du blocage territorial.

d) la dimension de valorisation

L'objectif prioritaire de l'intelligence territoriale est de valoriser les territoires et leurs dynamismes en assurant une nouvelle jonction des espaces de vie (Bertacchini, 2007 : 6). C'est aussi un lieu pour développer les capacités intellectuelles et coopératives pour créer et innover dans tous les champs. D'ores et déjà, « la valorisation territoriale et la capacité des acteurs locaux à construire une vision commune de leur futur sont des démarches collectives qui devraient s'inscrire dans une approche citoyenne globale. Toutefois, les observateurs professionnels estiment que les démarches territoriales actuelles sont statiques et restent limitées, car elles se basent sur la délimitation territoriale de ses compétences. L'intelligence territoriale (IT) est donc un nouveau concept qui prend en considération le dynamisme et l'évolution du territoire. Elle fait appel, par ailleurs, à une intelligence collective basée sur le traitement de l'information et les technologies de communication[89] ». On suit Jean-Marc Blancherie[90] qui écrit : « Nous voyons dans l'IT la possibilité de créer de la richesse, pour l'homme et l'humanité, par une implication très large d'acteurs diversifiés, au-delà des seules logiques d'entreprise, mais avec elles, et sans entrer nécessairement dans les logiques d'extension de la sphère marchande […] ». Ce concept se distingue des notions marchandes que nous connaissons. Il est plutôt marqué par une dimension intentionnelle et constructive de ces acteurs. Ces derniers peuvent être très divers mais dynamiques ; ils font du territoire un lieu d'« intelligence collective active », de création, de mutualisation, de participation, d'action, etc. Ils participent à la constitution et au développement des Systèmes d'Intelligence Territoriale. Ces derniers sont construits dans l'espace et le temps pour apporter des réponses collectives aux problématiques territoriales, tout en prenant en considération une variété des conjonctions à différentes échelles.

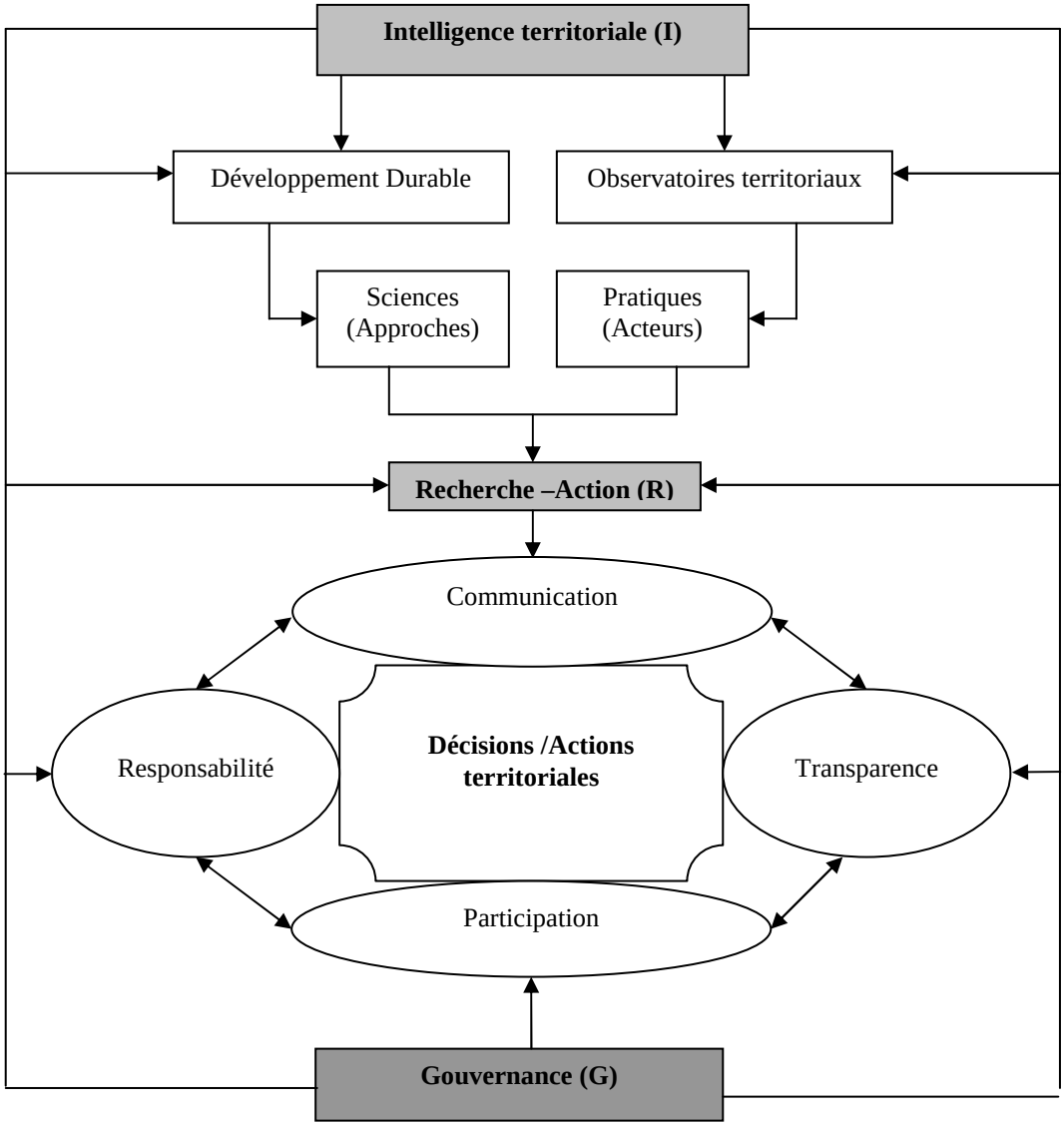
---

[89] http://www.imist.ma/lettre/spip.php?article11 (consulté le 20janvier 2008).
[90] www.i-km.com/ (dernière consultation, le 15 février 2008).

3.2. Penser de nouvelles relations territoriales

L'Intelligence territoriale surgit de la conjonction de changements majeurs et interdépendants dans les économies et les sociétés[91]. C'est la voie d'un développement cohérent et durable, créatrice de la richesse, par une implication très large d'acteurs et partage du savoir. Avant d'examiner les différentes conjonctions, nous proposons une figure permettant la compréhension des relations entre ces différents concepts sur un territoire aride.

Figure n° 14 : Les principales synergies (IRG) pour un développement territorial rural



M. Haddad

91 http://www.i-km.com/intelligence_territoriale.htm (dernière consultation, le 15 février 2008).

C'est une démarche constructiviste fondée sur des dispositifs et se propose de relier la science et la société au service d'une action territoriale stratégique. La réalisation de ces objectifs ne peut se faire sans une certaine homogénéité de la gouvernance[92]. La bonne gouvernance nécessite un type de connaissances sur le territoire qui produit des visions globales à propos des principaux problèmes qui affectent le développement territorial durable. La communication organisationnelle et la recherche-action sont aux côtés des acteurs pour éclairer leurs conduites et pratiques (Bouzon, Meyer, 2008 : 5-7). Les observatoires sont aussi au service de cette gestion participative et pluridisciplinaire qui contribue à l'amélioration de la gouvernance territoriale.

3.2.1. La relation entre observatoires et IT

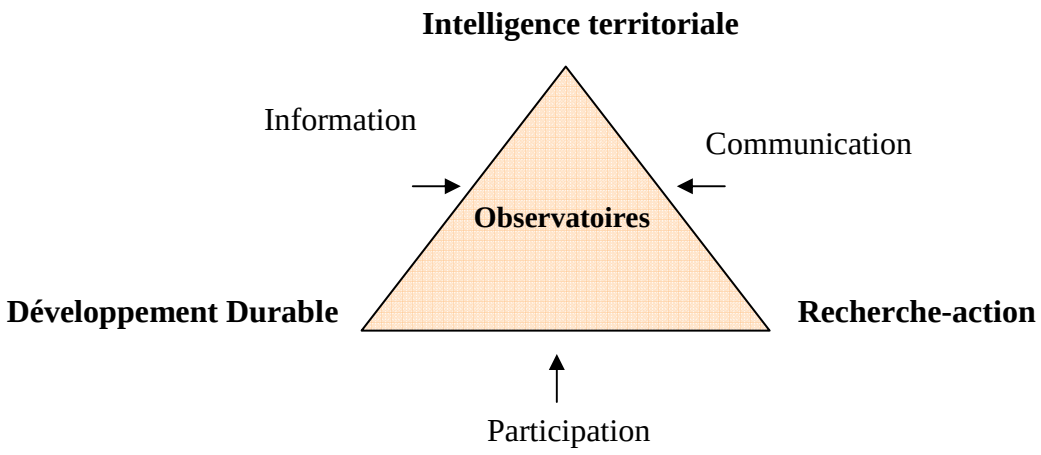
Quand on parle d'intelligence territoriale, on fait référence aux savoirs relatifs à la compréhension des structures et des dynamiques territoriales, ainsi qu'aux outils utilisés par les acteurs publics et privés pour produire, utiliser et partager ce savoir en faveur du développement territorial durable[93]. Sans doute, les OSE peuvent être affiliés à cette optique. Dans notre contexte de recherche, le développement durable (*cf.* Chapitre 4) est un objectif déclaré dans le cadre des observatoires intégrés de l'IRA. Nous estimons que la standardisation des méthodes de recherche, le kit minimum d'indicateurs pour assurer la comparaison entre les observatoires, la diversité des situations, etc. ne représentent pas un obstacle pour l'introduction d'une nouvelle approche ou démarche de recherche comme la recherche-action. Au contraire, ces démarches constituent un appui méthodologique et théorique pour un travail d'équilibristes expérimentés (Vacher, 2008 : 19). L'étude des écrits et l'analyse du corpus (de l'IRA) montrent aussi une forte implication de cette approche dans une recherche de conjonction d'observatoires et de développement durable. Le constat est que la communication constitue le maillon faible.

---

92 http://www.zeknowledge.com/intelligence_territoriale.htm (consulté le 24 avril 2008).

93 Intelligence territoriale et gouvernance (Recherche-action participative appliquée au développement territorial), 2ème conférence internationale d'intelligence territoriale, Huelva (Espagne) 24-27 octobre 2007.

Figure n° 15 : Positionnement des OSE



L'intelligence territoriale produit des théories et des outils qui facilitent la compréhension du territoire et la manière de générer et d'appréhender les savoirs. Nous pensons que cette association ne peut se réaliser sans la production de théories et d'outils pour la compréhension, la circulation de l'information et la communication entre les différents acteurs territoriaux. Aussi, la recherche d'une compréhension du territoire doit-elle s'appuyer sur un processus de diagnostic ouvert pour bâtir un projet territorial collectif et relier analyse locale et processus de décisions des observatoires. Par la mutualisation de l'information et la concertation, les acteurs viseront un usage efficace des ressources naturelles, une valorisation des potentialités des zones arides, toujours, dans une perspective de développement rural durable. D'ailleurs, l'agenda 21 de Rio de Janeiro et les deux derniers sommets mondiaux de la société d'information (Genève et Tunis) ont mis l'accent sur la relation étroite entre information, communication et développement durable (Brodhag, 2001 : 3). Dans le champ de notre recherche, l'observatoire est un territoire, un système organisé de collecte et traitement de données. C'est aussi une réponse à une demande de produits d'aide à la décision à différents niveaux d'intégration spatiale (DS n°3/OSS/ROSELT, 2004). Cette orientation est liée au contexte même de leur émergence. Par ailleurs, l'originalité des observatoires socio-économiques et environnementaux aux pays du Maghreb (Maroc et Tunisie) est, généralement, d'être un outil utilisable au service d'un ensemble d'acteurs qui s'attachent au respect de principes éthiques du développement durable[94] dont la valorisation de l'information passe par sa diffusion. Les SIC en général et l'intelligence

[94] Atelier sur les observatoires pour l'environnement et le développement dans les pays méditerranéens organisé à Tunis (18-20 novembre 1999) par le Plan Bleu et le PNUE.

territoriale en particulier s'impliquent avec diverses autres disciplines scientifiques, de sorte que l'observatoire devient un lieu de production des savoirs et de rencontre des sciences humaines, sociales et naturelles (économie, politique, sociologie, sciences de l'information et de la communication, géographie, informatique, sciences de l'éducation, éducation, anthropologie, écologie). L'intelligence territoriale analyse donc l'ensemble des problèmes qui concernent le développement territorial durable. Cette approche assure aussi les allers-retours entre la recherche et l'action (vision systémique de territoire). On rejoint ici les travaux d'Arlette Bouzon et de Vincent Meyer (2006, 2008) pour traiter la position des chercheurs, mais dans une vision qui favorise le développement de l'intelligence territoriale, et qui génère à son tour un développement durable.

3.2.2. La gouvernance territoriale rurale comme nouveau mode de concertation

Dans cette section, l'objectif est de comprendre les mécanismes impliqués dans le registre de la gouvernance et qui sont en relation avec l'intelligence territoriale et les observatoires. Autrement dit, nous étudions l'implication de la Gouvernance territoriale (GT) dans le développement territorial (aride ou rural) et son rôle régulateur des interactions entre les acteurs. D'un point de vue personnel, cette dialectique s'inscrit dans les objectifs de l'équipe LOTH, car nous visons, d'une manière ou d'une autre, une authentification des modes de régulations et des interactions entre les acteurs pour favoriser la mobilisation autour des principaux enjeux du développement des sociétés rurales. *A priori*, notre attachement à ce registre se fonde sur une recherche de complémentarité avec le développement durable, un renforcement des capacités des populations rurales à prendre leur avenir en main, ainsi qu'une recherche d'appropriation du savoir par la participation, la transparence et la mutualisation de l'information et de la communication. En nous attardant sur la GT, nous chercherons, comme nous l'avons mentionné, à identifier le rôle des observatoires en tant qu'une structure d'aide à la décision, de transmission et de validation de l'information, etc. Dans l'acception que nous lui donnons dans cette recherche, elle est affirmation et exercice d'une répartition des pouvoirs fondée sur une démocratie participative délibérative ou radicale (Habermas, 1987), dans les territoires locaux arides[95]. Une des

[95] Démocratie participative : À la seule subordination des gouvernés sous les règles de la démocratie représentative s'ajouteraient leur implication dans les argumentations et décisions politiques ainsi que

caractéristiques de la gouvernance territoriale est donc de faire appel à une pluralité d'acteurs (Leloup et *al*, 2004). Nous nous pencherons sur les processus de gouvernance qui pourront concerner la coopération, la participation, la mutualisation de l'information et la concertation. Il s'agit, tout simplement, des postures liées à l'intelligence territoriale et au développement des régions arides. Ainsi, cette réflexion sur la GT est d'autant plus pertinente qu'elle permet de mieux canaliser les efforts de recherche sur l'intelligence territoriale et les observatoires, dans une perspective d'information et de communication pour s'approprier les ressources rares et relever les défis.

a) Le caractère polysémique de la gouvernance

Qu'est ce que la gouvernance ? Ce terme n'existe pas explicitement dans la langue française mais il était utilisé en ancien français comme un synonyme de gouvernement. Ensuite, il est utilisé dans la langue anglaise au XIVe siècle. En effet, l'étude des écrits montre que la gouvernance est une notion controversée, défini et entendu de manière très diverse et parfois contradictoire. Nous constatons l'existence d'une dynamique commune dans l'emploi de ce terme au sein du secteur public et privé (gestion, économique, politique, Management public, régulation sociale, ajustement, développement, etc.). Bien que les études de la gouvernance aient concerné surtout les entreprises privées (depuis 1992), certaines études ont touché aux organisations non gouvernementales à but non lucratif et quelques études se sont intéressées aux secteurs publics notamment ceux concernés par la privatisation.

Reposant sur des principes universels de transparence, d'intégrité et de responsabilité et destinée à aligner les intérêts de l'agent sur ceux des partenaires qu'il est censé servir, la gouvernance trouve dans la théorie de l'information et de la communication un terrain fertile et une application pertinente. Elle renvoie aussi à la mise en place de nouveaux modes de régulation fondés sur un nombre de principe (*cf.* figure n° 14). Au début de son essor (les années 80), elle correspond à la révolution libérale et à la remise en cause du rôle de l'état notamment dans les pays anglo-saxons[96]. Dix ans après, elle accompagne une réflexion et reformulation politique plus profonde sur le rôle de l'État

---

leur participation au champ politique local. Ces principes « s'associent naturellement aux notions de gouvernance territoriale : il s'agit d'emprunter de nouvelles voies de consultation, de participation et de légitimité afin de faire émerger non seulement des avis mais des processus et des décisions » (Leloup *et al*, 2004 : 14).

96 Émergence d'une conception fonctionnelle de la gouvernance liée à la vision minimaliste de l'État, la décentralisation et logique dite du management public.

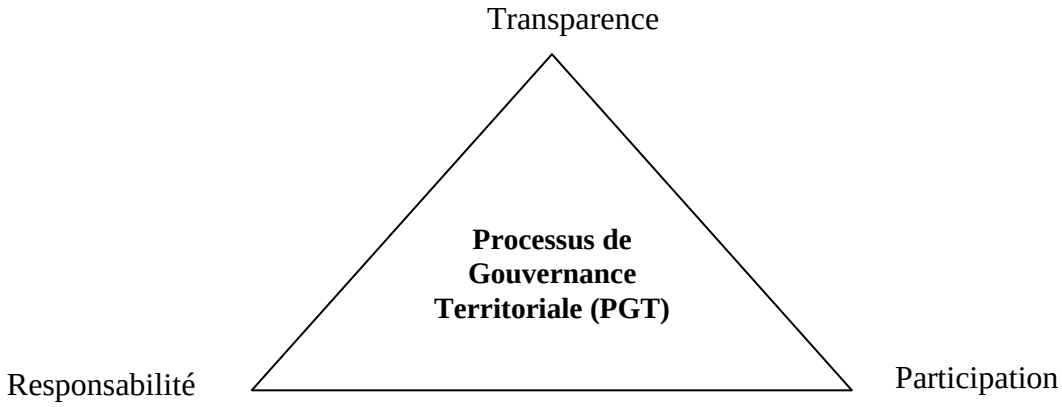
régulateur suite à de nouveaux contextes et besoins socio-économiques et touche plusieurs aspects (la gestion efficace des ressources, le respect des citoyens, la transparence, contrôle démocratique, etc. (Rapport de la Banque Mondiale, 1999). Si nous n'entrons pas dans les détails de certaines références et champs disciplinaires, il est utile de nous intéresser à certains aspects présents dans les SIC et qui seront bénéfiques dans la conception d'une vision territoriale associée à la délégation de Menzel Habib. On peut se demander si elle peut constituer une approche facilitatrice de l'émergence des nouvelles interactions, procédures, modes de régulation et action publiques dans une perspective de développement durable et d'intelligence territoriale.

b) La gouvernance comme processus intelligent

Le fait que cette notion de gouvernance s'ouvre sur le processus d'intelligence territoriale est une raison pour examiner ses emplois. En ce sens, elle a aussi une grande tendance à rejoindre des problématiques comme le développement durable et les interactions entre les différentes sphères et les différents acteurs. C'est toujours dans un contexte aride où « les populations rurales et les collectivités territoriales poursuivront leurs efforts de construction des cadres de coopération et d'action pour intervenir plus efficacement sur le développement de leurs territoires » (Bessaoud, 2006 : 1), selon des normes et règles formelles et informelles. En effet, la gouvernance peut être vue ici comme « la manière dont les sociétés développent des règles, des processus et des comportements nécessaires à leur survie et à leur accomplissement »[97]. Ainsi, en nous basant sur l'expérience du LESOR-IRA (Médenine), l'organisation d'un processus de participation et de négociation pour le développement territorial des sociétés rurales s'attache, pour nous, aux recommandations de la « bonne gouvernance » que nous présentons dans la réunion triptyque suivante.

[97]http://www.concordeurope.org (consulté le 04 mai 2008).

Figure n°16 : Fondement triptyque de la gouvernance territoriale



Il est difficile d'imaginer une régulation des interactions entre les acteurs sans un processus d'information et de communication qui veille à la réalisation et au respect de la transparence (fiabilité de l'information) et la participation (adhérer à un processus et donner le meilleur de soi-même dans l'intérêt de l'ensemble et la responsabilité (impliquer les gens dans la décision et intégrer l'ensemble dans l'action). Les observatoires sont censés être au cœur de ce processus par leurs missions « dangereuses », étant donné que les décisions seront stratégiques et engageront l'avenir. Pour Cyril Masselot (2005 : 1), les observatoires d'intelligence territoriale sont des dispositifs au service de la médiation sociale et celle de l'intervention sociale où l'information et la communication jouent un rôle fondamental.

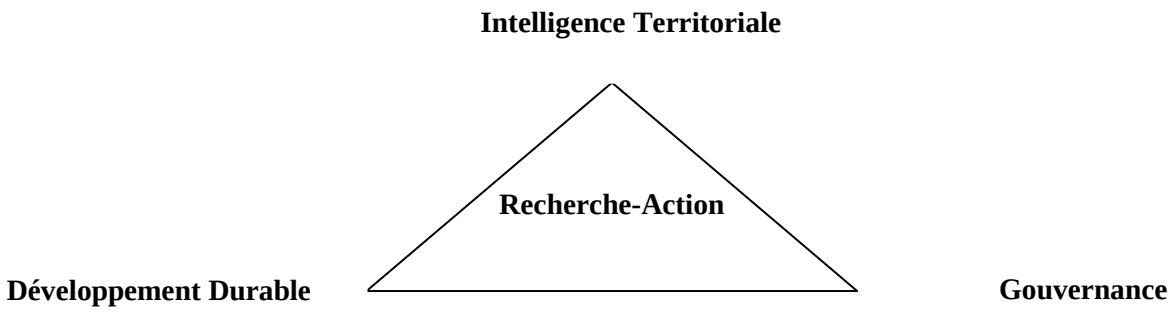
En effet, la référence à la notion de gouvernance devient incontournable « lorsqu'il s'agit d'évoquer les mécanismes de décision ou les modes de régulation dans des environnements complexes » (Goxe, 2005 : 1). Si on suit ce raisonnement, nous pouvons transposer la notion de gouvernance aux collectivités territoriales des régions arides en tant qu'une capacité cognitive, scientifique, sociale et politique où chercheurs et acteurs développent une intelligence territoriale incontournable pour participer et/ou prendre de bonnes décisions. De cette façon, les territoires fuient la situation fragile en partageant l'information, la connaissance et la capacité pour l'analyse de conflits, particulièrement dans les champs de l'environnement (Theys, 2003). En se basant sur les principes de l'IT Les observatoires constitueront les lieux d'expérimentation,.

Ainsi, à différents échelons et niveaux territoriaux, devient-il possible d'identifier les mécanismes qui permettent d'évaluer la tendance et les solutions susceptibles de générer un climat favorable aux changements organisationnels des sociétés. Penser la communication organisationnelle et la recherche-action dans un milieu aride qui héberge un prestigieux institut et des chercheurs qualifiés est pour nous une piste importante à suivre.

3.2.3. La recherche- action : Quels apports ?

Aridité, sécheresse et pénurie donnent lieu à des stratégies et pratiques de gestion, de lutte contre le risque, de restriction d'usages, de coordination (de conception et de diffusion des méthodes, d'intensification du dialogue entre la science et la société, entre la recherche et l'action. En l'état actuel de coopération entre le CREM et le LESOR, l'un des enjeux est de prendre conscience et d'approfondir les rapports suivants.

Figure n°17 : Positionnement de la recherche -action



Il nous semble intéressant que les positions intermédiaires entre deux concepts soient réfléchies et posées par les SIC. Elles apportent aussi un éclairage à notre problématique initiale. C'est ici que l'observatoire prend tout son sens, dans la mesure où il permet de travailler et d'initier une communication organisationnelle et interpersonnelle là où un « torrent » d'informations (au sein de l'IRA) nécessite un traitement, un échange et une mutualisation continue pour dépister les causes des difficultés. Cette vision nécessite un approfondissement qui permet de s'attaquer aux difficultés et d'apporter des éclairages aux régions arides (*cf.* Deuxième Partie). Nous abordons la relation entre Recherche-action et l'IT **(a),** la gouvernance **(b)** et le développement durable **(c).**

a) La Recherche-action et l'IT

La RA action est un nouveau gage pour la bonne marche des projets territoriaux et du développement durable. Elle a un rôle important à jouer dans la logique de recherche de l'IRA et plus précisément dans le cadre du programme LOTH. Tout d'abord, revenons sur la notion même de La RA : Comme le rappelle Vincent Meyer (2004 : 30), « l'expression recherche-action (RA) est assez connue ; ses différents principes et déclinaisons font autant l'objet d'emprunts divers que d'utilisations très variées, faute de critères précis. Elle est souvent conçue comme un outil de travail permettant de faire participer à l'analyse savante et/ou à l'évaluation de leurs résultats les agents d'une organisation donnée. Comme le rappelle Rémi Hess (1983 : 12), la paternité du concept est attribuée à Kurt Lewin. Dans la recherche-action lewinienne ''à certains moments, le chercheur se transforme en formateur et en agent de changement. Il intervient directement auprès des populations pour modifier leur comportement […]. La démarche de Lewin peut se caractériser comme la recherche des moyens les plus efficaces de conduire un changement social désiré'' ». Pour Vincent Meyer (2004), si les fondements épistémologiques de la RA s'ancrent dans la tradition ethnographique, elle permet « la confrontation de divers savoirs sur un même objet ou terrain organisationnel afin de promouvoir une démarche de rassemblement des connaissances opérationnalisables».

La question qui vient à l'esprit est peut-on associer cette démarche (RA) à une approche d'intelligence territoriale ? Nous répondons ultérieurement à cette question en nous rapprochant de la réalité d'un contexte aride au sud tunisien (OMH) (*cf*. Deuxième partie). Par ailleurs, la précision de Vincent Meyer (2004 : 31) trouve toute sa légitimation si elle permet, dans le cadre d'un observatoire intégré comme OMH, « de contribuer à l'élaboration d'un modèle de décision dans lequel les questions de positionnement des chercheurs se posent de manière assez spécifique ». Cette démarche peut aller jusqu'à une posture « clinique » pour répondre à des exigences ou injonctions d'évolution dans leur travail. Nous retrouvons la même distinction dans les travaux de Béatrice Vacher (2008) sur la RA en communication organisationnelle en se basant sur les écrits de plusieurs auteurs comme Yves Winkin (2001) et Bernard Miège (2005) et tout en mettant l'accent sur les différences entre observation participante (dans

l'approche ethnographique) et participation observante (approche clinique)[98]. En ce sens, l'observatoire est un espace pour pratiquer ce type de recherche qui ne peut pas se faire sans une interaction mutuelle avec le terrain. L'observateur est impliqué dans un territoire politique, instrumental, identitaire, etc. mais comme le rappelle Elizabeth Gardère (2008 : 38), « cette approche ouvre des perspectives à l'acteur-chercheur pour entreprendre une démarche d'appropriation et de validation des pratiques, savoirs et processus. Les situations délimitent un cadre de recherche tissé d'interactions dans un environnement complexe. Ce dernier est régulé par un accord implicite ou explicite entre les acteurs, pour donner du sens aux situations [...] ». Nous tirons beaucoup d'avantages de cette démarche pour produire notre PITA (*cf.* Chapitre 7). Il faut que chaque acteur trouve un cadre favorable pour participer au développement, quelle que soit sa nature. En ce sens on parle d'une sorte d'agencement difficile de chaque acteur où l'action ne peut se faire sans accepter le risque mais tout en choisissant une démarche de conciliation et de compromis. Les difficultés, les contraintes et les blocages seront des stimulis pour l'imagination (Vacher, 2008 : 25) et l'intelligence (Haddad, Tbib, 2008) chez les différents acteurs territoriaux. Dès lors, nous rejoignons, l'approche d'intelligence territoriale pensée dans un observatoire, où l'acteur prend toute sa valeur et devient un véritable acteur du territoire. Le cadre favorable de cette position dépend du compromis établi explicitement ou implicitement entre les acteurs. Si on ne peut demander aux ménages, aux fellahs, aux simples citoyens une représentation scientifique des choses, nous pensons que le chercheur, à la fois observateur et acteur, est capable d'objectiver les données et les informations « qu'il tire du terrain et de la méthode qu'il utilise » (De Ceglie, 2008 : 89).

En effet, si cette conjonction entre RA et intelligence territoriale s'inscrit pleinement dans une perspective informationnelle et communicationnelle, nous visons aussi une plus grande familiarisation en cherchant les points communs, les chevauchements et les enrichissements mutuels entre ces approches et méthodes. Que ce soit dans l'une ou dans l'autre, nous sommes dans une perspective ouverte et constructive de recherche qui mobilise la cognition, l'intelligence, l'intersubjectivité, la coopération collective, etc. La position de valeur consiste à développer des systèmes sociaux et libérer le potentiel

[98] La recherche-action procède généralement de deux approches (Vacher, 2008 : 21) ; « l'approche ethnographique ou observation participante, où le chercheur est toléré dans l'organisation notamment grâce à sa participation au travail ; l'approche clinique ou participation observante, lorsque le chercheur est appelé par l'organisation pour apporter son éclairage sur une situation souvent douloureuse ».

humain en vue de multiplier les avis et obtenir les résultats souhaités (Van Cuyck, 2008 : 119). Donc, les confrontations et les allers et retours entre les terrains et les théories sont indispensables dans notre contexte de recherche des idées neuves pour un développement durable. Ces approches ont aussi des ressources qui ne sont pas toujours mobilisées et qu'on cherche à valoriser et prendre conscience de leurs apports dans des situations d'urgence, de blocage, de vulnérabilités, d'aridité, etc. La communication joue un rôle principal entre les différents acteurs. Elle « sort des banalités du quotidien pour accéder à une altérité du projet partagé » (Bertacchini, 2007 : 25) et assure une évolution consciente de la collectivité territoriale en modifiant les rapports. Une des voies possibles est de convoquer « l'expertise savante du chercheur pour saisir et traduire, avec ses mots, le cadre et, en bonne logique, pour évaluer et donc labelliser l'action entreprise » (Meyer, 2004 : 32). En ce sens, la convocation est génératrice de la communication et « d'une interaction structurée et structurante[99] » (Bouzon, 2002 : 22, cité par Vacher, 2008 : 20).

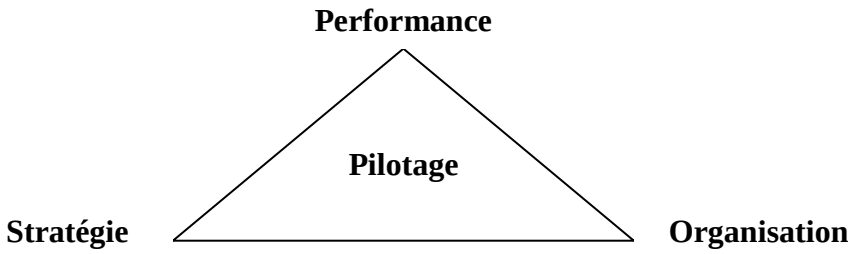
En guise de conclusion, pleinement impliqué dans le programme LOTH et la coopération CREM-LESOR, nous souhaitons que ces relations triptyques appropriées à notre étude territoriale de l'OMH constitue un véritable champ et enjeu d'application pour une communauté scientifique, décideurs et population. Notre objectif est de parvenir à l'élaboration d'un PITA où il sera difficile d'être dans l'une sans être dans les deux autres (schéma ci-dessus). Nous allons approfondir ces rapports dans les chapitres suivants en observant les activités quotidiennes des acteurs concernés de l'observatoire. Naturellement un tel observatoire ne peut fonctionner qui si les acteurs se mettent d'accord sur ses frontières, précisent ses objets, ses moyens et ses objectifs, définissent les rôles et rendre opérationnels ses applications.

Au premier regard, communiquer et informer les acteurs ruraux peut apparaitre comme une activité simple. Mais c'est loin d'être le cas quand il s'agit d'une politique ou d'une action de pilotage qui suppose la coordination entre l'organisation, la stratégie et la performance territoriale.

---

99 « La communication organisationnelle n'est jamais seulement fonctionnelle [...], mais elle est aussi relationnelle et ancrée dans des savoirs et pratiques préexistants » (Vacher, 2008 : 21). C'est-à-dire que les interactions sociales ne sont pas séparées du milieu professionnel. Tous les acteurs sont en interaction (interprétation, échange, rétroaction en fonction des circonstances).

Figure n° 18 : L'action de pilotage



La stratégie est le chemin à suivre pour assurer une performance moyennant le système d'organisation. La performance suppose la connaissance quasi parfaite de la situation (de désertification par exemple) et une évaluation assez objective des forces et des contraintes de l'environnement. Les acteurs devraient avoir une faculté de conception, d'exécution et d'arrangement. Le jeu d'équilibre est délicat car nous avons appris dans notre discipline que l'information peut se transformer facilement en désinformation et propagande et que la communication peut laisser sa place à d'autres idéologies dogmatiques et rigides au moment ou le territoire de la confiance devient restreint. Mais à chaque fois qu'une vision « sombre » se manifeste, un défi apparaît (notre recherche n'a pas pris une trajectoire linéaire). Dans ses situations et circonstances, nous nous référons au premier axiome pragmatique de Paul Watzlawick : « On ne peut pas ne pas communiquer ».

b) Recherche-action et gouvernance

Dans notre contexte aride, le principal défi pour l'intelligence territoriale est la conception et la diffusion, dans le cadre des observatoires, des méthodes de recherche et d'outils qui facilitent les approches multidimensionnelles, capables d'impliquer des acteurs de nature très différente. Ces dispositifs doivent participer à la production et à la gestion des savoirs de manière participative, par l'intensification du dialogue entre la science et la société, entre la recherche et l'action et par la facilitation de l'appropriation de ces connaissances par les acteurs territoriaux et par la population ; ce qui contribue à améliorer la gouvernance territoriale

La situation fragile dans les zones arides est une source de conflits socio-économiques et culturels (Omrani, 1982). Dans notre champ de recherche, si les travaux de recherche réalisés sur la région de Menzel Habib ont touché plusieurs aspects conflictuels, d'autres études ont montré que les phénomènes émergents (décentralisation, privatisation, etc.) n'ont pas donné l'importance nécessaire à l'organisation sociale, culturelle et surtout traditionnelle des territoires ruraux (Baduel, 1984 ; Omrani, 1982 ; Romdhane, 1995 ; Abaab, 1994 ; Abaab, Chassani, 1993). Ceci a conduit à un manque de coordination entre les différents niveaux des collectivités territoriales malgré les efforts déployés par certains chercheurs de l'IRA pour mobiliser des instruments différenciés de gestion de l'environnement rural. À ce propos, Houcine Khatteli (1993) a réalisé un inventaire pour évaluer certaines techniques et actions de développement et de lutte contre la désertification (ensablement). Par ailleurs, le manque de clarté et de coordination en gestion de l'environnement rural, la faiblesse des ressources financières et humaines de la majorité des administrations locales ont ajouté d'autres contraintes. Par conséquent, les formes et les techniques traditionnelles de gestion de territoire n'ont pas réussi à freiner les menaces. L'instauration du dialogue (communication efficace) est donc nécessaire entre les acteurs et les institutions basées sur la participation, la négociation et, surtout, la bonne gouvernance pour l'application d'une stratégie de développement rural durable. Les pouvoirs publics tunisiens sont conscients de ces enjeux et essayent de s'impliquer de plus en plus intensément, et de manière de plus en plus large, les acteurs privés dans la conception et la gestion des projets territoriaux ; ils donnent ainsi un rôle plus actif à la société civile dans ces processus. Pour nécessaire et prometteuse qu'elle soit, cette orientation, liée au contexte mondial (mondialisation, décentralisation, déréglementation, désengagement, etc.), pose un problème de gouvernance. Les observatoires environnementaux sont ainsi présents en tant qu'unités d'aide à la décision sur le territoire pour la bonne gouvernance. Nous pensons que leur adhésion à un processus de recherche-action et de participation facilite l'établissement des règles, des processus et des pratiques qui déterminent et accompagnent les prises de décisions sur un territoire aride. Ces dernières doivent se fonder sur les principes de la gouvernance, repris par l'intelligence territoriale ; la transparence, la participation, la responsabilité, la cohérence et la coordination. Il est évident que les particularités historiques et les identités culturelles sont intégrées dans la RA et la communication organisationnelle et interpersonnelle. Par rapport aux recommandations de la « bonne gouvernance » que nous avons déjà présentée sous forme d'une triade, nous avons

ajouté la communication dans son sens large. Pour Alex Mucchielli (1993 : 146), c'est comme l'huile et la graisse, elle « permet le fonctionnement efficace. Ce n'est pas une perte de temps, c'est une nécessité ». Bruno Ollivier (2000 : 169) écrit : « communiquer, c'est donc pour l'homme politique, le journaliste, le vulgarisateur, l'enseignant, exercer les prérogatives liées à son statut, qui donnent à son discours une certaine validité. Mais c'est aussi redonner force à son identité, c'est-à-dire délimiter son territoire en respectant un certain nombre de rituels, et en réaffirmant la force de son discours. Étudier la communication, de ce point de vue, ne peut se faire sans prise en compte de ces territoires, de ces identités, de ces rituels, et, de la manière dont ils sont, à chaque nouvelle prise de parole, réinstitués, reformés, et comme le devraient les primaticiens, performés » (Id : 169). Si cette dernière est prise dans son sens large, nous précisons, à ce niveau, notre préférence et adhérence, particulièrement, à une communication organisationnelle. Cette dernière est située entre recherche et action (Meyer 2004, 2006 ; Bouzon, Meyer, 2006, 2008) où l'échange de l'information et la communication est intuitivement présente à chaque étape. Donc, la RA est un véritable révélateur d'échange et libérateur du potentiel humain (Van Cuyck, 2008 : 119).

c) La recherche-action et le développement durable

La RA est un moyen de comprendre les situations organisationnelles (Vacher, 2008 : 20) en mobilisant un pluralisme théorique et empirique assemblé ou mis en tension dans la dynamique des projets territoriaux (Bernard, 2008 : 145). La bonne gouvernance nécessite cette structuration des acteurs entre communication et action pour produire des visions globales sur les principaux problèmes qui affectent le développement territorial durable. À l'IRA, on a pu observer cette tendance qui appelle « des nouvelles théorisations» (Note programme LOTH, 2006). Cependant, la connaissance scientifique sur le territoire est complexe dans la mesure où il est difficile d'identifier et quantifier les liens causaux entre de nombreux facteurs potentiels. De plus, c'est une connaissance incertaine, en raison des changements permanents malgré l'abondance de l'information. Par conséquent, la connaissance scientifique du territoire reste généralement ambiguë (surtout pour la population), ce qui entraîne la coexistence de différentes interprétations légitimes fondées sur des observations ou des évaluations de données identiques (Garenne, 1998 : 167). Dans ce dernier cas surtout, les valeurs acquièrent une importance particulière lors de l'interprétation des résultats. Pour produire une

connaissance qui favorise la gouvernance, la participation des acteurs territoriaux et même de la population bénéficiaire des actions est nécessaire. Cela permet de prendre en considération différents savoirs et de présenter explicitement les systèmes de valeurs à partir desquels les résultats scientifiques peuvent être interprétés. Comme nous l'avons déjà précisé, sans parler de la RA, la démarche doit être double, systémique et constructiviste. « Systémique, en premier lieu, parce que notre objet, le territoire, peut être, selon nous, assimilé à un système, d'autre part, constructiviste, parce que les acteurs, agents et nous-mêmes avons interagi avec l'objet de recherche et que les phénomènes étudiés ne sont pas visibles de l'extérieur » (Bouchet *et al*, 2007 : 3).

Par ailleurs, les acteurs eux mêmes, dans le déroulement de leurs actions, ne peuvent pas produire cet ensemble de connaissances nécessaires à la bonne gouvernance sans cette logique systémique et constructiviste. La complexité des problèmes et les urgences liées aux impératifs de l'action empêchent généralement les acteurs à produire les visions globales nécessaires à la résolution des problèmes territoriaux, qui exigent ces méthodes et démarches scientifiques. Souvent, les acteurs, et surtout ceux qui travaillent à un niveau très proche de la population bénéficiaire des actions, ne disposent même pas des outils de base utilisés par le milieu scientifique pour le recueil et l'analyse de l'information, et beaucoup moins pour le partage de celle-ci. Dans d'autres cas, l'information est disponible, mais il manque les théories, les méthodes, les instruments, l'espace et le temps pour l'interpréter et la transformer en une connaissance utile pour l'action. Toutes ces problématiques s'aggravent lorsque les acteurs impliqués dans la production et la gestion de l'information sont nombreux et différents. Cette approche, qui met en valeur la complémentarité entre le monde scientifique et l'action territoriale, définit la recherche-action participative comme le type de recherche dans laquelle s'impliquent les chercheurs et les acteurs territoriaux et qui réalise un double objectif : scientifique et pratique[100].

[100] La réalisation de ces objectifs d'amélioration de la connaissance sur un aspect concret de la structure et pratique par l'action sur un problème concret d'un territoire n'est autre qu'une perspective de recherche-action. Comme le rappelle Françoise Bernard (2008 : 148), la perspective de la RA a pour projet de faire fonctionner ensemble la perspective de l'action avec celle d'un cadre théorique. Kurt Lewin (1947, le fondateur de la RA avait déjà souligné que : "rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie" ».

Conclusion

Le sud tunisien est « la traversé » du désert». Face à ce fléau, les acteurs doivent toujours être « imaginatifs ». Parler d'une intelligence territoriale c'est agir en mutualisant l'information et en communicant. Il s'agit aussi de vivre « main en main et partager la goutte de pluie, soulever ensemble les ‘‘ brises vent ’’ et partager le bonheur d'être ensemble dans des moments ‘‘ malheureux ’’. C'est une question de confiance, d'apprentissage et d'échange spontané mais intelligent du savoir et du savoir-faire[101] ». Cette vision traduit en quelque sorte l'état de situation de Menzel Habib que nous abordons dans le chapitre suivant.

En résumé, tous les registres cités n'ont de d'utilité que s'ils participent à l'organisation de l'espace rural au sud tunisien. Il connaît des disparités socio-économiques, des déséquilibres et des mutations multiples affectant l'échelon territorial de zones difficiles. Cette exploration avait dû servir de base pour une recherche d'articulation logique entre observatoires et Intelligence Territoriale. Ainsi, les sociétés rurales de MH sont appelées à mobiliser davantage leurs capacités adaptatives dans un milieu où la désertification devient une des préoccupations majeures de la région. Devant cette complexité accrue se pose la question sur les le processus susceptible d'apporter les articulations et les éclairages nécessaires afin de relancer la dynamique de développement territorial.

Si les dispositifs existent déjà, il importe alors de s'interroger sur le processus susceptible de renforcer les capacités adaptatives des sociétés rurales face aux mutations et aux exigences du nouveau contexte (Deuxième partie). C'est une recherche sur ce qu'il peut être aussi ce dispositif abordé dans un Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme (Roselt). L'intérêt est de dépasser le visible et le quantitatif de l'observatoire en territoire aride et comprendre les tensions et les logiques d'acteurs pensées dans une dimension de communication.

[101]Le témoignage d'un responsable politique expert des régions arides et du développement local. (l'ENA de Tunis, mai 2008).

DEUXIÈME PARTIE

L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB : ANALYSE DE LA SITUATION ET CONSTRUCTION D'UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIAL ADAPTÉ (PITA)

« Demain le sud tunisien aura immanquablement un autre visage »
Abdesmad Zaïed (2006 : 1)

Chapitre 4 : Caractérisation et performance de l'observatoire de Menzel Habib (IRA)

La désertification est un fléau qui affecte aussi bien les paysages naturels que les populations rurales des zones arides et semi arides de plusieurs régions du globe. Elle compte parmi les sciences contemporaines. « En 1976, l'Institut des régions aride (IRA) fut alors crée pour impulser la recherche scientifique, la formation universitaire et des actions de développement en zones arides tunisiennes [...]. Les principales unités naturelles de la Tunisie aride, ont été explorées par les différents programmes et projets de recherches scientifiques » (Tbib, Haddad, 2008 : 260). Dès lors, les observatoires sont localisés dans un territoire particulier choisi en relation avec le domaine d'étude et les problématiques assignées. Ainsi, depuis plus de vingt ans et parallèlement à l'émergence d'une société d'information, l'un des principaux concepts débattus, porte sur la place du développement durable. Au sud tunisien, les observatoires intégrés de l'IRA renvoient essentiellement à ce type de développement. Les différents acteurs sont soucieux de la désertification, de la préservation de la biodiversité et des interactions socio-économiques. Donc, les objectifs des observatoires sont au cœur de cette problématique multidimensionnelle. Mais, quand on évoque la création des connaissances et des savoirs dans cette optique d'observatoires, on pense immédiatement à la contribution de la communauté scientifique et au niveau de la réalisation des besoins essentiels des plus démunis dans un milieu rural. En plus qu'il est un ensemble de moyens scientifiques, humains et matériels, un système organisé de collecte et de traitement des données et un outil d'aide à la décision, l'observatoire est un dispositif d'« Audit ». Il permet la caractérisation de l'état du territoire dans une recherche des nouvelles régulations économiques, sociales et environnementales, l'information sur les différentes structures. Nous avons choisi, en coordination avec les chercheurs du programme LOTH, le site géographique et l'observatoire d'observation. Il s'agit spécifiquement de l'observatoire de Menzel Habib (Gabès) où les changements environnementaux, socio-économiques, institutionnels et historiques qui se sont produits pendant les dernières décennies ont augmenté la pression sur les ressources rares de cette zone rurale. Malgré les efforts déployés, cette dégradation continue à affaiblir l'organisation interne et provoque un ravinement de la société rurale. Elle affecte aussi les capacités des acteurs territoriaux. Il est vrai que les sociétés rurales restent dépendantes de la disponibilité des ressources pour la satisfaction de leurs

besoins. C'est principalement le cas dans l'observatoire de Menzel Habib (Gabès) où la dégradation du milieu s'accompagne de modifications importantes des comportements entre les acteurs et d'une difficulté d'anticiper les trajectoires futures de ce territoire. Si l'emprise de la nature représente un exemple déconcertant à l'échelle internationale, en suscitant l'intérêt des chercheurs, décideurs et différents organismes nationaux et internationaux, les solutions proposées n'arrivent pas à enrayer les menaces et orienter les procédures du développement social et économique. En effet, le réseau d'observatoires de la surveillance écologique à long terme (ROSELT) est un programme mis en œuvre par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). Il est constitué par un ensemble d'observatoires parmi lesquels l'observatoire de Menzel Habib à Gabès (OMH) qui fonctionne en réseau, à l'échelon régional de la zone géographique de l'OSS[102], sur le continent africain. Il s'agit d'un système d'information territorial incluant un ensemble de représentations et d'actions qui peuvent manquer de détails.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'observatoire est une succession d'événements et d'interactions diverses. Il est indispensable, pour construire notre modèle territorial d'identifier, ses éléments et ses composants de base. Notre objectif dans ce chapitre est de décortiquer et de caractériser l'observatoire spécifique de ce réseau multilatéral. Nous faisons apparaître ses dimensions, ses aspects historiques, sociodémographiques et économiques qui expriment son état complexe (**4.1**). On conclut que la désertification est à l'ordre du jour. Ce fléau est la source de cette fragilité rurale et de la majorité des problèmes économiques et sociaux de la région (**4.2**). Vincent Meyer (2006 : 83) rappelle que le recueil de l'information sur un problème, si efficace soit-il, ne suffit pas. Il faut traiter les informations et formaliser des possibilités d'évolution des acteurs. Une attention particulière doit être accordée à ces composants humains complexes au sens de Jean-Louis Le Moigne (1990 : 24). En ce sens, nous avons besoin, pour la construction d'un processus d'intelligence territoriale relatif à l'observatoire, de saisir le comportement des structures locales (**4.3**).

Par ailleurs, multiples sont les coopérations et les travaux internationaux de recherches sur le développement durable et la lutte contre la désertification. Nous citons

---

102 Cette zone comprend trois sous-régions : l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est.

principalement le programme CAMELEO[103] et le programme DYPEN[104] menés dans un courant nouveau[105] (Sghaïer, Picouet, DYPENII, 2000). Mais, les objectifs sont loin d'être atteints et les résultats, malgré les efforts, restent médiocres. Pouvons-nous parler d'un paradoxe ; d'une part, les efforts en matière de recherche scientifique sont considérable et de valeurs certaines ; d'autre part, la dégradation territoriale continue. Autrement dit, les parties prenantes n'arrivent pas à déceler les solutions qui sont en mesure d'atténuer les risques de désertification. L'insuffisance en matière de circulation de l'information et de la communication (absence des stratégies d'information et des plans de communication) ne peut qu'aggraver le problème de la désertification et du déséquilibre écologique qui menacent la population rurale et son processus de développement local. Donc, nos observations sur l'OMH visent essentiellement sa caractérisation pour avoir un aperçu sur sa participation à l'amélioration du savoir et du savoir-faire scientifiques et techniques pour améliorer les conditions de vie et apporter des solutions. Aussi, la connaissance du terrain est-elle un préalable nécessité qui s'inscrit dans notre conception « intelligente » du territoire voire une vision prospective largement soutenue par les responsables de la région. Considérer l'observatoire comme un ensemble hétérogène (système de recherche d'information, espace géographique, territoire, un ensemble d'acteurs en interaction…) est un emploi « élargi » de ce terme. Cette variété que nous découvrons, notamment, dans l'IRA ne peut être que bénéfique dans la recherche d'une « légitimité » pour ces dispositifs.

---

103 "*Changes in Arid Mediterranean Ecosystems on the Long term and Earth Observation*" par l'Institut des Régions Arides de Médenine (IRA) en collaboration avec le Centre National de la Télédétection (CNT) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Il a bénéficié d'un financement de la Commission Européenne / DGXII-INCO-DC (RARS/IRA, 2000-2001 : 1).

104Dynamiques des Populations et Environnement en Tunisie rurale (DYPEN,1996 ; DYPEN II (2000)) est un programme de recherche qui a permis la conception d'outils et d'indicateurs spécifiques à l'interface population-environnement, permettant de définir des typologies-ménages-environnement (TME), la conception d'observatoires population-environnement basés sur la prise en compte de la durée et des trajectoires des systèmes écologiques et sociaux, l'articulation de différents niveaux d'échelle dans l'espace et la définition de modules thématiques d'interface et l'intégration des informations dans des bases de données spatialisées et interactives(La désertification dans la Jeffara, RSS/IRA, 2003 :16).

105 « La mise en œuvre du programme DYPEN s'inscrit dans le cadre de la problématique du développement durable qui mobilise, depuis la dernière décennie, plusieurs institutions de développement » (Sghaier, Picouet, 2000 : 11) ; En s'intéressant aux interactions entre les milieux et les sociétés, les chercheurs s'écartent des positions néomalthusiennes ou de leurs opposées bosérupiennes (DYPEN, 2000).

4.1. Caractérisation de l'observatoire de Menzel Habib

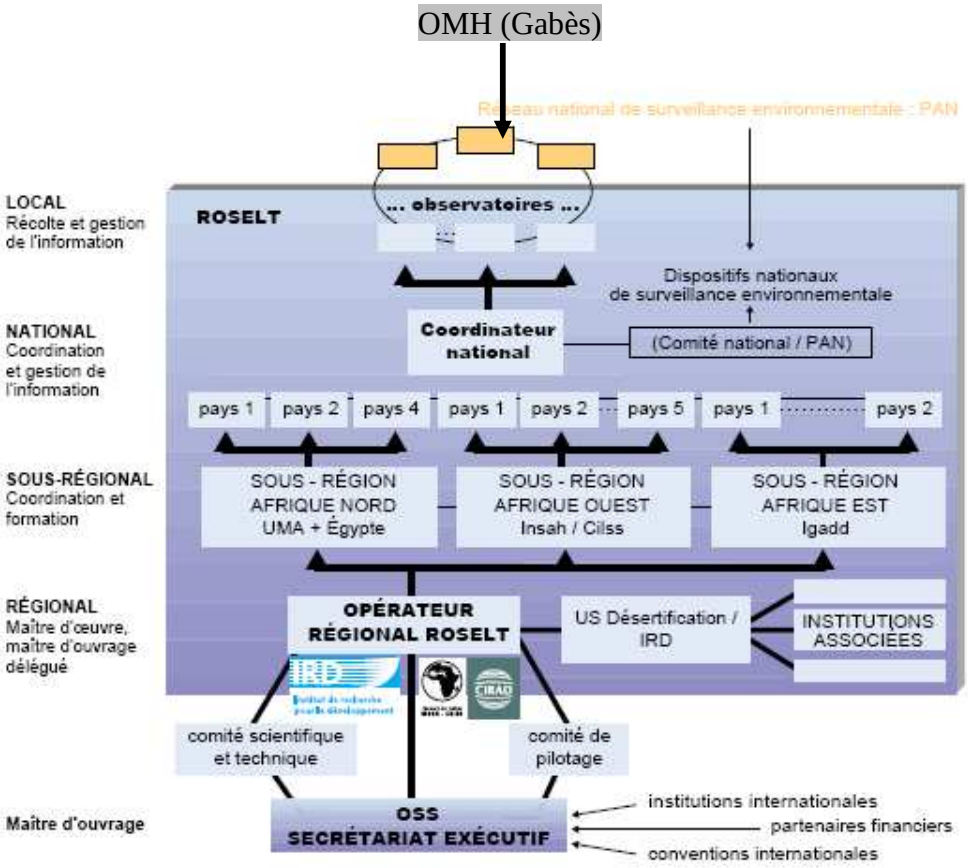
Cette première section donne l'occasion de s'arrêter sur les caractéristiques géographiques, démographiques, socio-économiques et historiques de l'OMH. Avant toute proposition, il est nécessaire de mettre l'accent sur la « souffrance » de cette région. Ainsi, un tel processus d'intelligence territoriale adapté à cette région ne peut-il être bénéfique que s'il se fonde sur la spécificité du terrain. Pour Anne Carbonnel (2006 : 48), « l'expérience des situations difficiles peut favoriser l'apprentissage cognitif, mais pose cependant la question du droit à l'erreur dans les organisations ». La mémoire des échecs pèse sur cette région suite aux échecs ou réussites relatifs de certains projets et de leurs porteurs. Cette situation a conduit à une sorte de « capacité réflexive individuelle » reliée à la conscience de soi, si on reprend l'expression d'Anne Carbonnel (2006 : 46). À l'instar de Philippe Herbaux et Yann Bertacchini (2004), nous nous trouvons dans refrain de la chanson de Guy Béart pendant les années 80, « parlez moi de moi, y a qu'ça qui m'intéresse … » beaucoup de significations. Malgré leur utilité, des concepts comme celui du développement durable, fréquemment utilisés mais loin d'être maîtrisés et incapables, jusqu'au présent d'associer les acteurs territoriaux, pour faire face aux défis, n'ont pas une grande signification pour les citoyens.

On présente tout d'abord un bref exposé sur les projets et les travaux de recherche scientifique, entrepris dans la région de Menzel Habib (**4.1.1**). Mais peut-on parler d'un observatoire sans connaître sa situation, ses limites et ses caractéristiques géographiques? (**4.1.2**) Comme le précise Vincent Meyer (2006 : 77), une mémoire des pratiques, ce n'est pas la recherche d'un modèle unique, transhistorique et transférable. On « active » donc un observatoire vivant et nous nous arrêtons sur certains événements historiques de la région. On peut ainsi dire que le territoire est d'abord une évolution historique et sociodémographique (**4.1.3**). Une telle caractérisation, est nécessaire dans la conception d'un processus d'intelligence territoriale qui traite dans un premier rang les relations humaines dans un cadre géographique fragile.

4.1.1. OMH : une dimension internationale

La caractérisation de tout observatoire requiert un retour sur « l'horizon » de son observation et des acteurs qu'il mobilise. Aujourd'hui, la désertification devient un fléau international qui affecte aussi bien les paysages naturels que les populations rurales des zones arides et semi-arides du globe et qui intéresse plusieurs pays à tel point qu'il faut donner à certains observatoires une dimension internationale (Floret, Pontaier, 1990 : 58). En effet l'OMH appartient à un réseau de vingt cinq observatoires ou grappes d'observatoires, répartis entre onze pays. Parmi ces observatoires ROSELT/OSS, douze ont été sélectionnés comme observatoires-pilotes, devant servir dans une première phase, comme base pour affiner le concept ; mettre au point les techniques et les méthodologies de collecte et de traitement des données et produire des outils d'aide à la décision fiables, pertinents et reproductibles (ROSELT/OSS, 2004 : 25).

Figure n° 19 : Position de l'OMH



(DS n° 2, ROSELT/OSS, 2004 : 15)

Les entretiens et les observations effectués à l'IRA ont permis de s'arrêter sur l'importance du décloisonnement et de l'intégration de ses observatoires y compris l'OMH par sa localisation stratégique et géographique et par les contributions effectives de l'État tunisien et des organismes internationaux, dans les programmes de lutte contre la désertification (LCD). Les expérimentations de mise en place d'observatoires locaux, de suivi et de contrôle de la désertification offrent de grandes possibilités de collecte de données socio-économiques et écologiques. « Pour l'observation et le suivi des principales ressources naturelles (sols, végétation), un protocole comportant 15 sites de suivi et plus de 50 sites d'observation, a été mis en place en 1997 pour représenter les principales entités naturelles de la zone. Les techniques d'enquête, les réunions des groupes avec les habitants et les entretiens avec les structures locales, les réunions avec les personnes ressources d'information forment les éléments méthodologiques d'investigations de terrain, relatifs à la composante humaine et son contexte socio-économique » (Tbib, Haddad, 2008).

Cette prise de conscience du danger et de l'incertitude territoriale a donné lieu à une multiplication des projets internationaux sur cette zone. Il semble donc normal, pour l'IRA et l'OMH que ce choix d'inscription des programmes d'activités soit conçu dans des perspectives plus finalisées en direction du développement économique et social et de lutte contre la désertification, tout en appliquant des approches systémiques, intégrées et dynamiques reconnues par diverses institutions. Aussi, dans la mesure où les uns comme les autres se soucient d'« un développement durable » et étant donné le contexte même de l'essor des observatoires, l'OMH a intégré les considérations et les thématiques de l'Action 21 du développement durable (CNUED, 1992) dans ses objectifs globaux. Cette adhésion ainsi que cet affichage thématique ont permis de constituer un réseau de chercheurs à l'échelle internationale, qui accapare l'attention de plusieurs structures de la recherche scientifique, de la coopération et du développement durable. En conséquence, l'OMH connaît une multiplicité de travaux internationaux de recherche et d'expérimentation en matière d'aménagement et de réhabilitation des parcours, de lutte contre la désertification et de la recherche d'un développement soutenable (Tbib, Haddad, 2008 : 260-261). Parmi ces projets, nous citons :

- entre 1975 - 1978, le Centre national d'études spatiales de France (CNES) dans le cadre d'un projet sur le « parcours sud » baptisé ARZOTU106, cherche à entreprendre des analyses écologiques sur la base des données de la télédétection spatiale. La région de Menzel Habib a constitué alors l'espace sélectionné pour cette recherche ;
- en 1996, le laboratoire d'économie et sociétés rurales de l'IRA et l'IRD ont engagé le projet DYPEN, pour étudier les interactions entre populations rurales et environnement, Menzel Habib fut encore sélectionnée comme observatoire représentatif des zones arides tunisiennes ;
- en 1999, le projet CAMELEO107 s'est investi pour mener des travaux d'observation et de suivi des systèmes écologiques sur cette même zone ;
- en 2002, le réseau ROSELT/OSS a décidé avec l'IRA d'explorer davantage les mystères de cette problématique humaine et environnementale de Menzel Habib ;
- les projets de développement rural intégré et les programmes et actions entrepris par les organismes non institutionnels. Ces derniers ont fait des efforts de dynamisation et de réorganisation de l'espace et des systèmes de production dans la région de Menzel Habib. Pour le secteur agricole, ils ont reçu des appuis de la part des services de l'État tunisien ;
- en 2006, le programme LOTH (Axe III) était un nouveau témoin de la pluridisciplinarité et de la dimension internationale de la recherche. L'IRA et l'Université Paul Verlaine Metz ont signé un accord de coopération qui s'est établi en priorité entre le Laboratoire d'économie et des sociétés rurales (LESOR-Médenine), d'une part et le Centre de recherche sur les médiations (CREM- Metz), de l'autre.

Dans cette mouvance disciplinaire, allant des sciences de la nature aux champs des sciences humaines et sociales, la désertification demeure une menace qui préoccupe plusieurs structures de recherche, les unités familiales de production agricole en zones rurales arides, des réseaux d'observation et de suivi de la désertification, ainsi que des organisations nationales et internationales de recherche-développement. Ce lancement d'un réseau international a permis de promouvoir la coopération scientifique sur la désertification entre institutions spécialisées du nord et du sud a favorisé la

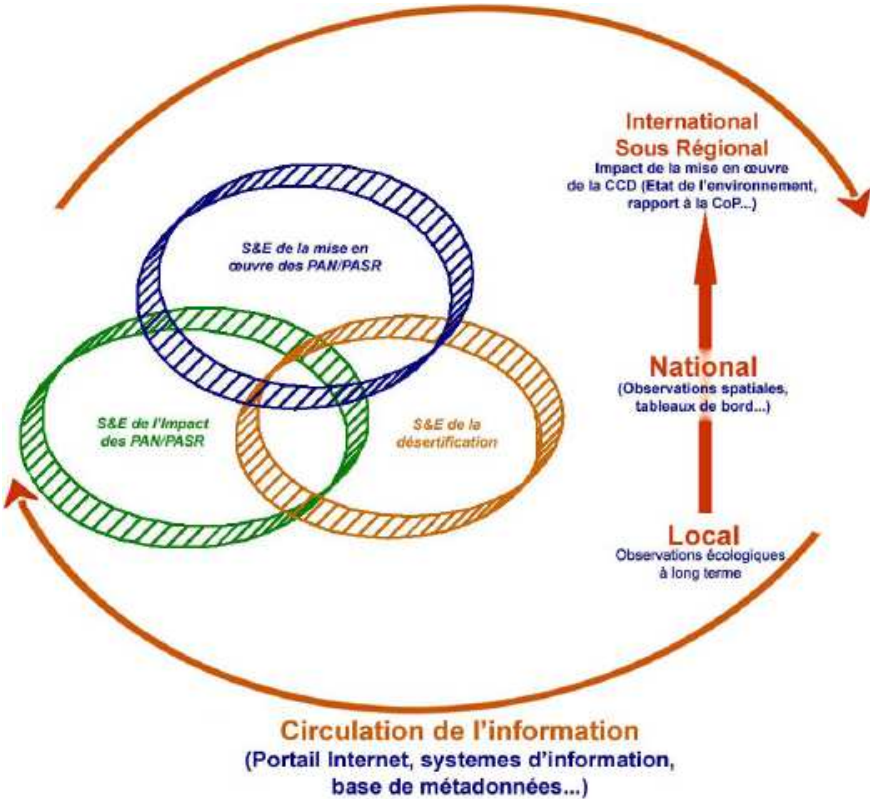
106 *Arid zones of Tunisia.*

107 *Changes in Arid Mediterranean Ecosystems on the Long term and Earth Observation.*

pérennisation du réseau, la mobilisation des moyens affectés à cette problématique complexe et, surtout, l'instauration de la notion de suivi-évaluation fondée sur la circulation de l'information. Dans cette mouvance disciplinaire allant des sciences de la nature aux champs des sciences humaines et sociales, la désertification demeure une menace qui préoccupe plusieurs structures de recherche, les unités familiales de production agricole en zones rurales arides, des réseaux d'observation et de suivi de la désertification, ainsi que des organisations nationales et internationales de recherche-développement.

Conscient de la gravité du problème, l'État tunisien a engagé depuis 1970, des projets d'étude et des programmes de mise en valeur, dans des régions menacées par ce fléau, en intégrant diverses structures de recherche scientifique et de développement (Tbib, Haddad, 2008 : 261). Le réseau ROSELT/OSS constitue un dispositif de suivi-évaluation de cette problématique humaine en régions arides.

Figure n° 20 : Le processus de suivi-évaluation du local à l'international



(ROSELT/OSS, 2004 : 11)

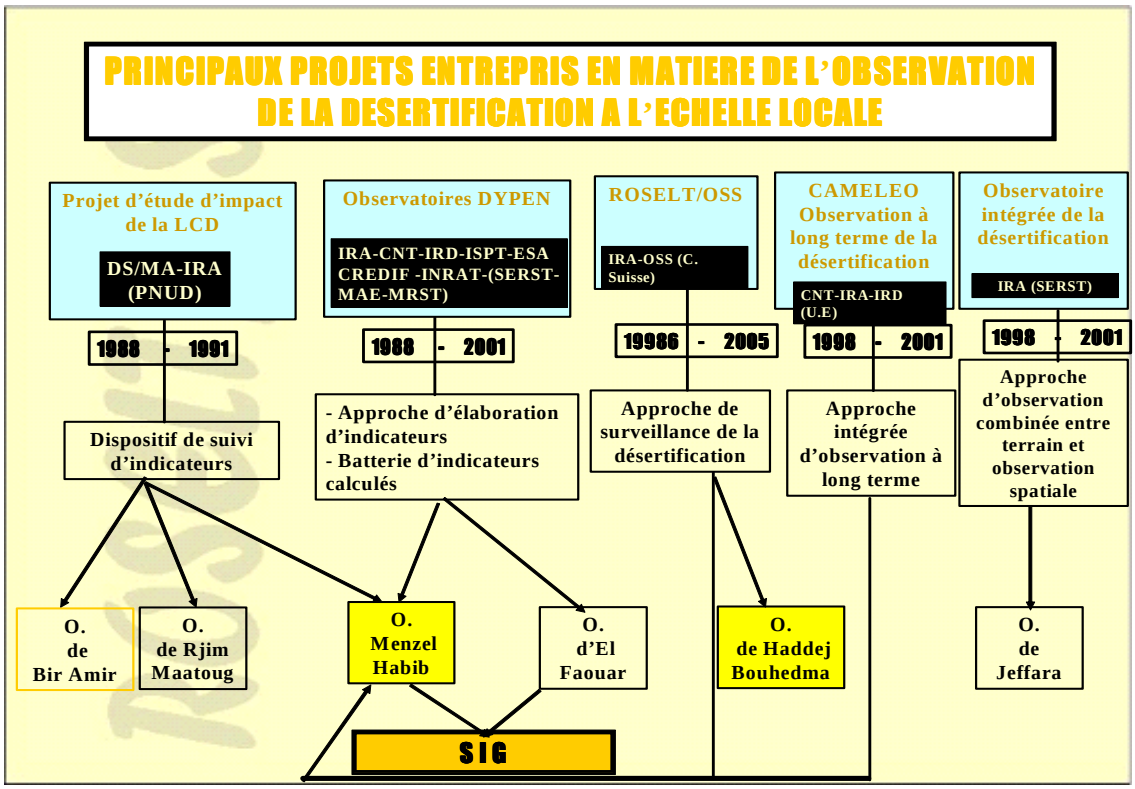
L'IRA est un membre de ce réseau et la Tunisie est un pays concerné par ce problème de désertification, essentiellement dans la partie Sud de son territoire. Pour lutter contre ce phénomène, plusieurs organismes et instituts de recherche ont été lancés dont l'IRA de Médenine (siège), ces départements régionaux et ces observatoires[108]. Ces derniers sont considérés comme étant « un système organisé de collecte et de traitement des données sur l'environnement d'une même unité écologique ou agro-écologique ou d'un territoire représentatif d'une mosaïque récurrente d'unités de paysage, propres à caractériser une écorégion sur les divers plans du développement social et économique, de la protection des ressources biologiques et de la préservation de l'environnement. Il correspond à une demande des produits d'aide à la décision, lesquels sont identifiés par les décideurs et les gestionnaires des pays, pour un niveau spatial d'intégration donné» (OSS, 1997 : 6).

Les observatoires sont alors au cœur de cette problématique et reflètent, ainsi, le souci d'identifier les moyens et les solutions susceptibles de générer une amélioration des conditions de vie de la collectivité territoriale de l'observatoire dans toutes ses dimensions.

En ce qui concerne les structures de recherche de l'IRA, nous avons constaté une ouverture disciplinaire en matière des approches scientifiques des projets établis et une volonté d'expérimenter des nouvelles méthodes et moyens dans le cadre des observatoires (Haddad, Tbib, 2008). Aujourd'hui, ils évoluent dans un cadre d'orientations stratégiques, dans le domaine du développement durable et de lutte contre la désertification, non seulement à l'échelle locale et nationale, mais aussi aux échelles régionale et internationale. Ils jouent le rôle d'expert en mettant en œuvre des approches et méthodologies et en produisant des outils appropriés d'aide à la décision auprès des différents partenaires (Sghaïer, 2004 : 19). Le schéma suivant est un récapitulatif en matière d'observation, à l'échelle locale, mais en harmonisation avec les termes de la Convention des Nations Unis sur la LCD.

[108] Trois structures principales d'observatoires appartiennent à l'IRA : l'observatoire de Menzel Habib, l'observatoire de Heddej Bouhedma et l'observatoire de Jeffara.

Figure n° 21 : Observatoires intégrés de l'IRA



(Note de l'OSAD-IRA-Médenine-2001)

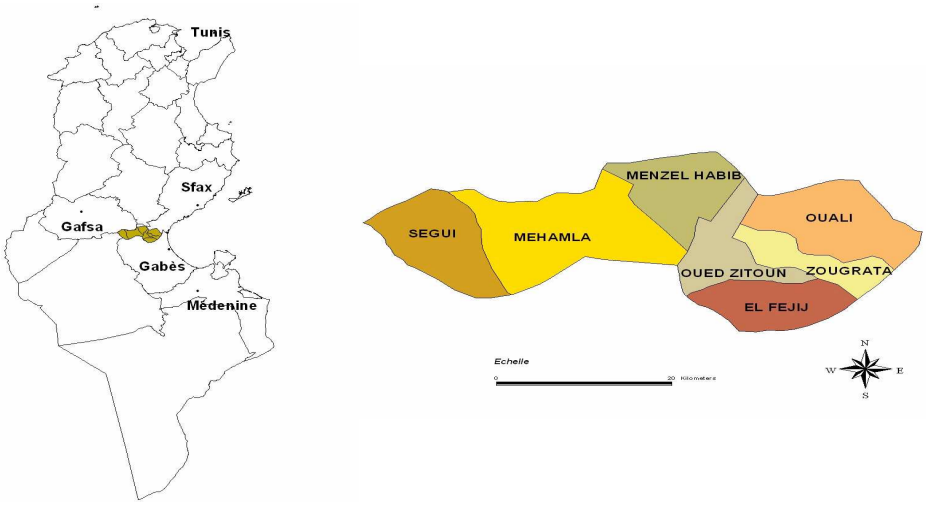
Nous avons déjà précisé que l'IRA a mis en œuvre ce programme intitulé « Observatoires intégrés des zones arides », en mobilisant des approches diversifiées et des partenaires internationaux. L'OMH est inscrit donc dans ce cadre de recherche d'information, de suivi et d'évaluation des problèmes liés essentiellement à la désertification et aux interactions socio-économiques. L'objectif, dans un premier temps, est de comprendre le fonctionnement du système population-environnement en matière de gestion et usage des ressources, des stratégies familiales et de relation avec le milieu naturel ; suivre la dynamique de ces systèmes ; déceler les changements qui les caractérisent dans un second temps et enfin, contribuer dans une approche d'aide à la décision, à formuler des orientations et des recommandations pour rationaliser la relation homme-environnement dans l'optique du développement durable au sein de ses limites géographiques (Sghaïer, 2004).

4.1.2. Territoire et géographie de l'observatoire

Créée en 1982, Menzel Habib est une délégation rurale occupant la partie Nord-Ouest du gouvernorat de Gabès (sud-est). La population locale de ce territoire est d'environ

douze milles habitants. Elle fait partie de la région naturelle des Basses plaines méridionales orientales de la Tunisie et couvre une superficie de l'ordre de 100 000 hectares (CAMELEO, 2001). Des axes et méthodes scientifiques et techniques importantes sont développés autours des mutations sociales et économiques, visant à étudier les modes de vie et les formes d'adaptation à l'aridité climatique (DYPEN II, 1996). De nombreuses actions d'aménagement et de lutte contre la désertification ont donc été entreprises. Cependant, elles n'ont pas pu aboutir à des résultats qui soient à la hauteur des espérances, malgré l'engagement de diverses structures de recherche et de développement. Les limites géographiques de cette zone s'étendent de Sidi Mansour à la mer, limitée au nord par l'oliveraie de Sfax, au Sud par les montagnes brodant *chott El Fjij* et à l'Est par la frange côtière du Golf de Gabès (CAMELEO, 2001).

Figure n° 22 : La région de l'observatoire de Menzel Habib et ses unités administratives



La réunion qui a été organisé avec le délégué de Menzel Habib en avril 2007 a permis de soulever les efforts de l'IRA à travers la structure de l'observatoire et de rappeler le grand fléau de cette région aride qui réside dans le fait que la population reste tributaire des ressources naturelles, pour la satisfaction de ses besoins. Par ailleurs, des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont rappelé les efforts de l'État et des organismes internationaux depuis quelques décennies, mais malheureusement l'emprise de l'homme sur le milieu s'intensifie et la dégradation continue. D'où, une mutation sociale importante (émigration et exode rural) et un accroissement de la pression sur la nature. Ceci conduit, en raison des processus de détérioration des anciens systèmes de

gestion de l'espace rural, à la rupture parfois irréversible des équilibres écologiques et à la dégradation biophysique.

Cette situation de fragilité a été évoquée par d'autres administrateurs locaux de la région de Menzel Habib. Pour eux, la désertification ne cesse de s'amplifier et suscite davantage l'intérêt de la part des chercheurs, aménagistes et planificateurs qui se posent encore des questions sur les solutions susceptibles de juguler au mieux ce grave fléau. La longue expérience acquise dans le traitement de cette question et les vastes programmes d'aménagements n'ont pas été suffisants, selon plusieurs évaluations d'impact, à identifier des réponses appropriées. La modestie des résultats oblige à approfondir encore la réflexion et à rénover les outils d'approche du développement durable et chercher les solutions pour soutenir cette zone. Nous rappelons, brièvement, la période des années 90 quand les méthodes d'approche de la désertification ont connu une évolution remarquable. On reconnaît, de plus en plus, les conséquences sociales et économiques de la désertification. Les chercheurs et les planificateurs sont appelés à poser un certain nombre de questions qui touchent à la responsabilité des différents acteurs, locaux ou extérieurs, dans la dégradation. La prise en compte des interactions entre les facteurs naturels, humains, sociaux et institutionnels est reconnue comme un préalable indispensable à la réussite des projets de luttes efficaces. C'est suite à cette inquiétude qu'on se propose d'entreprendre un travail de recherche, qui tend à concrétiser une approche de développement territorial, en associant les observatoires aux principes de l'intelligence territoriale. Dès lors, la connaissance des caractéristiques sociodémographiques, la valorisation de l'histoire de la région et le retour sur son évolution permettent de connaître le « modèle communicationnel » susceptible d'être proposé par la suite.

4.1.3. Aspects historiques et sociodémographiques

Quand on parle des interactions entres les acteurs d'un territoire spécifique, il est utile d'aborder ses caractéristiques historiques et sociodémographiques. Le suivi de l'évolution systématique d'une communauté ou d'une partie d'un territoire est le rôle même de l'observatoire en question. Nous commençons par authentifier la dimension historique de l'observatoire **(a)** pour dévoiler les caractéristiques du potentiel humain **(b)** qui est un élément fondamental dans toute approche territoriale du développement.

a) Histoire de la population de Menzel Habib

Comment peut-on parler d'un processus de communication au sein d'un groupe si on ne connaît pas et si on ne tient pas compte de sa composition et de ses évolutions historiques. Nous supposons que cette question est fondamentale pour aboutir à un modèle territorial « intelligent » adapté aux spécificités historique de cette délégation rurale. « En dehors d'une approche historique *stricto sensu*, l'appel et le recours au passé peuvent être utiles pour stabiliser les rhétoriques de légitimation des intervenants sociaux » (Meyer, 2006 : 75). Les difficultés communicationnelles peuvent être liées à des variables environnementales, y compris l'influence des éléments socio-économiques et historiques (Vigneron, Francisco, 1996 : 12). En effet, l'analyse de certains corpus montre que la population de Menzel Habib remonte, probablement, à la constitution des « *Béni Zid* » depuis dix siècles (CAMELEO, 2001 : 5).

La ville et l'oasis *d'El Hamma* ont constitué le centre du cantonnement de cette tribu (Omrani, 1982 : 36). Pour certains, le noyau d'origine était constitué par *Ouled Dabbad* qui font partie des *Hilaliens* (Abaab *et al*, 1992 : 11). L'arrivée de ces derniers en Tunisie a eu lieu au XIe siècle, et leur origine remonte ainsi aux Arabes d'Égypte. D'autres versions signalent que les *Béni Zid* se sont regroupés autour des Ouled Yacoub qui occupaient à l'époque la région d'El Hamma (Baduel, 1984 : 23). Cependant, la version la plus répandue attache les habitants du Menzel Habib à la tribu de *Béni Zid*. Cette dernière s'est composée des fractions dites *Ahrar* (Langage arabe pure) venues de l'Égypte avec les Hilaliens et des fractions « *Chorfas* » venues de *Ségui El Hamra*. À ces deux éléments se sont jointes d'autres familles et d'autres fractions venues de Tripoli et d'autres régions de la Tunisie. Bref, la tribu est faite d'une superposition de plusieurs fractions groupées selon les circonstances historiques, en formant une cohésion (Omrani, 1982 : 28). À l'époque du protectorat français, la tribu des *béni Zid* constituait une entité sociale et économique relativement forte. Elle occupait un espace assez important autour de la ville d'*El Hamma* et ses oasis (CAMELEO, 2001 : 6). Le nomadisme développé à l'époque et la mobilité des familles faisaient que *les Béni Zid* ne se contentaient pas de leur propre territoire. Des familles entières se déplaçaient avec leurs troupeaux au nord ou au sud à la recherche des parcours et de la nourriture (Omrani, 1982 : 46). Ces déplacements ont été généralement organisés en relation avec

les précipitations et les relations entreprises avec d'autres tribus (Pirson, 1975 : 136). Cette situation a crée pour l'autorité française dans ces régions des difficultés de contrôle de l'espace et des hommes. Pour palier à cette situation, la décision qui a été prise est de considérer le sud comme une zone militaire, où tout déplacement devrait se faire sous le contrôle directe des autorités françaises (El Arbi, 1993 : 67). Cette situation est source des difficultés aussi bien pour le secteur du pastoralisme que pour l'ordre tribal adopté à l'époque comme formule d'intervention pour résoudre des problèmes précis. Connaissant bien l'attachement des tribus à leur patrimoine et sachant que les tensions et les problèmes existent à propos des terres entre les diverses tribus voisines, les autorités françaises ont vite adopté une démarche qui stipule que les terres soumises à des régimes outre le statut privé, reviennent à l'autorité centrale. Par conséquent, les terres collectives *habous* revenaient à l'autorité coloniale (Abaab, Chassany, 1993 : 64).

C'est au début de XXe siècle que se manifestent les premières traces de sédentarisation, suite à la reconnaissance de terres de jouissance pour les *Béni Zid* (Baduel, 1984 : 34). Ces terres étaient essentiellement localisées autour de *Garaa Féjej, Zougrata et Ouali* (Abaab, Chassany, 1993 : 64). Tout ceci a contribué, avec le temps, à l'affaiblissement de l'organisation tribale en place et son remplacement progressif par les structures administratives relevant des autorités coloniales. Le contrôle des déplacements des pasteurs a nettement perturbé le fonctionnement normal de ce secteur et les possibilités de transhumance ont remarquablement chuté (CAMELEO, 2001 : 6). Petit à petit la situation a commencé à évoluer vers un mode de vie semi-nomade. Des liens importants ont été alors établis entre les habitants de l'oasis et les pasteurs transhumants (El Arbi, 1993 : 67). Les échanges entre sédentaires et transhumants ainsi que les prestations du service se payaient à l'époque en nature comme les dattes, et les céréales (Auclaire, 1996 : 9). En 1935, l'autorité coloniale reconnaît le droit de propriété des tribus et de la personnalité civile. Une grande partie des terres a été attribuée alors à de nouvelles fractions des *Béni Zid* (Kraim, 1994). La frange située au nord de la route Gabès-Gafsa était exploitée en grande partie par les *Béni Zid* sous le statut *habous* (Gazzo, Palita, 1979).

Dès les premières années de l'indépendance, l'État tunisien a tenté d'encourager la mise en valeur des terres. La loi de 1957 stipule que tout membre de la collectivité ayant mis une terre en valeur peut l'acquérir en propriété, moyennant l'accord du conseil de

gestion. Durant les années 60, la Tunisie entame l'expérience des coopératives et l'achève en 1969. En 1971, l'État opte pour une économie libérale. Plusieurs mesures ont été alors entreprises pour transformer les modes de vie des ruraux et abandonner la transhumance et le tribalisme adopté dans l'ensemble des zones rurales de la Tunisie (Auclaire *et al*, 1996 : 10). La privatisation des terres, l'encouragement de la mise en valeur agricole et l'amélioration de la situation des infrastructures de base ont constitué les points forts pour inciter les familles à saisir ces opportunités et adopter une vie différente de l'ancienne vie nomade. C'est durant cette période (1970-1975) que la région de Menzel Habib a vu une importante vague d'occupation de ses terres. Les zones de bas fonds, les plateaux et des plaines ont été alors occupés. Plusieurs agglomérations rurales ont pris naissance : Zougrata, Ouali, Akkaziet, Menzel Habib, Féjij, etc. (DYPENII, 1996). Le découpage administratif du gouvernorat de Gabès en 1982 s'est matérialisé par la création de la délégation rurale de Menzel Habib. Depuis cette date, l'état des infrastructures de base ne cesse de s'améliorer en vue d'assurer un minimum de bien être à cette population rurale (CAMELEO, 2001 : 6).

b) Les caractéristiques du potentiel humain

L'étude du taux de croissance de la population a montré que la population de Menzel Habib a vu son effectif progresser de 36 % depuis l'indépendance, suivant un taux annuel moyen d'accroissement de 0,8 entre 1956 et 1994 (INS, 1994). La population est d'environ 12000 habitants, soit environ 3,7 % de l'ensemble du gouvernorat de Gabès. Cette mobilité des ménages revient en partie au processus de sédentarisation qui est relativement récent par rapport au reste du gouvernorat et surtout par rapport à sa frange littorale. L'âge moyenne relevée dans l'enquête pour la zone de Menzel Habib, soit 31,3 est nettement plus élevé (plus de 5 ans) que celui observé pour la Tunisie rurale (Sghaïer *et al*, 2006 : 10).

Tableau n° 1 : Résultats des recensements des ménages à Menzel Habib.

Imada	**Nombre de ménages**			**Nombre d'habitants**		
	1984	**1994**	**2004**	**1984**	**1994**	**2004**
Menzel Habib	337	294	592	1903	1952	3280
Ségui	507	195	299	2777	1247	1655
Méhamla		318	216	-	2003	1195
Oued Zitoun	214	185	178	1138	1071	985
Féjij	200	202	187	1130	1220	1030
Zougrata	250	238	199	1340	1651	1104
Ouali	413	386	400	2294	2585	2220
Total	1 921	1 818	2 072	10 582	11 729	11 477

(INS, 2004)

La densité du peuplement est d'un ordre de 11 à 13 habitants par km². Cette moyenne d'occupation est nettement en dessous de celle du gouvernorat (36 habitants par km²) (INS, 2004). Les taux de croissance de la population présentent des différences notables dans le temps (Auclair *et al*, 1998). Les indices de sous-peuplement sont liés à un ensemble de facteurs ayant une influence directe ou indirecte sur la qualité de la vie dans cette région. Les recensements de la population montrent que cinq *imadats* parmi sept ont constitué, lors de la décennie 1984-1994, des zones d'émigration et d'exode. Les villes de Gabès et *El Hamma* constituent les principales destinations de ces ménages (L'exode vers la ville de Gabès a été entrepris dans l'optique de la recherche d'emploi, alors que les déplacements vers l'oasis d'*El Hamma* sont probablement d'ordre ethnique (Auclair *et al*, 1998 : 43). En fait, l'évolution des ménages enregistrée à Menzel Habib n'est qu'une résultante d'un ensemble de mouvements où intervient l'exode, l'arrivée de nouveaux ménages, les mariages des jeunes et l'accroissement interne de la population résidente. La dynamique du peuplement de Menzel Habib est marquée par trois phases importantes : La première vague de sédentarisation a eu lieu vers les années 1970-1976. La période des années 1980-1985 est surtout marquée par un exode massif, alors que la troisième phase a débuté vers les années 1988-1989, où l'arrivée de certaines familles a été constatée (Abaab, Chassany, 1993 : 53).

Comme le rappelle Ferdinand Bonn (2001 : 36), « l'observation sur le terrain constitue la base de toute démarche scientifique ». Elle est pratiquée de diverses manières par les agronomes, informaticiens, géographes, économistes, etc. de l'IRA dans une variété de coopérations. Ainsi, le programme DYPEN constitue le cadre d'une approche interdisciplinaire qui a visé aussi bien le potentiel humain que l'aspect environnemental et économique. En ce sens, l'enquête DYPEN II (1996) auprès d'un échantillon de 510 ménages (28 % de l'ensemble des ménages), montre que l'âge moyen de cette population est de 27 ans. L'enquête montre une légère dominance en faveur du sexe féminin pour l'ensemble des classes d'âge de moins de 60 ans. Lors des trente dernières années, l'effectif des habitants de Menzel Habib se multiplie par deux. Le taux d'accroissement démographique est relativement important (plus de 3 %) bien que lors de la dernière décennie, il a connu une légère baisse par rapport aux décennies antérieures (2,75 %). Cette baisse ne revient pas uniquement au fait qu'il y a eu un exode lors des années 80, mais aussi à une série de transformations qualitatives du mode de vie de cette population rurale. La famille ou le ménage est considéré comme étant l'unité principale de la structure sociale. Le nombre moyen d'enfants est autour de 5,5 par ménage (CAMELEO, 2001).

À l'instar des autres zones rurales tunisiennes, Menzel Habib n'avait pas bénéficié, dans son passé, de structures éducatives (CAMELEO, 2001). La mobilité des familles n'a pas favorisé la scolarisation des générations âgées de cinquante ans et plus. Cette situation s'est traduite par un analphabétisme élevé (52 %) des chefs de ménage. Actuellement, la délégation de Menzel Habib dispose de 18 écoles d'enseignement de base réparties sur l'ensemble des secteurs et un collège au chef lieu de la délégation. Le nombre d'élèves est de 2950 durant l'année scolaire 1996-1997 (ODS[109], 1998).

4.1.4. Des particularités économiques et sociales

Le maintien d'une économie locale basée sur les cultures pluviales, exigeantes en grandes étendues de terres et l'élevage extensif de petits ruminants, se heurte à de multiples contraintes d'ordre écologique et socio-économique (Tbib, Haddad, 2008). La réussite d'un exercice agricole ne se limite pas à une maîtrise des techniques de

[109] Office de développement du sud.

production. Une bonne connaissance en matière de commercialisation est une condition nécessaire pour mener à bien le résultat économique d'une campagne agricole. L'écoulement des produits agricoles s'effectue dans des marchés, où plusieurs acteurs sont présents (producteurs, consommateurs, intermédiaires, spéculateurs, etc.). Dans ces espaces publics, des grands enjeux d'intérêts économiques s'opèrent, les acteurs les plus structurés finissent souvent par trouver leurs comptes. Les acteurs non suffisamment outillés pour défendre leurs intérêts risquent dans de nombreuses circonstances d'écouler leurs produits à très bas prix. Divers facteurs ne favorisent pas les petites exploitations familiales de production agricole. La multiplicité des exploitations est une contrainte de grande envergure. La pauvreté des consommateurs est à son tour un handicap social et économique dont il faut tenir compte. L'influence et le poids des intermédiaires sont loin d'être négligeables dans cette adéquation. Du côté de l'administration, diverses mesures ont prises pour encourager la création des structures associatives et organisations socioprofessionnelles susceptibles de promouvoir les exploitations agricoles privées. Mais dans l'ensemble, les réalisations effectuées demeurent limitées face à la multiplicité des exploitations familiales d'un coté et l'ampleur du défi à affronter. Les recherches de Marianne Chaize-Auclair (1996) montrent que les dynamiques enregistrées dans la région de Menzel Habib sont plus complexes qu'un simple modèle de transition entre une société traditionnelle, « archaïque », et une société moderne, « développée». Plusieurs activités et stratégies économiques familiales sont promues par les pouvoirs publics, permettant une meilleure compréhension des relations entre la population et son environnement (Chaize-Auclair, 1996 : 11).

Si Menzel Habib doit son développement plus aux efforts des pouvoirs publics qu'à une dynamique propre, la diversité d'activités économiques est souvent prise comme étant un indice positif d'une recherche d'un développement économique et social équilibré. Le gouvernorat de Gabès est l'une des régions où les secteurs de développement sont relativement nombreux et diversifiés (ODS, 1998)[110]. Dans la délégation de Menzel Habib, les nombreuses enquêtes montrent que le secteur agricole forme la principale branche d'activité économique (El Arbi, 1993). Les diverses

[110]La ville de Gabès compte parmi les grands pôles industriels du pays, l'agriculture oasisienne et la pêche côtière ont une réputation nationale. L'artisanat et le tourisme interviennent efficacement dans la création d'emplois et l'apport de devises. Le secteur d'administration occupe environ 17 % des actifs (ODS, 1998).

structures administratives (enseignement, santé et communication) créées dans les différentes localités n'ont pas impulsé une diversification remarquable des branches d'activité économique. Les activités industrielles, touristiques ou artisanales sont pratiquement absentes. À propos du travail dans les chantiers du Commissariat régional au développement agricole (CRDA), les ouvriers travaillent en moyenne 13 jours par mois. Cette norme de travail ne génère que des salaires symboliques. Les travaux de forêts sont de plus en plus confiés à des entreprises privées. Ces nouvelles structures sont généralement équipées et ne font recours à la main d'œuvre que pour des tâches limitées. Donc, les problèmes d'emploi dans la délégation de Menzel Habib risquent de devenir de plus en plus contraignants.

Enfin, il n'y a ni marchés quotidiens, ni points de vente de bétail. L'infrastructure routière est constituée de 62 km de routes bitumées et de 35 km de pistes entretenues. Plusieurs pistes secondaires sillonnent l'ensemble de la Délégation avec une voie de chemin de fer. Trois gares sont actuellement fonctionnelles**.** La collecte des eaux pluviales est assurée par un ensemble de citernes publiques, privées et les *majels* existants dans la presque totalité des habitats.

Photo n° 1 (Avril 2005) : Techniques du *Majel* : réservoirs d'eau souterrains, en maçonnerie, permettant de conserver les eaux de ruissellement provenant d'un impluvium naturel ou artificiel, utilisés pour l'irrigation d'appoint des arbres conduits en sec.

Photo n ° 2 (avril 2005) : Techniques de *Fesguias*, réservoirs pour la conservation d'eau pluviale ayant une forme de parallélépipède.

Nous constatons donc que le problème de la désertification et de la sécheresse nuit à l'ensemble des activités agricoles. Les solutions sont relatives et ces problèmes restent à l'ordre du jour.

4.2. Le problème de désertification à l'ordre du jour

Jean-Yves Trépos (2002 : 8) disait : « un savoir faire, c'est-à-dire un répertoire de clés d'action ; un savoir-comprendre, c'est-à-dire un moyen d'apprécier jusqu'à quel point il faut mobiliser les savoir-faire ; un savoir-combiner, c'est-à-dire une stratégie pour disposer les différentes phases de son intervention ». Sur la base de cette clarification, peut-on positionner la nature du savoir qui peut être associée à ce problème mystérieux ? Certes, c'est difficile, mais on sait à quel point les organismes et les instituts de recherche exercent une mobilisation et une campagne internationale pour lutter contre ce désastre. Ainsi, depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1992, le phénomène de la désertification est devenu une préoccupation d'un nombre important de pays touchés par ses effets. Une décision importante a été prise par l'établissement d'une Convention de lutte contre la désertification (CLCD), adoptée à Paris en 1994, et qui est devenue opérationnelle à partir de 1996 (ROSELT/OSS-DS4, 2004). Notons que le phénomène a d'abord été dénommé dégradation puis désertification. Mais que signifie réellement ce terme ?

4.2.1. La désertification : quelles définitions ?

La notion de désertification prend plusieurs sens. Elle peut être définie comme étant « l'appauvrissement des écosystèmes arides, semi-arides ou sub-humides sous les effets combinés des activités humaines et de la sécheresse. Le changement dans ces écosystèmes peut être mesuré en termes de baisse de la productivité des cultures, d'altération de la biomasse et du changement dans la diversité des espèces végétales et animales, d'une accélération de la dégradation des sols et de risques accrus pour l'existence des populations » (Dregne, 1977).

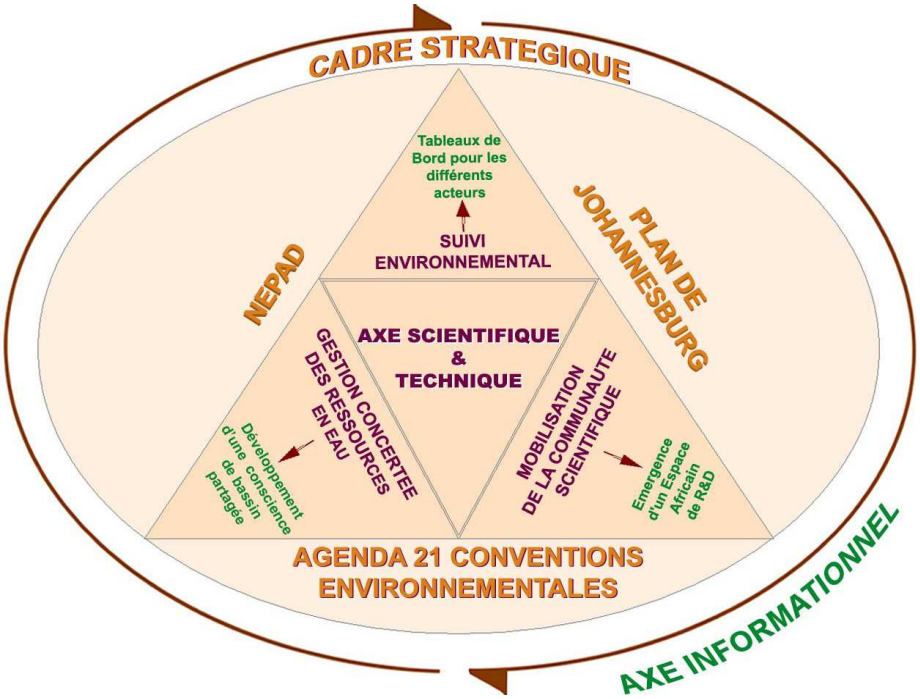
En 1990, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) définit plus succinctement la désertification, comme étant la « dégradation des terres en zones arides et sub-humides sèches, résultant de l'impact d'une activité humaine aux effets

défavorables » (PNUE, 1991). C'est lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le développement (CNUED, Rio, 1992), considérant que la désertification est un phénomène global affectant à la fois l'environnement et le développement, que la décision d'élaborer une Convention de Lutte contre la Désertification (CLD) est prise. Adoptée à Paris le 17 juin 1994 et ratifiée en 1996 par plus de 50 pays, elle est entrée en vigueur en décembre 1996. L'article 1 de la CLD établit que le terme de désertification désigne « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines ». (ROSELT/OSS-DS4, 2004 : 7). Le chapitre 12 du Programme d'Action 21 souligne que : « Les êtres humains dans les zones touchées ou menacées sont au centre des préoccupations dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse ». « La désertification est causée par des interactions complexes entre facteurs physiques, biologiques, politiques, culturels et économiques » (ROSELT/OSS-DS4, 2004 : 9).

Pour Sandrine Jauffret (2001 : 29), la désertification est un processus continu menant au stade final, celui d'une transformation irréversible. Donc la sécheresse est un révélateur de la désertification, alors que l'activité humaine en est la cause. Certainement, il existe des seuils liés à des événements historiques ou à des bouleversements géo-socio-économiques qui déclenchent des phénomènes de désertification. Elle résulte donc à la fois de phénomènes naturels et humains. Mais, ce n'est que par l'intervention de l'homme qu'elle peut être ralentie (Jauffret, 2001). Dans une autre optique, « la désertification et la sécheresse compromettent le développement durable en raison de la corrélation qui existe entre ces phénomènes et d'importants problèmes sociaux comme la pauvreté, une mauvaise situation sanitaire et nutritionnelle, l'insécurité alimentaire, ainsi que des migrations, des déplacements de populations et de la dynamique démographique » (ROSELT/OSS-DS4, 2004 : 7). Pour certains chercheurs, la pression anthropique croissante est la principale cause de la désertification. Les conditions climatiques ne font qu'exacerber les dégâts provoqués par l'activité humaine (Jauffret, 2001). Une fois enclenchés, certains processus peuvent continuer même si les conditions de l'environnement redeviennent favorables (précipitations, apports des nutriments…) et si l'action de l'homme s'estompe. Notons qu'un neuvième de la surface terrestre du globe est touché par le processus de désertification. D'où la nécessité de la vigilance, à travers l'identification des indicateurs et l'évaluation des

seuils de dégradation, pour lutter contre ce phénomène (Jauffret, 2001). Dès lors, il faut une vision plus détaillée de la dynamique interactive spatiale et temporelle entre les ressources, les usages et les aléas climatiques à l'échelle locale, loin des définitions « politiques » (Dregne, 1977). Enfin, pour un nombre important d'observateurs et de chercheurs scientifiques que nous avons rencontré dans le cadre du programme LOTH, la désertification est un domaine de recherches pluridisciplinaires, qui accapare l'attention de plusieurs structures de recherche scientifique, de coopération ainsi que celle de bailleurs de fonds. En tant que science, elle intègre des axes techniques et scientifiques, informationnels et un cadre stratégique d'action.

Figure n° 23 : Cadre stratégique d'action et de LCD



(OSS/DS n°56 : 5)

Ce cadre stratégique prospectif se situe à la fois dans la continuité des efforts internationaux, sur ce sujet de désertification (l'Agenda 21 et aux Conventions environnementales et aux initiatives africaines et internationales pertinentes en faveur du développement durable en Afrique particulièrement le NEPAD[111], le Plan d'action de Johannesburg et l'évolution de l'activité de l'ensemble des observatoires qui appartiennent au ROSELT y compris les observatoires du sud tunisien. L'objectif est de

111 Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

renforcer les capacités à relever de nouveaux défis, à travers le développement des nouveaux axes scientifiques (Informationnels) ; le renforcement des actions et des synergies et la gestion concertée des ressources (OSS, 2004 : 7). Cependant, ce cadre est insuffisant pour engendrer les effets souhaités. Notre proposition est de développer dans le cadre d'un processus d'intelligence territoriale, les capacités de soutenir la mise en œuvre des initiatives, en faveur du développement durable moyennant une communication triptyque entre les trois principaux acteurs (population-observateur et décideur). Nous partons de l'exemple de l'observatoire de Menzel Habib pour proposer un autre schéma fonctionnel fondé sur la communication, la participation en vue de consolider les acquis institutionnels et techniques de l'observatoire.

4.2.2. La désertification à Menzel Habib

Comme la plupart des régions arides ou semi-arides de la périphérie méditerranéenne, Menzel Habib est particulièrement exposée au risque de la désertification. Elle est également en proie à de profondes transformations socio-économiques, qui posent l'enjeu majeur de garantir l'équilibre entre la préservation des différents milieux et le développement des populations rurales qui y vivent. La diversification des activités économiques qui est accélérée et amplifiée dans le contexte de réformes des politiques rurales et de la mondialisation des échanges, a contribué à intensifier le processus de désertification, malgré les efforts déployés par les instances gouvernementales (Fiche n°257- IRD, 2007). Les travaux de recherche entrepris dans la région de Menzel Habib ont ainsi permis d'aborder les problèmes de la désertification dans ses dimensions multiples**.** La première remarque qui se dégage de l'observation des programmes et des travaux du développement à MH, est l'implication de plusieurs structures. Cet aspect de coopération et de participation est bien souhaité, mais il se trouve handicapé par certaines lacunes de coordination et d'harmonisation.

Le projet dit DYPEN (Dynamique de la population et de l'environnement) a regroupé des chercheurs travaillant dans le cadre de cet observatoire pour essayer de retracer les interactions entre la dynamique sociale et l'environnement, notamment l'extension de la désertification à travers une analyse chronologique des événements de transformations écologiques et sociales. Ils ont analysé des images par satellites afin de préciser l'évolution de la désertification, à partir du changement des états de surface au cours des

deux dernières décennies (Auclair *et al*, 1998 : 16). Houcine Khatteli (1996**)** a traité les mécanismes et les moyens de lutte préventive et curative de l'érosion qui concerne l'OMH. Il a conclu que les vents les plus érosifs sont ceux qui proviennent de l'est, du sud-est et du nord. La lutte curative de l'ensablement des cultures est, d'après l'auteur, possible grâce au recours à la technique du « *Mulching* »[112]. La régénération de ces écosystèmes est peu fréquente mais possible par des mises en défens et les travaux d'aménagement (Jauffret, 2001). Certains travaux ont montré des résultats positifs des efforts de fixation de sable, de plantation et de mise en défens (Floret et *al*, 1991). Ballachheb Chahbani (1992**)** a développé certaines techniques de protection et de lutte contre le vent et l'ensablement, adaptés aux conditions arides de la Tunisie prédésertique. Aussi, dans un cadre de coopération entre le ministère de l'Agriculture et le PNUD, les conclusions concernant l'observatoire sur le milieu biophysique à Menzel Habib ont-elles montré les résultats positifs des travaux de fixation du sable, de plantation et de mise en défens (Floret *et al*, 1991). Sur le plan national, il est vrai que l'État a entrepris plusieurs projets et actions de développement et de lutte contre la désertification. Mais les populations qui vivaient sur ces terres n'ont pas pu les sauvegarder ou les entretenir, car rien n'avait changé dans leur système de production et dans la structure de leurs exploitations (Jauffret, 2001).

En guise de conclusion, la dégradation des ressources naturelles à Menzel Habib s'est considérablement accentuée et affirmée par les différents acteurs. Il faut bien admettre que c'est l'homme qui a été l'agent principal, voire l'agent quasi-exclusif, de cette accélération de la dégradation des ressources naturelles, à laquelle nous assistons. « L'homme qui a été le générateur et l'agent de la dégradation des ressources naturelles, est-il en mesure de redevenir, le restaurateur et l'améliorateur de ces mêmes ressources ? » (Makhlouf, 1995 : 13). Répondre positivement à cette question signifie que la contrainte de l'aridité peut être dépassée et que le développement passe avant tout par la mise en place des règles d'une « bonne » gestion et par l'amélioration des règles existantes et non pas par des interventions centrées uniquement sur des apports techniques.

[112] Consiste en un épandage de résidus végétaux sur la surface du sol après avoir nivelé les dunes.

4.2.3. L'aridité est-elle une contrainte au développement ?

Certainement, l'aridité constitue une entrave majeure au développement économique et social des régions qui souffrent de ce problème. Les alternatives sont limitées. En effet, 54 % des terres sont très sensibles à la désertification avec un climat aride et un manque des ressources naturelles (Le Floc'h *et al*, 1992 : 397). L'infrastructure pour certains secteurs est en deçà des normes nationales. L'activité économique est dominée exclusivement par le secteur agricole (absence d'emploi hors du secteur agricole, extension anarchique des cultures, l'absence de technicité et de tradition en matière de conduite des cultures irriguées etc.). Aussi, le chômage est assez important, soit 60 % des actifs de ménages sont sans emploi (Rapport IRA, 2004). Malgré les efforts, la région dispose de peu d'atouts et d'opportunités pour se développer. On relève particulièrement la bonne aptitude culturelle de certains types de sols et la longue cohabitation entre pâturage et végétation naturelle qui a généré une série de peuplements végétaux très résistants aux perturbations. Aussi, pouvons-nous signaler qu'à Menzel Habib, la société pastorale existe depuis des siècles (CAMELEO, 2001). Les projets de lutte contre la désertification ont contribué à la formation d'une main d'œuvre spécialisée et expérimentée dans les travaux de fixation des dunes, de plantations et de conservation des eaux et des sols, etc. Enfin, il faut ajouter que les grands projets entrepris par l'État ces dernières décennies ont permis d'améliorer dans de larges mesures l'infrastructure de développement et les conditions environnementales, notamment en matière de lutte contre l'ensablement. Dans ce processus de lutte contre la désertification plusieurs expériences, projets et actions ont été développés.

4.2.4. Les actions et les scénarios envisagés

Les observations et les entretiens montrent que la priorité est de trouver des alternatives à des situations difficiles ou d'une mauvaise gestion des ressources (Floret et *al*, 1991), comme la réduction de la forte pression humaine et donc agricole sur les écosystèmes naturels. Aussi, pour la mise en œuvre des techniques de production et d'exploitation agricole qui se sont révélées sources de perturbation et de dégradation des sols, le tracteur avec charrue à disques a permis des défrichements considérables en un temps réduit (CAMELEO, 2001). Il faut admettre que la dégradation du milieu par les acteurs

locaux n'est pas un acte gratuit. L'objectif étant la production et la création des richesses. Restaurer et réhabiliter ces milieux très dégradés doit donc, en priorité, conduire à redonner des fonctions productives plus importantes à ces milieux. Les acteurs concernés peuvent être divers : propriétaires, locataires ayants-droit, habitants de la région, collectivités territoriales, État, etc. Deux solutions sont alors possibles : soit on incite les acteurs locaux à prendre en main toute les actions de réhabilitation en les adaptant aux différentes configurations écologiques, économiques ou sociales locales, soit on appelle l'État à se charger lui-même des actions à mener. En se basant sur l'une ou l'autre de ces deux éventualités, deux actions peuvent être proposées.

La première consiste à un redressement et à mise à niveau des exploitations agricoles **:** si l'agro-pasteur dégrade ses ressources naturelles, c'est par besoin et nécessité. Puisqu'il ne peut répondre à ses besoins qu'en surexploitant ses ressources naturelles, il continuera à le faire, même au prix d'une dégradation dont il est le plus souvent conscient. Au lieu d'entreprendre eux-mêmes les travaux de conservation et de restauration des ressources naturelles, les services de développement auraient pu obtenir meilleurs résultats, en consacrant les mêmes efforts et les mêmes crédits au redressement des exploitations agricoles et à leur adaptation aux nouvelles conditions économiques et sociales de manière à ce qu'elles puissent de nouveau assurer, elles mêmes, leur fonction habituelle de conservation et de restauration des ressources naturelles qu'elles utilisent. Les moyens techniques et financiers, doivent servir d'abord et essentiellement à rendre la société rurale et agricole capable de prendre en charge aussi bien le processus d'arrêt de la dégradation des ressources qui ne sont pas encore dégradées que le processus de restauration des ressources déjà dégradées. Au niveau de cette exploitation, il faut injecter des activités et des mesures permettant son autodéveloppement et sa pérennité. Parmi ces mesures, le renforcement de l'équipement, l'encouragement de l'activité artisanale des femmes, l'encouragement du petit élevage familial, l'amélioration des performances zootechniques du cheptel et l'amélioration des conditions culturelles (CAMELEO, 2001).

La deuxième éventualité est l'ajustement des systèmes actuels de gestion et d'exploitation **:** compte tenu de l'urgence à limiter et à réduire la désertification et à développer ces zones désertifiées, c'est l'État qui devrait entreprendre les actions de ce phénomène (réparation, restauration, réhabilitation, etc.) dont le coût réel est trop élevé

pour être confié aux acteurs locaux. Ainsi, l'État étant le porteur des intérêts pour les générations futures, l'objectif le plus immédiat qu'il doit fixer serait de maintenir des conditions de vie acceptables et durables qui évitent l'abandon des terres et les exodes provoqués par les crises écologiques. La rationalité économique des actions du développement durable entreprises par l'État dans ces zones doit se concevoir dans l'optique d'une gestion rationnelle des ressources rares.

Compte tenu de la multitude des contraintes à relever, les actions envisagées dans les deux scénarios sont comparables. Ce qui les différencie étant le rôle assigné aux acteurs locaux, c'est l'intensité des interventions de l'État dans la réalisation, le suivi des actions de développement et le degré de spécialisation ou de diversification des activités agricoles au niveau des exploitations. La conclusion la plus importante qui peut être valorisée et utilisée comme une variable « génératrice », c'est le mécanisme d'apprentissage individuel plutôt que collectif généré par les échecs et les situations difficiles. En ce sens, « l'agir réflexif est la compétence fondamentale de l'acteur ; elle est tout ce que les acteurs connaissent ou croient, de façon tacite ou discursive, sur les circonstances de leur action et celle des autres, et qu'ils utilisent dans la production et la reproduction de l'action » (Giddens, 1987)[113].

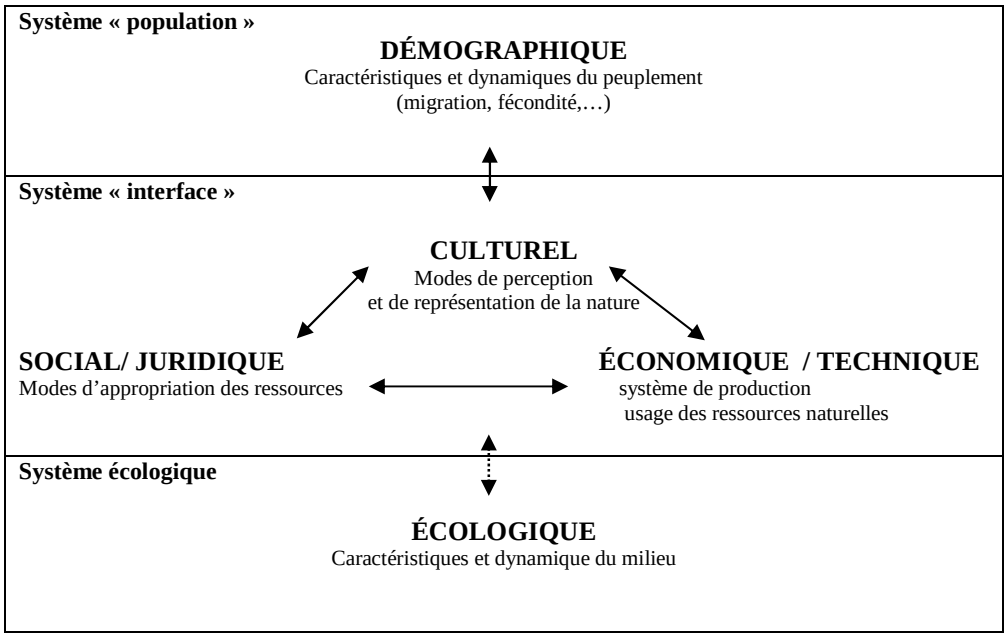
4.3. Les comportements de la population locale

Dans cette section, on voudrait commencer une première tentative pour la compréhension des relations existantes entre populations rurales, structures administratives et structures de recherches. Aussi, une première au niveau d'un sujet qui aborde la notion d'intelligence territoriale, dans les zones arides en Tunisie (rappelons qu'aucun travail de recherche sur l'intelligence territoriale n'a encore été réalisé dans un contexte aride). Le manque d'entente mutuelle entre les différents acteurs constitue des entraves très importantes à la communication et à la réussite d'un projet participatif du développement. La confiance constitue un élément de base lors de la constitution d'un PIT (Bouchet, 2006a). Ainsi, l'observatoire constitue le cadre d'une approche intégrée des systèmes cohérents population-environnement. Mais, il ne s'agit pas seulement de juxtaposer à un observatoire de l'environnement, un observatoire de la population, mais de caractériser et de suivre, par le choix des indicateurs et d'échelle compatibles, la

[113] Cité par Meyer (2006).

relation entre une société et son environnement. Les systèmes population-environnement sont des systèmes complexes qui se transforment sous l'effet de multiples facteurs. On peut schématiquement décomposer un tel système en trois sous-systèmes interdépendants qui apparaissent dans le schéma suivant.

Figure n° 24 : Le système population - ressources naturelles



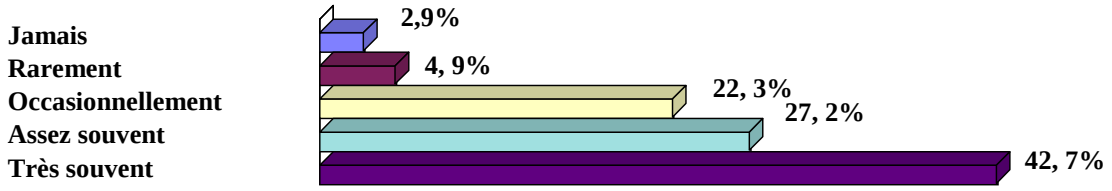
(Picouet, Sghaïer, 2000 : 25)

L'accent est mis sur l'« interface » caractérisant les relations d'une société vis-à-vis des ressources du milieu. Cette interaction homme-environnement constitue toujours un axe de recherche important de cet institut. Pour cette raison, nous avons choisi d'explorer d'abord les objectifs visés par ce type de programme. Nous ne développerons pas ici les conflits entre les acteurs, mais nous positionnerons le comportement da la population (ménage) face à leur milieu. Les résultats de l'enquête nous guideront dans la construction d'un modèle d' « intelligence territoriale » qui se fonde en grande partie, outre l'information et la communication, sur l'apprentissage organisationnel réflexif, la participation et l'action collective.

4.3.1. Un climat d'incertitude

Sandrine Jauffret (2001 : 30) rappelle le comportement logique dans une situation de difficultés et cherche à « enrayer les processus de dégradation, stabiliser les équilibres entre ressources et le niveau de leur exploitation, rétablir des cadres sociaux et politiques viables de gestion des ressources naturelles sont les priorités des gestionnaires de l'environnement dans les pays touchés par la désertification ». Malheureusement, une atmosphère d'incertitude et un comportement non coopératif règne dans cette situation de difficultés à Menzel Habib. Le problème est plus visible chez la population et les ménages. Par exemple, sur la base de 103 chercheurs, les enquêtés ont apporté une vision critique sur cette question de concertation et entente entre la population et la communauté scientifique des observatoires.

Figure n° 25 : Problème de concertation entre population et chercheurs



(Enquête, 2008)

Les avis et les comportements des populations locales vis-à-vis des projets et programmes de développement forment une composante importante pour le succès de ses structures. Malheureusement, nous avons constaté que quelques comportements non coopératifs de la population envers les structures administratives et scientifiques existent encore. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous traiterons les causes de ce problème. Constatation importante, mais souvent oubliée ou marginalisée est celle concernant l'attitude de la population qui compte énormément pour les chances de réussite ou d'échec de telle ou telle action d'aménagement territorial. Certes, la marginalisation de la composante humaine a constitué une cause d'échec pour divers projets de développement. Si les nouvelles orientations des actions d'aménagement du territoire et de gestion des ressources naturelles à cette région tendent à faire participer de plus en plus les populations locales dans le suivi et l'exécution des travaux, les résultats souhaités sont encore loin d'être atteints. Sur un point précis qui touche directement la population (la lutte contre la désertification), la lecture dans des projets

réalisés (comme DYPEN et CAMELEO) permet d'identifier certaines attitudes de la population locale. Les analyses montrent qu'une grande partie des études réalisées affirme que, sur une période de dix ans, la région de Menzel Habib enregistre deux années pluvieuses, quatre années à pluviométrie moyenne et quatre années de sécheresse (CAMELO, 2001). Il est relativement fréquent d'assister à la succession de deux ou trois années de sécheresse. Ces périodes arides constituent des contraintes importantes aussi bien pour le milieu naturel que pour la population locale. La gestion de ces périodes difficiles nécessite de la part de la population l'adoption de diverses formules d'adaptation. Un ménage sur dix affirme que les années de sécheresse ne constituent pas une contrainte majeure. Une telle réponse est essentiellement formulée par les exploitations relativement importantes qui disposent d'une bonne stratégie de gestion des ressources. En effet, le CRDA de Gabès a entrepris plusieurs travaux de lutte contre l'ensablement et de protection des infrastructures publiques dans la région de Menzel Habib. Cependant, les chantiers ne fournissent que des salaires modestes aux ouvriers et n'arrivent pas à assurer une rente supplémentaire pour l'exploitation. L'exemple d'un entretien avec un ouvrier sur le terrain explique clairement la situation : « *Nous sommes déçus de nos expériences dans les chantiers. Nous regrettons de ne pas avoir opté depuis longtemps pour l'exode. Maintenant, c'est trop tard, nous n'avons plus l'âge ni les moyens de faire quoi que se soit. ''Allah ysehel elgacem''*[114] ».

Dès lors, un nombre majoritaire d'entretiens ne retrace en réalité que le poids des difficultés économiques des exploitations de Menzel Habib (Makhlouf, 1995 : 15). Plusieurs autres attitudes concrétisent un espoir caché ou une perception donnée de ce qu'ils attendent des chantiers de lutte contre la désertification. Certains critiquent le choix des espèces végétales utilisées et la marginalisation des espèces fruitières, alors que d'autres proposent d'investir les fonds alloués aux chantiers dans d'autres activités telles que la création de puits de surface. Certains signalent que la superficie actuelle des parcours n'est plus en mesure de parvenir à la satisfaction des besoins du troupeau et s'inquiètent sur l'avenir de leurs troupeaux en cas d'augmentation des superficies mises en défens et de surpâturage (Rapport IRA, 2004). Dans le cadre du projet de lutte contre la désertification à Menzel Habib, le CRDA a entrepris l'expérience de la mise en défens au niveau des exploitations familiales privées. L'incitation à cette action est

114 Une prière d'aide et de soutien.

encouragée par la compensation. Certains chefs de ménages ont adhéré à cette démarche, mais la compensation a été servie au cours des premières années pour être suspendue après. D'où, une grande inquiétude de la population vis-à-vis de cette démarche. Mis en place par différentes structures de développement et parfois de recherche, les ouvrages de lutte contre l'ensablement ont été installés dans l'ensemble des secteurs de la délégation à différentes périodes et dans différents contextes. Certains sont tout récents alors que d'autres ne constituent que des vestiges d'anciens ouvrages (Kraim, 1994).

La réalité du terrain permet de constater qu'une bonne partie des ouvrages est mal entretenue ou arrachée par certains habitants. Les constats du terrain permettent de voir plusieurs plaques en fibrociment autour des enclos de bétail. La population signale que dans l'ensemble, les effets des ouvrages restent modestes. Plusieurs citations ont été avancées à propos des palissades et du brise-vent dans la région de Menzel Habib. Certains signalent que l'activité éolienne est si importante, qu'au bout de quelques mois, on assiste à l'arrachement de certaines plaques de fibrociment. D'autres indiquent encore que les « *tabias* »[115] surmontées par des feuilles de palmes ont plus de chances d'être préservées que celles à base de plaques. D'autres encore affirment que le manque d'entretien de la part du service créateur constitue la principale cause de délaissement de ces ouvrages. Certains recommandent même de recruter des gardiens pour préserver ces actions d'aménagement.

En résumé, les efforts déployés sont loin d'être satisfaisants. D'ailleurs la dégradation est visible et l'inquiétude est exprimée avec beaucoup de souffrance et peu d'espoir. L'amélioration des pratiques et la sortie d'une situation fragile reste une dynamique collective que nous développerons dans cette recherche. On trouverait dans l'intelligence territoriale des éclairages intéressants. Ses partisans pensent, que sans information et communication, l'amélioration d'une situation n'est pas possible. Nous souhaitons donc associer les acteurs locaux, qui participent à la création et à la diffusion d'un contenu territorial, à un processus relevant des pratiques communicationnelles, en croisant les regards sur un territoire.

[115]Une sorte des dunes artificielles de sables.

4.3.2 Les regards croisés entres acteurs locaux et acteurs d'administration

D'une manière plus ou moins rationnelle, les acteurs locaux usent au mieux de leur savoir faire local pour exploiter les ressources disponibles. « Les structures de l'administration cherchent de leur côté, à ce que les usages des ressources naturelles par les populations locales soient dans les normes de la rationalité. Les organisations et structures internationales interviennent par des projets et programmes de coopération, qui ne collent souvent pas avec les réalités locales (Tbib, Haddad, 2008 : 269). La perception, les décisions, les visions et les usages des ressources naturelles restent propres à chaque acteur. Les structures locales et les structures de l'administration sont en situation délicate face aux difficultés de communication autour du problème de la désertification et du développement. Les programmes de développement et les projets de vulgarisation n'ont pas été suffisants pour que les stratégies familiales de production agricoles en zones rurales intègrent la dimension environnementale dans les procédures de production agricole. Les structures de l'administration n'ont pas cherché de leur côté, la mise en place de projets et de programmes de court terme qui soient capables de diversifier les branches d'activités économiques et favoriser les perspectives de gestion des ressources humaines, jusque là menacées par le chômage et la pauvreté. À l'époque des sociétés du savoir et des aspirations au développement durable, quels pourraient être les rôles des observatoires, de recherche scientifique face aux problématiques globales ?

Conclusion

Laboratoire interdisciplinaire (sciences de l'information et de la communication, esthétique, sociologie), le CREM vient proposer une nouvelle vision territoriale inscrite dans une variété de travaux qui touchent les problématiques des sociétés rurales. Son expertise des outils et logiques de communication (Note LOTH, 2006 : 3) entend développer dans un nouveau programme une réflexion singulière dans une région complexe. Les engagements sont multiples entre le CREM et le LESOR. Ils visent le développement des axes communs en lien avec les intérêts des uns et des autres.

En ce qui concerne notre travail, ces structures de recherche n'ont pas hésité à nous offrir le terrain d'observation et les moyens nécessaires à la réalisation de différentes tâches et missions programmées dans le cadre du programme LOTH. En assurant une meilleure coordination, les objectifs opératoires de la coopération sont mis en place. Notons aussi que nous sommes invités systématiquement à réfléchir quant aux modalités de valorisation de ces acquis dans les nouvelles orientations stratégiques comme l'intelligence territoriale, le marketing territorial, la patrimonialisation, etc. (*cf.* Annexe n° 1). Le moment est alors propice pour que les régions et pays menacés par la désertification s'organisent pour se procurer une place convenable dans les plates formes des forums symposiums et colloques d'envergures internationales afin de bien profiter des expérimentations en matière de développement local équilibré et durable (Colloque SFSIC/ISD/IPSI, 2008).

Il est encore grand temps d'entreprendre diverses mesures pour réfléchir ensemble aux acquis scientifiques ; renforcer des échanges féconds ; partager des expériences utiles (Vigneron, Francisco, 1996) et identifier un certain nombre de valeurs à soutenir dans les nouvelles orientations et stratégies du développement durable face aux multiples défis du développement en zones arides et menacées. La faiblesse signalée par les diagnostics de l'observatoire Menzel Habib est à combattre. « Elle nous amène à reconnaître que les sociétés rurales constituent une valeur noble, du fait qu'elles s'efforcent encore à produire pour soit et pour les autres dans des circonstances contraignantes et débordantes » (Tbib, Haddad, 2008 : 270). Les possibilités d'organiser des ateliers, colloques et séminaires de grande envergure regroupant intellectuels, scientifiques, décideurs et différents groupes d'acteurs de développement

ont constitué de bonnes initiatives pour débattre des thématiques jusque-là épineuses pour la recherche et des solutions définitives et appropriées à combattre le blocage territorial dans ses multiples facettes. Le dialogue et la communication autour du développement durable en zones fragiles, entre les structures de la recherche scientifique et l'enseignement supérieur d'un côté, les structures de développement local régional et national de l'autre ainsi que les organisations de la coopération pour le développement (Bourgeois, 2005), sont des actions d'utilité certaine, puisque les objectifs ont été bien ciblés et les approches bien ficelées.

En guise de conclusion, nous envisageons l'étape du développement d'une démarche de recherche pour une intelligence territoriale adaptée aux zones rurales de l'OMH (*cf.*, Chapitre 5) pour promouvoir la mutualisation de l'information, la concertation territoriale, la communication, la confiance, etc. entre les divers acteurs de développement et en vue de les outiller pour qu'ils assument leurs responsabilités. Nous annonçons par conséquent des hypothèses et nous développons aussi notre méthodologie de recherche appropriée à l'OMH qui sera complétée dans des recherches ultérieures avec le LESOR.

Chapitre 5 : Une démarche de recherche pour une intelligence territoriale

La caractérisation antérieure du champ d'étude fait apparaître les capacités des observatoires d'être des lieux et des dispositifs qui intègrent la complexité territoriale en raison de leur capacité à intégrer un cadre spatial et temporel d'analyse situationnelle. Dans cette perspective de consolidation institutionnelle se pose la question sur les possibilités d'avenir de la mise en place d'un PITA au sein de ces dispositifs. Parmi les objectifs de l'investigation conceptuelle et théorique est de savoir s'il est faisable d'assigner à l'observatoire le rôle d'un catalyseur d'une société rurale harmonisée et de devenir un espace public de discussion autour des grandes problématiques. Cette élaboration ne doit se contenter d'une simple adhésion ou une parole sacrée. Elle constituera la base d'une action opératoire. Mais la question se pose sur les comportements des acteurs. Sont-ils prêts à s'investir dans cette démarche ?

Quelle que soit la réponse, nous avons besoins maintenant d'un cadrage précis du PITA susceptible d'être associé aux observatoires en zones arides (OMH). Les hypothèses se nourrissent de l'intelligence territoriale pour formuler des orientations et des recommandations pour rationaliser la relation. Comme le rappelle Mongi Sghaïer (2004) l'objectif du développement durable ne peut être atteint qu'en croisant, dans une approche synergique, les résultats des investigations des autres champs disciplinaires. Nous sommes bien dans cette perspective qui tire son originalité d'un processus de réflexion scientifique (IT) et qui s'est développé au carrefour de l'information et de la communication.

Les observatoires comme l'intelligence territoriale objets et champs scientifiques. Les deux hypothèses que nous avons formulées découlent d'une prise de conscience, d'une prise de position quant aux caractéristiques territoriales en matière de besoins d'information et d'état des relations entre les acteurs (**5.1**). Comme le rappelle Jean-Louis Le Moigne (1973 : 53), Il ne s'agit pas d'un problème de manque d'information et le véritable besoin n'est pas de produire comme telle de l'information, mais de la valoriser et de la communiquer auprès des usagers moyennant un rapprochement entre

l'état des relations entre (IT, SIC, DD, observatoires, etc.). De ces présupposés découlent aussi une démarche méthodologique qui vise l'explicitation et la validation des hypothèses et l'aboutissement à des résultats, à des propositions et à des conclusions significatives. Comme nous avons signalé à l'introduction, nous sommes dans une « logique de découverte » en partant d'une recherche générale sur les observatoires pour arriver à un cas spécifique en Zones arides (**5.2**).

5.1. Hypothèses de la recherche

Peu de théories traitent le sujet d'observatoire. Dès lors, il est difficile d'inscrire cette recherche dans un courant préexistant précis. En dehors de cette question méthodologique, nous sommes convaincus que ces dispositifs sont en train de contribuer au développement des régions rurales. Nous sommes aussi persuadé que les SIC seront au service d'une stratégie d'accompagnement fondée sur la transparence, la volonté de communiquer et la confiance entre les acteurs.

La littérature ne permet pas d'obtenir des éléments de cadrage qui peuvent servir de référents. Pour cette raison nous avons mobilisé l'ensemble des éléments théoriques antérieurs (première partie) et jugé indispensable de se mettre d'accord sur ce que l'on entend par « observatoire » sur le plan théorique et empirique. Nous avons apporté des éléments de réponse évolutifs permettant, par la discussion, et par l'étude de cas (OMH), de développer un discours, tout d'abord sur un processus d'intelligence territoriale et de proposer, ensuite, un processus adapté à cette région. Dans le même ordre d'idées, les débats qui ont été mené ont permis, tout d'abord, d'améliorer les connaissances sur ce qu'on entend par « intelligence territoriale », ensuite d'avoir une idée sur les modes de perception, et enfin, évaluer le niveau d'acceptabilité de l'objectif opératoire et prospectif que nous poursuivons. Nous avons rapidement remarqué la valeur des structures existantes et les raisons de leurs ouverture sur les SIC. Certes, il est tout à fait légitime que ces structures locales de recherche s'attendent à une amélioration de l'accessibilité et la qualité de leurs systèmes et « mieux communiquer » avec les autres acteurs **(5.1.1).** En effet, le programme LOTH se construit avec et sur les principales thématiques des travaux du CREM et du LESOR. Pour un territoire qui cherche son équilibre, l'information et la communication sont donc les deux termes fondamentaux dans la conception du programme et le processus d'intelligence

territoriale. Cette vision s'inspire de travaux réalisés par Yann Bertacchni (2004), Jean-Jacques Girardot (2002), etc. Mais la dimension pragmatique des acteurs s'impose si on veut que le PITA dépasse le stade d'une proposition **(5.1.2).**

5.1.1. Accessibilité de l'information et place de la communication

L'accessibilité est la possibilité de collecter l'information auprès de la source productrice. Cette information doit être actualisée et communiquée. La première hypothèse du travail stipule que l'observatoire en zone aride améliore l'accessibilité de l'information et l'interaction entre les acteurs territoriaux. Cette hypothèse s'intéresse aux intentions organisationnelles, à la diffusion de l'information et surtout aux relations signifiantes sur un territoire (Dumas, 2004). Puisque cette recherche annonce les fondements de la mise en place ultérieure d'un processus d'intelligence territoriale adapté, la première prétention est de découvrir les pratiques actuelles et détecter les voies d'une « communication efficace ». Puisque notre recherche se poursuit dans le cadre du programme LOTH, nous proposerons les outils nécessaires pour mettre en place des plans cohérents d'information et de communication lors de la création et l'application des projets territoriaux.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'observatoire s'affirme comme un instrument différent des enquêtes statistiques classiques. Nous voulons savoir aussi si la communication existante est simplement faite pour transmettre les données et les informations ou pour d'autres finalités[116]. Cette question a été révélée lors des ateliers et séminaires de recherches qui s'organisent autour du programme LOTH. Il d'une dialectique données-information-communication face à une sorte de « fragilité» territoriale. En effet, l'observatoire est devenu un instrument d'observation qui s'ancre dans la durée et qui permet d'articuler des formes d'investigation différentes, autant qualitatives que quantitatives (Dubois, 2004). Certes, les données constituent une base

[116] Cette prérogative classique des observatoires a été précisée dans la première partie de cette thèse. C'est l'enjeu d'un observatoire lorsque « la nature des informations transmises est simple et se réduit à des données. Ainsi un [observatoire] peut transmettre des résultats comptables, des statistiques des schémas numérisés, des textes à l'intention des ses clients, de ses actionnaires des ses employés. Mais quand on sort du cadre des données stricto sensu ce modèle a du être raffiné et complété pour prendre en compte les méta-données qui conditionnent l'existence même des données. Les conventions du langage, l'interprétation des significations, la culture sont ainsi entrées dans un modèle de communication élargie qui permet de mieux rendre compte de la complexité du phénomène de communication… » (Dumas, 2008 : 112).

essentielle pour le développement durable, mais elles sont insuffisantes sans transmission, communication et validation.

De ce fait, à travers cette hypothèse, nous cherchons à voir si cette dimension est valorisée. Dans la négative on cherche à montrer comment la valoriser dans le cadre du processus que nous cherchons à mettre en place ? La progression dans la recherche et l'observation effectuée sur les observatoires en zones arides ont permis de constater une ouverture en termes des enjeux et défis de ces dispositifs. La question reste de savoir jusqu'à quel point on peut aller dans une perspective outre que l'analyse et la production des données.

Cela étant précisé, nous cherchons ensuite, à préciser les modes de circulation et de diffusion de l'information. Enfin, nous identifions la participation des observatoires dans ce circuit sur le plan informationnel et communicationnel. Il faut remarquer ici que rien ne paraissait devoir justifier des relations entre une problématique de désertification et de déséquilibre écologique qui menacent la population rurale et son processus de développement local et les SIC. S'il y a toujours incertitude sur l'apport exact de cette discipline, on peut raisonnablement s'appuyer sur les recommandations des différents sommets mondiaux où le lien entre le développement durable et l'information dévient évident. En dehors de ce cadre institutionnel, il faut également rappeler que le développement durable et la gestion des ressources naturelles est un thème central de recherche en zones arides. *À priori*, s'intéresser au développement durable, dans un contexte de rareté des ressources naturelles et de précarité de l'environnement naturel, exige que chacun soit utilisateur et fournisseur d'informations, au sens large. Ce partage est-il vérifié dans les zones observées ? Généralement, toute dynamique socioéconomique et environnementale, tout suivi évaluation (indicateurs, systèmes d'information, base de données, etc.) supposent l'existence de relations interactives, une dynamique locale, une recherche créative des nouvelles solutions, etc. Mais à qui font profiter ces dispositifs ? Une autre question qui découle de cette hypothèse est de savoir si les observatoires sont seulement des producteurs d'information ou aussi des lieux de communication sociale ?

Sans être systématiquement marquée par une extrême complexité théorique, Nous avons posé des questions variées associés aux situations problématiques. Cette démarche renvoie aux travaux d'Alex Mucchielli (2005 : 17) sur la problématique situationnelle

définie comme étant « l'ensemble des questions qu'une situation pose à un (ou des) acteur(s) immergé(s) dans cette situation et qui en fait (font) une certaine lecture, compte tenu des relations entre leur "orientation d'esprit", leurs activités en cours et les éléments pertinents ("objets cognitifs") qui se configurent du fait même de leur situation biographique et de la situation donnée-construite ».

Les SIC sont au service d'une proposition qui favorise une diffusion élargie de l'information et une communication « efficace » entre les différentes structures. Nous précisons que nous sommes déjà conscients que « le travail social, et en particulier le développement territorial, sont en tant que tels composés d'actes communicationnels. On agit en communiquant, on communique pour pouvoir agir ; on diffuse ses pratiques, on montre ce qu'on a fait…L'ensemble vaste voire infini des pratiques communicationnelles ne permet pas d'emblée de sortir d'un sac les bonnes méthodes, les recettes de cuisine prêtes à l'emploi, qui vont permettre de ''bien communiquer'', dans l'objectif d'améliorer les projets d'intervention territoriale » (Masselot, 2004 : 21). Ces derniers vont-ils accompagner et justifier notre recherche et nos propositions ? Au cours des nos travaux, nous avons posé la question sur le statut de la communication dans ce cadre aride, il est fondamental de le distinguer de ce qui est déjà existant et considéré comme communication. Cette distinction permet de construire un référentiel de communication propre à notre contexte de recherche.

Une telle approche conceptuelle en matière de communication doit se baser sur les spécificités réelles du territoire. Apporter une réponse à cette hypothèse, c'est mettre l'accent sur les lacunes en termes de valorisation des acquis et renforcer la « territorialité » et les niveaux de dépendance entre les populations rurales et leur environnement naturel. Nous réfléchissons aussi à la relation entre communication et confiance. Autrement dit, on peut se demander si le risque n'est pas « toujours là » et quel rôle va pouvoir jouer une communication bien planifié et organisée ? Cette question nous conduit aussi à réfléchir sur le rôle spécifique et innovant qui peut jouer l'observatoire dans une perspective d'interaction territoriale. Cette dernière se fonde sur un processus particulier baptisé PITA.

5.1.2. L'utilité du recours à un PITA

Nous supposons ici que les acteurs territoriaux trouvent leur intérêt dans un PITA. Cette hypothèse est en quelque sorte le résultat de la première. Cette hypothèse découle de la première hypothèse. Nous pouvons dire qu'en écartant l'information et la communication, il est difficile, voire impossible d'imaginer un PITA. L'adhésion et l'acceptabilité de ce dernier, est une condition nécessaire pour avancer dans la construction de ce processus. Il est donc primordial de disposer d'éléments sur la compréhension et l'acceptabilité des représentations. Si l'ouverture disciplinaire des observatoires est rassurante, il faut que le processus soit utile. Pour apporter une réponse, il faut examiner la relation, au moins, entre l'information, la communication et le développement territorial. Il faut préciser aussi que ce présupposé est en relation avec l'hypothèse précédente et vise la continuité sous le signe de la communication et le traitement d'informations couplés à une démarche d'évaluation continue.

En effet, nous avons trouvé dans les différents travaux (Beratcchini, 2000, 2001, 2003, 2004, 2007 ; Dumas, 2004 ; Herbaux, 2007 ; Yannik Bouchet, 2006, Girardot, 2004) un appui considérable pour établir la relation entre les observatoires et l'intelligence territoriale pour penser les rapports entre les acteurs ; cependant, nous avons la volonté de ne pas trop nous attacher à des processus préexistants. Deux soucis sont apparus ; le problème de maîtrise de certains concepts et/ou notions, encore non stabilisé et l'acceptabilité de notre proposition. On est donc en droit de nous interroger sur l'utilité même de la construction proposée. Comme le rappelle Daniel Bougnoux (2001) la méthode est à la fois rassurante et illusoire. De ce fait, notre vision prospective du territoire est aussi ambitieuse et illusoire. D'où il est important d'avoir des éléments de réponse (même intuitive) sur la volonté des acteurs à adhérer à ce processus participatif.

À priori, parler d'un PIT dans une région aride peut susciter des réticences et des craintes pour certains chercheurs et acteurs. C'est bien un comportement compréhensible dans un espace complexe et au carrefour d'approches variées et multiples. Nous nous sommes attachés à ce que le PITA ne soit en aucun cas une sorte des « ordonnance » préétablies. D'ailleurs, ce n'est pas notre rôle ni notre prétention dans ce contexte complexe. Mais si des valeurs sont à valoriser ou à restaurer à travers une certaine « intelligence », c'est tout à fait légitime de solliciter une organisation de la

communication sans pour autant imposer des solutions mais faire des orientations stratégiques. Selon Alex Mucchielli (1993 : 68), le chercheur doit être capable de solliciter le gisement « intelligence latente » contenu dans l'expérience des structures locales. Ceci ne peut se faire sans un minimum d'adhésion à certaines valeurs « communicantes ».

« Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit[117]». En s'inscrivant dans une épistémologie constructiviste, le véritable défi est maintenant d'apporter des éléments d'analyse « révélateurs » de l'aspect pragmatique. Autrement dit, « inciter » les acteurs à s'interroger sur les « bénéfices » d'une entrée dans un processus régulier d'information et de communication. On peut la encore signaler que certains résultats et analyses situationnelles basées sur l'observation participante, les entretiens, le questionnaire, etc. permettant d'éclairer les tendances et les attitudes de certains acteurs vis-à-vis du PITA. Sans doute, cette adhésion a une forte chance d'aboutir dès que le processus permet les adaptations nécessaires face aux problèmes socio-économiques et environnementaux. Autrement dit, il devra s'inscrire dans la recherche d'une réponse aux attentes et une adaptation moyennant la circulation de l'information, la confiance, la communication, etc. Dans les faits, il est nécessaire que le processus soit capable de mettre les personnes en situation d'espoir. Une telle persuasion au sens de Denis Benoit (1994) est importante pour convaincre les différents acteurs de construire, malgré les divergences, une réalité commune pour soulever les défis. En effet, une situation de blocage ou de dégradation (désertification) est généralement une occasion pour apprendre et pour progresser. Ce constat, nous conduit à une troisième hypothèse sur les capacités de réintégration des situations problématiques, de transformation et de réappropriation des ressources et des moyens à l'aide d'un PITA.

Enfin, il est essentiel d'essayer d'inscrire les réponses, les entretiens, les observations, etc. dans les logiques de l'intelligence territoriale. C'est tout simplement un exercice d'adaptation. Ainsi, toute valorisation territoriale, une réflexion ou une proposition vise l'amélioration de la situation en question à travers la concertation et la communication. Aussi faut-il vérifier si :

---

[117] Gaston Bachelard (1938) cité par (Le Moigne, 1991 : 23).

- la validation des projets dépend de la capacité des acteurs territoriaux à interagir ;
- la manque de confiance est la cause de la défaillance et de l'incohérence ;
- la confiance favorise la communication et la concertation territoriale**.**

L'étude de ces éléments d'ordre comportemental se complète avec d'autres problématiques en cours de construction dans le cadre du programme LOTH. En ce qui concerne cette recherche, nous raisonnons essentiellement à partir d'un contexte particulier, celui de l'OMH. Nous verrons si la communication et la confiance pourront reconstruire l'entente entre les différentes structures et la cohérence « perdue » et comment elle se traduit réellement ? Si nous avons mis en avant la confiance et la communication ainsi que d'autres valeurs voisines, c'est tout simplement parce que nous pensons que les divers échanges doivent constituer la raison d'être d'un observatoire et que les acteurs On rejoint Alex Mucchielli (1993 : 72) pour qui « sans communication, il n'y a pas de système vivant, car il n'y a pas de régulations nécessaires, pas de perception de ce qui se passe…».

Poussé par un besoin de compréhension des facteurs qui régissent les interactions, à plusieurs reprises les acteurs (chercheurs, population, décideurs) ont voulu nous faire comprendre que les efforts déployés n'ont pas vraiment abouti à des résultats qui répondent à leurs attentes. Aussi, avons-nous entendu aussi à plusieurs reprises dire, que les propositions fondées sur des recherches scientifiques dans les régions rurales en termes de développement et d'aménagement territoriaux n'ont pas réussi à freiner les menaces et orienter convenablement les procédures du développement social et économique des populations rurales. En effet, sur le territoire de cet observatoire, entre menaces et opportunités, se livrent des activités économiques, des interactions sociopolitiques et environnementales et s'organise une vie quotidienne hétérogène.

Les menaces font peur et les opportunités font espoir. Entre les deux ce sont des situations d'intelligences qui se développent. C'est dans et à partir de ce processus qu'on cherche la motivation des acteurs à dépasser les menaces ou saisir les opportunités. Pour qu'un acteur s'approprie un tel processus, il faut qu'il lui ouvre de nouvelles perspectives (condition de vie, relations humaines, estime de soi, opportunités, capacités individuelles et collectives, transferts sociaux, etc.). Les acteurs

trouvent-ils leur intérêt dans un PITA conçu dans le cadre d'un observatoire et permettant de transformer une menace en une opportunité ? Mais tout d'abord, une menace peut-elle se transformer en une opportunité dans un territoire mouvant ou bien faut-il se contenter d'un objectif de réduction du risque? Existe-t-il des exemples réels ? Peut-on fonder notre analyse sur l'idée de Paul Watzlawick (1984 : 110) qui a écrit : « une menace est très efficace si celui qui l'a brandie a réussi à mettre en œuvre une situation où les conséquences les plus désastreuses, bien qu'initialement liées à son initiative, échappent désormais à son contrôle». Pour éclaircir notre propos, nous fondons aussi notre analyse sur les travaux des chercheurs cités ci-dessous et qui s'inscrivent dans une vision plus globale qui caractérise certaines recherches actuelles.

La pensée analogique est déterminante dans la compréhension de menaces territoriales. Si on prend l'exemple de la désertification comme une menace, nous pouvons nous référer à des auteurs comme Philippe Herbaux et Yann Bertacchini (2007 : 34) pour qui « le continuum de la menace et de la rupture est chose exceptionnelle. Dès que la menace est identifiée, elle génère habituellement chez l'humain ou l'animal un échafaudage de conjectures fondées sur un recueil accéléré de données qui tend à connaître son épilogue lors de la mise en œuvre d'un dispositif de protection […]La mutualisation de l'information entre les acteurs du territoire devient alors un point d'appui fondamental de la démarche d'anticipation des ruptures encore appelée « intelligence territoriale ».

Cette recherche pourrait être parachevée par une des questions sur le développement durable qui a fait l'objet de plusieurs projets et suscité une variété d'approches controversées. Tant d'autres éléments seront réfléchies et associées dans les deux hypothèses de travail prises dans une dynamique environnementale et socioéconomique en zones arides menacées par des risques de désertification.

Enfin, les observations et les conclusions d'enquête permettront d'éclairer les hypothèses avancées. Les éléments méthodologiques suivants ont été adoptés pour creuser la problématique et les hypothèses du travail. Nous devons certainement relever un défi supplémentaire devant l'obligation à utiliser une démarche « chemin faisant ».

5.2. La problématisation progressive de la recherche

Notre propos ici est d'ordre méthodologique. Il y a beaucoup de choses à dire sur la démarche suivie et l'évolution de notre recherche depuis le commencement. La nature problématique de l'objet a nécessité une problématisation et une progression qui tient compte du champ étudié. Si les observatoires en zones arides sont devenus un véritable dispositif d'investigation avec des objectifs bien identifiés, un calendrier des procédures de collecte et de traitement standardisées et des équipes formées (Rasolofo, 2005 : 2), nous avons constaté que leurs fonctions sont évolutives. Pour cette raison ils sont utilisés dans de nombreuses disciplines et domaines de la vie courante avec diverses interprétations.

Dans cette thèse, le cadre d'utilisation de ce terme est celui de la conception d'un processus d'intelligence territoriale réfléchi à travers un ensemble de conjonctions (développement durable, recherche-action, gouvernance, etc.). Le choix méthodologique découle aussi du fait que ce dispositif (au moins dans le contexte aride au sud tunisien) ayant une seule dimension instrumentale, est insuffisant pour valoriser les efforts considérables des structures locales de recherche. Suite à tous ces facteurs, la recherche d'un cadrage méthodologique nous positionne dans une optique déductive. Étant donné les propriétés théoriques, techniques et empiriques, la précision méthodologique s'impose pour une articulation « réussie » observatoires/intelligence territoriale. La démarche méthodologique doit aussi apporter une explication claire de notre finalité, en lien avec les attentes des différents acteurs.

En nous s'inscrivant dans une démarche plutôt déductive qu'hypothético-déductive, nous nous sommes inspirés de la réflexion de Vincent Meyer (2004) sur l'émergence de formes et d'intentions spécifiques en lien avec différentes demandes sociales[118]. D'une manière analogique, notre recherche a ouvert, au départ, plusieurs approches et enjeux théoriques, problématisations, conceptualisations, etc. avant d'établir des correspondances entre observatoires et intelligence territoriale. Pour de multiples raisons (théories et concepts existants, le terrain, la portée stratégique et opératoire,

[118]Ces recherches ont donné lieu à une entité discursive et notionnelle : les communications d'action et d'utilité publiques (CAUP), « proposée pour tenir compte d'une réalité de pratiques communicationnelles […] permet de regrouper des travaux épars dans une unité thématique propice au développement de la communication organisationnelle » (Meyer, 2004).

etc.), le choix de la démarche déductive a fortement structuré notre recherche. Elle est également en lien avec les éclairages théoriques que nous avons apportés tout au long de la première partie, voire parfois sur des intuitions pour éclairer les hypothèses. De ce fait, nous avons commencés par une revue théorique et une analyse de corpus **(5.2.1)** avant la délimitation du terrain **(5.2.2)**. Ensuite, nous avons commencé une étape d'observation **(5.2.3)** pour finir avec des d'entretiens et une enquête sur le terrain **(5.2.4)**.

5.2.1. Cadre théorique et analyse de corpus

Dans la première partie de la recherche, nous avons analysé certains problèmes théoriques propres aux observatoires. Notre objectif étant de parvenir à identifier les éléments conceptuels (théoriques et méthodologiques) que la notion d'observatoire revêt parmi différentes disciplines. L'idée est de mettre en avant les aspects méconnus et de dépasser les effets de mode et les usages farfelus de ces dispositifs. On s'est s'efforcé de fonder notre apport sur une variété d'éléments théoriques et sur le nouveau cadre de pensée. Nous nous sommes attachés à ce que cette théorisation permet d'identifier les questions (générale et spécifique) de la recherche et la précision de l'objet. Cette détermination d'ordre théorique nous a permis une progression dans la compréhension et l'identification d'une autre logique conçue dans le réseau OSS/Roselt y compris l'OMH. Donc, la détermination de l'état de situation théorique et les développements conceptuels et généraux de l'objet ont précédé toute analyse empirique ou situationnelle. Quoique très rare, les études des écrits et documentaire nous a préparé à la découverte d'un cadre théorique qui s'inscrit dans les SIC (IT) et de vérifier la formulation de la problématique générale. À une nouvelle étape (LOTH), l'intégration d'un cadre spécifique de recherche a permis de formuler les hypothèses et de passer à l'étude empirique (observation participante, entretiens, questionnaire, etc.) ; Ceci précisé, l'analyse de corpus et les contacts avec certains chercheurs ont permis de prendre connaissance de certains travaux relatifs aux observatoires attachés à l'IRA. Ainsi, la mise en place de ces dispositifs de recherche tient-elle sa justification première dans le constat qu'il n'existe pas d'outils ni de méthodes adaptés pour l'étude des relations population-environnement (Picouet, Sghaïer, 2000 : 21). Nous avons distingué trois impératifs majeurs de ces observatoires. Tout d'abord, comprendre le fonctionnement du système population environnement en matière d'analyse et de

gestion des ressources, de stratégies familiales et de relation avec le milieu naturel. Ensuite, suivre la dynamique de ces systèmes et déceler les changements qui les caractérisent. Enfin, contribuer dans une approche d'aide à la décision à formuler des orientations et des recommandations pour rationaliser la relation homme-environnement dans l'optique du développement durable.

Enfin, nous avons découvert une sorte de correspondance observatoire-territoire même si le « en » apparaît dès qu'il s'agit d'un discours officiel et on parle d'un observatoire « en » zones arides. Cette nouvelle conception de la notion d'observatoire constitue le cadre d'une approche intégrée des systèmes. Il s'agit d'un outil-espace permettant de développer une recherche systématique et pluridisciplinaire sur la relation population-environnement d'un territoire. En ce sens la logique des observatoires en zones arides et l'inscription dans une approche d'intelligence territoriale (axe III LOTH) ont poussé plus en profondeur le survol des écrits initialement élaborés. Elles ont permis aussi une délimitation du cadre empirique.

5.2.2. LOTH et la délimitation du champ d'étude

Le champ d'observation n'a été délimité qu'après un ensemble d'ateliers et séminaires de recherche. L'échange entre les chercheurs du programme LOTH et les convergences des orientations scientifiques ont permis de trouver un accord de principe pour développer un programme de recherche multidisciplinaire dès le début de 2006. À partir de cette date, converge un intérêt commun dans les travaux existants de part et d'autre. L'axe de recherche de chaque membre devient plus précis en s'articulant aux objectifs du programme LOTH. En ce sens, notre recherche s'ouvre sur un besoin particulier de l'OMH suite à des difficultés particulières qui ont touché les différentes structures locales. On l'a déjà écrit, l'appui potentiel du LESOR et l'acceptation, sans réserve, d'être observés constituent déjà un commencement d'une démarche empirique comprenant plusieurs méthodes (observation directe et participante, entretiens, questionnaire, recueil documentaire, etc.).

Ainsi, l'objet initial de notre recherche et les objectifs opératoires du programme LOTH ont-ils permis de préciser le terrain. De fait, nous avons fondé notre recherche

sur les missions prioritaires du LESOR proche de notre recherche pour initier une nouvelle approche dynamiques d'un territoire connu. Nous avons donc analysé une situation problématique dans une perspective de suivi et de valorisation fondée sur une démarche d'évaluation continue et couplée à une dimension d'information et de confiance dans la communication. On voudrait ainsi proposer une nouvelle approche d'observatoire « intelligente » qui sort de son aspect « *monitoring system* » ou simple centre de données et/ou de calcul.

5.2.3. Observation et attitudes facilitatrices

L'orientation réfléchie des directeurs du programme LOTH a permis l'accès rapide au terrain et l'acquisition de la confiance des structures locales. En effet, c'est très bénéfique d'être introduit progressivement dans le champ d'étude et participer aux différentes activités. C'est en ce sens que nous avons commencé, de façon exploratoire, par l'observation directe ou indirecte[119] au sein de l'IRA. Nous n'avons pas imposé des structures à notre champ d'observation et nous sommes confrontés aux différentes situations complexes.

Nous avons commencé par une observer le terrain dans tous ces aspects. De fait, nous notons les événements et les actions qui pourront apporter des éléments utiles à notre problématique. La non structuration a permis la découverte et l'exploration des unités observées. Ceci étant la base d'une familiarisation et de la construction de nos hypothèses ci-dessus mentionnées. Certes, ce choix sera combiné à d'autres méthodes. Nous avons donc essayé de capter et comprendre la situation en accordant une attention particulière à des situations circonscrites et à un ensemble de faits et de pratiques au sein de l'IRA attachés à notre objet de recherche sans être régulièrement présent. Cette observation a permis de recueillir des informations sur :

- les différentes structures et organisations des activités de recherche de l'IRA ;
- le profil des personnes et caractéristiques du groupe ;
- les thèmes et les actions de recherche de l'institut ;
- les travaux réalisés dans le cadre de l'OMH ;
- les besoins, les difficultés et les objectifs du développement liés à l'OMH.

[119] Nous avons observé et enregistré les activités et les comportements des chercheurs sans aucune intervention de notre part et sans qu'on soulève la problématique de notre recherche durant 16 mois.

L'observation a été orientée en fonction de nos objectifs et hypothèses. Même si à ce moment la formulation de la problématique et des hypothèses n'était pas encore stabilisée. À cette étape, on s'intéressait essentiellement à l'association d'idées et à l'écoute pour trouver les concepts et mobiliser les approches susceptibles de répondre à notre thème. La participation aux activités de recherche (séminaires ateliers, colloque, etc.) et en tant que membre du programme LOTH a permis d'avoir une idée précise sur les difficultés rencontrées au sein de l'observatoire de Menzel Habib.

À une étape ultérieure, les activités du programme LOTH se développent et les visites des terrains se multiplient. Notre discipline « SIC » trouve pleinement sa position dans un environnement de recherche et disciplines d'orientations différentes. Ainsi, ce cadre de recherche a permis d'envisager différentes possibilités de participation aux activités du LESOR.. En effet, nous sommes rentrés dans une période d'observation participante où les interactions étaient plus fortes. Cette méthode est « caractérisée par une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers. Au cours de cette période des données sont systématiquement collectées [...] » (Bogdan, Taylor, 1975). Dans bien des cas, nous partageons avec l'équipe ses activités de recherche (des entrevues ouvertes non structurées avec les chercheurs de l'IRA, des discussions, récits et commentaires sur certains événements etc.). On rejoint ici le troisième niveau de la catégorisation de Gold (1958) [120] en tant que participant observateur. Les contacts avec certains chercheurs ont permis de prendre connaissance de certains travaux et projets (DYPEN, CAMELEO) relatifs aux observatoires attachés à l'IRA avec des allers-retours entre la théorie et le terrain d'investigation. Ainsi, notre perception change et évolue au cours de l'observation pour identifier le processus et notre apport face aux difficultés qui entravent le territoire en question. Ceci se réalise par un chevauchement continu entre l'observation des activités internes de l'IRA (LESOR) en lien avec les observatoires et les régions de l'OMH. Entre détachement et participation, nous avons essayé de trouver un équilibre ou une position bénéfique pour notre étude. Avant d'entrer dans l'OMH, nous l'avons observé de « loin » parce que

[120] R. L. Gold (1958) dans un article qu'il consacra, précisément, aux rôles de l'ethnographe dans le *fieldwork* sociologique à la suite de l'étude commencée à Chicago en 1950 par Bufor Junker, étude à laquelle il participa. Gold distingue « *l'observateur complet* », « l'observateur en tant que participant », « le participant en tant qu'observateur » et le « *participant complet* », catégorisant ainsi des attitudes de l'implication minima à l'implication maxima. Ces catégories ont été reprises et développées par Junker (1960). Alder et Adler (1987) ont repris et modifié la catégorisation de Gold.

nous estimons que la distance est importante dans une démarche d'observation ou dans le cadre d'évaluation des dispositifs d'observation.

Par ailleurs, l'inscription de notre recherche dans le troisième axe du programme LOTH est une invitation à développer des pratiques méthodologiques particulières et innovantes pour répondre aux exigences d'une information couplée à une démarche d'évaluation continue. Cette idée trouve ses fondements dans les travaux de Michel Crozier et Erhard Freidberg (1977 : 451) en soulevant une exigence épistémologique a propos de la notion de distance. Ils notent, en ce sens, que « le chercheur en sciences […] doit pouvoir se ménager une position de recul et de distance critique lui permettant de rompre avec la réalité sensible afin d'enlever aux phénomènes observés leur caractère d'évidence qu'ils ont aux yeux des acteurs ». Nous admettons la position des « chercheurs externes », indépendants des enjeux, nous nous attachons à ce que cette prospection constitue un stimulus et non un obstacle pour une mission porteuse d'un projet scientifique.

En dehors de ces négociations, notre objectif est de concevoir une démarche indépendante des considérations ou des contraintes spécifiques. Cependant, nous avons la volonté de restituer les propos tenus (Meyer, Champy-Remoussenard, 2004 : 13). Occuper une position de neutralité nous paraît une « aspiration utopique » dans la mesure où nous sommes « responsables » de l'interprétation des informations et des constructions théoriques qui en découlent. Pouvons-nous qualifier notre prospection « d'interactive » telle qu'elle été présentée par Jacques Girin[121] (1986 : 170) ?

En effet, l'approche qualitative se manifeste essentiellement dans l'observation directe durant plus de deux ans à l'IRA. Cette « observation permet par exemple d'explorer et de décrire sans hypothèse précise, d'analyser ou de diagnostiquer une situation en identifiant les causes ou les variables explicatives, d'expérimenter dans le but de vérifier des hypothèses émises » (Morillon, 2006 : 35). Aussi avons-nous pratiqué l'observation participante en cherchant à comprendre les attitudes complexes entre les chercheurs et

[121] Une recherche interactive présente pour Jacques Girin (1986) quatre caractéristiques : les connaissances élaborées sont fondées sur un travail de terrain, le travail de terrain s'ajuste aux faits et aux situations pouvant l'infléchir, les intervenants-chercheurs sont responsables de l'interprétation des informations et des constructions théoriques, les gens du terrain, ont un rôle important sur le déroulement de la recherche.

vis-à-vis des différents acteurs territoriaux de l'observatoire. Pour cette raison nous avons participé réellement aux activités sur place en s'immergeant dans le milieu de l'observatoire. Cette implication est très utile pour analyser et diagnostiquer des interactions et des communications divergentes. De fait, les différentes discussions, la participation réelle dans les activités de recherche et les conclusions tirées ont apporté des éclaircissements sur des aspects particuliers associés à l'OMH pris dans le cadre du ROSELT. Elles étaient aussi profitables aux travaux de préparation et d'élaboration du questionnaire.

5.2.4. Le questionnaire

Après avoir précisé l'objet de l'étude et repéré les observatoires inscrits dans OSS/ROSELT et avant de passer à la rédaction définitive, nous avons élaboré les grands groupes de questions, opéré une première rédaction et effectué un pré-test. Notre questionnaire est subdivisé en cinq parties :

– renseignements généraux sur les observatoires ;
– dynamiques et finalités sous-jacentes à l'observatoire ;
– méthodes, moyens et contraintes ;
– enjeux territoriaux ;
– enjeux informationnels et communicationnels.

Le questionnaire regroupe les différents types de questions. Il contient une majorité de questions fermées ainsi que des questions ouvertes. En plus, l'objet d'étude et ses caractéristiques nécessitent cette combinaison réfléchie de différentes thématiques. Notons que les observatoires mêmes articulent dans des finalités diverses une variété de méthodes. Sans procéder à un échantillonnage précis, nous avons touché le maximum de la population des observatoires pilotes de l'OSS/ROSELT. Ces observatoires socio-économiques et environnementaux répondent au même souci d'appui méthodologique au développement durable et de lutte contre la désertification. L'essai de quantification de certains aspects va dans le sens d'une recherche de vérification des hypothèses préalablement posées. Dans d'autres cas, on continue à se fonder dans notre analyse sur l'observation, les discussions, les entrevues et les récits pour décrire l'état ou le phénomène qui s'insère dans « une optique de découverte et de construction, de description ou de validation des processus, non dans une logique de la preuve »

(Morillon, 2006 : 37). En ce sens, nous cherchons le recueil des données sur les comportements, les préférences, les raisons de certaines attitudes, facilitant l'explication des comportements. Les deux natures d'investigation ne sont pas séparées mais elles se complètent. En effet, dans l'une des sections du questionnaire, nous avons recueilli des renseignements généraux afin de dresser les profils des observateurs. Ces renseignements concernent une dizaine d'observatoires socio-économiques et environnementaux qui appartiennent à un même réseau. Ces derniers appartiennent à un dispositif commun de surveillance en Afrique. Ces renseignements sont relatifs, d'une part, aux observatoires (nom, localisation, activités, spécialités, partenaires, etc.) et d'autre part, aux chercheurs ou observateurs (âge, spécialité, fonction, engagements etc.). Les résultats obtenus nous permettent de retracer les moments logiques pour répondre aux hypothèses. Connaître, comprendre et suivre l'émergence de ce dispositif impose de recueillir des renseignements de base sur ces dispositifs.

Conclusion

À la complexité de l'objet de recherche s'ajoute la a dynamique complexe que connaît le milieu naturel dans les zones rurales au sud tunisien en raison notamment des mutations socio-économiques, des transformations concomitantes des systèmes d'exploitation des ressources naturelles, des changements climatiques globaux, etc. Dans cet état de situation, nous avons développé un e démarche de recherche pour une intelligence territoriale. Notre premier souci est le mode opératoire de PITA, ensuite viendront les résultats. Les hypothèses de recherche sont formulées de façon à nous laisser une certaine latitude méthodologique, nécessaire pour étudier un objet et un processus très vastes comme l'observatoire et le PITA. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous nous sommes exprimés sur la méthodologie mise en œuvre. En ce sens, le terrain offert par l'IRA est conçu comme un lieu de réflexion sur les dynamiques informationnelles et communicationnelles.

Certainement, nous avons fait des choix difficiles, car le dispositif et les comportements sont complexes. Mais comme le rappelle Brigitte Guyot (2000 :14), « notre démarche consistait à ne pas poser l'outil comme un en-soi mais comme se combinant étroitement avec le projet qui l'anticipe et lui fixe ses conditions d'existence. Quoiqu'il puisse se révéler entièrement nouveau, il est rare qu'il n'emprunte pas certaines caractéristiques à un modèle de référence antérieur qui exige, tout en les produisant, des savoirs et savoir-faire qui à leur tour viendront orienter son organisation. Il engendre donc des contraintes tout en ouvrant des possibilités […].Tout n'est pas possible, mais les choses sont rarement bloquées, et les initiatives techniques cherchent à configurer de façon optimale l'adéquation entre l'outil et les objectifs ».

Enfin, il est important de rappeler que ni la démarche ni les propositions issues des conclusions tirées de l'observation et l'analyse (chapitre 6) n'ont pour objectif de s'immiscer dans les activités et les missions des acteurs qui leurs appartiennent. Aucune prétention dans ce sens. Ce n'est pas notre rôle. « Spontanément », à travers cette démarche « chemin faisant », nous sommes arrivées au « bord » d'un processus d'intelligence territoriale. D'une manière analogique, le « bac » ne peut être que l'observatoire. En résumé, le retour sur les problèmes majeurs de l'utilisation et de la diffusion des informations et la communication constituent la base de notre proposition.

Nous sommes, à la fois, persuadé que nous pourrons développer une pratique de développement territorial rural et que les acteurs ont besoin d'une démarche et/ou processus issu de SIC et non d'une discipline[122].

[122] La présente démarche ainsi que les deux chapitres suivant ont été avancés d'une manière qui suppose la poursuite de la recherche visant à mettre en place ce processus. Dans cette perspective d'intelligence territoriale, il s'agit principalement d'un raisonnement en cascade (on s'adosse à une vision systémique) qui donne lieu à une boucle fondée sur l'observation, l'analyse (chapitre 6) et la conception/proposition (chapitre 7).

Chapitre 6 : Identification des acquis et analyse élargie des contraintes territoriales : principaux résultats

Les analyses menées se proposent d'apporter des éléments de réponses aux hypothèses avancées à travers une construction progressive qui suit une démarche « Poperienne ». Les observations, le questionnaire et les entretiens avec les acteurs des observatoires, essentiellement les chercheurs, ont nettement fait ressortir des thèmes d'ordre informationnels et communicationnels à approfondir et un processus à expérimenter dans la phase opératoire du programme LOTH. Dès lors, la présence d'acteurs diversifiés et le besoin de rendre accessible et communicable l'information et plaident pour la recherche d'une meilleure concertation territoriale qui se focalisait sur les «acteurs», incluant une implication plus forte.

Comme nous l'avons déjà précisé, ROSELT est un programme majeur de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). Il est constitué par un ensemble d'observatoires qui partagent, généralement, les mêmes problématiques et des préoccupations comparables. Il s'agit toujours d'une démarche déductive, nous avons profité de cette ressemblance pour élargir l'analyse à l'ensemble du réseau. Ensuite, nous avons pensé d'une manière analogique pour légitimer le passage à l'analyse de l'état de concertation territoriale, informationnelle et communicationnelle de l'OMH. Nous présentons donc les principaux résultats de notre recherche sur l'observatoire de Menzel Habib (Gabès) pris dans le cadre élargi d'observatoires environnementaux. Les différentes interprétations issues de l'analyse permettent, à la fois, d'éclairer les hypothèses et servir de fondement pour une proposition à expérimenter (PITA).

Ceci étant précisé, on peut dire que toute démarche et résultat sur la notion d'observatoire requiert ce regard croisé sur l'ensemble d'observatoires agissant dans le même contexte. Il s'agit, essentiellement, d'analyser l'état de l'OMH dans son contexte et procéder à un diagnostic rétrospectif pour mettre l'accent sur les préoccupations spécifiques de l'observatoire et les comparer aux besoins des acteurs territoriaux. Nous inscrivons cette analyse en Sciences de l'information et de la communication et nous essayons de mettre l'accent sur quelques préoccupations spécifiques en matière

d'information et de communication **(6.1)**. L'élargissement du questionnaire à un grand nombre d'observatoires ne doit pas nous éloigner de notre contexte spécifique associé à l'OMH. Cette perception élargie des points communs et de différences est importante pour analyser les potentiels et les limites de l'OMH **(6.2)**.

En effet, la région de l'observatoire de Menzel Habib est, depuis des années, le théâtre de mouvements et de dynamiques complexes entre acteurs territoriaux. Les comportements et les interactions sont liés à des «rites, symboles et valeurs qui « composent l'histoire, composent le théâtre d'un non-dit qui rythme les échanges entre les hommes » (Bertacchini, Herbaux, 2007 : 22). Les acteurs territoriaux et les différentes structures cherchent à s'organiser pour lutter contre un environnement hostile marqué par la forte désertification. Cependant, les efforts de l'IRA et la multiplicité des projets n'ont pu résoudre que partiellement les problèmes liés à ce fléau. Aujourd'hui, la situation reste problématique, voire en dégradation. Dans ce contexte de fragilité, nous avons analysé l'état de la communication et les causes d'une « confiance » perturbée entre les différents acteurs (**6.3**).

S'agissant d'une analyse de l'état de situation, l'objectif est bien celui de comprendre avant de proposer un tel processus fondé sur l'intelligence territoriale comme une démarche d'information et de communication (Bertacchini, 2004a). Le recours aux SIC a pour objet d'étudier les pratiques liées à ce vaste champ de fonctionnement de l'observatoire. La validation de deux hypothèses passe par le jugement de la capacité de ces dispositifs, non seulement, à rendre l'information cohérente, organisée et accessible, mais aussi d'adopter des processus de communication qui permettent d'améliorer la compréhension du contenu territorial. On ne peut oublier donc que la communication est une partie intégrante du développement territorial.

6.1. Mise au point de quelques préoccupations en matière d'information et de communication

Fournir des informations sur différents domaines et aider à la prise de décision sont, a *priori*, les objectifs affichés de la plupart des observatoires en zones arides. Néanmoins, plusieurs questions se posent sur le partenariat et la valorisation d'une collaboration effective entre ces divers observatoires, la convergence des intérêts des divers dispositifs notamment en termes d'utilisation des informations, de concertation territoriale et de synergies entre les différents acteurs, etc. Pour répondre aux hypothèses, le questionnaire et les différents entretiens cherchent à analyser l'état de situation communicationnelle. Quelle réalité communicationnelle ? Les structures de recherche sont-elles conscientes que la communication est un élément de base dans une situation de fragilité ? Quels défis ? Sans prétendre à l'exhaustivité, on a essayé de se fonder sur un raisonnement élargi autour des observatoires **(6.1.1)** par lequel on tire une conclusion nécessaire à partir de prémisses. Pour caractériser l'état de coopération et de diffusion de l'information, il nous paraît intéressant et même évident d'envisager la question de la pluridisciplinarité pour rendre compte des dynamiques interactives **(6.1.2)**. L'idée qui en résulte est qu'on ne peut observer la réalité qu'à la rencontre de plusieurs angles de vue et plusieurs disciplines. Dès lors, au delà de la prérogative « aide à la décision », c'est une question de savoirs scientifiques qui s'impose **(6.1.3)**. Mais à qui font profiter ces informations et ces expériences ? Répondre à cette question, c'est analyser l'adéquation entre les activités et les usagers pour évaluer l'état de concertation **(6.1.4)**. Les TIC sont indissociables d'une démarche de mutualisation de l'information au sein du territoire (Bertacchini, Herbaux, 2007 : 21). Ces analyses serviront de base pour éclairer les hypothèses. Cependant, la complexité du contexte de la recherche et les difficultés rencontrées, nous incite à rappeler, même par voie d'hypothèse, qu'il n'est pas question de rendre compte de l'ensemble des dynamiques territoriales.

6.1.1. Perception élargie des observatoires et spécificités locales

Nous avons précisé que l'OMH s'inscrit dans un réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme (ROSELT), un programme mis en œuvre par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). Chaque observatoire fonctionne en réseau à un échelon territorial bien précis. De par cette interaction, nous avons estimé bénéfique d'étudier,

d'abord, l'OMH dans son contexte global. Pour cette raison, nous avons diffusé le questionnaire à l'échelle du ROSELT par l'intermédiaire du sécréterait exécutif de l'OSS. Cet élargissement s'inscrit, à la fois, dans notre démarche méthodologique et le désir exprimé par les structures de recherche de l'IRA (LESOR). L'objectif est aussi d'avoir une perception sur les dynamiques et les problématiques générales en matière d'information et de communication à une échelle élargie.

Avant même de lancer le questionnaire, un certain nombre de réunions ont été organisées avec certains spécialistes locaux d'observatoires. Au moins pour les chercheurs de l'IRA qui travaillent sur l'OMH, il n'y a guère de doute sur l'importance de cet élargissement dans une « approche globale observatoire ». Ensuite, la délimitation s'impose car « un esprit, aussi ample et pénétrant soit-il, ne peut tout connaître »[123].

Quelle que soit la dimension, la question est de bénéficier d'un apport des SIC pour améliorer la compréhension de la structure et de la dynamique des territoires, trouver d'autres méthodes qui touchent la réalité des interactions entre les acteurs sociaux et répondre à certaines problématiques d'ordre communicationnel. Nous pouvons justifier cette ambition d'un côté, par l'ouverture sur d'autres disciplines par la nature de l'approche pluridisciplinaire utilisée dans le cadre des observatoires et, de l'autre côté, par le fait que les problématiques des SIC gagnent progressivement l'ensemble des organisations sociales qui tendent à multiplier les activités de connaissance de leur propre fonctionnement (observatoires, tableaux de bord, etc.) et des usages faits de leurs produits (Barbier, 1996). Plus généralement, l'analyse de la situation dans sa dimension globale permet aux acteurs et chercheurs des comparaisons par certaines standardisations en matière de méthodes de travail, approches, techniques et spécificités territoriales des observatoires. Quels que soient les spécificités et le caractère spatio-temporel, les observatoires ROSELT sont dans une logique d'organisation qui vise une surveillance scientifique de l'environnement face à des problèmes communs. Parmi les objectifs, il y a celui de fournir des données fiables sur la dégradation des terres en zones arides et des indicateurs socio-économiques pertinents de la désertification (OSS/ROSELT DS2, 2004). Face à cette dégradation, on a tenté de répondre, à travers

[123] Henri Mendras, *Éléments de sociologie*, 1975, p. 8. cité par Vincent Meyer (2004 : 141).

le questionnaire adressé aux chercheurs, à des interrogations qui serviront de mesures d'accompagnement pour les acteurs dans une perspective interactive complexe. On présentera dans les paragraphes suivants les explicitations, les constats et les conclusions tirées de cette enquête. On l'a déjà précisé, en nous référant à notre démarche d'observation et de collecte des données nous nous sommes intéressés à l'ensemble du réseau pilote OSS/ROSELT tout en focalisant sur l'OMH. Un de nos premiers objectifs est d'obtenir une liste d'observatoires susceptibles de représenter l'ensemble du réseau ROSELT répondant aux mêmes soucis d'appui méthodologique au développement durable et de lutte contre la désertification. La base de données comprend 103 réponses obtenues après envois par mails au secrétariat de l'OSS, entrevues et passassions directes. Le taux de réponse 68, 67 % (103/150) s'avère très satisfaisant lorsque l'on sait qu'un certain nombre de questionnaires adressés à des boîtes électroniques d'institutions n'arrivent pas toujours au destinataire. Une synthèse des caractéristiques essentielles des observatoires étudiés. Le tableau suivant représente l'ensemble de données relatives aux observatoires répondants. D'autres renseignements relatifs aux observatoires enquêtés et au profil des répondants sont classés aux annexes (*cf.* annexe n° 1).

Tableau n° 2 : Données relatives aux observatoires

Observatoire	**Pays**	**Pourcentage**
- Observatoire de Menzel Habib (P) (acteurs locaux de la délégation)	Tunisie	31,07 %
- Siège de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)	Tunisie	17,47 %
- Siège de l'IRA(Medénine)	Tunisie	15,53 %
- Steppes des hautes plaines- Oran (P)	Algérie	2,91 %
- Oued-Mird (P) et Issougui (P)	Maroc	4,85 %
- Observatoire d'El Omayed (P), Matruh	Egypte	2,91 %
- Ribeira Seca	Cap Vert	1,94 %
- Melka Werer (P)	Éthiopie	1,94 %
- Grappe du Ferlo (P), Tissé Kaymor	Sénégal	4,85 %
- Nouakchott (P), Banc d'Arguin	Mauritanie	3,88 %
- Autres[124]	-	12,62 %
TOTAL	-	100%

(Enquête, 2007)

[124] Observatoire tunisien de l'environnement et du développement durable (OTED) et l'Institut de recherche pour le développement(IRD).

Cet élargissement nous a permis de profiter d'une vision globale de recherche tout en faisant l'analogie avec la spécificité territoriale de l'OMH. Le taux de répondants liés directement à la structure de l'OMH (IRA) est très satisfaisant (plus de 30 % de l'ensemble de répondants, sans compter les chercheurs des autres laboratoires de l'IRA).

Nous avons mentionné (*cf*. Chapitre 1) que le terme observatoire est à la mode chez de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociale (Clignet, 1998). Il se manifeste, pour certains chercheurs, comme une mode avec un essor touchant tous les domaines. Si, généralement les jeunes ont plus tendance à suivre les innovations et s'adapter aux changements organisationnels, cette question ne se pose pas au niveau de l'âge des chercheurs inscrits dans des observatoires. Nous supposons aussi que cette variable n'a pas d'effets sur les comportements interactifs des observateurs. Si nous évoquons l'âge des chercheurs, c'est tout simplement parce qu'il est souvent lié à la variable « expérience » qui possède une importance majeure dans un contexte aride et complexe.

Ainsi, les objectifs et les objets d'étude et de recherche doivent se fonder sur les acquis et les expériences pour progresser. Sur ce point, l'ancienneté et le détachement des chercheurs ainsi que la continuité des travaux de recherche dans le cadre d'un observatoire reflètent le rapport entre les deux. D'une part, la meilleure façon de résoudre un problème est de se fonder sur un ensemble des d'acquis qui se construisent dans le temps. En ce sens, Remi Clignet (1998 : 125) écrit : « Si pour progresser, la science doit être cumulative, il en ressort que les observatoires […] ne peuvent améliorer les connaissances et les stratégies scientifiques comme les choix politiques que s'ils s'appuient sur les leçons tirées des acquis ». D'autre part, ROSELT est mis en place depuis une quinzaine d'années. Ceci étant précisé, nous avons constaté que plusieurs chercheurs dont l'expérience est supérieure à 15 ans ont travaillé dans plus d'un seul observatoire pour des raisons multiples.

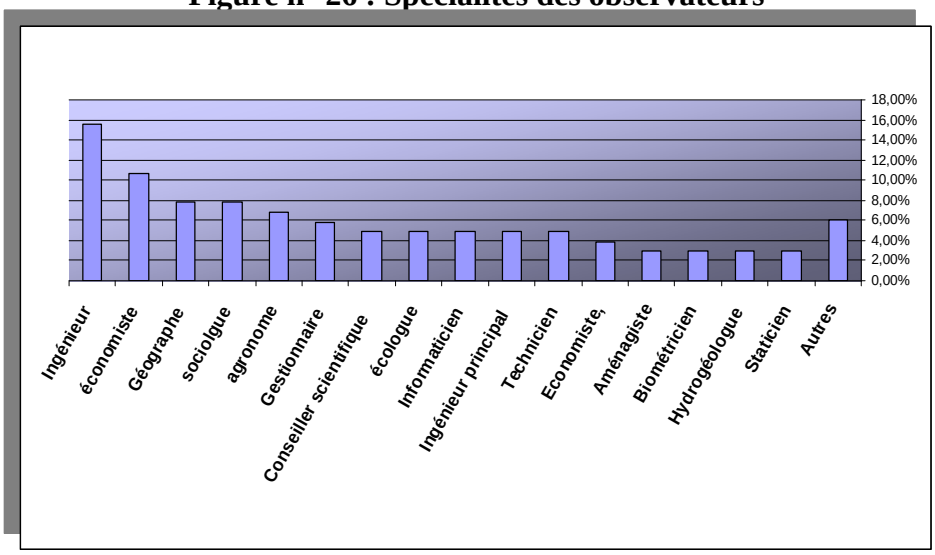
On retiendra que certains observatoires remontent à une date antérieure à la création de ROSELT. Ainsi, l'enracinement de certaines structures n'a pas empêché le rayonnement de ce réseau qui s'ancre davantage dans une approche pluridisciplinaire de recherche-action.

6.1.2. Tendances pour la recherche pluridisciplinaire

La première spécificité analysée est celle de la réalisation de la pluridisciplinarité. Ainsi, l'observatoire est considéré comme un moyen de prévention ou de réduction des difficultés définies comme des réponses aux demandes de dirigeants et qui nécessitent la mobilisation de compétences pluridisciplinaires. L'ouverture sur d'autres observatoires a permis de s'informer sur la collaboration mutuelle et le niveau de la concertation et de l'entente entre les différentes structures et disciplines.

Répondre aux hypothèses nécessite cette évaluation d'échange de l'information sur lequel reposent la plupart des observatoires et les degrés d'implication des producteurs de données. La revue précédente de certains travaux montre que les observatoires, dans la plupart du temps, sont abordés comme étant un lieu de la multidisciplinarité. Sur les 103 observateurs nous avons repéré plus d'une quinzaine de spécialités. Malgré certains problèmes de synthèse et de conciliation entre disciplines, plusieurs chercheurs se sont situés clairement dans cette perspective. Certains chercheurs témoignent que *«l'observatoire est un véritable enjeu de travail en coopération qui est en train de se mettre d'avantage en place pour résoudre les problèmes communs. Pour avancer, il faut intégrer toute discipline susceptible d'apporter un éclairage, si minime qu'il soit. Chaque discipline doit interagir avec les autres. Mais, si l'interdisciplinarité est déjà une réalité, c'est l'aptitude à communiquer qui doit être valorisée. Sinon, c'est un dialogue de sourds ».*

Figure n° 26 : Spécialités des observateurs



(Enquête, 2008)

On perçoit bien une volonté de prendre en compte simultanément un certain nombre de composantes économiques, sociales, culturelles, politiques ou environnementales, etc. pour l'analyse d'un phénomène. Dans cette perspective pluridisciplinaire écrit Marie Piron (1996 : 767-768) que « la demande actuelle d'informations ainsi organisées, sur les phénomènes sociaux, est celle d'une approche plus globalisante construite pour rendre compte des dynamiques interactives que l'on ne peut observer qu'à la rencontre de plusieurs angles de vue (plusieurs disciplines) et (ou) d'échelles de perception, de périodes différentes. Ce besoin de structurer ainsi l'information correspond à une recherche d'appréhension des dynamiques ».

Devant cette pluridisciplinarité, faut-il une sensibilisation spécifique à chaque discipline ? Le problème ne se pose pas de la même façon en matière d'échange mutuelle des compétences propres à chaque discipline. À titre d'exemple, les « frontières » entre un statisticien et un informaticien ne sont pas identiques aux « frontières » entre un spécialiste en communication et un écologue. Ces intentions communicationnelles ne se posent pas seulement au niveau des chercheurs, mais elles s'étendent à l'ensemble des acteurs.

Nous avons compris que l'accumulation des informations semble encore dominer au détriment d'un véritable enjeu de concertation entre les acteurs territoriaux. Donc, si on rejoint notre première hypothèse, nous constatons, d'après ces éléments, que les intentions communicationnelles sont encore « distants » des observatoires. Donc, la pluridisciplinarité souhaitée demande une ouverture, un dialogue et un échange de l'information ente disciplines. Autrement dit, pour fixer des objectifs collectifs de travail acceptés par tous en temps de fragilité, il faut une activité de communication qui donne les référents du sens et réunit les acteurs (chercheurs, décideurs, collectivités locales, etc.) autour du problème (Mucchielli, 1993 : 72-84). Nous partageons le point de vue de Marie Piron (1994 : 777) sur le rôle que peuvent jouer les Sciences de l'information pour assurer ce dialogue. Ce rôle qui va au-delà de la juxtaposition des disciplines (l'interdisciplinarité). Elle a écrit que « les sciences de l'information sont à l'interface des disciplines thématiques et peuvent ainsi favoriser un dialogue entre elles par l'artefact de la méthode. Intégrées à une discipline, elles peuvent stimuler l'innovation en matière de recherche, de définition des concepts […] de s'inscrire dans une approche interdisciplinaire ». D'ailleurs, le programme LOTH ainsi que d'autres

projets et programmes s'inscrivent dans cet esprit de pluridisciplinarité afin de générer des nouveaux axes d'investigation. Ces derniers, permettent de répondre aux besoins des acteurs à travers l'évaluation des acquis et la proposition des nouveaux processus et méthodes de travail, de circulation et de communication de l'information. En plus, la plupart des réponses montrent une dynamique concernant le développement des projets et programmes de coopération qui vont dans ce sens. Pour certains observateurs, ceci pourrait être considéré comme un objectif fort dans la perspective d'animer un véritable réseau permettant d'appuyer davantage les démarches participatives sur des thèmes et des axes communs.

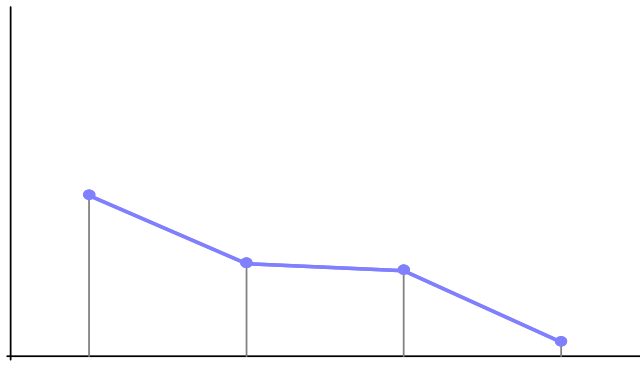
Analyser cette multidisciplinarité ne constitue pas une innovation en soi, mais c'est l'appréhension de la valeur des observatoires à travers le chevauchement des spécialités qui oblige la prise en compte de la communication et à voir si ces structures accueillent des spécialistes au sens de SIC. Rappelons qu'avant de lancer le questionnaire, nous avons élaboré deux hypothèses (chapitre 5) que nous essayons à chaque fois de les mettre en relation avec la dimension abordée. De ce qui vient d'être exposé, on peut dire qu'une interdisciplinarité « réussite » passe par la communication. Bien évidemment si, nous arrivons à montrer que ceci est techniquement possible, on s'orientera nécessairement vers la confirmation de la première hypothèse. En tout état de cause, « l'exigence d'interdisciplinarité naît d'abord autant des imperfections des théories que des variations du monde empirique » (Clignet, 1998 : 301). Par ailleurs, l'observatoire est déclaré comme étant « une réponse à une demande de produits d'aide à la décision à différents niveaux d'intégration spatiale » (DS2/OSS/ROSELT, 2004 : 15). Mais, en réalité, nous verrons que cette deuxième prérogative abordé est problématique.

6.1.3. Au-delà de la prérogative « aide à la décision »

Bien que de prime abord, l'objectif principal des observatoires socio-économiques et environnementaux soit l'aide à la décision pour des acteurs du développement, le résultat de l'enquête n'affiche pas une « unanimité » (l'accumulation d'informations peut se solder par une accumulation d'erreurs, les ambiguïtés et les difficultés d'appliquer les travaux sur le terrain, les enjeux politiques et les priorités des pays, etc.). Pour d'autres, l'aide à la décision est la raison d'être d'un observatoire.

Sur le terrain, nous avons posé une question (cf. annexe n°1) où le répondant évalue selon une échelle le niveau de participation effective des observatoires à la prise de décision. Un premier tri a donné la répartition suivante :

Figure n ° 27 : Participation des observatoires dans la prise de décisions



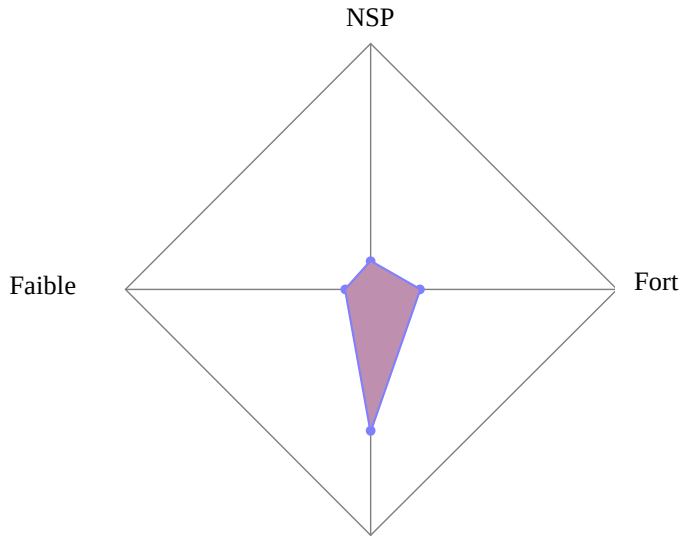
(Enquête, 2008)

Les appréciations sur cette question de prise de décision varient d'un observatoire à l'autre. Ceci peut être expliqué par la capacité des études à contribuer à une approche d'aide à la décision, à formuler des orientations et des recommandations pour rationaliser l'action des différents acteurs territoriaux. Cependant, sur la base de notre enquête le regroupement du pourcentage de ceux qui pensent à une participation moyenne et forte à l'aide à la décision dépasse le 70 % (26,2 % + 45,6 %).

Certes, les produits fournis par ces dispositifs participent à mettre des solutions à la disposition des décideurs visant à dépasser le blocage et briser le cercle infernal liés aux problèmes et aux autres défis socio-économiques. Mais, le problème se pose au niveau du suivi et de la traçabilité de l'information consistant à mettre en forme et suivre les mouvements et le cycle de vie de l'information à partir du moment de sa production (t_0) dans le temps et dans l'espace (Guyot, 2004). Dans ce cas, il s'agit d'assurer l'accessibilité et la diffusion de l'information. Signalons que les produits qui découlent de leurs activités sont essentiellement des rapports d'études, des publications, des indicateurs, des bases de données environnementales, documents techniques, cartes thématiques, etc. Globalement, ces travaux ne sont pas évalués de la même manière par

les spécialistes et certains parlent déjà d'un nombre relativement important de travaux non utilisés ou dans l'attente d'une valorisation.

Figure n° 28 : Évaluation des travaux d'observatoires par les chercheurs



(Enquête, 2008)

Ces évaluations stipulent que les observatoires ont les capacités techniques, mais le problème reste au niveau des interactions entre les acteurs. Donc, on peut déduire qu'il existe un décalage entre la richesse d'un système d'information et l'utilisation qui en est faite. Mais cette information n'a-t-elle de la valeur que si elle est utilisée dans un processus d'aide à la décision ? Non, répond un chercheur et spécialiste des zones arides. Il souligne qu'*« au-delà de la question de l'aide à la décision, c'est toute l'aide à la connaissance qui est essentielle »*.

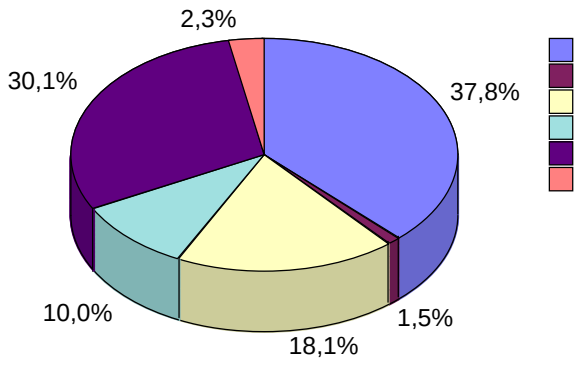
On distingue bien, à ce niveau, la conscience du chercheur et la séparation entre ce qui est scientifique de ce qui est politique : *« Souvent, nous répondons à des demandes d'informations ou d'études, mais on ne peut obliger ni l'homme politique, ni le fellah à adopter nos propositions et nos recommandations. Ce n'est pas notre rôle. Cependant, l'aptitude à communiquer et à collaborer doit être l'état de notre esprit. Nous serons, à travers les observatoires, non seulement des conservatoires de l'information, mais aussi des gens qui capitalisent les expériences »*.

En tout état de cause, nous avons collecté des témoignages qui traduisent une inquiétude en matière de participation à la décision et à un niveau inférieur, un minimum de restitution informationnelle. Dès lors, « les restitutions ne sont pas toujours effectuées ou en tout cas en ne leur accorde pas systématiquement tout le soin nécessaire pour les rendre riches en partage d'informations et en mise en discussion des résultats[125]. La question maintenant est de savoir à qui profitent ces informations et ces expériences ?

6.1.4. Identifier les « usagers »

En sachant que la dégradation du territoire se poursuit malgré la dimension des efforts, nous avons essayé de suivre le « circuit » et les parties qui profitent de l'information. Aussi, il serait probable que la multiplication des partenaires crée des difficultés dans le montage de véritable projet. Mais notre premier objectif (en lien indirect avec les hypothèses) est de positionner la population par rapport à l'ensemble des « usagers ». Pour les identifier, nous avons posé une question en ce sens.

Figure n° 29 : Principaux utilisateurs des produits d'observatoires



(Enquête, 2008)

D'après cette répartition, les organisations nationales ou régionales interceptent la part la plus élevée des informations et des études produites par les observatoires (37,8 %). Dans un second rang, se trouvent les partenaires internationaux (30,1 %). En effet, les

[125] Assez souvent, les modestes restitutions en matière d'information « sont conçues comme un moyen de motiver les enquêtés à accepter les passages répétés auprès des mêmes panels (Brouillet, 2004 : 4).

.

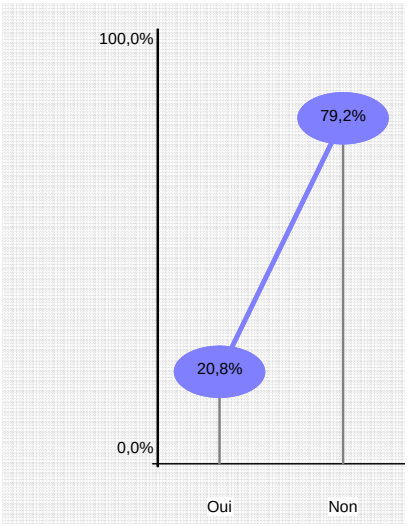
scientifiques et les chercheurs des observatoires définissent leurs orientations en fonction des recommandations provenant soient de leurs financiers, soient des utilisateurs finaux de produits des intéressés de l'observatoire. Cependant, la plupart des enquêtés apprécient la mise en place de stratégies communes du travail et de coopération. Ainsi, pour des éventuelles possibilités de comparaison dans le temps et dans l'espace, des efforts particuliers ont été déployés en vue de former un « kit minimum de données[126] ». Ces indicateurs sont régulièrement présentés lors d'événements internationaux permettant de fournir une information actualisée aux différents types d'acteurs concernés par les travaux des observatoires. Généralement, ces indicateurs sont fortement synthétisés. Ils servent à apprécier rapidement une situation à l'aide de quelques chiffres. Aussi, la mise en place d'un ensemble de mécanismes et de systèmes comme le Système d'information sur l'environnement à long terme (SIEL) permettent une exploration élargie des zones arides ainsi qu'une intégration des modèles scientifiques associés à la lutte contre la désertification et au développement durable.

Cependant, nous sommes surpris par le niveau de la quantité d'informations et des études qui arrivent à la population territoriale (2,3 %). Ce qui est très modeste dans un milieu qui travaille dans le cadre d'une approche participative du développement durable où chacun doit être utilisateur et fournisseur de l'information, au sens large (Agenda 21 ξ40.1). La réalité est différente. Répondre aux besoins exprimés par les organisations, les partenaires, les pays membres et les différentes structures concernées est l'activité prioritaire des observatoires. Malgré les efforts déployés par certaines structures pour mettre l'information à la disposition de tous, le rôle classique reste dominant et souvent mis en avant par ces expériences. Cette évolution vers une meilleure communication et prise en compte de la demande des acteurs du terrain pose cependant un problème de positionnement de l'observatoire. Le changement possible de l'aide à la décision vers la participation à la décision elle-même semble, en effet, être une étape dans l'évolution d'un observatoire. Ces considérations concernant l'évolution des objectifs des observatoires et leur légitimité renvoient ainsi aux conditions de fonctionnement de ces dispositifs (Bouni, Dubien, 1999). La plupart des observatoires

[126] La Commission Brundtland définie le développement durable comme un « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre à leurs propres besoins », (CMED, 1987).

pilotes enquêtés mettent en œuvre leurs objectifs de manière progressive avec la possibilité d'une part, d'élargir le champ thématique et, d'autre part, l'intégration des nouveaux partenaires et coopérations au sein de l'observatoire. Certes, cette dimension favorise la valorisation de la communication. Dans cette perspective, on s'oriente dans une piste de confirmation de la première hypothèse. Autrement dit, si les populations n'auront plus de mal à devenir des « usagers » avec une communication solide et une prise en compte renforcée des attentes des acteurs locaux (associations, collectivités territoriales, chercheurs, etc.), l'observatoire devient un outil de concertation territoriale. Se situer dans un paradigme cybernétique (*cf.* chapitre 1, 1.2.1) et/ou systémique (*cf.* chapitre 1, 1.2.3), c'est considérer l'observatoire comme un processus et non plus seulement comme un état (maintenir et se maintenir, relier et se relier, produire et se produire, informer et s'informer). Indiquons qu'à l'occasion des séminaires de recherches organisés par le LESOR, le CREM, les chercheurs ont mis l'accent sur ce problème de communication avec la population observée dans un processus répétitif d'observation. Pour communiquer il faut être en possession de l'information utile. Ainsi, une question a été posée en ce sens pour connaître le niveau de la disposition des chercheurs de l'information sur les actions prises suite à des projets de recherches. Les réponses montrent qu'une majorité ne dispose pas d'une suite à leurs projets de recherches antérieurs. D'où un problème au niveau de feed-back (Wiener, 1971), qui rend difficile le suivi d'une finalité, la connaissance des résultats et l'adaptation des comportements futurs.

Figure 30 : Disposition de l'information sur les projets antérieurs



(Enquête, 2008)

Ce graphique illustre une insuffisance en termes de circulation et de diffusion de l'information. Ceci devient problématique dans une démarche de suivi et d'observation continue.

Les TIC représentent un volet considérable pour rendre compte de ce problème de retour et de suivi de l'information. Sont-elles au service de tous les acteurs territoriaux (décideurs, populations, chercheurs, etc.) ? Répondre à cette question, c'est caractériser l'état de situation et creuser les possibilités d'avenir en matière d'accessibilité informationnelle et pratiques communicationnelles.

6.1.5. Les TIC, un appui communicationnel

Les TIC peuvent jouer un rôle puissant pour favoriser l'accélération et l'inflexion du développement. Aujourd'hui, tout développement territorial utilise les TIC pour traiter, mutualiser et communiquer l'information. Elles modifient profondément les comportements face à l'information et à la communication (Dumas, 2006 : 11). Notons aussi que « les démarches d'intelligence territoriale s'appuient sur l'émergence de nouveaux modes d'échange au sein du territoire. Elle agit ainsi sur la visibilité territoriale et bouscule les lieux de réflexion stratégique » (Hebaux, 2004 : 1). Ainsi, sont-ils au service de tout processus de mutualisation territoriale de l'information. En effet, si les technologies sont moyennement valorisées, elles offrent les possibilités d'une compression accélérée de l'espace. Mais le grand risque exprimé par les chercheurs est de se perdre dans le contexte « glocale[127] ». À ce stade d'analyse, peut-on effectivement soupçonner les bailleurs de fonds, les partenaires étrangers ou les structures de recherche d'une insuffisance de clarté au niveau de la diffusion et l'usage de l'information ?

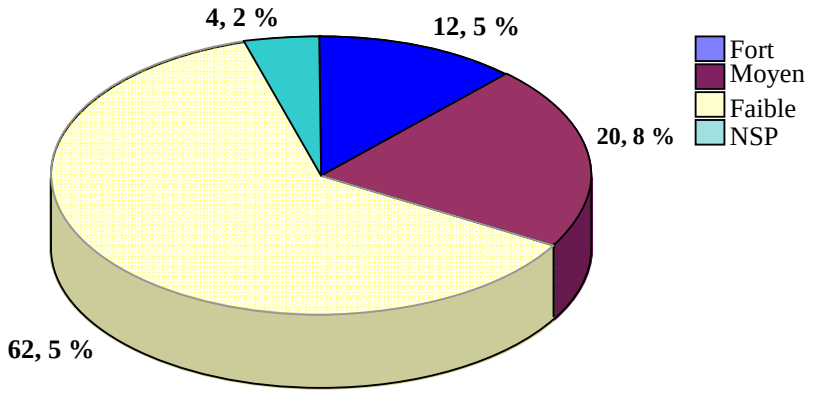
En effet, les utilisateurs potentiels ne se déclarent pas opposés à une diffusion de l'information auprès du grand public. D'ailleurs, c'est parmi les objectifs déclarés du réseau. Aussi, les chercheurs n'apparaissent pas dans une situation de spéculation ni de besoin d'un utilisateur potentiel ou virtuel pour continuer et prolonger leurs recherches.

---

[127] Par « glocale » nous voulons dire une situation flottante et perturbée entre le global et le local. « C'est une concaténation de global et local pour indiquer la dualité de l'économie mondialisée » (Dumas, 2006 : 3).

Le problème de circulation de l'information se pose moins entre chercheurs étant donné leur accès aux TIC et la participation aux diverses activités. Quelles sont les tendances actuelles en matière d'usage de ces outils dans les zones arides ? Philippe Breton et serge Proulx (2002 : 256) s'arrêtent sur cette question d'usage qui peut aller d'une simple adoption à une appropriation de la technologie en se basant sur la théorie de la diffusion des innovations. Notre propos ne cherche pas à positionner les acteurs sur cette échelle « adoption-usage-appropriation ». Sans creuser le vaste contenu de ces termes, nous rapportons une illustration sur les jugements des enquêtés concernant l' « usage » des TIC par l'ensemble des acteurs territoriaux dans le cadre de leur observatoire d'attachements.

Figure n°31 : Usage des TIC

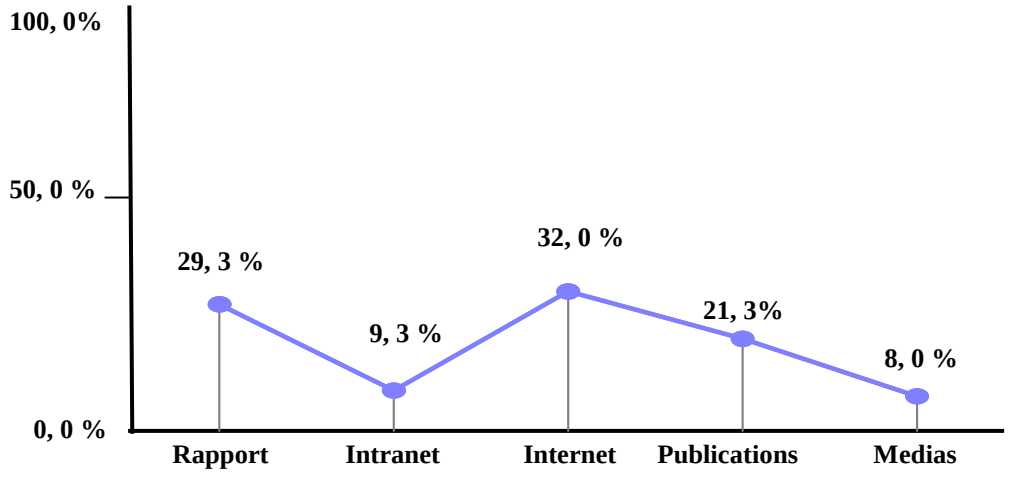


(Nos enquêtes, 2007)

La répartition ci-dessus montre que 62, 5% d'observateurs (chercheurs) ont un jugement d'usage faible des NTIC contre 12, 5 % qui ont jugé un usage fort des NTIC dans le territoire des observatoires d'attachements. Nous nous livrons à un double constat. Le premier est que les TIC sont globalement disponibles pour les chercheurs pour vivre l'information interne de l'observatoire et entre les différents partenaires (voir la courbe suivante). En lien avec ce constat nous avons découvert que l'usage d'Internet, par exemple, est encore peu répandu chez les autres parties prenantes (administration publique et population) directement concernées par le processus du développement territorial. Au niveau de la population locale, nous pouvons dire que l'arrivée d'Internet n'a pas entraîné un changement fondamental ni de grandes transformations des pratiques de communication. Notons aussi que la vulgarisation et la familiarisation des

TIC aux citoyens sont aujourd'hui un projet national. Cependant, le problème ne se pose pas de la même manière pour les structures de recherche. Le graphique suivant illustre la palace importante d'Internet en tant que moyen fondamental au service des observateurs pour informer et communiquer avec les autres acteurs.

Figure n° 32 : Moyens de communications des observateurs



(Enquête, 2008)

Ce graphique montre que plus de 32% des activités informationnelles et communicationnelles sont assurées par Internet. En second plan, les rapports techniques et scientifiques constituent aussi un moyen important d'information et de communication dans le cadre des observatoires.

L'information est un support de stratégie. Elle devient un danger en cas d'inaccessibilité. Dans une perspective d'intelligence territoriale, les observatoires ne doivent pas se contenter d'observer des faits et de collecter des informations, ils doivent aussi diffuser, partager et faire connaître publiquement les résultats de leurs observations et les tenir à la disposition d'utilisateurs potentiels en vue d'une action. Ceci ne peut se faire en négligeant sa diffusion auprès de la population territoriale.

Enfin, on peut déduire que si l'accessibilité de l'information et la valorisation des interactions entre les différents acteurs territoriaux souffrent encore de certaines lacunes, il est particulièrement important de témoigner que les observatoires sont à la recherche d'une meilleure maîtrise de l'information et de la communication. Malgré les

contraintes, ils accordent un intérêt particulier à la valorisation des résultats de ses programmes et à leur diffusion au plus grand nombre d'acteurs concernés[128].

Revenons au contexte local de l'OMH. Il existe un potentiel important et une volonté d'informer, de communiquer et de s'ouvrir sur l'environnement. La communication est donc une dimension recherchée pour vulgariser l'information. Cependant, elle comporte des failles et certains acteurs sont égarés ou marginalisés.

6.2. Regard rétrospectif sur l'OMH : Potentiel et limites

L'observation de terrain, de situations, de pratiques, de messages, est fondamentale pour la recherche en sciences de l'information et de la communication (Ollivier, 2000 : 171). L'élargissement du questionnaire à un grand nombre d'observatoires ne doit pas nous éloigner de notre contexte spécifique associé à l'OMH. Certes, la vision globale ne peut être que bénéfique. Si le questionnaire a été diffusé à une échelle large, nous avons analysé une part importante des réponses provenant des structures locales. Ceci revient à garder les possibilités de faire des analogies et des projections sur l'OMH. D'ailleurs, l'observation directe et participante et le contact réel avec les terrains se limitent aux structures de recherche de l'IRA. Notre but est de toucher un grand nombre de chercheurs, en utilisant différents moyens, pour continuer dans la voie de la recherche des éclairages aux hypothèses.

Ainsi, nous avons commencé par une analyse des enjeux informationnels sous un angle de développement durable de territoire et des savoirs stratégiques **(6.2.1)**. En même temps, nous avons identifié les contraintes et certains comportements en lien avec l'information et la communication. Étant donné la relation entre Laboratoire, observatoire et modélisation, nous étudions l'état des relations entre ces deux dispositifs de recherche et l'apport de la modélisation dans un ancrage élargi afin de valoriser les acquis **(6.2.1)**.

[128] « La création récente d'un forum de discussion sur les Systèmes d'Information dans ROSELT/OSS est une formidable initiative favorisant les échanges entre les différents membres du réseau : chargés des systèmes d'information, coordinateurs scientifiques, coordinateurs nationaux… Cette initiative sera encouragée avec la création de nouveaux forums ROSELT/OSS relatifs aux autres thématiques étudiées dans le réseau » (OSS, 2004 : 39)

6.2.1. L'information au service des savoirs nécessaires au développement

Comme nous l'avons déjà précisé, le développement durable a fait l'objet de discours multiples. Toujours à l'ordre du jour, ce concept est indissociable d'un processus d'usage et de partage de l'information **(a)**. Quand on parle d'un PITA, c'est cette tendance qu'on cherche à favoriser. L'information joue un rôle important et doit être au centre des préoccupations **(b)** afin de valoriser les connaissances et les objectifs **(c)**. Une telle réunion de ces dimensions, nous permettra d'avancer dans la vérification des hypothèses.

a) Le développement durable : référentiel stratégique d'actions

Quand on parle d'actions, c'est à la fois un lieu d'apprentissage de la concertation (analyse systémique) et un lieu de mise en œuvre de principes et de valeurs (conception constructiviste) (*cf.* Chapitre 1). Comme le rappelle Philippe Lorey (2007 : 129), « l'approche systémique met l'accent sur le rôle des institutions et sur le partenariat public-privé. L'approche constructiviste s'intéresse plus au rôle de l'initiative par le bas, qui s'appuie sur des formes de négociation paritaires, non pilotées par les pouvoirs publics. Le concept de développement territorial repose sur un acquis théorique pluridisciplinaire et souligne la nécessité de définir un capital relationnel pour tenter de rapprocher la société civile et l'État local ».

À ce stade d'analyse et quel que soit le courant, nous constatons une forte relation entre les observatoires et le développement durable. Si ce concept a été popularisé en 1987 lors de la publication du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement « Notre avenir à tous[129] », la Conférence de Rio de Janeiro en 1992 a constitué le début de la phase opérationnelle en considérant que « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ».[130] En effet, dans ce contexte a été crée l'OSS qui a proposé la mise en place du Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme en 1992 suite à un atelier conjointement organisé avec

---

[129]«Notre Avenir à Tous », rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (commission Brundtland), Les Éditions du Fleuve, 1989, traduction française de « *Our common future* », 1987.

[130]Développement durable : les grandes questions, OCDE, octobre 2001 (www.agora21.com): « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ».

l'UNESCO et le Programme International Géosphère-Biosphère en France. De fait, l'intégration des objectifs du développement durable dans les observatoires est, en quelque sorte, spontanée. D'ailleurs, la plupart des chercheurs, avec qui nous nous sommes entretenus, expliquaient ce lien par le fait que ces dispositifs sont venus comme réponses à des recommandations internationales pour le développement. Ensuite, il y avait la convergence d'initiatives nationales et internationales en matière d'observatoires sur le champ méditerranéen. Au départ, la plupart des expériences sont récentes et n'autorisent pas l'affichage d'une référence idéale en termes d'observatoires[131]. L'ambition, l'exigence et la complexité de ses structures ont légitimé et séduit le grand public (États, organisations, scientifiques, etc.) supposant réfléchir autour d'un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Ce choix stratégique trouve ses fondements dans l'esprit de l'Action 21 (CNUED, Rio, 1992). Par conséquent, tout programme d'activités en direction du développement territorial touchant des aspects économiques, sociaux et environnementaux doit s'inscrire dans cette approche. Plusieurs projets, travaux et enquêtes ont été réalisés. Ils ont servi pour construire et alimenter ce qui est appelé « kit minimum de données du SIEL (Sghaïer et *al*, 2006).

L'adhésion à une approche du développement durable a suscité notre questionnement dans la mesure où son utilisation étourdie génère certain doute sur son véritable apport dans un contexte perturbé. Dès lors, nous avons constaté que certains chercheurs préfèrent évoquer d'autres approches thématiques pour éviter l'aspect général et imprécis de cette notion. D'ailleurs, le chapitre suivant envisage une nouvelle approche territoriale intégrée et adaptée qui part de la réalité du terrain sans « se fondre » dans les dimensions du développement durable. Dans une perspective d'information, de communication et de suivi continu, l'interaction entre les différentes sphères (sociales, économiques et environnementales) est susceptible de suivre les mêmes voies du développement durable. Cette introduction conceptuelle recourt à des approches participatives et dynamiques visant l'appropriation et l'utilisation des ressources d'une manière adéquate et intelligente. En ce sens, il faut intégrer les différents systèmes et les principaux domaines thématiques de la région concernée tout en se basant sur les potentiels et en essayant de dépasser les limites.

131 www.planbleu.org (consulté le 24 novembre 2007).

b) Un rôle essentiel de l'information

Ce qui devient maintenant une certitude, c'est que l'information produite par l'observatoire est en rapport avec le développement durable. Il ne peut y avoir de développement durable s'il n'y a pas un consensus sur le partage d'informations et de savoirs. Cependant, la plupart des répondants ont montré leurs inquiétudes face à ce problème de partage et d'échange entre les différentes structures. Ainsi, le manque de fluidité se répercute sur les possibilités de faire des comparaisons spatiales et temporelles. Dans un pareil contexte, l'observatoire doit être l'intermédiaire qui élabore l'information nécessaire pour tout un chacun et dépasser les asymétries et les irrégularités de l'information. Pour El Habib Benssahraoui (2001 : 3), « le lien entre développement durable et information peut ne pas paraître évident pour tous. Pourtant, l'information et son rôle de soutien à la prise de décision en matière environnementale doivent être au centre des préoccupations des décideurs comme de la société civile. Que cette information provienne de sources diversifiées, qu'elle soit facilement compréhensible et qu'elle soit à la portée de tous constituent des préalables à l'édification d'une société de l'information où le développement durable occupe une place centrale. C'est seulement en respectant ces principes que peut être édifiée ce que d'aucuns ont appelé une société de l'information durable'' ». Ainsi, répondre aux besoins essentiels des plus démunis, réorienter et organiser un territoire en difficulté, c'est avant tout communiquer et faire circuler l'information.

En ce qui concerne l'OMH, l'entrée réelle en application d'une diffusion élargie de l'information est évoquée à plusieurs reprises. La difficulté reste au niveau de l'organisation ou du processus qui permet l'accessibilité tout en responsabilisant l'ensemble des acteurs sur les régulations et les modes d'accès. Cette volonté trouve ses logiques dans l'Agenda 21(ξ 28.3) où « la concertation et la recherche d'un consensus permettraient aux collectivités locales de s'instruire au contact des habitants et des associations locales, civiques, communautaires commerciales et industrielles, et d'obtenir l'information nécessaire à l'élaboration des stratégies les plus appropriées. Grâce au processus de concertation, les ménages prendraient davantage conscience des questions liées au développement durable ».

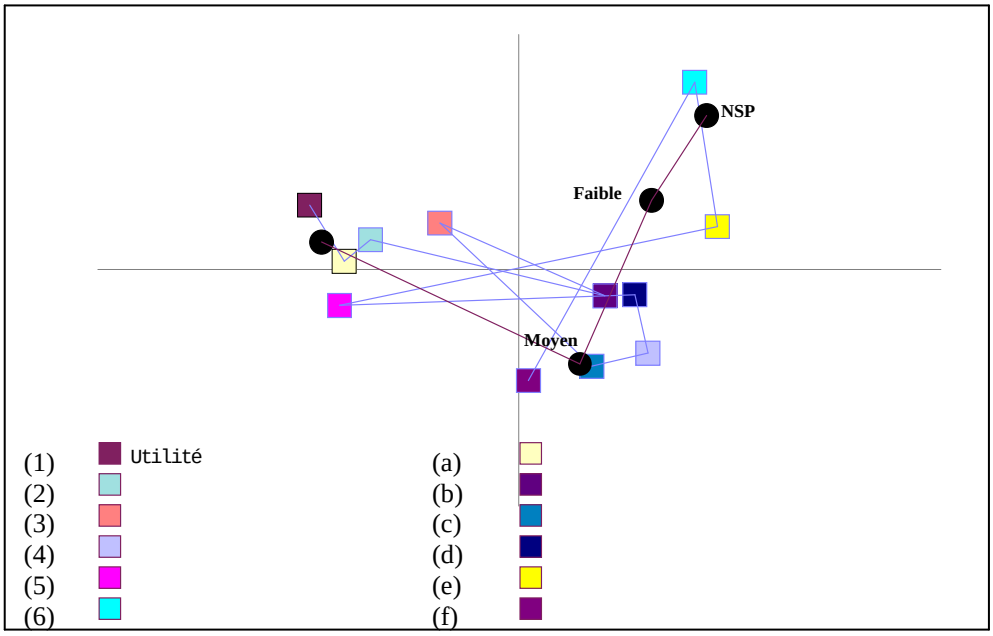
c) Valorisation des connaissances et vulgarisation des objectifs

En raison de la multiplicité des travaux de recherche et des expérimentations, l'OMH s'est procuré une réputation internationale auprès des communautés scientifiques (Tbib, Haddad, 2008 : 259-260). Mais en quoi cette accumulation de données, d'informations et de connaissances est-elle utile si elle n'arrive pas aux utilisateurs potentiels ? Qui sont actuellement les bénéficiaires de l'information ? Quelles sont les fonctions didactiques qui pourront être considérées comme un fardeau pour l'observatoire et empêchent la transmission et la validation de l'information ?

L'enjeu de ces questions est de dire que dans une approche de développement, l'information n'a de valeur qui si elle est partagée. Autrement dit, la question est de savoir si on est vraiment dans une situation de partage de l'information, voire des connaissances. La valorisation se réalise à travers l'accroissement de la volonté de faire circuler l'information, les échanges et les communications entre tous les acteurs concernés. Nous avons établi un ensemble d'enjeux territoriaux. L'objectif est d'identifier, sur la base d'une échelle graduée les différents rôles et dimensions susceptibles d'être un appui pour cette opération de valorisation. La figure ci-dessous évalue le niveau de:

- utilité de l'observatoire pour la collectivité dans une perspective de valorisation informationnelle ; car le problème se pose d'une façon récurrente de savoir s'ils ont les capacités de mettre en valeur les acquis (1);
- mobilisation et mise à disposition des données (a) ;
- aide à la décision (2) ;
- concertation entre partenaires politiques, économiques et sociaux (b) ;
- insertion dans le système d'information économique et social (3) ;
- appréciation sur la qualité technique des travaux effectués (c) ;
- participations des acteurs politiques, économiques et sociaux (4);
- harmonisation (d) et justification des objectifs (e) ;
- partenariat (coopération, réseaux) (5) ;
- usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (f) ;
- management de projet et évaluations des actions prises (6).

Figure n° 33 : quelques spécificités et enjeux territoriaux d'observatoires en zones arides

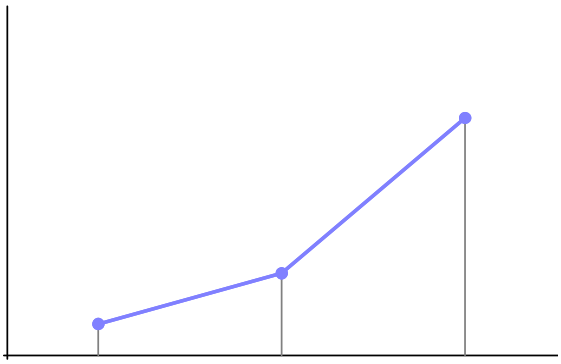


(Enquête, 2008)

Comme nous l'avons déjà précisé, le partenariat, le travail en réseau, l'aide à la décision et l'insertion des observatoires dans des SIT constituent les dimensions les plus valorisées. Naturellement, l'information est largement diffusée auprès de partenaires et bailleurs de fonds au détriment, parfois, d'une transmission et explicitation auprès des structures les plus concernées. On peut s'étonner de ce « circuit » informationnel qui pourrait paraître paradoxal avec ce qu'on trouve souvent dans les communiqués et différentes autres diffusions. Des enjeux comme, la concertation territoriale, l'harmonisation des objectifs considérés comme un lieu d'une réflexion générale qui intègre les enjeux de la dynamique environnementale, la lutte contre la désertification et le développement durable dans les milieux arides. Cependant, nous avons constaté des problèmes et des inquiétudes liés à un manque de valorisation de la concertation territoriale, d'harmonisation et de justification des objectifs des projets. D'où un problème de vulgarisation des objectifs territoriaux. Comme le rappelle Georges Courade (1998 : 49), « confondre le court terme et le long terme pour attribuer à la crise ce qui n'est que le reflet de déséquilibres de longue durée paraissait un danger essentiel ». S'agissant d'un réseau d'observation à long terme, la réalisation des objectifs doivent-ils nécessairement s'incliner dans cette longue durée ? À travers notre

questionnaire et la lecture dans les perceptions de certains acteurs directement impliqués dans le terrain, nous avons constaté une sorte d'antinomie entre les objectifs des acteurs locaux (interventions et des résultats rapides) et les objectifs des partenaires, même s'il y a un partage de l'ensemble des problématiques territoriales

Figure n° 34 : Déclinaison temporelle des objectifs



(Enquête, 2008)

Comme nous l'avons déjà précisé dans la première partie (*cf.* 2.1.2), il ne peut y avoir d'observatoire s'il n'y a pas une projection de l'observation et de la recherche dans le temps. Si « la prise en compte du temps est partie intégrante de la définition d'un observatoire » (Dubois, 1998 :188), le choix de l'horizon reste problématique. En plus toute indétermination temporelle des objectifs et des stratégies territoriaux influence positivement ou négativement les comportements des acteurs en matière de coopération, de communication et de confiance.

6.2.2. Observatoire, laboratoire et modélisation

L'espace constitue une dimension fondamentale de la vie en société[132]. L'observatoire est à la fois une espèce d'espace et de dispositif. L'existence des structures de recherche qui intègrent des laboratoires et des observatoires nous incite à penser la relation entre les deux dispositifs **(a)**. « Nous ne raisonnons que sur des modèles » rappelait Paul Valéry. En ce sens, plusieurs études se fondent sur la modélisation pour résoudre des problèmes et présenter la réalité complexe**(b)** à travers la mise en place d'une trame théorique et méthodologique.

[132] http://choros.epfl.ch (consulté le 03 juin 2008)

a) La relation entre observatoire et laboratoire

Nous avons déjà signalé que l'observatoire est une notion complexe et que nous avons pris beaucoup de temps pour comprendre la logique des observatoires de l'IRA et la relation avec l'essor de ces dispositifs et ses évolutions. Ainsi, sont-ils « mis en place, sur des problématiques socio-environnementales spécifiques. Les observatoires localisés sont en quelque sorte des « laboratoires d'essai » permettant d'appréhender les interactions population-environnement aux niveaux les plus fins (territoire de douar, bassin versant, série forestière, parcelles cultivées, etc.). Le choix des sites doit être finalisé après analyse de la bibliographie disponible, analyse des résultats de l'enquête principale et de la cartographie régionale. Les observatoires localisés concrétisent l'interdisciplinarité grâce à l'appréhension de questionnements scientifiques précis cohérents avec la problématique spécifique de l'observatoire ROSELT. Ils sont un outil important dans la perspective de modéliser les interactions population-environnement en fournissant des hypothèses de travail qui seront testées ensuite au niveau régional » (Sghaïer, 2004 : 10). En ce sens, c'est à l'observatoire d'entrer dans une dimension de suivi-évaluation moyennant un ensemble d'interfaces pour approfondir les analyses. En effet, nous avons choisi volontairement cette précision du coordinateur de l'observatoire MH-HBH, pour que la distinction entre les deux notions soit attachée à la réalité du terrain. Ainsi, en examinant cette citation nous trouvons le deux termes « observatoire » et « laboratoire d'essai ». Peut-on parler d'un encastrement, d'une superposition? Autrement dit, si l'OMH est un laboratoire alors que peut-on dire du LESOR ?

Revenons un instant encore sur le terme laboratoire. Un des défis majeurs des sciences humaines et sociales est de ne pas pouvoir recourir à une expérimentation systématique. Cette dernière est soumise à des conditions, d'une part, d'ordre éthique où il est hors question que l'homme soit l'objet d'une expérience ; d'autre part, c'est une question de moyens techniques et économiques. On se réfère ici à l'analyse de Michel Garenne (1998 : 162) qui rappelle que « le modèle des observatoires permet de tourner, dans une certaine mesure, certaines de ces difficultés, ce qui leur vaut parfois le label, injustifié d'ailleurs, de "laboratoire". Le but du modèle de l'observatoire est d'observer des changements, ce qui justifie l'approche longitudinale, et c'est en cela que le modèle devient quasi-expérimental, même si on ne peut répéter deux fois de manière identique

la même situation ou la même intervention. C'est en observant ces changements que le chercheur peut tirer ses conclusions sur les phénomènes qu'il étudie ».

En résumé, nous sommes devant deux dispositifs différents. Les frontières entre observatoire et laboratoire restent ambiguës. Signalons que cette distinction est importante pour nous, étant donné l'intégration des structures et les rapprochements méthodologiques. Aussi, analysera-t-on, quelques acquis et contraintes du LESOR représentés sous forme des modèles. Ces derniers sont susceptibles d'orienter notre conception ultérieure d'une approche d'intelligence territoriale dans un terrain complexe.

b) Modélisation de la complexité aride

Pour rendre compte de l'état de lieu, il importe d'avancer certains efforts considérables de modélisation dans un environnement complexe afin de suivre l'état de l'environnement et son interaction avec le développement. Certains modèles auront toute leur importance dans la construction ultérieure du PITA. Aussi est-il nécessaire de rappeler que nous ne cherchons pas une exhaustivité sur les acquis et les efforts scientifiques réalisés. En effet, les chercheurs avec qui nous nous sommes entretenus n'hésitent pas à nous rappeler la complexité du terrain sur lequel ils mènent leurs recherches. Pour Jean-Louis Le Moigne (1990 : 3), « cette notion de complexité implique celle d'imprévisible possible, d'émergence plausible du nouveau et du sens au sein du phénomène que l'on tient pour complexe ». Malgré cette complexité, nous sommes convaincus que les observateurs ont réussi une modélisation de certains phénomènes complexes de l'OMH. Ces modélisations mathématiques (ou autres[133]) permettent de raisonner et de réfléchir sur des projets et actions. De fait, cette construction favorise la production des modèles, des solutions, des simulations, des réflexions (Le Moigne, 1990 : 15) utiles et constituera un appui important dans un PITA. Nous pouvons donc considérer cette capacité intellectuelle comme un symbole fort de la qualité des spécialistes travaillant dans le cadre de l'observatoire. Certains chercheurs signalaient le risque qu'un excès de modélisation risque de dévier l'observatoire de ses objectifs. Aussi, le problème se pose sur la capacité de certains

133 Comme le système d'information sur l'environnement à l'échelle locale (SIEL) et l'installation de MDweb (Menzel Habib) *(cf. annexe n3).*

modèles connus d'expliquer les nouveaux problèmes rencontrés et de suivre les changements en intégrant les nouvelles variables.

Si un nombre important de chercheurs manipulent et croient fortement aux modèles (57, 3 %), nous rappelons qu'il n'y a pas que cette abstraction et représentation artificielle. Nombreux aussi sont les travaux réalisés sur ce territoire dans des approches variées et renouvelées. Ainsi, une lecture dans ces travaux montre un primat au problème de la désertification et au déséquilibre écologique qui menacent la population rurale et son processus de développement local. Les chercheurs visent essentiellement les alternatives qui permettent une exploitation rationnelle des ressources. Pour cette communauté scientifique, les méthodes mises en œuvre sont prometteuses vis-à-vis des problèmes écologiques et socio-économiques. Notons que l'intérêt des chercheurs extérieurs à cette région est aussi considérable. En effet, depuis plusieurs décennies cette région, pour une raison ou une autre, a suscité leurs intérêts. Les principaux objectifs de la modélisation sont :

- l'évaluation de la sensibilité à la désertification ;
- la description des systèmes écologiques ;
- la valorisation des espèces pastorales ;
- l'impact des activités humaines ;
- les systèmes d'information, les règles de gestion et les outils d'aide à la décision.

Ces études ne sont pas nécessairement effectuées dans une logique d'observatoire mais Nous avons constaté dans la thèse de Sandrine Jauffret (2001), une utilisation des « approches descriptives » des milieux naturels, de la population, des écosystèmes dans la région de Menzel Habib. Plus récemment, d'autres travaux se sont intéressés à la structure et au fonctionnement des systèmes écologiques de cette région en vue de parvenir à trouver les solutions qui soient en mesure d'atténuer les risques de désertification et de dégradation du sol. Sur le plan interne, la plupart des chercheurs apprécient l'utilisation de la technique des observatoires mais ils cherchent un ajustement en matière de sujets et axes de recherche. Sur la base de nos entretiens avec les chercheurs du LESOR, il est avéré que les efforts sont considérables. Il s'agit surtout d'un ensemble d'acquis d'ordre scientifiques qui visent l'aboutissant à :

– l’approfondissement des travaux d’étude des écosystèmes complexes et leur dynamisme évolutif compte tenu du contexte climatique et de l’emprise humaine, à partir de l’étude de cas concrets de l’observatoire ;
– la mise en relief des avantages et limites des expérimentations antérieures faites par des programmes de développement des zones menacées de l’observatoire ;
– le renforcement des travaux d’étude sur les liens établis et les niveaux de dépendance entre les populations rurales et leur environnement naturel ;
– l’étude de différentes formes d’anthropisation du milieu naturel et l’analyse de leurs conséquences écologiques ;
– l’identification d’un kit minimum d’indicateurs de la désertification et validation d’une approche méthodologique d’observation et de suivi des écosystèmes en zones arides.

Les modèles scientifiques et les autres acquis sont au service du développement. Ils permettent aux décideurs d’atténuer certaines menaces et prendre les mesures nécessaires afin de soutenir les aspirations des populations rurales au développement. Nous avons constaté aussi l’absence d’une stratégie ou d’un plan de communication et de valorisation de la concertation territoriale entre les acteurs. Ce constat peut paraître banal à première vue. Mais en observant l’accumulation des problèmes et en perdant la traçabilité des actions menées, surtout lointaines, on découvre l’intérêt d’une telle prise en considération d’une valorisation scientifique et d’une communication fondée sur des études scientifiques.

Par ailleurs, nous avons eu l’occasion de participer à des séminaires et des ateliers pour évaluer les axes actuels. Notre proposition fondée sur les SIC a été pris en compte en intégrant la dimension d’intelligence territoriale dans le cadre des observatoires socio-économiques et environnementaux. Autrement dit, introduire les problématiques développées en SIC, doit être une composante à part entière dans le traitement des menaces territoriales. Cette proposition fera l’objet d’un chapitre ultérieur sur la conception d’un Processus d’intelligence territoriale adapté (PITA).

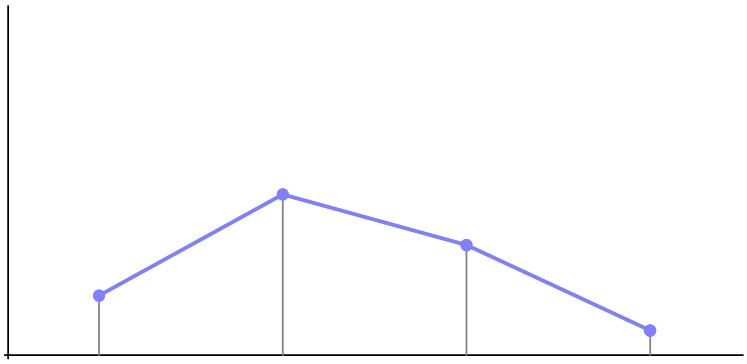
Notons qu’aujourd’hui, l’approche observatoire adoptée par le LESOR continue à représenter un cadre empirique d’analyse de l’évolution des sociétés rurales à MH. Il

s'agit d'un ancrage international qui se fonde sur des bases de données, des modèles, des études monographiques, cartographiques et autres travaux établis.

b) Portées et limites d'un « ancrage » international

Un Le poids du contexte international sur l'OMH a suscité notre interrogation. L'idée à la base de cette réflexion est notre constat de l'implication d'un nombre important d'organismes internationaux dans les travaux menés par l'IRA en général. Dans nos entretiens, nous avons cherché à savoir dans quelle mesure les organismes internationaux interviennent dans la détermination des évolutions locales et aux vrais besoins des décideurs.

Figure n° 35 : Harmonisation de la recherche avec les besoins des acteurs locaux

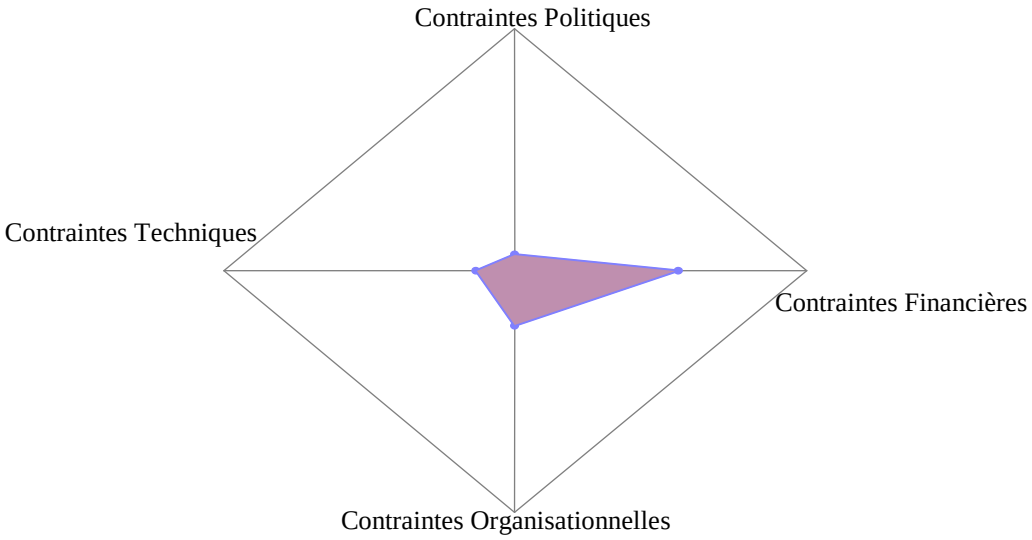


(Enquête, 2008)

Le pourcentage 31, 1 % peut signifier dans ce contexte un manque de coordination en matière de besoins. Cette tendance a amené certains acteurs à rechercher d'autres pistes tant au niveau de l'investigation scientifique et méthodologique qu'au niveau de l'initiative individuelle parfois dérisoire et désuète. Il ne faut tout d'abord pas douter de l'importance des efforts déployés par l'IRA pour réussir les projets et les programmes de recherches susceptibles d'apporter une nouvelle orientation scientifique. Nous avons remarqué cette tendance suite aux différents séminaires et ateliers organisés au CREM et à l'IRA (2006-2008). « C'est en ce sens qu'il s'agira de développer la dialectique « observatoires - savoirs - communications » (note programme LOTH, 2006 : 6). Mais nous savons très bien que chaque observatoire doit avoir un mandat de prestations et des

objectifs vérifiables. De fait, la question du financement a un impact direct sur les leurs activités. Ainsi, assurer un financement continu pour des études et sur de nombreuses années est une vraie gageure pour tous les observatoires. En cherchant à savoir la nature des contraintes auxquelles les observatoires sont exposés d'une manière générale, nous avons obtenu la répartition suivante.

Figure n° 36 : La nature de contraintes des observatoires



(Enquête, 2008)

D'après la répartition ci-dessus, nous remarquons que les méthodes et les projets mises en œuvre pour suivre les évolutions et interpréter les résultats dépendent, en grande partie, de moyens financiers et budgétaires (56,4 %). Au second rang, l'organisation sur le terrain d'un système de surveillance est une opération complexe (23,1 %). Grâce aux compétences, aux TIC, aux réseaux, etc., les problèmes techniques se posent de moins en moins (seulement 13,5 %). Enfin, la contrainte politique ne se pose presque pas (7 %) puisque l'État tunisien est préoccupé par l'ensablement fréquent et encourage les projets de lutte contre la désertification[134]. Des projets ont donc été entrepris en se référant aux résultats et aux enseignements tirés des études scientifiques. Les informations suivantes ont été recueillies lors d'un entretien oral avec un spécialiste des observatoires : *« Au moment de la création d'un observatoire au sein d'une structure existante on ne pense pas trop aux aspects financiers. '' L'offre créé sa propre demande''. Généralement, notre tâche est de fournir des indicateurs, des analyses et*

[134] À Menzel Habib, plusieurs actions et projets sont entrepris sous l'égide du Commissariat régional de développement agricole (CRDA) de Gabès dont dépend l'arrondissement de Menzel Habib.

des prévisions. Or, ces opérations sont coûteuses et il est ennuyeux que des prestations essentielles de la statistique publique soient produites dans une optique thématique particulière et que leur financement soit lié à des intérêts particuliers ».

Ce témoignage a révélé encore une fois la confusion sur la notion d'observatoire et sa nature. Dans notre champ de recherche, nous sommes dans une perspective plus large où l'observatoire désigne à la fois le dispositif et le territoire. On parle souvent d'un observatoire « en » zones arides. C'est dans les structures légères que le coût d'une étude est faible. Mais dans un observatoire comme l'OMH le coût et les moyens mobilisés sont importants. Parmi les exemples, nous rappelons des projets comme DYPEN et CAMELEO qui ont nécessité des moyens et des ressources internes et externes considérables. Ce qui nous préoccupe ici, c'est l'influence et les intérêts des organismes de financement. Sur quelle base les études sont-elles faites ?

Nous avons demandé à un spécialiste des régions arides une interprétation d'un extrait publié en 2004 dans le DS n°2 (5-4) de l'OSS: « Le programme ROSELT/OSS s'est fortement appuyé sur les recommandations de la réunion organisée conjointement par le PIGB, le MAB/UNESCO et l'OSS en juillet 1992 à Fontainebleau (France) qui a par ailleurs engendré le programme GTOS [...] vingt-cinq observatoires ou grappes d'observatoires ont été labellisés, et quatorze observatoires pilotes sélectionnés pour l'instruction des requêtes financières. En 1998 a débuté la phase opérationnelle pilote [...], avec l'appui financier de la direction du développement et de la coopération du département fédéral suisse des affaires étrangères (DDC). À partir de l'année 2000, la mise en œuvre sur l'ensemble du réseau a été confiée à un nouvel opérateur régional avec l'appui d'un financement de l'Agence française de développement, du Fonds français pour l'environnement mondial et des ministères français ».

Nous apportons aussi le témoignage d'un coordinateur scientifique d'un observatoire pilote : « *S'il est certes souhaitable d'axer davantage notre recherche sur la demande locale des utilisateurs et de tenir compte plus concrètement de leurs besoins d'informations thématiques, il est à craindre que nous n'arrivons pas avec nos propres moyens. Mais, il est aussi à craindre que des intérêts particuliers viennent peser sur la définition des programmes et des stratégies au point d'affecter profondément, au niveau*

stratégique, les structures de décision locale. Heureusement ou malheureusement, un observatoire ne peut pas être financé aux dépens des ressources ordinaires ».

Enfin, quels que soient les acquis et les contraintes, l'IRA possède aujourd'hui une longue expérience en matière d'observatoires. Notre apport fondé sur les SIC s'inscrira dans cette perspective de recherche d'un développement durable. Dans cette construction, l'observatoire est appelé à être un dispositif de recherche et un lieu d'information, de communication et de confiance réciproque. Si, malgré l'ensemble des contributions et des efforts consentis la dégradation se poursuit, le « vrai désert », disait un citoyen, est de perdre la confiance mutuelle. En ce sens, une démarche stratégique d'information et de communication entre les différentes structures est prioritaire pour avancer dans toute lutte ou saisie d'opportunité de développement territorial. Quel que soit le niveau du blocage, l'observatoire a tout à fait un rôle important à jouer dans ce contexte. Même dans une optique classique de suivi des indicateurs, de constitution d'une base de données socio-économique et écologique et d'analyse statistique, l'observatoire favorise la diffusion de l'information et de la communication. Cependant, il n'est pas arrivé au bout de ses capacités. Dès lors, le PITA cherche à atteindre un niveau supérieur de concertation et de territorialité en partant d'une conscience partagée de la nécessité d'utiliser et de valoriser les acquis.

c) Conscience de la nécessité d'utiliser et de valoriser les acquis

Indépendamment de ce qui se passe réellement la plupart des chercheurs sont conscient des difficultés et de la nécessité d'utiliser et de développer davantage leurs capacités à soutenir la mise en œuvre des initiatives en faveur du développement durable. Aussi, ils cherchent à renforcer et revoir les modes de la communication, l'échange et le partage de l'information entre les pays engagés. Sur le plan institutionnel aussi, les différents partenaires soutiennent les stratégies d'harmonisation et de valorisation de l'information, et surtout la diffusion des connaissances concernant la sécheresse et la désertification.

Sur le plan territorial de l'OMH, les communautés sont devant une production volumineuse de données et d'informations qui nécessite une valorisation. Cette situation encombrée inquiète la communauté de recherche et de formation de l'IRA. Évoquer la

création de connaissances et de savoirs, ne peut se faire sans compétences scientifiques précises. Mais comme une création artistique, un travail de recherche ne prend de la valeur qu'on l'exposant aux intéressés. Ainsi, ce sont les leaders scientifiques qui fournissent l'information nécessaire dans une perspective de formulation des politiques et des stratégies en vue de la prise de décision[135]. Nous pouvons dire que la communauté scientifique de l'IRA joue un rôle central dans la région en matière de recherche. Cependant, les collectivités locales, les entreprises sur place, les associations et les sociétés civiles de l'observatoire en général doivent être concernées par le processus de partage de l'information. En effet, nous avons constaté une sorte de sanction et de mise à l'écart, après avoir été au « centre d'intérêt » lors de la collecte de données, de certains acteurs en aval par la non transmission de l'information susceptible d'apporter des nouvelles représentations de sa réalité complexe. Les simples pratiques quotidiennes d'un simple « *fellah* » peuvent inspirer les scientifiques pour arriver à examiner une problématique quelconque. L'observation a permis de constater que les scientifiques perdent souvent cette réflexion éthique sur leur rôle vis-à-vis de certains acteurs. D'une manière générale les autorités savent facilement estimer l'apport d'une telle investigation scientifique, mais elles ne savent pas encore formuler un programme de recherche interdisciplinaire pour le développement durable du territoire. Dans notre contexte de recherche, de nombreux projets et résultats sont archivés sans être connus par des acteurs concernés. Pour nous, s'il n'y a guère de doute sur la valeur des travaux et projets, la question est de savoir quel serait le sens d'une recherche détachée en aval d'une réalité changeante et fragile ?

Une des raisons d'être d'un observatoire est de fournir des données et des informations de base avant toute intervention (Garenne, 1998 : 63). Si cette information n'est pas partagée, les résultats de toute décision risquent d'être aberrants et insignifiants. Un second type de réflexion sur ce thème de transmission de l'information porte sur le niveau de la mise à disposition des solutions d'aménagement territorial dans une perspective de lutte contre la désertification. Dans les réponses collectées, seulement

[135] http://www.agora21.org/rio92/A21_html/A21menu. (Consulté le 7 avril 2008) Agenda 21 adopté en 1992 à la Conférence de Rio, texte disponible sur Internet « Les sciences devraient notamment fournir l'information nécessaire pour améliorer la formulation et la sélection des politiques d'environnement et de développement en vue de la prise de décisions. Pour satisfaire cette exigence, il sera indispensable de promouvoir l'intelligence des questions scientifiques, d'améliorer les évaluations scientifiques à long terme, de renforcer les capacités scientifiques de tous les pays et de faire en sorte que les sciences sachent s'adapter aux besoins naissants ».

15,5 % de répondants estiment un niveau de participation fort (contre une estimation de 36,9 % pou un niveau faible) de leurs travaux dans l'amélioration d'une situation de fragilité comme l'élevage extensifs, la biodiversité, les exploitations agricoles, l'aménagement agro-pastoral et les transformations sociales et économiques de l'aménagement des parcours. « La connaissance pour le développement va plus loin que la collection des meilleures pratiques et l'accumulation d'anecdotes de réussites, elle doit reposer sur l'analyse, [l'interaction et la transmission continue de l'information] – Pourquoi certaines politiques ou pratiques fonctionnent dans certaines circonstances et non dans d'autres ? C'est pourquoi la recherche est un des éléments centraux de la connaissance pour le développement » (Stiglitz, 1999 : 308). Ainsi, plusieurs projet comme DYPEN, CAMELEO et d'autres applications et modèles ont permis de prendre connaissance de la région de Menzel Habib. Mais, les stratégies proposées au sens des responsables de projets et acteurs informés ne sont souvent que de « simples tactiques » loin des attentes territoriales dont la validité économique et sociale reste conditionnée et limitée. Nous avons interrogé, les chercheurs qui ont travaillé sur des problématiques liées à la LCD (parcours pastoral, utilisation des eaux, mise en défens, biodiversité, DD). Ils ont montré une grande inquiétude en matière de leur participation à la résolution de problèmes socio-économiques et environnementaux.

Tableau n° 3 : Évaluation du niveau de résolution des problèmes liés à la désertification

Niveau de résolution	Pourcentage
-25 %	57,3 %
[25 % - 50 %]	22,3 %
] 50 % - 75 %]	14,6 %
] 75 %-100 %]	5,80 %
TOTAL OBS.	100 %

(Enquête, 2008)

Par cette évaluation, les chercheurs veulent montrer que les acquis de terrain des observatoires de Menzel Habib sont très riches mais peu exploités[136]. « La

136 « Quatre projets d'observatoires de suivi et lutte contre la désertification ont été expérimentés et financés par les structures nationales et la coopération franco-tunisienne. En 1975 - 78, CNES (Centre national d'études spatiales de France) et projet parcours sud ont engagé un programme dit expérience ARZOTU (*Arid zones of Tunisia*), qui cherche à entreprendre des analyses écologiques sur la base des données de la télédétection spatiale, la région de Menzel Habib a constitué alors l'espace sélectionné pour cette recherche. En 1996, le laboratoire d'économie et sociétés rurales de l'IRA et l'IRD ont engagé le

désertification est un domaine de recherches pluridisciplinaires, qui accapare l'attention de plusieurs structures de la recherche scientifique, de la coopération et de développement » (Tbib, Haddad, 2008 : 259). Mais, on oublie souvent que l'information est une ressource clé pour la mise en œuvre du développement durable et quels que soient le problème et son niveau de résolution. Ainsi, les problématiques traitées dans le cadre de l'OMH sont-elles davantage exploitées à l'échelle de ROSELT. Cependant, la recherche scientifique est impulsée par l'IRA, ses structures et d'autres structures nationales. Paradoxalement, dans une logique de réseau et de bailleurs de fonds on risque de ne pas profiter des retombées de ces efforts à cause d'une insuffisance en matière de communication et de suivi ultérieur des applications territoriales. Nous sommes devant une situation « paradoxale » face à un accès à l'information qui ne répond pas encore aux recommandations et aux différentes déclarations sur le développement durable. Nous avons supposé que l'observatoire territorial favorise le montage des plans d'information. Mais, entre ce que les chercheurs postulent et la réalité, il y a une différence. Ceci peut s'illustrer à plusieurs niveaux dans l'OMH où l'information n'a pas encore atteint le statut d'un « bien public ». D'où la nécessité d'appuyer davantage et d'échanger « autrement » l'information surtout entre les collectivités territoriales locales et les structures de recherche.

En guise de conclusion, nous pouvons déduire qu'il existe de multiples façons de promouvoir le développement durable[137] mais la diffusion de l'information auprès de tous les acteurs est un thème commun qui doit être respecté. Est-il le cas dans notre contexte ? La réponse de la majorité des chercheurs est venue confirmer nos observations effectuées dans le champ de l'OMH. Le manque de sensibilisation et d'échange de l'information affecte les actions et les initiatives prises en matière de développement territorial. La répercussion de cette défaillance sur la construction d'un système cohérent se traduit par un climat d'incertitude et une communication « perturbée ». Face à un problème majeur, comme la désertification, les acteurs se

---

projet DYPEN, pour étudier les interactions entre populations rurales et environnement, Menzel Habib fut encore sélectionnée comme observatoire représentatif des zones arides tunisiennes. En 1999, le projet CAMELEO (*Changes in Arid Mediterranean Ecosystems on the Long term and Earth Observation*) s'est investi pour mener des travaux d'observation et de suivi des systèmes écologiques sur cette même zone. En 2002, le réseau ROSELT/OSS a décidé avec l'IRA d'explorer davantage cette problématique humaine et environnementale de Menzel Habib » (Tbib, Haddad, 2008 : 261).

[137] www.sommetjohannesburg.org (consulté le 09 juin 2007).

trouvent-ils, naturellement, impliqués dans un processus de concertation ? Dans la section suivante, nous nous sommes attachés à visualiser d'autres contraintes comportementales. Le but est de se rapprocher davantage de la réalité des acteurs dans un milieu hostile et mettre l'accent sur les principaux obstacles qui empêchent la concertation et affectent la confiance mutuelle entres les acteurs territoriaux.

6.3. Dimension territoriale de la confiance : Quelle communication ? Quelle confiance dans une société rurale ?

La confiance est souvent considérée comme constitutive des formes d'organisation territoriale. Elle structure les représentations et les projections d'avenir. L'étude des relations de confiance dans le cadre des observatoires en zones arides est une voie pour la compréhension de l'évolution informationnelle et communicationnelle. Livrer l'information et communiquer suppose un minimum de confiance. Cette dernière est aussi en relation avec le territoire dans toutes ces dimensions sociales, historiques, culturelles, etc.

S'interrogeant sur l'utilité de la confiance dans un milieu rural comme Menzel Habib, les structures de recherche de l'IRA (LESOR) soulignent, à la fois, son utilité et sa fragilité. Pour les chercheurs, le problème de la confiance est une réalité malgré certaines valeurs communes qui favorisent l'entente et la coopération. On voudrait chercher dans les causes de cette « non confiance ». Quelle relation avec l'information et la communication territoriale ? Nous nous sommes attachés à identifier tout d'abord, les problèmes de communication en mettant en exergue les causes de certains comportements de nature à condamner et mettre des barrières devant des actes interactifs et participatifs. Ensuite, répondre à la question ci-dessus permet d'apporter des éléments de réponse pour la première hypothèse (*cf.* Chapitre 5, 5.1.1) et travailler ultérieurement à reconstruire la situation communicationnelle qui vise la concertation entre les acteurs dans les différentes situations. Rappelons que les analyses suivantes sont faites à partir des observations, des entretiens et de questionnaire. Ainsi, nous avons étudié la communication entre les acteurs afin de constituer une vision qui permettra un retour sur les incohérences territoriales. On s'appui ici sur les travaux d'Alex Mucchielli (1993) autour de la communication en situation de crise et de fragilité et la situation-problème-pour-un-acteur (Mucchielli, 2005). En effet, l'aspect

protéiforme de la confiance oblige un retour sur cette notion, son utilité et surtout sa dimension territoriale dans un milieu aride **(6.3.1)**. Ensuite nous abordons sa relation avec la communication **(6.3.2).** Enfin nous abordons son impact sur la concertation et cohérence territoriale **(6.3.3)**.

6.3.1. Dimension territoriale de la confiance

La simplicité de la vie dans les zones rurales cache des interactions complexes. Sur la base d'un ensemble d'éléments historiques, culturels ou autres, les acteurs s'attachent à mettre en place des indices permettant de « juger » les individus et d'identifier d'une manière collective les facteurs de propagation de la confiance. Elle est abordée dans le détail dans plusieurs disciplines pour rendre compte de la réalité territoriale et de la dimension interactive entre les acteurs. Nous avons retenu quelques définitions susceptibles d'éclairer notre propos sur l'évaluation des relations interactives dans le cadre de l'OMH. En effet, on peut parler d'un acte de confiance lorsqu'une personne compte sur l'action d'une autre personne jugée apte de répondre à ses attentes et d'agir volontairement dans ce sens sans abuser de la situation (Mc Allister, 1995). « la confiance existe lorsqu'un individu, un groupe ou une organisation peut compter sur un devoir accepté volontairement par un autre individu, groupe ou organisation, ce devoir étant de reconnaître et de protéger les droits et les intérêts de tous ceux engagés dans un effort » (Hosmer, 1995 : 393)[138]. Dans certains cas, la confiance se traduit par une action volontaire en se basant sur la parole, les actions et les décisions des autres (Mc Allister, 1995). Un problème d'opportunisme peut naître suite à cette relation de confiance. Dans d'autres cas, on parle d'une confiance contrainte où l'action qui semble volontaire est imposée (Bornarel, 2004 : 4). Malgré ses apparences négatives, ce type de confiance est utile pour faire progresser et favoriser la compétition entre les acteurs d'un même territoire. Nous partageons avec Frédéric Bornarel (2004 : 5) une vision contextualisé de la confiance. Il précise que « la relation de confiance est dépendante du contexte dans lequel elle se construit, mais différents contextes organisationnels déterminent des relations de confiance de nature différente ». Enfin, « l'asymétrie et la réciprocité de l'engagement constituent les deux caractéristiques essentielles et indissociables de la confiance » (Reynaud, 1988 : 1458).

[138] *« Trust is the reliance by one person, group, or firm upon a voluntarily accepted duty on the part of another person, group, or firm to recognize and protect the rights and interests of all others engaged in a joint endeavor or economic exchange » (Hosmer, 1995 : 393).*

6.3.2. Confiance et communication : quelle relation ?

La liaison entre confiance et communication est biunivoque. Pour Alex Mucchielli (1993 : 48). Le manque de confiance touche les perspectives et épuise les forces. La communication est un ordre essentiel pour la reprendre en main. En effet, la notion de confiance n'est pas nouvelle, mais elle n'est pas suffisamment abordée en milieux arides. Nous abordons cette confiance dans une optique d'information et de communication, génératrice d'un savoir territorial. C'est sur l'articulation entre le savoir et le non savoir que porte la confiance. Dans notre champ de recherche, elle ne peut se construire sans communications fréquentes pendant lesquelles chaque acteur révèle implicitement à l'autre ses valeurs, la justesse de son jugement et son intégrité, sa cohérence, sa loyauté et son souci (Hosmer 1995). C'est d'abord la perception de la fiabilité des structures scientifiques qui influence la confiance dans un premier lieu, et ensuite la communication entre les acteurs territoriaux. On l'a déjà abordé, il ne peut y avoir une communication de qualité s'il n'y a pas partage d'informations et donc un minimum de confiance *a priori.* De fait, nous considérons dans ce qui suit que la confiance est dépendante de l'information et de la communication. Nous tenterons de répondre à un certain nombre de questionnements à travers le triptyque information-confiance-communication. En effet, dans un observatoire à forte connotation informationnelle, la confiance et la communication expliquent une part significative du succès des projets. Les principaux résultats obtenus sont-ils finalement marqués par un chevauchement entre ce triptyque conduisant à la mise en évidence de la spécificité propre à ce terrain aride et ses habitants. En situation de conflit, il est important de revenir sur la spécificité de la population et son histoire pour pouvoir communiquer d'une manière efficace. Par exemple, l'appartenance de la population de l'observatoire à la tribu de *Béni Zid* constitue un élément de confiance et de fierté liée à l'histoire lointaine. De fait, nous avons constaté cette tendance dans nos entretiens. Quand ils parlent de leurs problèmes, il est difficile de percevoir facilement leurs angoisses. Dans plusieurs situations difficiles et de perturbation territoriale (sécheresse, dégradation de sol, faibles revenus, etc.), l'individu (surtout le *fellah*) paraît maître de soi-même et capable de résister aux difficultés et aux blocages territoriaux.

Nous voyons ainsi la confiance comme étant un état psychologique qui incite un individu, dans une situation donnée, à communiquer avec un autre individu ou groupe

qui cherche à répondre à ses attentes. Si la communication est perturbée, cela signifie qu'il existe un problème de confiance. Il s'agit probablement d'une « punition » et d'un acte pour exprimer leurs mécontentements suite, par exemple, à des entrevues répétées (sondages, enquêtes, entretiens etc.) comme le montre certaines réactions: « *il est venu plusieurs fois…*; *je le connais… ; je m'en occupe... ; ne lui dit rien... ; attends,…*». De ce fait, on a découvert une attitude un peu crispée en matière de confiance et communication conduisant à des symptômes d'incohérence générale du système observatoire.

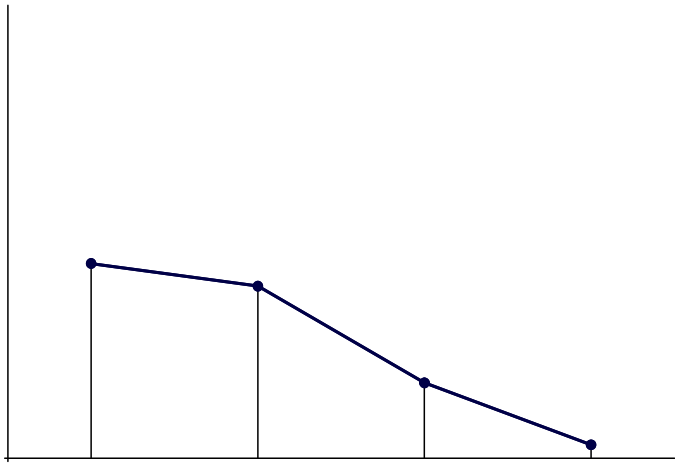
6.3.3. La confiance comme source de cohérence territoriale

Le territoire de Menzel Habib cherche à s'organiser pour lutter contre la désertification dans un environnement socio-économique hostile. Cependant, la situation reste problématique et plusieurs actions restent inadaptées. Afin d'avancer dans la réflexion, ce paragraphe développe une répercussion de la perturbation informationnelle analysée dans la section précédente. En effet, nous avons distingué une variété en matière de comportement liée aux effets du « blocage » socio-économique et environnemental de l'observatoire. Les entretiens et l'enquête ont vite montré deux types d'acteurs territoriaux à caractère antagoniste présents sur l'OMH. Un premier groupe cherche l'initiative et souhaite le développement. Il a une vision optimiste et s'appuie sur les potentialités existantes et souhaités pour un meilleur avenir. Un deuxième groupe sceptique et manifeste une attitude réservée et cherche des boucs émissaires. Ils a peur de l'avenir et de l'échec et ne vise que ses propres intérêts à court terme. En raisonnant toujours dans le cadre territorial de l'OMH, le problème de la désertification et la rareté des ressources oblige les deux groupes à écouter et à chercher l'information susceptible d'apporter un changement. Étant donnée la mauvaise distribution de l'information nous avons remarqué une tendance individualiste qui se traduit par un manque de coopération et de coordination des activités. Pour Alex Mucchielli (1993 : 36), l'oscillation en fonction des informations génère à la fois une attitude négative et une autre positive ; les groupes « vivent ainsi une tension psychologique alors que la crise semble se profiler. Ils traversent la période intermédiaire avant que la crise ne soit entièrement là mais alors qu'un ensemble de signes laisse à penser qu'elle est imminente. Tantôt ils ont des espoirs, tantôt ils doutent et sont pessimistes. Ils formulent des projets et, à d'autres moments, ils les critiquent et les retirent ». Nous apportons ici le témoignage d'un

« *fellah* » qui disait : « *l'information n'a de sens pour moi qui si elle améliore le poids de mon troupeau ou si elle dépasse le savoir-faire et les acquis d'une quarantaine d'années* ».

L'analyse des relations de confiance constitue un élément de compréhension de l'état de coopération des acteurs pour résoudre ou lutter contre un problème dans un espace rural éloigné et en difficulté. Elle joue un rôle important dans la participation à la « réussite » des projets territoriaux. si elle contribue à expliquer une dynamique territoriale, la confiance n'implique pas, certainement, la réussite de cette dynamique. Ce sont les variables endogènes qui peuvent être améliorées. Mais une crise de confiance est susceptible de faire échouer tout projet de développement. La figure suivante montre les grandes difficultés de sortir du blocage suite à la mise en place des stratégies et des projets territoriaux.

Figure n° 37 : Évaluation du niveau de résolution des menaces suite à des projets

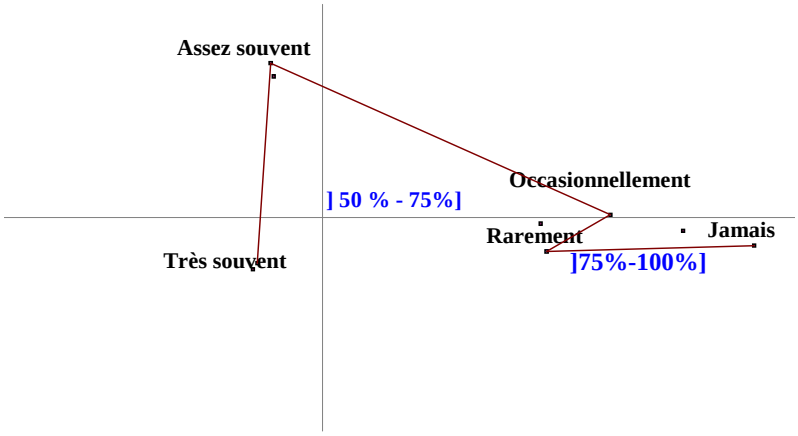


(Enquête, 2008)

Suite à cette situation perturbée, il n'est pas vain de mettre seulement la responsabilité sur le « dos » des chercheurs. Mais cette reconnaissance déclarée d'un comportement individualiste n'a fait malgré tout que réduire le niveau de concertation territoriale entre les acteurs. Dans notre contexte, le comportement non coopératif ne signifie pourtant pas absence de communication. Mais elle se traduit par un comportement « répulsif » non souhaité dans une situation de fragilité territoriale. Dans notre questionnaire destiné

aux chercheurs de l'OMH, nous avons cherché les causes de cette réticence et de la fracture entre la population locale (ménages) et les structures de recherche.

Figure n° 38 : L'état territorial et la coopération



(Enquête, 2008)

On remarque de suite des éléments intéressants sur les comportements et les faits sociaux, qui sont en forte relation avec la communication. La figure ci-dessus est le croisement de données relatives au niveau de la résolution des problèmes liés à la lutte conte la désertification et au développement durable et aux difficultés de coopération. Il y'a une forte relation entre les deux. Si les ménages ne communiquent pas d'une manière efficace, c'est simplement parce qu'ils jugent « livrer l'information » n'améliorera pas leurs situations de fragilité.

Pour résumer le propos, l'existence d'une problématique est une source d'échange, toute absence d'amélioration est source d'insatisfaction. En ce sens, la communication est un message signifiant, contextualisé par la situation et finalisé par la résolution d'un problème (Habermas, 1987). On a vu différents agents de l'observatoire expliquer que la confiance ou l'« accueil » de l'autre reste possible si elle apporte une solution au problème constitutif de leur situation d'aridité et de fragilité croissante. D'où un signe fort que nous conduit vers une confirmation de l'hypothèse sur les capacités des observatoires à intégrer davantage d'éléments qui favorisent la diffusion de l'information et la communication entre tous les acteurs. Certes, ce n'est pas encore le cas dans l'état actuel caractérisé par la non systématisation de l'information.

6.3.2 La systématisation de l'information : quelle utilité ?

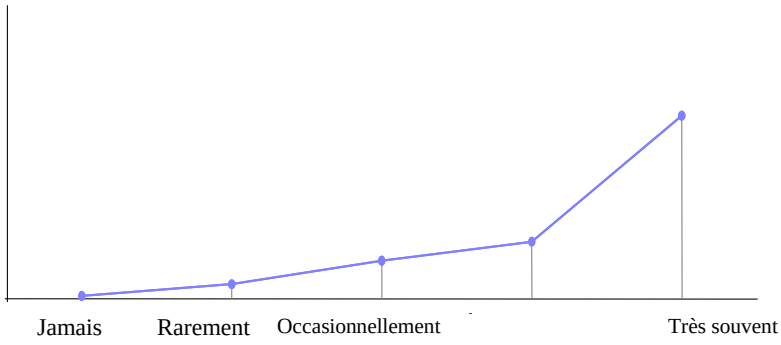
Les difficultés ne se limitent pas uniquement à l'extension de la production sur le sujet, elles mettent en jeu aussi l'organisation même de la connaissance (Martino, 2003 : 1)[139]. Plusieurs études ne sont pas accompagnées d'une systématisation de l'information et du savoir auxquels elles se rapportent. Malgré la qualité de la réflexion et de la production scientifique, certains travaux et études sont marqués par une forte modélisation et/ou théorisation et restent incompréhensible pour certains acteurs stratégiques. Comme l'a constaté Robert Escarpit (1991 : 7), « les domaines du savoir deviennent trop nombreux, trop spécialisés pour qu'un seul homme, même après de longues années de réflexions et de lectures, souvent d'apprentissages difficiles, puisse en appréhender ne fût-ce qu'une partie ». Comme tant d'acteurs, nous renvoient à ce problème de systématisation du savoir afin de le rendre plus utilisable. De toute évidence, il ne s'agit pas d'une question sur laquelle on puisse adopter une réponse aussi catégorique. Cependant, le PITA nous paraît être un outil efficace pour faire converger les opinions des acteurs et éviter les perturbations communicationnelles. Certes, dans cet état de situations les acteurs trouveront un intérêt en adhérant à cette approche.

Les structures de recherche qui travaillent sur l'OMH cherchent à communiquer d'une manière plus efficace. En plus de notre suivi de la problématique associée au processus de diffusion de l'information dans ROSELT, nous avons analysé les comportements des chercheurs lors de leur participation aux projets ou aux programmes de recherche. En effet, il ne faut pas ignorer les fâcheuses conséquences d'un comportement qui vise tout simplement à accaparer l'information. Cependant, « l'art de communiquer réside dans l'exigence de la satisfaction de nos propres besoins et de ceux des autres, simultanément » (Sananès, 2005 : 8). D'ailleurs, l'un des objectifs du programme LOTH est de sensibiliser les différents acteurs à la nécessité d'une conscience communicationnelle. La recherche de l'information et son utilisation à seule fin personnel (participation dans des colloques, séminaires, publications) ou en répondant à des bailleurs de fonds ont un effet souvent inversé par rapport aux attentes. Pour Raymond Ruyer (1964 : 167), les choses de la communication ne sont pas aussi simples : « c'est parce que je suis constituant actif de formes, que j'ai le sens de l'information, et par suite aussi le sens de la désinformation ». Nous nous sommes

[139] http://w3.u-grenoble3.fr/ (consulté le 06 avril 2007).

appuyés sur cette courte citation pour rappeler le souci des chercheurs confrontés à des situations de désinformation et/ ou de ne pas vouloir communiquer. La figure suivante traduit cette situation conflictuelle.

Figure n° 39 : Problèmes d'accessibilité



(Enquête, 2008)

D'après ce graphique nous constatons que les observés convergent de plus en plus vers un comportement d'enfermement et de « clôture communicationnelle ». Avant même de lancer notre questionnaire auprès des chercheurs, les responsables sont conscients de l'existence d'un problème de coopération entre observateurs et observés. Mais on oublie souvent qu'un observé qui ouvre ses « portes » et donne une information attend une contrepartie. Il peut aussi refuser de donner l'information demandée, empêcher et influencer les autres à suivre une attitude non coopérative (Haddad, Tbib, 2008). Ainsi, soulever et communiquer ses problèmes sans un système de règles (Mucchielli, 1991) est un processus qui ne peut plus se poursuivre dans le temps et l'espace. Par ailleurs, ce que l'on cherchait à connaître dans la conduite de notre questionnaire, c'est le commentaire des chercheurs en présence de différents acteurs sur les actions territoriales passées, l'état présent et les justifications ultérieurs des objectifs futurs.

Les observations et les entretiens avec des chercheurs sur l'OMH ont permis de constater que la collectivité territoriale (Ménages, population, fonctionnaire etc.) n'arrive pas toujours à comprendre certains mécanismes du changement environnemental, social et économique abordés par les chercheurs lors de la transmission de l'information. Le témoignage suivant d'un *fellah* montre cette tendance : « *Je m'adapte à ma manière aux situations de difficultés plutôt que je m'adapte aux mesures provenant des inconnus* ».

En fin de compte, c'est naturel que la logique de fonctionnement de l'observatoire aride soit le fait des services de planification et des objectifs mentionnés principalement par ses concepteurs (Secrétariat exécutif de l'OSS/ROSELT). Comme le rappelle Athanase Bopda (1998 : 241), « si la restitution des savoirs sur les lieux et les hommes du monde rural donnent souvent l'impression que les chercheurs s'adonnent à un soliloque quasi permanent portant sur des terrains et sur une matière qui, eux, ne parlent pas, l'impression devient autre quand on va sur le terrain ». Dès lors, à Menzel Habib, la recherche n'est pas le lieu d'une observation uniforme et unilatérale. Notons, si les principales missions actuelles des chercheurs de l'IRA résident dans le suivi, l'évaluation, l'évolution de la désertification et des interactions, ils ne sont pas les seuls maîtres à penser et à juger. Le propos d'un chercheur est révélateur de cette position : « *Nous sommes, ente parenthèse, observateurs observés, les chercheurs et les autres structures c'est une grande histoire. C'est un vécu riche et complexe où il y a des hauts et des bas. Si nous arrivons à définir des indicateurs qui répondent à nos objectifs et mettre à disposition des études scientifiques, nous sommes, en quelque sorte satisfait. L'action c'est une autre paire de manches* ».

Enfin, nous pouvons déduire qu'en dépit de la valeur scientifique des institutions et de l'important volume de recherches sur les problèmes socio-économiques et environnementaux, le volet valorisation, concertation territoriale, confiance mutuelle, etc. doit être repensé. Travailler et vivre dans et/ou sur un contexte aride est une opération complexe. Il ressort que les observatoires en tant que systèmes territoriaux participent à la résolution de plusieurs problèmes socio-économiques et environnementaux. Leurs rôles pourront être valorisés en modifiant essentiellement les perceptions et les comportements. Aussi, il ne faut pas que ces dispositifs se limitent uniquement à une production scientifique sur les différents sujets territoriaux. Ils ont aussi la capacité de mettre en jeu l'organisation, l'accès généralisé à l'information et la valorisation même de la connaissance territoriale.

Conclusion

D'après tout ce qui vient d'être exposé, où en sommes-nous par rapport à nos deux hypothèses avancées dans le chapitre précédent ? Tout d'abord, nous avons apporté des éléments d'analyse sur un état étendu (Roselt) en profitant de la diffusion effectuée par le secrétariat exécutif de l'OSS auprès des différents coordinateurs scientifiques des observatoires. Ensuite, nous nous sommes lancés dans l'exercice le plus difficile consistant à apporter des éclairages (direct ou indirect) de ces hypothèses. S'agissant, essentiellement, d'une analyse des états et des enjeux informationnels et communicationnels autour des observatoires et des interactions territoriaux. Répondre à la première hypothèse n'est autre que l'édifice d'une réponse à la deuxième. De ce qui vient d'être exposé, il ressort qu'en dépit de la valeur scientifique des structures territoriales, des moyens, des opportunités etc., il nous paraît d'une grande urgence de procéder à des évaluations et de tracer des orientations permettant d'intégrer davantage la pensée communicationnelle dans les observatoires pour le traitement des rapports et des interactions socio-économiques et environnementaux aussi bien avant la mise en place des projets qu'après. Sur la base des éléments et conditions avancés, l'observatoire en zone aride ne peut qu'améliorer l'accessibilité de l'information et l'interaction entre l'ensemble des acteurs territoriaux pour appréhender la complexité des phénomènes. Le même raisonnement a été tenu pour répondre à la deuxième hypothèse. « La communication ne saurait être réduite à l'étude des conséquences de l'extension des réseaux techniques[140] ». Aussi, le rôle de l'observatoire ne saurait être réduit à un simple lieu de production d'indicateurs et de chiffres, mais un outil pour le développement qui s'intéresse à l'information sous toutes ses formes ; à sa production à sa représentation, à sa communication et à son exploitation ; Nous somme dans une optique qui rejoint certaines conclusions apportées par Yann Bertacchini (2004) et d'autres travaux avancés dans le cadre des colloques « Tic et territoire » (2002-2007). La réunion de ces deux hypothèses constituera la base du préambule d'un processus qui rejoint essentiellement l'hypothèse de synthèse avancée et vérifiée par Yann Bertacchini (2004) et Yann Bertacchini et Philippe Hebaux (2008). Dans cette optique, peut-on espérer une plus grande marge de manœuvre au sein de cette approche territoriale pour l'adapter au contexte aride tunisien ? Comment peut-elle assurer une meilleure

[140] Bernard Miège, *Le communicationnel et le social : déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques.* Consulté le 05avril 2007 sur http://w3.u-grenoble3.fr/).

représentativité des acteurs territoriaux ? Quels fondements ? Quelles difficultés en matière de conception et de mise en œuvre ? Autant d'aspects attachés aux SIC verront leurs approfondissements dans le chapitre suivant. La priorité est de regagner le terrain communicationnel « perdu » à travers un traitement mutualisé des informations et une capitalisation des savoirs. « Ce faisant, au sein du territoire, l'intelligence territoriale participe d'un construit relationnel entre information et communication » (Hebaux, 2006 : 07). Il ressort de cette analyse que l'enracinement scientifique des observatoires reste aléatoire et plus conditionnel à une réponse aux lacunes qui viennent d'être exposées ; C'est aussi la voie pour une validation des hypothèses formulées. D'où la nécessité de l'instauration ou de la restauration d'une vision communicationnelle qui se fonde sur la culture de partage, de confiance, d'entente, de coordination des efforts, etc. Ainsi, adopter une approche d'intelligence territoriale, c'est observer les observatoires dans les milieux arides au sud tunisien d'un point de vue SIC. À l'instar de Yann Bertacchini (2004), mais dans un contexte différent, on positionne le PITA entre information et processus de communication. C'est l'information et la communication, plus ou moins valorisées, qui constituent le socle recherché. Si la volonté et l'adhésion sont « déjà là », il est encore difficile de parler d'une stratégie de concertation territoriale propre à l'OMH où se croisent et/ou se complètent l'observatoire, la bonne gouvernance, l'intelligence, la recherche-action et le développement durable (*cf.* Chapitre 3). Notre préoccupation prioritaire dans ce chapitre était d'avoir une idée fondée sur l'observation, les témoignages et les contacts avec le terrain pour concevoir un PITA (à noter encore que cette analyse situationnelle nous servira de point de départ pour élaborer une réflexion construite et fondée sur ce qu'on a vécu réellement. Si nous résumons la situation, on dira que les recherches actuelles, aussi riches soient-elles, ne prennent pas en compte certaines réalités quotidiennes des acteurs sociaux. Pour la reconstruire, certaines notions comme la communication efficace et la confiance doivent être revalorisées. Ces analyses alimenteront notre conception territoriale en vue d'une utilisation dans le cadre de l'OMH. Ainsi, en passant d'un corpus général d'observatoires (ROSELT) à un corpus particulier de sud tunisien, nous avons déjà senti les prémices et la volonté d'une adhésion à ce processus. Dans cette perspective de concertation, l'observatoire est conçu comme le dispositif « idéal » pour utiliser et valoriser les acquis et rendre les connaissances utilisables pour l'ensemble des acteurs du développement territorial.

Chapitre 7 : Conception d'un PITA et description de la démarche expérimentale

Dans le chapitre précédent, nous avons essayé de rendre compte da la réalité de l'OMH pris dans le contexte élargie ROSELT et d'analyser les aspects et les interrogations d'ordre informationnels et communicationnels. Les concepts, les méthodes, les théories, les mécanismes, les technologies et les interactions développés antérieurement sont nécessaires, à la fois, pour l'analyse de la dynamique territoriale et pour la constitution des éléments fondamentaux pour la construction d'un PITA. Dans ce chapitre on voudrait inviter les acteurs à manier des concepts liées aux SIC et observer autrement l'apport de l'approche observatoire.

Ainsi, la mise en place d'un PITA nécessite tout d'abord, la compréhension et l'adhésion. Ensuite, c'est tout un programme qui s'étale dans le temps et l'espace et se décompose en une suite d'actions territoriales précises. Les acteurs sont appelés à modifier certains comportements dans le cadre d'une nouvelle conception territoriale située entre information et communication. Elle favorise la confiance, la concertation, la solidarité, l'échange mutuel de l'information etc. Dès lors, notre proposition s'appuie sur les observatoires et les stratégies existantes pour déployer une démarche d'intelligence collective fondée sur une approche citoyenne de la conscience territoriale et sur l'aptitude des acteurs à co-écrire le scénario de leur futur » (Dumas, 2007 : 3). Elle s'articule autour d'une structure qui permet la production de l'information et sa communication pour agir. L'ensemble des moyens mobilisés ont pour rôle de faciliter l'usage, l'échange et le partage de l'information, la canalisation des savoirs, de les adapter aux évolutions concrètes, etc. Ainsi, l'alimentation de la base d'information existante ne doit pas constituer un objectif en soi. D'où la nécessité d'une opération de traitement, de validation, de sécurisation, de diffusion, etc. Le PITA suit cette logique de mutualisation de l'information et de communication. Dans un premier lieu, nous commençons le fondement **(7.1)**. Ensuite, nous mettons l'accent sur le déploiement, les difficultés et les contraintes en matière de comportement **(7 .2)**. Notre objectif est de parvenir à vérifier les hypothèses et examiner les possibilités d'élargir la fonction classique (production de l'information et aide à la décision) attribuée à l'observatoire.

7.1. Éléments fondamentaux du PITA

Il est fondamental pour la conception d'un PITA de partir de la réalité du terrain qu'on a caractérisée dans les chapitres précédents. Nous avons multiplié les ateliers de recherche et les visites du terrain pour identifier la spécificité territoriale de l'OMH et ses enchevêtrements et pour penser d'un point de vue SIC à un processus à soumettre à l'expérimentation. Parmi les tâches prioritaires, mais non les moindres, de l'OMH et des chercheurs scientifiques est de revoir les possibilités de revalorisation des acquis scientifiques de l'institut et la convergence sur la base d'une confiance mutuelle entre les acteurs territoriaux. La délicate question de la désertification et du développement durable restera longtemps au centre des intérêts des observatoires et des structures de recherche de l'IRA, formulées dans le cadre de notre recherche. L'impératif d'une observation suivie du comportement et d'un questionnement sur les problèmes rencontrés lors des enquêtes et entretiens est donc autant technique que sociologique.

7.1.1. L'explicitation du processus

Il est impératif de commencer par expliciter au maximum les principes de PITA pour l'ensemble des acteurs clés. Le premier défi est d'en comprendre le sens et de saisir ce que ce processus produit comme résultats et moyens matériels ou immatériels, les implications et les compétences nécessaires. Lors de différents ateliers et colloques auxquels nous avons participé, on a essayé de présenter ce processus d'une manière simple. C'est une étape indispensable et un premier élément de compréhension de l'intérêt de ce processus. L'adhésion passe par une communication et une compréhension de la logique générale de l'IT. Certains professionnels voient dans ce processus un apport prometteur, d'autres sont encore en train de découvrir la logique de ce processus. Les différents entretiens et rencontres continuent à être l'occasion de débattre des questions autour de ce processus.

En effet, l'appropriation et la compréhension d'un nouveau processus informationnel et communicationnel n'est pas aussi simple qu'on peut l'imaginer. *Pour cette raison nous avons mobilisé une variété d'approches théoriques et méthodologiques pour fonder et défendre notre propos. Un tel comportement peut concerner les citoyens et les professionnels.* Comme le souligne Cyril Masselot (2005 : 14), ces derniers sont aussi par « défaut hermétiques aux explications ». La première chose est de rendre les

chercheurs sur place réceptif à ce processus en adoptant un rapprochement avec les méthodes et les théories employées et en partant des définitions et des sémantiques associées à l'IT. Évidemment, la manière qui a caractérisé notre entrée (la coopération à travers un programme de recherche) a permis de raccourcir la période d'assimilation. Si nous sommes dans un champ, à première vue, éloigné de nos axes de recherche, les structures ont rapidement saisi l'intérêt de la nouveauté disciplinaire. L'inscription des chercheurs dans l'approche plus ou moins participative est un élément important dans cette recherche d'acceptabilité du PITA. Accepter la logique de ce processus signifie que les acteurs estiment une amélioration de leur utilité (hypothèse 1). L'adhésion se traduira par un ajustement aux logiques du PITA, l'apprentissage en sera simplifié ; en conséquence, la communication favorisée par tous les acteurs est facilitatrice de la réalisation des projets et l'atteinte des objectifs. Dès le départ, les chercheurs sur place ont curieusement écouté et assimilé notre propos sur l'IT. Ensuite, ils ont même montré un grand intérêt en inscrivant leurs recherches[141] (thèses, communications, ateliers) dans cette logique territoriale. Des ajustements ont été réalisés pour intégrer ce processus dans les axes de recherche du LESOR. Enfin, le passage à l'acte se traduit par une analyse élargie de la situation auprès d'autres observatoires et acteurs similaires, et surtout par l'établissement d'un plan d'action fondé sur les objectifs précisés. C'est une logique de construction et de formulation de processus en question (méthodes et outils) qui se base sur une logique didactique où nous découvrons les mécanismes permettant aux acteurs territoriaux de reconstruire par eux-mêmes les concepts fondamentaux (confiance, communication, valorisation, solidarité, soumission libre, etc.) et rétroagir mutuellement dans une démarche cognitive et génératrice d'apprentissage et de cohérence territoriale.

Comme nous l'avons déjà précisé, certains projets d'observatoires sont ponctuels et ne durent pas dans le temps. Le développement territorial est un effort qui se projette dans le temps et l'espace. Dans ce cas, il est difficile d'associer le temporaire (par exemple, un observatoire crée suite à une catastrophe) et le durable qui se fonde sur l'information et la communication. Ainsi, cherchons-nous une appropriation instruite (même si un nombre considérable des acteurs veulent faire du PITA un projet d'accompagnement

[141] Certains membres du programme LOTH inscrivent leurs problématiques de recherche dans cette dimension territoriale. Ce processus a fait aussi l'objet de trois communications en 2008 qui s'articulent autour de l'intelligence territoriale et les observatoires en zones arides (A.Tbib, M.Haddad, M-A Benabed tous chercheurs dans le programme LOTH).

pour tous les projets territoriaux. C'est-à-dire, prendre en compte les dimensions informationnelles et mettre en place des palans communicationnels. Accepter ce processus, c'est être prêt de s'investir dans cette démarche et y participer pleinement. Ceci suppose que les acteurs acceptent la modification de leurs propres comportements et pratiques et s'inscrivent dans une dynamique de projet territorial.

S'agissant d'un travail mutuel et collectif, nous ne sommes pas en mesure d'imaginer des chercheurs ou des spécialistes qui apportent des réponses prêtes à être appliquées sur le territoire de Menzel Habib. Nous sommes dans une démarche de confiance, de communication et de coopération où chacun n'est exclu que par son comportement égoïste et opportuniste. Les solutions, les savoirs et les savoir-faire se construisent en commun sur les principes de l'intelligence territoriale combinés aux acquis ultérieurs, expériences et vécus de tout un chacun. Nous pouvons aussi trouver des solutions aux outils non maîtrisés par certains acteurs territoriaux (par exemple l'Internet pour la majorité des Ménages/population) et qui peuvent freiner ou provoquer des réactions à ce processus.

Nous attendons de ce processus qu'il donne lieu à des modèles utilisables dans les observatoires. Dans l'état actuel, les systèmes d'information se contentent des dimensions informationnelles et même les applications les plus sophistiquées sont peu ancrées sur la communication. Dans cette optique de perfectionnement des observatoires, nous avons eu l'occasion d'observer des difficultés réelles (manque de concertation, problèmes de communication, mise en place des stratégies, etc.) qui ne peuvent être résolues qu'on se fondant sur une approche liée aux SIC. En ce sens, on peut avancer aussi deux constats :

- les SIC semblent intéresser davantage les chercheurs travaillant dans le cadre des observatoires (spécialement l'IRA). Ils ont besoin d'une conception qui harmonise leurs relations avec les acteurs territoriaux de l'observatoire ;
- les structures de recherche utilisant les observatoires comme approche se posent des questions sur les évolutions possibles de ces dispositifs et veulent un état des lieux sur les éléments générateurs de la cohérence et sur les freins aux ententes et aux avancements des projets.

L'observatoire s'inscrit plus dans une optique de recherche d'information que dans une logique communicationnelle avec l'ensemble d'acteurs territoriaux. Ainsi, en cherchant dans la bibliothèque de l'IRA et dans de nombreuses références, nous constatons que les pratiques actuelles se fondent exclusivement sur une logique d'analyse de données et surtout de modélisation de systèmes d'information (SIEL).

Certes, il n'est pas question de proposer un PITA sans analyse préalable de la situation (*cf.* Chapitre 4). Les résultats de notre questionnaire viennent témoigner et affirmer des difficultés perçues par les chercheurs en menant leurs activités (*cf* .Chapitre 6). Cependant, faut-il passer à l'étape de conception même s'il s'agit d'une tâche ardue ? Répondre positivement, sans prétendre à l'exhaustivité, suppose que les constats et les résultats de notre questionnaire et de nos observations serviront de fondements conceptuels pour notre PITA. Donc, proposer un PITA malgré toutes les contraintes est un défi que nous soulevons dans le cadre du programme LOTH. Bien évidemment, les chercheurs continuent à produire des analyses, des modèles et des écrits scientifiques, mais les acteurs territoriaux (population et décideurs) posent souvent des questions sur la production et les recherche d'observatoires. Peut-on dire qu'il y a trop d'analyses, de complexité et de spécialisation de chercheurs malgré les apparences interdisciplinaires. Yves Jeanneret a soulevé ce problème dans la lettre d'Inforcom[142] n° 60 en demandant ce que devient un travail scientifique une fois arrivée dans la main de ceux qui sont sur le terrain.

En effet, il faut préciser ce que ne serait pas un PITA. Ce processus ne doit être réductible ni à la démarche d'un économiste, ni celle d'un spécialiste en information et communication, ni à celle d'un gestionnaire ou statisticien classique ; Il ne s'agit pas de mobiliser un seul acteur. En bref, la conception d'un PITA constituait l'exploration d'une démarche pluridisciplinaire et collective. Cependant, son élargissement n'est possible qu'avec des moyens et mesures d'accompagnement afin de valoriser les informations et les études existantes à l'IRA.

142 http://www.sfsic.org/ (consulté le 12 décembre 2005).

7.1.2. La constitution d'une équipe pluridisciplinaire

Nous rappelons que notre problématique insiste sur la dimension collective de toute action ou appropriation territoriale. Dès lors, le PITA ne peut réussir que s'il est inscrit dans démarche collective. Comme le souligne Audrey Knauf (2007 : 59), « si l'IT fonctionne, c'est parce que l'État, les collectivités locales, les chefs d'entreprises, ont su bâtir une vision stratégique partagée pour la région et ont eu l'intelligence de fédérer leurs moyens au service de cette vision stratégique ».

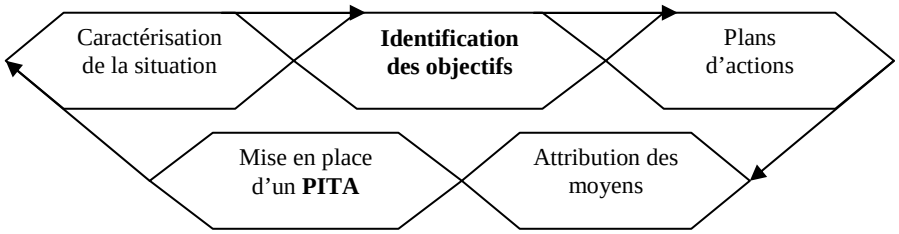
Nous tenons, à rappeler aussi ce que nous avons abordé, à plusieurs reprises, la dimension de pluridisciplinarité, essentielle dans cette approche combinée « intelligence – territoire – observatoire ». Pour Marie Piron (1996 : 772), « c'est un travail en interdisciplinarité qu'il faut réussir, qui vise non pas à juxtaposer mais à intégrer les diverses disciplines impliquées » (*Id.*, : 772). Au commencement, le pilotage de cette démarche territoriale est susceptible d'être confié à des membres de l'équipe LOTH avec la possibilité d'être impulsé par les hautes autorités locales et nationales. Ainsi le programme LOTH pourra-t-il servir des activités de sensibilisation en matière d'information et de communication, de formation, de réhabilitation des patrimoines, etc. dans une démarche de durabilité. Étant donné le positionnement de l'IT par rapport au SIC, nous proposons un « animateur » spécialiste en « infocom ». Cette spécialité pourra former des praticiens de la communication territoriale de haut niveau, chargés des relations avec des partenaires institutionnels ou avec les citoyens, notamment dans le cadre des politiques rurales et des stratégies du développement durable et de lutte contre la désertification. « Elle permet aussi de former des intervenants dans le domaine de la médiation interculturelle et patrimoniale. Elle vise encore à former des experts du management interculturel » (Note LOTH, 2006). Cette médiation doit mettre en avant le partage d'expériences et les échanges des informations dans les domaines socioéconomiques et environnementaux. L'ouverture internationale de l'IRA peut renforcer la coopération à plusieurs niveaux autour d'un territoire. Ce dernier est un construit socioéconomique produit entre les acteurs locaux qui participent à résoudre un problème collectif ou à réaliser un projet de développement collectif (Gilly, Perrat, 2003 : 3). L'observatoire fait apparaître un ensemble d'interactions des points de vue différents et des idées innovantes pour dépasser les risques et saisir les opportunités. On rejoint ici Yannick Bouchet (2006b : 159) pour qui « la recherche d'axes innovants

produit des idées qui vont prendre la forme d'objectifs nouveaux à construire. Pour cette raison, un ou plusieurs groupes d'individus vont être chargés de transformer les idées retenues en objectifs pour le système d'intelligence économique territoriale. La notion d'objet à construire fait apparaître une suite logique d'acteurs, depuis ceux qui sont à l'initiative jusqu'aux utilisateurs futurs. […] Le maître d'ouvrage est le propriétaire de l'objet futur. C'est lui qui fixe les objectifs et les budgets ».

7.1.3. Identification des objectifs

D'une manière générale, l'objectif se définit comme étant un état désiré pour un moment désiré du futur ou un résultat qu'une organisation se propose d'atteindre à une date donnée. Il peut être exprimé en termes plus absolus et précis qu'un but et peut prendre l'aspect d'une formulation en termes qualitatifs ou quantitatifs. De ce fait, la clé de la réussite d'un PITA réside dans l'identification précise des objectifs et de l'aptitude à les transmettre. Ces derniers doivent être clairement et précisément définis avant d'être communiqués ou adoptés par tous. Il est possible aussi de formuler une cascade d'objectifs avec une spécification pour chaque acteur territorial. Certes, on doit opter pour une base participative dans la planification des projets en définissant les objectifs à atteindre et les activités devant être entreprises à cet effet tout en identifiant et en communicant les risques encourus et en essayant de les gérer au mieux. Une fois les risques identifiés, les mesures peuvent alors être étudiées et envisagées. Certainement, il serait anodin d'agir sans identification des objectifs. Dès lors, le PITA est conçu comme étant une composante d'un cycle logique qui se fonde sur l'information, la communication, le *feed-back*, etc.

Figure n° 40 : Positionnement des objectifs dans un PITA



Les risques territoriaux doivent être évalués d'une façon continue tout en procédant à des ajustements systématiques (rétroaction). La communication des problèmes

territoriaux, des objectifs, des projets territoriaux, etc. ainsi que la communication entre les acteurs permet aussi d'intégrer les leçons apprises dans les futures décisions pour réaliser les objectifs. Si l'information et la communication sont présentes à chaque, étape, c'est au niveau du PITA qu'il faut réunir les principaux intervenants, faire le bilan et redéfinir les objectifs en fonction des évolutions. Nous rappelons l'importance de certaines valeurs liées à la bonne gouvernance. Ainsi, l'imputabilité, la transparence, le partenariat et la simplicité ne peuvent que favoriser une meilleure identification et communication sur les objectifs et les enjeux, un apprentissage sur la méthode de façon continue et une application étendue du PITA.

Robert Weiner[143] a magnifiquement exprimé, ce qu'on voudrait par ce PITA. Il s'agit de « lutter contre le diable [désertification], le désordre, l'entropie, leurs rapports opaques, contre tout ce qui [...] conduit inéluctablement nos sociétés au désastre et à la dissolution du lien social ». En ce qui concerne la composante PITA, le guide proposé par L'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT, 2004) considère le diagnostic, l'expertise du territoire, le partenariat public- privé, l'anticipation et la valorisation comme des composantes essentielles de l'IT. Ces dernières ne peuvent se réaliser qu'à travers la mutualisation de l'information, publique et privée, les réseaux, l'échange de la connaissance entre tous les secteurs, etc. Pour Audrey Knauf (2007 : 58), l'objectif majeur est de « faire exister par des projets et par une mobilisation des ressources locales. Les moyens consistent à attirer et développer des activités, qui peuvent être tout à fait classiques (aides financières, primes ou exonérations fiscales), mais aussi et surtout de les pérenniser ». En effet, nous inscrivons les objectifs dans une dimension dynamique. Autrement dit, ils peuvent changer, augmenter ou se réactualiser en fonction des besoins. Les objectifs qui vont suivre se référeront plus spécifiquement aux analyses précédentes du contexte local caractérisé par une dégradation remarquable et une désertification qui trouble la société rurale. Sans prétendre l'exhaustivité, les principaux objectifs seront de:

– réfléchir à des nouvelles formes de communication et associer les citoyens aux choix en accompagnant des processus de concertation ;
– réunir régulièrement des manifestations pour mobiliser les acteurs ;

[143] (Cité par Breton, 1997 : 11).

- échanger les expériences sur les approches et les méthodes et valoriser les connaissances locales ;
- consolider la circulation de l'information entre les observatoires et les partenaires ;
- renforcer les actions sur les thèmes de sa compétence et entretenir un réseau de coopération avec d'autres partenaires et acteurs ;
- mobiliser les acteurs autour des orientations stratégiques
- construire une vision positive de la réalité et redonner la confiance ;
- Analyser la situation et reconstruire des nouvelles représentations collectives ;
- Approfondir les répercussions psychologiques d'un milieu aride sur le comportement des acteurs ;
- réintégrer une situation problématique dans les habitudes ;
- assurer un suivi régulier et rechercher des alternatives ;
- hiérarchiser des difficultés et apprendre des nouvelles conduites ;
- lutter contre les imprécisions, les interprétations personnelles et les tensions ;
- développer un esprit collectif et une prise de conscience du fond des problèmes ;
- accroître les échanges et les communications entre tous les utilisateurs concernés.

S'agissant des éléments qui se fondent sur la transmission de l'information et la communication, l'objectif global est de soutenir le développement territorial. Si les difficultés sont multiples, les opportunités ne manquent pas. En ce sens, il faut favoriser et soutenir le développement des secteurs et des projets artisanaux et agricoles et étudier les possibilités d'installer des nouvelles activités qui ont une valeur ajoutée. De ce fait, cette mobilisation favorise à son tour l'insertion et la lutte contre l'exclusion, la pauvreté, le chômage et l'exode rural. Il est important aussi de travailler collectivement et créer des organisations et des espaces de rencontres pour une attractivité territoriale. Attirer les entreprises grâce à des projets et des politiques d'encouragements permet la création d'emplois et le dynamisme territorial. La marginalisation de la composante humaine a constitué une cause d'échec pour divers projets de développement. Nous avons apprécié Les efforts fournis par le CRDA de Gabès a permis d'entreprendre plusieurs travaux de lutte contre l'ensablement, de protection des infrastructures publiques, de conservation des eaux et des sols, etc. Les autorités locales, les chercheurs, la population doivent l'appuyer par les voies de communication et du respect des principes de la bonne gouvernance et de l'intelligence territoriale.

7.1.4. Les moyens indispensables

Une fois les objectifs sont approuvés, la mise en place d'un PITA nécessite un mandat de prestations (mondât public, bailleurs de fonds, ressources ordinaires, organismes internationaux, fonds propres, etc.). Donc, la question du financement doit être réglée dès le départ ; outre ces moyens financiers il faut penser aux outils techniques et scientifiques existants dans les différentes structures (secteur public, organismes de recherche, collectivités territoriales, entreprises, etc.) ; il serait par conséquent souhaitable de combiner les différents moyens et acquis existants. En ce sens, l'observatoire constitue une pierre d'édifice dans la mise en place d'un PITA. On peut se demander pourquoi ce choix sur les observatoires pour expérimenter un PITA ? Nous pouvons légitimer notre choix de ce moyen par le fait que ce dispositif :

- suppose l'intervention de nombreux partenaires, organismes publics ou privés, bailleurs de fonds, instituts de recherche ou de développement, qui sont producteurs ou (et) demandeurs d'information ;
- suppose une structure souple, légère et capable d'intégrer des innovations scientifiques et des nouvelles approches ;
- permet d'appliquer la méthode et de l'investir par intégration et non pas d'une manière systématique ;
- permet la « *feed-back* » et le passage de l'analytique à la systémique

Considérer les observatoires comme un moyen au service d'une intelligence territoriale est une nouvelle approche qui se fonde sur les acquis des SIC et vient appuyer les stratégies existantes. La qualité des résultats oblige à approfondir encore la réflexion et à rénover les outils d'une nouvelle approche du développement. Si la longue expérience acquise par l'IRA dans le traitement de cette question et les vastes programmes d'aménagements n'ont pas suffi, selon plusieurs évaluations d'impact, à identifier des réponses appropriées, c'est à la lumière de ce qu'on constate et d'un vécu personnel dans une région aride (Halg-jamel) que nous concevons ce processus d'intelligence territoriale. Rappelons aussi l'adhésion et l'enthousiasme des structures de recherche locale à cette nouvelle combinaison pour ajuster, voir agir sur les causes humaines de la désertification puisque l'action de l'homme est indéniable et largement démontrée vis-à-vis de ce fléau. En tant qu'un moyen scientifique, le champ des SIC est sollicité par

les structures de la recherche pour esquisser ce processus fondé sur la mutualisation de l'information et la communication.

Nous pensons aussi aux moyens financiers pour expérimenter ce processus et organiser les différentes missions territoriales. C'est au groupe de pilotage d'identifier les besoins et de coordonner le financement. Ce dernier peut être attribué en fonction du programme établi. En cas d'insuffisance, il faut décider des financements supplémentaires. Aussi, des accords contractuels peuvent être établis.

Sans prétendre à l'exhaustivité, d'autres moyens scientifiques, humains et matériels sont susceptibles d'être mobilisés pour favoriser la mise en place d'un PITA. Ainsi, ils permettent de caractériser l'état de la dynamique du territoire en référence aux problèmes environnementaux et au développement économique et social précisés antérieurement. Ces moyens doivent être réexaminés régulièrement. Il est nécessaire aussi de simplifier le processus de communication des objectifs, des états, des résultats, etc. Parmi les moyens modernes susceptibles d'être mis en avant, l'usage des protocoles de communication et d'espace collaboratif.

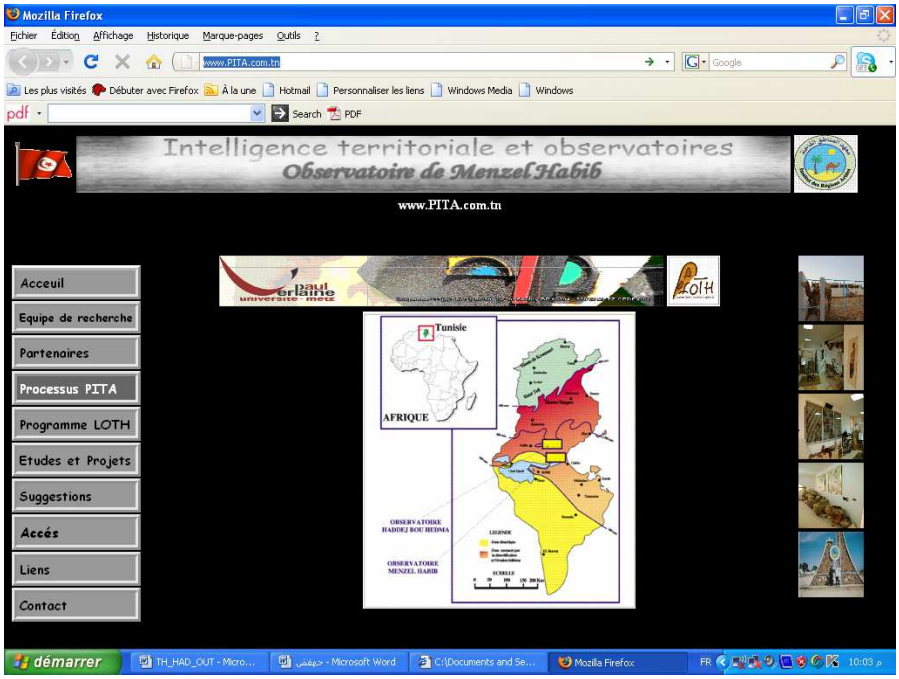
7.1.5. Création d'un espace collaboratif

Pour expérimenter ce processus, il faut un minimum d'infrastructure qui favorise l'accès à l'information et à la mise en place des modalités de collaboration. L'expérience de l'IRA s'est avérée impérative dans une vision prospective fondée sur l'intelligence territoriale. Une nouvelle manière d'organiser la réflexion pour une meilleure prise en compte des relations et interrelations doit se traduire par la mise en place des plates-formes collaboratives. La création d'un site web constitue une des modalités susceptibles de favoriser la compréhension du PITA. Nous présentons ici une photo d'écran de ce processus, en expliquant autant que faire se peut la logique, les objectifs et les moyens pour mettre en place se processus tout en évitant un surcharge informationnelle. Dès lors, nous adaptons le contenu aux besoins informationnels et communicationnels en optant pour des actions explicites, lectures simples du quotidien, diffusion des faits, des objectifs , des projets , et des résultats et une perception utile et optimiste de territoire. Le site doit donc répondre à des besoins spécifiques et évolutifs.

L’observatoire est mis au centre du processus à travers sa structuration, ses méthodes de travail, ses moyens, ses capacités humaines et techniques, etc.

Pour conforter les visiteurs (acteurs) et les convaincre de l’intérêt d’une telle approche territoriale, on peut argumenter notre propos par des photos, des extraits (témoignages, vidéos, entretiens, etc.).

Figure n° 41: Image d’écran du Projet de site web PITA



L’outil informatique permet d’organiser la structuration, la collecte, le stockage et la diffusion de données informatives. Ainsi, les aspects pratiques de la diffusion de l’information (espace collaboratif, site Internet, portails, etc.) permettent, s’ils sont pensés en ce sens, d’atteindre d’autres objectifs opérationnels (communications sur les actions, suggestions, discussions, démocratisation de l’utilisation des TIC sur un territoire. Les autres systèmes d’information fonctionnels seront aux services de cette diffusion et gestion rythmée de l’information. Aussi, pour tenter de formaliser le processus, proposons-nous de considérer tout système d’information en tant qu’une partie intégrante de l’observatoire et que tout observatoire est une concrétisation du système d’information. De nombreux éléments restent à développer dans le cadre des modalités collaboratives intégrées. N’oublions pas que l’observatoire est par excellence un espace de collaboration. S’agissant de cette vision qui associe l’observatoire à l’IT, nous cherchons à faire évoluer ce dispositif vers un espace public. Il est aussi important de prendre en compte la dimension spatio-temporelle, de s’adapter à certaines situations

complexes, de penser les actes communicationnels et de « concevoir les activités dans une approche systémique, où les échanges permettent la construction de l'information, à l'aide également d'outils d'analyse des pratiques de communication » (Masselot, 2005 : 83). En restant optimiste, nous pouvons dire, qu'à partir de notre investigation théorique et empirique, on rejoint Suzanne Kerr[144] qui rappelle que « le danger, c'est de mettre en avant l'apparence de la neutralité de l'observation pour faire croire que la décision est sans appel dans la mesure où elle découle d'une information vraie [...] Par ailleurs, il faudrait en outre que les observateurs patentés sortent un peu des statistiques et des chiffres et observent le vivant, le vécu et ses retranscriptions. Qu'ils puissent transmettre la parole des gens qui vivent des situations données ainsi que celles des personnes qui les imposent. Observation et information doivent sortir de leur froideur ».

7.2. Le déploiement d'un PITA : quelles circonspections ? quelles difficultés

Le développement durable, la bonne gouvernance, les problèmes divers liés à l'environnement, à l'économie et à la société sont au cœur des préoccupations des chercheurs, opérateurs et décideurs. Ces problématiques ne peuvent être éclairées que si l'on part de l'existant, en prenant en compte les attentes des utilisateurs, en communicant, en valorisant les expériences menées et en les portant à la connaissance et à la disposition de tous. Toute marginalisation en termes d'acteurs est redoutable, car la participation et la veille collective conditionnent largement les résultats recherchés. Dès lors, peut-on créer un « espace public » à travers l'observatoire en supposant l'intervention de nombreux partenaires, organismes publics ou privés, bailleurs de fonds, instituts de recherche ou de développement, qui sont producteurs ou demandeurs d'information.

Le PITA propose de s'appuyer su un processus de diagnostic ouvert pour bâtir un projet territorial collectif et de relier analyse locale et processus de décisions à de plus hauts niveaux. Dans notre contexte de recherche, nous analysons, l'état de la base d'information existante **(7.2.1)** dans un territoire qu'on caractérisera sa fragilité **(7.2.2),** ses effets rétroactifs et les comportements des acteurs **(7.2.3)**. Nous abordons aussi, la dimension éthique, la confiance et la ruralité **(7.2.4).** Nous essayons aussi d'expliquer

144 Revue « *Territoires* », décembre 1993, 20p.

les causes de la difficulté de tempérer les comportements en situation de fragilité **(7.2.5)**. Dès lors, les faibles mesures interactives **(7.2.6)** et la difficile intégration globale de la complexité territoriale **(7.2.7)** brisent les capacités adaptatives dans un milieu où la désertification devient une des préoccupations majeures de la région.

7.2.1. Quel est l'état de la base d'information existante ?

L'IRA a accumulé depuis sa création, une masse d'information considérable. Mais il semble exister un manque de valorisation des acquis. La réalisation des programmes et activités s'appuie sur les subventions de l'État, le développement de la coopération et de l'ouverture sur plusieurs organisations internationales et régionales. Crée en vertu de la loi n°76/6 du 7 janvier 1976, l'IRA a célébré en 2006 sont 30e anniversaire. Faisant la preuve d'une longue marche de recherche, de formation, de défis et de développement de compétences dans des domaines spécifiques (annexe n°3)

Une telle analyse de la situation permet de découvrir un élément principal dans la conception de l'observatoire dans une perspective d'intelligence territoriale. Il s'agit tout particulièrement de l'existence d'un volume important d'information territoriale produite au sein de LESOR-IRA qui permettent d'avancer dans notre conception. Nous souhaitons mettre en œuvre un schéma fonctionnel fondé sur un PITA à l'OMH. Si, théoriquement, il est possible d'élargir ce processus à l'ensemble de l'institut, la délimitation de notre recherche et des conditions spécifiques liées à notre inscription dans le programme LOTH devra impérativement être respectée. On cherche aussi, dans ce cadre à envisager une opération d'« animation » et de mise en relation de sources diverses provenant surtout de la longue expérience de centralisation de la recherche au sein du Centre d'information et de documentation des régions arides (CIDRA) des travaux liés à l'OMH. De ce fait, notre réflexion s'oriente vers une proposition d'un PITA de nature à associer l'aspect quantitatif des flux d'informations avec le qualitatif des communications actives d'un point de vue SIC. On peut sur le même principe rappeler l'expérience de CIDRA, une direction importante d'information et de documentation en forte relation avec le LESOR-IRA et le CREM. Cette direction développe un ensemble d'outils informatiques, systèmes d'information et moyens techniques ainsi que d'autres activités scientifiques (colloques, publications, formation,

encadrement, etc.) (*cf.* Annexe n° 3). En effet, nous avons observé l'ampleur de données et informations conçues sur plusieurs périodes, thèmes et niveaux d'analyse. L'envergure nationale et internationale (OSS/ROSELT, programmes de coopération) vient compléter et enrichir leurs expériences. Cependant, il est nécessaire de disposer d'outils qui permettent une valorisation continue et une restructuration de l'information et son exploitation d'une manière à répondre aux objectifs et aux besoins des acteurs à travers une intelligence collective utile fondée sur la communication pour résoudre des problèmes complexes liés à l'abondance informationnelle.

En résumé, cette masse importante d'information se transforme en une source de questionnement pour les chercheurs. En nous intéressant à ce problème en SIC, nous ne pouvons qu'être d'accord : « Trop d'information, tue l'information ». Et, à terme, si les acteurs ne définissent pas un cadre mutuel de confiance et de communication, leur défaillance occasionnera davantage une rupture au niveau des rapports territoriaux. Les scientifiques produisent de l'information, mais sans transmission il ne peut y avoir de projection territoriale dans l'avenir (Harvey, Chrisman, 1998). En conclusion, plus qu'une exploitation statistique de données et une élaboration de systèmes d'information, il s'agit de transformer l'information en connaissance, la connaissance en action (Polanco, 1999) au profit des acteurs territoriaux qui constituent les éléments de base de la conception du PITA.

7.2.2. La fragilité de territoire

À partir des éléments de la base d'information dont nous disposons sur le territoire de Menzel Habib, on a identifié ceux de la conception du PITA. Nous distinguons quatre éléments fondamentaux de fragilité qui cohabitent dans l'OMH :

– l'existence d'un ensemble de facteurs exogènes (rareté de ressources, désertification...) affectant le territoire ;
– l'existence d'un ensemble des facteurs endogènes (exploitation de ressources, exode rural...) ;
– l'existence d'un ensemble de comportements d'ordre psychologique sur les acteurs ;
– un blocage interne et parfois un rejet des modèles et des stratégies proposés (désaccords, incohérence et divergences, etc.).

Si certaines variables sont imposées par la nature et ne peuvent être modifiées, d'autres éléments et comportements qu'on a identifiés sont réversibles à travers un ensemble de techniques stratégiques que nous développeront par la suite. Ceci nous conduira à réfléchir aux mécanismes susceptibles d'apporter une réponse aux blocages territoriaux sur l'OMH et résoudre certains problèmes de coopération. Intéressons-nous, d'abord, aux effets sociologiques de cette situation de fragilité. La question est de savoir comment réduire, par exemple, les effets du point de vue humain d'une situation de désertification ou d'un état lié à sa vulnérabilité ? Comment dépasser les agrégations de la cohérence et de la coopération territoriale ? Mais comment définir une situation fragile ou de blocage dans ce contexte ?

Pour répondre à cette dernière question, nous avons puisé dans les travaux d'Alex Mucchielli (1993). Si on suit son raisonnement, certaines situations de dégradation et de fragilité vont devenir normales puisque chaque territoire peut s'affronter, à un moment donné, à une perte des repères habituels. Ainsi, la situation territoriale peut-elle se traduire par un état de crise, de fragilité, de blocage et « les activités des individus et des groupes, le fonctionnement de la structure interne […] sont perturbés. Cet état de crise signe le passage d'un état à un autre état » (*Id.* : 23). Mais dans notre contexte, toute l'ambiguïté est sur la nature et les conséquences de ce passage. Certains phénomènes et comportements sont difficilement maîtrisables. « La crise comporte toujours un élément subjectif, elle ne peut apparaître que chez un être pourvu de conscience » « Elle est fondamentalement dans les esprits plus que dans les faits » (Freund, 1983 : 314).

Aujourd'hui, les acteurs, institutionnels, socio-éducatifs et les entreprises de Menzel Habib sont un ensemble qui subit des perturbations socio-organisationnelles multiples face à ses problèmes ; leur souci principal est d'atteindre des objectifs qui ne peuvent pas être réalisés individuellement. Pour cette raison, nous inscrivons notre PITA dans une approche territoriale constructiviste qui tient compte de la vision systémique de l'observatoire existante pour initier une nouvelle approche de communication territoriale en zone aride. Cette combinaison vise la dimension stabilisatrice du système « observatoire » génératrice des solutions aux perturbations internes et externes afin de maintenir la cohérence et la confiance. En cela, nous rejoignons une fois de plus Alex Mucchielli (1993 : 23) qui rappelle que « l'organisation de la coordination des efforts

nécessitent un consensus. Sans cette solidarisation de base des individus pour atteindre le but collectif, sans cohésion des efforts, il ne peut y avoir de travail efficace et diverses formes de crise en résultent. L'intégration des activités est réalisée par un ensemble d'éléments qui ont pour fonction d'établir et de maintenir les solidarités du groupe…». En effet, un observatoire, comme toute organisation, a besoin d'une énergie. « C'est-à-dire la volonté constante de faire, ou encore, sans qu'il y ait de l'énergie apportée au travail » (Id. : p27). Pour qu'un observatoire se développe, il faut un ensemble d'actions et d'activités qui répondent à ses besoins et aux besoins de ses acteurs et structures. Le pouvoir politique doit être aussi au service de la structure de l'observatoire. En résumé, l'observatoire dans tous ses états et surtout de fragilité constitue le dispositif de base de notre PITA.

7.2.3. Les effets rétroactifs et les comportements des acteurs

Les réalités économiques, sociales et environnementales dans lesquelles se situe l'OMH sont par nature changeantes et complexes. Nous rappelons que l'un des points forts des observatoires est de suivre d'une manière systématique ces changements. Si nous ne disposons pas d'un historique précis de la durée des projets montés dans l'OMH, les études de longue durée qui s'y déroulent sont rares. À titre d'exemple, le projet DYPEN est initié en 1989 pour s'achever en 1995 avant d'être repris en 1996, *idem* pour la plupart des projets qui ont été entrepris. Si on ajoute à ce problème de continuité la complexité des structures socio-économiques (mode de vie, règles d'héritage, la fragilité territoriale, la pauvreté, etc.), il peut y avoir un effet rétroactif de la recherche sur la population. Face à cette situation, faut-il redéfinir le rôle de chaque acteur ?
La compréhension des comportements humains est une opération complexe. Nous présentons tout simplement une vision « sociologique » des comportements des acteurs impliqués dans les observatoires. Parler globalement des acteurs au sein d'organisations et de structures d'observation serait insuffisant si l'on ne cherchait pas à comprendre les comportements des individus et des groupes qui en font partie et les façonnent. Sur la base de ce que nous avons observé et constaté, nous présentons les éléments de base d'une compréhension sociologique des comportements de ces acteurs.

La validation empirique de la deuxième hypothèse passe par un rôle qui va au-delà d'un simple ajustement non coordonné aux problèmes qui leur sont posés, aux contraintes et

aussi aux opportunités qu'ils rencontrent. Pour aller plus loin, l'acteur ne serait pas celui qui tient un simple rôle, c'est celui qui agit dans la situation. Concrètement, dans une situation donnée (l'exemple de la désertification, la dégradation du sol ou autre problème), tous les individus n'agissent pas, car tout le monde n'est pas forcément concerné par le problème ou bien n'a pas les moyens pour intervenir. Sont acteurs au sens de PITA, ceux qui, ensemble, ont des positions communes face au problème et aux intérêts à défendre. Il est important donc d'éviter les comportements stables et entrer dans des relations interactives. Par ce type de comportement, l'acteur cherche à préserver ses intérêts. L'adoption d'un processus qui anticipe les ruptures affectant le territoire par la prise en compte d'un traitement différent de l'information au sein du local (Herbaux, 2007 : 160), permettra de rationaliser les comportements et d'obtenir des résultats. Bien entendu, il s'agit dans ce cas d'une stratégie de concertation et de partage pour atteindre les intérêts matériels, symboliques et psychologiques. Cependant, cette stratégie est l'issue d'un effort collectif et d'une responsabilité partagée. Donc le processus est forcement « rationnel » au sens où il tend à obtenir des résultats. Nous avons déjà obtenu l'encouragement des structures de recherche. On peut donc dire que le processus a une tendance à être rationnel aux yeux de ceux qui l'utilisent. C'est un autre constat qui va dans le sens d'une confirmation de la deuxième hypothèse. La souplesse du processus laisse une marge de manœuvre pour que chaque acteur réalise sa propre rationalité sans affecter celle des autres. Qu'il s'agisse d'une menace ou d'une opportunité, chaque acteur sera orienté en fonction des enjeux concrets de la situation. Mais il ne faut pas comprendre le processus, dans ce sens, comme un calcul systématique avant l'action. Rien ne dit que les résultats sont ceux qu'il faut atteindre. On peut avoir des points de vue différents et des stratégies qui ne sont pas toujours cohérents pour tous les acteurs. Mais quel que soit le résultat, il ne faut pas que les acteurs tombent dans la frustration et adopter une attitude de retrait ou fuir les problèmes à traiter. Nous pourrons nous inspirer de la "théorie de jeu" pour déterminer avec exactitude le comportement idéal. Dans ce cas, nous pouvons dire que ce n'est pas une question de climat pour Menzel Habib, mais plutôt un comportement coopératif et une adaptation permanente des ressources aux stratégies qui se fonde sur la territorialité, l'information judicieuse et la communication efficace.

7.2.4. La dimension éthique, la confiance et la ruralité

Le propos sera ici d'apporter quelques repères sur la dimension éthique et la confiance **(a)** et de montrer la place prépondérante susceptible d'occuper au sein de l'OMH, ainsi que son utilité dans la construction d'un PITA. La confiance est une variable déterminante pour la mobilisation de l'ensemble d'acteurs **(b)**. Cependant, cette confiance recherchée reste problématique dans les milieux ruraux.

a) L'apport de l'éthique et de l'histoire commune

L'acteur n'est pas un être abstrait, détaché de son environnement. Il a une origine historique, géographique, sociale et professionnelle (*cf.* chapitre 4). Il peut se sentir membre d'un groupe (tribu). Il peut chercher à se définir par référence à des groupes, qui vont lui donner confiance et contribuer à construire son identité et sa culture. Dès lors, le processus que nous proposons rejoint les travaux d'autres membres de l'équipe LOTH[145]. En ce sens, l'explication du processus ne peut être totalement contenue dans la situation spécifique, au moment où on l'analyse, mais aussi dans le passé de l'acteur et ses appartenances, antérieures et actuelles (patrimoniales, culturelles, éthiques). D'autre part, les activités intégrées dans l'observatoire ne sont pas faites simplement de l'expérience de la lutte pour son propre intérêt. Elle est aussi un lieu d'apprentissage de normes sociales et culturelles. Enfin, nous rappelons que les différences ne constituent pas un obstacle, au contraire le processus que nous proposons rappelle qu'on peut construire et articuler différents niveaux de cultures.

En effet, le statut des acteurs (surtout les chercheurs) dans la société ainsi que leur responsabilité et leurs engagements exigent une attitude particulière. En réalité, toute intervention peut poser problème. Mais si on veut entretenir une relation durable avec les structures locales de l'observatoire, « il serait non éthique de commencer une intervention qui ne pourrait pas continuer après la fin de la recherche » (Garenne, 1998 : 167) ; c'est aussi le cas de notre thèse à travers le PITA. Revenons sur un cas précis ; celui de DYPEN. La population intéressée dispose-t-elle des résultats de l'enquête ? Nous pouvons aller plus loin pour dire qu'il est facile de mettre en place une stratégie (de lutte contre l'ensablement par exemple), mais difficile d'en garantir la continuité.

145 Il s'agit tout particulièrement des travaux encours de Sarra Belhassine (Crem), Mohamed Ali Benabed (Crem-IRA) et Amor Tbib (Crem-IRA).

Dans ce cas, ne pas en assurer la continuité pourrait avoir pour effet d'augmenter les risques de désertification. En ce sens, il est important de tenir compte des aspects éthiques propres aux chercheurs. Cependant, la responsabilité de chercheur s'arrête aux limites de son métier pour laisser les actions aux acteurs politiques.

Sujet inépuisable, la confiance constituera une pierre d'édifice dans la mise en place d'un PITA. Ainsi, toutes démarches analytiques, propositions et activités territoriales requièrent-elles un minimum de confiance entre les acteurs. Dans cet essai de construction et de développement d'un processus d'intelligence territoriale dans les zones arides (OMH), nous espérons aller au-delà d'une logique liée aux activités transactionnelles et financières pour proposer une confiance au niveau de la communication. « Car il y a dans la confiance qu'un être humain porte à un autre une valeur morale aussi haute que dans le fait de ne pas décevoir cette confiance, et cette valeur est peut-être même encore plus libre et plus méritoire, car lorsqu'on nous fait confiance, nous sommes presque engagés par un jugement porté sur nous par avance, et il faut déjà être positivement mauvais pour le décevoir » (Simmel, 1996 : 65). Ainsi, la confiance que nous espérons dans une approche d'intelligence territoriale suppose-t-elle cette moralité et cette solidarité entre les acteurs. Cette confiance nous permettra d'interpréter certains comportements et actions territoriales. Les chercheurs et les autres acteurs ont besoin de revenir, de se rencontrer plusieurs fois sur le territoire de l'observatoire. Donc, la confiance permet de fonder une relation performante de long terme (Fukuyama, 1994). Nous considérons tout manque de confiance comme une atteinte aux valeurs et objectifs de l'observatoire puisqu'il s'agit d'un facteur fondamental et d'un véritable capital qui permet de communiquer afin de réduire l'incertitude et développer des stratégies du développement.

Qu'il s'agisse de la nature (l'environnement), de l'économique ou du social, du présent ou de l'avenir, l'incertitude domine pour l'observatoire de Menzel Habib. La vie aride « repose sur mille conditions préalables que l'individu ne peut absolument pas étudier ni vérifier jusque dans leurs fondements, mais qu'il doit accepter de confiance. […] Nous fondons nos décisions les plus importantes sur un système complexe de représentations dont la plupart supposent la certitude de ne pas être trompé » (*Id.*, : 16). Nous avons besoin dans la fondation de ce PITA d'une confiance qui ne permet l'expression d'une réalité sociale et collective du territoire non réductible à une simple stratégie de calcul

rationnel et d'intérêt. Dire que l'on a confiance, c'est donc se référer à un sentiment fort, une disposition vis-à-vis de l'autre qui nous amène à nous fier à l'autre, c'est-à-dire nous en remettre à son comportement ou à son jugement. (Casson 1997 : 118). En ce sens, la confiance « comme la présomption que, en situation d'incertitude, l'autre partie va agir, y compris face à des circonstances imprévues, en fonction de règles de comportement que nous trouvons acceptables » (Bidault, Jarillo, 1995 : 113).

b) La contrepartie de la confiance

Si les aspects institutionnels et la mobilisation d'un ensemble de partenaires est une activité habituelle, la relation avec la population doit être valorisée. En effet, nous avons constaté que les obstacles de la communication entre la population et les équipes de recherche deviennent de plus en plus perceptibles. Parfois, il ne s'agit que de simples rumeurs qui peuvent gêner le bon déroulement d'un projet quelconque. Ainsi, entretenir une bonne relation avec la population est une des clefs de la bonne marche d'un observatoire. Sans elle, il ne peut y avoir de continuité. Mais cette relation a une contrepartie. Tout d'abord la question se pose sur la manière d'assurer la confidentialité des informations recueillies souvent personnelles ou confidentielles. Ensuite, comment faire pour convaincre la population de l'intérêt de coopérer ? Peut-on donner des garanties à la population et entrer dans un jeu où chacun trouve un intérêt en respectant ses engagements ?

La population de l'observatoire est hétérogène. Quand elle possède un niveau d'éducation faible, il faut trouver un consentement et un moyen pour faire passer l'information. Cependant, il faut connaître les limites et la nature des informations à transmettre. Ces questions relationnelles trouvent leurs approfondissements dans les acquis des SIC. Nous rappelons que des SI fonctionnent déjà à l'IRA. Notre apport est d'intégrer des composantes SIC dans les stratégies associées à l'OMH dans une démarche constructiviste. Les enseignements sont tirés d'un diagnostic territorial et toute proposition d'action doit être justifiée. Si nous avons mis en avant l'importance des plans de communication et de confiance sur le plan externe, il est aussi primordial de les avoir sur le plan interne (dans l'équipe). Mais dans un souci de suivi, d'évaluation, de transmission et de validation de l'information, un plan de communication adéquate ne doit omettre aucun acteur. C'est dans ce contexte que nous

avons inscrit les dimensions suivantes dans une approche d'intelligence territoriale pour améliorer la qualité de l'OMH.

7.2.5. Les difficultés de tempérer les comportements en situation de fragilité

De par sa position géographique, la région de Menzel Habib est sous l'influence de perturbations climatiques et économiques importantes. Elle est souvent soumise à des périodes de sécheresse qui peuvent se prolonger sur plusieurs années successives se traduisant souvent par un déficit hydrique important et des impacts socio-économiques pénibles (Sghaïer *et al.* 2006 : 2). Dans cette situation de fragilité, l'intervention des certains chercheurs peut être problématique. En ce sens, faut-il solliciter l'expérience des sociologues capables d'apporter des éléments de réponses à la complexité des comportements humains ? Les activités de recherche peuvent être confrontées à un ensemble de comportements cognitifs, psychologiques, sociologiques, etc. obligeant les chercheurs à apprendre des attitudes d'ordre communicationnel. Nous essayons de montrer comment il est possible de communiquer en cherchant à modérer les effets de la vulnérabilité territoriale ? Comment soulage-t-on l'autre ? Comment on doit agir en situation de blocage dans cette optique de perfectionnement de l'OMH, et pour de plus amples raisons que nous aurons l'occasion d'adapter des aspects liés au SIC à notre territoire d'étude ?

a) État psychologique et adaptation nécessaire

La dégradation du milieu s'accompagne de modifications importantes pour les hommes et surtout des effets d'ordre sociologique. La question est comment intervenir et réaliser son travail pour respecter ses engagements ? Pour Alex Mucchielli (1991 : 39), l'intervention est toujours possible et le chercheur peut se trouver devant une variété d'attitudes. Comme on peut se trouver dans une situation répulsive « car la communication suppose un accord minimum sur la situation de communication dans laquelle on se trouve ». De fait, les problèmes de la désertification et du déséquilibre écologique (la dégradation environnementale, la diminution des rentes, les surexploitations agropastorales, etc.) qui menacent la population rurale et son processus de développement local peuvent générer une perte de la « cohérence globale[146] ». Mais

146 Ce terme est utilisé par Alex Mucchielli (1991 : 39) pour définir une situation de crise.

peut-on garder l'espoir dans des situations conflictuelles ? Une situation de désertification est, elle aussi, une occasion de s'unir, devant un « ennemi » commun ? Peut-on apprendre et progresser ? Pour essayer de répondre à ces questions ; nous revenons à la question de la communication. D'une part, la « communication est bien l'un des éléments clés de la lutte contre la crise, elle accompagne, de toute façon, toutes les décisions et toutes les actions de redressement […] » (*Id.*, : 41). D'autre part, la difficulté peut révéler les sentiments d'identité, d'appartenance, de valeur, d'autonomie et de confiance. Si dans notre contexte l'état de l'environnement favorise davantage la dégradation de sentiments, sur la base de quelques entretiens nous avons constaté aussi une fierté qui remonte à certaines tribus comme « *Béni Zid* ». Ils sont prêts à soulever les défis climatiques et trouver leur équilibre à travers un esprit de solidarité que nous n'avons pas réellement observé. Par ailleurs, ce sentiment d'appartenance et de solidarité est un élément fondamental dans un PITA favorisant un engagement et un attachement pour trouver les alternatives en matière de développement territorial. On rejoint encore Alex Mucchielli (1993 : 45) qui parle d'un « esprit maison » comme étant un sentiment d'appartenance. Mais nous pensons que cette tendance devient relative quand le problème s'installe et dure dans le temps. Ceci se traduit par l'exode rural, l'émigration, l'opportunisme, et surtout un détachement et une dégradation au niveau de l'implication dans le processus de lutte face aux menaces. La population devient réceptive d'informations négatives, cherche de bonnes ou de mauvaises raisons pour se retirer. En effet, c'est essentiellement dans ces situations qu'on connaît le véritable apport d'un observatoire. Associé à un PITA, son premier rôle est de concevoir des scénarios de restructurations possibles des repères territoriaux de transmettre l'information et de répondre à la question des acteurs qui cherche à « savoir où l'on va ? ». Ils doivent se référer aux acquis et aux études réalisés antérieurement susceptibles d'apporter des éclairages. C'est une opération d'expérience, d'apprentissage et de confiance en l'utilité des projets et des recherches menés dans un autre cadre ou dans un autre. Puisque l'inconnu inquiète, l'information doit être porteuse « d'un éclairage situationnel permettant une réintégration et une compréhension de la situation problématique » (Mucchielli., : 49). Face à cette situation de blocage, les acteurs territoriaux cherchent à se « réfugier ». La rareté des ressources et la vulnérabilité constituent des situations propices pour chercher les évidences invisibles (Carroll, 1987). Ainsi, l'adaptation du chercheur à cette situation difficile passe de la veille à la bonne circulation de l'information afin qu'il puisse communiquer

et regagner la confiance. Cependant, le chercheur doit, au début de ce processus comprendre un probable réflexe défensif ou d'inhibition[147] de la part de la population locale. Il s'agit tout simplement d'un comportement répulsif lié essentiellement au manque de la communication et de la confiance. Avant même que le chercheur forme son propos, il peut être repoussé à cause d'un ensemble des clichés ou d'entrevues répétés. Comme le souligne Brigitte Guyot (2005 : 5), pour une relation durable, chaque chercheur possède deux référentiels ; tout d'abord, un référentiel personnel basé sur des représentations mentales individuelles. La place de la personne et son histoire conditionne aussi sa relation et son attitude face à l'information. Ensuite, un référentiel collectif qui prend en compte à la fois l'appartenance à un collectif, défini par des objectifs, habitudes, culture, etc.

Reconstruire la confiance et dépasser les effets sociologiques du blocage territorial revêt deux aspects ; le premier est scientifique, fondé sur le diagnostic interne et profond du territoire, le deuxième est d'ordre artistique, c'est l'art de communiquer. Pour Bernard Sananès (2005 : 8), cet art « réside dans l'exigence de la satisfaction de nos propres besoins et de ceux des autres, simultanément. Autrement dit, l'art de communiquer consiste à bien doser liberté d'expression et réciprocité ». Cependant, Cette vision d'engagement de la part du chercheur dans un processus communicationnel des acteurs peut être considéré par certains comme étant une charge supplémentaire. Nous ne sommes pas d'accord, dans la mesure où ce préalable constitue une condition nécessaire au bon déroulement de la recherche. Nous rejoignons Vincent Meyer et Arlette Bouzon (2008) dans une optique de communication organisationnelle et de recherche-action (*cf.* Chapitre 3). Les chercheurs doivent commencer par informer et communiquer leurs objectifs de recherche et toucher d'une manière directe ou indirecte l'intérêt des autres acteurs. Ceci est la base d'un climat positif entre les acteurs territoriaux. Ainsi, retrouve-t-on les principes de l'intelligence territoriale.

Le LESOR dispose d'une base de données importante sur l'OMH. L'opération de « dé-emmagasinage » des connaissances se traduira par une transmission et une validation

[147] Alex Mucchielli (1993 : 159) distingue deux types de réflexes face à l'insécurité :
- le réflexe défensif de sauvegarde de la face : le premier réflexe biologique est la fuite (le petit enfant à un mouvement de recul devant la personne qu'il ne connaît pas) ;
- le réflexe d'inhibition : la peur peut provoquer l'immobilisation, chez l'animal comme chez l'homme.

territoriale de l'information permettant de définir les éléments de notre environnement et le réglage de comportement face à l'insécurité ou à la fragilité territoriale. Enfin, le sentiment de valeur, de confiance et de volonté de communiquer est relatif et dépend de la mémoire de la population des autres acteurs, de certains jugements et surtout des échecs et succès passés et présents. De fait, l'observatoire avec ses chercheurs est partie prenante et tout échec porte atteinte aux valeurs et aux objectifs de l'observatoire en matière de développement.

Mais si des valeurs sont à restaurer et à revaloriser, cela ne veut pas dire qu'il faille donner des « ordonnances » préétablies. Le PITA est une construction participative, progressive et flexible. Au centre de ce processus, l'observatoire est conçu d'une manière beaucoup plus large pour dépasser la rigidité territoriale des acteurs. Il doit aussi instaurer un esprit de négociation et d'échange permettant à chacun de participer et de modeler sa vision territoriale. Bref, l'adaptation de l'observatoire au PITA passe par un apprentissage au niveau de l'intégration de nouveaux comportements, par le développement des responsabilités nouvelles et de communications plus ouvertes (Chevalier, 1991). Les chercheurs auxquels nous avons expliqué les principes du PITA sont conscients qu'il s'agit d'une démarche qui demande du temps, de la persévérance et d'un réglage continu.

b) Communiquer l'expérience de l'observatoire

On a déjà signalé que les travaux et projets réalisés dans le temps et l'espace de l'OMH sont multiples (DYPEN, CAMELO...). Si on veut valoriser cet acquis, il est nécessaire de procéder à une stratégie de mise en circulation de l'information. C'est aussi une manière de communiquer davantage et d'entrer dans un PITA. Ainsi, le sens d'une information est-il trouvé par sa mise en relation avec d'autres informations. Cette transmission permettra à chaque acteur de trouver son compte et de construire la signification de son action. Alex Mucchielli (1991 : 73) rappelle l'importance de cesser de « communiquer du premier degré en donnant les interprétations directement aux individus ». Pour cet auteur, « la communication de second degré consiste en une proposition d'une manière implicite dans les dimensions et dans les actes ». Nous avons signalé aussi que l'IRA, en général, et le LESOR, en particulier, sont en possession

d'une masse considérable d'études sur la zone de l'OMH. Nous sommes convaincus que la réussite d'un PITA passe par la mise à disposition de ses acquis d'une manière intelligente. La perte de sens et la non-communication risquent de dévaloriser les recherches et démotiver les chercheurs. En principe, chaque chercheur veut voir son investigation participer au processus du développement, sinon « *pourquoi faisons-nous des efforts, faire ceci ou cela, puisque cela ne sert à rien, puisque notre effort n'est pas reconnu* » disait un chercheur engagé dans l'OMH. Nous partageons ce point de vue, parce qu'être impliqué, c'est pouvoir trouver un sens à une action ou à sa coopération. Dans le processus que nous proposons, ce sens ne peut se réaliser qu'à travers une communication territoriale susceptible de construire une vison ou une représentation commune du territoire.

En effet, la non communication en temps de fragilité complexifie le territoire. Il y a aussi un risque que les systèmes existants perdent leurs pertinences vis-à-vis des acteurs locaux malgré leur utilité historique. Dès lors, le rôle de la communication est d'apporter une connaissance de la situation (reconstruire une situation collective). Par exemple, une situation de désertification n'est pas perçue de la même façon par tous. Un simple témoignage, en traversant ce territoire avec une personne étrangère, il disait *« Oh, c'est magnifique ça me rappelle une région aux États-Unis »*. Mais nous pensons que cette ressemblance n'est ni remarquée, ni utile aux acteurs locaux. Ce qui compte pour eux, c'est la proposition d'un ensemble de solutions susceptibles d'apporter des revenus. Admettons que certaines mesures soient envisageables, la logique d'un PITA est de réunir les acteurs territoriaux autour de défis et d'essayer de trouver les solutions. Il s'agit d'un processus de gestion territoriale axé sur la communication, qui vise un résultat mais ne le garantira pas. Au moins, les acteurs ont communiqué et revendiqué les angoisses liées au blocage territorial.

Il est donc clair que le PITA, indispensable de point de vue conceptuel, est dans la pratique facile à mettre en œuvre. Partant d'une approche fondée sur les SIC, il est possible de mettre en place une procédure participative de recherche de solutions pour découvrir les opportunités, gérer les ressources, trouver les alternatives et préparer l'avenir de l'observatoire. Associer l'approche observatoire au processus d'intelligence territoriale est une véritable occasion pour croiser les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être à travers une transmission et une communication de l'information. De fait,

« une rationalité collective peut être construite par les acteurs eux mêmes » (Crémandez, Grateau, 1992). En effet, pourquoi les chercheurs sont-ils mis en avant ? La réponse à cette question viendra des chercheurs eux-mêmes ; ils pensent qu'ils doivent être en amont et en aval. En amont, par la fourniture des données de base avant toute intervention, et donc de permettre l'évaluation des changements dans le temps. En aval, en proposant des mesures correctrices après interventions. Mais nous pensons que dans ce PITA on peut attribuer des rôles aux autres tout en restant suffisamment dégagé des questions ethniques ou autres. Assurer cette fonction, c'est refuser les mesures qui bloquent davantage le territoire et qui ne sont pas durables. Ce qui est néfaste à un PITA, c'est que certaines mesures soient imposées. Cette imposition bloque l'intelligence territoriale.

7.2.6. Mesures interactives

Les techniques exigent la présence d'animateurs spécialisés (chercheurs) et compétents et une démarche qui donne la primauté à l'étude de l'interaction **(a)**. La concrétisation de ce processus nécessite une concrétisation de la communication et non seulement une opération de collecte de données et d'informations **(b)**. Cette communication peut se fonder, en une partie, sur l'activité de persuasion des acteurs **(c)**.

a) Manier l'interactivité territoriale

La notion d'interaction renvoie à l'idée d'une relation mutuelle. Elle trouve ses fondements dans la communication interpersonnelle ou individuelle en étudiant l'échange direct d'une manière orale ou écrite entre les individus (Benoit, 1994 : 51). Elle se fonde sur une boucle d'actions et de rétroactions en matière de comportements[148]. En effet, pour la communauté scientifique qui travaille sur l'OMH, il n'y a guère de doute sur l'importance d'une approche interactive et interdisciplinaire dans tout effort du développement. Comme le souligne Mongi Sghaïer (2004 : 1), « il est évident que cet objectif ne peut être atteint qu'en croisant, dans une approche synergique, les résultats des investigations des autres champs disciplinaires ». Dès lors,

[148] Chaque comportement des protagonistes joue, selon le point de vue que l'on adopte rôle de stimuli ou de réponse (ou de renforcement) par rapport au comportement des autres. Cette idée de réciprocité permet à la notion d'interaction de se démarquer de la notion d'influence. L'interaction se caractérise par la conduite en retour et la réaction signifie que le sujet est influencé et à son tour, influence l'autre (Benoit, 1994 : 51).

le PITA se fonde sur l'intégration des éléments de notre discipline SIC dans l'approche observatoire pour organiser l'interaction de groupes. En ce sens, on suit la logique d'Alex Mucchielli (1991 : 94) qui pense qu' « un individu, une organisation, un groupe [...] se définissent fondamentalement par et à travers les interactions qu'ils entretiennent avec les différents éléments de leur environnement [...] Lorsqu'une personnalité est prisonnière d'un rôle, on dit qu'elle est bloquée […] le blocage, c'est donc une incapacité des hommes ou des institutions à créer de nouveaux systèmes d'échanges ».

Nous avons compris que la désertification est le problème le plus inquiétant pour les acteurs territoriaux de MH. En effet, faut-il entrer dans un processus d'interaction ou au contraire s'éloigner les uns des autres dans cette situation ? La théorie montre (théorie de chaos par exemple) qu'en situation de danger l'effet de solidarisation l'emporte même s'il n'existe aucun lien de sympathie entre les individus et les acteurs. D'autres recherches montrent le contraire (Marwell *et al.* 1991 : 9). Notre recours à des caractérisations historiques, démographiques et socio-économiques de la région a permis de constater une harmonie perdue et facile à reconstituer. Malgré l'accumulation des échecs qui réduisent les relations de solidarité, nous favorisons une logique de solidarité à condition d'instaurer une conscience de la situation et une activité communicationnelle. Peut-être, l'interactivité est moins importante quand le risque est moyen et que la fragilité est de courte durée, mais quand il s'agit d'une situation de désastre, c'est la nature de tout un peuple qui est révélée. Donc, plus le risque est important, plus l'interactivité et la coopération sont importantes aussi. Nous raisonnons dans un PITA où le risque est moyen. Dans cette situation, c'est l'interactivité (communication, circulation de l'information) qui va jouer un rôle moteur dans la construction de la confiance et de la solidarité entre les acteurs. Cette interactivité réduira certainement les effets du risque sur la coopération.

Ainsi, est-il plus important de commencer par agir sur le système relationnel en communicant qu'agir sur la cause même du problème. Autrement dit, la consolidation des relations entre les acteurs est la clé pour agir et trouver une solution aux problèmes socio-économiques et environnementaux. Dans cette optique et conformément aux fondements théoriques de l'intelligence territoriale, voyons comment cette interactivité peut se traduire sur le terrain de l'observatoire.

b) Concrétiser la communication et l'interactivité

Pour Philippe Breton (1992), la communication fonde sa légitimation sur l'existence d'un champ scientifique incontestable qui garanti la pertinence de l'interaction. Dès lors, la concrétisation de cette dernière passe par une organisation des relations, des moyens et de l'espace (territoire). Il faut bien constater aujourd'hui la montée en puissance dans tous les domaines des espaces collaboratifs. Pour Yann Bertacchini (2004 : 3), l'IT repose sur trois postulats :

- l'échange de l'information ;
- les acteurs accordent du crédit à l'information ;
- la communication est à l'origine de la création des réseaux et du transfert des compétences.

En ce qui concerne le PITA, c'est surtout l'observatoire qui est censé être un espace et un lieu de création de ce contenu informationnel associé à un processus de communication. Ainsi, l'organisation d'un travail collectif doit être marqué par une interactivité à tous les niveaux. Nous avons dégagé trois axes :

- l'axe organisationnel : le travail collectif doit être organisé en accordant à chaque acteur un rôle bien déterminé. Cette organisation permettra une compréhension de l'objectif collectif et une adhésion des acteurs au PITA. Pour ce faire, il faut tout d'abord comprendre les attitudes, les stéréotypes et les préjugées qui circulent sur le territoire. Ensuite, construire un plan de communication qui facilite et règle les relations pour éviter les tensions entre les acteurs. Enfin, veiller au bon climat et à l'enthousiasme de chaque acteur dans la participation à ce PITA et chercher à savoir s'il est soucieux de l'impact de son action.
- l'axe outil **:** c'est l'intelligence intégrée dans le cadre de l'observatoire. Il est censé mobiliser une capacité cognitive des acteurs qui consiste à réfléchir ensemble aux mécanismes susceptibles d'éclairer les voies du développement. Il ne faut pas qu'il soit un simple centre de calcul ou une cellule de veille. Les structurent territoriales vont fonder leurs ressources, leurs moyens sur l'intelligence et s'efforcer de les gérer dans un esprit collectif. Quand il s'agit d'une réflexion sur les perturbations et les déséquilibres, il faut être intelligent et prendre conscience du fond des problèmes.

– l'axe façon de travailler : c'est-à-dire les manières de mener à terme le processus de discussion et d'échange. De fait, on ne s'intéresse pas seulement aux données et chiffres élaborés par l'observatoire, mais il est nécessaire de réfléchir aussi aux manières dont chaque acteur doit agir et travailler avec l'autre. C'est très utile d'être ouvert à des acteurs extérieurs moins impliqués mais qui peuvent apporter un réflexion objective sur d la situation[149].

Donc, le PITA que nous proposons vient comme une réponse à un besoin et aux lacunes du territoire de Menzel Habib malgré la multiplicité des projets. Nous sommes conscient des difficultés, mais nous avons beaucoup d'espoir, nous croyons à cette communication et à la gouvernance inspirées de ce processus. Cette dégradation oblige à approfondir encore la réflexion et à rénover les outils d'approche du développement durable à partir d'une nouvelle approche d'intelligence territoriale. Ainsi, ces différents axes permettent-ils de réagir face à une problématique d'une manière raisonnable. Il reste aux chercheurs d'intervenir en fonction de leurs tâches et d'avancer au fur et à mesure les solutions possibles. Ils peuvent aussi répondre à un certain nombre des questions (comment supprimer les difficultés, quelles sont les options possibles ? quelles sont les conséquences de la résolution de la difficulté par telle ou telle option ? quelles sont les options que l'on est capable de mettre en œuvre ? Dans ce contexte, l'OMH doit tenir compte des anxiétés et décomposer les situations délicates. Nous pouvons imaginer aussi une classification des difficultés territoriales à travers une réflexion collective. Comme on peut demander à l'observatoire d'assurer un apprentissage à des nouvelles conduites territoriales et une veille au bon déroulement de propositions mises en œuvre. Toutes ces mesures interactives permettent d'ouvrir une nouvelle voie d'espoir face à un conflit (Freund, 1983 : 313).

c) L'apport d'une activité de persuasion des acteurs

Si « la communication comme valeur générale ne peut s'appuyer sur aucun fondement scientifique particulier » (Benoit, 1994 : 68), il est difficile de faire les alentours des ses aspects techniques. Ici, on ne s'intéresse pas aux aspects technologiques ni aux supports matériels mais aux aspects cognitifs interpersonnels. En effet, la communication est un

[149] Ces acteurs extérieurs peuvent être des chercheurs externes, d'autre organismes et observatoires, les autres composants de la société civile, etc.

phénomène global difficile à limiter ses aspects. Mettre l'accent sur la technique de la persuasion susceptible d'être efficace dans un cadre de rupture territoriale. Cette technique consiste à exercer une influence positive sur le comportement des acteurs territoriaux pour corriger leurs actions. Elle peut se traduire aussi par une valorisation de l'image de la société rurale et des régions arides. Nous pouvons aussi utiliser cette approche pour obtenir une adhésion des acteurs au PITA en expliquant et en construisant un message significatif. Autrement dit, nous essayons à chaque étape d'argumenter notre position et l'utilité de l'approche que nous envisageons. L'acceptation et l'adhésion des acteurs se traduisent par une acceptation de la proposition et une participation aux actions et aux projets de développement d'une manière efficace. « Persuader donne confiance, ainsi il facilite l'adhésion. Il semble nécessaire de mener des actions de sensibilisation et de persuasion concomitantes. Ainsi, nous parlons de processus de sensibilisation-persuasion car il semble s'inscrire dans un ensemble d'actions et conséquences dont les causes et les effets interagissent » (Bouchet, 2006b : 182). Cette persuasion peut se baser sur l'usage d'un langage scientifique simplifié pour modifier les attitudes et faire apparaître de nouvelles conduites (Benoit, 1994 : 16). Il n'y a pas que le langage verbal pour argumenter et modifier une attitude. Mais il y a aussi ce qu'on appelle la soumission considérée par certains auteurs comme un nouveau paradigme en psychologie sociale (Id). Pour Robert Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois (1998), elle « constitue une stratégie d'influence qui, par rapport à une stratégie de persuasion comprise au sens strict (rhétorique), présuppose un renversement du rapport entre l'attitude et le comportement ». En effet, cette stratégie pourrait être pratiquée dans un contexte où rien n'est imposé aux acteurs territoriaux. Sur le plan pratique, elle se définit « comme l'étude des techniques comportementales qui permettent de peser sur les comportements d'autrui et de l'influencer dans ses idées » (Benoit, 1994 : 171). L'obtention du comportement souhaité s'étale dans le temps et il faut mettre en place les stratégies nécessaires pour informer convenablement les acteurs. Cependant, informer régulièrement les acteurs n'est pas une tâche facile[150]. Peut-on continuer à communiquer dans ces circonstances ? La communication ne doit pas s'interrompre dans un PITA. C'est une affaire de tous et de tous les jours. En ce sens, Denis Huisman (1983 : 17-25) distingue trois fonctions

[150] Pour Edgar Morin, l'information est une tâche excessivement subtile et toute action entre dans un jeu d'interactions fait qu'elle échappe vite à la volonté de ses acteurs (Edgar Morin, Interview accordé au Magazine littéraire, juillet/aout, 1993, n°312, p.19).

caractéristiques de la communication : l'expression, l'information et la persuasion. Si on suit ce philosophe dans son raisonnement, l'intelligence des acteurs territoriaux se traduira par une continuité de la fonction expression en s'exprimant dans le temps et par une fonction de persuasion en cherchant à modifier le comportement de l'autre en fonction de ce dont on dispose et en l'attendant à ce que l'information nécessaire soit transmise. Dans ces circonstances, l'observatoire jouera le même rôle que l'école qui « nous apprend à ne pas admettre qu'on ne connaît pas la réponse à un problème. Elle ne nous apprend pas non plus que cette réponse peut être ''inventée''au cours d'une confrontation pacifique d'idées » (Mucchielli, 1991 : 181).

Un développement territorial « réussi », souvent défini de durable, est celui qui concilie croissance économique, équité sociale et impératifs environnementaux. L'intelligence territoriale permet d'améliorer les modes de gouvernance, en favorisant les articulations entre les acteurs d'un observatoire, en particulier dans leurs interactions avec les chercheurs. Dans notre champ d'observation, nous avons une conviction que cette conciliation peut se faire par la conjonction observatoires et intelligence territoriale où les recherches et les actions des différents acteurs s'articulent autour d'un projet territorial cohérent. En effet, la cohérence est assurée par les principes même de l'IT qui s'inspirent de la bonne gouvernance**,** essentiellement, la transparence, la participation, la responsabilité, la communication, etc. Cependant, il est évident que le respect de ces principes n'est pas automatique et que leur absence constitue un obstacle à l'intelligence et au développement territorial. Pour dépasser ces blocages, la communication est nécessaire pour opérationnaliser les connaissances scientifiques. Le PITA est une nouvelle vision complémentaire grands travaux de recherches menées par l'IRA, ses laboratoires et ses compétences. Il s'agit de développer une vision qui se détache et se démarque des approches, méthodes et discours qui commencent à connaître une usure, malgré leurs valeurs certaines. Mais parler d'un PITA dans un contexte aride demande une adhésion à ce processus et des justifications que notre territoire et/ou observatoire permet de dépasser cette intellectualisation pour apporter des réponses opérationnelles et pertinentes afin d'augmenter la capacité d'action des acteurs, définir des orientations, intégrer des stratégies, améliorer les modes de gouvernance, etc.

7.2.7. La difficile intégration globale de la complexité territoriale

Comme le rappelle Audrey Aknauf (2007 : 51), les acteurs territoriaux et les acteurs publics en général ont des rôles essentiels à jouer pour permettre aux individus et aux entreprises de tirer le meilleur parti des évolutions à venir. Menzel Habib est située dans un environnement marqué par une haute complexité. Le PITA se montre attentif aux aspects informationnels et communicationnels liés aux comportementaux dans le cadre d'un dispositif particulier. Même avec cette précision, les menaces effectives pèsent sur les observatoires et le PITA. Comme l'explique Philippe Breton et Serge Proulx[151], « la communication constitue aussi la dernière, et la meilleure, des idéologies ou des religions de rechange […]. Mais cet optimisme a bien sûr son revers… ». Il faut donc prévoir ce type de difficultés lors de la mise en place du PITA et intégrer les complexités imprévues dans le système. Isabelle Pailliart (2002 : 3) parle d'une difficile prise en compte du public dans les stratégies territoriales. Plusieurs raisons expliquent cette faiblesse. « Certaines sont liées à la mise en œuvre des politiques, d'autres sont dues à une conception de l'information et de la communication » et à un manque de volonté. Parfois, ce sont des éléments liés à la vie locale qui ne favorisent pas la diffusion de l'information et la visibilité des actions territoriales de coordination. Face à cette complexité accrue, l'observatoire est sollicité pour être des lieux de dialogue sur les politiques territoriales. « La faible implication des populations est largement due au fait que les indicateurs choisis ne correspondent pas aux conceptions/représentations des populations » (Brouillet, 2004 : 4). L'implication conditionne largement les résultats recherchés par la mise en place d'un PITA. D'autres facteurs constatés à travers les entretiens sont susceptibles d'affecter l'implication de la population. Tout d'abord, le faible niveau de la mise à disposition d'études et de méthodes dans le domaine de l'amélioration des activités économiques, sociales et environnementales (activités agricoles et commerciales, emplois, lutte contre la désertification, pastoralisme, eaux, etc.). Ensuite, l'inconsistance du lien entre production de l'information et suivi-évaluation des politiques et des projets territoriaux. Enfin, l'insuffisance de la valorisation et de la mise à la disposition de tous des expériences menées.

[151] Cité par (Bougnoux, 1993 : 9)

Conclusion

Notre démarche « chemin faisant » se fonde essentiellement sur la participation aux activités de recherche de l'IRA. Nous avons donc fait recours aux différentes techniques de collecte de données (observation directe et participante, entretiens, questionnaires, photos, enregistrements, etc.). En somme, cet outil fait rebondir un problème des savoirs et des connaissances. Les apports sont multiples et varient selon les domaines d'observation. Le point de vue adopté dans cette recherche s'inscrit dans le champ des SIC. Notre inscription dans un programme de recherche en sciences humaines et sociales donne l'occasion et les moyens d'aller au delà de la conception et la proposition. Autrement, il s'agit d'un processus à mettre en place et à expérimenter dans ce cadre. S'agissant, principalement, d'une conjonction entre les observatoires et l'intelligence territoriale, nous proposons une nouvelle manière de concevoir les interactions entre les acteurs dans un milieu rural et/ou aride. En ce sens, l'intelligence territoriale, en cours d'émergence, rejoint l'approche du développement durable. Construire un cadre conceptuel pragmatique et adapté passe par un vison constructiviste et systémique de l'observatoire en zones arides. Penser ce processus, n'est autre qu'une activité de gestion de la complexité et de positionnement par rapport à ce qui a été révélé en matière d'antinomies révélées par ces dispositifs. C'est bien dans cette optique de désertification et de déséquilibre écologique qui menacent la population rurale et son processus de développement local que proposons une information inséparable de la communication. Il ressort que l'observatoire en zone aride améliore l'accessibilité de l'information et l'interaction entre les acteurs territoriaux si ces derniers acceptent de participer et de s'investir dans un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA). Pour nous toute acceptation et toute adhésion signifie que l'acteur trouve un intérêt en participant dans la construction de ce processus qui vise la compréhension davantage de la structure et de la dynamique des territoires. Il se base sur les relations signifiantes et l'implication de tous les acteurs pour faire face aux disparités socio-économiques et environnementaux affectant l'échelon territorial de ces zones difficiles. En dépit des nouvelles contraintes et exigences les acteurs sont appelés à travers ce processus à communiquer afin de faire face aux mutations profondes qui affectent le contexte économique et environnemental.

Conclusion générale

Rappel: Thème de la recherche

Les deux thématiques du développement durable et de l'intelligence territoriale ont tendance à se rejoindre dans les projets locaux des observatoires socioéconomiques et environnementaux. Nous avons examiné cette conjonction triptyque. Bien avant l'arrivée des observatoires et de l'intelligence territoriale, il existait des systèmes d'information multiples. Les travaux antérieurs en matière de recherche scientifique en zones arides sont caractérisés par une grande richesse. Cependant, ils ont été souvent marqués par des thématiques dominantes, sans grandes coordinations entre les différentes approches disciplinaires. Il importe alors de s'interroger sur les processus de concertation et d'appropriation susceptible d'impliquer l'ensemble des acteurs. Dès lors, les SIC peuvent servir comme un outil de compréhension et de valorisation des interactions territoriaux à travers un PITA pensé dans le cadre des observatoires.

Lorsqu'il s'agit d'évoquer les mécanismes de décision ou les modes de régulation dans un environnement marqué par la désertification et le déséquilibre écologique qui menacent la population rurale et son processus de développement local, les dispositifs d'observatoires constituent le cadre incontournable pour aborder les différentes problématiques territoriales des pays membres du ROSELT/OSS. Cependant, les réalisations effectuées en matière d'explorations environnementales en zones arides tunisiennes nous invitent, systématiquement, à réfléchir quant aux processus de concertation et de valorisation des acquis dans les nouvelles orientations stratégiques de lutte contre la désertification et de développement durable. Ce dernier, comme problématique et comme pratique, se fonde sur la gouvernance territoriale, la diffusion et la partage de l'information, la concertation, la négociation, le partenariat et la participation à la prise de décision. Comme le rappelle Philippe Herbaux et Yann Bertacchini (2005 : 8) « le territoire se vit dans un projet porteur assurant la quiétude de ses habitants et non dans la résilience continue de ses incertitudes. Il ne s'agit plus seulement d'associer les constituants du local dans un projet territorial mais d'assurer à la gouvernance, une visibilité du futur fondée sur des processus d'anticipation. La participation est un ressort de la gouvernance, l'anticipation, son outil. Par une

meilleure visibilité de son devenir, le territoire assure auprès de ses acteurs sa nature fondamentale et implicite : être un lieu de sécurité ».

Aujourd'hui, le territoire aride et ses sociétés rurales subissent des contraintes et des transitions qui doivent être étudiées et analysées en profondeur. Le but est de parvenir à déceler les solutions qui soient en mesure d'atténuer les risques et les blocages. Si les objectifs visés et prononcés dans le cadre d'une approche participative fondée sur le développement durable sont prometteurs, ils restent incapables d'intégrer toutes ses principes. Les activités informationnelles et communicationnelles, éléments clés, nécessitent une valorisation pour être au service des savoirs nécessaires au développement durable.

En effet, nous avons observé l'état de l'observatoire de Menzel Habib. Il s'agit d'une zone qui subit des mutations profondes. Si la dégradation sur le plan social, économique et environnemental est angoissante sur l'échelon local et pour l'ensemble des acteurs, ces derniers sont appelées à se concerter pour faire face aux défis (mondialisation, changements climatique, désengagement de l'État, privatisation, etc.). Ils sont appelés aussi à un changement organisationnel et comportemental et mobiliser davantage leurs capacités d'adaptation.

Largement riche de son expérience et de ses acquis dans le domaine de l'observation environnementale en zones arides, l'Institut des régions arides de Médenine a initié depuis le début des années 1980 plusieurs programmes de recherche, ayant abouti à la réalisation de nombreuses études et cadres thématiques d'aide à la décision. Depuis une décennie, l'institut à mis aussi un programme "Observatoire Intégré des Zones Arides. Ces dispositifs sont conçus comme un lieu de réflexion sur les enjeux de la dynamique environnementale, de la lutte contre la désertification et du développement durable en région aride tunisienne. C'est aussi un espace de collecte, d'échange, de valorisation et de promotion de l'information pour mettre à la disposition des décideurs et des instances de développement des outils d'aide et d'arbitrage pour un développement durable. Nous pouvons dire que ces initiatives ainsi que d'autres programmes et projets sont appréciés par l'ensemble des acteurs territoriaux. Mais la question est de savoir pourquoi on n'arrive pas à freiner la dégradation et les menaces et orienter convenablement les procédures du développement.

Donc, pour nécessaire et promoteur qu'il soit, un «système d'information territorial» qui prend la forme d'un observatoire n'a de sens que s'il soutient, par l'information, la communication et la confiance, la concertation et la bonne gouvernance territoriale, l'intégration des nouvelles représentations. Il ressort aussi de notre recherche (*cf.* H_1 et H_2) que l'observatoire des zones arides est un lieu de la multidisciplinarité susceptible d'intégrer des nouvelles approches (l'intelligence territoriale). Ainsi, nous proposons un «PITA» apte à appréhender et à améliorer les relations d'information et de communication entre les acteurs. En terme prospectif les fondements de l'intelligence territoriale permettent d'évoluer dans le même cadre d'orientations stratégiques de développement durable (Bertacchini, Hebaux, 2007).

Limites de la recherche

Au terme de cette recherche, quelques précisons et réserves s'imposent. D'une part, parler d'un processus d'intelligence territoriale dans une région aride à un acteur rural a nécessité de développer un discours sur sa logique et ses méthodes. D'autre part, c'est le résultat qui préoccupe l'acteur et non pas la compréhension du processus et ses composants. Il faut donc, à plusieurs reprises, montrer l'utilité et répondre aux interrogations de nature « à quoi ça va servir ». Certes, nous sommes devant un public hétérogènes (chercheurs, *fellahs*, ménages, décideurs, etc.). Il faut donc tenir compte de cette diversité en expliquant l'apport d'un tel processus situé entre information et processus de communication (Bertacchini, 2004) à travers des registres différents pour bâtir un projet collectif. D'autre part, le partage de l'information est considéré dans plusieurs cas comme une source de danger et de perte du « pouvoir ».

Notre contribution sur terrain est de faire comprendre aux acteurs que faire confiance aux autres, échanger de l'information, se concerter autour des projets territoriaux n'est pas une « somme à valeur nulle ». Ce n'est pas simple. Dans cette perspective et quelques soient les défis, nous nous attachons particulièrement au renforcement du dialogue et de la confiance entre les acteurs pour faire face aux différentes contraintes. Mais comme toute nouvelle vision, certains comportements peuvent laisser planer un doute sur la volonté des acteurs d'améliorer leurs conditions de vie. Malgré tout, notre recherche s'inscrit dans une approche dynamique et collective rendant compte de

l'évolution spatio-temporelle du système d'information et de communication. Il en découle que le fonctionnement de ce processus repose sur l'interaction et l'adhésion de l'ensemble des acteurs. Certes, le jeu d'équilibre est délicat. Nous pensons que dans une phase d'expérimentation, « cette question cesse de se poser dans le cas de la participation […], qui suppose l'immersion totale et le statut de membre à part entière, comme c'est souvent le cas dans la mise en œuvre de recherches-actions » (Meyer, 2004 : 28).

PITA : une démarche à expérimenter

Les sociétés rurales n'ont pas échappé des mutations profondes qui affectent le contexte économique et environnemental international. En effet, ces changements n'ont pas été accompagnés d'une mobilisation « intelligente » des capacités adaptatives aux difficultés accrues. La proposition d'un PITA vise essentiellement la « réanimation » de la dynamique territoriale et l'introduction des nouvelles représentations. Le territoire constitue le quatrième volet du programme LOTH. C'est un espace de relations signifiantes qui intègre l'intelligence comme processus cognitif et d'organisation de l'information (Dumas, 2004). Si nous n'avons pas les moyens d'explorer l'ensemble des acquis de la recherche scientifique à des fins de développement, nos observations, notre questionnaire et nos entretiens avec les acteurs des observatoires, essentiellement les chercheurs, ont nettement fait ressortir des lacunes en matière de valorisation informationnels et communicationnels.

Si peu qu'elles soient les alternatives, il est important de favoriser la solidarité et la concertation. Il ne faut pas que les menaces des perturbations des ressources naturelles brisent la coopération entre les acteurs territoriaux. Dès lors, nous pensons qu'un PITA est susceptible de générer une dynamique malgré les marges limitées de manouvre.

En terme prospectif, l'observatoire de Menzel Habib pourra évoluer dans un cadre d'orientations stratégiques « intelligentes ». Le désengagement progressif de l'État doit être remplacé par des initiatives courageuses sources d'un nouveau rapport de gouvernance et porteuses des aspirations des populations rurales au développement. Mais « sans communication, il n'ya pas de système vivant » capable de s'imposer d'une manière légitime et progressive au sein des sphères politico-administratives.

L’infrastructure de recherche existante favorise la mise en place des modalités de collaboration puisque l’IRA est Riche de son expérience et de ses acquis multidisciplinaires. Ses ambitions se sont étendues aux SIC à travers le programme LOTH. Ce dernier constituera le cadre idéal de la mise en place de ce processus d’intelligence territoriale adapté aux zones rurales de Menzel Habib. En continuant à développer notre construction et en impliquant davantage les acteurs territoriaux, nous préparons un ancrage et une application dans le cadre des objectifs opératoires du programme LOTH pour mobiliser un éventail de compétences et de techniques. Au terme de cette recherche, il convient de rappeler que le programme se décompose en une première phase d’enquêtes de terrain, d’études de faisabilité et propositions opératoires (2007-2010) et une deuxième phase de suivi et évaluation des opérations engagées (à partir de 2010). C’est dans la phase programmatique que nous envisagerons le PITA.

Bibliographies

Abaab A., 1992, « Étude des caractéristiques écologiques et socio-économiques des zones arides tunisiennes et leur place dans les programmes de développement et de recherche scientifique », Rapport de consultation, ICARDA.

Abaab A., Chassany J.P., 1993, « Étude de l'impact des actions de développement et de lutte contre la désertification. Évaluation de la mise en place des observatoires de Bir Amir, Menzel Habib et Rjim Maâtoug », Compte rendu de mission, Projet TUN. 88/04.

Achard P., Bernat J.-M., 1998, *L'intelligence économique mode d'emploi*, paris, Adbs Éds.

Ackoff R.-L., 1967, « *Management Misinformation Systems* », *Management science*, 14(4), pp. 147-156.

Adler S., 1987, *« The new information technology and the structure of planning practice », Journal of planning education and research*, 6, pp. 93-98.

Aguilar F.-J., 1967, « *Scanning the Business Environment* », New York, *Mac Millan Company.*

Allison G.-T., 1971, *Essence of decision : explaining the Cuba missile crisis*, Boston, *Brown and Company*.

Ansoff, H.-I., 1975, *« Managing strategic surprise by response to weak signals, California Management Review*, 2, pp. 21-33.

Antoine Goxe, 2006 « Gouvernance territoriale et développement durable : implications théoriques et usages rhétoriques » pp. 151-170, *in :* R. Pasquier, V. Simoulin, J. Weisbein, éds, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, LGDJ, Tome 44, coll. « *Droit et Société »*.

Ardilly P., 1994, *Les techniques de sondage*, Paris, Éd. Technip.

Auclair L., Chaise-Auclair M., Delaitre E., Sandron F., 1996, « Dynamique sociale et désertification : le cas de Menzel Habib dans le Sud Tunisien », *Revue des Régions Arides*, Numéro spécial, pp. 481-487.

Auclair L., Chaize-Auclair M., Delaitre E., Sandron F., 1996, « Dynamique sociale et désertification : le cas de Menzel Habib dans le Sud tunisien », Acte du séminaire international : acquis et perspectives pour un développement durable des zones Arides, IRA- Médenine.

Baduel P.-R., 1984. « L'intégration nationale de pasteurs pré-sahariens (Tunisie). Enjeux sahariens », Paris, CNRS, pp. 393-420.

Baltz C., 1996, « Le concept d'information: essai de définition », *Communication*, 16 (2), pp. 163-176.

Barbier J.-M., 1996, *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, Paris, Presses Universitaires de France.

Barts N., Rostaing H, Kister J, 2005, Système d'information pour l'aide au pilotage de la recherche. Méthodologie et accompagnement de la mise en place d'un infocentre recherche pour l'université Paul Cezanne : Contraintes techniques et communautaires, Journée sur les systèmes d'information élaborée, île Rousse (http://isdm.univ-tln.fr).

Baumard P., 1991, « Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels », Paris, Masson.

Baumard P., 1996, *Organisation déconcertée. La gestion stratégique de la connaissance*, Paris, Masson.

Beaulieu B., 1987, « La petite histoire de cadres théoriques des systèmes à référence spatiale au Québec », *in* : R. Lévy, dir., Notes de recherche Éthique et rationalité : le cas de l'aménagement, , Université de Montréal.

Benoît D., 1994, Information-communication. Fiches de synthèse, Paris, Éd. d'organisations.

Benoit D., 1995, « Naissance d'une interdiscipline ? » pp.17-19 *in :* D. Bougnoux, éd, *Introduction aux Sciences de l'Information et de la Communication*, Paris, Éd. d'Organisation.

Bernard Miège, « Le communicationnel et le social : déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques » (Consulté le 05avril 2007 sur le site web http://w3.u-grenoble3.fr).

Bertacchini Y, Grammacia G, Jean-Jacques J.-J Girardot, Intelligence territoriale : Posture théorique, hypothèses, définition, pp. 14-19, *in* : Y. Bertacchini, dir, Intelligence territoriale.*Le Territoire dans tous ses états*, Toulon Presses Technologiques, Coll. *ETIC*.

Bertacchini Y., dir, *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, Toulon, Presses Technologiques, Coll. *ETIC*.

Bertacchini Y., 2001, «TIC, Réseautique territoriale et Médiations sociales», 8e Colloque Franco-Roumain, Médias, Nouvelles Technologies et Redéfinition des Territoires de la Communication, Bucarest (disponible sur : http://isdm.univ-tln.fr).

- 2003, « Tic et Territoire: Quels développements? », 2ème Rencontres Internationales de Saint-Raphaël (http://isdm.univ-tln.fr).

- 2000, *Information et Veille territoriale s: représentation du complexe local et émergence d'un projet d'intelligence territoriale*, Thèse de Doctorat en Sciences de l'information et de la Communication, Université d'Aix-Marseille III.

- 2002, « Territoire et Territorialités, vers l'intelligence territoriale », Collection Les E.T.I.C. (http://isdm.univ-tln.fr).

– 2004 « Entre information et communication : l'intelligence territoriale », Paris, *Les Cahiers du Centre d'études et de Recherche, Humanisme et Entreprise*, 267. (http://isdm.univ-tln.fr).

– 2006 « Intelligence territoriale : Posture théorique, hypothèses, définition », (disponible sur : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr).

Bessaoud O., 2006, « La gouvernance rurale en Méditerranée : tendances et nouveaux défis », notes d' a n a l y s e d u C IHEAM n° 1 4.

Birrien J.-Y., 1990, *Histoire de l'informatique*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je ?», n° 2510.

Bopda A., 1998, « Observatoire des uns, village des autres : une vue du côté des étoiles », *in* : R. Clignet, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom.

Bouchet Y., Bertacchini Y., Herbaux P., 2007, « La mise en place d'un dispositif d'intelligence économique territoriale dans une municipalité : méthodologie d'un projet de Recherche ingénièrique », Colloque Veille stratégique, scientifique et technologique Marrakech (Maroc).

Bouchet, Y., 2006a, « La confiance lors de la construction d'un processus d'intelligence économique territoriale », Vème colloque « Tic et Territoire: Quels développements ? », Université de Franche Comté, Besançon (http://isdm.univ-tln.fr).

Bouchet, Y., 2006b, *Intelligence économique territoriale*, thèse en Sciences de l'information et de la communication, Université Jean Moulin Lyon 3.

Bougnoux D., 1993, *Sciences de l'information et de la communication* (Textes essentiels), Paris, Larousse.

Bougnoux D., 2005, « Quelle société de l'information », pp 49-54., in : Penser la société de l'information », Actes du colloque, 7 e 8 avril, Tunis, Imprimerie SIMPACT.

Boulaire C. et Mathieu, A., 2000, « La fidélité à un site web : proposition d'un cadre conceptuel préliminaire », *Actes du 16ème congrès international de l'AFM*, Montréal.

Bouni C., Cattan A., 1997, « études préparatoires à la mise en place de l'observatoire national des zones humides », Rapport de Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement- France (www.planbleu.org).

Bouni C., Dubien I., 1999, Étude préparatoires à la mise en place de l'observatoire national des zones humides, AScA-Applications des sciences de l'action, Rapport de Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement- France (www.planbleu.org).

Bourdieu P., 1984, « Ce que parler veut dire (l'usage scolaire du langage) », *Questions de sociologie*, Éd. de Minuit, pp. 95-112.

Bourgeois D., 2005, « TIC, transmission des connaissances et usages » pp.137-151, in : « Penser la société de l'information », Tunis, Impr SIMPACT.

Bouzon A., Meyer, V., dirs., *La communication organisationnelle en question : Méthodes et méthodologie*, Paris, L'Harmattan.

Bouzon, A., 2003, « Coopération et communication dans les projets de conception collective » Xe Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr).

Bouzon, V Meyer, dirs, *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Breton (Philippe) - Utopie de la communication. - Paris : La Découverte, 1992.

Breton P., 2000 « L'information selon Wiener » in Le Culte d'Internet, La Découverte, pp. 36-40.

Breton P., Proulx S., 2002, L'explosion de la communication, Montréal : Boréal, La Découverte.

Brodhag C., 2001, « La régulation de la société de l'information en vue de l'intérêt général mondial », *Énergie-Francophonie*, 51, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie.

Bronowski J., 1979, *The visionary Eye*, Cambridge, MIT Press.

Brouillet A.-S, 2004, Réseau IMPACT / GRET, Rapport du groupe de travail « Suivi-évaluation ».

Brown R., 1989, *Clefs pour une poétique de la sociologie*, Arles, Actes sud.

Brunet R. 1990, *Mondes nouveaux*, tome 1 de la Géographie Universelle, Paris, Hachette/Reclus.

Buckland M., 1991, « *Information and information system* », *Westport CT*, New Directions, *in : Information management*, 25, greenwood *Press.*

Bucur T., 2005, « Aspects stratégiques, tactiques et opérationnels de mise en place de Projets d'Intelligence Stratégique Territoriale », Conférence ISKO-France « Organisation des connaissances dans les systèmes d'informations orientés utilisation : contexte de veille et d'intelligence économique », INIST-CNRS Nancy.

Bulinge F, Agotinelli S., 2005, « L'analyse d'information : d'un modèle individuel à une culture collective », Management et communication pour une économie de la connaissance (http://www.revue-r3i.com).

Bulinge F., 2002, *Pour une culture de l'information dans les petites et moyennes organisations : un modèle incrémental d'intelligence économique*, Thèse pour le

doctorat en Science de l'information et de la communication, Université de Toulon et du Var 2.

Burrough P.-A. *1986, Principles of Geographical Information Systems for Land Resources Assessment*, Oxford, *Oxford University Press*.

Carbonnel A., 2006, Mémoire des échecs et droit à l'erreur dans les organisations, pp.39-51, in : V. Meyer, dir, *Éthique et mémoire*, Bordeaux, Les Études hospitalières Éditions.

Chahbani B., 1991, « Les brise-vent dans le centre et sud tunisiens », Projet T.C.P./TUN 8956, DG Forêts Tunisie/FAO.

Chahbani B., 1992, *Dynamique des phénomènes éoliens et techniques anti-érosives dans les régions désertiques de la Tunisie*, Thèse pour le doctorat en Sciences Agronomiques, Université de Gent.

Chaieb M., Floret C., Pontanier R., 1992, « Réhabilitation des écosystèmes pastoraux par réintroduction d'espèces locales de la zone aride tunisienne. Conséquences pour le semis des parcours » pp. 259-261, Actes du IVè Congrès International des Terres de Parcours, Volume 1, Montpellier, Éd. CIRAD/CIDARC.

Chaize Auclair M., 1996, Sociétés en transition: adaptation ou rupture dans les stratégies foncières : la région de Menzel-Habib dans les basses steppes tunisiennes, Mémoire pour l'obtention de DEA, Université François Rabelais-Tours.

Chaminade J, 1997, Drus propos. Paris, Dervy.

Charmes J., 1992, « Les observatoires comme alternatives ou complément aux enquêtes lourdes », Projet BEN.

Chesnais M., 1995, *SIG : Gérer l'information géographique*, Caen, 21, Coll. « Terre et Sociétés ».

Choo, C. W., Detlor, B., Turnbull, D., 1998, *A Behavioral Model of Information Seeking on the Web* (http://choo.fis.utoronto.ca/fis/respub/asis98).

Cilgnet R., *Une invitation à observer les observatoires*, Paris, Éd.Orstom.

Clarke M., 1990, « *Geographical information systems and model based analysis: Towards effective decision support systems* » pp.165-175, *in* : J.-S., Henk, J.-C. Stillwell., *Geographical information systems for urban and regional planning, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers*.

Clignet R., éd, 1998, « Une invitation à observer les observatoires », pp123-142, *in* : R.Clignet, éd., *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom.

Copas C. V., 1993, *« Spatial information systems for decision support* » pp158-16, *in* : D. Medyckyj-Scott, M.-H. Hearnshaw, éds, *Human factors in geographical information systems*, London, *Belhaven Press.*

Coppock J. T., Rhind D. W., 1991, «*The history of GIS* » pp 21-43, *in :* Maguire et al., éds., *Geographic information system*, vol1, *Principles*, New York, *Longman scientific and technical*.

Courade G., 1998, « Du passé re-composé au futur improbable », pp.47-61, *in* : R. Clignet, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom.

Courade, G., Le projet Ocisca : Observatoire du changement et de l'innovation au Cameroun, Chroniques du Sud, 4, 97-103.

Crémadez M., Grateau F., 1997, « Le Changement Organisationnel : apprendre à maîtriser une institution ouverte à son environnement », *in* : " *Management Stratégique Hospitalier* " Paris, InterÉditions – Masson.

Cremadez, M., *Grateau F., 1992, Le management stratégique hospitalier*, Paris, InterEditions.

Crozier.M., Freidberg E., 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Éd du Seuil, Coll. « points ».

Cusin-Berche F., *Le management par les mots*, Paris, L'Harmattan, coll. « Sémantiques », 1998.

Daft, R.L., Sormunen J., Parks D, 1988, *Chief executive scanning, environmental characteristics, and company performance: An empirical study, Strategic Management Journal*, 9, pp.123-139.

Daniels S., *the iconography of landscape: Essays on the symbolic representation, design and use of past environments*, Cambridge: *Cambridge University Press*.

De Ceglie A., 2008, « L'objectivation d'une approche ethnométhodologique de la presse : l'exemple de l'autobiographie » *in* : A Bouzon, V Meyer, dirs, *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

De Maximy, R, « L'échauguette des prophètes ou le guetteur attentif. À propos de l'observatoire urbain de Quito », pp77-87, in : Clignet R., éd., *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom.

De Rosnay, J., *L'homme symbiotique : regards sur le troisième millénaire*, Paris : Seuil, 1995.

De Sanctis G., Poole M.-S, 1994, « *Capturing the complexity in advanced technology use : adaptive structuration theory* » *Organization Science*, 5(2), pp.121-147.

Delis G., Bertacchini Y., 2006, « De l'organisation et de la mobilité : l'intelligence par la continuité. Paradigme du Management de L'Intelligence complexe ? » Vème Colloque TIC et Territoire : quels développements ? » Université de Franche Comte, Besançon.

Demaziere C. et Faugouin P., 2005, « Anticiper les mutations économiques des territoires : quelles implications pour l'action publique locale ? », actes du colloque Européen d'intelligence économique « *Approche comparée des pratiques* » - Futuroscope de Poitier.

Douyère D., 2006, « Réciprocité de l'observation et représentations de l'observateurs : quelle trace dans la restitution écrite d'une enquête de terrain en entreprise ? » pp. 82-98, *in* : A. Bouzon, V. Meyer, dirs., *La communication organisationnelle en question : Méthodes et méthodologie*, Paris, L'Harmattan.

Dregne H.-E. 1977, « La désertification aux États-Unis d'Amérique », *Nature et ressources,* 13, pp.11-14.

Dubois J-L, 1992, « Réfléchir pour mesurer : innovations méthodologiques pour la collecte et l'analyse d'informations statistiques », Document de travail Amira, 57, DSA, Washington, Banque mondiale.

- 1995, À la recherche d'une nouvelle approche pour la politique sociale », *in* : Le développement peut-il être social ? pauvreté, chômage, exclusion dans les pays du Sud, Paris, Royaumont.

- 1998, « La longue marche vers les observatoires », pp173-195, *in* : R. Cilgnet, éd., Observatoires du développement, observatoires pour le développement, Paris, Éd. Orstom.

- Dubois J-L., Avril 2004, « Les observatoires : quelques étapes historiques », Note pour le Réseau Impact.(*www.jordata.com).*

Dumas L., Perreault J.-D, Pettigrew D., 2004, « La veille marketing s'impose en hôtellerie », Actes du Colloque de l'ASAC, Québec.

Dumas, P., 2003, « Entre la création de contenus et l'intelligence territoriale: la dimension éthique » 2e Rencontres Internationales de Saint-Raphaël « Tic & Territoire: quels développements? » (http://isdm.univ-tln.fr).

- 2004, « Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française » - *ISDN 16* – Article N° 163 (http://isdm.univ-tln.fr).

- 2005, Le DISTIC et le rayonnement des cultures, Culture et Distic (http://isdm.univ-tln.fr).

- 2006, « Territoire et mondialité », « Tic et Territoire: Quels développements ? », Université de Franche Comté, Besançon Vème colloque TIC (http://isdm.univ-tln.fr).

– 2007, « Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française » pp.29-32, in : Y. Bertacchini, dir, *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états, Toulon Presses Technologiques*, Coll. *ETIC*.

– 2007, « La démocratie participative au service du projet d'Union Méditerranéenne », Actes du colloque Réseau méditerranéen des centres de formation multimédia de Porto, Portugal. (http://isdm.univ-tln.fr).

Durampart, M., 2003, Les enjeux du *Knowledge management* entre processus organisationnel et dispositif managérial, Communication avec actes. Xème Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest.

Duran D., 1983, *La systémique*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je ? ».

El Arbi B., 1993, *Les transformations sociales et économiques des Béni Zid d'El Hamma de Gabès*, Thèse pour le doctorat en sciences sociales, Université de Tunis.

Escarpit R., 1976, *Théorie générale de l'information et de la communication*, Paris, Classiques Hachette.

Favret-Saâda J., 1977, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard.

Ferdinand Bonn, 2001, « Objectif terre … depuis les satellites, une meilleure information pour contribuer à sauver les sols de notre planète », *Énergie-Francophonie*, 51, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie.

Floret C., Le Floc'h E., 1983, « Évolution de la désertification en zones aride tunisienne. Changement observé sur une zone test (Oglet Marteba) après une période de 10 ans » pp. 89-96, Actes du Séminaire sur les problèmes de l'érosion éolienne dans les zones désertiques, UNESCO (MAB) / PNUE, Djerba.

Floret C., Timet A. M., Pontanier R., 1990, « Caractérisation écologique des régimes hydriques et de l'érodibilité des sols en zone aride » pp. 57-106, Atelier interrégional Afrique/Amérique latine MAB-Unesco : Bases écologiques du développement rural intégré et lutte contre la désertification en zones arides et semi-arides.

Forester J., 1983, « *The geography of planning practice* », 1, *Society and space*, pp163-180.

Forester J., 1989, planning in the face of power, Brekly CA, University of California Press.

Foucault, M., 1984, *Le souci de soi*, Paris, Gallimard.

Foucault, Michel, 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

Françoise B., 2008, « Recherche-action et communication d'action et d'utilité sociétales : le cas de la communication engageante et de l'environnement » **pp.**, in : A

Bouzon, V Meyer, dirs, *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Frédéric B., 2004, « La confiance contrainte », 13ème Conférence de l'Association internationale de management stratégique, Université de Créteil – Val de Marne.

Gagnon P., Coleman D. J., 1990, « La géomatique : une approche systémique intégrée pour répondre aux besoins d'information sur le territoire », *CISM Journal ACSGC*, 44(4), pp.383-389.

Gardère E., 2008, Les figures de l'acteur chercheur. Posture alternatives en débat, in : A Bouzon, V Meyer, dirs, *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Gardère E., « Les figures de l'acteur chercheur. Postures alternatives en débat », *in* : Bouzon A., Meyer V., *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Garel G., 2003, Le management de projet, Paris, La Découverte – Collection Repères –
Garenne M., 1998, Potentiel et limites des observatoires démographiques, pp159-171,in : R.Clignet, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom.

Gazzo Y., Palita D., 1979. - Présentation humaine et foncière du périmètre de Zougrata. Document de travail N° 2, IRA-Projet Parcours Sud.

Gdoura W., 2005, « L'autre accès à l'information dans les sociétés en émergence : étude de cas du monde arabe », n°s 13-14-15, *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, pp. 37-49.

Giard Vincent (2004), « Les formes du management – Management de projet » , *Cahier français*, 32, pp.37-44.

Giddens A., 1990, *The consequences of mdernity*, Stanford, *Stanford university press.*
Giddens, A., 1987, *La constitution de la société*, Paris, Presse universitaire de France.

Gilly J.-P, Perrat J., 2003, « La dynamique institutionnelle des territoires entre gouvernance locale et régulation globale », Colloque de l'ASRDLF « Concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales ».

Girardot J.-J., 2000, « Transfert technologique et construction des savoirs, Multimédia et construction des savoirs », PUFC Diffuseur CID Besançon-Paris (www.isdm.org).

Girardot J.-J., 2004, « Intelligence territoriale et participation », 3ème Rencontres « TIC et territoire : quels développement ? » Lille, Enic et Cies (**www.isdm.org**).

Girin J., 1986, L'objectivation des données subjectives. Eléments pour une théorie du dispositif dans la recherche interactive, Actes du colloque Qualité des informations scientifiques en gestion. Méthodologies fondamentales en gestion, ISEOR.

Goffman I., **1998,** La microsociologie, Paris, Presses Universitaires de France.

Goodchild M.-F., 1990, **«** *Geographic information systems and cartography* **»**, *Cartography*, 19 (1) pp. 1-13.

Goria S., 2006, *L'expression du problème dans la recherche d'informations : applications à un contexte d'intermédiation territoriale*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la Communication, Université Nancy 2.

Gouthier J.-P., 1995 « Articulation entre observatoire et INSEE », Rapport CNIS.
Gravel L., 1984, « Système d'information urbaine à référence spatiale (SIURS) », Document du ministère des affaires municipales, Québec.

Gravel L., Popovici L.-B., 1988, « Informatique et aménagement urbain : l'exemple de Montréal », 11, *Revue Municipalité*., pp. 16-17.

Guay P.-Y., 1987, *Introduction à l'urbanisme : approches théoriques, instruments et critères*, Montréal, Modulo Éditeur.

Guesnier B., 2004, « Gouvernance et performance des territoires », *in* : B. Guesnier, et A. Joyal, dir., *Le développement territorial : regards croisés sur la diversification et des stratégies*, Adicueer.

Guesnier B., 2004, « Intelligence économique et sociale du territoire », (http://www.radiophare.net/entretiens/b1c.htm).

Guyot, B, 1999, « le système d'information comme objet de recherche », *in* : Delcambre P., Communication organisationnelles, objets, pratiques, dispositifs, Presses universitaires de Rennes.

- 2000, *Les dynamiques informationnelles*, note d'Habilitation à Diriger des Recherches, université Stendhal-Grenoble.

- 2002 « Mettre en ordre les activités d'information, nouvelle forme de rationalisation organisationnelle » (disponible sur : http://www.Brigitte-guyot.com).

- 2004, Sciences de l'information et activité professionnelle, *Hermes*, 38, (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr).

Habermas J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 2, Critique de la raison fonctionnaliste, Paris, Éditions Fayard.

Haddad M., 2004, « Enjeux et modèles des dispositifs d'observatoires socioéconomiques », Mémoire de DEA en sciences de l'information et de la communication, Université Jean Moulin, Lyon 3.

Haddad M, Tbib A., 2008, « Observatoires de suivi socio-économique et environnement en zones arides et perspectives de communication autour de la désertification et du

développement**.** », in Chaouikha Larbi, Gdoura Wahid, Meyer Vincent (dirs.), *Interagir et transmettre, informer et communiquer : quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis, Éditions SFSIC-ISD-IPSI.

Harley J.-B., 1987, «*Maps, knowledge and power »*, pp 277-312, *in :* D. Cosgrove, S. Daniels., *the iconography of landscape: essays on the symbolic representation, design and use of past environments*, Cambridge: *Cambridge University Press*.

Harulot C., Baumard P., 1997, « Perspective historique de l'intelligence économique », 1 *Revue Intelligence économique* (http://www.ege.fr/content/view/50/68/).

Hatzfeld H., Spiegelstein J., 2000, *Méthodologie de l'observation sociale. Comprendre, évaluer, agir*, Coll. Action sociale, Paris, Dunod.

Herbaux P, Bertacchini Y., 2005, La rupture, un des corollaires de la vitesse. L'intelligence territoriale, une posture d'anticipation, 4ème Rencontres «*TIC et Territoire* : *Quels développement ?* », île Rousse (http://isdm.univ-tln.fr).

Herbaux P., 2002, « l'intelligence économique, outil du pacte territorial », Colloque ASRDLF Québec (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/).

Herbaux P., Bertacchini Y., 2007, La rupture, un des corollaires de la vitesse. L'intelligence territoriale, une posture d'anticipation, pp. 33-42 *in* : Y. Bertacchini, dir, Intelligence territoriale. *Le Territoire dans tous ses états*, Toulon Presses Technologiques, Coll. *ETIC*.

Herbaux, P., Bertacchini, Y., 2004, « Parlez moi de moi…La relation d'échange au sein du territoire », *Revue ISDM*, 15, (http://isdm.univ-tln.fr).

Herbaux, P., Masselot, C., 2007, « Implication d'acteurs, pédagogie de la gouvernance », in actes sous cédérom de la seconde conférence annuelle et internationale de l'intelligence territoriale, Huelva, Espagne (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr).

Hereng H., 2003, *Réseaux d'observation sociale : caractérisation et performance*, Thèse en sciences de gestion, Université des sciences sociales de Toulouse.

Hess R., 1983, « Histoire et typologie de la recherche-action », *Pour*, 90, pp. 9-16.
Holloran, J. D., 1983, « *Information and communication: information is the answer, but what is the question?* », *Journal of Information Science*, 7, pp. 159-167.

Hosmer L., (1995), «*Trust : the Connecting Link Between Organizational Theory and Philosophical Ethics »*. *Academy of Management Review*, 20 (2), pp 379-403.
Huisman D., 1983, « Le dire et le faire. Essai sur la communication efficace », CDU et SEDES.
Jabès E., 1987, *Le Livre des marges*, collection biblio, essais n°4063.

Jacquinot-Delaunay G., et Monnoyer L., « Il était une fois », HERMÈS, 25 pp. 9-14.
Jain, S.-C., 1984, *Environmental scanning in : United States corporations, Long Range Planning*, 17(2), pp.117-128.

Jamous H.-G., 1978, *L'ordinateur au pouvoir : essai sur les projets de rationalisation du gouvernement des hommes*, Paris, Éd. du Seuil.

Jauffret S., 2001, *Validation et comparaison des divers indicateurs des changements à long terme dans les écosystèmes méditerranéens arides. Application au suivi de la désertification dans le sud Tunisien*, Thèse en écologie, Université Aix Marseille III.

Joule R-V, Beauvois J-L (1998), « La soumission librement consentie », Psychologie Sociale. PUF.

Kerr S., 1993, « Réactions à chaud », *Territoires*, 2, pp. 20-22.

Khatelli H., 1995, *Érosion éolienne en Tunisie aride et désertique. Analyse des processus et recherches des moyens de lutte*, Thèse de doctorat en sciences biologiques, Université de Gent.

Khatteli H., 1993, Inventaire et évaluation technique des actions de lutte contre l'ensablement dans les six gouvernorats du Sud-tunisien, *Revue des Régions Arides*, 5, pp. 59-90.

Knauf A., 2007, *Caractérisation des rôles du coordinateur-animateur : émergence d'un acteur nécessaire à la mise en pratique d'un dispositif régional d'intelligence économique*, Thèse de Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Nancy2.

Kohn R-C., Nègre P., 2003, *Les voies de l'observation : Repères pour les pratiques de recherche en sciences humaines*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Kourouma A., 1998, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Paris, Éd. du Seuil.

Kraim R., 1994. « Systèmes de production et attitudes des exploitants vis à vis du projet de lutte contre la désertification dans la région de Menzel Habib (Gouvernorat de Gabès) en Tunisie », Note du travail /Projet LCD.

Larivet, S., 2001, « Intelligence économique : acception française et multidimensionnalité », Actes de la Xème conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique (AIMS), Laval.

Larmée A., 1994 « L'implantation des nouvelles technologies de l'information : de la planification positiviste au constat communicationnel », *in* : D. Lafontaine (dir), Nouvelles technologies de l'information et société : un débat sur l'intelligence à notre époque, Actes et instruments de la recherche en développement régional, 11, *Rimouski*, pp. 161-179.

Laurini R., Thompson D., 1992, « *Fundamentals of spatial information system* », *New York Academic Press*, The APIC, Series, n° 37.

Lazar J, 1992, *La science de la communication*, Paris Presses universitaires de France

Le Coadic Y.-F., « Fécondité et malignité de cinq e-principes scientifiques recteurs de la science de l'information électronique », *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, n°s 13-14-15, 2005, Tunis, pp. 55-60.

Le Floc'h E., Grouzis M., Cornet A., J.-C Billet, éds., 1992, L'aridité, une contrainte au développement, Paris, Éd. Orstom, coll. Didactiques.

Le Moigne 1977

Le Moigne 1991

Le Moigne J. –L., 1990, « Épistémologies constructivistes et sciences de l'organisation » pp. 81- 141, *in* : Martinet A.-C., *Épistémologies et sciences de gestion*, Paris, Economica.

Le Moigne J.-L, 1973, Les systèmes d'information dans les organisations, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Systèmes-décisions ».

Le Moigne J.-L., 1986, « Vers un système d'information organisationnel ? », *Revue française de gestion*, 60, pp.20-31.

Le Moigne J-L., 1990, *La modélisation des systèmes complexes*, Paris, Dunod.

Leloup, F., Moyart L., Pecqueur B., 2004, « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », 4ème journée de la proximité, Proximité, réseaux et coordination.

Leroy P., L'éducation au territoire et le concept de territoire éducatif : le défi pour le bassin d'éducation et de formation, pp124-133, in : Y. Bertacchini, dir., *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, Toulon Presses Technologiques,. Coll. *ETIC*.

Lesca, H., 1994, « Veille stratégique pour le management stratégique: état de la question et axes de recherche », 5(20), *Économie et Sociétés, Série Sciences de Gestion*, pp.31-50.

Lévy P., 1987, *La machine univers : création, cognition et culture informatique*, Paris, La Découverte, Coll. « Points ».

Levy P., 1990, *Les technologies de l'intelligence*, Paris, Éd. La découverte.

Lewin K., 1947, « *Group decision and social change* », pp 330-344, *in* : T.M. Newcomb, Hartley E.L., éds., *Reading in social psychology*, New York, *Henry Holt and Company*.

Livet P. (éd).,1996, *L'éthique à la Croisée des Savoirs*, Paris, Éd. Librairie Philosophique J. Vrin., Coll. Problèmes et Controverses.

Livian Y.- F, *Introduction à l'analyse des organisations*, Paris, Economica.

Lugan J.-C., 1993, *La systémique sociale*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je ? ».

March, J. G., 1981, « *Footnotes to organizational change* », , Administrative *Science Quaterly*, vol. 26, pp. 563-577.

March, J.G., Simon, H., 1958, *Organizations*, New York, *John Wiley and Sons.*

Martinet B., Ribault J.-M, 1989, « La veille technologique concurrentielle et commerciale », Paris, Les Éditions d'Organisation.

Martino Luiz C., 2003, « Épistémologie de la communication : scepticisme et intelligibilité du savoir communicationnel », (http://w3.u-grenoble3.fr/).

Martre H., 1994, *Intelligence économique et stratégies des entreprises*, Commissariat général du plan, La documentation française.

Masselot C, 2004, *Accessibilité et qualité des systèmes d'informations multimédia : transfert méthodologique et technologique*, Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Franche-Comté. (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr).

Masselot C., 2005, « SIC et intelligence territoriale : Analyse sémiotique du site Internet de l'observatoire catalyse INTEGRA», 4ème Rencontres «*TIC et Territoire* : *Quels développement ?* » île Rousse (www.isdm.org).

Mattelard A. M., 2002, *Histoire des théories de la communication*, Paris, Éd. découverte et Syros.

Mattelard A., 2001, *Histoire de la société de l'information*, Paris, La Découverte.

Mendras H., 1975, *Éléments de sociologie*, Paris, A. Colin.

Metzger J.-P., 2006, « SIC : cartographie d'une *discipline* » pp. 259-278, *in :* S. Olivesi, dir., *Sciences de l' information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Presses Universitaires de Grenoble, Coll. La *communication* en plus.

Meunier J-P, Peraya D., 2004, *Introduction aux théories de la communication. Analyse sémio-pragmatique de la communication médiatique*, Paris, De Boeck, coll. Culture et communication.

Meyer M., Champy-Remoussenard., dirs, 2004, Être emploi-jeune et après ?, Nancy, Presses Universitaires de Nancy.

Meyer V., 2004, Équipements méthodologiques et émergence d'un espace scientifique et social : les communications d'actions et d'utilité publiques, Habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine-Metz.

– 2005, *Communication organisationnelle et prise en charge du handicap mental*, Bordeaux, Les Études Hospitalières Éditions.

– 2005, Interventions sociales, communication et médias. *L'émergence du sociomédiatique*, Paris, L'Harmattan.

Michiels D., 2002, De l'utilité d'un système d'information sur la vulnérabilité alimentaire, Journée d'études Groupement AEDES / IRAM, « Les outils de mesure et de suivi/évaluation des politiques de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté », Bruxelles, (www.iram-fr.org).

Miège B., 2004, *L'information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles, De Boeck.

– 2005, « TICs et société de l'information, état de l'art de la recherche », in : Penser la société de l'information », pp.25-34 Actes du colloque, 7 e 8 avril, Tunis, Impremerie SIMPACT.

– Miège B., 2005, *La pensée communicationnelle*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Miller, K., et *al.*, 1985, *Communication linkages in interorganizational systems, In*: B.
Mill-Roger P., 1992, « *Beyond Method, Beyond Ethics : Integrating Social Theory into GIS and GIS into Social Theorem* », San José CA: *(GISIZIS* 92, *Annual Conference and Exposition Proceedings*, 2(5), pp. *85-93.*

Minivielle J.-P., éd., 1996, « Systèmes d'information et questions de développement », 4, *Cahiers des sciences humaines*, pp.735-740.

Morillon L., « Méthodes et pratiques de recueil t d'analyse des données en sciences humaines et sociales. Un état de l'art » pp.31-44, *in* : A Bouzon, V Meyer, dirs., *La communication organisationnelle en question : Méthodes et méthodologie*, Paris, L'Harmattan.

Morin E., 1977, *La méthode -tome 1: la nature de la nature*, Paris, Seuil.

– 1980, *La méthode* -tome 2 : la vie de la vie, Paris, Seuil.
– 1986, *La méthode* -tome 3 : la connaissance de la connaissance, Paris, Seuil.
– 1992, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF éditeur, coll. Communication et complexité.
– 1994, *La complexité humaine*, Paris, Flammarion.
– 1993, Interview accordé au Magasine littéraire, juillet/aout, n°312, pp.19).

Mucchielli A., 1993, Communication interne et management de crise, Pars, Presses Universitaires de France.

– 1993, Les situations de communications, Paris, Eyrolles.
– 2000, La nouvelle Communication, Paris, A Colin.
– 2003, *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, Hachette.

– 2005, « Proposition pour définir une méthode d'approche communicationnelle des technologies de l'information et de la communication, » pp71-94, in : Penser la société de l'information », Actes du colloque, 7 e 8 avril, Tunis, Imprimerie SIMPACT.
– 2005, Pour une approche communicationnelle, Des TIC, CERIC.
– 2006, Étude des communications. Nouvelles approches, Paris, Armand Colin.
– 2001, *La communication interne. Clés pour un renouvellement*, Armand Colin.
– 1999, *La nouvelle communication. Epistémologie des sciences de l'information et de la communication*, Paris, Armand Colin.

Mullon C., Boursier P., 1992, « Éléments pour une analyse critique des systèmes d'informations », 2, *SIGAS*, pp. 151-172.

Musso P., 2003, *Critique des réseaux*, Paris, PUF.

Nations Unies, 1992 - Conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement, A/ Conf.151/PC/118, (Action 21), pp.70-76.
Obermeyer N.J., Pinto J. K., 1994, *Managing geographic systems*, New York, *The Guilford Press*.

Office fédéral Suisse, 2002, « Recommandations de la commission de la statistique fédérale Suisse, Statistiques et observatoires », (www.ofs.com).

Ollivier B., 2000, *Observer la communication : Naissance d'une inter-discipline*, Paris CNRS Éditions.

Omrani S., 1982, *Le territoire des Béni-Zid (Sud tunisien).Modes de production et organisation de l'espace en zone aride*, Thèse en Géographie, Université de Montpellier III.

Openshaw S., 1990, « Spatial Analysis and Geographical Information Systems: A Review of Progress and Possibilities» *in :* H.-J. Scholten et *al., Grographicd Informarion Systems for Urban rmd RrgionuI Phnning*, Dordrecht: Kluwa Academic Publishas pp. 153-163.

Orlikowski W.J. 1992, « *The duality of technology : rethinking the concept of technology, in organizations* », *Organization Science*, 3(3), pp.398-425
Orlikowski, W.J. et Yates, J. (1994), « *Genre Repertoire : the structuring of communicative practices in organizations* », 4, *Administrative Science Quarterly*, pp 541-574.

Ottens H. F.L., 1990, « *The application of geographical information systems in : urban and regional planning* » pp. 15-22, *in* : H.-J. Scholten et *al*., J. C.H. Stillwell, dirs., *Geographical information systems for urban and regional planning, Dordrecht, Kluwer Acadimic Publishers*.

Oubrich M, 2004, « L'intelligence économique, une réponse aux problématiques de création des connaissances », *Revue Gestion 2000*, Juillet -Aout 2004, pp.51-73.

Ouessar M., Genin D., Guillaume H., dirs., 2006, *Entre désertification et développement : la Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérères éditions.

Pagnol M., 1974, *Jazz*, Paris, Éd. Le Livre de Paris.

Pailliart I., 2002, Communication, stratégies territoriales et pratiques locales, Globalisme et pluralisme, Montréal, GrisCis.

Peters A. B., 1984, « *Political, social and technical bottlenecks in computerized spatial information systems* », *in* : N Peter., R Piet., *Information systems for integrated regional planning*, Amesterdam, North-Holland, pp. 55-60.

Piron M., 1992, « Analyse statistique d'un système d'échelles », document de travail,4 , Bondy, Réseau Adoc, , Éd. Orstom

– 1993, « Quelques réflexions sur l'exploitation statistique de données d'observatoires socio économiques ». In : Journées Orstom sur les observatoires.

– 1996, « Systèmes d'information et observatoires en sciences sociales : quel impact sur les démarches de recherche ? », 32 (4), *Cahiers des sciences humaines*, pp.3765-784.

1998, « Quelques réflexions sur l'exploitation statistique de données d'observatoires socio-économiques », pp.226-240, *in* : R. Clignet, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom

Pirson R. 1975, « Du nomadisme à la sédentarisation dans le Sud tunisien comme exemple de désagrégation d'un ordre socio-démocratique », 1, *Civilisation*, pp. 124-143.

PNUD, 1991, Rapport final du projet TUN/88/004, Ministère de l'Agriculture de Tunisie (Direction des Sols).

Polanco X., « Plus que d'un système d'information : il s'agit de transformer l'information en connaissance et la connaissance en action. », L'information scientifique et technique et l'outil internet, *Le Micro Bulletin Thématique* n°3, p 15-27, CNRS, Avril 1999.

Pornon H, 1992, *Les SIG : mise en œuvre et applications*, Paris, Éditions Hermès, Serie « Géographie assistée par ordinateur ».

Pornon H., 1997, Géomatique et organisations. Contradictions et intégration des projets d'acteurs, Thèse de doctorat, EPFL/ Lausanne/ Suisse.

Prigogine I, Stengers I., 1979, *La Nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard.

Puel G., 2006, *Des technologies et des territoires, Habilitation à diriger des recherches*, Université de Toulouse II.

R Barbault., A. Cornet A., J. Jouel, G. Megie, I. Sachs, J. Weber, 2002, « Quels enjeux? Quelle contribution des scientifiques? », Sommet Mondial du Développement Durable Johannesburg.

Rapport d'activités de recherche scientifique 2000-2001, « Spatialisation des activités anthropiques et analyses des changements écologiques à Menzel Habib », (Projet CAMELEO).

Rapport INSA/PNUD, 1993, « Suivi des caractéristiques et comportements des ménages et des groupes vulnérables en situation d'ajustement structure 1990-1993 ».

Rapport national sur « l'état de l'environnement », 2002, Tunis, ANPE.

Rapport R.N., 1970, « *Three dilemmas in action research, Humain Relations* », Vol.23, n°4, pp. 499-513.

Rapport sur Sommet de la Terre, 1992, CNUED, Rio de Janeiro.

Rasolofo P., 2005 « Le Réseau des Observatoires Ruraux : Un Système d'information pour le suivi annuel des mutations socio-économiques en milieu rural », Colloque scientifique, FOFIFA / SCAC « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », Antananarivo.

Raymond R., 1954, *La cybernétique et l'origine de l'information*, Paris Flammarion.

Reix R., 2002, « Changement organisationnel et technologies de l'information », *Conférence invitée à l'université Saint Joseph,* Liban.

Reix R., Rowe F., Faire de la recherche en systèmes d'information, Éditions Vuibert, 2002.

Rifkin, J. « *L'âge de l'accès. Du capitalisme à hypercapitalisme* » Ed. La Découverte, 2000.

Robert L, Milleret-Raffort F., 1993, *Les bases de données en géomantique,* Paris, Hermès.

Rokeby D, 2003, « Construire l'expérience : l'interface comme contenu » pp……. *in :* L. Poissant, dir., *Esthétique des Arts Médiatiques-Interfaces et Sensorialité,* Presse de l'université du Québec.

Romdhane A., 1995, *Évolution des systèmes agro-pastoraux et dynamiques locales dans la délégation d'El Hamma-Gabès (Sud-tunisien),* Thèse de doctorat en agronomie, Université de Nanterre Paris X.

Roselt 2000, « *Annual report Year 2000 Vegetation and biodiversity, El Omayed observatory program* », Université d'Alexandrie.

Roselt 2001 « Rapport d'étape pour la deuxième campagne de surveillance écologique (2000-2001) dans l'observatoire Roselt / OSS d'Oued Mird ».

Roselt/OSS CT2, 2005. « Guide Roselt/OSS pour l'évaluation et le suivi des pratiques d'exploitation des ressources naturelles », Collection Roselt/OSS, Contribution technique n°2, Montpellier.

Roselt/OSS-DS3, 2004, Concepts, méthodes et mise en œuvre pour l'évaluation des risques de désertification : Système d'Information sur l'Environnement à l'échelle locale (SIEL) du programme ROSELT/OSS, Montpellier, Coll. ROSELT/OSS.

Roselt/OSS, 2004. Guide de l'utilisateur de l'outil Roselt-SIEL, Montpellier.

Rouchet J., 1999 « Les observatoires économiques et sociaux », 53, Conseil National de l'information statistique (CNIS).

Salgé F., 1989, « Cartographie et images de synthèse : les images de synthèse peuvent-elles constituer un moyen d'expression cartographique ? », *bulletin du Comité français de cartographie*, 122, pp. 48-53.

Sananès B., 2005, La communication efficace, Paris, Dunod

.

Schwarz E., 1997, « Toward a Holistic Cybernetics. From Science Through Epistemology to Being », *Cybernetics and Human Knowing*, 4(1), Alborg.

Sfez L, 2002, *Technique et idéologie : un enjeu de pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil.

Sghaïer M., Picouet M., 1996, *Les relations population-environnement en Tunisie rurale. Résultats de la première phase* 1989-1995, Collectif DYPEN, Médenine, IRA.

Sghaïer M., Picouet M., 2000, *Observatoires des relations populations environnement en milieu rural tunisien : pour une gestion durable des ressources naturelles*, Collectif DYPEN II, Médenine, IRA.

Sghaier. M., 2004, «Observatoires écologiques et socio-économiques de la désertification », Formation à la recherche intégrée pour l'application des technologies et des procédés innovants dans la lutte contre la désertification», F-RIAD, IRA, Médenine.

Shannon C., 1975, « La théorie mathématique de la communication »pp. 63-188, *in* : W. Warren, C. Shannon, *Théorie mathématique de la communication*, Paris, Éditions Retz.

Sheppard E., 1993, Automated Geography : What kind of geography for what kind of society?, The professional geographer, 4(4), pp;457-460.

Short, J., Williams, E. et Christie, B., 1976, *The Social Psychology of Telecommunications*, Londres, John Wiley.

Simmel G. 1996, *« Secret et sociétés secrètes »* Paris, Circé.

Simon H.A., 1951, *Administrative Behaviour : a Study of Decision-Making Processes inAdministrative Organization*, New-York, Macmillan. [Trad. française : *Administration et processus de décision*, 1983, Paris, Economica].

Stiglitz Joseph E., *Knowledge as a global public good, in PNUD*, 1999 « Les biens publics à l'échelle mondiale, La coopération internationale au XXIème siècle », pp. 308-325.
Sutter E., 1992, *Services d'information et qualité : comment satisfaire les utilisateurs ?*, Paris Éd. ADBS.

Tbib A. 1998, Conséquences de l'utilisation des ressources naturelles sur l'équilibre écologique en milieu aride tunisien. « Cas de Menzel Habib », Mémoire de DEA en Écologie Générale, Faculté des Science à Sfax.

Tbib A., Haddad M., 2008, « Dispositifs d'observatoires territoriaux et valorisation des interactions aux milieux ruraux », in Chaouikha Larbi, Gdoura Wahid, Meyer Vincent (dirs.), *Interagir et transmettre, informer et communiquer : quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis, Éditions SFSIC-ISD-IPSI.

Terrou F., 1992, *L'information*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je ? ».
Thépaut Y., 2002, *Pouvoir, Information, Economie*, Economica, Paris.

Theys J., 2003 « La gouvernance entre innovation et impuissance. Le cas de l'environnement », Développement Durable et Territoires dossier n°2 Gouvernance locale et développement durable, novembre, (http://www.revue-ddt.org).

Thilliez F., 2006, *La chambre des morts*, Pocket n° 12985

Trépos J.-Y, 2002, « L'expertise comme équipement politique de la société civile », *Questions de communication*, 2, pp.7-18.

Tyre M., Orlikowski W.J. (1994), «Windows of opportunity: temporel patterns of technological adaptation in organizations », *Organization Science*, 5(1), pp.98-118.

Uhlig R.-P., Farber D.-J, Bair J.-H, 1979, *The Office of the Future*, Elsevier Science Publishing Co Inc.,U.S.

Vacher B., L'agencement de recherche en communication organisationnelle :une façon méthodique de mener une recherche-action, *in* : A Bouzon, V Meyer, dirs., *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Vaillies S., Belin O., « Comment penser communicationnellement les technologies de l'information et de la communication ? Une approche SIC de la gestion de projets technologiques », n°s 13-14-15, *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, pp. 37-49.

Van Cuyck A., 2008, « La recherche-action, instance communicationnelle et sociale du processus d'élaboration de la connaissance en action », *in* : A Bouzon, V Meyer, dirs, *La communication des organisations : entre recherche et action*, Paris, L'Harmattan.

Vedel T., 2002, « Mondialisation, égalité, équité Mondialisation, inégalités et technologies de l'information et de la communication », *in : Mondialisation et inégalités cahiers français, 305, pp. 55- 60.*

Vigneron, Francisco J., 1996, *La communication environnementale*, Paris : Economica.
Voisin C., Mahmoud-Jouini S., Edwared S., *Dimensions stratégiques et organisationnelle*s, Paris, Economica.

Warren, C. Shannon, *Théorie mathématique de la communication*, Paris, Éditions Retz.

Watzlawick P., 1978, *La réalité de la réalité*, Paris, Éd du Seuil, Coll. « Points ».

Watzlawick P., 1984, Faites vous-mêmes votre malheur, Paris, Seuil.

Wauty C., 1999, *Le secteur agricole à Madagascar : pauvreté, analyse dynamique et statique*, mémoire, Faculté universitaire des sciences économiques de Gembloux.

Weaver C., Jessop J., 1985, *« Rationality in the public interest : notes toward a new synthesis* », pp.145-165, *in*: M.-J. Breheny, A.-J. Hopper, *« Rationnality in planning: Critical essays on the role of rationality in urban and regional planning* », London, Pion.

Weaver W., 1975, « Contributions récentes à la Théorie mathématique de la communication » in : Warren W., Shannon C., *Théorie mathématique de la communication*, Paris, Éditions Retz, pp.29-62.

Weber C., 1991, « Les systèmes d'information géographique : une mode ou un nouveau concept pour l'aménagement de l'espace? », *SIG*AS, 1(1), pp11-21.

Weiner N., 1948, *Cybernetics: order, control and communication in the animal and the machine*, Cambridge, MA, The MIT Press.

Weizman E., 2006, «Rôles et identités dans les interactions conflictuelles », *Questions de communications*, 6, pp.7-13.

Wellar B., 1995, « *Evaluationg information systems performance using informational activity criteria», in: URISA, proceeding-papers from the annual conference of the urban and regional information systems association (URISA)*, San Antonio, Texas, Juillet 16-20, pp 97-111.

Winkin Y, 2001, *Anthropologie de la communication. De la théorie au terrain*, Paris, Éd. du Seuil.

- 2001, La nouvelle communication, Paris, Ed Seuil.
- 2005, « Le baccalauréat STG : Une voie vers la poursuite d'études », Séminaire national de Paris « Approche systémique et constructiviste de la communication ».
- 2005, La nouvelle communication, Paris, Éd Seuil.

Winner L., 1977, « Autonomous *technology : Tecnhics out of control as a theme in political thought* », Cambridge, MA, *The MIT Press*.

Wolton D, 1999. *Internet et après* ? Une théorie critique des nouveaux médias, Flammarion.

Y. Thépaut, 2002, Pouvoir, Information, Economie, Paris, Economica.

Yin, R.K. (1994), « *Case Study Research, Design and Methods* », 2nd edition, *Thousand Oaks, CA, SAGE Publications*
.
Zaied Abdesmad, 1992, *Le monde des Ksours du Sud-Est Tunisien,, éd.* Fondation Nationale « Beït Al-Hikma Carthage ».

Zanardi Myriam *1998* Politique de la ville et contractualisation Les enjeux d'une communication publique localisée (http://w3.u-grenoble3.fr/).

TABLEAUX / FIGURES/ SIGLES ET ACRONYMES/AUTEURS

« Être intelligent, c'est savoir utiliser son intelligence au bon moment »
Franck Thilliez (2006 : 196)

Liste des figures

- Figure n°1: Observation, évaluation et *reporting* sur l'environnement et le développement durable
- Figure n° 2 : Positionnement des observatoires dans le champ de la connaissance pour le développement durable
- Figure n° 3 : Statut de l'observatoire
- Figure n°4: Cycle de la communication
- Figure n°5 : Dispositif d'intégration de l'observation locale environnementale dans le dispositif national de SE (DNSE) en Tunisie
- Figure n° 6 : Classification de l'information
- Figure n° 7 : Processus d'information
- Figure n° 8 : Les principes méthodologiques et théoriques à l'instrumentation des observatoires
- Figure n° 9 : Modèle de construction des indicateurs synthétiques et d'interface du tableau de bord de suivi-évaluation de la désertification
- Figure n° 10 : Un modèle systémique de territoire
- Figure n° 11: Le Processus d'Intelligence Territoriale « PIT »
- Figure n° 12 : Processus de la veille Selon la norme AFNOR XP X 50-053
- Figure n° 13 : leviers interactionnistes des acteurs territoriaux
- Figure n° 14 : Les principales synergies (IRG)
- pour un développement territorial rural
- Figure n° 15 : Positionnement des OSE
- Figure n° 16 : Fondement triptyque de la gouvernance territoriale
- Figure n° 17 : Positionnement de la recherche –action
- Figure n° 18 : L'action de pilotage
- Figure n° 19 : Position de l'OMH
- Figure n° 20 : Le processus de suivi-évaluation du local à l'international
- Figure n° 21 : Observatoires intégrés de l'IRA
- Figure n°22 : La région de l'observatoire de Menzel Habib et ses unités administratives
- Figure n° 23 : Cadre stratégique d'action et de LCD
- Figure n° 24 : Le système population - ressources naturelles
- Figure n° 25 : Problème de concertation entre population et chercheurs
- Figure n° 26 : Spécialités des observateurs
- Figure n ° 27 : Participation des observatoires dans la prise de décisions
- Figure n° 28 : Évaluation des travaux d'observatoires par les chercheurs
- Figure n° 29 : Principaux utilisateurs des produits d'observatoires
- Figure n° 30 : Disposition de l'information sur les projets antérieurs
- Figure n° 31 : Usage des TIC
- Figure n° 32 : Moyens de communications des observateurs
- Figure n°33 : quelques spécificités et enjeux territoriaux d'observatoires en zones arides
- Figure n° 34 : Déclinaison temporelle des objectifs
- Figure n° 35 : Harmonisation de la recherche avec les besoins des acteurs locaux
- Figure n° 36 : La nature de contraintes des observatoires
- Figure n° 37 : Évaluation du niveau de résolution des menaces suite à des projets
- Figure n° 38 : L'état territorial et la coopération
- Figure n° 39 : Problèmes d'accessibilité

– Figure n° 40 : Positionnement des objectifs dans un PITA
– Figure n° 41: Image d'écran du Projet de site web PITA
– Figure n° 42 : Âge des observateurs/chercheurs
– Figure n° 43 : Niveau de concertation et de communication entre les structures
– Figure n° 44 : les causes d'échec de la communication et du manque de la coopération
– Figure n° 45 : Schéma fonctionnel du programme
– Figure n° 46 : La célébration du 30ème anniversaire de la fondation de l'IRA
– Figure n° 47 : Exemples d'activités d'information et de documentation de CIDRA
– Figure 48 : Accès à l'application MDweb à l'IRA
– Figure n°50: Architecture d'installation de l'application MDweb à l'IRA
– Figure n° 51: Description fonctionnelle de l'observatoire
– Figure n° 52 : Acquis en matière de l'observation de la désertification à l'échelle locale
– Figure n° 53 : illustrations de Catalogage des données sur l'observatoire de Menzel Habib
– Figure n° 54 : Liaison entre observation et analyse

Liste des tableaux

– Tableau n° 1 : Résultats des recensements des ménages à Menzel Habib
– Tableau n° 2 : Données relatives aux observatoires
– Tableau n° 3 : Évaluation du niveau de résolution des problèmes liés à la Désertification
– Tableau n° 4: Caractéristiques et interprétations discursives
– Tableau n° 5: Les points de vue des répondants sur les observatoires en fonction des enjeux
– Tableau n° 6 : Caractéristiques et interprétations discursives
– Tableau n° 7 : Les points de vue des répondants sur les observatoires en fonction des enjeux
– Tableau n° 8 : caractérisation des observatoires

Liste des sigles et acronymes

AEDES :	Agence européenne pour le développement et la santé
AFD :	Agence Française de Développement
AFNOR :	Association française de normalisation
Amira :	Groupe d'amélioration des méthodes d'investigation en milieu
AT:	Aménagement du Territoire
CAMELEO :	*Changes in arid mediterranean ecosystems on the long term and earth observation*
CATU :	Code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme
CILSS :	Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le sahel africain
CLCD :	Convention de lutte contre la désertification
CLD :	Convention de lutte contre la désertification

CMED :	Commission mondiale pour l'environnement et le développement
CNDD :	Conseil national de développement durable
CNS :	Centre national de statistique (Tunisie)
CNT :	Centre national de télédétection
CRDA :	Commissariat régional de développement Agricole
CREM :	Centre de recherche sur les médiations
DD :	Développement durable
DDC :	Direction du développement et de la coopération du département
DS :	Document scientifique
DYPEN :	Dynamiques des populations et environnement en Tunisie rurale
FFEM :	Fonds Français pour l'Environnement Mondial) et des ministères français
Going :	*Groupe d'investigations des nouvelles gouvernances), poursuivis*
GTOS:	*Global Terrestrial Observing System*
HB :	Heddej Bouhedma
IE :	Intelligence économique
IET :	Intelligence économique territoriale
INSAE :	Institut national de la statistique et de l'analyse économique
IPSI/	Institut de presse et des sciences de l'information
IRA :	Institut de régions arides
IRAM :	Institut de recherch cation des Méthodes de
IRD :	Institut de recherche pour le développement
IRG :	Intelligence, Recherche et Gouvernance
ISD :	Institut supérieur de documentation
IT :	Intelligence territoriale
LCD :	Lutte contre la désertification,
LESOR :	Laboratoire d'économie et des sociétés rurales
LOTH :	Langages, Objets, Territoires et Hospitalités
MH :	Menzel Habib
NEPAD :	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NTIC :	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
ODS :	Office de développement du sud
OFS :	Office fédéral de la statistique (Suisse)
OMED :	Observatoire méditerranéen de l'environnement et du développement
OMH :	Observatoire de Menzel Habib
ONG :	Organisation non-gouvernementale
OPC :	Observatoire des politiques culturelles (Grenoble)
OSE :	Observatoires socio-économiques et environnementaux
OSS :	Observatoire du Sahara et du Sahel
OZA :	Observatoires des zones arides (IRA)
PITA :	Processus d'intelligence territoriale adapté
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
RNDE :	Réseau national des données sur l'eau
ROSELT :	Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme rural africain
SE :	Surveillance environnementale
SFSIC :	Société française des sciences de l'information et de la communication
SGD :	Système de gestion de données

SI :	Système d'information
SIC :	Sciences de l'information et de la communication
SIG :	Système d'information géographique
SIO :	Système d'information organisationnel
SISEI :	Systèmes de circulation de l'information et de suivi de l'environnement sur l'Internet
SIT :	Système d'information territoriale
VS :	Veille stratégique

Auteurs

- Arlette Bouzon : Professeur des universités en Sciences de l'information et de la communication, équipe MICS-LERASS à l'Université Paul Sabatier-Toulouse III.

- Isabelle Pailliart : Professeur des universités en sciences de la communication à l'Université Stendhal Grenoble 3, Chercheuse au Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec).

- Alex Mucchielli : Professeur à l'université Paul Valéry-Montpellier III, responsable du Centre d'Étude et de Recherche en information et en Communication (CERIC), l'un des continuateurs et développeurs, au niveau européen, de l'œuvre de l'école de Palo Alto.

- Ali Abaab : Maître de conférences Agro-économiste, expert GTZ, chercheur en économie agricole au Secrétariat d'État à la Recherche Scientifique et à la Technologie, consultant de plusieurs organismes et réseaux.

- Aline Cattan : Écologue au Ministère de l'écologie et du développement durable (France), chef du bureau des protections contractuelles - Direction de la nature et des paysages.

- Amor Tbib : Attaché de recherche agricole, au laboratoire LESOR et responsable de la composante socioéconomique des observatoires Haddej Bou Hedma et Menzel Habib au sein de l'équipe de recherche (IRA/ROSELT/OSS).

- Anne Carbonnel : Maître de conférences en sciences de gestion à l'université Paul Verlaine-Metz. Chercheure au GREFIGE-CEREMO.

- Antony Giddens : Sociologue britannique et professeur de sociologie à l'université de Cambridge. Il est connu pour sa théorie sur la structuration. Il a défendu une révision des social-démocraties qu'il conceptualisa sous le terme de troisième voie (*The Third Way*).

- Baduel Pierre-Robert : Professeur de géographie, directeur de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain et directeur de recherche au CNRS.

- Claude Baltez : Philosophe et professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris VIII. Il a abordé de façon polémique les notions d'information, de culture informationnelle et de cyberculture.

- Barts Nicolas : Chercheur et administrateur du système d'information à l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III.

- Bernard Miège : Professeur émérite de sciences de l'information et de la communication à l'université Stendhal-Grenoble 3. Ses intérêts en recherche :

l'industrialisation de la culture et de l'information, l'insertion des TIC dans la société, l'épistémologie des sciences de l'information et de la communication, etc.

- Jean-Louis Birrien : Professeur à l'université de Brest, ingénieur de Recherche en écologie microbienne.

- Christophe Bouni : Chercheur spécialiste en zones humides. Il a analysé des expériences françaises de mise en place d'observatoires environnementaux ou sociaux avec Christophe Bouni, Aline Cattan Isabelle Dubien.

- Brian Harley : Professeur en géographie à l'université de Birmingham, spécialiste dans l'histoire de la cartographie.

- Brigitte Guyot : Maître de conférences habilitée à diriger des recherches, à l'Institut national des sciences et techniques de l'information (INTD), Conservatoire des Arts et métiers, Paris (CNAM) et chercheur à l'ENSSIB (Ecole Nationale Supérieure en Sciences de l'Information et des Bibliothèques), Villeurbanne.

- Chahbani Bellachheb : Expert-consultant chercheur à l'Institut des Régions Arides de Médenine. Spécialisé en géophysique, il se propose d'industrialiser et de commercialiser sa propre invention avec la perspective d'optimiser la gestion des ressources en eau.

- Chaieb Mohamed : Professeur à la faculté des Sciences de Sfax Sciences de la vie. Expert en dynamique des Ecosystèmes Terrestres (Laboratoire de biologie végétale).

- Chaize- Auclair : Chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement.

- Christian Brodhag : Professeur en physique, Chevalier de la légion d'honneur, ingénieur civil des mines (Saint-Étienne), directeur de recherche à l'école nationale supérieure des mines de Saint-Étienne. Il occupe plusieurs fonctions politiques et publiques. Président de l'Institut français de la performance énergétique du bâtiment (IFPEB).

- Christian Floret : Directeur de recherche au CNRS, spécialiste des écosystèmes naturels et des agro-systèmes des zones arides et tropicales.

- Claude Baltz est professeur en Sciences de l'information et de la communication, Paris VIII.

- Cyril Masselot : Enseignant-Chercheur à l'Université de Franche-Comté, intéressé par le rôle de la communication dans la gouvernance, l'intelligence territoriale, information et communication, sémiologie, SémioNet, interaction homme-machine, didactique, médiation sociale, etc.

- Daniel Bougnoux : Philosophe, professeur émérite à l'Université Stendhal de Grenoble. Auteur de plusieurs ouvrages. Rédacteur en chef, auprès de Régis

Debray, des Cahiers de médiologie (Gallimard) puis de la revue Médium (éditions Babylone), il dirige la publication des Œuvres romanesques complètes d'Aragon dans la « Bibliothèque de la Pléiade ».

- Daniel Durand : Consultant indépendant en management, stratégie industrielle et formateur en approche systémique.

- David Coleman : Professeur et doyen de la faculté de génie Université du Nouveau-Brunswick Département de géodésie et de géomatique qui réunit des chercheurs de renommée internationale.

- David Douyère : Maître de Conférences en sciences de l'information et Communication, Labsic, Paris13, MSH Paris Nord. (Laboratoire des sciences de l'information et de la communication).

- David Rokeby : Artiste canadien dont la pratique repose sur des installations interactives avec son et vidéo. Ses œuvres sollicitent le corps humain ou comportent des systèmes de perception artificielle. Il vient au premier rang de la génération d'artistes canadiens qui façonnent l'avenir des nouveaux arts médiatiques.

- Denis Benoit : Professeur en Membre du Centre D'Etude et de Recherche en Information & Communication Université Montpellier III Denis BENOIT - Université de Montpellier 3, CÉRIC - Sciences de l'Information et de la Communication

- Denis Huisman : Professeur de philosophie, fondateur d'un groupe d'établissements d'enseignement supérieur ayant pour thématique commune la communication qui fédèrent l' école française des attachés de presse (EFAP), l'ICART (Arts), une école de management (EMP) et des instituts de photographie (Ecole de Photographie de Paris), de cinéma et de télévision (EFAP Image), de presse (EFJ). Il a aussi écrit des manuels de philosophie qui ont fait sa célébrité.

- Erhard Friedberg : Professeur en sociologie. Il a écrit avec Michel Crozier "L'acteur et le système" (1977), mettant de l'avant l'analyse systémique et l'analyse stratégique. Il a aussi écrit "L'analyse sociologique des organisations", traitant de la sociologie des organisations ainsi que "Le pouvoir et la règle" (1993), traitant de la sociologie de l'action organisée. Il est l'animateur et le directeur scientifique du projet audiovisuel et multimédia « Les Archives vivantes de la théorie des organisations ».

- Eric Delaitre : Chargé de recherche à l'IRD sur l'évaluation et la surveillance de la désertification

- Fabienne Cusin-Berche : Maître de conférences à l'université Paris III-Sorbonne nouvelle et chercheur au Centre de recherche sur les discours ordinaires et spécialisés (équipe d'accueil Systèmes Linguistiques, Énonciation et Discursivité) ; Elle a mis les mots au cœur de ses travaux, à la croisée de la lexicologie, de la sémantique et de la pragmatique.

- Francis Joseph Aguilar est professeur émérite à l'université de Harvard. Il est considéré comme le premier auteur a abordé le sujet de la veille stratégique. Il a publié en 1967 un ouvrage intitulé *Scanning the Business Environnement*. IL est le premier auteur dans le courant de la stratégie d'entreprise à consacrer un ouvrage entier à la problématique de l'origine des sources d'information est sans doute la base moderne de la veille

- Frédéric Sandron : Chargé de Recherche à l'IRD. Co-responsable du programme 4D. En affectation à Madagascar. Thème de Recherche : Migrations, économie, environnement.

- Georges Courade : Directeur de recherches à l'Institut de recherche pour le développement. Il travaille sur l'Afrique sub-saharienne.

- Gino Gramaccia est professeur des universités en Sciences de l'information et de la communication, président de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication.

- Hélène Hatzfeld : Maître de conférences et politologue française à l'Institut d'études politiques et formatrice à l'Ecole supérieure du travail social et enseigne les sciences humaines et sociales à l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon.

- Hervé Rostaing : Maître de conférences à l'Université Aix-Marseille (U3) Membre du projet structurant qui met en avant l'intégration de l'information dans la communication et l'importance du relationnel dans l'analyse des Technologies de l'Information et de la Communication.

- Houcine Khatelli : Directeur Général de l'Institut des Régions Arides de Médenine depuis l 1996. Professeur des universités dans le domaine de l'agriculture, l'érosion éolienne et la lutte contre la désertification. Chargé du Technopole de Médenine à partir de 17 Juillet 2006. Président de la Commission Nationale de la Programmation de la Recherche en Aridologie depuis Mars 1998.

- Igor Ansoff : Professeur d'administration industrielle à l'Université de Californie-Berkeley. Il a été le doyen fondateur du Graduate School of Management de l'Université. Il a été préoccupé par la planification stratégique et l'allocation financière des ressources de l'entreprise.

- Ilya Prigogine : Physicien et chimiste (Prix Nobel de chimie en 1977), il a revitalisé la science, grâce à des théories fécondes pour l'étude des problèmes aussi variés que le trafic automobile, sociétés d'insectes, croissance des cellules cancéreuses. Il est l'auteur de recherches sur les structures dissipatives.

- Isabelle Droy est géographe au Centre d'Economie du Développement (CED) de l'Université Montesquieu Bordeaux IV. Elle est chargée de recherche à l'IRD (IRD-UMR C3ED), autour des politiques de sécurité alimentaire.

- Coppock J.T. : Professeur en géographe et directeur de département de la géographie à l'université d'Edinburgh.

- Jackie Spiegelstein : Assistante sociale, conseillère technique et responsable du réseau des assistants sociaux de La Poste. Elle intervient dans des formations sur le service social d'entreprise et sur l'observation sociale.

- Jacky Kister : Directeur de recherche au CNRS. Il utilise depuis de nombreuses années l'analyse des informations comme moyen d'orienter ses recherches vers des objectifs stratégiques pour le monde industriel et pour faire progresser le domaine. Cette approche originale l'a conduit à travailler avec de nombreux contrats industriels tant au plan national qu'européen. Il est aussi spécialiste en systèmes complexes.

- Jacob Bronowski (1908-1974) : mathématicien britannico-américain d'origine polonaise, philosophe des sciences et poète, auteur de « *Science and Human Values* » en 1956, compagnon de travail du mathématicien John von Neumann, fondateur de la théorie des ensembles et auteur de la théorie des jeux.

- Jacques Charmes : Professeur en économie, directeur du département « Sociétés et Santé » à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, Paris). Ses recherches portent sur le secteur informel, l'emploi et les revenus du travail, le genre, à travers une démarche scientifique qui allie la conceptualisation et la collecte statistiques à l'analyse et à la conceptualisation théoriques dans le domaine du travail et de l'emploi.

- Jacques Girin : Professeur et directeur de recherche au CNRS. Il a été directeur du Centre de recherche en gestion de l'École polytechnique de 1994 à 2003. Il pratique avec son équipe de recherche ce qu'il appelle la « recherche interactive » qui se base sur les connaissances élaborées fondées sur un travail de terrain.

- Jacques Walter : Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université Paul Verlaine-Metz. Directeur-adjoint du Centre de recherche sur les médiations (EA 3476), ses domaines de recherche sont les pratiques d'information et de communication d'agents individuels ou collectifs dans différents champs professionnels et leur manifestation dans les discours publics (écrit, oral ou audiovisuel). Ill étudie le caractère d'action et d'utilité publique de certaines formes de communication (prévention, dénonciation, médiation, transmission intergénérationnelle, politiques publiques mémorielles, perspectives interculturelle et transfrontalière).

- Jean Rouchet est chercheur à INSEE et secrétaire général de l'Observatoire de l'Energie.

- Jean-Jacques Girardot : Maître de conférences en Sciences Économiques à l'Université de Franche-Comté. Il est le responsable de la plate-forme technologique mutualisée de la Maison des Sciences de l'Homme Claude Nicolas Ledoux, du CNRS et de l'UFC. Il est aussi responsable du pole « Intelligence Territoriale » du laboratoire ThéMA « Théoriser et Modéliser pour Aménager ».

- Jean-Louis Le Moigne : Professeur émérite de l'université d'Aix-Marseille, est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages sur les sciences des systèmes et de la complexité. Il est ingénieur et président de l'Association du programme européen modélisation de la complexité (MCX) et vice-président de l'Association pour la Pensée Complexe.

- Jean-Luc Dubois, Directeur de Recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), affecté au Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement (C3ED) de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ).

- Jeanne Favret-Saada : Ethnologue, agrégée de philosophie. Après une agrégation de philosophie obtenue à Paris, elle enseigne à l'université d'Alger de de 1959 à 1963. En 2007, elle publie *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins*. Ce livre est le fruit d'une enquête sur l'affaire dite des "Caricatures de Mahomet du journal Jyllands-Posten", que l'ethnologue a menée, entre autres, dans son lieu d'origine, le Danemark, où elle a rencontré plusieurs protagonistes du conflit.

- Jean-Paul Minvielle : Professeur des universités (économiste) à l'IRD. Il travaille en Afrique de l'ouest, et particulièrement au Sénégal, depuis 1975. Il a effectué de nombreuses missions d'expert pour des organisations internationales européennes et des Nations unies.

- Jean-Philippe Chassany : Météorologue de profession, membre de Organisation Pour l'Utilisation de la Rosée (OPUR) auteur de plusieurs ouvrages dont le Dictionnaire de Météorologie populaire en 1970 et Les couleurs du vent : la météo d'hier et d'aujourd'hui en 1986.

- Jean-Pierre Lachaud : Professeur, Directeur du Centre d'Économie du Développement (CED) de l'Université de Montesquieu Bordeaux IV.

- Jean-Marc Montaud : Maître de conférences, Centre d'Économie du Développement (CED) de l'Université de Montesquieu Bordeaux IV et Université de Pau et des Pays de l'Adour.

- André Pouille : Professeur, Président de la Chaire Unesco de l'Université de Bordeaux IV sur les Droits de l'Homme, la culture de la paix et le développement durable.

- John Brian Harley (1932- 1991) : Professeur en histoire et geographi à l'université de Liverpool (1958-69) et à l'université de Wisconsin-Milwaukee (1986-91).

- John F. Forester : Théoricien de planification à l'université de California. Ii est l'auteur de *Critical Theory and Public Life (1987), Planning in the Face of Power (1989) and The Deliberative Practitioner (1999).*

- Joseph Eugene Stiglitz : économiste américain (Prix Nobel d'économie en 2001 pour un travail commun avec George Akerlof et Michael Spence). Il est un des fondateurs et un des représentants les plus connus du « nouveau keynésianisme ».

- Jürgen Habermas : Philosophe et sociologue allemand, qui s'est fait connaître surtout par ses travaux en philosophie sociale. Il incarne la deuxième génération de penseurs héritiers de l'école de Francfort et du concept de « *théorie critique* ». Outre Francfort, il a enseigné à Marbourg, à Heidelberg et aux États-Unis et a dirigé l'Institut Max-Plank de sciences sociales de 1971 à 1982.

- Laurent Auclair : Géographe, (chargé de recherche à l'IRD Marseille). Il a travaille sur les pratiques, les représentations et l'accès aux ressources forestières et pastorales.

- Marie Michèle Venturini est enseignant-chercheur, université de Corse-Pascal Paoli Corsica, Sciences de l'Information et de la Communication.

- Martin Clarke : Professeur de géographie, ancien directeur de GMAP Ltd, spécialiste de planification et de bâtiments.

- Michael Buckland : Professeur émérite à l'école d'information de l'université de Berkeley aux Etats-Unis, est l'un de plus grands spécialistes de la documentation Bibliothécaire en Angleterre et aux États-Unis, il fut de 1976-1984 le doyen de l'école des bibliothèques et des sciences de l'information. Il a été président de la société américaine pour la science de l'information et de la technologie en 1998.

- Michel Chesnais : Professeur de géographie Université de Caen, UPRESA. Il a travaillé sur la Modélisation des réseaux de transport Analyse Régionale Des échanges Ferroviaires Parcours Dans L'agglomération.

- Michel Crozier : est l'un des plus grands sociologues français. Grand penseur de l'organisation, il a développé la théorie de l'analyse stratégique et s'est particulièrement intéressé au rôle de l'acteur et du système dans lequel il agit. Pour le sociologue, la compréhension d'une organisation passe nécessairement par l'écoute de ses membres, base indispensable au changement. La connaissance sociologique doit être utile.

- Michel Picouet : Démographe, ancien directeur de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Il a participé aux plusieurs activités de recherche à l'IRA (DYPEN).

- Sghaïer Mongi : Professeur des universités à l'Institut des régions arides (IRA), coordinateur scientifique ROSELT/OSS de l'observatoire de Menzel Habib sur le suivi évaluation de la désertification, Membre du groupe thématique de travail du Programme d'Action Régional (PAR) sur l'agriculture pluviale coordonné par l'IAM de Saragosse et l'IAVH II est consultant auprès de plusieurs organismes régionaux et internationaux : OSS, ICARDA, ACSAD, Banque Mondiale, etc.

- Mohamed-Ali Ben Abed : Informaticien biométricien, il est le directeur du centre d'information et de communication de l'IRA et coordinateur au sein du LESOR de l'axe sur les systèmes d'information et base des données.

- Myriam Zanardi : Chercheur au Gresec à l'université de Grenoble 3. La communication publique territoriale constitue le champ des préoccupations.

- Patricia Champy-Remoussenard : maître de conférences en sciences de l'éducation, Équipe de recherche sur les acteurs de l'éducation et de la formation (ÉRAEF) à l'université de Nancy 2.

- Philippe Breton : Anthropologue et sociologue français, chercheur au CNRS (Laboratoire Cultures et sociétés en Europe, UMR 7043 du CNRS à Strasbourg) et enseignant à l'Université de Paris I. Il centre ses études sur l'anthropologie de la parole et des techniques de communication.

- Philippe Dumas : Professeur des universités en Sciences de l'information et de la communication, Directeur du laboratoire I3M. Il est porteur des cultures scientifiques et littéraire, promoteur en France de plusieurs formations multi-compétences.

- Philippe Herbaux : Chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication a élaboré dès 2001, le volet expérimental d'intelligence économique et territoriale en région Nord. Membre permanent du laboratoire I3M Nice-Toulon (Information, Milieux, Médias, Médiations), il participe notamment aux travaux du programme Mainate (management de l'information appliquée aux territoires).

- Pierre Bourdieu : Sociologue néo-marxiste et professeur au Collège de France (1930 – 2002). Il est devenu, à la fin de sa vie, par son engagement public, l'un des acteurs principaux de la vie intellectuelle française. Sa pensée a exercé une importante influence dans les sciences humaines et sociales, en particulier sur la sociologie française d'après-guerre. Sociologie du dévoilement, elle a fait l'objet de nombreuses critiques, qui lui reprochent en particulier une vision déterministe du social.

- Pierre Gagnon : Professeur retraité au Département des sciences géomatiques, qui a reçu le titre de professeur émérite de l'Université Laval le 2 mai 2007. Il est l'un des principaux promoteurs de la géomatique telle qu'on la connaît aujourd'hui.

- Pierre Robert Baduel : Directeur de recherche au CNRS en sociologie politique. Directeur du Centre d'études et de recherches sur l'urbanisation du Monde arabe (URBAMA) à Tours de 1998 à 2003, il est actuellement directeur de l'Institut de recherches sur le Maghreb contemporain à Tunis. Ses travaux ont porté successivement sur le développement oasien et pastoral du Sud-Tunisien, sur une approche comparée de la construction de l'Etat national et territorial et, plus récemment, sur les évolutions de la gouvernabilité à partir de la focale urbaine.

- Rémi Clignet : Professeur de sociologie émérite de l'université du Maryland, ancien directeur de recherches en accueil à l'IRD (ex-ORSTOM), a publié

(notamment chez Karthala) de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur la vie familiale, économique et éducative africaine.

- Richard Brown : Professeur de sociologie à l'université de Maryland. Il est le couronnement de ses livres antérieurs sur la philosophie des sciences sociales et sur la rhétorique. Il possède le privilège de pouvoir intéresser le philosophe, le sociologue, le politique et l'homme d'action.

- Robert Escarpit (1918-2000) : a été professeur à la faculté des lettres et sciences humaines de Bordeaux et chroniqueur au journal Le Monde. Après la guerre, il a dirigé l'Institut français d'Amérique latine à Mexico. Il s'est intéressé de façon pionnière à des sujets de sciences humaines et sociales.

- Roger Pontanier : Pédologue, directeur de recherche à l'IRD. Il a effectué la majorité de sa carrière en expatriation en Tunisie, au Cameroun et au Sénégal. Il rentre en France en 1979 pour rédiger une thèse sur « L'aridité en Tunisie pré saharienne » dans laquelle il synthétise avec brio les résultats obtenus durant ces 12 années en Tunisie.

- Serge Proulx : Sociologue et spécialiste des médias, de la communication et des usages des technologies, professeur à l'École des médias de l'UQAM où il enseigne les théories de la communication.

- Stéphane Goria : Maître de conférences en sciences de l'information et de la Communication à l'Université Nancy 2. Il enseigne à l'Institut Universitaire de Technologie Nancy Charlemagne.

- Sy Alder : Professeur à l'université de California (Berkely), Historien et urbaniste (enseigne la théorie de planification et l'histoire).

- Vincent Meyer est sociologue, Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université Paul Verlaine-Metz. Directeur-adjoint du Centre de recherche sur les médiations (EA 3476), ses domaines de recherche sont les pratiques d'information et de communication d'agents individuels ou collectifs dans différents champs professionnels et leur manifestation dans les discours publics (écrit, oral ou audiovisuel). Ce faisant, il étudie le caractère d'action et d'utilité publique de certaines formes de communication (prévention, dénonciation, médiation, transmission intergénérationnelle, politiques publiques mémorielles, perspectives interculturelle et transfrontalière).

- Wahid Gdoura est professeur à l'Institut supérieur de documentation à l'université de la Manouba à Tunis.

- Yann Bertacchini est maître de conférences des universités, habilité à diriger des recherches, université du Sud (Toulon-Var). Thème de Recherche : Intelligence Territoriale ; Réseaux & Pratiques collaboratives ; Constructions des savoirs.

– Yves-François Le Coadic est professeur de Science de l'information au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM-ICST) et responsable d'une formation doctorale (DEA et équipe de recherche) dans la même discipline. Il est auteur de nombreux articles et ouvrages (consacrés à la Science de l'information, aux Usages et usagers de l'information, au Besoin d'information) et membre du Comité de rédaction du Dictionnaire encyclopédique de l'information et de la documentation.

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ

ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés

Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INTELLIGENCE TERRITORIALE ET OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :

UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE ADAPTÉ (PITA) À L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB AU SUD DE LA TUNISIE

ANNEXES

Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue
par

MOHAMED HADDAD

sous la direction du Professeur Vincent Meyer
codirection du Professeur Mongi Sghaïer

Décembre 2008

ANNEXE 1 : LETTRE DE PRÉSENTATION ET QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

- Enquête sur les OSE en zones arides
- caractéristiques extraites de l'enquête

ANNEXE 2 : PROGRAMME LOTH : SYNTHÈSES ET COMPTES RENDUS DE SÉMINAIRES

- Le programme Langages, objets, territoires, hospitalités (LOTH)
- Séminaire de recherche/Atelier « LOTH »
- Dates et activités LOTH

ANNEXE 3 : PRÉSENTATION DE L'IRA

- Création et fonctions
- Les laboratoires de recherche
- Formation
- Valorisation des acquis
- Information et documentation

ANNEXE 4 : ILLUSTRATIONS OBSERVATOIRES DE ZONES ARIDES (OZAD).

- Exemple d'applications informatisées
- L'articulation des outils d'analyses de l'IRA

Annexe 1 : Lettre de présentation et questionnaire d'enquête

– Enquête sur les Observatoires socioéconomiques et environnementaux en zones arides

Bonjour,

Mon nom est Haddad Mohamed et je prépare un doctorat en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Verlaine de Metz (France) en coopération avec l'Institut des Régions Arides de Médenine (Tunisie) dans le cadre d'un programme de recherche intitulé : Langages, Objets, Territoires et Hospitalités « LOTH ».

Mon étude porte sur l'utilisation des observatoires socio-économiques et environnementaux dans une perspective d'information et de communication pour la valorisation des interactions et le développement intelligent d'un territoire. L'objectif est d'étudier les rôles des observatoires non seulement dans la transmission et la validation de l'information mais aussi dans la transformation des pratiques territoriales suite à des contraintes et à des opportunités socioéconomiques et environnementales.

Par la présente, je sollicite votre participation à ce questionnaire. Je tiens à souligner que tous les renseignements rapportés seront traités et utilisés de façon confidentielle. Les résultats seront présentés sous forme synthétique dans une thèse et dans d'éventuelles publications. En aucun cas le nom des répondants ne sera divulgué.

Nous nous engageons si vous le souhaitez, à restituer les résultats de cette enquête à votre service. Pour cela il suffit de nous le mentionner à la fin du questionnaire.

Je vous remercie à l'avance de votre précieuse collaboration.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Cliquer sur les champs à remplir ou utiliser la touche de tabulation pour sauter d'un champ à l'autre.

1. Nom de l'organisme :

2. Localisation :

3. Date de création :

4. Domaines d'activités :

5. Zone d'action :

6. Principaux partenaires:

7. Votre spécialité :

8. Vos fonctions :

9. Votre expérience (nombre d'années**)** :

10. Votre âge :

11. Travaillez-vous actuellement dans le cadre d'un observatoire ?

– Oui ☐ – Non ☐

- Si oui, le(s)quel(s) :

–

–

12. Sur quelle(s) thématique(s) ?

–

13. Avez-vous d'autres engagements scientifiques ou collectifs ?

– Oui ☐ – Non ☐

Si oui, le(s)quel(s) (facultatif) ?

II. Dynamiques et finalités sous-jacentes à l'observatoire

14. Quels sont les principaux évènements et problèmes en lien avec la mise en place de votre observatoire d'attachement et leur(s) niveau(x) de résolution ?

-

- 25% ☐ [25 % - 50%] ☐] 50 % - 75%] ☐] 75%-100%] ☐

-

- 25% ☐ [25 % - 50%] ☐] 50 % - 75%] ☐] 75%-100%] ☐

-

- 25% ☐ [25 % - 50%] ☐] 50 % - 75%] ☐] 75%-100%]

15. L'horizon de(s) projet(s) en question est le:

- court terme ☐ - moyen terme ☐ - long terme ☐

16. Les observatoires servent des finalités diverses et illustrent une variété d'emplois. Pouvez-vous préciser leurs activités prioritaires dans vos perspectives de recherche?

17. Par rapport à d'autres dispositifs ou organismes similaires et pour une meilleure performance, quelle(s) relation (s) soutiendrez-vous ?

- Coopération ☐
- Client-fournisseur ☐
- Concurrence ☐
- Autre (précisez) ☐

.....

18. L'observatoire possède une sorte d'acceptabilité chez les chercheurs par rapport à d'autres dispositifs. Pouvez-vous donner le(s) raison(s) ?

19. Voyez-vous d'autres thématiques susceptibles d'êtres développées dans le cadre de votre observatoire d'attachement ?

– Oui ☐ – Non ☐

- Si oui, le(s)quelle(s) ?

III. METHODES, MOYENS ET CONTRAINTES

20. La mobilisation des données et des informations détenues par la communauté territoriale est une opération délicate dans un processus continu d'observation. Avez-vous des problèmes de coopération de la part de population ?

– Oui ☐ – Non ☐

- Si oui, quelle stratégie proposez-vous pour renforcer un comportement coopératif de la population ?

- Sinon, comment expliquez-vous le rapprochement et la confiance de la population ?

21. Les méthodologies de traitement de données préconisées par l'observatoire sont-elles en accord avec d'autres programmes et utilisateurs potentiels ?

– Oui ☐ – Non ☐

- Si oui, pouvez-vous préciser quelques méthodologies ?

22. Quels sont les outils du travail ?

- À l'échelle de l'observatoire :

- À l'échelle des ménages :

23. Quelle est la relation entre l'accumulation de données et la création des observatoires?

24. Que faites-vous devant un flux potentiel de données et d'informations provenant de plusieurs sources ?

25. De quoi dépend la pertinence de l'observation dans votre contexte de recherche?

26. Consultez-vous des études faites par d'autres organismes aux conditions similaires ?

- Si oui, pourquoi ?

- Sinon, quelles sont les contraintes ?

27. Parmi les opérations suivantes, quelle sont les plus recherchées ?

- Agrégation des données ☐
- Communication et information ☐
- Traitement statistique ☐
- Modélisation ☐
- Stockage et sauvegarde ☐
- Autres ☐

28. La prise en compte du temps (durées, fréquences, périodes) est partie intégrante de la définition d'un observatoire. Il ne peut y avoir d'observatoire s'il n'y a pas de permanence de l'observation. Quelles sont les méthodes/stratégies adoptées pour répondre à cette épreuve de la temporalité ?

29. Quels sont les programmes ou les projets d'observations jugés important mais ne sont pas encore réalisés ?

30. Pouvez-vous indiquer vos contraintes ?

- Financières/budgétaires ☐
- Techniques ☐
- Scientifiques ☐
- Organisationnelles ☐
- Autres (précisez) ☐

IV. ENJEUX TERRITORIAUX

31. Pouvez-vous apporter votre jugement sur les observatoires en fonction des enjeux classés dans le tableau suivant?

	Fort(e)	**Moyen(ne)**	**Faible**	**NSP**
Utilité pour la collectivité	☐	☐	☐	☐
Mobilisation et mise à disposition des données	☐	☐	☐	☐
Aide à la décision	☐	☐	☐	☐
Concertation entre partenaires politiques, économiques et sociaux	☐	☐	☐	☐
Insertion dans le système d'information économique et social	☐	☐	☐	☐
Votre appréciation sur la qualité technique des travaux effectués	☐	☐	☐	☐
Participations des acteurs politiques, économiques et sociales	☐	☐	☐	☐
Harmonisation des objectifs socioéconomiques et environnementaux)	☐	☐	☐	☐
Partenariat (coopération, réseaux)	☐	☐	☐	☐
Mise en œuvre de solutions au service des acteurs et aménagement territorial	☐	☐	☐	☐
Management de projet et évaluations des actions prises	☐	☐	☐	☐
Usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication	☐	☐	☐	☐

V. ENJEUX INFORMATIONNELS ET COMMUNICATIONNELS

A. S'INFORMER ET INFORMER

32. Dans le cadre du développement durable, chacun est utilisateur et fournisseur d'informations, au sens large. Dans votre cadre du travail cette condition est-elle suffisamment assurée ?

- Si oui, quels sont les avantages?

- Sinon, pourquoi ?

33. Quels sont les domaines dans lesquels vous êtes bien informé?

34. Les utilisateurs des données et des informations produites ?

- Organisations de coordinations nationales ou régionales ☐
- Organisations non gouvernementales (ONG) ☐
- Chercheurs, ingénieurs et techniciens ☐
- Organisations politiques étrangères ☐
- Partenaires internationaux ☐
- Autres (précisez) ☐

35. Disposez-vous régulièrement d'une information sur les décisions prises et les interventions en rapport avec votre domaine d'observation ?

- Oui ☐ - Non ☐

36. Si oui, par quel(s) moyen(s) ?

37. Êtes-vous abonné à des listes de diffusion, des Newsletters en particulier ?

- Non ☐
- Oui (le(s)quel(s)) ☐

---

38. À quelle sorte d'événement participez-vous ?

- Réunion ponctuelle d'information ☐
- Journée de formation ☐
- Manifestations culturelles ☐
- Réunions interprofessionnelles ☐
- Colloques scientifiques ☐
- Autres (préciser)

B. COMMUNIQUER LES INFORMATIONS

39. Une information n'a de valeur stratégique que si elle est communiquée, validée et transformée en connaissance opérationnelle. À quoi peut conduire réellement une stratégie de renforcement de la communication par rapport à un territoire ?

40. Cette stratégie de communication pourrait-elle être assurée par un observatoire ?

- Oui ☐ - Non ☐

- Pouvez-vous expliquer ?

41. Par quel(s) moyen(s) communiquez-vous l'information ?

- Rapport ☐
- Intranet ☐
- Internet ☐
- Publications ☐
- Médias ☐
- Autres ☐

---

42. Comment assurez-vous une communication efficace avec les membres de votre équipe?

43. Désiriez-vous recevoir un résumé des résultats de cette enquête ?

– Oui ☐ – Non ☐

Non et prénom (facultatif) :

Mail :

Courriel :

Merci de votre participation et soyez assuré de notre grande reconnaissance.

– Quelques caractéristiques extraites de l'enquête

Tableau n° 6 : Caractéristiques et interprétations discursives

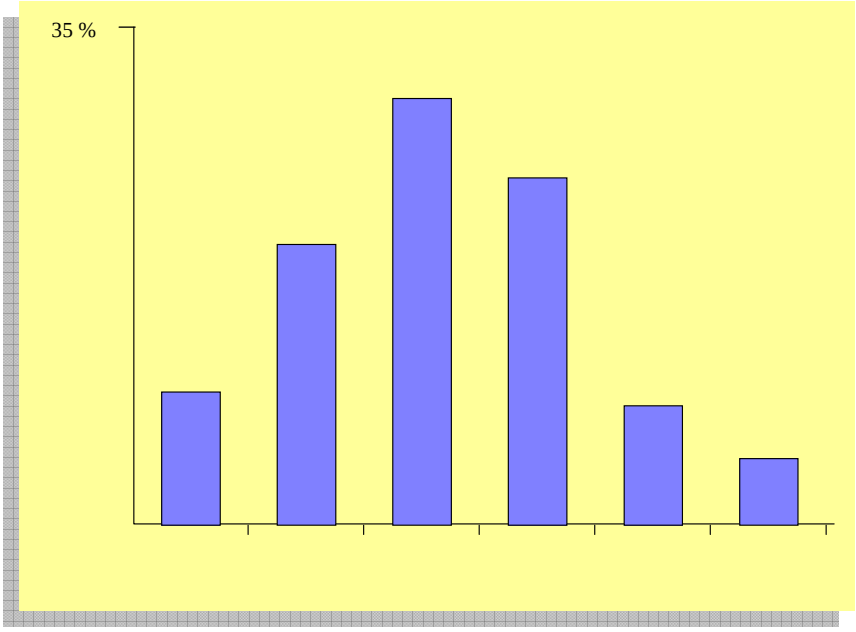
Termes / Expressions les plus prononcés lors des entretiens à l'IRA	Les outils du travail des observatoires	Relation observatoires - données
1- Crédibilité 2- Confiance 3- Communication 4- Conversation 5- Dialogue 6- Discussion 7- Ecoute 8- Besoins 9- Persuasion 10- Informer 11- Convaincre 12- Participation 13- Territoire 14- Réunions 15- Comprendre 16- Approche 17- Population 18- Interaction 19- Risque 20- Implication	1- Enquêtes 2- Entretiens 3- SIG 4- SIEL (MD-web) 5- Cartographies thématique 6- Observation 7- Séries de données thématiques 8- Kit minimum de données 9- GPS 10- Données ROSELT 11- Imagerie spatiale 12- Indicateurs 13- Bases de données 14- Rapports 15- SpaceII du CCR 16- Photos 17- Internet 18- Outils informatiques 19- Statistiques nationales	L'accumulation des données ↑ ↓ Création des observatoires **Réaction aux abondances de l'information (flux potentiel, surinformation)** 1- Organiser 2- Diffuser 3- Traiter 4- Classer 5- Créer des BD 6- Dépouiller 7- Interpréter 8- Valoriser 9- Utiliser 10- Filtrer

Les éléments ayant impact sur la qualité de l'observation	
- Les éléments de la base d'information - Les éléments de base de l'analyse - L'analyse de l'évolution et de la dynamique (épreuve de la temporalité)	- les relations entre les différentes structures - Le champ d'observation et la représentativité - Les moyens matériels et immatériels et les objectifs - Réactivité

Objectifs prioritaires
- Préciser les responsabilités du chercheur et les limite de son action et responsabiliser les acteurs - Mettre en place des Systèmes opérationnels d'observation et d'alerte précoce - Pallier le manque d'informations fiables dans certains domaines et impliquer la société civile - Suivi géo-référencié en temps réel, déployer un dynamisme plus fort, consolider l'ancrage institutionnel - Atténuer les menaces de perturbation et changements climatiques.

Dans bien des cas, l'expérience des chercheurs a suscité notre intérêt. Nous voulons savoir s'il s'agit des jeunes chercheurs ou plutôt des chercheurs expérimentés dans leurs domaines de recherche. Ainsi, dans le cadre de ROSELT la pyramide des âges des observateurs/chercheurs prend la forme d'une courbe avec une pointe pour le groupe d'âge 38-43 ans.

Figure 43 : Âge des observateurs/chercheurs



(Enquête, 2007)

On retiendra aussi de la répartition ci-dessus que le fonctionnement des observatoires est assuré en grande partie par des chercheurs dont l'expérience est très proche de l'âge de la création des observatoires étudiés. Lors du recueil des données auprès de ces observatoires, le fonctionnement est assuré par un coordinateur scientifique qui assure cette dernière à l'échelle de la structure locale et au niveau du réseau. Nous avons constaté aussi une stabilité au niveau de l'organigramme et la continuité du travail dans le cadre de ces structures de recherches (81,6 % de répondants travaillent principalement dans le cadre de leurs observatoires, contre 18,4 % ont d'autres engagements professionnels).

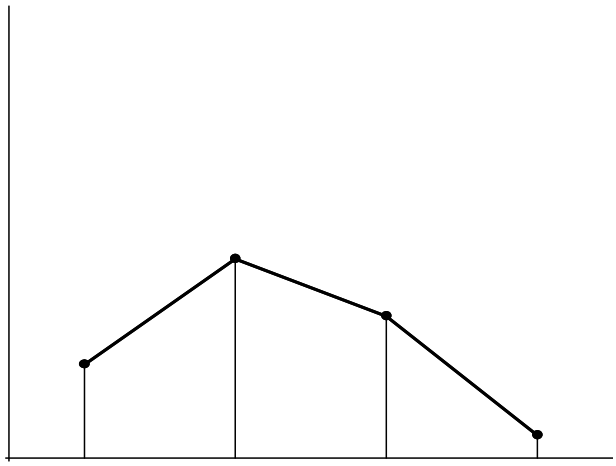
Cependant, nous remarquons que ceux âgés de moins de 30 ans sont relativement peu représentés au détriment des groupes les plus âgés. Intuitivement, nous pouvons dire que l'amélioration des connaissances et des stratégies scientifiques des observatoires tient compte de l'expérience de ces chercheurs.

Tableau n° 7 : Les points de vue des répondants sur les observatoires en fonction des enjeux

	fort	Moyen	Faible	NSP	Total
Utilité	64.1%	19.4%	11.7%	4.9%	100%
Mobilisation de données	57.3%	28.2%	11.7%	2.9%	100%
Aide à la décision	54.4%	25.2%	18.4%	1.9%	100%
concertation	20.4%	43.7%	31.1%	4.9%	100%
Insertion dans le SIT/SIG	45.6%	26.2%	24.3%	3.9%	100%
Qualité des travaux	20.4%	57.3%	10.7%	11.7%	100%
Participation des acteurs	12.6%	53.4%	30.1%	3.9%	100%
Harmonisation des objectifs	16.5%	45.6%	31.1%	6.8%	100%
Partenariat	56.3%	34%	8.7%	1%	100%
Justification des objectifs	7.8%	39.8%	41.7%	10.7%	100%
Gestion et évaluation des actions	16.5%	23.3%	36.9%	23.3%	100%
Usage des NTIC	28.2%	54.4%	11.7%	5.8%	100%

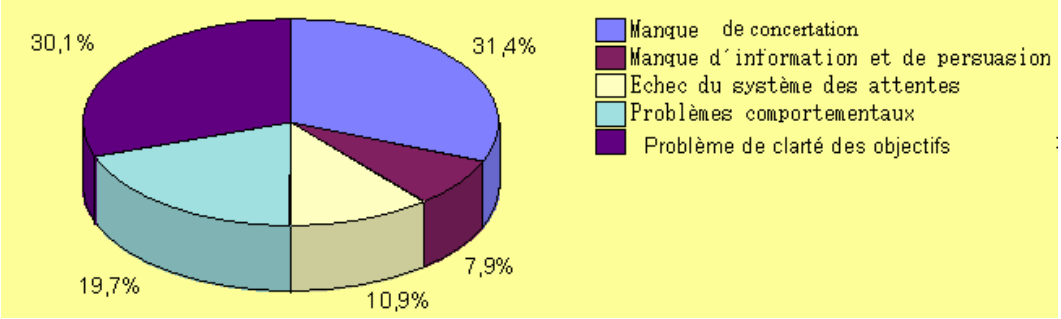
(Enquête, 2008)

Figure n° 44 : Niveau de concertation et de communication entre les structures



(Enquête, 2008)

Figure n° 45 : les causes d'échec de la communication et du manque de la coopération



(Enquête, 2008)

Tableau n° 8 : caractérisation des observatoires

Potentiels/Portées	Limites/Handicaps	Type de recherche et problématiques abordés
R. Clignet (1998)		
Un lieu d'interdisciplinarité qui souligne les analogies entre la recherche anthropologique et la recherche astronomique. Il fait rebondir des questions de savoir et de scientificité. Aussi, il possède une capacité de distinguer entre le temps collectif et individuel, objectif et subjectif et facilite l'interaction dynamique entre observateur et observé.	Comme une mode, tantôt comme un simple artifice rhétorique, tantôt comme un style analytique novateur. La grande difficulté est d'évaluer les bénéfices théoriques et méthodologiques et de mettre en place une politique scientifique des observatoires. Aussi, la nature collective de la propriété intellectuelle qui pose un grand problème.	La recherche doit être cumulative. Le partenariat, l'association, la réactivité, la périodicité, la datation et la localisation des phénomènes sont les caractères principaux. Les faits scientifiques ne sont que la construction de relations spatio-temporelles. D'où la nécessité d'identifier les critères qui permettent d'identifier et suivre les phénomènes et aboutir à une construction.
M. Garenne (1991,1998)		
Possède une capacité de suivre les changements économiques et sociaux et évoquer des sujets « brûlants » et dans des contextes politiques différents. Il met en relation divers données et sert comme un lieu d'accueil et de rencontre interdisciplinaire.	Le manque de communication entre les acteurs concernés et l'ambiguïté de la relation entre les acteurs ainsi que l'avenir incertain de plusieurs observatoires constituent des limites. En plus, le problème de la qualité des données récoltées (à cause de la pluridisciplinarité) et les difficultés de surveiller dans le temps (financement, faisabilité)	La relation avec la population est la clef de la bonne marche d'un observatoire (la confiance réciproque, la pratique de l'observation participante. Il faut préciser les responsabilités du chercheur et les limite de son action).

R.De Maximy (1998)		
C'est une structure technique qui permet d'identifier, anticiper, prévoir et préparer des échéances. C'est aussi un service d'information primaire.	Les difficultés de coopération entre disciplines et spécialistes, les fondements statistiques et la richesse des informations à recueillir	Il est nécessaire d'adopter une approche spécifique (selon l'objet de recherche et la nature de l'observatoire)

M. Sghaïer(2000)		
Permet le « suivi-évaluation » à travers un set minimum d'indicateurs socio-économiques. Il contribue dans une approche d'aide à la décision, à formuler des orientations et des recommandations. Aussi, il assure la diversité, l'interdisciplinarité dans une optique du développement durable et le suivi d'aspects dynamiques.	Le problème se pose au niveau du choix d'échelle d'observation, la spatialisation des phénomènes et l'appréhension de certains systèmes pris dans un contexte politique, socio-économique et institutionnel global. Autrement, la relation de causalité entre phénomènes de différentes natures n'est pas toujours démontrée.	Travailler dans le cadre d'une approche synergique et dépasser l'approche analytique et thématique. La situation zéro permet de décrire, d'analyser et de comprendre l'évolution. Les outils d'investigations sont : l'enquête principale, les modules thématiques et les observatoires spatiaux localisés. Notons l'importance d'un modèle conceptuel d'interface et les relations interactives entre les sociétés et leur environnement naturel.
J-L. Dubois (2004, 2001, 1998, 1995, 1994,1992)		
C'est un nouveau cadre de pensée et un outil d'investigation en évolution qui permet la prise en compte de la durée et le ciblage, l'articulation du qualitatif et du quantitatif, la possibilité d'avenir d'intégrer un cadre d'analyse macro-méso-micro.	Relativité des apports par rapport à l'évolution des problèmes disciplinaires (méthodologiques et théoriques) et difficulté de définir le champ d'observation. En plus, le problème de représentativité des résultats, les problèmes aux niveaux d'observation, d'analyse et de l'articulation de données ne sont pas toujours réalisables.	Il faut utiliser les Méthodes de sondage, les approches complémentaires (questionnaires enquêtes, guides d'interview, et les méthodes d'analyse, l'analyse lexicographique).le principe de subsidiarité qui donne la responsabilité décisionnelle à celui qui a les meilleures informations pour un sujet donné doit être utilisé.
M. Piron (1996,1998)		
Un outil « idéal » pour déceler les évolutions, comprendre les changements, disposer d'éléments à la décision ou proposer « l'impossible » prévision. C'est une interface de communication et de collaboration et un dispositif de concrétisation du système d'information. Il permet d'assurer la cohérence, la permanence, et la représentativité des phénomènes complexes étudiés. Aussi, il facilite l'intégration du temps des échelles différentes et assure le passage de l'analytique à la systémique.	Un observatoire ne peut exister sans un réseau de partenaires, producteurs ou utilisateurs d'information. Les difficultés de distinguer entre les changements réels des changements artefactuels de comportements. L'absence de réflexion méthodologique globale affecte la crédibilité scientifique.	Nécessité d'une approche multidimensionnelle afin de réaliser l'interdisciplinarité et organiser autrement l'information (enquêtes à passages répétés) à travers la pluralité des méthodes Les problèmes de mise en place ne sont pas toujours d'ordre méthodologique.et les circuits habituels d'accès à l'information sont remis en cause. D'où la nécessité d'une relation efficace à l'outil informatique et statistique et d'importance d'une réflexion méthodologique globale et de nouvelles techniques d'analyse.

Le tableau ci-dessus met en lumière les différentes portées, limites et types de recherches associés aux observatoires du développement.

Annexe 2 : Programme LOTH : Synthèses et Comptes rendus de Séminaires

1. Langages, objets, territoires, hospitalités (LOTH)

Il s'agit d'un projet interdisciplinaire comprenant trois volets essentiels : une coopération entre l'Institut des régions arides et l'université Paul Verlaine ; des bases théoriques propres au projet LOTH (Langages, objets, territoires et hospitalités) ; des objectifs opératoires pour la poursuite de la coopération.

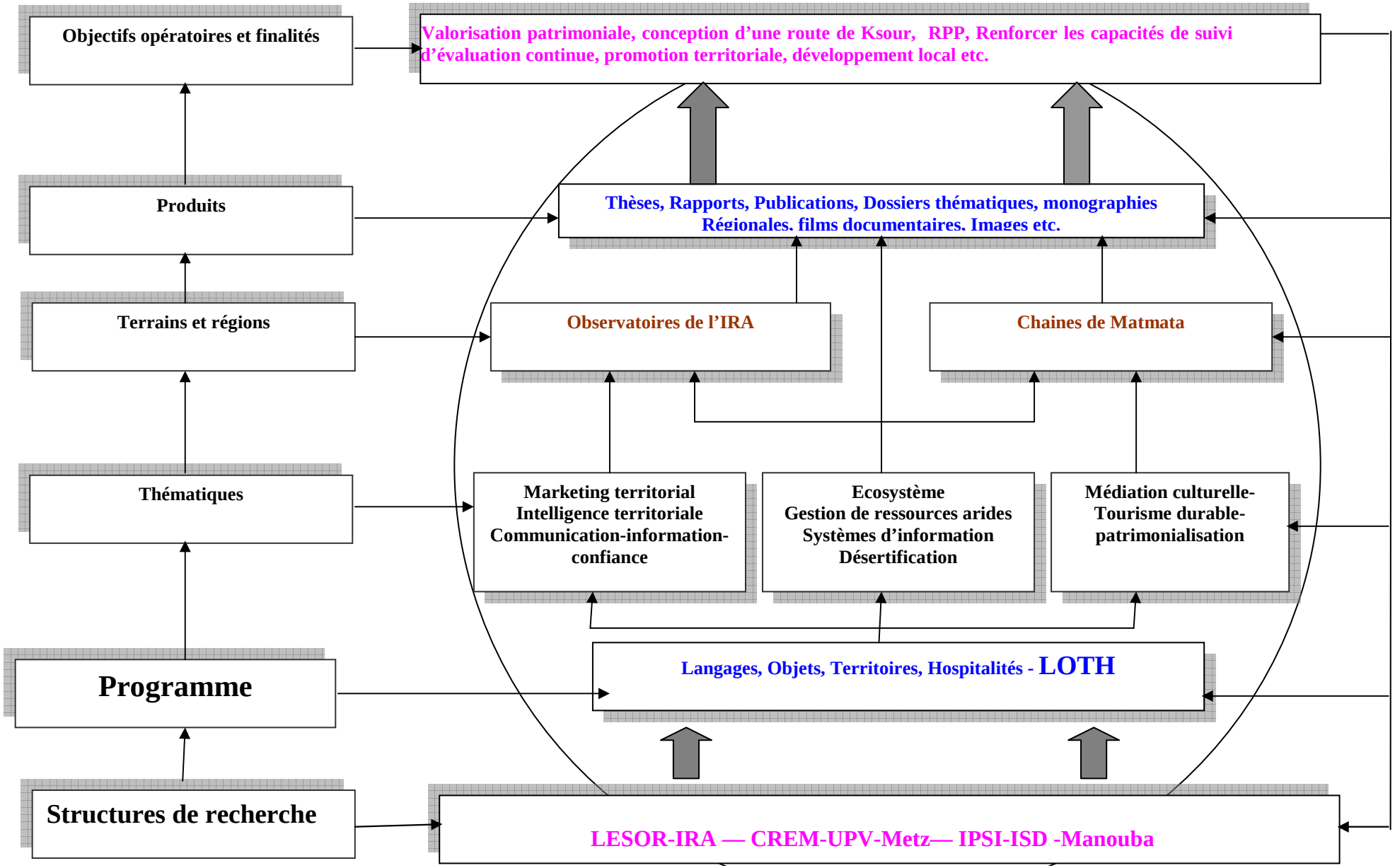
a. La coopération Ira/Crem

La coopération s'établira en priorité entre le Laboratoire d'économie et des sociétés rurales (Lesor) dans les régions arides et désertiques du sud de la Tunisie et le Centre de recherche sur les médiations (Crem) de l'université Paul Verlaine à Metz. Elle pourra être étendue à d'autres chercheurs (français et tunisiens) et disciplines en vue d'éventuels développements. Les partenaires ont trouvé un accord de principe pour développer un projet de recherche dès 2006. Celui-ci s'ancre dans les coopérations nouvelles pour L'Ira et l'UPV-Metz.

b. Les bases du projet LOTH

L'une des principales finalités de ce projet est : la conception et la réalisation de stratégies et de dispositifs de conservation, de réhabilitation ou de mise en valeur du patrimoine en zones arides. Ces dernières doivent contribuer à une préservation des physionomies culturelle, mémorielle et patrimoniale de ces régions internes face à une urbanisation touristique limitée aux régions côtières. Ce faisant, nous prenons en compte quatre dimensions fortement enchevêtrées et utilisées en anthropologie de la communication et, plus largement dans une perspective interactionniste dans la lignée des travaux des sociologues de l'école de Chicago. En effet, les **langages**, les **objets**, les **territoires** et les formes de l'**hospitalité** qui fondent les interactions entre les sociétés et leur environnement formeront les principaux axes de recherche de ce projet. Ils fonctionnent aussi comme des cristallisateurs d'expériences communicationnelles et de mises en valeur propres à une région dans une double logique interculturelle et de développement durable.

Schéma fonctionnel du programme LOTH



o Équipe LOTH (mars 2008)

c. Les objectifs opératoires

- Le développement de parcours patrimoniaux et des infrastructures touristiques dans le sud-est tunisien : Le tourisme dans ces régions représente un moteur de croissance et de développement régional. Dans un contexte de rareté des ressources naturelles, de précarité de l'environnement naturel, mais aussi de richesses historiques et culturelles, il convient d'assurer une activité touristique diversifiée. À cette fin plusieurs actions peuvent se concrétiser :

- un concours photo relatif au tourisme des régions arides. Celui-ci s'adresserait aux passionnés de photographie qui s'intéressent à l'histoire des lieux et aux traces de mémoire qui en témoignent actuellement ;
- l'organisation de manifestations culturelles et/ou historiques temporaires ou éphémères. Celles-ci devraient également permettre de sensibiliser les habitants à l'importance de l'environnement et la meilleure allocation des ressources naturelles ;
- la création d'une appellation (*e.g.* parcours des sites et traditions tunisiennes) labellisant les événements et les sites ;
- la conception de formations spécifiques et de stages de langues (dispensées à l'IRA et/ou à l'université de la Manouba) pour les guides, accompagnateurs de visites ou acteurs du tourisme en régions arides (voire des agents de développement local) ;
- la réalisation de stages de sensibilisation pour les écoliers et collégiens tunisiens

- **La conception et la promotion d'une route des *Ksours* :** C'est la partie prioritaire des actions opératoires du projet LOTH. Elle vise la conservation et la mise en valeur du patrimoine local de ces régions. En effet, comme le souligne Abdesmad Zaïed (2006 : 85-86) : ils sont les derniers vestiges d'anciens sites berbères dont ils détiennent l'histoire. Ils rappellent l'existence et indiquent leur emplacement, ils sont vraiment les messages d'une histoire et d'une civilisation qui auraient pu s'estomper à jamais si ce n'était ces *ksour* pour rappeler leur existence ;

Compte tenu de cette histoire et des logiques de réhabilitation en cours (conversion des greniers [*ghorfa*] en chambres), plusieurs pistes peuvent être envisagées :

- concevoir une route des *Ksours* permettant de les découvrir sur une ou plusieurs journées à partir des principaux axes de circulation et des villes ;
- proposer des thèmes ou des activités comme fil conducteur aux visites (autour des métiers de l'artisanat, ateliers de tissage ou de construction)
- créer une charte pour le respect de cet environnement (matières premières, pollution, gestion des déchets, fournitures de services), on peut envisager de se rapprocher de l'*écolabel* européen qui est une marque de qualité écologique attribué à des produits et services dont l'impact sur l'environnement est réduit[152] ;
- collecte d'archives locales (avec appel aux habitants, aux grandes familles en montrant que la valorisation patrimoniale s'inscrit aussi dans la continuité des lignées familiales et des solidarités entre générations (Goffman, 1998 : 87-96), mise en valeur d'objets (de lieux à définir) et recension des folklores et des traditions locales.

- **Le recueil et le traitement d'informations couplés à une démarche d'évaluation continue :** C'est plus particulièrement dans cet axe que notre thèse est intégrée. En effet, toute démarche de recueil et traitement d'informations doit être appuyée par une stratégie de communication territoriale et d'évaluation des opportunités et des lacunes. Donc, il ne s'agit pas de juxtaposer un nouveau dispositif aux observatoires locaux actuels, mais d'intégrer les axes du projet LOTH dans les structures existantes et donc de caractériser et déterminer un panel d'indicateurs permettant d'évaluer les avancées et de « rectifier les tirs ». Ceci passe prioritairement par la création d'une base de données informatisée des travaux et recherches des acteurs qui visent à promouvoir des activités de tourisme durable. Cela est d'autant plus important que les observatoires locaux de l'Ira progressent vers une intégration dans un dispositif national basé sur un réseau d'observatoires locaux et représentatifs de la diversité des situations en Tunisie. Ceci permettra de renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des avancées, d'adopter des indicateurs appropriés pour mesurer les évolutions socio-économiques, environnementales et spatiales ; de rassembler, croiser et traiter les données pertinentes ; de produire une information utile en direction

[152] Ecolabel est reconnu et mis en application dans la plupart des états de l'Union européenne cf. www.eco-label.com.

des décideurs et enfin de diffuser cette information auprès des acteurs. En l'espèce, le projet demandera également la réalisation d'un audit communicationnel aboutissant classiquement à l'établissement d'un plan de communication. De fait, il s'agirait de concevoir et de réaliser des supports (e.g. audio-guides, notices pour les visites, panneaux explicatifs, dépliants, signalétiques, contenu des sites Internet, bornes interactives, créations audiovisuelles) et de développer des formations adaptées.

En résumé, ces différentes actions viseront à prévenir les risques de dualisation des territoires et des économies et permettront un développement éco-touristique et patrimonial dans une logique de développement durable. Elles seront la vitrine d'un développement régional que les autorités compétentes dévoileront à leurs populations et à leurs hôtes. Nous ne pouvons, néanmoins, prédire les effets d'entraînement du processus de valorisation que nous allons initier sur d'autres secteurs de l'économie du sud tunisien. Cela posé, ces actions permettront de freiner la dégradation physique du patrimoine et de concevoir, par une approche communicationnelle, des stratégies d'attraction ; elles peuvent aussi potentiellement être un gisement d'emplois nouveaux dans le domaine de la médiation culturelle ou artistique.

2. Séminaire de recherche « LOTH » au CREM (du 14 au 18 mai 2007)

a. Du projet au programme de recherche

Dans le cadre des activités du projet de coopération franco-tunisienne entre l'Université Paul Verlaine de Metz (coté français) et l'Institut des Régions Arides (coté tunisien) une équipe tunisienne de chercheurs doctorants et enseignants, s'est rendue à Metz du 13 au 19 mai 2007 pour participer aux activités d'un séminaire de travail portant sur le projet de coopération LOTH (Langages, Objets, Territoires et Hospitalité). Ce séminaire a été organisé dans l'idée d'évaluer ensemble l'état d'avancement des activités et les perspectives de renforcement des équipes engagées ainsi que les thématiques fortes du projet pour la recherche scientifique, la formation diplômante en liaison étroite avec les vocations des structures impliquées dans le projet. L'évolution majeure qui a marqué cette rencontre est l'évolution d'un projet à un programme de recherche dans le cadre des activités scientifiques du CREM (UPV-Metz) et du LESOR (IRA- Médenine).

b. Les participants

Liste des participants au séminaire du programme LOTH (Metz du 14 au 18/05/2007)

Nom et prénom	Institution/Labo	Mail
Vincent Meyer	CREM-UPV	
Mongi Sghaïer	IRA-Médenine	s.mongi@ira.rnrt.tn
Haddad Mohamed	CREM-UPV-Metz	haddadmohamed@hotmail.com
Sarra Belhassine	CREM-UPV-Metz	belhassinesarra@yahoo.fr
Waja Zied	CREM-UPV-Metz	waja_zied@yahoo.fr
Tbib Amor	IRA /CREM	amor.tbib@ira.rnrt.tn
HananeAbichou	IAM Montpellier	hanen_agro@yahoo.fr
Pierre Morelli	CREM-UPV-Metz	morelli@univ-metz.fr
Luc Massou	CREM-UPV-Metz	massou@univ-metz.fr
Jacques Walter	CREM-UPV Metz/MHL	walter@univ-metz.fr
Tiziana Bertani.	Photographe	Tiziana-bertani@wanadoo.fr
Philippe Dangles	Architecte	ph.dangles@claranet.fr
Marie-Pascale Mignot	Université Borbeaux 3	mp.mignot@free.fr
Christophe Bardin	CREM-Metz	Christophe.bardin@uha.fr
Masson Charlotte	Master 1 CTI_UPV	Carlottemasson@hotmail.com
Seddati Nadia	Master 2 CTI-UPV	Sedda001@hotmail.fr
Faess Michèle	Master 2 CTI-UPV	Michou-stbg@hotmail.com
Coquet Adeline	Master 2 CTI-UPV	Adelinecoquet@hotmail.fr
Ritz Gaëlle	Master 2 CTI-UPV	gaelleritz@yahoo.fr

c. Le séminaire en date

La première réunion du 14 mai 2007 a été une séance d'accueil et de présentation des chercheurs et doctorants tunisiens et français aux responsables de l'UPV de Metz et du CREM. Lors de cette réunion Mr Vincent Meyer Directeur adjoint du CREM et coordinateur du projet LOTH a abordé la genèse et la présentation du projet LOTH, ainsi que l'ensemble des activités menées jusqu'à présent aussi bien du coté tunisien que du côté français. Les discussions ont porté sur les opportunités de tirer avantages du fait d'impliquer des structures de recherche scientifique et des structures de formation universitaire ayant en commun le souci d'aborder des problématiques du développement durable en relation avec les quatre thématiques du projet LOTH.

La séance de travail du 15 mai 2007 a été dirigée par Mr Vincent Meyer. Elle a fait l'objet de présentation des différents travaux des étudiants du Master 1 et 2 autour de la Communication Territoriale et Inter-culturalité. Cette séance de travail a comporté deux exposés : Charlotte Masson : étudiante en M1 parcours CTI développant un travail de recherche sur le marketing territorial en rapport avec le programme LOTH. Elle a passé en revue un certain nombre de concepts se rapportant au marketing territorial, au

patrimoine socioculturel et au développement du tourisme culturel. Quatre étudiantes ont exposé les résultats de leurs travaux se rapportant au tourisme culturel dans le sud-est tunisien en proposant un circuit de découverte des ksour. Cette présentation s'articule autour de la valorisation économique et touristique du patrimoine au sud tunisien comme atout pour le développement local durable.

Les débats de cette séance ont porté aussi bien sur les concepts et les nouvelles orientations du développement socioéconomique dans cet espace géographique et sur les monuments historiques de la région. Les perspectives d'une valorisation économique et d'une préservation d'un patrimoine socioculturel de grande importance sont à cristalliser par les travaux du projet LOTH.

Présenter la notion de « marketing territorial » et ses principales caractéristiques ; développer le terme marketing pour en extraire la dimension communicationnelle. Proposer une conception d'une route des ksour en tenant compte des particularités de la région du sud est tunisien et en misant sur les notions d'éco tourisme et de tourisme solidaire

Penser à la valorisation économique et touristique du patrimoine au sud tunisien comme atout pour le développement local durable au sud est tunisien

La journée du 16 mai 2007 a été partagée entre les présentations des doctorants du projet et l'IRA. Trois doctorants du CREM et une doctorante de Montpellier ont présenté l'état d'avancement de leurs travaux de thèses dans ce même cadre. Melle Sarra Belhassine Jeune doctorante qui a intégré l'équipe du projet LOTH et qui se propose d'aborder un sujet de thèse se rapportant aux perspectives d'une valorisation économique d'un patrimoine socioculturel du sud-est tunisien « Ksour » dans le champ du tourisme culturel. Mohamed Haddad focalise ses travaux de thèse sur les concepts d'information, communication et de intelligence territoriale sur la base des opportunités des observatoires locaux de suivi socioéconomique et environnemental dans la région de Menzel Habib. Son sujet de thèse s'articule autour des observatoires socioéconomiques et environnementaux et intelligence territoriale : un processus adapté aux zones arides tunisiennes. Hanane Abichou doctorante au CIHEAM de Montpellier focalise ses recherches autour d'un sujet se rapportant à la valorisation économique des zones difficiles du sud-est tunisien. Elle cherche à intégrer le patrimoine socio culturel aux opportunités d'un tourisme saharien et culturel dans la région de Béni Khédach.

La deuxième séance de cette journée a été consacrée à l'institut des Régions Arides et ses représentants dans le projet LOTH. Mongi Sghaïer : Directeur de recherche et chef du laboratoire d'économie et des sociétés rurales (LESOR) à l'Institut des Régions Arides en Tunisie. Après une séance de présentation de l'IRA et du laboratoire LESOR, il a signalé que l'IRA dispose d'une expérience riche et diversifiée en matière de coopération internationale et de recherche scientifique. La coopération avec le CREM autour de l'information et de la communication, de la valorisation patrimoniale et du tourisme culturel est une forme de renforcement des travaux engagés par LESOR dans la région du sud est tunisien et les expérimentations menées dans le cadre des observatoires de suivi socioéconomique et environnemental en zones arides tunisiennes. Mohamed Ali Ben Abed : Informaticien biométricien, Directeur du centre d'information et de communication de l'IRA, coordinateur au sein du LESOR et coordinateur tunisien du projet LOTH. N'ayant pas eu la possibilité d'être présent avec l'équipe, il a été représenté par ses collègues de l'IRA qui ont passé en revue ses activités au sein de l'IRA et du projet LOTH. Nouveau doctorant au CREM, il cherche à valoriser ses travaux sur les systèmes d'information et communication en zones arides tunisiennes. Amor Tbib : Attaché de recherche agricole au LESOR de l'IRA Médenine et nouveau doctorant au CREM. Faisant référence aux travaux antérieurs de recherche menés dans le cadre de l'observatoire de Menzel Habib, il a signalé que les acquis enregistrés jusqu'à présent permettent d'aborder les allures évolutives de la dynamique humaine et environnementale dans une zone menacée par la désertification. La dimension communicationnelle entre acteurs de développement est à aborder dans le cadre d'une thèse qui examine la dynamique communicationnelle et socioéconomique en zones arides tunisiennes entre menaces de désertification et perspectives de développement durable. Les débats et discussions ont permis aux chercheurs, enseignants et doctorants présents de cristalliser davantage les problématiques de recherche développée au sein du programme LOTH. Les concepts clefs qui en ressortent concernent essentiellement le marketing territorial, la valorisation patrimoniale et l'intelligence territoriale. Le développement de ces concepts se fait dans l'objectif de mieux valoriser la dimension communicationnelle, les bases des données socioéconomiques et les systèmes d'information communication, pour le développement.

Les axes de recherche évoqués sont multiples, et complémentaires, il s'agit essentiellement de :

- travailler sur l'intérêt économique de la valorisation du patrimoine ;
- évoquer la problématique de la gouvernance ;
- étudier des stratégies de médiation culturelle et territoriale en vue d'une valorisation patrimoniale ;
- proposer des parcours patrimoniaux dans une logique de tourisme durable ;
- établir un processus d'observation basé sur une logique d'intelligence territoriale ;
- proposer aux doctorants d'évaluer, dans le cadre de leurs recherches, la réhabilitation de Ksar Ouled Debbab à Tataouine.

La journée du 17 mai 2007 est une journée fériée en France et une journée de découverte organisée par le CREM comme signe d'accueil et d'hospitalité pour le groupe tunisien. Elle a commencé par une visite au musée de la Mine de charbon qui retrace les principales étapes évolutives depuis sa création jusqu'à sa fermeture en 2004. Ensuite on s'est rendu à certains sites historiques qui mémorisent les périodes conflictuelles de 1870-71 à Spicheren et le camp de la Neue Bremm à la frontière franco-allemande qui retrace les crises de guerre et le traumatisme commis lors de la deuxième guerre mondiale (1939 - 42). Ensuite l'équipe a visité un site du tourisme vert du pays de Bitche, situé du coté nord-est du département de la Moselle et au cœur du parc naturel régional des Vosges du Nord, classé réserve mondiale de la biosphère par l'UNESCO. Ses paysages fascinants de forêts, d'étangs et ses sites historiques qui retracent pour les visiteurs l'histoire, la culture et un patrimoine artisanal de l'art du cristal dans cette région.

La journée du vendredi 18 mai 2007 a été partagée en deux réunions. La séance matinale a regroupé l'ensemble de l'équipe du projet et un groupe de spécialistes d'architecture, d'archéologie et de photographie artistique. Suite au tour de table habituel de présentation des chercheurs présents, cette séance de travail a fait l'objet de trois interventions tenues respectivement par Mrs Vincent Meyer, Mongi Sghaïer et Philippe Dangles. La présentation du projet LOTH, ses objectifs et les réalisations effectuées en matières de formation universitaire, de recherche scientifique pour le développement et de coopération pour les nouvelles orientations du développement territorial en zones arides tunisiennes. Les structures impliquées actuellement dans le

projet cherchent à intégrer d'autres structures et disciplines pour le bon fonctionnement du projet.

L'Institut des régions arides est l'une des plus importantes institutions qui s'occupe des problématiques environnementales et socioéconomiques en zones arides tunisiennes. La recherche scientifique, la formation et le développement comptent parmi ses principales fonctions. Le Laboratoire d'Economies et Sociétés Rurales œuvre à son tour dans divers champs de recherche scientifique. Il s'occupe des systèmes agraires et pastoraux, de la gestion des ressources naturelles et du développement local dans divers sites de la Tunisie aride. Dans ses contrats programmes le laboratoire consacre une bonne partie de ses activités aux Systèmes d'Informations et de Communications en Zones Arides dans une optique d'observation territoriale de bases de données socioéconomiques et environnementales et développement local en zones fragiles. Philippe Dangles après avoir exposé une partie de ses travaux effectués sur certains monuments historiques de France, n'a pas manqué de poser des questions se rapportant aux liens entre sa spécialisation professionnelle et les attentes du projet LOTH.

Les débats de cette séance ont porté sur un bon nombre d'aspects se rapportant à :

- penser à reconvertir l'espace, à changer l'usage premier des monuments historiques et examiner les perspectives de les valoriser lors des manifestations et festivités locales ; Comment articuler sans perdre de sens, ou en donnant de nouveaux sens, des espaces délaissés ?
- discuter sur la dimension de formation à partir d'une vision pédagogique : de quelle manière il faudrait aborder le patrimoine dans la formation des guides touristiques ;
- réfléchir sur une logique de réhabilitation et de réaménagement en vue de mettre en valeur ce patrimoine ;
- penser à créer un comité de pilotage du projet qui soit représentatif des principales structures impliquées et assiste l'équipe dans ses activités de programmation et suivi et de recherche des fonds de travail auprès des organisations et structures de coopération en matière de recherche de formation et de développement ;

– proposer un site web pour l'hébergement du programme LOTH en faisant appel aux compétences des étudiants CPM et CTI de l'UFR Sha de l'université de Metz ;
– interpeller le rôle de l'Institut National du Patrimoine en Tunisie et son intervention au niveau de la région des ksour à partir d'une visée de conservation ;
– imaginer la façon de préserver l'architecture locale du sud est tunisien en vue de rendre fonctionnel les ksours (aménager des chambres d'hôtes) ;
– rappeler le rôle de l'office du tourisme et du ministère de la culture en Tunisie pour la valorisation de ce patrimoine (organisation des festivals, de manifestations dans le cadre du mois du patrimoine, etc.).

La séance de clôture du séminaire a été réservée à une programmation des actions pour l'année 2007 – 2008. Le principe général proposé étant d'entreprendre trois rencontres par an, deux rencontres en Tunisie et la troisième en France.

3. Atelier de recherche CREM/IRA/ISD à la Manouba, le 11 avril 2007

a. Les participants

Nom et prénom	Institution	Adresse électronique	Tél.
Gdoura Wahid	ISD	Wahid.gdoura@isd.rnu.tn	95397495
Larbi Chouikha	IMSI	larbichouikha@yahoo.fr	22472803
Meyer Vincent	CREM	vmeyer@univ-metz.fr	0680200633
Ben Abed Med Ali	IRA	mohamedali@ira.rnt.tn	75 633 643
Amor Tbib	IRA	amor.tbib@ira.rnrt.tn	
Haddad Mohamed	CREM	haddadmohamed@hotmail.com	98253078
Sarra Belhassine	CREM	belhassinesarra@yahoo.fr	98955101
Ahmed Ksibi	ISD	Ahmed.ksibi@isd.rnu.tn	99573401
Abderrazak Mkadmi	ISD	amkadmi@gmail.com	21550073

b. Points abordés :

- présentation du projet LOTH (évalué **A+** par l'université Paul Verlaine) contexte et cadre de la rencontre par V .Meyer ;
- présentation de l'IRA par M.A Ben Abed ;
- interventions de M. Meyer dans une perspective longitudinale reliant les attentes de trois instituts ;

- Intervention d'A.Tbib : une approche participative de coopération ;
- Intervention de L. Chouikha sur les archives orales, mémoire collective et le patrimoine.

c. Actions envisageables

La proposition de W.Gdoura et de L. Choukha est de constituer une équipe qui se déplace à Médenine pour voir les besoins et les éventuels axes de coopération.

4. L'atelier d'octobre à l'IRA

Dans le cadre du projet LOTH un deuxième atelier de recherche est organisé le 27 octobre 2006 au siège de l'IRA de Médenine. Pour nécessaire et prometteuse qu'elle soit, cette rencontre constitue une nouvelle occasion pour renforcer la coopération. Plusieurs axes sont abordés sous la direction de Vincent Meyer et Mohamed Ali Benabed et en présence de différents membres de l'équipe de recherche. Ce séminaire de travail est suivi d'une réunion de travail à l'Institut français de coopération avec Rodolphe Catalan-Marcos ; conseiller adjoint chargé de la coopération scientifique et technique. La réunion interne pour l'élaboration d'une convention Metz/ Manouba est une nouvelle prospection enrichissante dans le sens d'une coopération multilatérale.

a. Les points traités à L'IRA

- présentation du projet par Mohamed Ali Benabed et Vincent Meyer ;
- préciser le travail de chaque membre par rapport aux différents axes du projet ;
- commentaires, modifications, améliorations de certains points par Mongi Sghaïer, les doctorants et les participants ;
- traitement des différentes possibilités de financement (AUF, l'appel à proposition du ministère de la recherche scientifique et de la technologie et développement des compétences ;
- insertion du projet dans un axe de la MSHL (Maison de Sciences de l'Homme de Lorraine) ;
- proposition de collaboration de Marie-Pascal Mignot de l'université de Bordeaux 3, Philippe Dangles architecte scénographe à Paris et de Tiziana Bertani photographe à Metz ;

- préparer et étudier la rencontre auprès de service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Tunisie pour l'appui du programme ;
- étudier les possibilités d'élargir le champ de la collaboration (ISD, IPSI, La faculté de lettre de Sfax, L'institut national agronomique de Tunis dans le cadre de l'école doctorale commune avec l'IRA…)
- l'accord sur l'échange des ouvrages, publications et travaux.
- le projet de publication d'un ouvrage collectif est un objectif prioritaire. Un sommaire sera proposé dès 2007.
- l'accord sur l'accès des chercheurs et doctorants à l'information et aux données de part et d'autre de deux laboratoires.

b. Les points traités à Tunis et à Djerba

Après avoir obtenu l'accord de différents membres de l'équipe de recherche, nous avons envisagé une phase de promotion et d'appui auprès de différentes institutions morales et physiques. La suite est un bilan de différentes initiatives, rencontres et points abordés :

- présentation du projet LOTH à l'Institut Supérieur de Documentation de Tunis (ISD) et à l'Institut de Presse et de Sciences de l'Information (IPSI) ;
- traitement des différentes possibilités de collaboration et d'apport en termes d'expertise sur les archives orales et écrites, la réalisation d'un film documentaire et stages ;
- valorisation des régions internes du sud tunisien et création d'une dynamique Nord-Sud (ethnographie du terrain, conception filmique, échange d'information, etc.) ;
- une ultérieure rencontre (à Tunis ou à Médenine) entre Wahid Gdoura et Mohamed Ali Benabed pour étudier les besoins et les axes de collaboration ;
- Envisager le partenariat de l'IRA au colloque international qui sera organisé en avril 2008 par la SFISC-ISD (impliqués dans le SMSI en 2005) ;
- la publication d'un premier ouvrage ou un numéro spécial (état de l'art regroupant tout ce que les chercheurs peuvent développer, les difficultés, les prérogatives etc.) ;
- présentation du projet, demande d'appui et d'autres possibilités de financement auprès de l'ambassade de France en Tunisie (Service de coopération et d'action culturelle) ;
- demander un appui (IRA) auprès de l'ambassade de la Tunisie en France ;

- Intégrer le musée des mémoires de la terre de Tataouine dans le travail sur la valorisation du patrimoine ;
- importance du marketing territorial dans la valorisation du patrimoine (par exemple appuyer une stratégie de transformation interne des produits végétaux et animaux en produits médicaux et aromatiques vendables sur le marché local, national et international.
- intégrer la dimension de valorisation des plantes aromatiques et médicinales et insérer les démarches marketing dans l'axe « marketing territorial » ;
- préciser le terrain du projet (dans la mesure où le sud tunisien est presque le 2 /3 de la Tunisie) ;

c. Perspectives

Les prochaines actions sont :

- préparer un chantier opératoire (enquêtes, questionnaires, focus groups, observation directe, méthodes et pratiques de recueil et d'analyse des nouvelles données etc.) ;
- répondre à l'appel d'offre de bourse de mobilité francophone proposé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) ;
- présentation d'une synthèse du projet LOTH sur le site Web de l'IRA et du CREM ;
- organisation d'un atelier interne pour présenter le projet (Chercheurs de l'IRA, étudiants à l'institut supérieur d'informatique, lyciens, écoliers etc.) ;
- création d'un dispositif d'évaluation et suivi du projet ;
- mettre en place un dispositif d'évaluation et de suivi ex-post (observatoire interne LOTH)[153] ;
- intégrer l'IRA en tant que partenaire dans le colloque qui sera organisé à Tunis en 2008 par la Société Française de Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC) (appel à communication en janvier 2007) ;
- envisager des éventuelles possibilités de cotutelle pour les doctorants engagés dans le projet ;
- Intégration du concours–photo dans la journée ouverte organisée par l'IRA ;

[153] Un dispositif d'évaluation interne (chemin-faisant).

- Développer une collaboration avec le Commissariat Régional de Développement Agricole de Tataouine (CRDA) sur la route de caravane ;
- Organisation d'une session de formation sur l'aménagement et la valorisation du patrimoine ;
- Insertion des modules de formation dans le mastère IRA-INAT :
    - Marketing territorial ;
    - Stratégie publicitaire ;
    - Aménagement et patrimoine.

d. Réunion de travail à l'Institut français de coopération

Ce premier contact pris par le Pr. Vincent Meyer avec le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Tunisie a pour objectif de présenter le projet LOTH et d'avoir une idée plus claire sur les modes de financement envisageables. Il forme un projet interdisciplinaire qui s'inscrit dans le cadre des plans internationaux et qui vise à élargir la coopération franco tunisienne. Un premier accord de coopération a d'abord été signé entre l'Université de Metz et l'Institut des régions arides de Médenine. Et un deuxième accord de coopération peut s'établir entre l'Université de la Manouba et celle de Metz. Ce projet offre aux chercheurs qui s'y intègrent un véritable terrain de travail : le sud est tunisien. Il vise essentiellement à promouvoir les régions internes du pays et apporter l'expertise des outils de communication, particulièrement le marketing territorial. Il a déjà fait l'objet de deux séminaires : en avril et en octobre 2006 au sein de l'IRA à Médenine. Sa réalisation va se faire en deux temps :

- De 2007 à 2010 : enquêtes de terrain, recueil d'informations, contacts avec les acteurs, etc. avoir une expertise et un diagnostic.

- A partir de 2010 : phase de consolidation du projet. Deux institutions tunisiennes, en plus de l'IRA, peuvent entrer en collaboration pour la mise en œuvre de ce projet : l'Institut supérieur de documentation pour la constitution des archives et l'Institut de presse et des sciences de l'information pour l'ethnographie du terrain et la conception filmique

e. SFSIC/ Tunisie : aperçu sur le colloque de 2008

La Société française des sciences de l'information et de la communication a été impliquée dans le Sommet mondial de la société de l'information ; Tunis, novembre

2005. Afin de développer des coopérations internationales, un colloque organisé par la SFSIC va se dérouler à Tunis le 17-18 et 19 avril 2008. Ce colloque intéressera particulièrement l'Institut supérieur de documentation et l'Institut de presse et des sciences de l'information. Il s'intitule : « Interagir et transmettre ; informer et communiquer : Quelles valeurs ? Quelles valorisations ? ». Ce colloque sera réalisé dans l'objectif de mettre en place un comité scientifique dans une dimension euro méditerranéenne.

f- Réunion interne pour l'élaboration d'une convention Metz/ Manouba

Ce projet tente de valoriser les régions intérieures du sud tunisien. Actuellement, deux laboratoires s'y engagent : le LESOR (laboratoire des économies et des sociétés rurales) de l'Institut des régions arides et le CREM (centre de recherches que les médiations) de l'Université de Metz. Un premier séminaire s'est tenu à Médenine en avril 2006. Et un deuxième en novembre 2006. Ce projet tente de se coller aux problématiques de l'IRA, et de se caler à ses missions. Trois objectifs opératoires ont été mis en place et vont être traités respectivement par les trois doctorants du CREM. L'Institut de presse et des sciences de l'information propose à ses étudiants, en plus de la maîtrise (bac +4), une formation en master 2 recherche et en master 2 professionnel en « communication environnementale ». Concernant ses domaines de recherche, cet institut s'intéresse particulièrement à « l'anthropologie de la communication ».

Afin de collaborer avec l'Université de Metz, il faut, au préalable, établir un accord de coopération cadre avec le recteur de l'Université de la Manouba. Pour un meilleur rendement, il faut penser à désigner un coordinateur prêt à se mobiliser pour monter le projet LOTH au sein de l'IPSI. Le projet a débouché sur de nouveaux abords où les rôles sont précisés et nos partenaires sont bien repérés. L'équipe pluridisciplinaire présente est engagée dans les différents objectifs théoriques et opératoires (les trois axes majeurs du projet LOTH). Dans le sens où nos axes seront évalués et améliorés et des nouveaux objectifs opératoires seront envisagés. Notre prochain atelier (en mars) à Metz est d'importance majeure. Les rôles seront redistribués avec l'engagement des doctorants de l'IRA pour développer des axes communs en lien avec leur thèse et le projet LOTH.

4. Séminaire à l'IRA du 10 au 12 avril 2006

Thème1: l'évaluation et le diagnostic des expériences d'aménagement et de développement dans le sud tunisien.

Thème2: la conception et la réalisation d'outils d'aide à la décision pour la mise en œuvre d'aménagement et d'actions de développement basés sur une stratégie de marketing territorial et l'intelligence territoriale impliquant différentes formes de communication.

1 ère Journée

Séance 1 : 10 h 00 – 12 h 00

- Introduction : un rencontre à enjeux coopératifs et scientifiques.
- Discussion, échanges (pour l'avancement global de la coopération (Débat sur les méthodes, période d'observation, thèmes, aires d'études, …)
- Les intervenants: Vincent Meyer, Mongi Sghaïer, Mohamed Ali Ben Abed…

Séance 2 : 14 h 00 – 16 h 00

- Intervention1 (20 minutes): Zied Waja : le tourisme tunisien ; les enjeux du développement durable et communication interculturelle dans les région du sud tunisien.
- Intervention2 (20minutes): Haddad Mohamed : Les enseignements des observatoires. L'IRA Comme modèle.
- Possibilité d'interventions d'autres chercheurs de l'IRA.

Séance3 :

- Tournée dans l'institut
- Visite de Ksour (Médenine, L-hdadda)

2ème Journée

Séance1 :

- Une rencontre avec le Professeur Houcine Khatelli
- Discussion, échanges

Séance 2

Terrain : Matmata-gabes

3ème Journée – Matin : Clôture de séminaire et Perspectives.

5. Diverses Dates et activités LOTH

- 17 janvier 2008 : Séminaire à Tunis (IRA-ISD-IPSI), intégration des nouveaux doctorants (Balkis Mzioudet, Jamel Hajri), état des lieux des travaux engagés par les doctorants et les chercheurs (ISD-IPSI) affectés au programme ;
- 14 février 2008 : Présentation des travaux sur le programme par les étudiants du master 2 Communication territoriale et inter culturalité ;

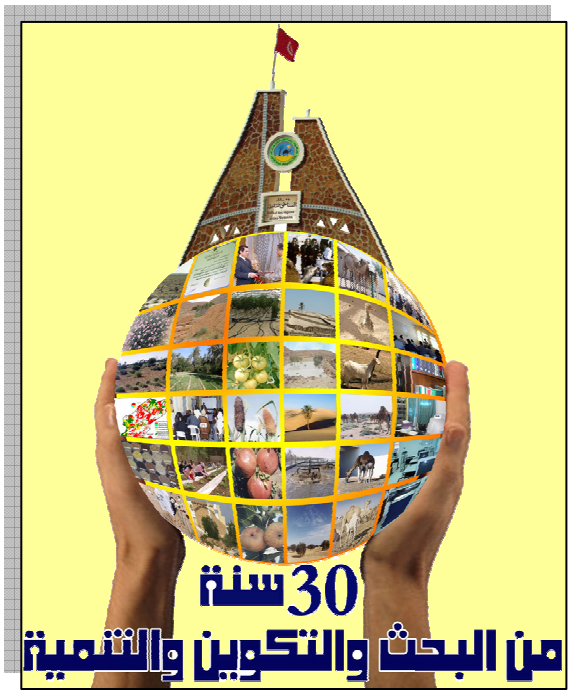
- 26 février 2008 : Atelier de travail à l'IRA avec 15 étudiants et professeurs de l'institut supérieur des métiers et du patrimoine de Tunis (Présentation des activités de l'IRA et du programme LOTH et perspectives de coopération) ;
- 17-19 mars 2008 : Réunions de travail à l'IRA et visites de terrains au profit de certains doctorants du programme LOTH ;
- 15-16 avril 2008 : Organisation d'un atelier de travail relatif aux activités du programme LOTH, état des lieux des travaux engagés par les doctorants et les chercheurs (IRA-ISD-IPSI), avancement et consolidation des équipes engagées ;
- 17-19 avril 2008 : Contribution à l'organisation et participation aux travaux du colloque international SFSIC-ISD-IPSI en avril 2008 à Tunis ;
- 21-23 mai 2008 : Réunions à l'échelle du Labo LESOR pour évaluation de l'avancement des actions et activités relatives au système d'information sur l'environnement (SIEL) de l'observatoire environnemental et socioéconomique de Menzel Habib ;
- Juin – juillet 2008 : Organisation d'un atelier de travail à Menzel Habib et présentation des réalisations effectuées en matière de bases de données scientifiques, outils d'aide a la décision et perspectives de coopération et communication avec les structures locales concernant la lutte contre la désertification pour un développement local durable en zones arides ;
- 24-27 novembre 2008 : Contribution à l'organisation et participations au colloque international relatif aux sociétés en transition et défis de développement local durable en zones difficiles DELZOD/LESOR ;
- 13-20 décembre 2008 : Organisation d'un séminaire à Metz pour le renforcement des équipes engagées activités et programmes établies (coopération en matière de recherche /formation et communication scientifique pour le développement durable en zones arides) et soutenance de thèse de la Mohamed Haddad (premier doctorant LOTH).

Annexe 3 : Présentation de l'IRA[154]

1. Création et fonctions

L'Institut des Régions Arides (IRA) de Médenine (Ministère de la Recherche Scientifique, de la Technologie et du Développement des compétences) est Crée en vertu de la loi n°76/6 du 7 janvier 1976.

Figure 46 : La célébration du 30ème anniversaire de la fondation de l'IRA



Source : CIRDA-IRA

L'IRA est dirigé par une direction générale. Il comporte en plus des directions régionales les structures spécialisées suivantes :

- un secrétariat général chargé des affaires administratives et financières ;
- une direction de la vulgarisation et des projets de développement (un Bureau d'Etudes) ;
- une direction d'information et de documentation ;
- un service de formation.

La réalisation des programmes de l'Institut bénéficie, en plus de la subvention de l'Etat, de l'appui matériel et technique, de plusieurs organisations internationales et

154 Source : Centre d'information e de documentation de l'IRA.

régionales. Cet appui se fait dans le cadre des projets de coopération dont les principales missions :

- réalisation des recherches nécessaires au développement du secteur agricole, à la protection et la conservation des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification dans les régions arides et désertiques ;
- formation et stages de perfectionnement des techniciens et chercheurs spécialisés en aridoculture et lutte contre la désertification ;
- participation à la vulgarisation et à l'encadrement technique du secteur agricole en vue de la conservation des ressources naturelles et leur protection contre le risque de désertification ;
- réalisation d'études de projets de développement intégré dans le sud tunisien ;
- animation et coordination des activités et travaux de divers organismes intervenant dans les régions arides ;
- pour la réalisation de ces objectifs, l'Institut dispose au mois de décembre 2004 de 229 agents statutaires comprenant 40 chercheurs (enseignants, chercheurs, ingénieurs spécialisés), 58 techniciens, 35 agents administratifs, 96 ouvriers et d'un important équipement matériel réparti entre son siège à Médenine et ses directions régionales à Gabès, Kébili, Tataouine et la station de Bengardane.

2. Les laboratoires de recherche :

a. Laboratoire d'Erémologie et lutte contre la désertification :

- surveillance et observation globale de la désertification ;
- érosion éolienne et lutte contre l'ensablement ;
- valorisation des eaux de ruissellement et des ressources en sols en zones arides et désertiques.

b. Laboratoire d'Ecologie pastorale :

- mise au point de techniques de conservation et de gestion durable de la biodiversité en vue de l'amélioration de la capacité de résilience et de la productivité des écosystèmes pastoraux en Tunisie présaharienne;
- amélioration des performances productives et adaptatives de certaines plantes spontanées à usage multiple et maîtrise de leurs techniques de domestication;

- valorisation du patrimoine phytogénétique à différentes fins économiques et écologiques (amélioration pastorales, lutte contre la désertification, et différents autres usage : médicinal, condimentaires, alimentation).

c. Laboratoire d'Elevage et faune sauvage :

- meilleure connaissance des espèces et populations locales de dromadaires et de caprins ;
- mise au point de techniques pour la conservation des races locales et l'amélioration de leur productivité ;
- contribution à la conservation des espèces sauvages menacées.

d. Laboratoire d'Aridoculture et culture oasienne :

- conservation et valorisation des ressources phytogénétiques domestiques ;
- amélioration de la conduite des cultures en zones arides ;
- valorisation des eaux géothermiques et non conventionnels en agriculture ;
- Maîtrise des problèmes phytosanitaires dans l'écosystème oasien et la géoserriculture.

e. Laboratoire d'économie et Sociétés Rurales :

- étudier les modes de gestion et d'accès aux ressources naturelles dans une vision dynamique qui privilégie les évolutions agricoles, socioéconomiques et environnementales.
- contribuer à évaluer les expériences d'aménagement et de développement des zones arides.
- fournir des outils d'aide à la décision pour la mise en œuvre d'aménagement et d'action de développement basés sur l'intégration des stratégies des différents groupes d'acteurs et sur leurs capacités de régulation.

3. Formation

Pour remédier au manque de spécialistes en aridoculture, en gestion durable des ressources naturelles en zones arides et en matière de lutte contre la désertification, l'IRA développe diverses activités de formation :

- stages de perfectionnement au profit de stagiaires ;

- encadrement des étudiants stagiaires (cycles académiques post-universitaires).

D'autre part et pour pallier au manque de cadres spécialisés aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger l'IRA a démarré en collaboration avec l'INAT, depuis octobre 2001 une formation doctorale sur les techniques de lutte contre la désertification et la gestion des ressources en milieu aride et désertique en plus du démarrage du mastère international en collaboration avec l'Université des Nations Unies Tokyo (Japon) et l'Institut du Désert en Chine (mars 2005).

4. Valorisation des acquis

L'IRA contribue à l'effort national et régional en matière de développement par la conception et l'étude de projets. La valorisation des acquis de recherche de l'IRA durant les dernières années s'opère dans le cadre d'une démarche contractuelle avec les acteurs économiques (signature de conventions de partenariat), à travers un dispositif intégré comportant la sensibilisation et la vulgarisation des résultats de la recherche (établissements d'enseignement primaire et secondaire), organisation de journées de formation et d'information, l'encadrement du secteur agricole (analyses de laboratoire de milliers d'échantillons, allaitement artificiel des jeunes chamelons, amélioration caprine), l'étude des projets et la production audiovisuelle.

5. Information et documentation

L'Institut des Régions Arides a développé depuis sa création, un système d'information comprenant :

- unité de statistiques et informatique : ayant pour principal objectif de promouvoir la connaissance et l'utilisation des méthodes statistiques et des techniques de l'information et de la communication ;
- unité de publication : l'IRA a édité de nombreux documents sous forme de bulletins techniques, cahiers, notes, rapports d'études, des prospectus et de brochures de vulgarisation en plus des rapports d'activités. Depuis 1990 la Revue des Régions est devenue la publication régulière permettant la diffusion des nouveaux acquis scientifiques et techniques de recherches et études ayant traits aux milieux touchés par l'aridité et la désertification ;

- Unité documentation : un fond documentaire a été progressivement construit. Cette unité dispose actuellement de plus de 6000 titres d'ouvrages, 500 mémoires et thèses, 60 titres de périodique ;
- Organisation de séminaires et rencontres scientifiques.

Figure 47 : Exemples d'activités d'information et de documentation de CIDRA

Source : CIDRA-IRA

Annexe 4 : Illustrations Observatoires de zones arides (OZAD)

1. Exemple d'applications informatisées

Les observatoires sont conçus comme des dispositifs techniques qui permettent le traitement, la sauvegarde, la circulation de l'information etc. Cette technicité profite des avancements technologiques et du progrès technique en général. Aujourd'hui, ces moyens sont utilisés dans une variété de domaines et contextes. Nous n'avons pas abordé les dérisoires inconvénients de la technologie. Dès lors, nous avons supposé que les observatoires profitent du progrès technologique, nécessairement utile pour le bon fonctionnement des observatoires et les différentes autres structures. Ainsi, dans le cadre du programme ROSELT/OSS-IRA (période 2003-2005), un Système d'information sur l'Environnement à l'échelle Locale appliquée pour l'observatoire de Menzel Habib a été mis en place. En ce sens, un Meta Données sur le web a été installé au sein l'IRA pour cataloguer les données et faire circuler l'information sur l'environnement. « MDweb est un outil générique, multi-langues, multi-normes, destiné à l'indexation et à la recherche des données environnementales, et par extension aux données géographiques » (Sghaïer et al, 2006 : 37). Il s'agit d'une application issue d'une recherche en partenariat destinée aux chercheurs inscrits dans le projet Roselt. Ainsi, elle « est conçue pour constituer, gérer, administrer et consulter des catalogues des données environnementales via le web. Elle a pour but de porter à connaissance et de partager des données au sein d'un projet, d'un institut vers une communauté élargie à celles des producteurs de l'information (gestionnaires, scientifiques). Les spécifications adoptées pour le catalogage de l'information géographique sont basées sur la norme ISO 19115 et répondront aux spécifications de l'OpenGIS et des directives européennes (directives INSPIRE) » (*Id.* : 37).

Figure 48: Accès à l'application MDweb à l'IRA

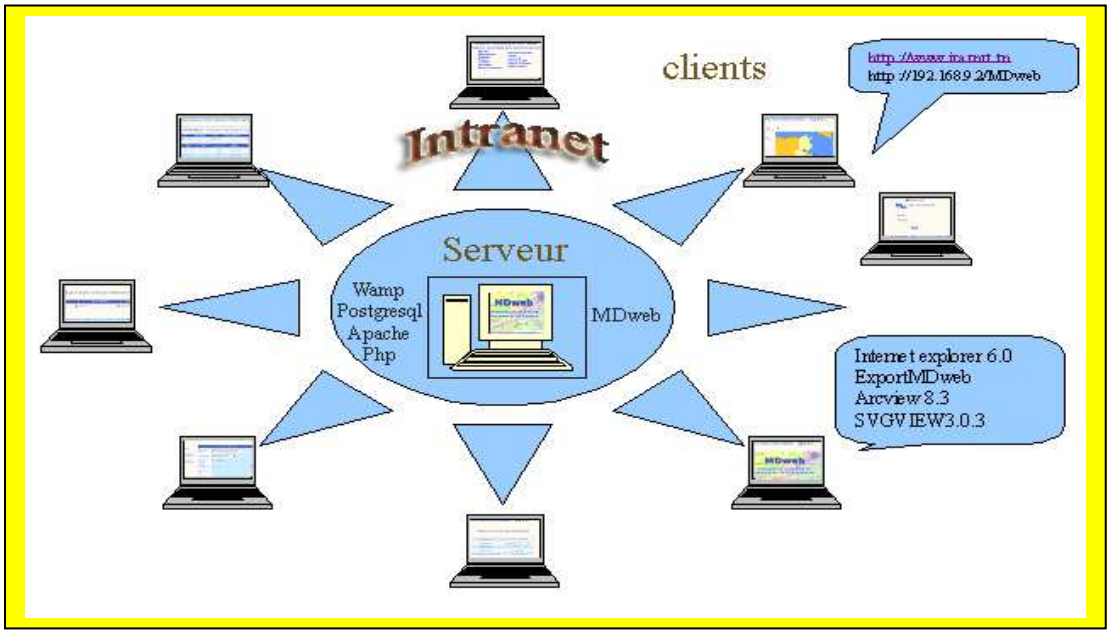
Source : (Sghaïer et *al* (RS-IRA), 2006 : 37)

L'IRA est parmi les membres les plus opérationnels du programme Roselt à travers les multiples activités et initiatives de ses chercheurs. Cette application s'inscrit dans ce cadre de partenariat et c'est l'IRA qui détient l'hébergement[155] et veille au fonctionnement et à la valorisation de MDweb. « Sa manipulation […] nous a convaincu de l'utilité d'un tel outil, surtout dans un organisme, dont la masse d'informations produites, devient de plus en plus importante. Le catalogage peut être plus massif en donnant plus de confiance à l'outil et en persuadant les membres concernés de son utilité » (Sghaïer *et al*, 2006 : 03).

En effet, le schéma suivant montre les techniques utilisées pour accéder à cette application. Il s'agit principalement d'une architecture Client-serveur (réception des requêtes et envoie des réponses) avec un langage *PHP* et une option pour *postgresql*. Pour les clients, il faut un navigateur Internet explorer, *SVGVIEW3.03* et un logiciel permettant d'afficher l'*interface carto*.

[155] Cette application est hébergée sur le site de l'IRA (www.ira.rnrt.tn). Les membres de programme ROSELT de l'IRA et les autres chercheurs et scientifiques peuvent désormais utiliser l'outil et le mettre à profit dans leurs activités. Le catalogage des données est dans sa première phase (Sghaïer et *al*, 2006). Une autre possibilité d'accès est possible au lien suivant : http:\\192.168.9.2\MDweb\.

Figure n° 49 : Architecture d'installation de l'application MDweb à l'IRA

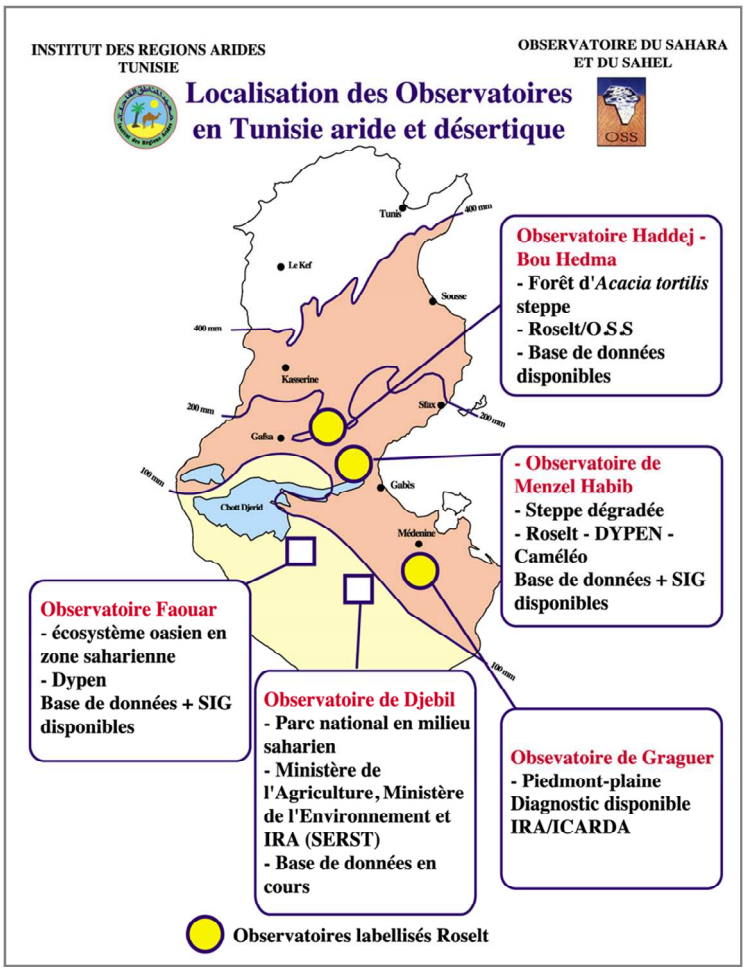


Source : (Sghaïer et *al*, 2006 : 38, http:\\192.168.9.2\MDweb\)

Signalons d'bord que ces installations, applications et autres techniques exploitées dans le cadre des observatoires seront intégrées dans l'approche d'intelligence territoriale que nous cherchons à concevoir. Mais pour nécessaire et prometteur qu'il soit, ce type d'application est « obnubilé » par ses urgences environnementales. Dans bien de cas, avoir des circuits électroniques, des lignes spécialisées, des gammes technologiques assemblées, des systèmes informatisés etc. ne garantissent pas une bonne utilisation et une amélioration de la réalité socioéconomique et environnementale du territoire. C'est donc tout naturellement que cet exemple montre que l'approche technique ne pas un phénomène complet et indépendamment d'une organisation sociale et territoriale spécifique. Pour éclairer ce point on peut se référer aux travaux de René De Maximy (1998) sur l'observatoire urbain de Quito. Pour éclairer son propos sur les structures techniques il disait : « Si l'observatoire est informatisé, cela ne signifie pas qu'une intelligence artificielle se substituera, même partiellement, à l'analyse des spécialistes des questions à traiter. Le croire, ce qui arrive très souvent, c'est se laisser dominer par un rêve technocratique irréaliste, car il n'y a que des questions obéissant à la convergence calculable d'invariant bien connus que l'on peut vraiment user d'une intelligence artificielle, et pervers, car ce serait abandonner à une machine le soin de conduire une part de nous même ». (De maximy , 1998 : 79). Il terminait son

raisonnement par une question importante qui s'inscrit dans notre optique de recherche en disant : « peut-on sérieusement croire que si les chercheurs n'avaient pas introduit de l'outil informatique dans leur projet, ils auraient eu des crédits ? ». Enfin de compte, nous soupçonnons que les exploitations techniques, n'étant pratiquement pas capables de résister aux changements technologiques, aux contraintes humaines, territoriales et organisationnelles. Ceci nous amène à proposer une approche territoriale dynamique qui résiste mieux aux études empiriques des observatoires.

Figure 50 : Carte des Observatoires de zones arides (IRA, Médenine)



Source : www.jle.com (Réalisation : Hassen Ayari)

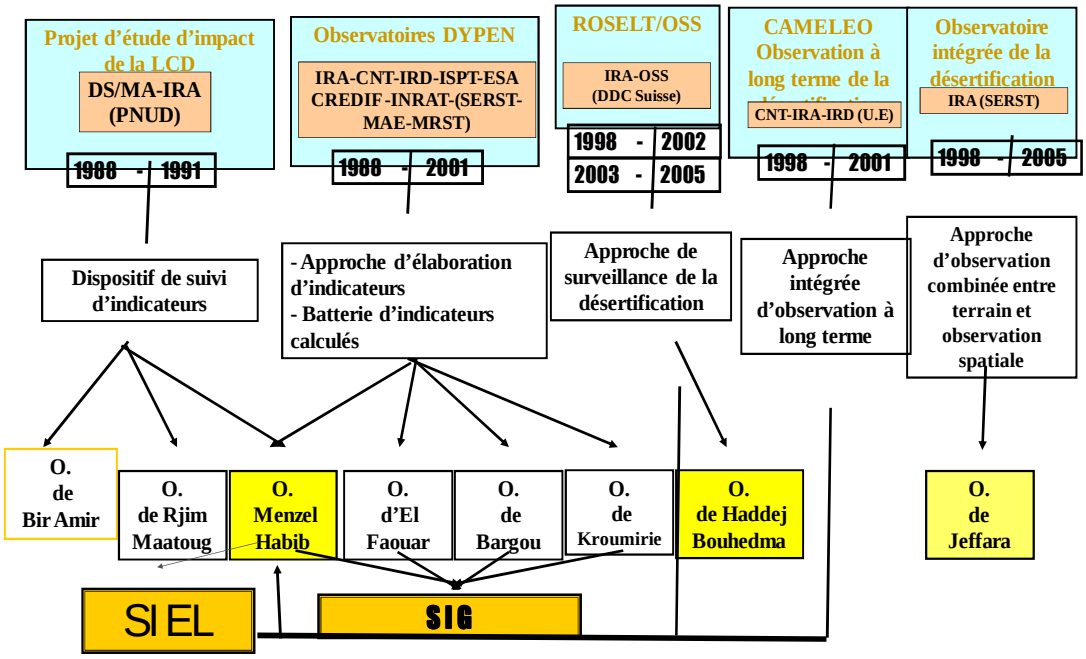
L'identification des principales finalités des OZAD à permis de :

- comprendre le rôle des observatoires dans le traitement des interactions fonctionnement population environnement, l'usage des ressources, le suivi de la dynamique de ces systèmes, la contribution dans une approche d'aide à la décision ;

- comprendre la capacité évolutive (d'intégration des nouvelles approches) dans un cadre d'orientations stratégiques dans le domaine de développement durable et de lutte contre la désertification à une échelle importante ;
- savoir si OZAD peuvent offrir un nouveau cadre de démarrage des synergies possibles entre les différents acteurs territoriaux;
- proposer un processus « pragmatique, progressif et synergique » d'intelligence territoriale susceptible de rationaliser la relation homme-environnement dans l'optique du développement durable
- concevoir une interaction Acteur-système d'information au cœur de la dynamique d'un dispositif d'intelligence territoriale.

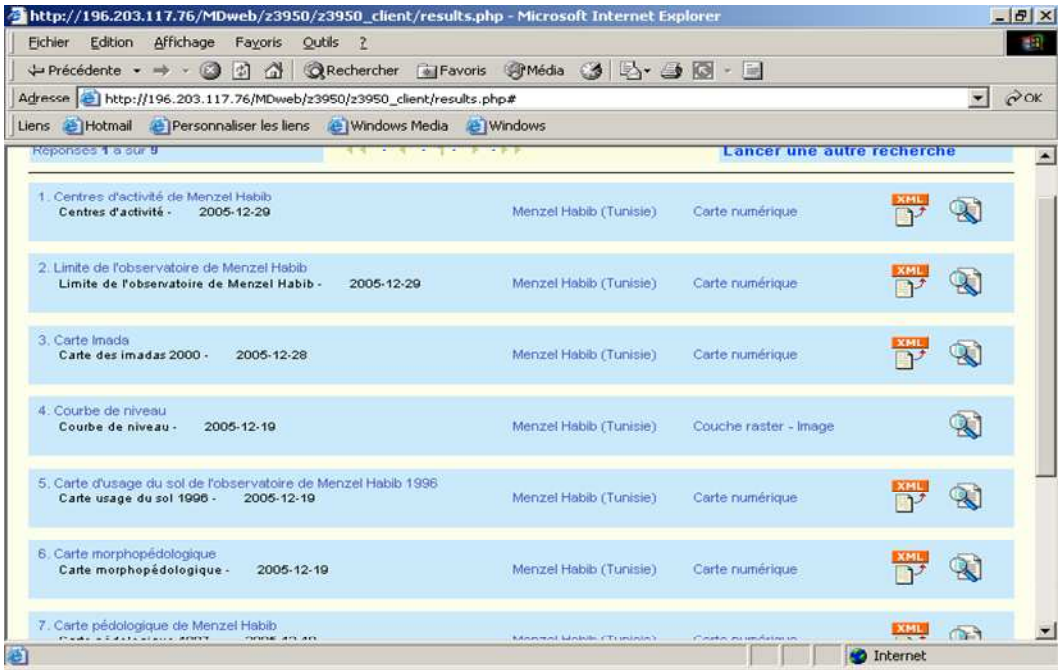
Quatre sites seulement ont fait l'objet d'étude du programme DYPEN. Dans ce cadre, les études sur les interactions population-environnement sont appréhendées en référence à des problématiques plus générales comme celle du développement durable ou encore celle des difficultés de concilier des politiques de fixation des populations avec des politiques de préservation du milieu naturel (DYPEN, 2000). C'est aussi dans cette optique que nous proposons un PITA.

Figure n° 51 : Acquis en matière de l'observation de la désertification à l'échelle locale



Source : (IRA-Médenine)

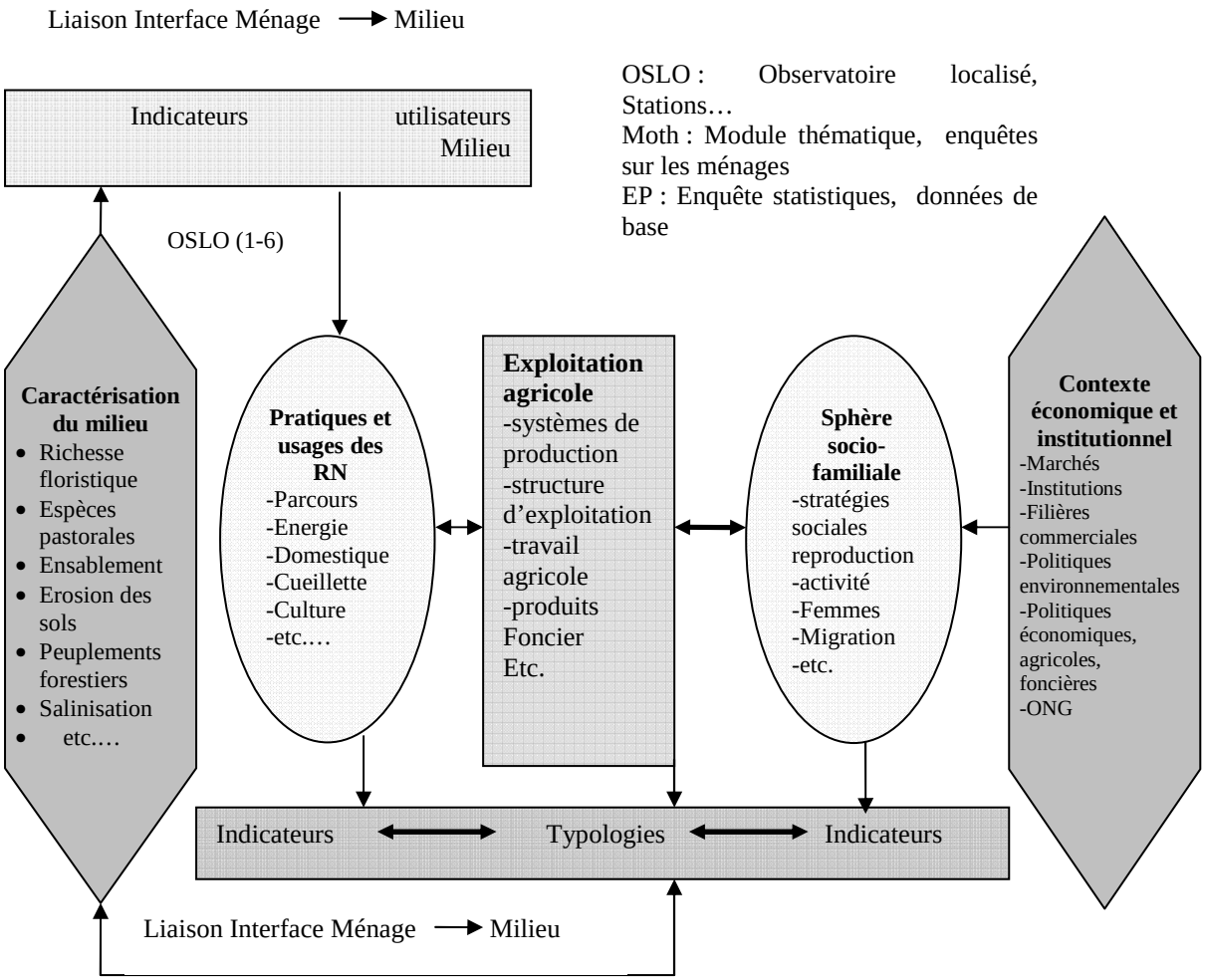
Figure n° 52 : illustrations de Catalogage des données sur l'observatoire de Menzel Habib



2. L'articulation des outils d'analyses de l'IRA

Les travaux déjà engagés au sein de l'IRA, nous permettent de dire que l'articulation entre les différents niveaux d'échelle spatiale nécessite l'adoption d'un dispositif d'observatoire assez complexe. Le dispositif doit tenir compte de la spécificité de chaque zone. Certaines contraintes ont dicté une certaine chronologie dans la mise en place des observatoires. Le dispositif, tel qu'il est schématisé dans la figure suivante correspond aux principales étapes de la constitution de l'observatoire.

Figure n° 53 : Liaison entre observation et analyse

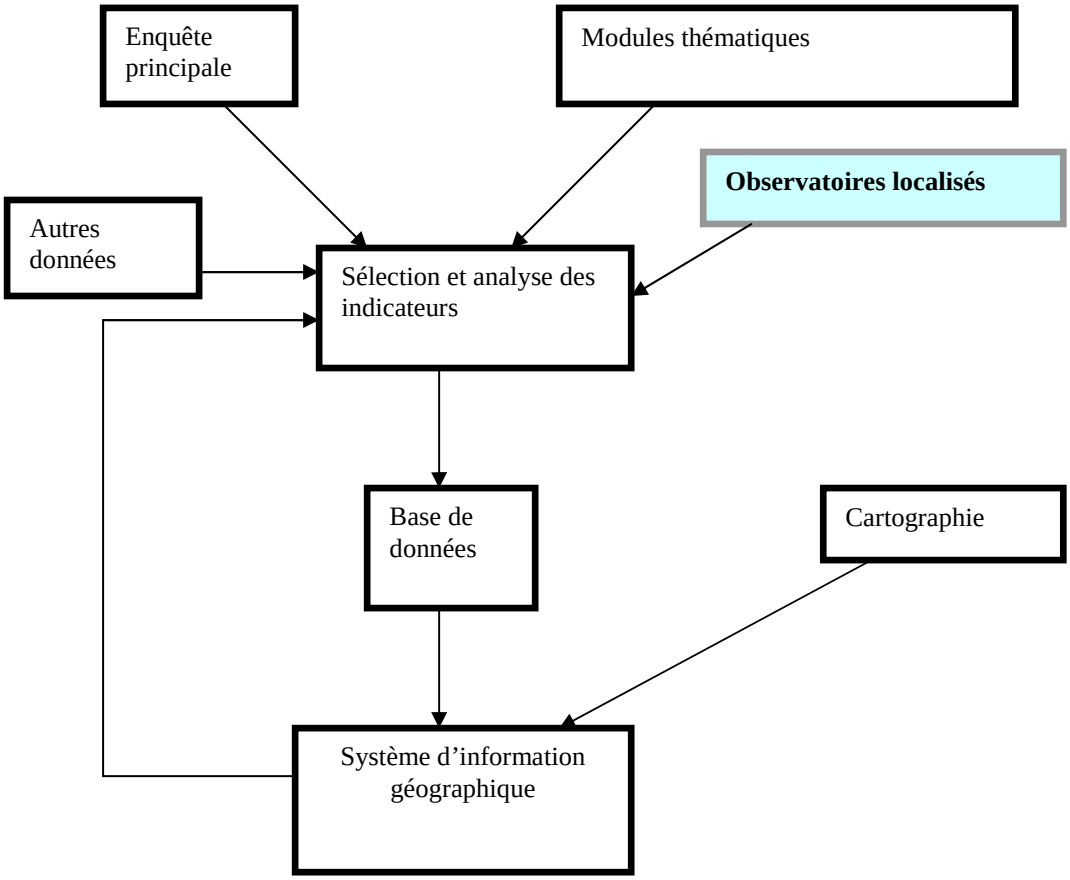


(Picouet et Sghaïer, 2000 : 29)

La mise en place de ce dispositif d'observatoires permet à la fois une étude approfondie de chacun des thèmes développés par opération et une confrontation de ces différents thèmes dans une base de données générale. Picouet et Sghaïer, 2000 : 28).

Les observatoires de l'IRA visent l'intégration de l'ensemble des informations impliquant la constitution d'une base de données permettant le traitement cartographique, l'alimentation de la base de données de l'observatoire et le SIG. Le schéma suivant permet de visualiser d'une manière synthétique l'ensemble du dispositif mis en œuvre dans DYPEN II:

Figure n° 54: Description fonctionnelle de l'observatoire



(Picouet et Sghaïer, 2000)

Les observatoires DYPEN combinent des systèmes de collecte d'informations à différentes échelles spatiales (local et régional) sur l'état des ressources et sur les

dynamiques productives et sociétales des populations. Chaque opération, réalisée par une équipe de chercheurs, a fait l'objet d'un rapport de recherches. Ces opérations se sont déroulées suivant une chronologie dépendante de la mise en place progressive des dispositifs d'observatoires. Le dispositif comprend trois principaux outils :

- L'enquête principale ; permet de fournir une base quantitative et analytique aux études transversales. Cette enquête a été lancée en 1996 sur 600 ménages en moyenne par site). L'enquête principale s'avère un élément moteur dans le dispositif DYPEN dans la mesure où sert de base de stratification (spatiale, administrative, typologique) aux autres opérations (Picouet et Sghaïer, 2000 ; 49). L'enquête principale comprend des rubriques socioéconomiques, démographiques, conditions de vie, agriculture usage des ressources naturelles. Elle set statistiquement représentative de la population des sites étudiés ;
- Les Modules Thématiques (MOTH.) : Ce modules utilisent pour base de sondage l'enquête principale « Ces modules constituent en quelque sorte des observatoires thématiques permettant l'analyse d'un phénomène donné dont l'approfondissement de l'étude est jugé nécessaire» (Sghaïer, 2004 : 9) ;
- Les observatoires localisés spécifiques : ce sont des observatoires spécifiques à chaque zone et indépendants de l'enquête principale. Ils ont été mis en place dès 1996 et se sont déroulés au cours des années suivantes (Sghaïer, 2004 :10).

À partir de ces enquêtes, des analyses statistiques élémentaires ont été effectuées sur un ensemble d'individus et pour chaque variable par site respectant la structure des fiches enquêtées. Ces analyses ont été réalisées par l'équipe de l'IRA au laboratoire de statistique et informatique. Plusieurs résultats ont été dégagés concernant la population, le niveau de vie les caractéristiques sociodémographiques des individus, les caractéristiques socioéconomiques, l'exploitation agricole, l'utilisation d'énergie etc. pour chaque site. Afin d'élaborer des typologies d'exploitation agricole qui nécessite le croisement d'un nombre élevé de variables et de modalités, le choix s'est fait sur les méthodes multidimensionnelles, à savoir l'analyse factorielle des correspondances (AFC) et la classification ascendante hiérarchique (CAH). Plusieurs étapes ont été réalisées (choix de variables, transformation de variables, définition des modalités …). L'organigramme suivant illustre cette approche, pour effectuer ces analyses permettant l'élaboration des typologies par site.

TABLE DES MATIERES

Remerciements……..…3
Sommaire……..6

Introduction……..……..…..…**8**

Objet et Domaine de la recherche……..…….…….……...8
De l'observatoire à l'Intelligence territoriale….……..……10
Le cadre et le terrain de la recherche……...…….……15
De l'exploration à la détermination de la problématique et des hypothèses……18
Méthodologie de la recherche……..…20
Plan du travail……..…22

Partie I : Observatoires et intelligences territoriales : mise en perspective d'un cadre conceptuel ……....**26**

Chapitre 1 : Les observatoires socio-économiques et environnementaux : quels fondements ?.....**27**

1.1. Émergence, institutionnalisation et évolutions des observatoires…….…..…..…***29***

1.1.1. Un concept ancien, des applications nouvelles……...29

1.1.2. Réflexion inspirée de l pensée analogique…….……..…32

1.1.3. Le contexte de l'essor et les activités des observatoires……..…33

1.1.4. Aspects institutionnels et évolutions……...…39

a) Légitimité et organisation…….....39
b) Observatoires et communication……40

1.1.5. La progression vers la forme d'organisation en réseau……...42

a) Les enjeux de réseau……...43
b) L'exemple des observatoires intégrés de l'IRA……46

1.2. Observatoires et concepts généraux d'observation, d'information et de communication…….…..…***48***

1.2.1. L'aspect polysémique de l'observation……...49

a) Observation et notions voisines……..49
b) Qu'est ce qu'un dispositif ?.....51
c) Qualités requises d'un dispositif…….……52

1.2.2. Les observatoires sous un regard SIC…….55

a) La théorie mathématique de la communication……..56
b) L'information comme processus de la connaissance…….57
c) Comment matérialiser et communiquer l'information ?.....59
d) L'apport de la cybernétique ……...61

1.2.3 Une vision systémique des observatoires……..…….…….62

a) Le système d'information…….…….….62
b) OSE sous l'angle systémique…….…63

Chapitre 2 : Dialectiques méthodologiques des observatoires arides et mutualisation territoriale de l'information……..**70**

2.1. Difficultés méthodologiques……..***71***

2.1.1. Le caractère évolutif de la méthode…….72

2.1.2. Les principales épreuves……..73

a) L'épreuve spatio-temporelle……..74
b) L'épreuve de la représentativité des informations…….75
c) L'épreuve de la convergence ?.....76

2.1.3. Nouvelles démarches méthodologiques ou remise en cause 77
de certaines pratiques ?

a) Innover pour répondre aux nouveaux besoins……....77
b) Les observatoires de l'IRA comme cadre varié et renouvelé de méthodes…. .79
c) Un cadre « léger » de recherche…….…81

2.2 Conceptualisation et maillage informationnel de territoire……..**83**

2.2.1. Les dimensions territoriales de l'information……..84

a) Les systèmes d'information territoriale : Quelles utilités ?.....84
b) Le territoire : entre physique, logique et holistique……..…..85
d) Une vision systémique de territoire……..…..87

2.2.2. TIC, SIG et territoires……..90

a) Appropriation, choix et usages des TIC…….91
b) L'approche structurationniste…….…92

2.2.3. L'apport de SIG……...95

a) Cohérence spatiale et dimension géomatique…… 95
b) L'apport de l'outil informatique…….96
c) L'enjeu organisationnel de l'information……...96
d) Modéliser le système ou le territoire ?.....98

2.2.4. La contribution décisive de SIT à l'aménagement territorial…….….99

2.2.5. Manipulation et usage de l'information…….101

Chapitre 3: Rapprochement entre intelligence territoriale 105
et observatoires : Quels enseignements, quels registres ?

***3.1. L'intelligence territoriale : Quelles utilités ? Quelles valeurs ?*.....107**

3.1.1 Présentations conceptuelles……. .108

a) Genèse de l'intelligence territoriale…….....109
b) Aspects protéiformes……..……..112

3.1.2. Identification des notions voisines…….115

a) Intelligence informationnelle *versus* IT……...…….116
b) Veille stratégique *versus* Intelligence économique……..……117

3.1.3. Quelques dimensions de l'IT…….121

a) La dimension transformatrice…… ..122
b) La dimension collective…….....123
c) La dimension interactionniste……...124
d) la dimension de valorisation…….....127

3.2. Penser de nouvelles relations territoriales……...……..128

3.2.1. La relation entre observatoires et IT……..……129

3.2.2. La gouvernance territoriale rurale comme nouveau mode de ……131
concertation

a) Le caractère polysémique de la gouvernance……...132
b) La gouvernance comme processus intelligent……..…133

3.2.3. La recherche- action : Quels apports ?..... 135

a) La Recherche-action et l'IT…….....136
b) Recherche-action et gouvernance……...…….139
c) La recherche-action et le développement durable……....141

Partie 2 : L'observatoire de Menzel Habib caractérisation…**144**
de la situation proposition d'un PITA

Chapitre 4 : Caractérisation et performance de ……..…..……**145**
l'observatoire de Menzel Habib (IRA)

***4.1. Caractérisation de l'observatoire de Menzel Habib*……...…**148**

4.1.1. OMH : une dimension internationale……149

4.1.2. Territoire et géographie de l'observatoire……..…154

4.1.3. Aspects historiques et sociodémographiques……156

a) Histoire de la population de Menzel Habib……..…157
b) Les caractéristiques du potentiel humain…….159

4.1.4. Des particularités économiques et sociales……161

4.2. Le problème de désertification à l'ordre du jour **……....164**

4.2.1. La désertification : quelles définitions ?.....164

4.2.2. La désertification à Menzel Habib…….…167

4.2.3. L'aridité est-elle une contrainte au développement ?.....169

4.2.4. Les actions et les scénarios envisagés……...…169

4.3. Les comportements de la population locale**…….....171**

4.3.1. Un climat d'incertitude…….…….173

4.3.2 Les regards croisés entres acteurs locaux et acteurs d'administration…...…176

Chapitre 5 : Une démarche de recherche pour une intelligence territoriale…..…..**179**

5.1. Hypothèses de la recherche**……..…….180**

5.1.1. Accessibilité de l'information et place de la communication……..……..181

5.1.2. L'utilité du recours à un PITA……...184

5.2. La problématisation progressive de la recherche**…….……188**

5.2.1. Cadre théorique et analyse de corpus……189

5.2.2. LOTH et la délimitation du champ d'étude……..190

5.2.3. Observation et attitudes facilitatrices……191

5.2.4. Le questionnaire……194

Chapitre 6 : Identification des acquis et Analyse élargie……198
des contraintes territoriales : principaux résultats

6.1. Mise au point de quelques préoccupations en matière
***d'information et de communication*……..……...……200**

6.1.1. Perception élargie des observatoires et spécificités locales……. …...200

6.1.2. Tendances pour la recherche pluridisciplinaire…….……204

6.1.3. Au delà de la prérogative « aide à la décision » ……..…206

6.1.4. Identifier les « usagers »……..….209

6.1.5. Les TIC, un appui communicationnel……..…….212

***6.2. Regard rétrospectif sur l'OMH : Potentiel et limites*……...…..215**

6.2.1. L'information au service des savoirs nécessaires au développement……..……216

a) Le développement durable : référentiel stratégique d'actions……..…216
b) Un rôle essentiel de l'information……..….218
c) Valorisation des connaissances et vulgarisation des objectifs…….....219

6.2.2. Observatoire, laboratoire et modélisation……..…..221

a) La relation entre observatoire et laboratoire…….....222
b) Modélisation de la complexité aride…….....223
b) Portées et limites d'un « ancrage » international…….…226
c) Conscience de la nécessité d'utiliser et de valoriser les acquis……..…..229

6.3. Dimension territoriale de la confiance : Quelle communication ?
***Quelle confiance dans une société rurale ?*.....233**

6.3.1. Dimension territoriale de la confiance……..…….234

6.3.2. Confiance et communication : quelle relation ?.....235

6.3.3. La confiance comme source de cohérence territoriale……..…236

6.3.2 La systématisation de l'information : quelle utilité ?.....239

Chapitre 7 : Conception d'un PITA et description ……...…….244
de la démarche expérimentale

***7.1. Éléments fondamentaux du PITA*……...……245**

7.1.1. L'explicitation du processus……..245

7.1.2. La constitution d'une équipe pluridisciplinaire…….....249

7.1.3. Identification des objectifs…….……250

7.1.4. Les moyens indispensables……253

7.1.5. Création d'un espace collaboratif……..……254

***7.2. Le déploiement d'un PITA : Quelles circonspections ?quelles*…….…….....…....…256**
difficultés

7.2.1. Quel est l'état de la base d'information existante ?.....257

7.2.2. La fragilité de territoire……..…258

7.2.3. Les effets rétroactifs et les comportements des acteurs…….260

7.2.4. La dimension éthique, la confiance et la ruralité……..….262

a) L'apport de l'éthique et de l'histoire commune……...262
b) La contrepartie de la confiance……...….264

7.2.5. Les difficultés de tempérer les comportements en situation de…….……265
fragilité

a) État psychologique et adaptation nécessaire……..……..265
b) Communiquer l'expérience de l'observatoire……..……268

7.2.6. Mesures interactives……..……270

a- Manier l'interactivité territoriale……..……270
b) Concrétiser la communication et l'interactivité……..…….272
c) L'apport d'une activité de persuasion des acteurs……..……273

7.2.7. La difficile intégration globale de la complexité territoriale……...……..276

Conclusion générale…….……..**278**

Rappel: Thème de la recherche……...…278
Limites de la recherche……..…….280
PITA : une démarche à expérimenter……..……..281

Bibliographies…….…….**283**

Tableaux / figures/ Sigles et Acronymes/Auteurs……..……..**305**

Annexes…….…….**320**

Résumé……..……..…….**376**

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ

ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés

Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INTELLIGENCE TERRITORIALE ET OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :

UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE ADAPTÉ (PITA) À L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB AU SUD DE LA TUNISIE

Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue
par

MOHAMED HADDAD

sous la direction du Professeur Vincent Meyer
codirection du Professeur Mongi Sghaïer

Décembre 2008

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ
ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés
Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INTELLIGENCE TERRITORIALE ET OBSERVATOIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX :

UN PROCESSUS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE ADAPTÉ (PITA) À L'OBSERVATOIRE DE MENZEL HABIB AU SUD DE LA TUNISIE

Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue par

MOHAMED HADDAD

Composition du Jury :

PHILIPPE DUMAS, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Toulon-Var.
WAHID GDOURA, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de la Manouba-ISD -Tunis.
BRIGITTE GUYOT, Maître de Conférence- HDR, à l'Institut national des sciences et techniques de l'information et au Conservatoire des arts et métiers – Paris.
HOUCINE KHATELLI, Professeur en Sciences biologiques appliquées à l'Institut des régions arides – Médenine.
VINCENT MEYER, Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Verlaine-Metz (directeur de thèse).
MONGI SGHAÏER, Professeur en agronomie à l'Institut des régions arides – Médenine (codirecteur de thèse).

Décembre 2008

Résumé

La dernière décennie est marquée par l'émergence, au nord comme au sud de la Méditerranée, de nombreux organismes portant dans leur appellation le terme « observatoire ». Le transfert de ces dispositifs de l'astronomie aux sciences humaines et sociales et leurs usages protéiformes requièrent un retour sur leurs fondements historiques, théoriques et méthodologiques. Cette exploration est le point de départ d'une recherche sur l'articulation entre observatoires, intelligence territoriale et développement durable dans le contexte aride du sud-tunisien. Ainsi les défis, les exigences et les mutations des sociétés rurales de Menzel Habib (Gabes) sont-ils nombreux et profonds. Devant la désertification et la dégradation continue qui affectent la dynamique de développement de ce territoire aride se pose, entre autres, la question sur les capacités de l'observatoire de Menzel Habib à générer la concertation et la valorisation des interactions territoriales. En ce sens, nos travaux constatent l'existence, dans bien des cas, d'un décalage entre les capacités d'évolution de l'observatoire et l'utilisation qui en est faite en matière de communication entre les différents acteurs territoriaux. Il ressort de cette recherche, inscrite dans le programme de recherche Langages, Objets, Territoires et Hospitalités (LOTH), que les thématiques du développement durable et de l'intelligence territoriale sont susceptibles de se rejoindre et de se compléter dans le cadre de projets locaux des observatoires socio-économiques et environnementaux. Cette dynamique de développement nécessite toutefois une mutualisation de l'information couplée à une démarche de confiance, de participation, de communication et de concertation territoriale. Aussi proposons-nous l'application d'un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) qui s'inscrit dans une voie prospective d'intégration des nouvelles attitudes susceptibles d'être au fondement d'un nouveau rapport de gouvernance rurale.

Mots-clés

Observatoire, Intelligence territoriale, Développement durable, Mutualisation, Information, Communication, Confiance, Zones arides, Sociétés rurales, Acteurs, Gouvernance

Abstract

The last decade has witnessed the appearance, in both north and south of the Mediterranean, of several institutions that carry in their names the word 'observatory'. The introduction of these astronomical observations into the social sciences has called for a thorough investigation into the origins, theories and methodologies of these observatories. Such an investigation is at the origin of some substantial research into the interaction between these observatories, territorial intelligence and continuous development in the arid region of the Tunisian south. Accordingly, the changes and developments of rural society in the region of Menzel Habib, Gabes are complex and far-reaching. In front of the ever-expanding desertification and the continuous developmental recess in this arid region, what remains to be seen is the capacity of Menzel Habib Observatory to stimulate and value interaction between territories. This research argues that there is a discrepancy between the growth rates of this observation post and the role it assumes to link the different territorial actors. This research, conducted within the framework of the research program "Languages, Objects, Territories and Hospitalities (LOTH)", argues that the content of continuous development and territorial intelligence should be linked to complete each other within local socio-economic and environmental projects of such observatories. However, this dynamic of development necessitates a sound data circulation, a firm process of participation, communication and mutual consultation. Thus, it is suggested to apply an adapted territorial intelligence process (ATIP) within a prospective approach of integration of the new susceptible attitudes as a basis for an upgraded rural governance.

Key words

Actors, Arid regions, Communication, Confidence, Governance, Information, Mutualisation, Observatory, Rural societies, Sustainable Development, Territorial Intelligence